

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1889

ARCHIVES

DEPARTMENT

1882

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

DEUXIEME SÉRIE

TOME XXXII
OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — PAYS-BAS

Convention d'Arbitrage.

29 novembre 1888 (1).

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, voulant mettre fin à l'amiable au différend qui existe touchant les limites de leurs colonies respectives de la Guyane française et du Surinam en amont du confluent des rivières de l'Ava et du Tapanahoni qui forment ensemble le Maroni, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française : M. René Goblet, Député, Ministre des Affaires étrangères, etc. ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas : M. le Jonkheer Alphonse, Lambert, Eugène de Stuers, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas conviennent de remettre à un arbitre le soin de procéder à la délimitation sus-mentionnée.

Les deux Gouvernements se mettront d'accord sur le choix de l'arbitre auquel ils communiqueront tous les documents et toutes les données dont ils disposent.

Art. 2. — Les deux Gouvernements s'engagent à accepter, comme jugement suprême et sans appel, la décision que prendra l'arbitre et à s'y soumettre sans aucune réserve.

(1) *Journal officiel de la République française* du 13 août 1889.

Art. 3. — La présente Convention aura son effet dès que les Chambres françaises et les Etats généraux des Pays-Bas l'auront approuvée et dès que les ratifications en auront été échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 29 novembre 1888.

(L. S.) Signé : GOBLET.

(L. S.) Signé : STUERS.

— Voici l'Exposé des Motifs soumis aux Chambres françaises (1) :

Messieurs.

Un différend est, depuis bien des années, pendant entre la France et la Hollande à propos des limites de leurs colonies respectives de la Guyane, en amont du confluent des rivières de l'Awa et du Tapanahoni, dont la réunion forme le Maroni. On sait que c'est le traité du 28 août 1817 (2) qui, conformément aux dispositions de l'article 107 de l'acte final du congrès de Vienne, a fixé les conditions de la restitution de la Guyane française à la France par le royaume de Portugal. D'après ce traité, le gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, qui avait occupé la Guyane française pendant le premier Empire, s'engageait à nous la restituer jusqu'au 32° de longitude Est de l'île de Fer, c'est-à-dire au 58° Ouest du méridien de Paris sur le parallèle de 2° 24' Nord. Il suffit de se reporter à une carte du pays pour constater que le territoire qui nous a été ainsi rendu s'étend au delà même de la ligne de Tapanahoni.

Depuis lors, un arrangement local, concerté le 9 novembre 1836 entre les Gouverneurs de Cayenne et de Surinam au sujet de leurs relations avec les tribus nègres de l'intérieur, a stipulé que « le territoire situé sur la rive droite » du Maroni à partir de la source de ce fleuve appartenait à la France ». Cet arrangement aurait réglé le différend s'il eût été approuvé par les deux Gouvernements et si l'on avait pu se mettre d'accord sur le cours d'eau à qui le nom de Maroni doit appartenir ; mais, à cette époque, les données concernant les deux branches principales du fleuve, c'est-à-dire l'Awa et le Tapanahoni, étaient si vagues, que souvent l'on attribuait indistinctement à l'une ou à l'autre le nom de Maroni. D'autre part, le Gouvernement Néerlandais n'a pas plus que nous, attaché une grande importance à la convention de 1836 ; il a même déclaré en 1849 que cette convention ne pouvait être regardée comme réglant les limites des deux Guyanes.

En 1861, à la suite d'une entente intervenue entre les Gouverneurs des colonies françaises et hollandaises, une commission mixte fut chargée de déterminer le cours supérieur du Maroni. Elle avait uniquement pour tâche de rechercher le débit d'eau du Tapanahoni et de l'Awa, afin de permettre d'établir lequel de ces deux affluents pouvait être considéré comme l'origine du Maroni.

La Commission constata que le nom de Maroni ne s'appliquait qu'à la partie inférieure du fleuve et que cette dénomination ne pouvait être étendue ni à l'un ni à l'autre de ses principaux affluents supérieurs, le plus important, celui de droite, portant les deux noms d'Itani (en amont) et d'Awa (en aval) et celui de gauche n'étant connu que sous la seule dénomination de Tapanahoni. Si les travaux de la Commission l'ont conduite à reconnaître que le débit d'eau de l'Awa était plus considérable que celui du Tapanahoni, ce qui, d'ailleurs, n'est pas prouvé en fait étant donnée la méthode imparfaite suivie par les Commissaires, cette constatation ne peut pas être considérée comme ayant entraîné de

(1) Pour le rapport de M. Frédéric Passy à la Chambre des députés. V. *Archives*, 1889 I, p. 97.

(2) V. ce Traité dans le *Recueil des Traités de la France*, par de Clercq, III, p. 102.

plein droit des conséquences d'ordre politique. Elle a, du reste, fait l'objet de réserves formelles de la part du Gouvernement français.

Quelques années plus tard, des pourparlers directs étaient engagés entre les deux cabinets de Paris et de la Haye. Ils se prolongèrent jusqu'en 1876, mais sans amener un résultat définitif.

La question fut reprise l'année dernière à l'occasion des placers découverts dans le territoire non délimité. Les deux Gouvernements n'ayant pu arriver ni à une entente ni à une transaction que nous avions proposée par esprit de conciliation, il a paru que le moyen le plus raisonnable de résoudre la difficulté serait de remettre à un arbitre le soin de déterminer la ligne de démarcation entre les deux colonies. A cet effet, a été signée, le 29 du mois dernier, une convention destinée à servir de base à l'arbitrage : nous avons l'honneur de la soumettre à votre assentiment et nous vous demandons de vouloir bien y donner votre approbation.

FRANCE — ITALIE

Arrangement relatif aux Archives consulaires.

8 décembre 1888 (1).

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant préciser le sens des termes de l'art. 5 de la convention consulaire signée, le 26 juillet 1862 (2), entre la France et l'Italie, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française : M. René Goblet, député, ministre des affaires étrangères, etc. etc. ;

Et Sa Majesté le roi d'Italie : Son Excellence M. le général comte Louis-Frédéric Menabrea, marquis de Valdora, sénateur, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc., etc. ;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les mots « archives consulaires » s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces.

Art. 2. — Il est expressément interdit aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.

Les chambres ou la chambre constituant ce local devront être parfaitement distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul et ne pourront être affectées à d'autres usages.

Art. 3. — Les instructions les plus formelles seront adressées par les

(1) *Journal officiel de la République française*, du 13 février 1889. — Cf. *Archives*, 1888, I, p. 237, au sujet de l'« Incident de Florence », qui a donné lieu au présent Arrangement. — V. la brochure de M. Clunet : *Incident du consulat de France à Florence*, Paris, 1888, Marchal et Billard Aj un article important de M. Gabba, professeur à l'Université de Pise, *Revue de Droit international*, 1888, p. 343 et suiv. Le Gouvernement italien a communiqué aux Chambres un *Livre vert* relatif à la question ; nous en publierons prochainement les documents les plus importants.

(2) V. *Archives*, 1863, I, p. 87.

deux gouvernements à leurs agents respectifs, en vue de leur prescrire de se conformer strictement aux dispositions énoncées à l'article précédent. Si un consul général, un consul, un vice-consul ou un agent consulaire, requis par l'autorité judiciaire locale d'avoir à se dessaisir de documents qu'il détient, se refuse à les livrer, l'autorité judiciaire recourra, par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, à l'ambassade dont cet agent dépend.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 8 décembre 1888.

(L. S.) Signé : René GOBLET.

(L. S.) — Louis-Frédéric MENABREA.

FRANCE — SUISSE

Convention concernant l'admission réciproque des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires domiciliés à proximité de la frontière, à l'exercice de leur art dans les communes limitrophes des deux pays.

29 mai 1889 (1).

Le Conseil Fédéral de la Confédération suisse et le Président de la République française, désirant régler l'admission réciproque dans les communes-frontières de France et de Suisse, des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires établis dans les dites communes, à l'exercice de leur art, ont résolu de conclure dans ce but une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Charles-Edouard Lardy, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris; et M. le Président de la République française : M. Eugène Spuller, député, ministre des Affaires étrangères de la République française, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires diplômés suisses, établis dans les communes suisses limitrophes de la France et qui, dans ces communes, sont autorisés à exercer leur art, seront admis à l'exercer de la même manière et dans la même mesure dans les communes limitrophes françaises.

Réciproquement, les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires diplômés français établis dans les communes françaises limitrophes de la Suisse, et qui, dans ces communes, sont autorisés à exercer leur art, seront admis à l'exercer de la même manière et dans la même mesure dans les communes limitrophes suisses.

Art. 2. — Les personnes qui, en vertu de l'article premier, exercent

(1) *Journal officiel de la République française* du 25 juillet 1889.

leur profession dans les communes limitrophes du pays voisin, n'ont pas le droit de s'y établir en permanence, ni d'y élire domicile.

Elles sont tenues de se conformer aux mesures légales et administratives prévues dans ce pays.

Art. 3. — Les médecins, chirurgiens et accoucheurs admis, en vertu de l'article premier, à exercer leur art dans les communes limitrophes du pays voisin et qui, au lieu de leur domicile, sont autorisés à délivrer des remèdes à leurs malades, n'auront le droit d'en délivrer également dans les communes limitrophes de l'autre pays que s'il n'y réside aucun pharmacien.

Les vétérinaires diplômés admis à exercer leur profession dans la zone frontière sont autorisés à vendre des médicaments dans les communes qu'ils visitent.

Art. 4. — Les personnes qui contreviendraient aux dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus seraient, à la première contravention, privées pendant un an du bénéfice créé par l'article premier ; en cas de récidive, elles perdraient tout droit à ce bénéfice et seraient rayées de la liste établie conformément à l'article 5 de la présente convention.

Art. 5. — Au mois de janvier de chaque année, le gouvernement fédéral suisse fera tenir au gouvernement français un état nominatif des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires diplômés établis dans les communes suisses limitrophes de la France, avec l'indication des branches de l'art de guérir qu'ils sont autorisés à exercer.

Un état semblable sera remis à la même époque par le gouvernement français au gouvernement fédéral suisse.

Art. 6. — Un état annexé à la présente convention indiquera les communes françaises et les communes suisses auxquelles s'appliquent les présentes dispositions.

Art. 7. — La présente convention sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays et continuera à sortir ses effets jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour auquel elle aura été dénoncée par l'une des deux Parties contractantes.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 29 mai 1889.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) E. SPULLER.

(Suit la liste des communes françaises et suisses auxquelles s'applique la convention.)

— Voici le Message adressé par le Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant la convention qui précède :

Monsieur le président et messieurs

Nous sommes en mesure de vous annoncer par le présent message l'entier accomplissement de la tâche que vous nous avez donnée par postulat du 19 mars 1884

Au mois de mars 1883, lorsque nous avons soumis à votre ratification la

convention avec l'Allemagne concernant l'admission réciproque des personnes exerçant des professions médicales et domiciliées à proximité de la frontière à pratiquer leur art dans la zone frontière, vous nous avez chargés par le postulat précité de conclure des conventions analogues avec la France, l'Italie et l'Autriche.

Les négociations entamées à cet effet avec les deux derniers Etats et la principauté de Lichtenstein ont abouti sans peine à un résultat satisfaisant, de sorte que nous avons pu, en mai 1886, soumettre à votre approbation les conventions conclues avec l'Autriche-Hongrie et la principauté de Lichtenstein (1) et, il y a un an, celle conclue avec l'Italie (2).

En revanche, les négociations avec la France n'ont pas marché aussi rapidement. Au contraire, en 1886, elles se sont arrêtées auprès du gouvernement français, à ce qu'il paraît ensuite d'un préavis négatif du comité consultatif d'hygiène. Toutefois, dans le courant de l'année dernière, nous avons renouvelé notre demande auprès du gouvernement français en le priant, pour le cas où il ne pourrait pas lui donner suite, de nous faire parvenir une réponse définitive.

Les négociations ont été reprises et ont abouti à la conclusion de la convention que nous avons l'honneur de soumettre aujourd'hui à votre ratification.

Avant de donner notre approbation au projet, nous l'avons soumis aux gouvernements des cantons limitrophes intéressés, à la commission des experts médicaux et à notre département de l'industrie et de l'agriculture — à ce dernier pour ce qui concerne les vétérinaires, — et nous avons autant que possible tenu compte de leurs observations.

La convention est généralement conforme à celles conclues avec les Etats voisins sur le même objet. Voici les quelques différences qu'elle présente :

1. Les vétérinaires seuls sont autorisés sans restriction à délivrer des médicaments, tandis que les médecins ne peuvent le faire que s'il ne réside aucun pharmacien dans la localité habitée par le malade.

2. Les personnes qui contreviennent aux dispositions de la convention sont punies du retrait du droit d'exercer leur profession dans la zone frontière, à la première contravention, pour une année; en cas de récidive, pour toujours.

3. La zone frontière est déterminée à l'aide d'un état des communes situées dans un rayon de 10 kilomètres de chaque côté de la frontière, qui est annexé à la convention.

En outre, au mois de janvier de chaque année, les gouvernements des deux pays se communiquent mutuellement un état des personnes exerçant des professions médicales (médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires), domiciliées dans les communes limitrophes et autorisés à pratiquer dans la zone frontière.

A notre avis, ces dispositions ne renferment rien qui puisse léser nos intérêts et, bien que la dernière paraisse quelque peu compliquée, elle est cependant de nature à prévenir des conflits qui pourraient s'élever relativement à l'exercice des professions médicales à la frontière. En conséquence, nous prenons la liberté de vous recommander la ratification de la convention et l'adoption du projet d'arrêté fédéral ci-dessous.

Berne, le 7 juin 1889.

Arrêté fédéral ratifiant la convention conclue avec la France, concernant l'admission réciproque des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires domiciliés à proximité de la frontière, à l'exercice de leur art dans les communes limitrophes des deux pays.

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

(1) *Archives*, 1886, IV, p. 10.

(2) *Archives*, 1888, IV, p. 249.

Vu la Convention conclue à Paris le 29 mai 1889 entre la Suisse et la France, concernant l'admission réciproque des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires domiciliés à la frontière à l'exercice de leur art dans la zone frontière ;

Vu le message du Conseil fédéral du 7 juin 1889 ;

Arrête :

1. La Convention mentionnée est ratifiée tant au point de vue de la forme qu'à celui du fond.

2. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.



DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE RÉGIME DES SUCRES

Suite (1)

Dix-neuvième Séance. — Mardi 9 mai 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à 11 heures trois quarts.

Le procès-verbal de la quinzième séance est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de MM. les Délégués des Pays-Bas relative aux surtaxes.

M. Verkerk Pistorius parle en ces termes :

« La Conférence connaît la manière de voir du Gouvernement des Pays-Bas, au sujet de la question. Je crois avoir déjà démontré, dans la séance du 14 décembre, que les droits de douane n'agissent pas seulement comme protection à l'intérieur, mais, en certaine mesure, absolument dans le même sens que les primes à l'exportation. Dans le Mémoire que nous avons eu l'honneur de soumettre dernièrement à la Conférence, et qui est imprimé comme annexe C au procès-verbal de notre douzième séance, nous avons exposé la même idée d'une manière plus détaillée, et nous croyons avoir établi que les surtaxes, si elles sont trop élevées, poussent nécessairement à l'exportation en stimulant outre mesure la production et en permettant aux fabricants d'offrir leurs sucres à meilleur marché sur les marchés étrangers. Je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit plusieurs fois, mais je me permettrai d'appeler l'attention de la Conférence sur un frappant exemple de ce que je viens d'avancer. En Russie, avant 1885, le Gouvernement

(1) V. *Archives*, 1889, I, p. 35, 139; II, p. 48, 289; III, p. 226.

n'accordait aucune prime. Au contraire, le remboursement au taux unique des droits était défavorable à l'exportation. Pourtant le Gouvernement dut se décider à venir en aide aux industriels, afin de débarrasser le marché, en leur accordant une prime de 80 copecks par poud (presque 11 francs par 100 kilogr.). La fabrication s'était accrue de plus d'un tiers dans le cours d'une seule année (de 344,000 tonnes en 1884-1885, à 414,000 tonnes en 1885-1886). La consommation russe est évaluée à environ 360,000 tonnes par an. Quelle était la cause de cet excès de production ? Rien d'autre que la surtaxe sur les sucres étrangers, qui, à cette époque, si je ne me trompe pas, se chiffrait à plus de 46 francs par 100 kilogrammes pour les sucres bruts entrant par la mer Noire, et à plus de 48 francs pour les autres. Cela est tellement vrai, et on le comprend si bien en Russie même, que le Ministre des finances y est expressément autorisé à proposer une réduction des droits d'entrée en cas de hausse des prix du sucre.

« Le droit actuel sur les sucres bruts étrangers en Russie est, je crois, de 1.60 rouble d'or par poud, soit de 36 francs par 100 kilogrammes. Cette diminution de la surtaxe suffira-t-elle pour prévenir une répétition du fait que l'on redoute ? Je crains que non, et je crois qu'on n'en est pas bien sûr en Russie. En effet, il est constaté, dans le Mémoire qui nous a été communiqué par M. Kamensky lors de notre première réunion, qu'après l'abolition des primes, le 1^{er} juillet 1884, l'exportation a cessé pendant le reste de l'année, mais qu'à partir du commencement de 1887, elle a repris, quoique avec moins de vigueur. A mon opinion, avec le système défavorable à l'exportation qu'on a en Russie, il y a là un signe certain d'excès de production, et cette cause de trouble dans la marche régulière de l'industrie ne cessera pas de se faire sentir, à moins d'abaisser la surtaxe à un montant qui suffit à défendre le marché intérieur contre l'invasion des sucres étrangers, sans permettre aux fabricants d'imposer les consommateurs outre mesure.

« L'exemple de la Belgique, sur lequel j'ai déjà appelé l'attention de la Conférence en décembre dernier, prouve la même chose. Depuis qu'elle perçoit une surtaxe de 15 p. 100 sur les sucres étrangers, ses raffinés envahissent de plus en plus les Pays-Bas. D'après nos renseignements, les raffineries belges auraient travaillé, en 1887, environ 70,000 tonnes de sucre brut, qui auraient produit 62,000 tonnes de raffiné, dont 17,000 tonnes pour l'exportation. Toutes les raffineries augmenteraient leur force de production, et la raffinerie tirlémontoise se serait organisée de façon à pouvoir travailler, à elle seule, 50,000 tonnes de sucre brut. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la surtaxe de 15 p. 100, imposée en 1885, est pour beaucoup dans cette prospérité et pousse largement à augmenter la fabrication.

« Je m'en tiendrai à ces exemples, par lesquels je crois avoir démontré que les surtaxes ont, en certaine mesure, absolument le même effet que les primes directes à l'exportation. Mais il est un autre point sur lequel je dois appeler l'attention de la Conférence. Le Mémoire de l'Autriche-Hongrie fait remarquer avec beaucoup de justesse qu'il faudra un appât pour engager les autres Puissances à entrer dans la Convention. La clause pénale ne suffira pas à cet effet, parce qu'elle ne s'appliquera qu'aux Pays qui donnent des primes. Or, quels avantages les stipulations que nous avons jusqu'ici discutées offrent-elles aux Puissances non contractantes ? Et pourquoi celles-ci entreraient-elles dans la Convention ? Pour faire exa-

miner et juger leur législation par une Commission internationale, ou pour contribuer aux frais de notre bureau ? Je crois que, jusqu'ici, il n'a été question entre nous que d'obligations réciproques, nullement d'avantages, et que, dans un autre ordre d'idées aussi, nous devons limiter les surtaxes, puisqu'il ne serait vraiment pas logique de continuer à nous traiter réciproquement comme pays à primes, alors que nous sommes engagés à ne plus en donner. Il faut nécessairement qu'il y ait quelque différence sous ce rapport entre les pays contractants et les autres.

« La Russie, comme nous venons de le voir, a un droit de douane de plus de 36 francs ; la différence entre le droit d'entrée et les taxes en Espagne revient à peu près à ce même chiffre ; l'Autriche-Hongrie applique aux sucres étrangers un droit de 20 florins représentant une surtaxe d'environ 11 florins. Ce sont là de véritables droits prohibitifs, et, pour appliquer les clauses pénales qui nous sont proposées, ces Pays n'auront rien à faire. Ils appliquent déjà maintenant le régime de la prohibition, même à leurs futurs co-contractants ».

M. Pallain dit que, M. le Président ayant bien voulu remettre en discussion la question des surtaxes et permettre ainsi à chaque Délégué de manifester librement son opinion, il en profitera pour soumettre aux Délégués britanniques un des points de vue sous lesquels cette question lui semble pouvoir être envisagée. On admettra sans conteste que le but de la Conférence est d'assurer à tous les pays producteurs, par la suppression des primes à l'exportation, l'égalité de concurrence sur les marchés tiers, et principalement sur le marché anglais. Cette égalité, les Contractants la retrouveront-ils, si l'Angleterre, usant elle-même de la liberté que chaque Pays entend se réserver quant à son Tarif douanier, songeait un jour à établir un régime différentiel entre les sucres de ses colonies et ceux des autres provenances ? L'Angleterre possède aujourd'hui un régime douanier qui ne comporte aucun tarif différentiel. Mais peut-on avoir la certitude que, dans l'avenir, il ne surgira aucune circonstance qui serait de nature à engager l'Angleterre dans une voie différente ?

M. Pallain appelle l'attention des Délégués britanniques sur ce point qui, d'ailleurs, est relevé dans le mémoire produit, au début de la présente session, par le Gouvernement des Pays-Bas.

M. Jordan ne peut que répéter ce qu'il a déjà dit précédemment, et qui est contenu dans le Mémoire présenté par son Gouvernement, c'est que l'Allemagne désire que la question des surtaxes ne soit pas introduite dans le programme de la Conférence. Son Gouvernement tient à conserver, sur ce point, son entière liberté d'action.

M. le Comte de Kuefstein dit que, si la question des surtaxes n'a pas été touchée dans le Mémoire austro-hongrois, c'est qu'on ne considérerait pas que cette question fût soumise aux délibérations de la Conférence. Il ne pourrait donc pas adhérer à la proposition de M. Verkerk Pistorius. Il ne méconnaît pas la valeur de ce qu'a dit M. le premier Délégué des Pays-Bas sur la nécessité d'offrir certains avantages aux Etats qui hésiteraient à entrer dans la Convention. Il ne va pas jusqu'au point de partager l'avis qui a été exprimé au cours de la première session, et d'après lequel il serait contradictoire d'abolir les surtaxes, alors qu'on en établit de nouvelles sous le nom de droits compensateurs.

M. le Comte de Kufstein admet parfaitement que l'abolition des surtaxes formerait un appât efficace. Mais il ne croit pas que la question soit mûre pour être résolue d'une manière aussi complète, ni qu'elle entre dans le cadre du mandat de la Conférence. La Conférence est réunie pour arriver à l'abolition des primes. M. le Comte de Kufstein ne croit pas qu'il soit possible, pour le moment, d'aller plus loin. Le sucre se trouve, à l'égard des autres articles de commerce, dans une situation particulière, puisque, depuis un quart de siècle, il jouit de primes, tandis que les autres articles n'en ont pas. C'est déjà un grand pas de réduire le sucre aux mêmes conditions que les autres articles. En allant jusqu'à la proposition de M. Verkerk Pistorius, on le placerait dans une situation plus désavantageuse, puisqu'on lui enlèverait à la fois l'encouragement pour l'exportation et la protection à l'intérieur. M. Verkerk Pistorius a reconnu lui-même, pour chaque Pays, le droit de réserver son marché intérieur, et de ne pas le laisser envahir par les sucres des Pays étrangers. La suppression des primes était le premier but à suivre, car les primes imposent au Trésor des charges énormes, et faussent, sur tous les marchés, les conditions de la concurrence et des prix. Mais, au moment où l'industrie va être obligée de renoncer au bénéfice que les primes lui procurent depuis si longtemps, il ne conviendrait pas de lui imposer un nouveau sacrifice en l'abandonnant à la concurrence des sucres étrangers sur son propre marché. Tels sont les motifs pour lesquels le Gouvernement austro-hongrois ne saurait adhérer à la proposition de M. Pistorius ; il entend conserver sa liberté d'action absolue pour les droits d'entrée.

M. Guillaume croit, avec M. Pistorius, que les surtaxes peuvent être assimilées à des primes déguisées, et qu'elles sont dès lors en opposition avec les principes sur lesquels repose la Convention. Il se rend compte, cependant, des difficultés que rencontrerait la suppression des surtaxes. C'est pour cela qu'au cours de la première session il avait formulé une proposition qui tendait simplement à en interdire l'augmentation. M. Guillaume maintient cette proposition de conciliation et demande qu'elle soit remise en discussion, si la proposition plus radicale de M. Pistorius n'est pas adoptée.

Aux arguments présentés par M. Pistorius, M. Guillaume ajoutera qu'en France, les surtaxes ont eu pour effet de maintenir entre le marché de Londres et le marché de Paris une différence de 3 francs qui constitue une véritable prime indirecte. Il conteste, d'ailleurs, que, par l'abolition des surtaxes, le sucre soit traité d'une manière plus dure que la plupart des autres marchandises.

M. Guillaume termine en disant qu'à son avis la suppression des surtaxes serait, dans l'intérêt général, une excellente mesure. Elle serait, d'ailleurs, conforme à tous les précédents. Dans les Conférences antérieures, les Puissances ont toujours fait abandon de toute espèce de surtaxe sur les sucres des pays co-contractants. On ne concevait pas alors qu'on pût faire une Convention tout en maintenant des barrières entre les différents Etats qui forment l'Union sucrière.

En résumé, M. Guillaume demande la suppression des surtaxes, et, si cette manière de voir n'est pas acceptée, il en reviendra à sa proposition de conciliation.

M. de Barner dit que son Gouvernement s'est déclaré, dans son

Mémoire, contre la suppression des surtaxes, « voulant garder sa liberté de maintenir ou d'adopter des mesures ayant pour but de réserver le marché du pays à la production nationale ». Il ferait donc toutes réserves si l'article 7 est adopté.

M. Batanero dit que les Délégués de l'Espagne croient que les propositions présentées par les honorables Délégués des Pays-Bas et de la Belgique au sujet de la suppression, ou, en tout cas, de la limitation des surtaxes, entre les Hautes Parties contractantes, n'entrent pas dans le programme de la Conférence.

Il n'aurait pas été facile, en outre, de faire consentir unanimement tous les Pays convoqués à l'opportunité et à l'utilité de la discussion de cette question.

MM. les Délégués des Pays-Bas, dans leur dernière proposition, croient, cependant, qu'en prenant les primes dans leur sens le plus large, les surtaxes sont une manière indirecte de les accorder. Leur examen, par conséquent, disent-ils, est compris dans le premier point de la circulaire du 2 juillet 1887, signé par le premier Ministre de Sa Majesté Britannique, visant « les moyens propres à remédier au dérangement qu'ont subi les industries de la fabrication et du raffinage du sucre, en tant que ce dérangement est dû à l'action des Gouvernements ».

Qu'il soit permis de contester cette manière de voir la question.

M. le Marquis de Salisbury expose, dans sa circulaire, les raisons qui l'ont rendue nécessaire :

« 1^o La recommandation, faite à la Chambre des communes, l'année 1880, par la Commission de l'Industrie sucrière, visant que « tous les États producteurs de sucres soient invités à une Conférence, dans le but d'arriver à une entente relative à la suppression des primes » ;

« 2^o L'invitation faite, sans résultats, pour donner suite à cette recommandation, aux Gouvernements de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, pour élaborer un système d'impôt qui supprimerait les primes à l'exportation ;

« 3^o Les dispositions plus favorables dans lesquelles se trouvent aujourd'hui les Gouvernements les plus intéressés aux primes ».

Il n'y a pas d'autre raison dans la circulaire. Elle ne vise non plus aucune autre idée que la suppression des primes.

La circulaire ne soulève directement ni indirectement la question des surtaxes. C'est pourtant une question si importante qu'elle ne pourrait être proposée que directement.

Il est donc plus que probable qu'aucune des Puissances convoquées, à l'exception de la Belgique et des Pays-Bas, n'aurait accepté ce programme. La France, qui, dans les Conférences de 1876-1877, a admis ce principe dans l'article 10 du projet de Convention, alors arrêté entre elle, l'Angleterre et les deux pays cités, aujourd'hui ne l'admet pas.

Il n'est pas étonnant, alors, que ces quatre nations, dont les systèmes économiques comportaient, à cette époque là, le libre échange, aient convenu d'introduire, entre elles, ce principe, et que M. Teisserenc de Bort, l'illustre Président de ces Conférences, ait dit « que l'ouverture des marchés est une des conditions du régime conventionnel ».

Evidemment que l'ouverture des marchés de ces quatre nations aurait été la conséquence de la Convention qu'elles formaient entre elles.

Mais la situation est aujourd'hui complètement différente.

Tous les Etats producteurs de sucre ont été convoqués, sans qu'on ait parlé, dans l'invitation, de l'abolition des surtaxes, qui aurait visé les lois intérieures et les systèmes douaniers de presque tous les convoqués.

Cette question a été, cependant, soulevée dans la première session de la Conférence, et M. le baron de Worms, l'honorable Président, donnant, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'interprétation authentique du programme, a dit à la cinquième séance que son Gouvernement « ne s'était pas attendu à ce que la question des surtaxes serait soulevée » ; et, à la sixième séance, « que le Gouvernement britannique n'a pas eu le désir de soulever cette question, mais que si l'on est d'accord pour la discuter, il n'y mettra pas d'obstacles ».

Les honorables Délégués de la Belgique proposèrent alors comme transaction un article entraînant l'obligation, entre les Pays contractants, de ne pas augmenter les surtaxes actuelles, article qui ne fut pas accepté par l'honorable Délégué des Pays-Bas, qui a préféré que les Gouvernements soient simplement appelés à examiner la question telle qu'il l'avait alors proposée, c'est-à-dire la suppression des surtaxes entre les Pays contractants pour leurs sucres bruts et raffinés, y compris ceux de leurs Colonies.

Les Délégués de l'Espagne furent donc obligés de donner leur adhésion à l'article 4 de la Convention provisoire, avec la réserve que leur Gouvernement aurait la liberté de conserver ou d'établir des droits de douane, pourvu qu'ils n'impliquent pas de drawbacks ni de primes à l'exportation.

Cette réserve était et continue à être indispensable. En Espagne, les droits de douane sur les sucres étrangers n'ont jamais été une défense contre les primes ; ils ont simplement répondu à la légitime convenance de réserver le marché métropolitain pour ses sucres nationaux, et, en certaine mesure, à une nécessité budgétaire. Dans la péninsule espagnole il n'y a, du reste, pas d'exportation de sucres. L'Espagne péninsulaire a besoin, au contraire, d'en importer.

Mais la discussion de cette question paraît encore moins utile à cette phase des travaux ; elle préjugerait des dispositions que la plus grande partie des Gouvernements veulent se réserver librement pour leurs systèmes intérieurs, ou vis-à-vis d'autres Gouvernements dans la voie diplomatique et dans les Traités de commerce.

Il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas d'un « Zollverein » ou Union douanière des sucres.

Toutes les Puissances, excepté la Belgique, après examen de la proposition, croient qu'elle ne doit pas être acceptée.

Dans les différents rapports, de même que dans le cours de la dixième séance, il a été déclaré que la question ne doit pas être traitée et que les Gouvernements ne veulent pas engager leur liberté d'action. Le cas justement prévu pour l'Angleterre n'est pas arrivé.

Les Délégués de l'Espagne, pour leur part, croient que l'attitude des différentes Délégations implique le désir que la question ne soit pas entamée.

Quant à l'Espagne, ses Délégués ne sont pas autorisés à engager la libre action de leur Gouvernement sur les droits de douane payés dans la Pénin-

sule par les sucres étrangers, et sur la faculté de les imposer dans toutes ou dans quelques-unes de ses provinces et possessions d'outre-mer.

Ils doivent, pour toutes ces raisons, et à leur grand regret, s'opposer à l'admission de l'article proposé par les très honorables Délégués du Gouvernement de Sa Majesté Néerlandaise.

M. Sans-Leroy dit qu'après les explications fournies par son honorable collègue, il ne serait pas entré dans un plus long développement, s'il ne croyait pas qu'il importe d'aboutir à une conclusion qui ne laisse place à aucun malentendu. Il demande donc, ou que l'article 7 soit supprimé par une décision motivée en termes explicites, ou que, par une clause spéciale, on reconnaisse, d'une manière formelle, à chaque Etat le droit de conserver son marché intérieur. Cette précision aura l'avantage d'empêcher toute interprétation comme celle par laquelle M. Guillaume tente d'assimiler les surtaxes à une véritable prime. Il ne faut pas oublier que, s'ils ont adhéré à une Conférence réunie en vue de supprimer les primes, les Gouvernements qui perçoivent des surtaxes n'ont jamais eu l'intention de renoncer aux avantages que ces surtaxes assurent à leurs nationaux sur le marché intérieur. Il est fâcheux, sans doute, pour certains pays, que la production y dépasse, dans une trop large mesure, les besoins de la consommation ; mais la Conférence ne peut pas être chargée d'obvier à cet inconvénient. Il ne faut donc pas qu'il reste l'ombre d'un doute sur la faculté que chaque Gouvernement entend conserver de régler, comme il l'entendra, son Tarif douanier.

M. Verkerk Pistorius dit qu'après les déclarations qui viennent d'être faites, il y a peu de chance pour lui de faire accepter l'article 7. Cependant, il croit devoir insister sur un point. Il ne s'agit nullement de contester la liberté, pour chaque pays, de garder son marché intérieur. M. Pistorius a pris soin, au contraire, de faire une distinction entre les surtaxes qui protègent simplement le marché national, et les surtaxes très élevées qui, allant bien au-delà, permettent aux industriels de faire payer au consommateur un complément de prix, lequel équivaut à une prime. Il n'est pas question de porter atteinte au principe de la protection, mais simplement d'éliminer de la Convention toute possibilité d'avoir des surtaxes.

On a posé la question de savoir si la discussion des surtaxes appartenait au programme de la Conférence. M. Batanero est entré dans de longs développements pour prouver qu'elle n'y figure pas. Le Gouvernement des Pays-Bas a toujours été d'une opinion contraire. Il a compris ce programme en ce sens que toutes les questions se rattachant aux primes, y compris celle des surtaxes, devaient faire l'objet des discussions.

M. Batanero a dit que, si la question des surtaxes avait été inscrite au programme, son Gouvernement ne serait pas venu à la Conférence sans faire des réserves à ce sujet. A cela, M. Pistorius répondra que le Gouvernement néerlandais, s'il avait pu croire que la question des surtaxes serait exclue du programme, n'aurait pas manqué de faire des réserves en sens opposé.

M. Kamensky croit que M. Pistorius est dans l'erreur en ce qui concerne l'effet produit en Russie par les surtaxes. Il a dit, en effet, que les surtaxes ont surexcité l'exportation. Or, ce ne sont pas les surtaxes, mais bien la baisse du change qui a produit ce résultat.

M. Verkerk Pistorius dit que, s'il en est ainsi, il ne comprend pas pourquoi la loi russe autorise le Gouvernement à diminuer les surtaxes lorsque le prix du sucre dépasse un niveau normal.

M. Kamensky répond que ce pouvoir est laissé au Gouvernement pour enrayer les effets de la spéculation. Les limites dans lesquelles les surtaxes peuvent varier ne sont, d'ailleurs, pas considérables.

M. Verkerk Pistorius dit qu'à son avis les surtaxes russes sont véritablement prohibitives.

M. Batanero croit que la question des surtaxes est trop importante pour avoir été comprise implicitement dans le programme. Si on avait voulu l'y faire entrer, on n'aurait pas manqué de la mentionner en termes explicites et formels ; et, s'il en avait été ainsi, ce n'est pas le Gouvernement espagnol seul, c'est le plus grand nombre des Etats réunis qui ne seraient pas venus à la Conférence.

M. Jordan demande la parole sur la proposition faite par M. Sans-Leroy. Dire dans un article de la Convention que les Gouvernements se réservent la liberté de leurs tarifs douaniers ce serait toucher, sans nécessité, à la question des surtaxes. Mais M. Jordan se croit obligé de déclarer, au nom de son Gouvernement, que les surtaxes ne sauraient être traitées de primes déguisées. Il fait cette déclaration pour éviter toute espèce de malentendu dans l'application du troisième alinéa de l'article 8. Il ne faut pas admettre qu'au sein de la Commission internationale, le Délégué d'un pays puisse venir dénoncer une surtaxe comme étant une prime déguisée. Dans la pensée de M. Jordan, il suffirait de constater explicitement au procès-verbal que, dans la pensée de la majorité de la Conférence, les surtaxes ne constituent pas une prime.

M. Sans-Leroy déclare qu'en face des observations de son collègue, qui traduit évidemment la pensée de la majorité des Délégués, il retire la deuxième alternative de sa proposition. Il demande simplement que l'article 7 soit supprimé comme étant étranger à l'objet de la Convention.

Il est entendu que cette suppression implique, pour tous les Etats, la faculté de conserver une entière liberté en matière de surtaxes de douane.

M. le comte de Kuefstein appuie cette nouvelle proposition. Il n'aurait pas accepté volontiers un article spécial réservant à chaque Etat une liberté qui, dans la pensée du Gouvernement austro-hongrois, ne devrait même pas être mise en doute. Quand il a accepté l'invitation du Cabinet Britannique, son Gouvernement n'a jamais eu la pensée que la question des surtaxes pourrait venir en question. M. le comte de Kuefstein ne saurait, du reste, s'associer à l'idée que les surtaxes soient des primes déguisées, dans le sens que la Conférence a donné jusqu'ici à cette expression. Si l'on admettait cette manière de voir, on risquerait de voir considérer comme primes à l'exportation les avantages qu'une contrée pourrait avoir sur l'autre par suite de la différence des tarifs, des frais de production, des facilités de communication, etc.

M. Verkerk Pistorius demande à M. Sans-Leroy si, dans la déclaration

par laquelle il entend réserver à chaque Puissance la libre disposition de son tarif douanier, il ne fait aucune exception, même pour l'Angleterre.

M. Sans-Leroy ne se dissimule pas la portée de la question qui lui est posée par M. Pistorius ; mais il ne croit pas qu'il soit possible d'imposer à un pays des restrictions que les co-contractants n'acceptent pas pour eux-mêmes.

M. Pallain fait remarquer qu'en soulevant cette question au début de la séance, il s'est borné à signaler ce côté de la question, sans donner à son observation le caractère d'une question formelle et, à plus forte raison, d'une proposition.

M. Batanero se rallie à la manière de voir de M. le comte de Kuefstein sur la deuxième proposition de M. Sans-Leroy. La suppression de l'article 7 implique suffisamment la liberté de chaque Etat de sauvegarder le marché intérieur.

M. Batanero ajoute que les primes proprement dites se distinguent éminemment des surtaxes par leurs effets : l'influence des premières se fait sentir sur les marchés extérieurs, tandis que les secondes affectent seulement les cours sur le marché national.

M. le Président constate que tous les Délégués, à l'exception de ceux de la Belgique et des Pays-Bas, sont d'accord pour supprimer l'article 7. Quant au Gouvernement Britannique, il n'a jamais considéré les surtaxes comme des primes. Il ne pourra pas se lier, alors que les autres Gouvernements conservent leur liberté d'action. C'est dans cet ordre d'idées que, dans la cinquième séance, le Président a déclaré que la question des surtaxes n'est pas du ressort de la Conférence. La seule question sur laquelle elle ait à se prononcer est celle des primes. Or, les surtaxes ne sont pas des primes ; donc les surtaxes ne font pas partie du programme.

M. le Président met aux voix la radiation de l'article 7.

M. Verkerk Pistorius dit qu'en face de la déclaration qui vient d'être faite par M. le Président, il est obligé de réserver, pour la Convention entière, la liberté d'action de son Gouvernement.

M. Guillaume ne croit pas que la déclaration de M. le Président doive clore la discussion. Tout en déclinant écarter une proposition qui paraît incompatible avec les idées dont s'inspirent certains Gouvernements, il ne faudrait pas, si l'on parvient à trouver une formule qui concilie tous les intérêts, l'exclure, sous le vain prétexte qu'elle touche un point qui n'était pas explicitement visé dans le programme de la Conférence. Après les déclarations si claires qui seront consignées au procès-verbal, il n'est pas à craindre que la Commission vienne jamais accuser un pays de donner des primes parce qu'il aurait établi des surtaxes. La crainte d'un danger aussi chimérique ne doit pas faire écarter une proposition de conciliation qui, dans la pensée de M. Guillaume, est de nature à sauvegarder les intérêts de chacun. Si M. Pistorius ne tient pas absolument à la première partie de sa proposition, on pourrait peut-être s'entendre sur la deuxième partie, tendant à interdire aux Puissances qui n'ont pas de surtaxes d'en établir. Deux Puissances seulement sont dans ce cas, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Il n'y aurait donc pas d'inconvénient pour les autres Puissances à accepter la deuxième partie de la proposition. Le Gouvernement Britannique ne répugnerait certainement pas à prendre un engagement conforme à ses doctrines économiques et qui serait de nature à dissiper les appréhensions, sans doute dénuées de fondement, qui ont été exprimées à la table de la Conférence.

M. Guillaume aurait préféré la suppression totale des surtaxes; devant la vive opposition que cette proposition a soulevée, il s'est borné à demander qu'elles ne fussent pas augmentées. En présence des tendances manifestes de la Conférence, il restreint encore la portée de sa proposition en demandant simplement que les Puissances qui n'ont pas de surtaxes renoncent à en établir.

M. Sans-Leroy n'a pas d'objections à faire sur cette proposition. Il est bien certain que, si deux des Puissances représentées consentent à faire une concession qu'elles n'exigent pas des autres, ce n'est pas lui qui la repoussera; il acceptera, au contraire, avec plaisir une concession qui, dans sa pensée, aiderait puissamment au succès de la Convention.

M. Jordan reconnaît la justesse des observations faites par M. Pallain au début de la séance. Il se rallie aussi aux paroles que vient de prononcer M. Sans-Leroy. Le Gouvernement allemand serait heureux s'il recevait l'assurance que, pendant la durée de la Convention, les sucres des pays cocontractants jouiront, à leur importation dans la Grande-Bretagne, des mêmes conditions qui leur sont actuellement accordées. M. Jordan rappelle à cette occasion que la Convention entière sera faite avant tout dans l'intérêt britannique. Il serait donc heureux que, dans un esprit de réciprocité, l'Angleterre s'engageât à ne pas modifier son régime actuel tant que durera la Convention. Il suffira pour le moment, pense M. Jordan, que le procès-verbal conserve trace du désir qui vient d'être exprimé et de la réponse que va faire M. le Président.

M. Sans-Leroy tient à faire constater qu'il est, sur ce point, en parfaite communauté de vues avec son Collègue d'Allemagne.

M. le comte de Kuefstein se joint à MM. Sans-Leroy et Jordan.

M. le Président se voit obligé de déclarer catégoriquement, au nom du Gouvernement Britannique, qu'il ne peut pas prendre l'engagement qui lui est demandé, car cet engagement porterait atteinte aux droits du Parlement. A l'observation faite par M. Jordan, il répondra que le marché anglais est le seul qui soit ouvert aux sucres de tous les pays du monde. Entourée de pays protectionnistes, l'Angleterre a continué à pratiquer les principes du libre échange. Mais le Gouvernement Britannique estime que les primes sont une violation du libre échange. En convoquant une Conférence, le Gouvernement de Sa Majesté a voulu arriver, par une entente cordiale, à un résultat auquel il aurait pu atteindre par d'autres moyens, sans déroger à ses principes. Cette entente cordiale est sur le point de se réaliser. M. le Président espère qu'elle sera durable. Tout porte à croire que le Royaume Uni ne sortira pas de la voie du libre échange qu'il a suivie depuis si longtemps; mais la Conférence ne pourrait lui demander d'altérer, à cet égard, sa liberté d'action.

M. Jordan espère que si la Convention est faite, le Gouvernement Britannique continuera d'accorder aux sucres non primés et provenant des

Pays cocontractants les mêmes facilités à l'importation qu'il leur accorde actuellement.

Mais les pays contractants qui ont un impôt sur le sucre et qui supporteront toutes les charges qu'entraînent pour eux les clauses de la Convention, auraient été heureux de savoir que ceux qui n'ont pas d'impôt sont disposés à faire, à leur tour, quelques concessions.

M. Sans-Leroy pense que si le Gouvernement Britannique n'a pas usé, jusqu'ici, du droit qu'il croyait avoir contre les pays qui donnaient des primes, on peut compter qu'il ne traitera jamais moins favorablement les Puissances qui, en se rendant à la Conférence, ont déferé à son invitation.

M. Dupuy de Lome dit que les Délégués espagnols se sont opposés à la proposition de M. Pistorius pour ne pas porter atteinte à cette interprétation, admise par la majorité des Délégués, que les surtaxes ne sont pas dans le programme de la Conférence, et pour établir fermement le droit absolu qu'à toute Puissance de régler sa législation douanière. Mais, dans leur vif désir de tout concilier, et pour engager M. Pistorius à retirer ses réserves, ils demandent si, en dehors de la Convention, on ne pourrait pas proposer aux Gouvernements de prendre en considération l'idée de conventionnaliser les droits actuels et de maintenir le *statu quo* pendant la durée de la Convention. A l'avis de M. Dupuy de Lome, la Conférence n'a pas le pouvoir de statuer sur les droits, impôts ou surtaxes intérieurs, mais tout Gouvernement a le droit, avec la sanction du Parlement dans les pays constitutionnels, de conventionnaliser le droit actuel sur un article quelconque par un Traité, comme l'a fait la Grande-Bretagne, par exemple, avec l'éche le alcoolique jusqu'à 1892 par son Traité avec l'Espagne. Sa proposition de conciliation engagerait les Gouvernements à examiner si l'obligation de maintenir les tarifs actuels ne serait pas préférable au rejet de la Convention par une des Puissances.

M. Batanero appuie ce qu'a dit son collègue. Il profite de cette occasion pour dire à M. Guillaume qu'il n'a exprimé aucun avis défavorable à sa proposition de transaction. La question reste entière. En la prenant *ad referendum*, on ne s'engage à rien.

M. le Président fera tout ce qu'il peut dans l'intérêt de la conciliation, mais il croit qu'il faut supprimer l'article 7 du projet de Convention. Il est impossible de prendre *ad referendum* l'article 7 ou toute autre proposition destinée à le remplacer.

M. Dupuy de Lome ne le conteste pas; aussi ne propose-t-il pas une nouvelle rédaction de l'article 7. Sa proposition, au contraire, n'est faite que pour le cas où cet article serait supprimé. Il demande simplement à la Conférence d'émettre le vœu que la question soit examinée par les Gouvernements.

M. le Président ne peut naturellement soulever aucune objection sur la proposition de traiter la question par la voie diplomatique.

M. Jordan dit qu'il ne peut pas s'associer à la proposition de M. Dupuy de Lome parce que, en la prenant *ad referendum*, on s'éloignerait du but de la Convention.

M. Dupuy de Lome dit que, dans ce cas, il donnera une nouvelle forme à sa proposition. Il dit que, si l'idée qu'il vient d'exprimer répond aux désirs des Gouvernements belges et néerlandais, ces Gouvernements pourraient proposer, par voie diplomatique, aux autres Puissances d'examiner la question pour la discuter à une prochaine réunion de la Conférence.

M. le Président dit que la question des droits de douane, comme cela se voit clairement dans les paroles de M. Jordan, vise surtout l'Angleterre, et, en ce qui la concerne, il n'est pas possible de donner l'assurance demandée; mais toutes les Puissances savent quelles sont les doctrines qui ont depuis si longtemps prévalu dans le Royaume-Uni.

M. Sans-Leroy, bien que cette question n'ait pas reçu une solution positive, se félicite qu'elle ait eu lieu. A côté de la lettre il y a l'esprit. Si la lettre n'est pas dans la Convention, l'esprit subsistera dans la pensée de tous.

M. le Président propose d'éliminer du projet de Convention la proposition émanant de l'initiative des Délégués des Pays-Bas, qui avait pris place, provisoirement, entre les articles 6 et 8.

Les Délégués des Pays-Bas renouvellent leurs réserves.

M. Guillaume ajoute que la proposition par lui formulée en dernier lieu (interdiction d'établir des surtaxes dans les pays qui n'en ont pas actuellement) constituait un minimum. En présence du rejet de cette proposition, il doit s'associer aux réserves formulées par le premier Délégué des Pays-Bas.

Des observations sont échangées avec M. le Président sur les dépenses présumées du Bureau permanent.

Il est entendu que MM. Pallain, Kennedy et Kamensky se réuniront pour étudier cette question.

M. le Président propose de mettre en discussion l'article 10. Il rappelle que M. le Délégué de la Russie désire, pour son Gouvernement, la faculté de conserver, jusqu'au 1^{er} mai 1891, les primes à la frontière d'Asie.

M. Jordan dit qu'il ne peut que maintenir les réserves qu'il a déjà faites sur l'article 10. Dans les premières instructions qu'il a données à ses Délégués, le Gouvernement allemand déclarait que le délai de dix ans était beaucoup trop long. M. Jordan avait pris la nouvelle rédaction de l'article 10 *ad referendum*, mais il n'a pas encore reçu de réponse. Il renouvelle également les réserves qu'il avait faites relativement à l'exception réclamée en faveur de la Russie. Il croit que cette exception ne plaira guère à son Gouvernement, mais il ne sait pas si son Gouvernement considérera comme une condition *sine qua non* que les primes russes sur la frontière d'Asie cessent au moment de la mise en vigueur de la Convention.

M. le comte de Kuefstein rappelle ce qu'il a dit à une précédente séance relativement à la durée de la Convention. Il a soumis à son Gouvernement la rédaction qui fixe à cinq ans la durée de la Convention, mais il n'a pas encore reçu d'instructions. Il avait suggéré, dans la treizième séance de la Conférence, une durée de deux ou trois années. Les Délégués britanniques accepteraient-ils cette proposition de transaction? Une déclaration garantissant le maintien de la législation du Royaume-Uni aurait facilité un accord sur ce point. Quant à l'exception demandée par la Russie, M. le comte de Kuefstein ne peut que faire ses réserves. Il indiquera cependant à M. Kamensky un terrain de conciliation. La prime actuelle est, pour les sucres, de 98 0/0 au moins, de 80 kopecks par poud (16,38 kilogr.), c'est-à-dire de 4 roubles 88 kopecks 4, 10 pour 100 kilogrammes. D'autre part, la prime ouverte que la nouvelle loi concède aux sucres raffinés austro-

hongrois sera de 2 fl. 30 kr. les 100 kilogrammes. Cette prime disparaîtra en totalité le jour où la Convention sera mise en vigueur. Le Gouvernement russe consentirait-il à réduire d'une somme égale, à partir de la même date, la prime sur les sucres qui sortent par la frontière d'Asie.

M. Kamensky soumettra cette proposition à l'appréciation de son Gouvernement, mais il doute qu'elle soit agréée. Il fait remarquer que les primes dont il s'agit ne subsisteraient que pendant huit ou neuf mois, à partir de la mise en vigueur de la Convention.

MM. Guillaume et de Barner n'ont pas d'observations à faire.

M. Batanero dit que l'Espagne est prête à appliquer la Convention. Il exprime le désir que l'entrée en vigueur ait lieu à la date la plus prochaine et que sa durée soit fixée au terme le plus long que les autres Puissances pourront accepter.

M. Sans-Leroy croit pouvoir présenter une solution qui mettrait tout le monde d'accord ; elle supprimerait, en effet, les réserves de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis de la Russie ; permettrait, de la part de la France, une adhésion complète et, enfin, répondrait à tout ce qui doit être employé de ménagements dans la solution des questions économiques, lorsqu'il s'agit de toucher à des intérêts commerciaux d'une grande importance.

La date du 1^{er} août 1890 ne saurait convenir au Gouvernement français. En premier lieu, ses Traités de commerce expirent en 1892, et, si l'un des Gouvernements représentés à la Conférence a pu se prononcer d'une manière catégorique sur l'interprétation des Traités de commerce, chacun doit pouvoir réserver à cet égard sa manière de voir ; en second lieu, la loi actuelle sur les sucres expire le 31 août 1891.

M. Sans-Leroy demande donc à la Conférence de fixer la date de la mise en vigueur de la Convention au 1^{er} août 1892. Dans ces conditions, l'exception demandée pour la Russie deviendrait sans objet. D'un autre côté, la France serait d'autant plus en mesure d'adhérer à la Convention qu'elle n'aurait pas besoin de modifier avant terme sa législation sucrière.

M. Sans-Leroy comprend que certaines Puissances désirent une prompt solution ; mais on ne saurait agir avec précipitation quand des intérêts aussi considérables sont en jeu. Une période de transition est indispensable lorsqu'il s'agit d'apporter de si graves changements dans les conditions d'existence d'une grande industrie.

La Conférence aura fait une grande œuvre ; mais il ne faut pas se dissimuler que cette œuvre sera bien discutée et que bien des intérêts individuels vont se trouver sérieusement compromis. Si la date que M. Sans-Leroy propose paraît éloignée à quelques-uns de ceux qui l'écoutent, elle paraîtra bien proche aux grands industriels qui appréhendent de ne pouvoir supporter les nouvelles conditions de concurrence que la Convention leur créera.

M. le Président dit qu'il est absolument impossible aux Délégués britanniques d'accepter la date du 1^{er} août 1892. Si l'on considère le tort énorme que les primes font aux intérêts britanniques, on reconnaîtra qu'il n'est pas possible de laisser subsister quatre ans encore une pareille situation.

M. Sans-Leroy demande que, si l'on ne veut pas avoir égard aux objec-

tions tirées des traités de commerce, on accepte, du moins, la date du 1^{er} août 1891 ; une concession d'une année lui semble facile à faire.

M. le Président répond que la question a été considérée avec le plus grand soin et que la date du 1^{er} août 1890 est une limite extrême.

M. Jordan croit que son Gouvernement acceptera la date proposée par les Délégués britanniques.

M. le comte de Kuefstein dit que l'Autriche-Hongrie est en situation d'accepter toute date proposée ; car, selon toute probabilité, la nouvelle loi qui doit entrer en vigueur dès le 1^{er} août prochain sera votée avant la fin de la session actuelle.

M. Guillaume dit qu'il se ralliera à la majorité.

M. de Barner voudrait que la Convention entrât en vigueur le plus tôt possible.

M. Batanero s'exprime dans le même sens.

M. Sans-Leroy retient de la déclaration de M. Guillaume que le Traité de commerce entre la Belgique et la France ne le gêne en rien.

M. Guillaume réplique que c'est là une question à examiner.

M. Kamiensky se prononce également pour cette date, en maintenant toutefois ses réserves pour la prime sur la frontière d'Asie.

M. Sans-Leroy dit qu'il a proposé la date du 1^{er} août 1891 pour obéir à ses instructions et parce qu'elle lui paraissait justifiée par un ensemble de considérations. Devant les opinions exprimées par les Membres de la Conférence, il est obligé de formuler des réserves ; mais il est bien entendu que ces réserves s'appliquent uniquement à la question de la date et pas à l'ensemble de la Convention. Il reste à examiner la question de la durée. Comme M. le Comte de Kuefstein, M. Sans-Leroy demande une durée plus courte, au moins pour la première période. Il est impossible de savoir les résultats que produira la Convention. C'est la première fois que l'on prend, en pareille matière, une décision aussi importante. M. Sans-Leroy croit qu'il serait imprudent de se lier pour une longue période. Il se rallie sur ce point aux idées exprimées par M. de Kuefstein et demande aux Représentants des autres Puissances de bien peser les dangers d'engagements à longue échéance dans l'incertitude où l'on est sur les effets de la Convention.

M. le Comte de Kuefstein rappelle qu'en premier lieu il avait proposé que la Convention fût résiliable d'année en année sans assigner de terme à sa durée ; plus tard, il avait suggéré une durée de deux ou de trois années.

M. Sans-Leroy dit que c'est à cette dernière proposition qu'il se réfère ; il ne croit pas qu'elle soulève d'opposition. Il est bien certain qu'aucune Puissance ne se retirera sans une nécessité absolue.

M. Walpole rappelle quelles étaient, sur ce point, les stipulations de la Convention de 1875. Il donne lecture de l'article 8, qui était ainsi conçu :

« La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} mars 1875.

« La durée en est fixée à dix ans à partir de cette date. Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en la dénonçant douze mois à l'avance, y mettre un terme à l'expiration de la deuxième, de la cinquième et de la huitième année ».

M. Sans-Leroy dit qu'il accepterait une clause rédigée en ces termes.

M. le Comte de Kufstein l'accepterait aussi *ad referendum*.

M. le Président dit que les Délégués britanniques l'acceptent également *ad referendum*.

M. Catusse rappelle qu'il avait présenté une observation sur les conséquences qui résultaient de l'article 10, tel qu'il paraissait avoir été provisoirement adopté d'après le procès-verbal de la treizième séance. M. Guillaume a proposé depuis de compléter cet article par un alinéa dont les termes lui donnent complète satisfaction. Il demande à M. le Président de vouloir bien soumettre cette nouvelle rédaction à la Conférence.

M. le Président donne lecture de la rédaction proposée par M. Guillaume, laquelle est ainsi conçue :

« Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; mais les autres Puissances conservent jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation la faculté de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} août de l'année suivante.

Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concordataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser aux mesures à prendre ».

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

La séance, ouverte à onze heures trois quarts, est levée à trois heures.

La prochaine séance est fixée à mercredi 9 mai.

M. Dupuy de Lome dit qu'à la prochaine séance la clause pénale proposée par les Délégués espagnols sera à l'ordre du jour. Il ne voit dans la rédaction proposée par les Délégués de la Grande-Bretagne qu'un développement des principes énoncés dans la rédaction espagnole. Afin de montrer l'accord complet qui existe entre les idées des deux Gouvernements et afin de faciliter la discussion, les Délégués de l'Espagne acceptent la rédaction des Délégués britanniques.

Les Secrétaires,

H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.

Le Président de la Conférence,

HENRY DE WORMS.

Vingtième Séance. — Mercredi 9 Mai 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie

La séance est ouverte à onze heures et demie,

Un texte du projet de Convention est distribué à MM. les Délégués.

Ce texte indique quels sont les articles que la Conférence a déjà adoptés et quels sont ceux qui restent à discuter.

M. le Président soumet aux délibérations de la Conférence l'article 6, auquel a été ajoutée une disposition visant les sucres qui transitent par un pays tombant sous l'application de cet article.

M. Jordan s'est déjà souvent prononcé sur la nécessité d'une stipulation

assurant l'exécution de la Convention. Il lui semble que l'article 6 répond à cette nécessité. Il demande cependant des explications sur la portée du paragraphe ainsi conçu :

« La Commission internationale, établie par l'article 8, est chargée de prononcer ce vote ».

Une discussion générale s'engage sur la procédure à suivre pour l'application de l'article 6. Il s'agit de savoir si la Commission internationale aura qualité pour décider qu'il y a lieu d'appliquer la clause pénale, ou bien si cette décision sera réservée aux Puissances elles-mêmes.

M. le Président dit que, dans la pensée du Gouvernement Britannique, la Commission serait appelée à émettre un avis sur le point de savoir si les sucres de tel ou tel Pays sont primés et qu'en cas de réponse affirmative à cette question les Puissances seraient tenues d'appliquer la clause pénale.

M. Guillaume rappelle qu'aux termes de l'article 7 la Commission ne peut avoir qu'une mission de contrôle et d'examen. L'interprétation de M. le Président en ferait un véritable tribunal.

M. le Président propose alors d'interpréter l'article en ce sens, que la Commission ferait un rapport aux Puissances et que celles-ci autoriseraient leurs Délégués à émettre un vote. Les Puissances statueraient ainsi par la voix de la Commission.

M. Dupuy de Lome fait remarquer qu'il importe d'adopter une procédure qui ne permette pas aux sucres primés d'entrer pendant que les Puissances délibèrent sur ce qu'il y aurait à faire.

M. Guillaume fait observer que la procédure à suivre est tout indiquée à l'article 7, où il est dit : « La Commission fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances ».

M. Guillaume propose donc de modifier comme suit la rédaction des alinéas 2 et 3 de l'article 6 : « Le fait de l'existence dans un pays, possession étrangère, colonie ou province d'outre-mer, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre ou sur la glucose sera constaté par un rapport de la Commission internationale établie par l'article 7.

« Les puissances signataires auront à se prononcer sur les conclusions de ce rapport ».

M. le Comte de Kuefstein fait observer qu'il lui semble impossible de donner à la Commission un rôle autre que de contrôler et de proposer. La décision définitive devrait toujours être réservée aux Gouvernements eux-mêmes. Il considère la rédaction proposée par M. Guillaume comme répondant parfaitement à cette idée.

M. Catalani fait remarquer qu'il y a un point important à résoudre : c'est de savoir si les Puissances rendront leur décision à l'unanimité ou à la majorité.

M. le Président répond que leurs Délégués à la Commission voteront selon les usages diplomatiques.

M. Dupuy de Lome fait remarquer qu'il ne faudrait pas adopter un mode de votation qui empêchât le fonctionnement de l'article 6. Il s'agira simplement de constater un fait ; il ne semble pas que cette constatation puisse être sujette à contestation.

M. le Comte de Kuefstein répond qu'il est fort douteux que l'on rencontre toujours l'unanimité.

M. Jordan précise la situation. Il y a d'abord le cas où l'une des Puissances contractantes sera soupçonnée de donner des primes ; dans ce cas, on n'aura jamais l'unanimité absolue, car la Puissance mise en cause ne peut pas se condamner elle-même. La décision pourrait être prise à l'unanimité des autres Puissances. Il y a ensuite le cas des Pays non contractants ; à leur égard, on pourrait statuer à la majorité des voix. Il serait dangereux d'exiger l'unanimité. La Puissance soupçonnée pourra toujours trouver un ami complaisant au sein de la Commission.

M. Pallain fait observer que cette éventualité est également à prévoir dans le premier cas. Il demande si l'on ne pourrait pas se mettre d'accord en prévoyant un arbitrage, ainsi que cela a été fait dans la Convention de Berne.

M. le Président croit que le plus simple est de supprimer le paragraphe en litige, la procédure étant réglée, comme l'ont fait remarquer MM. Guillaume et de Smet, par l'article 2.

Cette proposition est adoptée. La discussion reprend sur l'ensemble de l'article 6.

M. de Barner ne présente pas d'objections.

M. Dupuy de Lome est heureux de se rallier à l'article 6, qui n'est qu'un développement des idées contenues dans la proposition des Délégués espagnols.

M. Sans-Leroy dit que, sur la question de forme, il se ralliera à la rédaction qui sera acceptée par la majorité.

M. Catalani s'exprime dans les mêmes termes.

M. Verkerk Pistorius renouvelle l'observation qu'il a déjà faite sur la proposition espagnole, à savoir, qu'elle ne tenait pas assez compte des Traités de commerce. A son avis, cette observation s'applique également à la proposition de la Grande-Bretagne. Il est du reste obligé de réserver entièrement à l'appréciation de son Gouvernement le fond et la forme de l'article 6.

M. le Président demande si l'on doit entendre par là que M. Pistorius est opposé à une sanction pénale.

M. Verkerk Pistorius répète qu'il réserve la question de l'appréciation de son Gouvernement.

M. Kamnesky parle dans le même sens que M. Sans-Leroy.

M. Baianero appelle l'attention sur les mots : « . . . ou à proposer à leurs Législatures respectives ». Ces mots ont déjà été supprimés à l'article 1^{er} pour qu'il soit bien entendu qu'il ne suffit pas de *proposer* des mesures, mais qu'il faut que ces mesures soient réellement prises.

Après un échange de vues, il est entendu que ces mots seront supprimés. L'ensemble de l'article 6 est adopté sous les réserves déjà formulées.

M. de Barner demande que les mélasses soient ajoutées à la désignation des produits auxquels il est interdit d'accorder des primes à l'article 5.

Cette proposition est adoptée.

M. le Président invite la Conférence à se prononcer sur l'addition suivante à l'article 5 :

« Sont assimilées à cette catégorie les Hautes Parties contractantes qui

perçoivent l'impôt d'après un taux unique sur la totalité de la fabrication et qui accorde à l'exportation de toutes espèces de sucre une restitution qui n'excède pas ce taux ».

M. le Comte de Kuefstein fait toutes réserves sur cette rédaction, qui constitue une dérogation au principe posé par l'article 2.

M. Walpole lui fait observer que l'exception demandée par la Russie paraissait admise dans le Mémoire communiqué par le Gouvernement austro-hongrois.

M. le Comte de Kuefstein répond d'abord que son Gouvernement n'avait pas accepté d'ores et déjà l'exception demandée par la Russie. Il s'était simplement réservé d'examiner la question. Mais M. le Comte de Kuefstein insiste sur ce point, que la rédaction proposée généralise l'exception. Il réserve *ad referendum* cette exception pour la Russie, en raison du taux uniforme de son impôt, mais il n'accepte pas qu'elle soit généralisée. La formule dépasse, non seulement le but qu'on s'est proposé, mais le ferait certainement échouer.

MM. Jordan et Sans-Leroy font aussi des réserves.

M. Dupuy de Lome est disposé à accepter l'exception, mais pour la Russie seulement.

Il est entendu que les Délégués britanniques prépareront une nouvelle rédaction.

M. Jordan pose une autre question : il cite le passage suivant du Mémoire présenté par son Gouvernement :

« En retour des obligations qu'assureraient les Etats contractants pour abolir les primes d'exportation sur les sucres, il serait juste que, dans les colonies des Etats contractants, le même traitement fût assuré aux sucres de betterave à l'exportation qu'aux sucres de canne. »

Un cas particulier signalé par M. Pallain démontre que son Gouvernement n'a pas inutilement appelé sur ce point l'attention de la Conférence. Il s'agit des droits différentiels établis par la colonie Victoria sur les sucres de canne et sur les sucres de betterave.

M. le Président doit répondre, comme il l'a fait à la dernière séance, que la Conférence n'est pas saisie de la question des tarifs de douane. Le Gouvernement Britannique n'aurait pas d'ailleurs le droit d'imposer, à cet égard, des conditions à ses colonies autonomes. Ces colonies, en acceptant la Convention, seront du reste tenues à toutes les conditions qu'elle impose. Si elles commettent des contraventions, elles subiront les pénalités édictées.

M. Jordan dit qu'il prend cette réponse *ad referendum*.

M. le Président tient à constater que, dans sa qualité de premier Délégué britannique, il ne peut admettre la discussion d'une proposition impliquant la liberté douanière de l'Empire Britannique seul de tous les Pays contractants. La question soulevée n'est pas du ressort de la Conférence et ne peut conséquemment pas être soumise à son appréciation. M. le Président n'admet pas que le maintien de la franchise du sucre dans la Grande-Bretagne puisse être pris *ad referendum* par le Représentant d'aucune Puissance. On ne saurait attribuer à la Conférence la faculté de statuer sur le régime fiscal de la Grande-Bretagne.

M. Jordan réplique qu'on a bien discuté les surtaxes. Il maintient son droit de faire une proposition.

M. le Président dit qu'on a pu échanger des observations d'un caractère

académique sur la question des surtaxes, mais que la Conférence n'avait pas qualité pour discuter cette question.

M. Jordan ne veut pas ressusciter la question des surtaxes. Il demande qu'il lui soit donné acte au procès-verbal qu'il a proposé de faire disparaître, pour la durée de la Convention, tout traitement différentiel des sucres de betterave et des sucres de canne à l'importation dans les colonies des Etats contractants.

M. le Président dit que son refus de laisser discuter la question sera également inscrit au procès-verbal.

La prochaine séance est fixée à vendredi 11 mai, à 4 heures.

La séance est levée à 1 heure.

<i>Les Secrétaires,</i>	<i>Le Président de la Conférence,</i>
H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.	HENRY DE WORMS.

Vingt et unième séance. — Vendredi 11 Mai 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à 4 heures.

M. le Président soumet à la Conférence un projet de Protocole de clôture qui a été préparé par les Délégués britanniques.

Une première discussion s'engage sur la question de savoir si les réserves formulées par les Délégués des différentes Puissances feront l'objet d'un memorandum annexé au projet de Convention. Il est entendu que l'on se référera simplement dans le Protocole aux réserves qui sont énoncées dans les procès-verbaux des séances.

La discussion s'engage ensuite sur le troisième alinéa du projet de Protocole.

M. Jordan exprime l'avis que la date du 5 juillet pour la date de la signature de la Convention est trop rapprochée; en fixant une date plus éloignée, on pourrait peut-être obtenir l'adhésion des Etats-Unis et du Brésil, à laquelle plusieurs Puissances, et son Gouvernement en particulier, continuent à attacher le plus grand intérêt; d'un autre côté, M. Jordan fait remarquer que le projet de Convention comporte encore bien des réserves et que, pour arriver à une entente définitive, il faudra que les Gouvernements se fassent de mutuelles concessions. Il n'est pas possible de prévoir le temps que nécessitera cet échange de vues. Pour ce motif également, M. Jordan croit qu'un délai plus long sera nécessaire.

La plupart des Délégués se rallient à cette manière de voir.

M. le comte de Kuefstein émet en outre l'avis qu'on pourrait éviter de fixer une date précise en s'en remettant au Gouvernement Britannique pour le choix du moment de la prochaine convocation. Il lui paraît, en effet, nécessaire, pour réunir les Délégués avec une chance de succès, que

les Gouvernements aient auparavant réciproquement connaissance de leurs appréciations au sujet de la Convention. Il soumet une proposition de rédaction dans ce sens. Il lui paraît difficile de préciser dès aujourd'hui l'époque où il sera possible de signer.

M. White dit que les paroles prononcées par M. Jordan l'obligent à faire connaître qu'il n'a rien à ajouter à ses précédentes déclarations. Il signalera à son Gouvernement le désir manifesté par les différentes Puissances représentées à la Conférence.

Il donne lecture du document ci-après concernant le fonctionnement du drawback aux Etats-Unis.

TRADUCTION.

Lois en vigueur.

CHAPITRE IX. — « Section 3019. Sur tous les articles fabriqués entièrement de matières importées sur lesquelles matières des droits ont été perçus, il sera donné, à l'exportation, *un drawback qui devra être égal au montant du droit perçu, mais qui ne devra pas excéder ce droit.* Ce drawback sera déterminé par des règlements que prescrira le Secrétaire du Trésor (ministre des finances). Les agents de douane chargés de payer lesdits drawbacks retiendront, pour le compte des Etats-Unis, la somme de 10 p. 100 sur le montant de ces drawbacks. »

M. White explique que, d'après cette loi, le Secrétaire du Trésor doit maintenir une corrélation exacte entre les droits de douane et le drawback. A cet effet, il a la faculté d'augmenter ou de diminuer le drawback. La Conférence aurait peut-être intérêt à savoir que, depuis la diminution du drawback par le Secrétaire du Trésor en 1886, l'importation en Angleterre des sucres des Etats-Unis, qui avait atteint en 1885 le chiffre de 114,000 tonnes, est tombée de 71,000 tonnes en 1886, à 39,000 tonnes l'année dernière. Pour les quatre premiers mois de 1888, cette importation n'a été que de 526 tonnes.

La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise de la séance, M. le Président donne lecture de la rédaction suivante pour le troisième alinéa du Protocole.

« Ils s'engagent en outre à recommander à leurs Gouvernements respectifs de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique leur opinion sur le projet de Convention avant le 5 juillet de la présente année.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se propose de convoquer le 16 août au plus tard une Conférence de Plénipotentiaires pour la signature de la Convention. »

M. Jordan espère que les nouveaux délais pourront suffire ; mais, comme il n'a pas de certitude à cet égard, il s'abstiendra de se prononcer.

M. le Comte de Kuefstein se réfère aux paroles de son collègue d'Allemagne.

M. le Président croit qu'il est nécessaire de prévenir tout malentendu. Il déclare donc que le Gouvernement Britannique ne peut pas remettre à une date plus éloignée que le 16 août prochain de faire ce qui dépend de lui pour que les primes cessent. Le Gouvernement de la Reine a fait tout ce qui est possible pour que la Convention réussisse ; la responsabilité ne restera pas de son côté si elle ne réussit pas.

M. Dupuy de Lome dit que les Délégués ne sauraient se méprendre sur le sens et la portée de la déclaration faite par M. le Président.

Il s'en félicite et peut assurer la Conférence qu'à la date proposée les Plénipotentiaires de l'Espagne seront à Londres pour signer la Convention.

A la suite de ces observations, le projet de Protocole est adopté.

M. Verkerk Pistorius demande l'insertion au procès-verbal de la déclaration suivante :

« Les Délégués des Pays-Bas déclarent qu'ils ne signeront le Protocole qu'à titre de simple relation de ce qui s'est passé aux Conférences et que, par là, ils n'entendent engager en aucune façon la liberté de leur Gouvernement. »

Des observations sont ensuite échangées sur le projet de Convention.

Sur la proposition de M. Dupuy de Lome, le Préambule est complété par l'addition des mots suivants : « désirent assurer, *par des engagements réciproques...* »

Sur une observation de M. Sans-Leroy, il est reconnu qu'il y a lieu d'insérer la rédaction proposée par M. Verkerk Pistorius pour le deuxième alinéa de l'article 31.

Sur les observations présentées par M. Guillaume, l'alinéa de l'article 7, concernant les marchandises en transit, est supprimé.

La discussion est close.

M. le Président propose d'adopter les procès-verbaux des seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième séances.

A l'occasion du procès-verbal de la quinzième séance, M. de Barner dit que, s'il avait été présent, il aurait fait des observations sur l'établissement d'une Commission internationale et sur l'étendue donnée aux attributions de cette Commission.

Les procès-verbaux sont adoptés.

La prochaine séance aura lieu le samedi 12 mai.

La séance est levée à 6 heures et demie.

<i>Les Secrétaires,</i>	<i>Le Président de la Conférence,</i>
H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.	HENRY DE WORMS.

Vingt-deuxième Séance. — Samedi 12 mai 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à 1 heure.

Le procès-verbal de la vingt-et-unième séance est adopté.

On procède à la signature du Protocole de clôture. (Voir l'Annexe A au présent procès-verbal.)

M. Sans-Leroy rappelle qu'à la fin de la première session, la Conférence

avait pensé qu'il était difficile de conserver le secret sur les résultats de ses travaux. Il demande si la même jurisprudence devra être suivie pour les documents relatifs à la deuxième session, en d'autres termes, si le Protocole de clôture, le Projet de Convention et les procès-verbaux qui en sont le commentaire indispensables, puisqu'ils renferment les réserves formulées par tous les Délégués, pourront être livrés à la publicité.

A l'appui de la question de son collègue, M. Pallain rappelle que c'est pour répondre aux légitimes exigences du régime parlementaire que M. le Président avait demandé dans la séance du 19 décembre dernier, que les résultats de la première Conférence ne fussent pas tenus secrets. C'est là un précédent qu'il est difficile de ne pas invoquer.

M. le Président, après avoir consulté la Conférence, répond que les circonstances ne sont plus les mêmes, qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement Britannique de publier ces documents. Il croit qu'au point où en sont les travaux de la Conférence, la publicité aurait moins d'avantages que d'inconvénients. Il fait appel à la courtoisie de ses Collègues pour demander à leurs Gouvernements de s'abstenir également de toute publicité par le Parlement ou par la presse.

La Conférence manifeste l'intention de déférer aux désirs de M. le Président.

M. le Président prononce le discours suivant :

« Messieurs les Délégués et chers Collègues,

« La Conférence a terminé ses travaux. A notre prochaine réunion nous donnerons une forme concrète aux résultats de nos délibérations. Il me reste à vous exprimer la haute appréciation du Gouvernement Britannique du dévouement avec lequel les Représentants des différentes Nations se sont appliqués à la tâche de résoudre les questions soumises à la Conférence. Personnellement je vous dois mes meilleurs, mes plus vifs remerciements pour l'extrême bienveillance et la grande courtoisie que vous n'avez cessé de me témoigner. Vous m'avez facilité à un point que je n'aurais pas cru possible la tâche délicate de présider une assemblée où tant d'intérêts étaient représentés.

« Je voudrais surtout appeler votre attention sur le fait qu'à cette seconde et dernière session de la Conférence, tous les Gouvernements, sans exception, se sont de nouveau prononcés nettement et sans réserve en faveur de l'abolition des primes.

« Nos délibérations, reproduites dans les procès-verbaux, font clairement ressortir cette communauté de vues. Nous nous sommes imposé la tâche de trouver des moyens pratiques qui réalisent la suppression des primes. Ces moyens, nous les avons cherchés et je crois que nous les avons trouvés dans les engagements réciproques qui figurent au Projet de Convention; ces engagements nous fournissent les garanties dont nous avons le devoir de nous entourer.

« Les difficultés qui ont surgi pendant nos discussions, nous les avons aplanies. Je reconnais avec satisfaction que nous n'avons rencontré dans aucune divergence un obstacle insurmontable.

« Il est vrai que la plupart des Gouvernements représentés ont cru devoir repousser les propositions soumises lors de notre première session par nos honorables Collègues, les Délégués de la Belgique. Mais l'esprit de conciliation qui ne nous a jamais manqué pendant nos longues délibé-

rations s'est manifesté de nouveau. D'une part, le Gouvernement belge a fait des concessions en vue des objections soulevées par les autres États intéressés ; de l'autre, vous avez consenti à prendre ces nouvelles propositions *ad referendum*, sans toutefois abandonner votre attitude de réserve.

« C'est dans le même esprit de conciliation que nous avons abordé la discussion de la proposition faite, au nom de leur Gouvernement, par nos Collègues, les honorables Délégués des Pays-Bas. Les Délégués se sont prononcés en faveur de l'opinion exprimée au nom du Gouvernement Britannique, que la Conférence n'avait pas qualité pour arriver à une décision pratique sur la question des surtaxes ; bien que cette manière de voir ait été acceptée par la Conférence, elle n'a pas refusé de discuter cette importante question. Elle a sagement agi ; il y a un avantage manifeste à échanger franchement les idées sur une question qui, un jour ou l'autre, pourrait se présenter sous une forme pratique.

« Il me reste un dernier point. Les comptes-rendus de nos délibérations sont une preuve que les Puissances qui nous ont fait l'honneur de répondre à notre invitation se sont inspirées du désir de mettre fin à un système qu'elles ont unanimement condamné. Ce n'est pas pour faire des concessions à un Pays quelconque que les Conférences internationales se convoquent ou se réunissent. Leur mandat est de rechercher des engagements réciproques propres à redresser des injustices ou à amener, dans les relations internationales, des changements destinés à bénéficier, non à une seule, mais à toutes les Puissances. La Conférence à laquelle nous venons d'assister a eu cette double mission. Elle a eu pour mandat de redresser une injustice manifeste ; elle n'a pas été convoquée dans le but de faire des concessions à une Puissance dont les ports sont ouverts au commerce du monde entier, qui ne cherche jamais à entraver l'industrie des autres Nations. La Conférence a eu en même temps mission d'abolir un système opposé aux meilleurs principes de l'économie politique et qui pèse lourdement sur les contribuables des autres Nations, en ce qu'il accorde une subvention à une industrie au préjudice des autres.

« La Grande-Bretagne n'a manifesté aucun désir de rentrer dans la voie de cette politique protectionniste qui a été condamnée depuis longtemps par l'opinion publique de ce Pays. Mais je me permets de vous signaler la différence énorme qui existe entre la protection, dans le sens d'un système fiscal qui fermerait les marchés nationaux contre la concurrence étrangère, et cette protection, dans le vrai sens du mot, qui concéderait à toute nation le droit de défendre ses propres industries. Je ne peux me dissimuler que tout Pays libre-échangiste pourrait se voir forcé, par l'expression de l'opinion publique, à adopter un tel système. On insistera qu'il est du devoir du Gouvernement de faire disparaître un état de choses considéré par la grande classe commerciale et ouvrière de ce Pays comme une infraction aux principes du libre-échange et comme amenant la ruine d'une de ses principales industries.

« J'ai cru devoir vous exprimer encore une fois ces idées au moment où nous allons nous séparer, et je vous prie de les soumettre à la considération sérieuse de vos Gouvernements respectifs.

« Je dois vous répéter l'expression de mon sincère espoir que nos délibérations nous resteront pas sans résultats et que la Conférence des sucres de 1887-1888 arrivera à la réalisation de l'objet qu'elle s'est proposé. J'espère que cette Conférence marquera une époque dans l'histoire des Pays

représentés, l'époque à laquelle les grandes Nations du monde ont déclaré que le principe capital du commerce est la libre concurrence, et que les subventions de l'Etat n'en doivent pas entraver le développement.

« Avant de quitter ce fauteuil, je dois remercier M. Boizard pour l'obligeance avec laquelle il s'est mis une deuxième fois à la disposition de la Conférence pour la rédaction de nos procès-verbaux. Je suis heureux de lui présenter en même temps les meilleurs remerciements du Foreign Office. »

M. le Comte de Kuefstein répond en ces termes au discours de M. le Président :

« Nous sommes arrivés aujourd'hui à la dernière séance de cette session : je demande l'honneur de parler pour nous tous et d'exprimer à M. le Président nos plus chaleureux remerciements pour l'amabilité et la courtoisie avec lesquelles il a dirigé nos débats et pour l'habileté avec laquelle il a su les mener à bonne fin. Car nous pouvons bien dire que nous avons obtenu un résultat heureux. Le cercle des questions litigieuses s'est restreint de plus en plus, et s'il subsiste quelques points importants qui doivent encore rester en suspens, nous pouvons espérer que le délai qui nous est laissé jusqu'à notre prochaine réunion suffira pour préparer une entente. C'est avec cet espoir que nous disons « au revoir » à notre très honoré Président et à nos très estimés Collègues MM. les Délégués britanniques. Nous leur offrons à tous nos plus sincères remerciements pour la courtoisie et l'amabilité qu'ils nous ont sans cesse témoignées. »

Sur la proposition de M. le Comte de Kuefstein, des remerciements sont votés à MM. les Secrétaires.

Le procès-verbal de la présente séance est lu et adopté.

La séance est levée à 3 heures.

Les Secrétaires,

Le Président de la Conférence,

H. FARNALL, A. E. BATEMAN, E. BOIZARD.

HENRY DE WORMS.

Après la levée de la séance, M. Kamensky communique à M. le Président un télégramme qu'il vient de recevoir de M. le Ministre des finances russe. Cette dépêche annonce que dans le cas où la Convention serait ratifiée par le Gouvernement Impérial, ce Gouvernement n'a pas l'intention de renouveler les primes sur le sucre exporté par la frontière d'Asie.

ANNEXE A AU PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-DEUXIÈME SÉANCE.

Protocole de clôture.

Les soussignés, Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie, se sont réunis de nouveau à Londres, le 3 avril 1888, pour rédiger les termes d'une Convention ayant pour but la suppression des primes à l'exportation des sucres.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, ils ont arrêté le Projet de Convention qui est annexé au présent Protocole, et qu'ils s'engagent à soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs, avec les réserves consignées dans les procès-verbaux ci-joints.

Ils s'engagent en outre à recommander à leurs Gouvernements respectifs de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique leur opinion sur le Projet de Convention avant le 5 juillet de la présente année.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se propose de convoquer le 16 août au plus tard une Conférence de Plénipotentiaires pour la signature de la Convention.

Fait à Londres, le 12 mai 1888.

HENRY DE WORMS. — ONSLOW. — C.-M. KENNEDY. — F.-G. WALPOLE.
— JORDAN. — JAENIGEN. — KUEFSTEIN. — GUILLAUME. — DU
JARDIN. — D. DE SMET. — DE BARNER. — ANT. BATANERO. — DUPUY
DE LÔME. — CH. SANS-LEROY. — JUSSEMAND. — G. PALLAIN. — A.
CATUSSE. — T. CATALANI. — PISTORIUS. — C. VAN DE VEN. — G.
KAMENSKI.

Vingt-troisième séance. — Jeudi 16 août 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

La Conférence internationale sur le régime des sucres reprend ses séances le jeudi 16 août 1888, à midi, au Foreign Office, sous la présidence de M. le baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des communes, Sous-Secrétaire d'Etat au Colonial Office.

Les Etats sont représentés par leurs Plénipotentiaires, qui se sont réunis pour adopter et signer un texte définitif de Convention.

L'Allemagne est représentée par : MM. le Comte de Hatzfeldt, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire ; Jaenigen, Conseiller des finances Intime Supérieur et Directeur de l'Administration des impôts et des douanes à Hanovre.

L'Autriche-Hongrie par : M. le Comte de Kuefstein, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

La Belgique par : MM. le Baron Solvyns, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ; Guillaume, Directeur général au Ministère des finances ; Du Jardin, Inspecteur général au Ministère des finances.

Le Brésil par : M. le Baron de Penedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Le Danemark par : M. de Barner, Chambellan de S. M. le Roi de Danemark, Inspecteur général des douanes.

L'Espagne par : MM. del Mazo, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire ; Batanero, Député ; Dupuy de Lome, Ministre résident.

La France par : MM. Waddington, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire ; Sans-Leroy, Député.

La Grande-Bretagne par : MM. le Marquis de Salisbury, principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique au Département des Affaires étrangères ; le Baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des communes, Sous-Secrétaire d'Etat au Colonial Office ; C. M. Kennedy, C. B., Directeur des Affaires commerciales au Foreign Office, spécialement adjoint aux Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne.

L'Italie par : MM. le Comte de Robilant, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire ; Catalani, Conseiller d'ambassade.

Les Pays-Bas par : MM. le Comte de Bylandt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ; W. A. P. Verkerk Pistorius, Directeur général des contributions directes, des douanes et des accises, au Département des finances.

La Russie par : MM. De Staal, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire ; Kamensky, Conseiller d'Etat actuel.

Les fonctions de Secrétaire sont remplies par : MM. H. Farnall, attaché au Foreign Office ; A. E. Bateman, Sous-Directeur au Board of Trade.

Celles de Secrétaire adjoint par : MM. Eyre A. Crowe, attaché au Foreign Office ; C. A. Harris, attaché au Colonial Office.

Est attaché à la Conférence : M. W. E. T. Lawrance, Secrétaire particulier de M. le Baron H. de Worms.

M. del Mazo, M. le marquis de Salisbury et M. de Staal n'ont pu assister à la séance.

La séance est ouverte à midi.

Il est distribué à MM. les Plénipotentiaires un texte de projet de Convention, un projet de Déclaration relativement à la création d'une Commission spéciale, un projet de Protocole donnant acte des déclarations faites par certaines Puissances et le recueil des réponses relatives au projet de Convention annexé au Protocole du 12 mai 1888. Ces documents forment les Annexes A, B, C et D respectivement du présent procès-verbal.

M. le Président prononce l'allocution suivante :

« Messieurs les Plénipotentiaires,

« Le marquis de Salisbury m'a prié de vous souhaiter en son nom la plus cordiale bienvenue. Il est empêché d'assister à la séance par des affaires urgentes et inattendues. Je suis chargé de sa part de représenter le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en son absence. Lord Salisbury sera présent lors de la signature de la Convention à la séance de demain, pour laquelle du reste il remet son départ pour le continent.

« La présente réunion marque la terminaison des importants travaux de la Conférence sur le régime des sucres, les délibérations se sont nécessairement prolongées ; mais il faut se souvenir combien étaient grands les intérêts en jeu et combien était délicate la mission qui nous avait été confiée.

« Nous devons en premier lieu nous occuper d'une affaire de pure forme, incidente à la signature de toute Convention, la vérification des pleins pouvoirs.

« Cette formalité remplie, j'aurai l'honneur de vous proposer l'adoption du texte actuel du projet de Convention. Sauf une modification à l'art. 4, relativement à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a cédé aux instances de plusieurs Puissances, ce texte est celui que vous avez déjà reçu par la voie diplomatique. J'ose espérer, Messieurs les Plénipotentiaires, que son adoption ne présentera aucune difficulté.

« La législation des divers Pays pourra, il est vrai, soulever certaines questions ; mais ces questions seront d'un ordre technique et ne pourront être soumises à une Conférence de Plénipotentiaires. Dans le but de résoudre ces questions techniques, le Gouvernement de Sa Majesté vous propose la création d'une Commission spéciale, chargée d'examiner les lois ou projets de lois, destinés à mettre la Convention en vigueur. Le membres de

cette Commission feraient un rapport à leurs Gouvernements respectifs, indiquant, s'il y a lieu, les modifications qui devront être faites afin de mettre la législation de chaque Pays en harmonie avec les principes de la Convention. Ces rapports seront de la plus grande importance lorsque les diverses législatures viendront à examiner les mesures destinées à assurer la ratification du présent Traité.

« J'espère que les travaux de la Conférence actuelle seront de courte durée et de nature à donner entière satisfaction. Les grands principes de la Convention sont intacts ; ils ont reçu l'approbation de nos deux Conférences et ont ensuite fait l'objet d'un examen approfondi de la part de tous les Gouvernements intéressés. Il nous reste, Messieurs les Plénipotentiaires, à manifester l'approbation définitive de la Convention par les Puissances en la signant en leur nom. »

M. le Baron de Penedo demande la parole. Tout en exprimant le regret que le Brésil n'ait pu être représenté aux délibérations antérieures de la Conférence, il croit devoir expliquer sa présence parmi les Plénipotentiaires, réunis aujourd'hui pour adopter et signer la Convention. Il suffit pour cela de faire connaître l'invitation que M. le marquis de Salisbury lui a adressée, par Note du 13, d'assister à cette Conférence, sans être toutefois autorisé à signer la Convention ; ainsi que la réponse faite à cette obligeante invitation.

« Légation Impériale du Brésil, le 14 août 1888.

« Monsieur le Marquis, je viens de recevoir la Note en date d'hier par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer que les Plénipotentiaires des Puissances représentées dans les Conférences qui ont eu lieu aux mois d'avril et de mai derniers doivent se réunir au Foreign Office après-demain jeudi, le 16 courant, à midi, afin d'adopter la rédaction finale du projet de Convention sur le régime des sucres.

« Je m'empresse d'y répondre que j'aurai l'honneur de me rendre à la Conférence à l'heure indiquée.

« Le Gouvernement Impérial, s'étant trouvé dans l'impossibilité de se faire représenter aux Conférences antérieures et de prendre part à la discussion du projet de Convention qui est aujourd'hui sur le point d'être adopté, ne pouvait naturellement m'envoyer des pleins pouvoirs pour signer cette Convention. Il m'a cependant autorisé à déclarer qu'il adhère en principe à la Convention, tout en se réservant le droit d'y adhérer formellement après l'adoption définitive par les Puissances signataires, comme j'ai eu déjà l'honneur de vous en informer par ma note du 11 courant. A cet effet, je me ferai un devoir de comparaître à la Conférence pour faire constater cette décision du Gouvernement Impérial.

« Je saisis, etc.

« PENEDO. »

M. le Baron de Penedo demande qu'il lui soit donné acte de cette déclaration et que ses observations soient inscrites formellement au procès-verbal de la séance.

M. le Président répond qu'il sera donné suite à la demande de M. le Ministre du Brésil.

Il propose de soumettre à la Conférence le projet de Convention article par article.

M. Waddington croit que c'est le moment pour faire connaître les réserves qu'il doit formuler au nom de son Gouvernement. Il donne lecture de la Note qui forme l'annexe E au présent procès-verbal.

Sur l'ordre de la discussion que vient de proposer M. le Président, M. Waddington tient à faire observer qu'il lui serait difficile d'aborder une discussion générale. Il a pour mission de signer la Convention, il ne saurait prendre part à des discussions techniques.

M. le Comte de Hatzfeldt demande que les mots « au nom de l'Empire allemand » soient insérés au préambule, après les mots « Roi de Prusse ».

Cette modification est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article 1^{er} :

« Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres ».

Cet article ne soulève aucune observation.

M. le Président donne ensuite lecture de l'article 2.

« Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent :

« A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, sans accorder à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

« Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucre et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

« A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et lesdits employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

« Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

« Par exception au principe mentionné au premier alinéa de cet article, on pourra accorder le remboursement ou décharge de droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime ».

M. Catalani fait observer que les réserves de l'Italie sont consignées dans la Note du 30 juillet au Marquis de Salisbury, qui a déjà été communiquée à la Conférence. Il n'a pas reçu de réponse à cette Note. Il déduit de cette circonstance que les réserves de son Gouvernement ne soulèvent pas d'objection.

M. le Président déclare que l'interprétation donnée aux articles 2, 3 et 5 de la Convention par le Gouvernement italien est parfaitement exacte. La Convention laisse aux Etats contractants la plus entière liberté d'action en ce qui concerne les droits d'accise et de douane. L'engagement pris par le Gouvernement de la Reine dans le nouvel article 4 est une concession faite dans le but de faciliter l'adoption de la Convention par les autres Puissances. C'est un engagement qui ne lie que la Grande-Bretagne et ses colonies.

M. Verkerk Pistorius fait observer qu'un passage dans la Note en question laisse à désirer sous le rapport de la clarté. C'est le passage concernant l'application du système de l'entrepôt aux raffineries qui demanderaient à jouir du drawback à l'exportation. Si M. Pistorius comprend bien la Note, sur ce point, il y aura en Italie deux catégories de raffineries : celles qui seront placées sous le régime de l'entrepôt et celles qui ne le seront pas. Les premières seules auront le droit d'exporter en franchise d'accise. Le Gouvernement italien, en signant la Convention, ne compte pas, sans doute, continuer le système des drawbacks ; tout fabricant désirant faire le commerce de l'exportation demandera au Gouvernement d'être placé sous le régime de l'entrepôt, qui, dans ce cas, remplacera le drawback de la loi actuelle.

M. Catalani confirme cette manière de voir.

M. le Président donne lecture de l'article 3 :

« Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

« En outre, chaque Pays pourra tenir un compte de raffinage à titre de contrôle par le moyen de la saccharimétrie, ou tout autre contrôle subsidiaire, afin de s'assurer contre une prime à l'exportation ».

M. le Comte de Hatzfeldt propose de remplacer les mots « contrôle subsidiaire » par les mots « supplément de contrôle ».

Cette modification est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article 4, qui est ainsi conçu :

« Art. 4. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à ne pas imposer des droits différentiels aux sucres, soit de canne ou de betterave, provenant des pays, des provinces d'outre-mer, des colonies ou des possessions étrangères faisant partie de la Convention. Tant que celle-ci durera, les sucres de betterave ne seront donc pas frappés d'un droit plus élevé que les sucres de canne à l'importation dans le Royaume-Uni ou dans les colonies et possessions de l'Empire Britannique faisant partie de la Convention.

« Il est bien entendu, en outre, que les sucres des pays, des provinces d'outre-mer, des colonies ou des possessions étrangères faisant partie de la Convention ne seront pas frappés, dans le Royaume-Uni, de droits que ne supporteraient pas les sucres similaires de provenance ou de fabrication nationale ».

M. le Président espère que MM. les Plénipotentiaires reconnaitront l'esprit de conciliation dont cet article donne preuve. La Grande-Bretagne a fait tout ce qui est possible pour satisfaire aux vifs désirs exprimés par plusieurs des Délégués au cours de la dernière session de la Conférence.

M. Guillaume demande à M. le Président s'il est bien entendu que le mot « nationale », à la fin de l'article, s'applique non-seulement aux sucres du Royaume-Uni, mais aux sucres des colonies britanniques.

M. le Président répond affirmativement.

Il donne lecture de l'article 5 :

« Art. 5. — Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres

raffinés, des mélasses ou des glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités, sont dispensées de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, pourvu qu'elles s'engagent à conserver un de ces systèmes pendant la durée de la Convention ou, en cas de changement, à adopter le système établi aux articles 2 et 3.

« La Russie, qui perçoit l'impôt d'après un taux unique sur la totalité de la fabrication et qui accorde à l'exportation de toutes espèces de sucre une restitution qui n'excède pas ce taux, est, tant qu'elle maintient le régime actuel, assimilée aux Puissances désignées par le paragraphe précédent ».

M. Jæhnigen propose d'omettre, au premier alinéa de cet article, les mots « ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, des mélasses ou des glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités ». D'après le texte actuel, les Etats qui ne donnent pas de drawback sont dispensés de se conformer aux prévisions des articles 2 et 3. Or, dans l'opinion du Gouvernement allemand, il serait plus raisonnable que tous les Etats qui imposent le sucre se soumettent aux mêmes conditions.

M. le Président voit dans cette proposition une difficulté presque insurmontable pour certains Etats. Il est absolument nécessaire de prévoir le cas des pays ou colonies qui imposent le sucre comme source de revenus, mais qui ne sont pas exportateurs de sucre.

M. Guillaume pense que la proposition que vient de faire M. Jæhnigen est inacceptable ; elle rendrait impossible l'adhésion de certains pays. La Convention traite uniquement de la suppression des primes à l'exportation. Il est évident qu'il n'y a pas de prime possible là où le drawback n'existe pas. M. Guillaume croit, du reste, que c'est une proposition sur laquelle l'Allemagne n'insistera pas.

M. Dupuy de Lome se rallie entièrement à la manière de voir de M. Guillaume. Les mots dont le Gouvernement allemand demande la suppression sont de la plus grande valeur pour l'Espagne, seul pays qui ait déjà changé sa législation afin de la mettre en harmonie avec les stipulations de la Convention. L'Espagne a écarté la possibilité d'une prime à l'exportation en abolissant tout drawback et toute décharge. Nonobstant ces sacrifices, la proposition allemande obligerait les fabricants espagnols à se soumettre au régime de l'entrepôt. Ce serait une condition qui empêcherait le Gouvernement de Sa Majesté Catholique de donner son adhésion à la Convention.

M. le Président dit que plusieurs des colonies britanniques sont dans les mêmes conditions que l'Espagne.

M. Sans-Leroy fait observer que les Plénipotentiaires de la France se trouvent dans une situation toute particulière. Ils ont déjà déclaré, dans la Note dont son honorable Collègue a donné lecture, qu'ils doivent réserver toute question de législation intérieure. Ils ne peuvent, dès lors, intervenir dans cette discussion. Autrement, la France se serait rangée du côté de M. Guillaume.

M. le Président, ayant mis aux voix la proposition faite par les Plénipotentiaires allemands, constate que tous les Pays, excepté l'Allemagne, demandent le maintien du texte actuel.

M. le Comte de Hatzfeldt a une autre observation à faire sur l'article 5. Son Gouvernement s'est déjà prononcé contre l'exception stipulée en faveur

de la Russie. Mais il avait en même temps déclaré qu'il n'insisterait pas, si la majorité des Puissances pensait autrement. M. le Comte de Hatzfeldt tiendrait à ce que le vote des Puissances fût formellement constaté. Si la Conférence se prononce contre les modifications désirées par l'Allemagne, il en réfèrera à son Gouvernement. A la prochaine séance, il sera en mesure de donner une réponse définitive sur les deux questions soulevées par le Cabinet de Berlin relativement à l'article 5.

M. le Président, ayant demandé l'opinion de la Conférence, constate que c'est l'Allemagne seule qui fait objection au système russe.

M. le Comte de Hatzfeldt dit que l'Allemagne se ralliera, sans doute, à la majorité.

M. le Président donne lecture de l'article 6 :

« Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission internationale des sucres, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

« Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

« Les Délégués auront pour mission :

« 1^o D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents et si, dans la pratique, il n'est accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres, mélasses ou glucoses ;

« 2^o D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

« 3^o D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

« Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non-seulement dans les Pays contractants, mais également dans tous les autres Pays.

« Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui les fera parvenir à la Commission, les lois et arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

« Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué adjoint.

« La première réunion de la Commission aura lieu à Londres, dans un délai de trois mois après la signature de la présente Convention.

« La Commission est chargée de préparer, à sa première réunion, un projet de Règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures, ainsi que le siège du Bureau permanent.

« Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de lois qui lui auront été soumis par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

« La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle fera sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées, et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence

qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

« Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission, sauf le traitement ou les indemnités des Délégués qui seront payés par leurs pays respectifs, seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux, d'après un mode à régler par la Commission ».

M. le Président dit que, si la Conférence accepte la Déclaration dont le projet vient de lui être soumis par le Gouvernement Britannique, certains alinéas de l'article 6 devront être modifiés. La Commission permanente ne sera plus chargée de l'examen préalable de la législation des Puissances signataires. C'est un pas dans la direction indiquée par la France. Pour la date de la première réunion, on pourrait maintenant revenir à la rédaction primitive et dire :

« La première réunion de la Commission aura lieu à Londres, dans le mois qui suivra la ratification de la présente Convention. »

Cette modification est adoptée.

M. Waddington, répondant à une interpellation de M. Guillaume, dit qu'il ne voit aucune objection à ce qu'une même personne soit membre des deux Commissions, lesquelles seraient, néanmoins, entièrement distinctes : l'une, spéciale, chargée de l'examen des diverses législations ; l'autre, permanente, visée par l'article 6 de la Convention. D'ailleurs, le choix des personnes appartient exclusivement aux gouvernements intéressés, qui agiront en toute liberté.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il est important que la Commission ne se réunisse pas avant le dépôt de toutes les lois dont il est question dans le projet de Déclaration. S'il y avait des Etats retardataires, il faudrait reculer la date de la réunion. Il est utile de pouvoir comparer les différentes législations.

M. le Président propose de continuer la discussion du projet de Convention avant de passer à la Déclaration.

A la suite d'une discussion générale, il est convenu, sur la proposition de M. le Comte de Bylandt, que, pour éviter toute confusion, la Commission visée par l'article 6 sera désignée « Commission permanente », et qu'en vue de la création de la Commission spéciale, la Commission permanente n'aura plus la mission d'examiner les projets de lois qui, avant la ratification de la Convention, devront être déposés par les Puissances signataires.

Il est en outre convenu qu'il n'est pas nécessaire de charger formellement la Commission d'arrêter son règlement d'ordre intérieur.

L'alinéa suivant est donc supprimé :

« Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de lois qui lui auront été soumis par le gouvernement de Sa Majesté Britannique. »

M. le Président donne lecture de l'article 7 :

« Art. 7. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, tout sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose, provenant des pays, provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à la fabrication ou à

l'exportation des sucres, sera exclu des territoires des Hautes Parties contractantes.

« Toute Puissance contractante, pour exclure de son territoire les sucres bruts, sucres raffinés, mélasses ou glucoses qui auront profité de primes ouvertes ou déguisées, sera tenue, soit à les frapper d'une prohibition absolue, soit à les soumettre à un droit spécial qui devra nécessairement excéder le montant de la prime, et qui ne sera pas supporté par les sucres non primés provenant des Etats contractants.

« Les Hautes Parties contractantes se concerteront sur les mesures principales à prendre pour obtenir ces résultats, ainsi que pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention.

« Le fait de l'existence, dans un pays, province d'outre-mer, colonie ou possession étrangère, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose sera constaté par un vote de majorité des Puissances signataires de la présente Convention. De la même manière sera évalué le montant minimum des primes dont il s'agit. »

M. Verkerk Pistorius fait observer que, dans le deuxième alinéa, le mot « pourra » a été remplacé par « sera tenu à », et, dans le troisième alinéa, le mot « nécessaires » par « principales ». On pourrait en déduire que les Puissances concordataires seraient tenues d'édicter une des mesures pénales visées par l'article même dans les cas où de pareilles mesures ne seraient pas nécessaires, pour exclure les sucres en question de leur territoire. Il est évident que telle ne peut être l'intention, et qu'il serait parfaitement inutile de s'engager à prendre des mesures prohibitives pour le cas où l'importation des sucres primés serait empêchée par la force des circonstances.

A la suite des observations de M. Verkerk Pistorius, le mot « principales », dans le troisième alinéa, est remplacé par les mots « jugées nécessaires par la Commission. »

M. le Comte de Bylandt demande pourquoi il est dit au troisième alinéa que « les Hautes Parties contractantes se *concerteront* sur les mesures à prendre pour obtenir ce résultat, etc., », puisque ces mesures sont déjà nettement indiquées au deuxième alinéa.

M. le Président répond que ce membre de phrase prévoit le cas où l'application des mesures signalées au deuxième alinéa serait censée être en contradiction avec la clause dite de la Nation la plus favorisée.

M. Waddington dit qu'un éclaircissement sur ce point est très nécessaire. Une Puissance liée par la clause de la Nation la plus favorisée et par l'article en discussion, pourrait se trouver en présence de deux devoirs tout à fait contradictoires. La difficulté ne se présenterait évidemment pas si tous les Etats producteurs de sucre adhéraient à la Convention. Mais, malheureusement, le cas n'est pas à prévoir. Il faut donc laisser une certaine latitude aux Puissances qui se trouvent déjà engagées par la clause de la Nation la plus favorisée.

M. de Barner propose la suppression de l'article 7.

M. le Président déclare que c'est une solution que la Grande-Bretagne ne saurait accepter.

M. Waddington se charge de soumettre à la Conférence une nouvelle rédaction de l'article 7, après en avoir référé à son gouvernement.

La lecture de l'article 8 ne soulève aucune observation de la part des Plénipotentiaires.

Le texte qui suit est accepté sans modification :

« Art. 8. — Les Etats qui n'ont point pris part à la Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande, à la condition que leurs lois et leurs règlements sur le régime des sucres soient d'accord avec les principes de la présente Convention et aient été soumis préalablement à l'approbation des Hautes Parties contractantes dans les formes prescrites à l'article 6. »

M. le Président donne lecture de l'article 9 :

« Art. 9. — La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} août 1890.

« Elle restera en vigueur pendant dix années à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

« Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; mais les autres Puissances conserveront, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} août de l'année suivante.

« Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en dénonçant la Convention douze mois à l'avance, y mettre un terme à son égard à l'expiration de la deuxième, de la cinquième et de la huitième année de ladite période de dix années.

« Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concordataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser sur les mesures à prendre. »

M. Waddington rappelle que la France demande la date du 1^{er} septembre 1891 pour la mise en vigueur de la Convention.

M. Kamensky fait remarquer que les réserves russes, sur la date de la mise en exécution, se trouvent déjà inscrites au projet de Protocole.

M. le Comte de Kuefstein se rallie à la date proposée par M. Waddington.

Sur le deuxième alinéa de l'article, il n'a pas d'observations à faire.

En ce qui concerne l'exception demandée par la Russie, M. le Comte de Kuefstein rappelle qu'il avait déjà fait une proposition de conciliation au cours de la dix-neuvième séance. Est-ce que le gouvernement russe consentirait à réduire la prime sur les frontières d'Asie par une somme égale à celle que perdront les fabricants austro-hongrois par l'abolition de la prime dont ils jouissent actuellement ? De cette façon, les conditions de la concurrence seraient, après la mise en vigueur de la Convention, à peu près les mêmes qu'elles sont aujourd'hui.

M. Kamensky répond qu'il n'a pas manqué de soumettre à son gouvernement la proposition conciliatoire faite par M. le Comte de Kuefstein. Le gouvernement russe n'avait pourtant pas cru pouvoir accéder à cette demande, jugeant inutile d'opérer le changement voulu pour une seule campagne. Du reste, la totalité des sucres primés de la Russie est exportée en destination de l'Asie centrale.

M. le Comte de Kuefstein dit qu'il est impossible de prévoir quelle direc-

tion prendraient ces sucres quand ils se trouveraient les seuls jouissant d'une prime. Le maintien de la prime russe est la seule raison pour laquelle il demande la date de 1891. Il pense qu'il ne serait pas facile de faire comprendre aux industriels de l'Autriche-Hongrie les raisons citées par M. Kamensky, puisque la Russie ne peut avoir plus de difficulté que les autres pays à apporter des modifications à sa législation.

M. Guillaume fait remarquer que la date de la mise en vigueur dépend de la date de ratification. Ne sera-t-il pas très difficile de ratifier en 1889? Les lois spéciales devront être rédigées, puis soumises à l'examen de la Commission. Celle-ci pourra, dans certains cas, demander des modifications. Il y a ensuite les difficultés et les retards qui sont inséparables du régime parlementaire.

M. le Président demande à la Conférence de se prononcer sur la question de la date.

M. le Comte de Hatzfeldt n'a pas d'objection à faire contre la date du texte actuel.

M. le Comte de Kuefstein demande la date de 1891.

M. Guillaume pense que cette date sera presque une nécessité.

M. de Barner, M. Batanero et M. Catalani se prononcent en faveur de la date la plus rapprochée.

M. Waddington doit insister pour l'année 1891.

M. Verkerk Pistorius préférerait la date de 1890, s'il est possible.

M. Kamensky, tout en devant maintenir la date de 1891 pour la prime sur les frontières d'Asie, accepte le texte actuel.

M. le Président déclare qu'il est absolument contre les intentions du gouvernement Britannique de remettre la mise en vigueur de la Convention jusqu'à l'année 1891. Son gouvernement avait vivement désiré voir cesser les primes en 1889.

M. Verkerk Pistorius pense que, peut-être, la date du 1^{er} mai 1891, date de la suppression de la prime russe, pourrait être acceptée comme transaction.

M. Waddington doit répéter que la France ne peut accepter aucune date avant le 1^{er} septembre 1891. Mais il se déclare prêt à soumettre à l'appréciation de son gouvernement la proposition faite par M. Verkerk Pistorius.

Sur le quatrième alinéa de l'article 9, M. le comte de Kuefstein rappelle qu'il s'est prononcé contre les termes fixés pour la durée de la Convention. Il n'est pas probable qu'un Etat désire dénoncer la Convention avant la première période de deux ans. Le texte actuel donne donc une première période de cinq années. Cette durée lui semble beaucoup trop longue. C'est une période pendant laquelle bien des changements pourraient avoir lieu.

La question de la durée est intimement liée à celle de l'adhésion de tous les pays producteurs et consommateurs de sucre. Il est évident que l'article 7 ne donne pas une garantie complète. Cet article pourra empêcher l'entrée de sucres primés dans les pays contractants, mais il sera impuissant à protéger les intérêts des signataires sur les marchés des autres pays, contre la concurrence de sucres primés provenant d'un Etat non signataire.

Dans ces circonstances, M. le Comte de Kuefstein ne peut que proposer

de nouveau à la Conférence que la Convention soit résiliable d'année en année.

M. le Président croit que les Etats auraient peu d'intérêt à entrer dans une Union qui pourrait disparaître presque soudainement.

M. le Comte de Kuefstein suggère, comme transaction, une résiliation de deux ans en deux ans, qui lui paraît acceptable. Peut-être MM. les Plénipotentiaires voudront-ils demander des instructions définitives à ce sujet?

Il est entendu que les Plénipotentiaires demanderont des instructions définitives pour les cas : 1^o où la France insisterait pour la date du 1^{er} septembre 1891, comme celle de la mise en vigueur; 2^o où elle accepterait la date du 1^{er} mai 1891; 3^o où l'Autriche-Hongrie insisterait pour la résiliation d'année en année; et 4^o où elle consentirait à accepter la faculté de dénoncer de deux à deux ans.

M. le Président donne lecture des articles suivants :

« Art. 10. — Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

« Dans le cas où une de ces provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes désirerait se retirer séparément de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le gouvernement de la Métropole, de la manière et avec les conséquences indiquées à l'article 9.

« Art. 11. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des pays contractants.

« La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres, le 1^{er} août 1889, ou plus tôt, si faire se peut. »

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

M. le Président donne lecture du projet de Déclaration suivant :

Déclaration annexée à la Convention du août 1888.

Les Plénipotentiaires réunis pour signer la Convention relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres sont convenus de la Déclaration suivante :

« Une Commission spéciale sera nommée, ayant mandat d'examiner la législation des divers pays en matière de droits et de drawbacks sur le sucre. Les membres de cette Commission feront à leurs gouvernements respectifs, s'il y a lieu, un rapport indiquant en quels points ladite législation devra être changée, afin de la mettre en harmonie avec les stipulations de la Convention à laquelle est annexée la présente Déclaration.

« En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration.

« Fait à Londres, le août 1888. »

M. Waddington fait observer que cette rédaction est quelque peu vague; il faut préciser les dates. A ses yeux, le point important, c'est que les projets de législation soient communiqués aux divers gouvernements au moins un mois avant la réunion de la Commission spéciale. Il demande à

MM. les Plénipotentiaires quel serait le temps minimum que demanderait la préparation des projets de lois en question.

M. le Président répond que le Projet de Déclaration soumis à la Conférence par le gouvernement Britannique n'exprime que d'une manière générale l'idée d'une Commission chargée d'examiner les législations des divers pays. Ce gouvernement avait cru devoir réserver la question des dates et de certains autres détails à l'appréciation de MM. les Plénipotentiaires.

A la suite d'une discussion générale, la rédaction suivante, suggérée par M. Waddington, sauf approbation de son gouvernement, est adoptée *ad referendum* par la Conférence :

Déclaration annexée à la Convention du août 1888.

Les Plénipotentiaires réunis pour signer la Convention relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres sont convenus de la Déclaration suivante :

« Six mois après la signature de la présente Convention, une Commission spéciale sera réunie avec le mandat d'examiner la législation des divers pays en matière de droits et de drawbacks sur le sucre. Les membres de cette Commission feront à leurs Gouvernements respectifs, s'il y a lieu, un rapport indiquant en quels points ladite législation devra être changée, afin de la mettre en harmonie avec les stipulations de la Convention à laquelle est annexée la présente déclaration.

« Un an au moins avant la réunion de la Commission spéciale, les législations que les différentes Puissances présenteraient, comme supprimant toutes primes, seront communiquées aux divers Gouvernements cosignataires.

« En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration.

« Fait à Londres, le août 1888. »

Après un échange de vues, la prochaine séance est fixée au lundi 27 août, midi.

La séance est levée à trois heures et demie.

Les Secrétaires,
H. FARNALL, A.-E. BATEMAN.

Le Président de la Conférence,
Henry de WORMS.

ANNEXE D AU PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-TROISIÈME SÉANCE.

Réponses relatives au projet de Convention annexé au Protocole du 12 Mai 1888.

ALLEMAGNE. — Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne ayant examiné le projet de Convention élaboré par la Conférence de Londres touchant le régime des sucres (annexe au Protocole du 12 mai dernier), se déclare prêt à l'adopter.

Dans l'intérêt de la suppression totale des primes à l'exportation, l'Allemagne maintient sa proposition relativement à l'article 3, de soumettre les raffineries de sucres non annexées à des fabriques au même régime que les fabriques mêmes.

Le Gouvernement impérial ne peut donc donner son consentement qu'à la première des deux rédactions de l'article 3.

En ce qui concerne l'article 4, l'Allemagne, en vue même des propositions faites par le Gouvernement belge dans le deuxième paragraphe de cet article, se voit obligée de faire observer que, la Convention ayant pour but unique l'abolition de toutes les primes, il paraît inadmissible en principe d'accorder à la Belgique le maintien de l'impôt sur le jus, qui entraînerait inévitablement un système de primes déguisées.

Quant à l'article 5, on préférerait donner au premier paragraphe la rédaction suivante :

« Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres, sont dispensées de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, pourvu qu'elles s'engagent à conserver ce système pendant la durée de la Convention, ou, en cas de changement, à adopter le système établi aux articles 2 et 3. »

Le Gouvernement allemand est d'avis qu'il n'y a pas de motif suffisant pour accorder à la Russie la position exceptionnelle prévue par le deuxième paragraphe de cet article. Conséquemment l'Allemagne se prononce en première ligne contre la concession contenue dans le projet. Toutefois, le Gouvernement allemand ne méconnaît pas que le régime actuellement en vigueur en Russie tel qu'il a été exposé par le Gouvernement russe ne se trouve pas en contradiction directe avec les principes de la Convention, en ce sens qu'il a pour base le prélèvement exclusif d'un impôt sur la consommation, qu'il contient un taux unique pour tous les sucres sans distinction de qualité, et que la restitution accordée aux sucres exportés ne doit pas dépasser l'impôt. En ces circonstances le Gouvernement allemand ne refusera pas de donner son adhésion à la concession en question dans le cas où la majorité des Puissances signataires se déciderait à l'accepter.

L'article 7 répond également aux intentions du Gouvernement allemand. Toutefois, cet article serait susceptible de quelques modifications en ce qui concerne les droits compensateurs visés pour remplacer la mesure de prohibition entière des sucres primés ; notamment serait-il utile de stipuler dans la Convention que les mesures d'exécution mentionnées dans le paragraphe 3 devraient être établies d'un commun accord.

A cet effet, l'Allemagne fait les propositions suivantes :

1° Une modification du paragraphe 2, par laquelle il serait mis hors de doute qu'il n'est pas permis d'étendre les droits compensateurs aux sucres non primés des Pays contractants. Ceci s'accorderait, d'ailleurs, avec l'esprit de la Convention, qui veut que les sucres non primés provenant des Etats contractants jouissent d'un traitement privilégié en tant qu'ils pourront entrer, soit librement, soit à un taux du montant de la prime inférieur à celui qui frappera les sucres ;

2° D'après le dernier paragraphe de l'article 7, le fait de l'existence dans certains Pays d'un régime laissant subsister des primes ouvertes ou déguisées doit être constaté par un vote des Etats contractants.

D'après l'avis du Gouvernement allemand, pareille décision n'aurait cependant pas besoin d'être unanime ; il suffirait, au contraire, qu'elle soit adoptée par la majorité des Etats signataires. De même, il serait à désirer que le montant de la prime soit également calculé d'un commun accord, afin d'empêcher que chaque Etat contractant ne puisse procéder d'une manière arbitraire, et soit plutôt tenu d'adopter pour les droits compensateurs un taux minimum ;

3° Quant aux sucres provenant d'un Pays qui accorde des primes, et traversant en transit un Pays contractant, on devra se concerter sur des garanties propres à empêcher que le Pays de transit ne figure désormais comme pays d'origine de ces sucres ;

4° Il ne sera pas facile de prohiber d'une manière efficace les sucres provenant des Pays qui accordent des primes ou de leur imposer des droits compensateurs. Afin d'assurer dans ce but autant que possible la conformité de la procédure, il serait nécessaire de stipuler dans la Convention que les mesures d'exécution devront être arrêtées d'un commun accord. Une telle disposition se

recommanderait surtout à l'égard des conditions à exiger des certificats d'origine pour les sucres (contenu, forme, autorités, compétences, etc.).

Il est entendu que les colonies, etc., des Etats contractants feront partie de la Convention. Partant, on propose de substituer au premier paragraphe de l'article 10 les mots : « seront appliquées » aux mots « seront applicables ».

Enfin l'Allemagne attache une importance toute particulière à ce que les Etats contractants, sur leur territoire et sur le territoire de leurs colonies, etc., ne puissent pas traiter moins favorablement, et surtout ne puissent pas frapper d'un droit plus élevé à l'importation des sucres de betterave que les sucres fabriqués d'autres matières, principalement la canne.

Berlin, juillet 1888.

AUTRICHE-HONGRIE. — Le nouveau projet de Convention élaboré par la Conférence sur le régime des sucres dans sa seconde session, et qui se trouve annexé au Protocole du 12 mai dernier, a été soumis à un examen attentif de la part du Gouvernement des deux parties de la Monarchie et a été reconnu comme pouvant servir de base à un arrangement international pour l'abolition des primes.

Nous pouvons donc déclarer notre adhésion non seulement au principe de la Convention, mais aussi à la plupart des articles dont elle se compose et des stipulations qui s'y trouvent consignées.

Si nous nous voyons amenés à proposer quelques modifications pour faire valoir certains désirs que nous considérons comme essentiels, c'est dans l'intérêt même d'un résultat favorable, car à notre avis, une Convention de ce genre doit être entourée de toutes les garanties pour assurer la suppression effective des primes et pour donner à l'industrie nationale la certitude de pouvoir renoncer sans danger aux avantages dont elle a joui jusqu'ici.

En passant à l'examen du texte de la Convention, nous devons répéter, à l'occasion du préambule, le désir exprimé dans notre dernier Mémoire et, au sein de la Conférence, par notre Délégué, de voir participer tous les Pays importants comme producteurs de sucre. Or, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et le Brésil n'ont pas, jusqu'ici, déclaré leur adhésion, sans laquelle notre industrie pourrait se trouver, dans les contrées ne formant pas partie de la Convention, en face d'une concurrence nourrie par des primes.

L'adhésion de ces deux Puissances, qui n'ont manifesté jusqu'ici que des intentions vagues, nous semble donc indispensable, et, en outre, celle de l'Egypte serait très désirable.

Nous n'avons pas d'observations importantes à faire au sujet des articles 1 et 2.

Quant à l'article 3, nous eussions préféré le voir compris dans l'article 2, car à notre avis, l'impôt à la consommation ne comporte pas la séparation du traitement des raffineries de celui des fabriques. Mais puisque le régime de l'entrepôt, la défense d'accorder des drawbacks ou autres avantages à l'exportation et l'impôt à la consommation sont également stipulés pour les raffineries comme pour les fabriques, nous ne voulons pas faire de difficultés sur la question de rédaction et nous n'hésitons pas à accepter l'article 3 dans sa première rédaction, mais sous la condition que le deuxième alinéa de cet article ne soit pas considéré comme une exception à la règle formulée dans le premier alinéa, mais uniquement comme admettant un supplément de contrôle. C'est du reste l'interprétation qui a été confirmée dans la même séance.

La rédaction proposée par MM. les Délégués des Pays-Bas nous semble pouvoir donner lieu à des incertitudes sur le rôle réservé à la saccharimétrie que nous ne saurions admettre que comme moyen de contrôle supplémentaire, ainsi que nous l'avons déclaré à plusieurs reprises.

La position exceptionnelle stipulée par l'article 4 pour la Belgique a donné lieu à de longues et intéressantes discussions et les Délégués belges ont offert des concessions importantes. Nous avons soigneusement étudié ces propositions, mais, à notre grand regret, nous ne pouvons les considérer comme excluant toute idée de prime. Les chiffres proposés ne représentent toujours qu'une

moyenne et le système en lui-même est opposé à celui qui a été accepté comme base de la Convention, et que nous considérons comme le seul qui puisse donner à notre industrie les garanties nécessaires pour pouvoir renoncer à la situation qui lui est faite aujourd'hui. Du reste, cette exception pourrait créer un précédent fâcheux.

Le premier alinéa de l'article 5, qui par une petite modification de rédaction deviendrait plus clair, ne soulève pas d'autre observation.

Nous acceptons également la stipulation concernant la Russie pour les raisons expliquées dans notre dernier Mémoire, à condition, cependant, que la déclaration faite par le Délégué de cette Puissance à la fin de la vingt-deuxième séance (Annexe B du procès-verbal), et contenant la promesse du Gouvernement Impérial de ne pas renouveler les primes pour les sucres exportés en Asie, soit insérée dans le texte de la Convention.

Comme, cependant, la Russie se réserve de donner cette prime jusqu'au 1^{er} mai 1891, nous pensons que la manière la plus simple de tourner cette difficulté serait de reculer le délai de la mise en vigueur de la Convention jusqu'au 1^{er} août 1891, date qui a déjà été demandée par les Délégués d'autres Puissances.

Dans notre dernier mémoire nous avons proposé de ne fixer aucun terme pour la durée de la Convention en admettant la dénonciation d'année en année, et notre Délégué a insisté à plusieurs reprises sur cette proposition. Les motifs sur lesquels nous nous sommes appuyés alors n'ont rien perdu de leur valeur et nous pensons encore que ce mode de procéder répondrait le mieux à la situation et contribuerait essentiellement à faciliter une entente générale. Au moins faudrait-il réduire les périodes à des termes de une à deux années, mais les périodes de trois années nous paraissent trop longues pour le commencement, car, en réalité, elles représentent des périodes de quatre ans, pour lesquelles on serait lié si à la fin de l'avant-dernière année de la période précédente on n'avait pas annoncé l'intention de se retirer. Or, il pourrait se produire précisément dans la deuxième ou troisième année de la durée de la Convention des combinaisons qui imposeraient à un des pays contractants la nécessité de se retirer ou de subir une situation d'infériorité.

Pour le reste nous adoptons l'article 9, sauf une légère modification qui consisterait à placer l'alinéa 4 immédiatement après l'alinéa 2, ce qui nous semble mieux répondre à l'ordre d'idées de ce paragraphe.

Enfin, en terminant les observations que nous suggère l'examen du projet de Convention, nous croyons devoir signaler à l'attention du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, la situation qui serait faite aux signataires de la Convention, si, avant sa mise en vigueur, la législation d'un des pays contractants n'était pas trouvée conforme aux principes de la Convention et que ce pays se trouverait dans l'impossibilité de la changer avant le terme de la mise en vigueur de la Convention. Comme, de notre côté, nous ne pourrions donner notre adhésion qu'à la condition que les législations de tous les Etats signataires soient conformes aux principes de la Convention, nous revendiquons notre liberté d'action dans le cas indiqué, comme aussi dans celui où le Brésil et surtout les Etats-Unis n'auraient pas déclaré leur adhésion avant le terme fixé pour la mise en vigueur de la Convention.

Vienne, juillet 1888.

BELGIQUE. — Les considérations ci-après répondent à la communication que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a bien voulu faire au Gouvernement du Roi pour exposer ses vues au sujet des résultats des travaux de la Conférence des sucres à Londres.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique exprime l'avis que les intérêts d'une entente finale entre les Puissances pourraient être compromis par la publication des détails du projet de Convention et des discussions insérées dans les procès-verbaux de la Conférence. Le Gouvernement du Roi, ainsi que son Premier Délégué l'a déclaré à Londres dans la dernière réunion, est partisan

de la publicité des procès-verbaux ; mais, déférant au désir manifesté à ce sujet dans l'office de Lord Vivian, et se ralliant à l'opinion de la majorité de la Conférence, il considérera ces documents comme papiers confidentiels.

Le Gouvernement du Roi est prêt à signer la Convention telle qu'elle est actuellement projetée et à adopter l'une ou l'autre des rédactions de l'article 3 qui répondrait le mieux aux vues des Puissances principalement intéressées à la question que cet article concerne. Il partage l'avis du Gouvernement de Sa Majesté Britannique qu'il peut exister des inconvénients à fixer dans un Traité des stipulations détaillées au sujet du travail des fabriques et des raffineries de sucre (articles 2 et 3 du projet), parce que ces stipulations peuvent devoir varier dans une certaine mesure dans les différents pays, et qu'elles ne pourraient, si elles étaient définies d'une manière détaillée dans un traité, être modifiées ultérieurement que par voie d'engagements supplémentaires de même nature.

Tout en étant à cet égard de la même opinion que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Gouvernement du Roi doit exprimer le regret que la Conférence n'ait pas cru devoir admettre dans la rédaction de l'article 2 la disposition proposée par ses Délégués à la Conférence et tendant à imposer dans les fabriques de sucre de betterave l'obligation de constater, à titre de contrôle, la quantité et la densité du jus de betterave mis en œuvre. Ce contrôle, d'une exécution facile dans les fabriques de tous les pays, eût été de nature à donner une garantie sérieuse contre les fraudes possibles.

Le Gouvernement du Roi reconnaît cependant que l'exécution fidèle de la Convention doit être surtout laissée à la bonne foi des agents de l'administration, dont le devoir est de veiller à l'observation de ses prescriptions.

En ce qui concerne le système spécial proposé par la Russie, le Gouvernement du Roi n'a pas plus que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à élever des objections contre son adoption.

Quant au système proposé par la Belgique, le Gouvernement du Roi sait gré au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de ce qu'il veut bien l'accepter si les autres Puissances sont également disposées à l'admettre. Il croit cependant pouvoir exprimer l'opinion que les autres Puissances n'hésiteraient pas à admettre le système belge, si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, usant de sa grande et légitime influence, consentait à appuyer auprès desdites Puissances les équivalents proposés en dernier lieu par la Belgique (1). Cet appui permettrait sans nul doute à la Belgique d'entrer, comme elle le désire vivement, dans l'Union sucrière projetée. Il tient d'ailleurs à constater que ses Délégués à la Conférence de Londres n'ont pas seulement offert, en remplacement du système général proposé dans la Convention, de réduire de moitié le taux des droits, mais encore et surtout d'augmenter la prise en charge dans les fabriques de 16.67 et de 20 pour 100. Il est à remarquer au surplus que les chiffres proposés en dernier lieu par les Délégués belges n'ont été critiqués à la Conférence que par un seul Délégué. Les autres Délégués se sont surtout prévalus de la nécessité d'appliquer le principe de l'uniformité de système. Or, l'argument perd toute sa valeur en présence des nombreuses dérogations à ce principe, qui, après avoir été signalées par le Premier Délégué de la Belgique, ont été implicitement reconnues par un des Délégués de la France dans la dix-huitième séance. Il en serait encore ainsi dans le cas où l'article 3 serait interprété en ce sens qu'il dispense la France, comme le Gouvernement de ce pays l'a proposé, d'effectuer le raffinage en entrepôt.

Quant à la Commission internationale dont parle l'article 6, le Gouvernement du Roi pense que ses attributions telles qu'elles sont nettement définies par ledit article la mettront à même de signaler aux Puissances contractantes les abus que révélerait la pratique des systèmes de perception de l'impôt admis par la Convention.

Le Gouvernement du Roi reconnaît que l'article 7, qui impose aux Etats

(1) Le Gouvernement de l'Italie vient de nous faire connaître qu'il accepte nos équivalents.

contractants le devoir d'exclure de leurs territoires les sucres venant de pays qui continuent à donner des primes, est de nature à satisfaire les Puissances qui désirent avoir l'assurance que leur abandon du système des primes ne pourrait être mis à profit par d'autres Puissances pour détruire leur industrie.

Quant à lui, tout en maintenant la déclaration de principe qui a été faite en son nom, il ajoute que la majorité des Puissances s'étant prononcée dans le sens d'une sanction pénale sous forme de prohibition ou de surtaxe, il ne voit pas dans cette stipulation un motif suffisant pour refuser d'entrer dans l'Union.

Le Gouvernement du Roi ne pourrait cependant pas consentir à ce que la clause de la prohibition ou des droits compensateurs soit appliquée aux sucres en transit. Une pareille mesure, outre qu'elle nécessiterait une refonte complète de la législation générale sur le transit en Belgique, serait de nature à porter le plus grave préjudice à notre industrie des transports, qui tire une grande partie de ses revenus des expéditions en transit. Il y a lieu de faire remarquer que la mesure serait dans bien des cas inapplicable dans notre pays, attendu que les marchandises qui sont déclarées en transit direct, c'est-à-dire qui ne font que traverser le territoire, sont chargées dans les wagons de chemin de fer sans devoir être déclarées en détail et sans être astreintes à la visite. La douane se borne à les mettre sous plomb et à en surveiller le transport.

Il va de soi que le Gouvernement du Roi n'aurait aucune objection à appliquer la mesure de la prohibition ou des droits compensateurs aux sucres déclarés d'abord en transit et qui, après avoir effectué une partie du transport dans le pays ou après avoir été déposés dans un entrepôt, seraient ensuite déclarés en consommation ; mais, dans ce cas, une stipulation mentionnant le transit est surabondante, puisque les droits dûs sur les sucres importés sont naturellement appliqués aux sucres déclarés en consommation par renoncement au transit.

Quant à l'article 9, le Gouvernement du Roi accepte la date du 1^{er} août 1890 pour la mise en vigueur de la Convention, et il adhère aussi aux stipulations relatives à la durée et à la dénonciation éventuelle du Traité, stipulations qui ont été reprises du Projet de convention du 11 août 1875.

En ce qui concerne les surtaxes sur les sucres importés de l'un des pays contractants dans un autre, le Gouvernement du Roi continue de les considérer comme constituant des primes indirectes, en opposition avec l'objet de la Convention, clairement déterminé par l'article premier. Toutefois l'adoption de la Convention telle qu'elle est projetée, impliquant l'admission des équivalents proposés par la Belgique, celle-ci, voulant donner une nouvelle preuve de son esprit de conciliation, consentirait, dans ce cas, mais dans ce cas seulement, à renoncer au maintien des réserves expresses qu'elle avait faites à propos de cette question. C'est là un point sur lequel le Gouvernement du Roi appelle toute l'attention du Gouvernement Britannique.

Finalement, le Gouvernement du Roi ne voit aucun obstacle à ce que ses plénipotentiaires se rendent à Londres dans la première huitaine du mois d'août prochain pour la signature de la Convention, dans le cas, bien entendu, où il serait avisé, au préalable, que les autres puissances adhèrent comme lui à la Convention telle qu'elle est actuellement projetée.

BRÉSIL. (*Traduction télégraphique.*)

Brésil, le 1^{er} août 1888.

Je vous autorise à communiquer que le Gouvernement du Brésil adhère en principe à la Convention, tout en se réservant le droit d'y adhérer formellement après son adoption définitive par les Puissances signataires.

DANEMARK

Copenhague, le 13 juillet 1888.

Monsieur le Ministre, en me faisant parvenir, par votre note du 23 mai der-

nier, un exemplaire des procès-verbaux de la deuxième session de la Conférence internationale sur le régime des sucres, et en me prévenant que le Gouvernement de la Grande-Bretagne est prêt à signer la Convention, dont le projet fait partie de ladite annexe, vous m'avez fait l'honneur de m'exprimer, au nom de votre Gouvernement, le désir de connaître les vues de celui du Roi au sujet de ce projet.

En réponse, je viens vous informer que le Gouvernement du Roi, après un examen attentif des différentes questions ayant trait au projet, croit pouvoir donner son assésion aux dispositions de celui-ci, sauf en un point. L'engagement à prendre les mesures, mises en perspective dans l'article 7, qu'elles prennent la forme d'une prohibition absolue ou d'une surtaxe sur les sucres qui auront profité des primes, ne pouvant s'accorder avec les obligations contractées par nos Traités, le Gouvernement du Roi ne sera pas à même d'adopter les stipulations de cet article.

En acceptant toutes les autres stipulations de la Convention, je me permets de vous faire observer que le Danemark, pour ce qui regarde ses fabriques de sucre, est tout disposé à prendre les engagements mentionnés dans l'article 11 du projet, tandis que les stipulations du premier alinéa de l'article 5 seront applicables à nos raffineries, vu que pour elles tout remboursement à l'exportation des sucres sera aboli.

Je vous prie de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de la Grande-Bretagne, et saisis, etc.

DE ROSENORN-LEHN.

ESPAGNE. (Traduction.)

Le Palais, le 2 juillet 1888.

Excellence, la note de Votre Excellence du 27 mai dernier est parvenue à ce Ministère en temps convenable, et avec elle les trente-sept exemplaires des procès-verbaux de la Conférence réunie deux fois à Londres, dans le but de se mettre d'accord sur la manière de supprimer les primes accordées, dans quelques pays, à l'exportation du sucre.

La Conférence a présenté, comme résultat de ses travaux, aux Gouvernements y représentés officiellement, un Projet de convention, annexé au Protocole du 12 mai et composé de onze articles, dans lesquels sont déterminées, outre la suppression des primes d'exportation du sucre, les règles et conditions nécessaires pour rendre inéludable ce qui a été convenu, établissant de plus un engagement très important, sorte de sanction pénale ou garantie pour que la Convention ait des résultats pratiques, et que les nations productrices du sucre qui n'ont pas pris part à la Conférence et continuent à être éloignées de l'Union sucrière, ne puissent pas profiter de la suppression des primes.

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique a examiné très attentivement le projet de convention susmentionné, et j'ai la satisfaction, dès à présent, d'annoncer à Votre Excellence, en la priant de le faire savoir au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qu'il accepte ledit projet en toutes ses parties et dans la forme qu'il est rédigé. Je me permets seulement d'indiquer à Votre Excellence que, bien que le Gouvernement de Sa Majesté trouve également acceptables les deux rédactions du paragraphe 2 de l'article 3, dans lequel est fixé le procédé pour reconnaître le sucre raffiné, il préférerait, comme étant un peu plus précise, celle proposée par les Délégués des Pays-Bas.

Après cette légère manifestation, il ne me reste qu'à porter à la connaissance de Votre Excellence que, de la part du Gouvernement de Sa Majesté, il n'y a aucun inconvénient à ce que la réunion des Délégués des Puissances, pour la signature de la Convention, ait lieu dans la première semaine du mois d'août prochain et non le 16, qui est la date marquée au dernier paragraphe du Protocole de clôture de la Conférence.

Je saisis, etc.

EL MARQUIS DE LA VEGA DE ARMIGO.

Pour traduction conforme
J. G. AGUERA,

ÉTATS-UNIS

United States' Legation, London, July 3, 1888.

My Lord, in view of the desire expressed in the Protocole de Clôture of the second session of the International Conference on the Sugar Bounties question, that the opinions of the Powers represented at the Conference, with respect to the draft Convention for the abolition of export bounties, should be communicated to Her Majesty's Government before the 5th instant, I have the honour, in accordance with instructions to that effect, to acquaint Your Lordship of the conclusions at which my Government has arrived in the matter.

You are aware that no legal bounty exists in the United States upon the exportation of imported sugar, or upon the production and manufacture of sugar; and the Secretary of the Treasury considers that the rate of drawback which is now allowed by law upon the exportation of refined sugars manufactured from imported sugars is not excessive, and does not constitute an indirect bounty as claimed; frequent investigations having shown that the present rates of the said drawback are substantially correct, and represent the duties collected on the importation of the raw material less, the retention of 1 per cent.

The objects of the Conference are, however, in the opinion of my Government, foreign to the interests of the United States, and moreover the question as to whether any bounty or subsidy should be allowed in connection with the production or manufacture of sugar is one which cannot be determined by the Executive Branch of the United States' Government, Congress having sole and exclusive jurisdiction in such matters.

Under these circumstances, my Government considers itself precluded from giving its adhesion, for the present at least, to the proposed Convention, or to any Convention following the same lines, unless Congress should take action of a nature to render such adhesion possible.

I have, etc.

E. J. PHELPS.

FRANCE. — Les différents points traités dans la communication de l'Ambassade de Sa Majesté Britannique, en date du 26 mai 1888, et concernant le Projet de Convention sur le régime des sucres, élaboré par la Conférence de Londres, ont été de la part du Gouvernement de la République l'objet d'un examen approfondi, dont les observations suivantes font connaître le résultat :

1^o Pour satisfaire au désir exprimé, lors de la clôture de la deuxième session de la Conférence au nom du Gouvernement britannique, en ce qui concerne le secret à observer pour le moment sur les travaux de la Conférence et l'état des négociations, le Gouvernement français est disposé à conserver autant qu'il lui sera possible, aux procès-verbaux de la conférence et au Projet de Convention, un caractère confidentiel, sous la réserve formulée, d'ailleurs, par Son Excellence le Comte de Lytton, des communications qu'il pourrait être utile de faire aux représentants des industries intéressées. On doit toutefois ajouter qu'en présence des demandes du Parlement, le Gouvernement de la République pourrait se trouver dans la nécessité de donner connaissance aux Chambres du Protocole et des réserves faites par les Délégués français; en ce cas, il en informerait préalablement le Gouvernement britannique. D'autre part, il est évident que, si d'autres Etats ne conservaient pas aux documents dont il s'agit le même caractère confidentiel, le Gouvernement français ne saurait, de son côté, se considérer comme engagé à cet égard.

2^o En ce qui concerne l'article premier de la Convention, le Gouvernement britannique, envisageant le cas où tous les Gouvernements intéressés dans la question ne seraient pas en situation d'autoriser leurs Plénipotentiaires à signer la Convention au mois d'août prochain, est d'avis que, dans cette éventualité, il n'y aurait pas lieu de proroger la Conférence.

Les dispositions prises en vue de l'adhésion subséquente des Etats non contractants, l'institution d'une Commission internationale de surveillance et

l'obligation d'exclure les sucres primés des marchés des Pays contractants, lui paraissent constituer des garanties suffisantes pour justifier le retrait des réserves formulées à cet égard par les Délégués français.

Le Gouvernement de la République, malgré son désir de faciliter l'accord projeté, se voit dans l'obligation de maintenir, sur ce point, la réserve qu'il a faite dès le début de la négociation. Il ne lui paraît pas possible, en effet, d'admettre que certains des Etats qui accordent des primes puissent rester, même temporairement, en dehors de la Convention, car les sucres de ces Etats se présenteraient alors sur certains marchés dans des conditions qui ne permettraient pas aux sucres français de soutenir la concurrence. La Convention se trouverait ainsi avoir atteint un but contraire à celui qu'elle s'est proposé.

3° La Convention doit-elle stipuler les conditions de détail relatives au travail des fabriques et des raffineries, ou convient-il de laisser à la Commission internationale, dont l'institution est prévue par l'article 6 du Projet de Convention, le soin de corriger les imperfections des systèmes de raffinage et de fabrication adoptés par les Pays contractants ?

Dans l'opinion du Gouvernement anglais, l'examen préalable des lois et règlements concernant l'industrie sucrière dans chaque pays n'aurait qu'une importance secondaire, d'abord parce que des modifications aux lois actuelles doivent être introduites dans divers pays, à la suite et en conséquence de la signature de la Convention; et, en second lieu, parce que la Commission internationale de surveillance aura pour mission d'examiner ces lois et règlements.

Il ne semble pas possible, au contraire, d'éviter une réglementation des détails, car, sans mettre en doute la loyauté et l'impartialité des agents des administrations respectives, qui ne sauraient faire l'objet d'une discussion, il paraît nécessaire de connaître les instructions qui leur seront données, et la législation qu'ils seront chargés d'appliquer. En effet, dans des matières aussi délicates, alors que les moindres différences dans les prix de revient peuvent ouvrir ou fermer des débouchés, il suffirait d'un contrôle insuffisant ou de concessions en apparence peu importantes pour que les résultats de la Convention fussent fort différents de ceux que chaque Partie contractante est en droit d'en attendre.

Le Gouvernement de la République estime, en outre, qu'en présence des termes de l'article 6 du Projet de Convention il n'est pas possible d'attribuer à la Commission internationale le pouvoir de déterminer les conditions et les règles du fonctionnement de la Convention. Ce pouvoir appartient à la Conférence elle-même, la Commission internationale n'ayant qu'une mission de surveillance et d'examen, laquelle ne doit prendre naissance qu'après la ratification de la Convention.

Sur ce point, l'impression du Gouvernement français est donc que les Puissances doivent être exactement fixées sur le fonctionnement du système dans chaque pays avant la signature de la Convention. Cette manière de voir, qui paraît d'ailleurs avoir été unanimement adoptée par tous les Délégués signataires du Protocole du 29 décembre 1887, est la conséquence de l'impossibilité d'admettre qu'un engagement puisse être pris sans que les conditions de cet engagement soient clairement et explicitement définies.

Les réserves faites, en ce qui concerne le rôle à attribuer à la Commission internationale de surveillance, s'appliquent également à la proposition suggérée, dans une note remise officieusement, par Son Excellence le Comte de Lytton, de créer une Commission spéciale qui se réunirait entre la date de la signature et celle de la ratification de la Convention. Dans l'opinion du Gouvernement français, une Commission, instituée pendant cette période, ne pourrait avoir pour mission que de préparer les éléments des travaux de la Commission internationale et du Bureau permanent, dont l'adjonction a été proposée, mais non de se substituer à la Conférence, pour l'examen des législations actuelles de l'industrie sucrière, dans les Etats contractants.

4° En ce qui concerne l'article 2, relatif à l'exercice des raffineries, les Délégués français ont fait d'expresses réserves, motivées par l'absence de renseignements précis sur les mesures d'application qui seraient prises, dans chaque

pays, pour assurer l'efficacité de ce système. Les considérations exposées plus haut justifient le maintien de ces réserves jusqu'à ce que la réglementation adoptée par chaque Puissance ait pu être examinée.

5° Les Délégués français ont exposé à la Conférence les motifs qui, dans l'opinion de leur Gouvernement, rendraient incompatible avec la suppression des primes le maintien en Belgique du système d'impôt par abonnement, basé sur la quantité de jus produite. La conservation du drawback, qu'on retrouve également dans le système russe, paraît, d'ailleurs, contraire au principe même de la Convention (§ 1, art 2), et il serait désirable que son abolition fût générale.

6° Les droits compensateurs proposés comme sanction pénale dans le Projet de Convention (article 7) ne peuvent être considérés, dans l'opinion du Gouvernement de la République, comme équivalant à l'adhésion d'une nation qui produit ou qui exporte des sucres. La France a, d'ailleurs, déclaré expressément, dès le début, qu'elle n'acceptait de prendre part à la Conférence qu'à la condition que tous les pays sucriers adhéreraient à la Convention à intervenir.

D'autre part, le Gouvernement de la République est prêt à admettre que des droits compensateurs pourraient être introduits comme sanction entre des Etats contractants qui violeraient la Convention ou qui en sortiraient; cette sanction s'appliquerait également aux nations qui, ne produisant pas de sucres actuellement, viendraient à en produire et n'adhéreraient pas à la Convention; mais, en ce cas, il serait nécessaire que des dispositions spéciales et précises établissent que tous les Gouvernements contractants entendent ne pas appliquer, dans l'espèce, la clause de la nation la plus favorisée, soit entre eux, soit vis-à-vis de Pays tiers.

7° Enfin, en ce qui concerne la date de la mise en vigueur de la Convention, celle du 1^{er} août 1890 ne pourrait être acceptée par le Gouvernement français, en raison du préjudice considérable que la suppression des primes à une époque aussi rapprochée entraînerait pour l'agriculture et l'industrie françaises. Entrée la dernière dans le système des primes, la France est loin d'avoir récupéré les sacrifices considérables qu'elle a faits pour l'amélioration des racines et le perfectionnement de l'outillage. Les dépenses ne seraient pas encore amorties à la date du 1^{er} septembre 1891, et, si le Gouvernement de la République s'est rallié à cette dernière date, c'est, de sa part, une concession qu'il considère comme fort importante. La France n'est pas seule, d'ailleurs, à réclamer un égal délai, puisque la Russie n'entend abolir ses primes sur la frontière d'Asie qu'à compter du 1^{er} mai 1891, c'est-à-dire après la campagne sucrière 1890-1891.

En présentant ces observations, conformément au vœu inséré dans le Protocole de clôture de la deuxième session de la Conférence de Londres, le Gouvernement de la République exprime l'espoir que l'accord pourra être établi. Les réserves qu'il formule à l'égard de la Convention projetée sont inspirées par le désir de donner à cet arrangement les bases solides et le caractère équitable qui seuls peuvent en garantir la durée et le bon fonctionnement.

ITALIE. (*Traduction.*)

19, Grosvenor Square, le 30 juillet 1888.

Monsieur le Marquis, me référant à la note que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 3 courant, je m'empresse de vous informer que je suis autorisé par le Gouvernement du Roi à signer la Convention pour l'abolition des primes accordées pour le sucre exporté, conformément au texte du projet annexé au Protocole de clôture de la Conférence qui siégeait à Londres le 12 mai.

Il est entendu qu'aucun Etat n'est tenu par un engagement international à ne pas imposer des droits de douane et que l'élimination de l'article 7 du Projet de Convention relatif à la surtaxe de douane qui a été proposée par les Délégués des Pays-Bas et qui a été le principal sujet discuté à la dix-neuvième

séance, doit être interprétée conformément aux déclarations émises à cette séance par M. Sans-Leroy.

Il est entendu que cette suppression implique pour tous les Etats la faculté de conserver une entière liberté en matière de surtaxes de douanes.

De même, il doit être entendu que, d'après les stipulations de l'article 3 dudit Projet de Convention, tant qu'aucun drawback ne sera accordé à l'exportation des sucres, l'Italie ne sera nullement obligée de se conformer aux stipulations des articles 2 et 3 du Projet, autant qu'ils se rapportent aux produits des fabriques et des raffineries.

Le Gouvernement italien entend d'ailleurs que les stipulations relatives au raffinage en entrepôt ne doivent s'appliquer qu'aux raffineries demandant le bénéfice du drawback, selon la teneur de la loi italienne du 2 avril 1886, laquelle admet le principe des drawbacks dans le cas du sucre, et dont j'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-jointe.

Ayant égard aux observations précédentes, mon Gouvernement n'a pas d'objection au sujet de l'article 3 du Projet de Convention, élaboré d'après le texte qui a obtenu la majorité des voix.

Dans le cas où le projet qu'ont proposé les Délégués des Pays-Bas dans un esprit de conciliation serait mis en discussion, je suis autorisé, d'une manière subordonnée, à donner ma voix à l'article formulé par ces Délégués, qui se trouve dans l'annexe du Protocole de clôture du 12 mai.

Il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement du Roi de soulever des objections à l'article 4 du Projet de Convention, lequel admet en faveur de la Belgique le principe des équivalents à l'égard de la fixation du taux, et le Gouvernement du Roi m'a autorisé de donner ma voix au maintien de l'article 4 tel qu'il est rédigé à présent.

Quant à l'exception demandée par la Russie dans un des paragraphes de l'article 5 du texte du Projet, le Gouvernement du Roi n'a pas d'objection à faire.

Agréez, etc.

T. CATALANI.

PAYS-BAS

Ministère des Affaires étrangères, la Haye, le 4 juillet 1888.

Monsieur le Ministre, en me faisant connaître par son office du 24 mai dernier les vues du Gouvernement britannique par rapport au Projet de Convention sucrière, arrêté par la Conférence de Londres, M. Fenton a bien voulu m'exprimer le désir de votre Gouvernement de recevoir, avant le 3 de ce mois, une réponse à ladite communication.

Pour satisfaire à cette demande, j'ai maintenant l'honneur de vous faire savoir, Monsieur le Ministre, qu'en vue du résultat des derniers pourparlers de M. le baron de Worms et du Ministre du Roi à Londres, et dans l'hypothèse du consentement des autres pays représentés à la Conférence, le Gouvernement du Roi est prêt à accepter le projet dont il s'agit sous les réserves suivantes :

D'abord, il lui est impossible d'admettre les équivalents proposés par la Belgique ; selon l'avis de tous les experts, le système d'impôt en vigueur dans ce pays, même avec les modifications dernièrement proposées, laisse encore des avantages assez considérables aux fabricants, et, par conséquent, l'article 4 du Projet ne saurait trouver une place dans une Convention qui a pour objet principal l'abolition des primes.

En second lieu, il ne lui est pas indifférent laquelle des deux rédactions de l'article 3 sera acceptée. Il est d'avis que les raffineries de sucre dans tous les pays qui feront partie de la Convention doivent être soumises au régime de l'entrepôt ou de l'exercice comme base de perception des droits, et, par conséquent, il ne saurait admettre comme base de perception la sacharimétrie dans le sens proposé par les Délégués français à la Conférence. Si toutefois le Gouvernement de la République tenait à ce point à la faculté de maintenir cette dernière base qu'il devrait en faire dépendre son adhésion à la Convention, le Gouvernement du Roi pourrait adopter la seconde rédaction de l'article 3, pro-

posée par ses Délégués, dans le but de concilier autant que possible les vues de la France et des autres pays intéressés dans la question.

Enfin, quant à la clause pénale (l'article 7), la seule objection se trouve dans la clause adoptée dans les Traités de commerce sur le régime de la nation la plus favorisée. Si toutes les Puissances représentées à Londres acceptent l'article 7, cette coopération réciproque réduirait considérablement la portée et l'importance de l'objection, et le Gouvernement du Roi ne verrait plus motif à s'y opposer, puisque, dans son opinion, lesdites Puissances, par le fait de leur adhésion, doivent être censées se soumettre à l'application de cette clause à leurs sucres primés, même pour le cas où ils se retireraient de la Convention.

En vous priant de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance de votre Gouvernement, je saisis, etc.

HARTSEN.

Ministère des Affaires étrangères, la Haye, le 6 juillet 1888.

Monsieur le Ministre, je me permets de revenir auprès de vous sur le contenu de mon office du 4 courant, dont il me paraît, d'après une communication verbale de votre Légation, qu'une partie n'a pas rendu d'une façon suffisamment claire la manière de voir du Gouvernement du Roi par rapport à la Convention sucrière.

Il s'agit de ce que j'ai voulu exprimer par rapport à la clause pénale.

L'objection à laquelle donne lieu la clause de l'article 7, en vue des Traités de commerce, perd en grande partie sa portée et son importance par la coopération de toutes les parties qui participent à la Convention; par le fait de leur adhésion, celles-ci sont censées, d'après mon avis, se soumettre à l'application de la clause pénale, non-seulement pendant leur participation, mais de telle façon qu'à supposer qu'une ou plusieurs d'elles pussent se soustraire à la Convention avant l'expiration de celle-ci, le fait de leur adhésion comporterait un engagement de ne pas faire appel en pareil cas au contenu des Traités de commerce.

Veuillez, etc.

HARTSEN.

RUSSIE

Londres, le 23 juin (5 juillet) 1888.

Monsieur le Marquis, je me suis fait un devoir de transmettre à mon Gouvernement le Projet de Convention concerté à la Conférence de Londres et ayant pour but l'abolition des primes accordées à l'exportation du sucre.

Les dispositions de cet arrangement ayant été soumises à un examen approfondi de la part des autorités compétentes en Russie, je viens d'être chargé d'informer Votre Excellence que le Gouvernement impérial adhère au projet de Convention en question, en se réservant expressément le droit d'accorder jusqu'au 1^{er} mai de l'année 1891 des primes pour l'exportation du sucre sur la frontière asiatique.

Il est bien entendu que la clause stipulant cette réserve doit être formulée d'une manière explicite et prendre place, soit dans le texte de la Convention, soit dans un acte séparé annexé au document principal et ayant le même caractère de publicité.

En m'acquittant de cette communication, j'ai, etc.

STAAL.

SUÈDE.

Stockholm, le 27 juillet 1888.

Monsieur le Ministre, par une lettre en date du 22 mai dernier, M. Napier, en me transmettant deux exemplaires des procès-verbaux de la Conférence sur le régime des sucres, réunie à Londres du 5 au 12 avril (*sic*) dernier, a bien voulu m'exprimer l'espoir du Gouvernement de Sa Majesté britannique que le Gouvernement du Roi autoriserait le Ministre des Royaumes-Unis à Londres à signer, pour la Suède, le nouveau projet de Convention dernièrement élaboré par la Conférence.

Cette affaire ayant été soumise à un examen attentif du Gouvernement du Roi, j'ai l'honneur de vous informer que, tout en se réservant la faculté d'adhérer plus tard à la Convention, il n'a pas cru devoir se départir, pour le moment, de l'attitude expectante qu'il a gardée jusqu'ici.

Veuillez, etc.

EHRENSVARD.

ANNEXE E AU PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-TROISIÈME SÉANCE.

Réserves faites par la France.

Le Gouvernement de la République française, après avoir pris connaissance des dernières communications du Gouvernement britannique relativement au projet de Convention pour la suppression des primes à l'exportation des sucres, a désigné ses Plénipotentiaires et les a autorisés à signer cet acte sous le bénéfice des réserves suivantes :

1^o Le Gouvernement français considère d'abord que, du moment où les législations des divers pays n'ont pas été soumises aux délibérations de la Conférence de Londres et doivent être renvoyées à l'étude d'une Commission qui se réunirait après la signature de la Convention, il y aurait beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages à laisser subsister, dans cet acte, des dispositions législatives qui présentent des lacunes importantes. Il est logique en définitive de réunir, dans une même étude, toutes les législations, en se bornant, dans la Convention, à marquer le but qu'elles doivent atteindre, c'est-à-dire constituer une garantie absolue et complète de la suppression de toute prime, ouverte ou déguisée, en percevant l'impôt sur les quantités de sucres destinées à la consommation.

En conséquence, nous avons à formuler une première réserve qui consiste à supprimer, dans le projet de Convention, les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 2, l'article 3 et l'article 5.

2^o La Commission qui serait chargée de l'examen des diverses législations ne saurait être la même que celle qui est visée par l'article 6 du projet. Celle-ci est instituée pour surveiller l'exécution des dispositions de la Convention qui ne sera définitivement conclue qu'après l'échange des ratifications et ne doit même entrer en vigueur qu'au moins un an après ledit échange. Il y a donc lieu de convenir, d'une manière expresse, que le soin d'étudier les diverses législations et de constater si elles offrent ou non toutes les garanties nécessaires pour le maintien de primes ouvertes ou déguisées, sera remis à une nouvelle Conférence ou Commission spéciale, distincte de celle prévue par l'article 6. Cette Conférence, dans laquelle toutes les Puissances seraient représentées, et dont la formation paraît avoir déjà été admise au moins officieusement par le Cabinet britannique, pourrait se réunir dans un délai de quatre ou cinq mois après la signature de la Convention. Mais il devra être entendu qu'un mois au moins avant sa réunion, les législations que les différents pays présenteraient comme supprimant toutes primes auraient été communiquées aux Gouvernements cointéressés. Il pourrait dès lors en être fait très utilement une étude préliminaire dans chaque pays.

3^o Par les motifs que nous avons exposés dans le cours des Conférences et dans notre réponse du 6 juillet dernier, nous devons maintenir absolument la date du 1^{er} septembre 1891 comme point de départ de la mise à exécution de la Convention. C'est l'extrême limite de la concession que nous puissions faire sous ce rapport.

4^o Nous devons également subordonner la signature de la Convention à la condition que tous les Etats producteurs de sucre y donneront leur adhésion. Nous avons fait à cet égard, dès le début de la négociation, une réserve formelle dont nous ne saurions nous départir.

5^o Le Protocole de signature de la Convention devrait contenir une explication quant à l'article 7, qui, comme l'a fait notamment observer avec nous le

Gouvernement des Pays Bas, serait contraire à la clause du traitement de la nation la plus favorisée, insérée dans les Traités, si tous les Etats producteurs de sucres ne faisaient pas partie de la Convention.

Si l'une de ces conditions, particulièrement celles qui sont relatives à la suppression, dans le projet de Convention, des dispositions législatives indiquées ci-dessus, à la Conférence ou Commission spéciale pour l'examen des législations, à la date du 1^{er} septembre 1891, et à l'adhésion de tous les Etats producteurs, ne se trouvaient pas remplies, les Plénipotentiaires français devraient, pour ce qui les concerne, ajourner la signature de la Convention et en référer à leur Gouvernement.

Vingt-quatrième Séance. — Lundi 27 août 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie ; M. le Ministre du Brésil et M. Kennedy.

La séance est ouverte à midi.

Il est distribué à MM. les Plénipotentiaires les textes amendés du projet de Convention et du projet de Déclaration.

Le procès-verbal de la vingt-troisième séance est adopté.

M. le Président propose de discuter, article par article, le texte amendé du projet de Convention.

L'article 1^{er} ne soulève aucune objection.

M. le comte de Kuefstein fait seulement observer que les mots « à la fabrication » concernent les Etats visés par l'article 5, car dans ceux qui adoptent le système de l'entrepôt on ne peut parler que de primes à l'exportation.

M. le Président fait observer qu'en effet c'est dans ce sens que les mots en question ont été ajoutés.

Sur l'article 2, M. Waddington ne peut que répéter les réserves générales qu'il a faites, au nom de son Gouvernement, à la dernière séance. Son Gouvernement a toujours soutenu que les dispositions législatives, contenues dans les articles 2, 3 et 4, doivent être soumises à l'examen préalable des Puissances contractantes. Il est d'avis que ces articles doivent être renvoyés à la Commission spéciale. Ils ne sont certainement pas sans valeur. Mais la France ne peut les considérer comme complets. Elle ne voudrait pas préjuger la décision de la Commission en donnant, dès à présent, à ces stipulations un caractère conventionnel.

M. le comte de Kuefstein prend acte de la réponse faite à la dernière séance par M. Catalani aux Plénipotentiaires des Pays-Bas, au sujet de l'intention de l'Italie de renoncer à donner des drawbacks.

Les articles 2 et 3 sont adoptés, sauf les réserves de la France.

L'article 4 est adopté.

M. Guillaume demande à faire, au nom de son Gouvernement, la déclaration suivante relativement à la correspondance diplomatique qui a eu lieu sur l'ancien article 4 :

« Dès le début des Conférences, la Belgique, fidèle aux principes qu'elle n'a cessé de défendre, s'est déclarée partisan de la suppression absolue de toute prime. Elle aurait souscrit avec empressement à la solution la plus radicale de la question des sucres, c'est-à-dire à l'abolition de tout impôt et de toute surtaxe sur les sucres dans tous les pays producteurs. La Belgique appelle de tous ses vœux le moment où cette grande réforme pourra être réalisée. Cette solution radicale, ayant peu de chance d'être admise actuellement, n'a pas été discutée, et la Conférence a été d'avis que la suppression des primes serait obtenue par la fabrication et le raffinage en entrepôt. La Belgique, qui ne pouvait adopter ce système pour des raisons politiques et économiques qu'il est inutile de rappeler ici, présenta un régime qui, dans son opinion, en est l'équivalent.

« Le Gouvernement britannique nous a fait connaître que quatre des principales Puissances productrices du sucre de betterave n'admettaient pas cette équivalence et qu'il devenait dès lors impossible de maintenir l'article 4 du projet de Convention. Notre Gouvernement répondit au Gouvernement de Sa Majesté Britannique que, dans cette situation, il croyait devoir attendre, pour prendre une résolution définitive, que la Convention fût complètement arrêtée ».

La discussion s'engage sur l'article 5.

M. Jaehneigen déclare que son Gouvernement est prêt à accepter cet article dans sa rédaction actuelle. Mais les Plénipotentiaires allemands ont reçu instruction de faire la Déclaration suivante :

« D'après l'interprétation que le Gouvernement allemand donne à l'article 5 dans sa rédaction actuelle, les Etats contractants qui n'accordent à l'*exportation* aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge pouvant donner lieu à une prime quelconque, sont obligés, d'après l'article 1^{er}, et malgré l'exemption qui leur est concédée par les dispositions de l'article 5, à s'abstenir d'accorder des primes ouvertes ou déguisées pour la fabrication ainsi que pour le raffinage des sucres destinés à la consommation *intérieure*. La surveillance de cette obligation fera partie des devoirs imposés à la Commission permanente ».

M. le Président dit qu'il faut chercher l'interprétation de l'article 5 dans les procès-verbaux de la Conférence.

M. Guillaume constate que l'article 5 comprend deux exceptions à l'obligation de faire la fabrication et le raffinage en entrepôt : l'une en faveur des Etats qui ne perçoivent pas de droits, l'autre en faveur des Etats qui n'accordent aucun drawback pouvant donner lieu à une prime quelconque. Une de ces deux exceptions suffit pour qu'on soit dispensé de se conformer aux articles 2 et 3. Il importe, ajoute M. Guillaume, que pour les motifs qu'il a donnés dans la séance du 16, et qui ont été admis à l'unanimité par la Conférence, sauf les Plénipotentiaires allemands, l'article 5 ne soit pas modifié.

M. Batanero fait remarquer que la Conférence a toujours voulu maintenir les deux exceptions citées par M. Guillaume.

M. Waddington renouvelle ses réserves générales.

M. Verkerk Pistorius demande si, par l'interprétation proposée par les Plénipotentiaires allemands, ils veulent limiter la faculté de chaque pays de régler comme bon lui semble ses droits intérieurs ? Le préambule de la Convention montre clairement que, si un Gouvernement désirait accorder

des faveurs, quelles qu'elles soient, à ses industriels, il en a pleinement le droit, pourvu que ces privilèges ne constituent pas une prime à l'exportation. La Conférence a décidé, contre l'avis des Délégués néerlandais, que les surtaxes de douane, ayant pour but de défendre le marché national, ne sont pas prohibées par la Convention. On peut atteindre le même but par d'autres moyens, par exemple par une décharge accordée aux sucres nationaux entrant dans la consommation. Si l'interprétation formulée par les Plénipotentiaires allemands tend à écarter une catégorie de ces moyens, tout en réservant l'application d'une autre, elle paraît contraire à la logique et va au-delà de l'intention de la Convention.

M. Guillaume fait remarquer que la Conférence a admis, contrairement à l'opinion défendue par son collègue des Pays-Bas et par lui, qu'on pouvait protéger, par des surtaxes sur les sucres étrangers, la fabrication nationale. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a bien voulu, pour faciliter la conclusion d'un arrangement, renoncer à son droit et s'engager, par l'article 4, à ne pas mettre de surtaxe sur les sucres étrangers. Cette exception ne s'applique qu'à l'Angleterre et les autres pays restent libres à cet égard. M. Guillaume se rallie donc aux observations du Plénipotentiaire néerlandais.

M. Dupuy de Lome croit qu'il aurait été utile de constater au procès-verbal que la Conférence accepte l'interprétation donnée à l'article 5 par l'Italie, et dit que l'Espagne adhère à cette interprétation.

M. Jaehnigen ne partage pas l'opinion exprimée par M. Pistorius. L'article 1^{er} défend explicitement toute prime à la fabrication ou à l'exploitation. M. Jaehnigen croit donc que les faveurs mentionnées par M. Verkerk Pistorius sont prohibées.

M. le comte de Kuefstein, qui avait soulevé la question des primes à la fabrication au commencement de la séance, se déclare satisfait des explications qui lui ont été données. L'interprétation proposée par l'Allemagne lui semble être en désaccord avec celle que M. le Président a donnée au cours de la dernière séance à M. Catalani au sujet des articles 2, 3 et 5.

M. Batanero dit que les faveurs que voudrait prohiber M. Jaehnigen, ont le même caractère que les surtaxes de douane. Mais il a été maintes fois décidé que la question des surtaxes n'est nullement du ressort de la Conférence.

M. le comte de Hatzfeldt tient à rappeler que l'Allemagne ne propose aucune modification de l'article 5 ; elle fait seulement une déclaration interprétative.

M. Verkerk Pistorius ne saurait accepter l'interprétation donnée par les Plénipotentiaires de l'Allemagne à l'article 1^{er} et se réfère, à ce sujet, aux paroles prononcées par M. le Président dans la séance du 16 août, à propos de la note de l'Italie. Pour le cas où la Néerlande signerait la Convention, il est donc bien entendu qu'elle ne s'obligera en rien pour le tarif de ses droits d'accise et que, d'après le principe énoncé en tête de la Convention, le Gouvernement du Roi restera libre de régler à sa convenance les droits à prélever sur les sucres d'origine nationale et destinés à la consommation intérieure, ou même de ne soumettre ces sucres à aucun droit, sauf l'obligation de n'accorder aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation, soit lors de la fabrication ou du raffinage des sucres destinés à cette fin, soit au moment de leur sortie du territoire. M. Verkerk Pistorius tient à ce que

cette déclaration soit constatée aussi formellement que celle faite par les Plénipotentiaires allemands.

Les Plénipotentiaires de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie et de la Russie partagent cette manière de voir.

M. le Comte de Kufstein se rallie à l'interprétation donnée par M. Verkerk Pistorius aux mots « à la fabrication » dans l'article 1, qui concernent les Etats visés par l'article 5.

Mais comme le texte du premier alinéa de cet article lui semble manquer de clarté, il propose la modification suivante, qui est purement rédactionnelle :

« Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, des mélasses ou des glucoses aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités, sont dispensés de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, *tant qu'elles conservent un de ces systèmes. En cas de changement, elles adopteront le système établi aux articles 2 et 3.* »

M. le Président déclare que l'article 5 est adopté avec la modification proposée.

M. Waddington constate que la Conférence adopte un article sur l'interprétation duquel on n'est pas d'accord. Il demande que les différentes interprétations soient consignées au procès-verbal.

Sur l'article 6, M. le Président propose que la première réunion de la Commission permanente ait lieu après la mise en vigueur de la Convention. Les Puissances détermineront plus tard la date de la convocation. La Commission aura pour mandat de surveiller l'exécution de la Convention. Il devient dès lors inutile qu'elle siège avant la mise en vigueur.

M. Waddington accepte cette modification ; elle implique la nomination de la Commission spéciale.

La proposition faite par M. le Président est adoptée.

La Conférence passe à la discussion de l'article 7.

M. Verkerk Pistorius propose la suppression des mots « à prendre » et « pas » au troisième alinéa. Ils sont inutiles et nuisent à la clarté de la phrase.

Ces mots sont supprimés.

M. de Barner renouvelle ses réserves sur l'ensemble de l'article 7, que le Gouvernement danois ne peut accepter.

M. Batanero fait observer que le droit spécial dont il est fait mention au deuxième alinéa et qui doit excéder le montant de la prime est un droit en sus du droit de douane perçu sur la totalité des sucres importés. C'est le *surcroît* de droit ou taxe additionnelle qui doit excéder la prime. M. Batanero propose donc d'ajouter les mots « ou surcroît de droit » après le mot « droit. »

M. Waddington préférerait maintenir le texte actuel, qui lui paraît assez clair sur ce point.

M. le Comte de Kufstein pense que les Etats, dont les droits empêchent déjà les sucres étrangers d'entrer, n'ont pas besoin de les élever encore et

d'amener, sans utilité aucune, des discussions au sujet de l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée.

Après une discussion générale, M. Batanero, ayant constaté que la majorité de la Conférence partage son opinion sur la manière de calculer le droit spécial, dit qu'il n'insiste pas pour la modification qu'il a proposée.

M. Waddington propose l'adoption d'un paragraphe additionnel, visant le cas des pays déjà liés par la clause de la nation la plus favorisée. En France, par exemple, les sucres de certains pays jouiront du traitement de la nation la plus favorisée jusqu'en 1892. Si ces sucres tombaient sous l'application de l'article 7, la France se trouverait en face de deux obligations contradictoires. Il faut absolument parer à cette éventualité. M. Waddington donne lecture du paragraphe qu'il propose :

« La présente Convention devant comprendre tous les Etats producteurs de sucres, il est entendu que le bénéfice de la clause du traitement de la nation la plus favorisée inscrite dans d'autres traités ne pourrait être réclamé pour se soustraire aux conséquences de l'application du paragraphe 2 du présent article, même de la part des Etats signataires qui viendraient à se retirer de la Convention. »

M. Dupuy de Lome déclare que le Gouvernement espagnol a toujours soutenu que les primes constituent une violation de la clause de la nation la plus favorisée. Il ne peut dès lors considérer que le paragraphe additionnel proposé par M. Waddington soit nécessaire. Cependant, M. Dupuy de Lome ne croit pas que l'Espagne refusera d'accepter cette addition.

M. le Président déclare que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique l'accepte également.

M. le Comte de Hatzfeldt dit que le Gouvernement impérial ne partage pas l'avis que la clause dite de la nation la plus favorisée empêche les Hautes Parties contractantes de frapper les sucres primés, soit d'une prohibition absolue, soit par un droit spécial qui excéderait le montant de la prime. Les Plénipotentiaires allemands ne pourraient par conséquent s'associer à la déclaration faite par M. l'Ambassadeur de France sur la clause dite de la nation la plus favorisée qu'en tant que cette déclaration est en harmonie avec le principe qu'ils viennent d'énoncer. Le Gouvernement allemand ne saurait admettre, en outre, que le concours de tous les Gouvernements intéressés fût considéré comme indispensable pour l'application des pénalités édictées par l'article 7.

M. Waddington dit que la France demande une décharge régulière des obligations qui se trouveraient en contradiction avec l'article 7, bien que l'Allemagne ne croie pas que ce procédé soit nécessaire.

M. le Comte de Hatzfeldt pense que l'Allemagne et la France sont d'accord sur le fond de la question.

M. le Comte de Kuefstein constate que, pour la majorité de la Conférence, la signature de la Convention implique l'abandon des privilèges acquis par la clause de la nation la plus favorisée, même pour le cas d'un pays qui se serait retiré de l'Union. M. le Comte de Kuefstein n'est pas en mesure de décider quels seraient, dans l'opinion de son Gouvernement, les droits et les devoirs des Etats signataires envers les Etats non signataires, en ce qui concerne l'application de l'article 7, mais il pense que ce dernier ne peut lier que les Etats signataires de la Convention. Il demandera des instructions définitives de son Gouvernement sur la proposition faite par M. Waddington.

M. le Baron Solvyns accepte le paragraphe additionnel proposé par M. l'Ambassadeur de France.

M. de Barner demande si le mot « producteurs », dans la proposition française, comprend les pays raffineurs. Dans le cas affirmatif, cette proposition implique l'adhésion de tous les pays producteurs et raffineurs, et notamment les Etats-Unis ; le Gouvernement danois pourrait alors accepter l'article 7.

M. Waddington n'a pas de doute que la réponse à la question posée par M. de Barner sera affirmative.

M. le Comte de Robilant et M. Kamensky acceptent la proposition française.

M. Verkerk Pistorius l'accepte également et d'autant plus volontiers qu'elle est entièrement d'accord avec les sentiments exprimés par le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Néerlandaise dans sa note du 6 juillet adressée au Ministre britannique à la Haye.

M. le Président déclare que l'article 7, avec le paragraphe additionnel proposé par M. Waddington, est adopté, sauf les réserves formulées par le Danemark.

L'article 8 ne soulève pas d'observations.

Sur l'article 9, M. Waddington renouvelle sa proposition de reculer la date de la mise en vigueur jusqu'au 1^{er} septembre 1891. Il regrette de ne pas pouvoir accepter la date du 1^{er} mai 1891 proposée, comme transaction, par les Plénipotentiaires des Pays-Bas. Cette date aurait le désavantage de scinder une campagne, tandis que la date du 1^{er} septembre a les avantages de tomber entre deux campagnes et de coïncider avec l'expiration de la législation actuelle en France.

M. le Comte de Hatzfeld dit qu'il se prononcera sur la question des dates lorsqu'il aura entendu l'opinion des autres Plénipotentiaires.

M. le Comte de Kuefstein se rallie avec plaisir à la date du 1^{er} septembre 1891. Les primes russes sur la frontière d'Asie, qui, seules, l'empêchent d'accepter la date de 1890, auront alors cessé d'exister.

MM. les Plénipotentiaires de la Belgique, du Danemark, de l'Italie et de la Russie acceptent la date demandée par M. l'Ambassadeur de France.

M. Batanero dit que, tout en regrettant le nouvel ajournement de la mise en vigueur, les Plénipotentiaires de l'Espagne, par esprit de conciliation, et pour donner une preuve de leur bon vouloir envers la France, acceptent la date de 1891.

M. Verkerk Pistorius dit qu'il se ralliera à la majorité.

M. le Président dit que la Grande-Bretagne accepte la date du 1^{er} septembre 1891. C'est, pour elle, une très grande concession.

M. le Comte de Hatzfeld, après avoir entendu l'avis de la Conférence, accepte également cette date.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'il serait plus logique de transposer les alinéas 3 et 4.

Cette modification est adoptée.

M. le Comte de Kuefstein rappelle que MM. les Plénipotentiaires avaient bien voulu promettre, à la dernière séance, de demander des instructions définitives sur la question de la résiliation de la Convention de deux ans en deux ans.

M. le Comte de Hatzfeldt dit qu'il votera avec la majorité.

M. Guillaume préférerait le maintien du texte actuel, mais il ne rejette pas la proposition du Plénipotentiaire austro-hongrois.

M. le Président, ayant mis la proposition aux voix, constate que la majorité des Plénipotentiaires est d'accord pour accepter la résiliation de deux ans en deux ans.

L'ensemble de l'art. 9 est adopté avec les modifications signalées.

L'art. 10 ne soulève pas de discussion.

A l'article 11, la date du 1^{er} août 1890 est substituée à celle du 1^{er} août 1889 pour l'échange des ratifications.

En passant à la discussion du projet de déclaration, M. le Président annonce que M. le Comte de Hatzfeldt désire faire ajouter le mot « existantes » après les mots « d'examiner les lois ».

M. Guillaume croit que cette addition pourrait donner lieu à un malentendu. La Commission pourrait se croire obligée d'examiner d'abord la législation actuelle d'un pays et ensuite la législation destinée à faire disparaître les primes.

M. Waddington pense que l'objection de M. Guillaume tombe devant le mot « ou ». La Commission n'examinera qu'une seule législation pour chaque pays.

Sur cette explication, la modification proposée par M. le Comte de Hatzfeldt est adoptée.

M. le Président dit que les délais de six mois et d'un mois, prévus aux deuxième et troisième alinéas, sont insuffisants, et propose de les remplacer respectivement par huit mois et deux mois.

Ces modifications sont adoptées.

Sur la proposition de M. Waddington, les mots « à laquelle tous les Etats intéressés pourront se faire représenter » prennent place après les mots « une Commission spéciale », au deuxième alinéa.

Une discussion générale s'engage sur le point de savoir si le Rapport dont il est question au deuxième alinéa doit être fait individuellement par chaque Délévation ou bien collectivement au nom de la Commission. Il est convenu que le rapport devra être l'œuvre de l'ensemble de la Commission et qu'il sera communiqué aux Gouvernements représentés par celui de la Grande-Bretagne. La rédaction suivante, préparée par M. Guillaume, est adoptée :

DÉCLARATION ANNEXÉE A LA CONVENTION DU AOUT 1888

Projet de déclaration.

« Les Plénipotentiaires réunis pour signer la Convention relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres sont convenus de la déclaration suivante :

« Huit mois après la signature de la Convention dont la présente déclaration forme annexe, une Commission spéciale, à laquelle tous les Etats intéressés pourront se faire représenter, se réunira, avec le mandat d'examiner les lois existantes ou projets de lois destinés à mettre la Convention en vigueur. Cette Commission fera au Gouvernement britannique, qui le communiquera aux

autres Gouvernements intéressés, un Rapport indiquant en quels points la législation actuelle ou projetée de l'un ou l'autre pays contractant devra, le cas échéant, être changée afin d'être en harmonie avec les stipulations de la présente Convention.

« Deux mois au moins avant la réunion de la Commission spéciale, les législations que les différentes Puissances présenteraient comme supprimant toutes primes, seront communiquées aux divers Gouvernements cosignataires.

« En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration.

« Fait à Londres, le août 1888. »

Sur la proposition de M. du Jardin, il est entendu que les lois ou projets de lois seront communiqués à la Commission spéciale en langue française.

M. Verkerk Pistorius demande la parole. Il s'exprime en ces termes :

« Bien que cette réunion ne soit pas appelée à discuter des questions purement techniques, nous sommes chargés par notre Gouvernement d'appeler l'attention de la Conférence sur un produit chimique dont il a été beaucoup question dans ces derniers temps et qui semble menacer l'industrie et le fisc de tous les pays sucriers d'un danger sérieux. Il s'agit de la saccharine, dérivé du goudron de houille, qui, au dire des experts, possède un pouvoir édulcorant au moins deux cent cinquante fois aussi grand que celui du sucre de canne ou de betterave. Bien que le prix soit encore très élevé, cette substance se fabrique déjà dans plusieurs pays, et son emploi commence à se répandre. Le moment semble donc venu d'examiner les mesures à prendre afin de prévenir qu'elle ne remplace le sucre dans l'alimentation ; ce qui serait d'autant plus à regretter que, au dire de plusieurs autorités médicales, son usage quotidien est nuisible à la santé.

« Il est évident que des mesures de douane prises individuellement par chaque pays ne suffiraient pas pour prévenir l'introduction frauduleuse, même sur une large échelle, puisque, pour remplacer une quantité de sucre considérable, il suffit d'un volume de saccharine tellement minime, qu'il échappe à tout contrôle à la frontière. Ce qu'il faudrait aux yeux du Gouvernement des Pays-Bas, c'est une réglementation commune, et sans vouloir entrer ici dans les détails, je me permets d'ajouter, comme mon opinion personnelle, que le seul moyen efficace consisterait d'abord à imposer la saccharine en raison directe de sa puissance sucrante et ensuite à soumettre la fabrication et l'exportation de cet article à un contrôle rigoureux. La question pourrait être traitée plus à fond dans la Commission spéciale qui se réunira au printemps prochain, et si nous nous sommes permis d'en entretenir cette Haute Assemblée, c'est uniquement afin que les Gouvernements intéressés veuillent l'étudier dans l'intervalle et donner à leurs Délégués les instructions nécessaires pour que cette Commission puisse s'en occuper. »

M. Waddington propose l'adoption de la Déclaration suivante sur la question de l'adhésion de tous les Etats producteurs de sucre :

« Les Plénipotentiaires réunis pour signer la Convention relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres sont convenus de la Déclaration suivante :

« La mise en vigueur de la Convention, signée à la date de ce jour, est subordonnée à l'adhésion de tous les pays producteurs de sucre brut ou raffiné, ainsi qu'à l'adoption, constatée d'un commun accord par les Puis-

sances concordataires avant l'échange des ratifications, des législations qui assureront l'exacte application des principes posés dans l'article 1^{er} et le premier paragraphe de l'article 11, de manière à placer tous les pays producteurs de sucre sur le pied d'une complète égalité.

« En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration.

« Fait à Londres, le août 1888. »

M. Waddington demande que l'adoption de cette Déclaration soit mise aux voix.

M. le Comte de Kuefstein partage, au fond, la manière de voir de la France au sujet de l'adhésion de tous les Etats producteurs et consommateurs de sucre, adhésion que l'Autriche-Hongrie avait toujours désirée. Mais, dans les circonstances actuelles, elle se bornera, à ce qu'il pense, à demander l'adhésion de tous les Gouvernements européens importants, qui, du reste, sont représentés à la Conférence, car il lui semble difficile d'insister pour la condition plus générale, dont la réalisation, pour le moment du moins, s'est malheureusement montrée impossible. Cependant, il n'a pas encore d'instructions définitives à ce sujet et ne peut émettre que son opinion personnelle.

M. le Président fait remarquer que la Grande-Bretagne a peut-être plus d'intérêt qu'aucun autre pays à voir la Convention acceptée par le plus grand nombre possible d'Etats. L'adhésion des Etats-Unis est sans doute très importante. Le Gouvernement de la Reine fera de son mieux pour l'obtenir; mais il ne pourrait garantir d'avance qu'il réussira. La grande majorité des Etats producteurs est déjà prête à signer la Convention et à abolir les primes; M. le Président ne saurait, dès lors, admettre qu'on doive subordonner l'exécution de la Convention par cette majorité importante à la condition demandée par la France. Il faut considérer attentivement la position désastreuse que produirait l'adoption de la Déclaration française. Le refus d'un seul pays producteur, quelque insignifiante que soit son industrie sucrière, d'adhérer à la Convention annulerait cet Acte, forcerait les Puissances signataires à l'abandonner et perpétuerait indéfiniment le système des primes. La Conférence ne peut faire dépendre le succès de ses travaux d'une éventualité qu'elle sait être absolument irréalisable. M. le Président doit donc déclarer que la Grande-Bretagne ne peut, à aucune condition, adhérer à la déclaration proposée par M. Waddington.

M. le Comte de Hatzfeldt dit qu'il appuie les observations de M. le Président et que son Gouvernement adopte la manière de voir de la Grande-Bretagne.

M. le baron Solvyns et M. Verkerk Pistorius se rallient aux sentiments exprimés par M. le comte de Kuefstein.

Les Plénipotentiaires du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie et de la Russie se prononcent contre l'adoption de la Déclaration française.

Sur une observation de M. Dupuy de Lome, M. Verkerk Pistorius demande la permission de donner une explication. M. le comte de Kuefstein avait dit que l'Autriche-Hongrie demandait l'adhésion de tous les Etats représentés à la Conférence. En se ralliant à cette opinion, M. Verkerk Pistorius n'a pas voulu faire comprendre que l'abstention d'une seule

puissance l'empêcherait de signer la Convention. C'est un cas sur lequel il doit demander des instructions de son Gouvernement.

M. le comte de Knefstein se déclare dans la même situation que MM. les Plénipotentiaires des Pays-Bas. Il se réserve d'annoncer à la prochaine séance la décision de son Gouvernement.

M. Werkerk Pistorius demande un éclaircissement sur la portée d'une partie de la déclaration faite par M. Waddington. Doit-il interpréter les mots « complète égalité » en ce sens, que le Gouvernement français demande l'identité du régime ? Jusqu'à présent, la Conférence s'est bornée à rechercher l'identité du résultat.

M. Waddington ne croit pas que cette interprétation soit exacte. La « complète égalité » n'implique pas, à son avis, l'identité absolue de législation.

M. Verkerk Pistorius se déclare satisfait.

M. Waddington, ayant constaté que la Conférence repousse d'ores et déjà la proposition française, déclare qu'il lui est impossible de signer la Convention. Dans ces circonstances, M. Waddington dit qu'il est chargé par son Gouvernement de déposer la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française adhère, en principe, à la Convention du _____, relative à la suppression des primes et se réserve le droit, conformément à l'article 8, d'adhérer définitivement après l'adhésion de tous les pays producteurs de sucres bruts ou raffinés et la connaissance des législations destinées à donner une garantie complète et absolue contre l'allocation de toute prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres. »

M. Waddington demande que cette Déclaration soit inscrite au Protocole qui sera annexé à la Convention.

M. de Barner demande à faire la déclaration suivante au nom de son Gouvernement :

« Le Gouvernement du Roi adhère à toutes les dispositions de la Convention telle qu'elle a été adoptée définitivement aujourd'hui, sauf l'art. 7, dont les termes ne sauraient s'accorder avec les engagements contractés par nos traités antérieurs. »

M. de Barner ajoute que s'il est formellement constaté au procès-verbal que le mot « producteur », dans l'alinéa ajouté par la Conférence à l'art. 7, comprend les pays raffineurs, il pourrait peut-être accepter cet article et, en conséquence, retirer la déclaration qu'il vient de faire.

Après un échange de vues, il est convenu que la Conférence se réunira demain, le 28 août, à quatre heures, pour examiner les textes, définitivement adoptés, des projets de Convention, de Déclaration et de Protocole.

La signature de ces documents aura lieu le 29 août, à quatre heures.

La séance est levée à trois heures et demie.

Les Secrétaires,
H. FERNALL, A.-E. BATEMAN.

Le Président de la Conférence,
HENRY DE WORMS.

Vingt-cinquième séance. — Mardi 38 août 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie ; M. le Ministre du Brésil et M. Kennedy.

La séance est ouverte à quatre heures.

M. le Président donne lecture de la note suivante adressée par le Ministre des Affaires étrangères d'Egypte au Représentant de Sa Majesté Britannique au Caire :

« Le Caire, le 12 août 1888.

« Monsieur le Gérant, j'ai reçu la dépêche que vous avez bien voulu m'adresser, le 1^{er} août courant, pour me transmettre, de la part de Sa Seigneurie le Marquis de Salisbury, le projet de Convention relatif à la suppression des primes sur les sucres, et préparé par la Conférence internationale qui s'est tenue à cet effet à Londres.

« Le Gouvernement de Son Altesse n'a pas manqué de soumettre les documents annexés à votre dépêche à un sérieux examen, et j'ai l'honneur de vous annoncer qu'il s'empresse d'adhérer à ce projet de Convention, avec la conviction que l'entente qu'il s'agit d'établir aura d'heureux résultats sur le développement de la production des sucres, qui constitue une des branches les plus importantes de l'agriculture égyptienne.

« Je vous prie, Monsieur le Gérant, de vouloir bien notifier cette adhésion au Gouvernement de Sa Majesté, et je saisis, etc.

« Le Ministre des Affaires étrangères,

« ZULFIKAR. »

M. le Président appelle l'attention de la Conférence sur le texte du paragraphe additionnel de l'article 7, tel que la Conférence l'a adopté à la dernière séance. La phrase initiale de ce paragraphe implique l'adoption par la Conférence de la Déclaration proposée par le Plénipotentiaire de la France. La Conférence ayant repoussé cette Déclaration, la phrase en question ne peut être maintenue.

Les mots : « La présente Convention devant comprendre tous les Etats producteurs de sucre » sont supprimés.

M. de Barner annonce qu'il lui est impossible de signer la Convention. Le Gouvernement danois se réserve, toutefois, le droit d'adhérer à la Convention plus tard, conformément aux stipulations de l'article 8. Il demande que la déclaration qu'il a faite à ce sujet au cours de la dernière séance soit complétée par les mots :

« Le Gouvernement du Roi se réserve le droit, conformément à l'article 8, d'y adhérer plus tard. »

M. le Président suggère que la déclaration du Plénipotentiaire danois prenne place au Protocole de clôture.

M. de Barner accepte cette proposition.

M. le Comte de Kuefstein, sur la question qui lui en est adressée, regrette qu'il n'ait pas encore reçu l'autorisation définitive de signer la Convention. Il fait remarquer que l'attitude de la France a très considéra-

blement modifié la situation. Il émet l'opinion purement personnelle que son Gouvernement formulera peut-être une réserve, en ce sens que l'application de la Convention en Autriche-Hongrie n'aura lieu qu'au moment où tous les Etats producteurs de sucre en Europe auront adhéré.

M. Guillaume croit qu'il est nécessaire d'attendre la décision du Gouvernement austro-hongrois. Cette décision peut avoir une grande influence sur les autres Puissances.

Il est alors entendu que la signature aura lieu le jeudi 30 août au Foreign Office, à trois heures. Le Protocole restera ouvert pour la signature de ceux des Plénipotentiaires qui n'auraient pas reçu leurs instructions définitives avant cette date.

Sur la proposition de M. Dupuy de Lome, il est convenu que, pour l'échange des ratifications prévu à l'article 11, chaque Partie contractante remettra un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres Pays, aux archives du Foreign Office. Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

M. Guillaume demande la parole pour faire à la Conférence la communication suivante :

« Malgré la situation difficile qui lui est faite par le rejet de ses équivalents, la Belgique ne veut pas se séparer des autres nations productrices de sucre dans la poursuite du but vers lequel ont tendu ses constants efforts, et compromettre peut-être ainsi le succès de la négociation.

« Le Gouvernement belge aura toutefois à considérer quelles sont les Puissances productrices de sucre qui participeront à la Convention, quels seront les résultats des travaux de la Commission spéciale, et comment l'application de l'article 7 pourra se concilier avec la clause dite de la Nation la plus favorisée à l'égard des pays qui n'adhèrent pas à la Convention.

« C'est sous ces conditions que notre Gouvernement nous a autorisés à signer la Convention et je demande que cette Déclaration soit annexée au procès-verbal. »

M. Guillaume ajoute que ces réserves sont pour l'avenir. Quant à la signature immédiate, les Plénipotentiaires belges gardent une entière liberté d'action jusqu'au moment où ils connaîtront la décision de l'Autriche-Hongrie. Dans le cas du rejet de la Convention par un des Parlements intéressés, la Belgique se réserve la faculté d'apprécier si elle peut ou non persister dans son adhésion.

Aucun des Plénipotentiaires ne désirant plus la parole sur l'objet de la Conférence, la séance est close.

Les Secrétaires,
H. FARNALL, A. E. BATEMAN.

Le Président de la Conférence,
HENRY DE WORMS.

Vingt-sixième séance. — Jeudi 30 août 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE BARON HENRY DE WORMS.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et de la Russie, M. le Ministre du Brésil et M. Kennedy.

La Conférence internationale sur le régime des sucres tient sa vingt-sixième séance au Foreign Office, jeudi 30 août, à 3 heures ; MM. les Plénipotentiaires des Etats contractants se sont réunis afin de procéder à la signature de la Convention pour la suppression des primes à l'exportation des sucres.

Les procès-verbaux de la vingt-quatrième et de la vingt-cinquième séance sont adoptés.

M. le Comte de Kufstein demande que la Déclaration suivante, qu'il fait au nom de l'Autriche-Hongrie, soit ajoutée au Protocole où figurent les Déclarations de certains autres Gouvernements :

« L'Autriche-Hongrie, qui s'est toujours inspirée de l'idée d'une Convention sur la suppression des primes à l'exportation des sucres devrait comprendre tous les Etats contractants comme producteurs ou consommateurs de sucre, donne, bien que cette condition ne soit pas encore remplie, son adhésion à la présente Convention, afin de ne pas compromettre l'entente à établir.

« Cependant, vu l'influence que peut avoir l'abstention d'un ou plusieurs des Etats européens importants comme producteurs ou consommateurs de sucre, elle ne peut donner sa signature qu'à la condition que leur adhésion soit assurée au moment de la mise en vigueur de la Convention, et se réserve, à défaut de cette adhésion, le droit d'examiner et de décider si elle pourra, oui ou non, la mettre à exécution au terme indiqué dans l'art. 9 ».

Cette Déclaration est ajoutée au Protocole.

M. Guillaume, venant d'entendre que les réserves de l'Autriche-Hongrie seront inscrites au Protocole, demande qu'il en soit de même des réserves de la Belgique.

M. le Président fait remarquer que cela retarderait matériellement la signature de la Convention. Il ajoute que la mention des réserves de la Belgique dans le procès-verbal de la précédente séance a absolument la même valeur que si elle était faite dans le Protocole.

M. Guillaume n'insiste pas, s'il est entendu que la déclaration que vient de faire M. le Président figurera au procès-verbal de la séance de ce jour.

M. le Président dit qu'il en sera ainsi.

Sur la proposition de M. le Président, il est convenu que les procès-verbaux de la deuxième et de la troisième session de la Conférence, aussi bien que les actes qui sont sur le point d'être signés, pourront être livrés à la publicité.

MM. les Plénipotentiaires, s'étant déjà communiqué leurs pleins pouvoirs à une séance antérieure, collationnent les instruments de la Convention,

de la Déclaration y annexée, et du Protocole contenant les Déclarations faites par certains Gouvernements. Tous ces actes étant trouvés en bonne et due forme, MM. les Plénipotentiaires y apposent leurs signatures. Ils apposent, en outre, le cachet de leurs armes à la Convention.

(Voir les annexes au présent procès-verbal).

M. le Président prend la parole. Il s'exprime en ces termes :

« Messieurs les Plénipotentiaires,

« Avant de nous séparer, je voudrais vous témoigner ma vive appréciation de la bienveillante courtoisie que j'ai reçue de vos mains. Je suis chargé par le Gouvernement de la Reine d'exprimer le vif désir que l'œuvre importante que nous venons d'accomplir résulte, ainsi que nous le souhaitons tous, dans l'abolition complète des primes sur le sucre, et que la France et les autres Etats non signataires, qui ont intérêt à cette question, adhèrent à notre Convention internationale. Le Gouvernement Britannique a la ferme conviction que ce vœu ne tardera pas à se réaliser ».

M. Waddington prononce les paroles suivantes :

« Messieurs,

« Je suis sûr d'être l'interprète de tous mes Collègues en remerciant en leur nom notre Président, M. le Baron Henry de Worms, qui a dirigé d'une façon si remarquable les travaux de la Conférence. Tous nous avons pu apprécier la courtoisie, le tact, la parfaite connaissance du sujet dont il a fait preuve pendant nos longues délibérations, et nous en garderons longtemps le souvenir. »

M. le Président dit qu'il doit ses plus sincères remerciements à tous ses Collègues pour les paroles généreuses que M. l'Ambassadeur de France vient de prononcer en leur nom. Ces paroles constituent pour lui personnellement un précieux et ineffaçable souvenir.

M. le Comte de Hatzfeldt exprime les remerciements de la Conférence à Messieurs les secrétaires.

Le présent procès-verbal, dressé séance tenante, étant lu et approuvé, la Conférence se sépare à six heures.

Les Secrétaires,

H FARNALL, A. E. BATTEMAN.

Le Président de la Conférence,

HENRY DE WORMS.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-SIXIÈME SÉANCE.

Convention.

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer par des engagements réciproques la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Robert-Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marquis de Salisbury, Comte de Salisbury, Vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair du Royaume-Uni, Chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil Privé de Sa Majesté, principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au département des Affaires étrangères, etc., etc. ; et le Baron Henry de Worms, Membre du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sous-Secrétaire d'Etat pour les Colonies, etc., etc. ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, M. le Comte Hatzfeldt Wildenburg, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire ; et M. Jæhnigen, Conseiller des finances intime supérieur et Directeur de l'Administration des impôts et des douanes à Hanovre ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, M. le Comte de Kuefstein, son Chambellan et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Membre héréditaire de la Chambre des Seigneurs d'Autriche, Chevalier de l'Ordre impérial de la Couronne de Fer de deuxième classe, etc., etc. ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron Solvyns, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Grand Officier de son Ordre de Léopold ; M. Guillaume, Directeur général des Contributions directes, Douanes et Accises, à son Ministère des finances, Grand Officier de son Ordre de Léopold ; et M. du Jardin, Inspecteur général des Contributions directes, Douanes et Accises, à son Ministère des finances, Officier de son Ordre de Léopold ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom, la Reine Régente du Royaume, M. Del Mazo, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Sénateur du Royaume, Grand-Croix de l'Ordre royal de Charles III, Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, etc., etc. ; M. Batanero, Député aux Cortès du royaume, Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, etc., etc. ; et M. Dupuy de Lôme, son Ministre Résident, Commandeur du Nombre de l'Ordre royal de Charles III ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Comte Nicoli di Robilant, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Sénateur du Royaume, Lieutenant Général, Grand-Croix de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Commandeur de l'Ordre militaire de Savoie, etc., etc. ; et M. le Chevalier Catalani, Conseiller de l'Ambassade de Sa Majesté le Roi d'Italie à Londres, Commandeur de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Officier de l'Ordre de la Couronne d'Italie ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. le Baron Gevers, son chargé d'affaires *ad interim* à Londres ; et M. Guillaume-Arnold-Pierre Verkerk Pistorius, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc., Directeur général des Contributions directes, Douanes et Accises, au Département des finances ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. Bouteneff, son Chargé d'affaires à Londres ; et M. Kamensky, son Conseiller d'Etat actuel, Agent de son Ministère des finances, à Londres.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent :

A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, sans accorder à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucre et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et lesdits employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

Par exception au principe mentionné au premier alinéa de cet article, on

pourra accorder le remboursement ou décharge de droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime.

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

En outre, chaque pays pourra tenir un compte de raffinage à titre de contrôle par le moyen de la saccharimétrie, ou tout autre supplément de contrôle, afin de s'assurer contre une prime à l'exportation.

Art. 4. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à ne pas imposer des droits différentiels aux sucres soit de canne soit de betterave provenant des pays, des provinces d'outre-mer, des colonies ou des possessions étrangères faisant partie de la Convention.

Tant que celle-ci durera, les sucres de betterave ne seront donc pas frappés d'un droit plus élevé que les sucres de canne à l'importation dans le Royaume-Uni ou dans les colonies et possessions de l'Empire britannique faisant partie de la Convention.

Il est bien entendu, en outre, que les sucres des pays, des provinces d'outre-mer, des colonies ou des possessions étrangères faisant partie de la Convention, ne seront pas frappés, dans le Royaume-Uni, de droits que ne supporteraient pas les sucres similaires de provenance ou de fabrication nationale.

Art. 5. — Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, ou qui n'accordent pas à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, des mélasses ou des glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités sont dispensés de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, tant qu'elles conservent un de ces systèmes. En cas de changement, elles adopteront le système établi aux articles 2 et 3.

La Russie, qui perçoit l'impôt d'après un taux unique sur la totalité de la fabrication et qui accorde à l'exportation de toutes espèces de sucre une restitution qui n'excède pas ce taux, est, tant qu'elle maintient le régime actuel, assimilée aux Puissances désignées par le paragraphe précédent.

Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission permanente internationale, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

Les Délégués auront pour mission :

1° D'examiner si les Lois, Arrêtés et Règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents, et si, dans la pratique, il n'est accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres, mélasses ou glucoses ;

2° D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

3° D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non-seulement dans les pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué adjoint.

La première réunion de la Commission permanente aura lieu à Londres, après la mise en vigueur de la présente Convention.

La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées, et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission, sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs, seront supportés par tous les pays contractants et répartis entre eux, d'après un mode à régler par la Commission.

Art. 7. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, tout sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose, provenant des pays, provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à la fabrication ou à l'exportation des sucres, sera exclu des territoires des Hautes Parties contractantes.

Toute Puissance contractante, pour exclure de son territoire les sucres bruts, sucres raffinés, mélasses ou glucoses qui auront profité de primes ouvertes ou déguisées, sera tenue de prendre les mesures nécessaires à cette fin, soit en les frappant d'une prohibition absolue, soit en les soumettant à un droit spécial qui devra nécessairement excéder le montant de la prime, et qui ne sera pas supporté par les sucres non primés provenant des Etats contractants.

Les Hautes Parties contractantes se concerteront sur les mesures jugées nécessaires par la Commission pour obtenir ces résultats, ainsi que pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit un pays contractant ne jouissent des avantages de la Convention.

Le fait de l'existence dans un pays, province d'outre-mer, colonie ou possession étrangère, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose, sera constaté par un vote de majorité des Puissances signataires de la présente Convention. De la même manière sera évalué le montant minimum des primes dont il s'agit.

Il est entendu que le bénéfice de la clause du traitement de la nation la plus favorisée inscrite dans d'autres traités ne pourrait être réclamé pour se soustraire aux conséquences de l'application du deuxième alinéa du présent article, même de la part des Etats signataires qui viendraient à se retirer de la Convention.

Art. 8. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande, à la condition que leurs lois et leurs règlements sur le régime des sucres soient d'accord avec les principes de la présente Convention, et aient été soumis, préalablement, à l'approbation des Hautes Parties contractantes dans les formes prescrites à l'article 6.

Art. 9. — La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} septembre 1891.

Elle restera en vigueur pendant dix années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en dénonçant la Convention douze mois à l'avance, y mettre un terme à son égard à l'expiration de la deuxième, de la quatrième, de la sixième et de la huitième année de ladite période de dix années.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard; mais les autres Puissances conserveraient jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} août de l'année suivante. Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concor-

dataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser sur les mesures à prendre.

Art. 10. — Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où une de ces provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes désirerait se retirer séparément de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le Gouvernement de la Métropole, de la manière et avec les conséquences indiquées à l'article 9.

Art. 11. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des pays contractants.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres, le 1^{er} août 1890, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le 30 août 1888.

SALISBURY, Henry DE WORMS, V. HATZFELDT,
JAEHNIGEN, KUEFSTEIN, SOLVYNS, GUILLAUME, DU JARDIN, Cipriano DEL MAZO,
Anto. BATANERO, DUPUY DE LOME, C. ROBILANT, T. CATALANI, GEVERS, PISTORIUS,
M. BOUTENEFF, G. KAMENSKY.

DÉCLARATION ANNEXÉE A LA CONVENTION DU 30 AOUT 1888.

Déclaration.

Les Plénipotentiaires réunis pour signer la Convention relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres sont convenus de la Déclaration suivante :

Huit mois après la signature de la Convention, dont la présente Déclaration forme annexe, une Commission spéciale, à laquelle tous les Etats intéressés pourront se faire représenter, se réunira, avec le mandat d'examiner les lois existantes ou les projets de lois destinés à mettre la Convention en vigueur. Cette Commission fera au Gouvernement britannique, qui le communiquera aux autres Gouvernements intéressés, un rapport indiquant en quels points la législation actuelle ou projetée de l'un ou l'autre des pays contractants devra, le cas échéant, être changée, afin d'être en harmonie avec les stipulations de la présente Convention.

Deux mois au moins avant la réunion de la Commission spéciale, les législations que les différentes Puissances présenteraient, comme suprimant toutes primes, seront communiquées aux divers Gouvernements cosignataires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente déclaration.

Fait à Londres, le 30 août 1888.

SALISBURY, Henry DE WORMS, V. HATZFELDT,
JAEHNIGEN, KUEFSTEIN, SOLVYNS, GUILLAUME, DU JARDIN, Cipriano DEL MAZO,
Antonio BATANERO, DUPUY DE LOME,
C. ROBILANT, T. CATALANI, GEVERS, PISTORIUS,
M. BOUTENEFF, G. KAMENSKY.

PROTOCOLE ANNEXÉ A LA CONVENTION DU 30 AOÛT 1889.

Protocole.

Les Plénipotentiaires des Puissances qui ont signé la Convention du 30 août 1888, ou qui ont pris part à la Conférence, ont pris acte des Déclarations suivantes :

Déclaration de l'Autriche-Hongrie.

« L'Autriche-Hongrie, qui s'est toujours inspirée de l'idée qu'une Convention sur la suppression des primes à l'exportation des sucres devrait comprendre tous les pays importants comme producteurs ou consommateurs de sucre, donne, bien que cette condition ne soit pas encore remplie, son adhésion à la présente Convention, afin de ne pas compromettre l'entente à établir.

« Cependant, vu l'influence que peut avoir l'abstention d'un ou de plusieurs des Etats européens importants comme producteurs ou consommateurs de sucre, elle ne peut donner sa signature qu'à la condition que leur adhésion soit assurée au moment de la mise en vigueur de la Convention, et se réserve, à défaut de cette adhésion, le droit d'examiner et de décider si elle pourra, oui ou non, la mettre à exécution au terme indiqué dans l'article 9.

« KUEFSTEIN ».

Déclaration du Gouvernement du Brésil.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Londres fait, au nom de son Gouvernement, la déclaration suivante :

« Le Gouvernement du Brésil adhère en principe à la Convention, tout en se réservant le droit d'y adhérer formellement après son adoption définitive par les Puissances signataires.

« PENEDO ».

Déclaration du Gouvernement du Danemark.

Le Plénipotentiaire du Danemark fait, au nom de son Gouvernement, la déclaration suivante :

« Le Gouvernement du Roi adhère à toutes les dispositions de la Convention, telle qu'elle a été adoptée définitivement le 28 août 1888, sauf l'article 7, dont les termes ne sauraient s'accorder avec les engagements contractés par nos Traités antérieurs. Le Gouvernement du Roi se réserve le droit, conformément à l'article 8, d'y adhérer plus tard.

« BARNER ».

Déclaration du Gouvernement de la France.

Le Plénipotentiaire français fait, au nom de son Gouvernement, la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française adhère, en principe, à la Convention du 30 août 1888, relative à la suppression des primes, et se réserve le droit, conformément à l'article 8, d'adhérer définitivement après l'adhésion de tous les pays producteurs de sucres bruts ou raffinés et la connaissance des législations destinées à donner une garantie complète et absolue contre l'allocation de toute prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres.

« WADDINGTON ».

Déclaration du Gouvernement de la Suède.

Les Plénipotentiaires britanniques sont autorisés à faire la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la Suède, tout en réservant la faculté d'adhérer plus

tard à la Convention, n'a pas cru devoir se départir, pour le moment, de l'attitude expectative qu'il a gardée jusqu'ici.

« SALISBURY, Henry DE WORMS ».

Déclaration du Gouvernement de l'Égypte.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique déclarent en outre que le Gouvernement égyptien a exprimé l'intention d'adhérer à la Convention.

SALISBURY, Henry DE WORMS.

Fait à Londres, le 30 août 1888.

SALISBURY, Henry DE WORMS, V. HATZFELDT,
JAEHNIGEN, KUEFSTEIN, SOLVINS, GUIL-
LAUME, DU JARDIN, PENEDO, BARNER,
Cipriano DEL MAZO, Antonio BATANERO,
DUPUY DE LOME, WADDINGTON, C. ROBI-
LANT, T. CATALANI, GEVERS, PISTORIUS,
M. BOUTENEFF, G. KAMENSKY.

ITALIE

AFFAIRES DE MASSAOUAH ⁽¹⁾

L'ambassadeur de France à Rome au ministre ad interim des affaires étrangères.

(Note verbale communiquée par l'Ambassade de France, le 12 juin 1888.)

Le gouvernement de la République a reçu de son agence au Caire l'avis qu'un droit mensuel venait d'être imposé à Massaouah, par l'autorité italienne, aux négociants et propriétaires.

Si cette mesure a été en effet édictée, le gouvernement français se verrait amené, en ce qui concerne ses nationaux et protégés, à l'accueillir par les mêmes protestations qu'il a dû élever, en octobre 1887, contre la taxe sur l'exportation de l'or.

Ainsi que M. Flourens l'avait, à cette dernière date, déclaré à Son Excellence le général Menabrea, les immunités consulaires et les privilèges traditionnellement reconnus assurent, dans les pays à capitulations, les sujets et protégés des gouvernements européens contre toute taxation d'un caractère fiscal et contre tout impôt non prévu dans les arrangements conventionnels entre ces gouvernements et l'autorité locale.

La mesure qui aurait été adoptée à Massaouah ne se fondant, d'ailleurs, sur aucune considération d'ordre militaire, l'ambassadeur de la République a le devoir, en se référant aux déclarations antérieures de son gouvernement, de les rappeler expressément au gouvernement royal et de renouveler les dites réserves et protestations

Rome, 12 juin 1888.

DE MOÛY.

Le commandant supérieur des troupes royales en Afrique au ministre de la guerre.

Massaouah, le 27 juin 1888.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Excellence ce qui suit relativement à la protestation, présentée par le Consul de France à Massaouah, au sujet des taxes municipales et de service public, établies par le commandement supérieur de ce pays.

Le 13 courant, M. Mercinier, gérant du vice-consulat de France, s'est présenté à moi pour me dire que, voyant dans les impôts récemment décrétés une lésion pour les droits des citoyens et protégés français, il en avait référé à son gouvernement et réclamé des instructions. Celles-ci ne

(1) Extrait et traduit du *Livre vert*, distribué aux Chambres italiennes le 8 novembre 1888. n° XVIII bis.

lui étant pas encore parvenues, il me pria d'ajourner l'exécution des mesures relatives à cesdits impôts.

Je lui répondis que je considérais les décrets en question comme parfaitement légaux et comme exécutoires, sans aucune exception, contre tous ceux qui habitaient le pays ; que, pourtant, je ne faisais aucune difficulté de prolonger jusqu'au 25 courant le délai utile pour s'inscrire, fixé par les deux décrets du 30 mai et du 1^{er} juin.

Le 22, M. Mercinier revint encore, affirmant n'avoir pas encore reçu de réponse de son gouvernement, et il me demanda un nouveau délai ; à quoi je me bornai à lui répondre que je n'avais rien à changer à ce que je lui avais déjà dit à ce sujet et à lui déclarer que je ne pouvais accorder un terme plus long.

Ce fut là la seule conversation tenue à cette occasion, quoiqu'il dise, dans sa protestation du 26 courant, dont copie ci-jointe, que ce jour-là il m'a déclaré ne pouvoir autoriser ses administrés à se conformer aux décisions édictées par le commandement local.

Cette affirmation est complètement erronée, et j'ai cru devoir relever pour Votre Excellence cette inexactitude, parce que, autant qu'il paraît, il voudrait faire coïncider cette prétendue, mais non existante, déclaration verbale avec la protestation qu'il affirme avoir été faite à Rome, sur le même objet, par l'ambassadeur de France, quoiqu'au contraire, il ne m'ait, ce jour-là, comme j'ai eu l'honneur de vous en rendre compte, dit qu'une chose, c'est qu'il n'avait pas encore reçu d'instructions de son gouvernement.

Hier, jour où finissait le délai accordé, les habitants furent invités à exécuter ce qui avait été prescrit, et avertis que, suivant les dispositions notifiées par le commandement local dans les décrets précités, ils étaient passibles d'une amende de 50 lire chacun.

En même temps, il fut décidé que les établissements publics, dont les propriétaires ne s'étaient pas mis en règle, seraient fermés. Pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas voulu obtempérer à cette injonction, la fermeture fut effectuée par les carabiniers royaux.

À la suite de cette mesure, les habitants se décidèrent à se faire inscrire en payant les amendes à eux infligées, et alors vers les cinq heures de l'après-midi, je fis donner l'autorisation de rouvrir les établissements fermés.

Hier, le gérant du vice-consulat de France me fit remettre la protestation ci-jointe, en date de ce même jour, dont je me bornai à accuser réception.

Les citoyens et protégés français qui se sont refusés au paiement des impôts sont au nombre de vingt-trois, dont deux français : Gustave du Val de Paz et Antoine Deschamps ; un suisse, la maison Müller et Vogt, bien connue du ministère par mes précédents rapports établissant que ces négociants étaient les principaux fournisseurs d'armes de l'Abyssinie, et que même ce Vogt était celui qui avait accompagné le convoi de fusils pour Ras Alula à l'époque de la libération de l'expédition Salimbeni. Le solde du prix de ces armes lui fut payé par Dobob, pour le compte de l'Abyssinie, le jour d'avant sa désertion.

Un arménien, Kacik Micaelion, frère de Stefan Micaelion, dont parle la dépêche du ministère des Affaires étrangères, du 30 novembre 1887, dont Votre Excellence a transmis copie au commandant en chef par dépêche du

30 décembre. De ces frères Micaelion, le ministère royal a déjà eu à s'occuper, pour constater l'illégalité de la protection de la France, ainsi que cela résulte de la dépêche de Votre Excellence, en date du 2 juillet 1887.

Tous les autres sont des Grecs, sur lesquels, d'après la dépêche de Votre Excellence du 29 octobre 1887, il semble que la France ne devrait pas étendre sa protection.

Il est digne de remarque que parmi les vingt-trois personnes ci-dessus indiquées, se trouvent les principaux négociants qui ont gagné considérablement d'argent depuis que nous occupons Massaouah.

Des renseignements que j'ai pris, il résulterait que, le 24 courant, M. Mercinier a réuni dans les locaux du vice-consulat les négociants protégés de la France et leur aurait donné les instructions suivantes :

1° Ne pas absolument se faire inscrire, contrairement aux prescriptions du gouvernement local ;

2° Ne pas payer les impôts, à moins d'y être forcés ;

3° Refuser énergiquement de fermer leurs établissements s'ils en recevaient l'ordre, et en remettre la clef à l'autorité publique seulement quand ils y seraient obligés.

Ce ne sont pas les protégés qui ont réclamé l'intervention du gérant du vice-consulat ; c'est celui-ci qui a pris l'initiative de les exciter à ne pas obéir aux autorités italiennes, dans le seul but de nous créer des embarras et de maintenir le régime des Capitulations.

A ceci, il faut encore ajouter que les protégés français ont reconnu en fait la souveraineté italienne sur ce pays au même moment où ils se prêtaient à être l'instrument du vice-consul de France pour les desseins préjudiciables de celui-ci contre nous.

En fait, non seulement ils ont accepté notre juridiction civile, commerciale et correctionnelle, toutes les fois qu'ils ont été cités ou accusés, mais eux-mêmes, sans jamais faire appel à l'intervention du gérant du vice-consulat de France, paraissent comme demandeurs et comme plaignants devant nos tribunaux, lesquels rendent leurs jugements au nom de Sa Majesté, exerçant ainsi une des prérogatives les plus importantes de la souveraineté territoriale.

Et il y a plus : dans le premier semestre de cette année, sur les cent cinquante procès jugés par ces tribunaux, à peu près les deux tiers furent soulevés à la demande des protégés français, parmi lesquels les vingt-trois personnes désignées ci-dessus.

A ce fait caractéristique, est-il bien utile d'ajouter que ces mêmes protégés paient, sans réclamer ni protester, les taxes maritimes et de port et les droits de douane ; se font délivrer des passeports, toutes choses qui dérivent de l'exercice de la souveraineté, et que je crois opportun de signaler comme tous les actes des protégés français, qui impliquent reconnaissance de la souveraineté italienne.

Le major-général commandant supérieur,
BALDISSERA.

Le gérant du vice-consulat de France à Massaouah au général Baldissera, commandant supérieur des troupes royales en Afrique.

Massaouah, 26 juin 1888.

Monsieur le général,

Dans l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, le 22 de ce mois,

je vous ai déclaré que je ne pourrais pas autoriser mes administrés à se conformer aux prescriptions de vos ordonnances des 30 mai et 1^{er} juin et notamment à payer les taxes y spécifiées.

Simultanément à cette déclaration, le gouvernement de la République a, par l'entremise de son ambassadeur à Rome, protesté contre l'établissement à Massaouah des dites taxes, comme incompatibles avec les privilèges acquis à la France en pays de capitulations.

Malgré ces déclarations, vous avez contraint et forcé par l'amende et la fermeture de leurs magasins, mes administrés au paiement des dites taxes.

En présence de cet acte, je m'empresse, monsieur le général, de protester formellement contre l'application des susdites ordonnances et de faire auprès de vous des réserves expresses tant au point de vue de l'application elle-même que des dommages-intérêts directs et indirects, qui pourraient en résulter pour mes administrés, et j'ai l'honneur de vous déclarer, en même temps, que j'en ai référé à mon gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Alexandre MERCINIER.

Le ministre par intérim des affaires étrangères à l'ambassadeur du roi à Paris.

Rome, 28 juin 1888.

Monsieur l'Ambassadeur,

.... D'après le rapport du général Baldissera, il appert que divers protégés grecs, lesquels exercent diverses industries locales, se sont, à l'instigation du vice-consulat de France, refusés à payer les nouveaux impôts sur les établissements publics, sous prétexte de capitulations qui n'existent plus à Massaouah, en admettant qu'elles y aient jamais été en vigueur, ce que nous nous croyons fondés à contester. Je vous ferai observer, à ce sujet, que si nous pouvions admettre que, dans ce pays, ces Grecs, à défaut d'un consul de leur nationalité, se placent sous la protection d'un agent de la France, du moins, nous repousserions et nous repousserons tout ce qui pourra être fait en leur faveur par un gouvernement, par un représentant autre que le gouvernement ou le représentant de la Grèce. Votre Excellence voit par là qu'il s'agit ici d'une question non seulement de fond, mais de forme. Qu'Elle veuille donc en faire part au Ministre des Affaires étrangères de la République Française dans la forme qui lui semblera la meilleure.

CRISPI.

Le ministre ad interim des affaires étrangères à l'ambassadeur du roi à Athènes.

Rome, 28 juin 1888.

..... Admettons que, sur place, le vice-consulat de France protège les sujets grecs, la Grèce n'ayant pas de représentant à Massaouah. Mais les réclamations de gouvernement à gouvernement doivent émaner, le cas échéant, de la Grèce et d'aucun autre. Vous exprimerez ceci clairement au Ministre des Affaires étrangères du royaume de Grèce. Vous ajouterez que le gouvernement italien, désireux d'avoir avec la Grèce les rapports les plus cordiaux, écoutera toujours avec attention les réclamations produites par le cabinet d'Athènes, et accueillera, comme il l'a déjà fait en une autre circonstance, les raisons qui lui seront fournies ; mais qu'il ne comprend pas que la Grèce ne se montre pas plus jalouse des droits et des devoirs qu'elle

a envers ses sujets, elle, une puissance indépendante et autonome. Toutefois, quant à la valeur de la question actuelle, les réclamations de ces négociants grecs ne pourraient être accueillies ; car elles reposent sur une protestation fondée sur des capitulations, lesquelles n'ont jamais été appliquées et, à coup sûr, n'existent pas à Massouah, territoire devenu complètement nôtre.

CRISPI.

Le ministre du roi à Athènes au ministre ad interim des affaires étrangères.

Athènes, 29 juin 1888.

Le Ministre des Affaires étrangères a trouvé juste la réclamation dont il est question dans le télégramme de Votre Excellence, en date d'hier. Comme Elle, le gouvernement Hellénique estime qu'il n'appartenait pas à l'ambassadeur de France à Rome d'agir en faveur des sujets grecs. C'est ce dont M. Dragoumis a informé le ministre de Grèce près le gouvernement du roi.

FÈ.

Le ministre ad interim des affaires étrangères aux représentants à Paris et à Athènes.

Rome, 1^{er} juillet.

A la réception diplomatique d'hier, le ministre de Grèce ayant invoqué en faveur des Grecs à Massouah le traité existant entre la Grèce et l'Italie, du 5-17 novembre 1857, je n'ai pas eu de peine à lui prouver que ce traité nous confère précisément le droit d'établir des impôts sur les sujets grecs au même titre que les sujets italiens.

L'article 2 de ce traité est en effet ainsi conçu (1) : « Les citoyens des deux Etats seront parfaitement assimilés aux nationaux dans tout ce qui regarde l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, le *paiement des impôts*, l'exercice des cultes. »

Le ministre ad interim des affaires étrangères à l'ambassadeur du roi à Paris.

Rome, 9 juillet 1888.

Le Ministre de Grèce et l'Ambassadeur de France sont venus aujourd'hui me voir à l'occasion de la réception diplomatique.

Le comte de Mouÿ m'a répété les arguments du gouvernement français opposés à notre droit d'établir des impôts, arguments qui se résument en ceci que les capitulations ne peuvent être invoquées à Massouah. J'ai, dans ma réponse à cet ambassadeur, insisté sur ce que les capitulations ne peuvent être invoquées à Massouah, puisque le territoire est toujours demeuré sujet à contestation et que la Turquie n'a pu et ne pourrait y faire prévaloir ses droits. J'ai cité, comme preuve, la Convention toute récente relative au canal de Suez, dans laquelle la Turquie revendique ses droits sur la côte orientale de la mer Rouge, non sur la côte occidentale. J'ai ajouté qu'en tout état de cause, la campagne, à laquelle nous avons été obligés, aurait, au fond, modifié nos droits primitifs, lesquels aujourd'hui sont incontestables, et j'ai promis, de toute façon, de lui donner une réponse par une note verbale.

M. Pappargoupulo que, autant que j'en puis juger, M. de Mouÿ avait voulu

(1) En français dans le texte italien.

amener à réveiller (*ridestare*) la question dans l'intérêt des sujets grecs demeurant à Massaouah, m'a dit qu'il avait déclaré à l'ambassadeur de France qu'à son avis nous étions à Massaouah, pleinement dans notre droit, dès qu'il s'agit d'impôts généraux qui frappent également nationaux et étrangers. Cela est absolument conforme aux dispositions de l'article 2 du traité existant entre l'Italie et la Grèce, article que, dans ses conversations, le 28 juin, avec l'honorable M. Damiani, et, le 1^{er} juillet avec moi, M. Pappargioupulo avait reconnu, bien plus invoqué, comme applicable dans l'espèce. Je remarque d'ailleurs que, à Massaouah, il n'y a que deux Français, un Suisse, un Arménien ; tous les autres sont Grecs. La Turquie et la Suisse n'ont jamais élevé de réclamations et la Grèce n'a pas davantage invoqué les capitulations.

Quand nous avons eu exposé au représentant de la Grèce nos raisons, il en a été frappé, il n'a plus insisté. C'est une chose étrange que la France seule s'obstine dans ses prétentions.

Votre Excellence voudra bien s'inspirer de ce qui précède comme d'une règle dans ses conversations avec M. Goblet.

CRISPI.

Le gérant du Vice-Consulat de France à Massaouah au général Baldissera, Commandant supérieur des troupes royales en Afrique.

Massaouah, le 11 juillet 1888.

Monsieur le général,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, revêtues de ma signature, les protestations de mes administrés contre lesquels vous avez cru devoir faire opérer des saisies mobilières pour rentrer dans les taxes que vous avez décrétées et que le gouvernement de la République repousse comme étant incompatibles avec les privilèges acquis à la France en pays de capitulations.

En conséquence de ce qui précède, j'ai l'honneur de vous notifier, par les présentes, ma protestation formelle contre tous les actes de procédure judiciaire ou administrative auxquels vous avez recours pour obliger mes administrés au paiement des susdites taxes.

Et, sous réserve des dommages-intérêts, directs ou indirects, que subiront mes ressortissants par suite des mesures prises ou à prendre contre eux, je vous prie d'agréer, etc.

ALEXANDRE MERCIER.

ANNEXE I

Massaouah, le 10 juillet 1888.

Monsieur le gérant,

Nous soussignés protégés français, négociants et commerçants demeurant à Massaouah, avons l'honneur de vous faire savoir que :

Le sieur Léon Vais, greffier interprète du tribunal italien à Massaouah, s'est présenté chez nous dans nos magasins, assisté de deux carabiniers, et nous a sommés d'avoir à payer immédiatement, en vertu d'une ordonnance de M. le président du tribunal italien de cette ville, le montant des taxes auxquelles, nous dit-il, nous étions assujettis, aux termes des ordonnances du général commandant supérieur des forces italiennes en Afrique.

Sur notre refus d'obtempérer à cette sommation, le sieur Vais nous a déclaré qu'il allait immédiatement opérer une saisie mobilière aux fins de rentrer dans le montant des taxes et des frais.

Nous avons protesté, déclarant rendre le gouvernement italien seul responsable de tous dommages-intérêts directs et indirects qui nous résulteraient de cet acte.

Le sieur Vais a procédé à la saisie mobilière et a placé à la porte de notre établissement un soldat à titre de gardien de saisie.

En conséquence nous vous prions, monsieur le gérant, de vouloir bien transmettre le double du présent acte à M. le général Baldissera, commandant supérieur des forces italiennes à Massaouah, représentant du gouvernement italien, aux fins qu'il lui vaille notification formelle de notre protestation et des dommages-intérêts directs et indirects que nous pourrions subir du fait de cette saisie et de toute autre mesure que le commandant supérieur croira devoir prendre vis-à-vis de nous en violation des privilèges acquis par la France en pays de capitulations et sans l'assentiment du gouvernement français duquel nous relevons.

Afin de vous donner une idée des dommages que cet acte de violation pourrait nous faire subir, nous vous remettons ci-joint l'état actuel en double copie de notre maison à Massaouah dont le montant s'élève à fr. 474,309 75. En plus une note de nos opérations de l'an 1887 s'élevant à fr. 1,594,931 47.

Nous avons l'honneur, etc.

DIMOPULO — TRICOGLO.

ANNEXE II

Massaouah, le 11 juillet 1888.

Monsieur le gérant,

Nous soussignés, français et protégés français, négociants et commerçants demeurant à Massaouah, avons l'honneur de vous faire savoir que :

Le sieur Léon Vais, greffier interprète du tribunal italien à Massaouah, s'est présenté chez nous, dans nos magasins, assisté de deux carabiniers et nous a sommés d'avoir à payer immédiatement, en vertu d'une ordonnance de M. le président du tribunal italien de cette ville, le montant des taxes auxquelles, nous dit-il, nous étions assujettis, aux termes des ordonnances du général commandant supérieur des forces italiennes en Afrique.

Sur notre refus d'obtempérer à cette sommation, le sieur Vais nous a déclaré qu'il allait immédiatement opérer une saisie mobilière aux fins de rentrer dans le montant des taxes et des frais.

Nous avons protesté, déclarant rendre le gouvernement italien seul responsable de tous dommages-intérêts directs et indirects qui nous résulteraient de cet acte.

Le sieur Vais a procédé à la saisie mobilière et a placé à la porte de nos établissements un soldat à titre de gardien de saisie.

En conséquence nous vous prions, M. le gérant, de vouloir bien transmettre le double du présent à M. le général Baldissera, commandant supérieur des forces italiennes à Massaouah, représentant du gouvernement italien, aux fins qu'il lui vaille notification formelle de notre protestation et des dommages-intérêts directs et indirects que nous pourrions subir du fait de cette saisie et de toute autre mesure que le commandant supérieur croira devoir prendre vis-à-vis de nous en violation des privilèges acquis à la France en pays de capitulations et sans l'assentiment du gouvernement français duquel nous relevons.

Nous avons l'honneur, etc.

B. NAHAS — P. P. ANDRICO ANASTIASI — B. NAHAS
— G. DEL PALLE DE PAZ — AP. FRATGULI —
ANASTASSI ALEXI MAGLIARI — A. BIAZO — A.
VERZATO — P. FRANGULI — A. GAITANO — CR.
MAGNATOPULO — C. NIHIFORIDI, procureur pour
STAMATI PAPAZOGLU — M. MEGUERDITCHAN et
MICAELLION frères.

Roulement annuel approximatif

MM. Meguerditchan et Micaelion frères.	fr. 1.000.000
A. Biazio.	» 600.000
A. Vertsatos.	» 250.000
P. Frangoulis.	» 650.000
A. Gaetano.	» 350.000
Christo Magnatopoulo.	» 300.000
Stamati Papazoglou.	» 100.000
B. Nahas.	» 300.000
Gustave del Valle de Paz.	» 150.000
Anastasi Alexi Magliari.	» 200.000

Le ministre « ad interim » des affaires étrangères à l'ambassadeur du roi à Paris.

Rome, 41 juillet 1888.

Pour faire suite à mon télégramme du 8 juillet (1) où je vous rapportais mon entretien avec l'ambassadeur de France et le ministre de Grèce, au sujet de l'incident des impôts à Massaouah, je préviens Votre Excellence que, d'après des informations précises qui me sont parvenues ainsi qu'à mon collègue de la guerre, émanant du commandant supérieur à Massaouah, le gérant du vice-consulat de France dans notre possession, a fait tout son possible pour y exciter des désordres, en poussant les sujets grecs, ses protégés, à refuser le paiement dû. Par mesure de nécessité, et pour que le prestige du gouvernement ne soit pas amoindri, nous avons été contraints de faire exécuter les dispositions de l'ordonnance du 9 novembre 1887 et d'expulser les étrangers qui compromettent la sécurité et l'ordre dans notre possession.

Faites usage de ce renseignement pour votre propre information et dans vos entretiens avec le ministre des affaires étrangères de France.

CRISPI.

L'ambassadeur du roi à Paris au ministre « ad interim » des affaires étrangères.

Paris, le 12 juillet 1888.

M. Goblet, dans un entretien que j'ai eu hier avec lui, s'est plaint très vivement de l'arrestation, survenue à Massaouah, de certains protégés français, due à leur refus de payer les nouveaux impôts, contre lesquels il a protesté au nom des capitulations. Dans ma réponse, je me suis inspiré des communications que j'avais reçues de V. E. et notamment de celles du 9 et du 11 « courant ». J'ai repoussé l'argument tiré des capitulations. J'ai dit qu'elles n'avaient pu s'étendre à une région où le Sultan n'a jamais eu une souveraineté réelle et incontestable; que nous avons occupé militairement le territoire de Massaouah; que nous l'avons transformé en une place de guerre importante; que nous l'avons entouré d'un camp retranché, dans lequel nous prétendons exercer l'autorité dérivant de la souveraineté et des lois militaires; que le gérant du vice-consulat de France a excité les prétendus protégés de la République, qui, pour la plupart, sont sujets helléniques, à refuser de payer les impôts, et a ainsi provoqué la résistance et le désordre; que nous ne reconnaissons pas à la France le droit d'étendre sa protection aux sujets des autres nations comme la Grèce, qui ont près de nous des représentants; que la Grèce a déjà reconnu, par l'organe de son ministre à Rome, qu'aux termes des traités existants, nous étions autorisés à établir l'impôt en question; et qu'en conséquence, le gérant du vice-consulat doit être considéré comme ayant outrepassé les limites de ses attributions et ayant provoqué la discorde.

(1) Le texte italien (*Livre vert*, n° 20) parle bien juillet; mais la dépêche est du 9.

A cela, M. Goblet a répondu que lui, avait invité le vice-consul de France à Massaouah à s'opposer au paiement des impôts, attendu qu'ils sont contraires aux capitulations, mais qu'il abandonnait la protection des sujets grecs, puisque leur gouvernement acceptait notre prétention ; que quant à lui, il estimait que cette situation devait se régler du consentement des puissances.

Me reportant à la note de V. E., je lui renouvelai la déclaration que nous n'acceptions pas le prétexte tiré des capitulations, et que nous ne pouvions revenir sur nos raisons. Notre entretien se termina courtoisement et paisiblement.

Au moment de clore ce télégramme, je reçois le dernier télégramme de V. E. en date d'hier soir. J'ai sujet de croire que l'ordre de résistance envoyé de Paris est une tentative (*mossa*) du gouvernement français, dont le but est d'obtenir de nous relativement à Tunis, quelque concession en échange de sa reconnaissance de notre possession de Massaouah.

MENABREA.

Le ministre du roi à Athènes au ministre des affaires étrangères

Athènes, 6 juillet 1888.

Monsieur le Ministre,

M. Dragoumis, qui, au début, ignorait, j'e crois, l'existence des réclamations des sujets grecs à Massaouah, a appris, depuis lors, que ces réclamations avaient été transmises à M. Pappariopulo, lequel fut, en conséquence, avisé qu'il lui appartenait à lui, et non à d'autres, d'en discuter le bien fondé. Avant-hier, à la réception hebdomadaire accoutumée, le ministre m'a dit quelques paroles vagues au sujet de cette réclamation des sujets grecs de Massaouah. Il en parlait comme d'une question qu'il avait peu étudiée et sur laquelle il attendait des éclaircissements de M. Pappariopulo. J'ai cru, en conséquence, bon de ne pas entrer en discussion plus avant.

Entre temps, la presse grecque a commencé à s'occuper de cette affaire. Elle a reproduit les rectifications publiées par les journaux italiens, mais a peu hésité à blâmer les mesures financières prises par le gouvernement du roi à Massaouah et à mettre en doute le droit de l'Italie d'abolir les capitulations.

L'*Acropoli* a même publié hier sur cette affaire, un article discourtois pour nous, que je crois devoir vous signaler.

FÈ.

Le gérant du Vice-Consulat de France à Massaouah au commandant supérieur des troupes du roi en Afrique.

Monsieur le général,

Je m'empresse de vous adresser ci-joint : 1° la protestation de M. Aristide Tricoglu, négociant, protégé français, que vous avez fait expulser le 14 juillet (*Annexe n° 1*), et 2° celle de huit autres de mes administrés dont vous avez fait fermer les magasins (*Annexe n° 2*).

Ces actes, dûment revêtus de ma signature, vous sont transmis aux fins y énoncées et sous toutes réserves des dommages-intérêts.

Je vous prie d'agréer, etc.

Le gérant du vice-consulat de France,

ALEXANDRE MERCINIER.

ANNEXE N° I

Massaouah, le 13 juillet 1888.

Monsieur le gérant,

Ce matin, le maréchal des carabiniers est venu m'intimer l'ordre de quitter

Massaouah demain, à six heures du matin, et ce, en vertu d'un décret de M. le général commandant les forces italiennes en Afrique qu'il m'a communiqué, mais dont il n'a pas voulu me laisser copie.

En conséquence de cette expulsion imméritée, je proteste formellement contre cet acte arbitraire et rends le gouvernement italien seul responsable non seulement des dommages et intérêts que subira la maison N. Dimopulo et Tricoglu, dont je suis l'associé gérant, mais d'une indemnité personnelle, que je fixe à cent mille francs.

Sous toutes réserves de tout autre droit.

J'ai l'honneur, etc.

ARISTIDE TRICOGLU.

ANNEXE N° II

Massaouah, le 17 juillet.

Monsieur le gérant,

Nous soussignés, protégés français, demeurant à Massaouah, avons l'honneur de vous faire savoir que, d'ordre de M. le commandant supérieur des forces italiennes en Afrique, nos magasins ont été fermés le 12 juillet vers onze heures du matin, parce que nous nous sommes refusés à acquiter les taxes conformément à vos instructions.

Les mesures prises contre nous nous ruinent, et nous ne pouvons pas nous faire en présence de cette situation.

Aussi nous vous prions, monsieur le gérant, de vouloir bien transmettre le double du présent acte à M. le général Baldissera, commandant supérieur des forces italiennes en Afrique, pris en sa qualité de représentant du gouvernement italien, aux fins de droit et de raison, et sous toutes réserves des dommages-intérêts qui nous sont dus.

Agréé etc.

NICOLAS ATANASSIO — P. AMURGES — C. MARNU —
D. STEFATOS — ARMACOPULO — GIOVANIS CH.
AMURGES — CHRISTO G. PAPPADOPULO — ALESSANDRO CARDANIZA.

Le ministre ad interim des affaires étrangères au ministre de Grèce à Rome.

Rome, 18 juillet 1888.

Monsieur le ministre,

Dans une visite que vous fîtes, le 28 juin dernier, au sous-secrétaire d'Etat, vous l'entreteniez d'une réclamation de votre gouvernement au sujet de l'imposition, à Massaouah, de taxes d'intérêt local, c'est-à-dire destinées à subvenir en partie aux frais de voirie, d'éclairage, etc. Le sous-secrétaire d'Etat se réservait d'examiner cette réclamation.

Vous repreniez le même sujet dans un entretien que nous eûmes à l'occasion de ma réception hebdomadaire du 1^{er} juillet, et, d'ordre de votre gouvernement, vous invoquiez avec moi, comme base de votre réclamation, de même que vous l'aviez fait avec M. Damiani, l'art. 2 du traité de commerce du 17/5 novembre 1877 entre l'Italie et la Grèce.

Or, loin d'atténuer notre droit, cet article l'établit d'une manière irréfutable. En effet, l'art. 2 invoqué établit que « les citoyens des deux Etats seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde le paiement des impôts » Les taxes en question frappant également les Italiens et les Grecs résidant à Massaouah, vous ne pouviez qu'admettre le bien-fondé en droit de la mesure prise à l'égard de vos nationaux, et je me plais à constater que vous n'hésitez pas à le reconnaître.

Nous avons, dès lors, lieu de croire que de nouvelles réclamations à ce sujet, de la part du gouvernement hellénique, nous seraient épargnées. La visite que je reçus de vous, à l'occasion de ma réception du 8 juillet, ne fit que me confirmer dans cette opinion. Vous ne reveniez sur le sujet qui nous occupe qu'en matière de conversation, sans produire objection ni réplique.

Notre ministre à Athènes avait, comme de raison, été instruit, dans l'intervalle, de vos démarches et de leur résultat. Nous avons pour but, en l'informant de cette affaire, non-seulement de le mettre à même de répondre, à l'occasion, par des arguments conformes, aux réclamations qui pouvaient lui être adressées à Athènes, comme il nous en avait été adressé à Rome; mais en même temps de prendre acte de votre acquiescement aux raisons, que nous vous avons données, des dispositions prises par nos autorités à Massaouah et de leur bon droit à les prendre.

De nouvelles informations venues d'Athènes et de nouvelles instances de l'ambassadeur de France, qui se fait fort de l'adhésion du gouvernement hellénique, me prouvent tardivement que votre gouvernement désavoue l'attitude que vous avez prise en reconnaissant le bien-fondé de nos arguments.

L'Italie à Massaouah exerce les droits de puissance souveraine. Ces droits sont désormais incontestables. J'ajouterai qu'ils sont généralement incontestés. Nous avons établi des droits de nature fiscale, tels que les droits maritimes, les droits de port, de douane, etc.; et ces droits ont été payés par tous sans résistance et sans réclamations. Nous administrons la justice au moyen de tribunaux qui prononcent leurs jugements au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie, et non-seulement tous, aussi bien les Grecs que les autres étrangers, ont reconnu notre juridiction en tant que défendeurs, mais en toute circonstance ils l'ont invoquée comme plaignants et demandeurs. Il se produit même actuellement ce fait singulier que *tous* les Grecs qui, sous des pressions et des instigations que je m'abstiens de qualifier, se refusent aujourd'hui au paiement de taxes d'intérêt local, ont eu recours, dans ces derniers temps, à la justice italienne ou en ont sans objection accepté les arrêts.

Je veux donc croire encore que, pour ce qui concerne l'Italie et la Grèce, l'incident est vidé, et que le gouvernement hellénique ne voudra pas réveiller inconsidérément une question sur laquelle la discussion nous semble tranchée par des arguments péremptoires et sans réplique.

Je vous prie de donner connaissance de ce qui précède à votre gouvernement. De mon côté, j'envoie copie de cette note au ministre du Roi à Athènes.

Veillez, etc.

CRISPI.

**Le chargé d'affaires de France à Rome au ministre ad interim
des affaires étrangères.**

Rome, le 22 juillet 1888.

Monsieur le président du Conseil,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire parvenir à Votre Excellence la note ci-incluse, en réponse à la note remise par le gouvernement royal, le 15 de ce mois.

Veillez agréer, etc.

ANNEXE I

(Note.)

Le Gouvernement de la République ne saurait laisser passer, sans protestation l'affirmation que le commandant supérieur des troupes italiennes à Massaouah a agi dans la plénitude de ses droits, en imposant des taxes aux étrangers dans un pays de capitulations. Il ne pourrait pas admettre davantage que le territoire de Massaouah, qui est un territoire ottoman, ne fût pas un pays de capitulations. Les faits antérieurs, aussi bien que les principes du droit public, s'opposent à la thèse qui est présentée par le Gouvernement italien. Les capitulations n'ont jamais été contestées à Massaouah, et le Gouvernement de la République est mieux à même que tout autre d'être renseigné à cet égard, attendu que, jusque dans ces derniers temps, il a été seul à avoir à Massaouah un agent, qui exerçait des prérogatives en vertu d'un *exequatur* délivré par la Sublime Porte.

Le régime des capitulations étant celui de Massaouah, le Gouvernement de la République ne voit pas comment il aurait pu être modifié par la présence des troupes et des autorités italiennes, puisqu'aucun traité n'a été passé ni avec la puissance souveraine, ni avec la puissance vassale, dont le territoire de Massaouah relève plus directement, ni même avec le Négus. Aucun arrangement diplomatique, d'un caractère quelconque, n'a porté atteinte à l'état préexistant. Aussi le Gouvernement italien s'est-il abstenu de notifier, conformément aux règles établies par l'acte de Berlin de 1885, sa prise de possession à toutes les puissances signataires de cet acte, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations. Aucune notification de ce genre n'a été faite au Gouvernement français, et, en tout cas, une notification à une seule puissance n'aurait pu suffire pour transformer le caractère de l'occupation italienne. La situation des Italiens à Massaouah reste donc indéterminée et ne peut être que celle qui appartient aux belligérants.

Le Gouvernement de la République a scrupuleusement respecté les droits des Italiens belligérants, et il a pris le plus grand soin de ne rien faire qui fût de nature à entraver leurs opérations militaires; mais il ne saurait en être de même, en ce qui concerne l'exercice de pouvoirs administratifs, qui se trouvent naturellement limités par les privilèges que les étrangers tirent des capitulations. Pendant la période des opérations de guerre, le Gouvernement de la République s'est abstenu de gêner l'action italienne, même par des discussions de principes; cependant, il a réclamé, dans des cas spéciaux, lorsqu'il y a été sollicité par des particuliers lésés, et ses réclamations ont été accueillies comme elles devaient l'être. Le principe des capitulations et les droits qui en ressortent ont donc été toujours réservés, soit en matière de juridiction, soit en matière d'impositions, au moment où la question a été nettement posée au sujet de taxes, qui, n'ayant qu'un caractère municipal, pouvaient servir de texte à la discussion, sans que l'administration centrale fût entravée, ni les intérêts militaires en rien compromis. Le Gouvernement de la République a eu, d'ailleurs, d'autant plus de motifs de poser la question, à l'occasion de ces taxes, qu'il y a été invité par le Gouvernement hellénique, dont il protège les nationaux à Massaouah.

Le Gouvernement de la République déclare donc que c'est par son ordre, et conformément au désir que lui avait exprimé le Gouvernement hellénique, que son agent à Massaouah a conseillé à ses administrés de ne pas payer des taxes illégales et de ne céder qu'à la menace de la force. Il s'étonne de voir employer le mot de rébellion dans ces conjonctures, et il le repousse avec la plus grande énergie, de même qu'il proteste hautement contre tout emploi de la force, et fait ses réserves au point de vue des graves responsabilités qui en résulteraient.

Pour conclure, le Gouvernement de la République estime que les capitulations ne peuvent être supprimées ou modifiées dans leur application à Massaouah, qu'en vertu d'une entente entre le Gouvernement italien et les Gouvernements intéressés. Il ne s'est jamais refusé, pour son compte, à un échange

de vues sur les conditions dans lesquelles ces modifications pourraient être introduites, mais il maintient que, jusqu'à ce que cet échange de vues ait abouti à un accord, les capitulations subsistent intégralement. Il n'a pas admis, en effet, pour sa pratique personnelle, que la présence d'une puissance chrétienne et l'établissement d'une administration européenne dans un pays musulman, y entraînaient, de plein droit, la suppression des capitulations. Une pareille théorie nettement énoncée dans la note italienne lui paraît nouvelle; toutefois il prend acte, se réservant, pour le cas où le principe prévaudrait, d'en tirer les conséquences qui lui paraîtraient conformes à ses intérêts.

L'ambassade de France au ministre ad interim des affaires étrangères.

(Note communiquée par le chargé d'affaires de France, le 23 juillet 1888.)

Le chargé d'affaires de France est avisé par son gouvernement que le vice-consul de la République à Massaouah aurait reçu de M. le général Baldissera une déclaration écrite, aux termes de laquelle, d'ordre de son gouvernement, le commandant supérieur des troupes royales en Afrique ne reconnaîtrait plus M. Mercinier en sa qualité d'agent français.

Le chargé d'affaires de la République a l'ordre de son gouvernement de demander d'urgence des éclaircissements à Son Excellence le président du Conseil.

Rome, le 23 juillet 1888.

Le ministre ad interim des affaires étrangères aux représentants du roi à l'étranger.

Rome, 25 juillet 1888.

Le général commandant supérieur à Massaouah, pour subvenir en partie aux frais de voirie, d'éclairage, etc., a imposé, le 30 mai dernier, à tous les propriétaires d'immeubles et à tous les commerçants de la ville, nationaux et étrangers, une taxe variant de 2 à 7 francs par mois. Une autre ordonnance, rendue dans le même but le 1^{er} juin, a soumis à un droit de patente les débits de boissons, de comestibles, etc. Vingt-trois commerçants ont refusé de payer, parmi lesquels, outre deux français, un suisse et vingt grecs qui, en l'absence d'un consul de leur nation, jouissent de la protection du vice-consul de France, le seul agent étranger résidant à Massaouah.

Le gouvernement français soutient leurs réclamations et nous conteste le droit d'imposer cette taxe sur ses nationaux et sur ses protégés, en invoquant les capitulations *existantes à Massaouah*.

Nous voulons accepter la discussion sur ce point et admettre un moment, ce qui n'est pas dans nos idées, l'hypothèse de nos adversaires. En découlerait-il pour nous l'obligation de ne pas soumettre à une taxe de nature municipale les sujets ou les protégés étrangers sans le consentement de leurs gouvernements? Nous ne le croyons pas. — Jetons un coup-d'œil sur ce qui se passe, à ce sujet, dans les anciennes provinces ottomanes telles que la Bosnie-Herzégovine, Chypre, la Bulgarie, bien que ces provinces se trouvent, sous le rapport juridique, dans une condition différente de Massaouah, et voyons encore ce qui se passe même dans les *pays de capitulations*.

En Bosnie-Herzégovine, tout privilège fiscal ou communal, en faveur des étrangers, a disparu dès le début de l'occupation austro-hongroise.

A Chypre, la faculté d'imposer des taxes sur les étrangers est limitée par les traités de commerce stipulés entre les puissances et la Turquie et non pas par les capitulations.

La Bulgarie, qui vient de créer les municipalités, a dû établir des taxes communales contre lesquelles les puissances européennes n'ont pas fait d'objection, en considération du progrès représenté par ces institutions et de la nécessité de leur fournir le moyen d'exister.

L'Egypte a promulgué une loi soumettant tous les étrangers à une taxe de patente. Les chambres de commerce italienne, française et austro-hongroise à Alexandrie ont protesté, en invoquant l'intervention des gouvernements respectifs, qui cependant n'ont pas cru jusqu'ici devoir faire des remontrances au Caire.

La Sublime Porte a essayé d'appliquer cette taxe de patente au territoire de l'empire. Les représentants des grandes puissances à Constantinople, tout en reconnaissant que c'était là une violation des capitulations, ne s'y opposèrent pas en principe. Ils se bornèrent à vouloir en régler l'exécution et nommèrent, à cet effet, une Commission mixte de drogmans et de fonctionnaires turcs. Quant à nous, nous avons reconnu à la Porte la faculté d'imposer cette taxe, sous la réserve qu'elle soit perçue sur tous les étrangers sans distinction et que la révision des tarifs pour la perception ait lieu de commun accord entre le gouvernement impérial et les représentants étrangers à Constantinople.

A Tunis, la municipalité, création française, perçoit des taxes.

Tout cela est dit, nous le répétons, dans l'hypothèse que les capitulations existent à Massaouah; mais nous sommes d'un avis contraire. La Turquie n'a jamais exercé à Massaouah une autorité incontestée, et les Tribunaux musulmans n'y ont jamais fonctionné; la Turquie s'est toujours reconnue impuissante à gouverner les populations de cette partie de la côte d'Afrique jusqu'au moment où, en 1866, S. M. I. le Sultan, voulant régler l'ordre de succession en Egypte, comprit dans le firman d'investiture les territoires de Massaouah et de Souakim. Il est évident que cette cession ne pouvait transférer à l'Egypte des droits plus étendus que ceux dont la Turquie était en possession.

Nous ajouterons que, lors même que les capitulations auraient existé à Massaouah, à la suite de la prétendue souveraineté de la Turquie et de l'administration du pays par les Egyptiens, elles ont cessé depuis que nous sommes établis dans cette localité et y avons assis une administration régulières. Lorsqu'une nation chrétienne exerce des droits de pleine souveraineté sur un pays musulman, les capitulations n'ont plus de raison d'être.

Les capitulations ne sont possibles que lorsqu'il existe, entre deux peuples dont l'un est attiré sur le territoire de l'autre pour y exercer son activité commerciale, une très grande différence sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes. Sans des garanties exceptionnelles, à commencer par l'introduction de la justice nationale, il n'existerait, pour les étrangers demeurant sur l'étendue d'un tel territoire, aucune sécurité ni pour les personnes ni pour les biens. Tel n'est pas, certes, actuellement le cas de Massaouah.

Une administration régulière, présentant toutes les garanties désirables d'ordre et d'impartialité, y fonctionne depuis près de trois ans. Un secré-

riat pour les affaires indigènes, sous la dépendance du commandant supérieur, est à la tête de l'administration civile de la colonie ; un Tribunal civil, commercial et correctionnel, dont les attributions sont fixées par un règlement spécial, prononce ses jugements au nom de S. M. le Roi d'Italie. Nous avons établi des droits de nature fiscale, tels que les droits maritimes, les droits de port, de douane, et ces droits ont été payés par tous, sans distinction de nationalité, et sans réclamation d'aucune sorte. Non-seulement tous, aussi bien les Grecs que les autres étrangers, ont reconnu notre juridiction en tant que défenseurs, mais en toute circonstance ils l'ont invoquée comme demandeurs. Il s'est produit même ce fait singulier, que tous les Grecs qui, sous des pressions et des instigations que nous nous abstenons de qualifier, se refusent au paiement de taxes d'intérêt local, ont eu recours, dans ces derniers temps, à la justice italienne ou en ont sans objection accepté les arrêts.

Il ne sera pas superflu de remarquer encore que le gouvernement hellénique, avant d'avoir été gagné aux vues de la France dans cette question, n'avait pas invoqué de prime abord comme base de ses réclamations, les capitulations, mais l'article 2 du traité de commerce du 17/5 novembre 1877 entre l'Italie et la Grèce, où il est établi que « les citoyens des deux Etats seront parfaitement assimilés aux nationaux pour ce qui regarde le paiement des impôts. » Les taxes en question frappant également les Italiens et les Grecs résidant à Massaouah, la Grèce a dû admettre le bien-fondé en droit de la mesure prise à l'égard de ses nationaux.

Nous n'avons abordé cette discussion que pour suivre nos adversaires sur le terrain où ils se sont placés et réfuter un à un leurs arguments ; elle est désormais inutile pour nous, car la souveraineté de l'Italie sur les lieux en question est effective et incontestable.

Je vous autorise à donner au ministre des affaires étrangères lecture de cette dépêche et, s'il le désire, à lui en laisser copie.

CRISPI.

Le ministre ad interim des affaires étrangères aux représentants du roi à l'étranger.

Rome, 25 juillet 1888.

Je me réfère à ma dépêche de ce jour où je crois avoir établi, par des raisons sans réplique, l'impossibilité d'admettre que le droit dérivant des capitulations puisse être invoqué à Massaouah et dans ses dépendances.

Après avoir suivi nos adversaires sur le terrain où ils s'étaient placés, j'ajoutais, en manière de conclusion, que toute discussion sur ce sujet me paraissait oiseuse, la souveraineté de l'Italie sur les lieux en question étant désormais effective et incontestable.

Je reviens sur ce point pour le démontrer.

L'Italie occupa Massaouah le 5 février 1885, dans des circonstances qui méritent d'être rappelées.

Devant les progrès menaçants de l'insurrection madhiste, l'Egypte concentrait ses forces et rappelait ses garnisons éloignées. Massaouah, placé en dehors de la ligne de défense adoptée par le gouvernement khédivial, devait être évacué à bref délai. Invitée à l'occuper, la Turquie s'y refusait, et, par ce refus, renonçait implicitement aux droits, d'ailleurs fort incertains, qu'elle avait pu s'attribuer sur ce point important de la mer Rouge.

Massaouah, ainsi abandonné, allait se trouver exposé au double danger de tomber au pouvoir de l'insurrection mahdiste, ou dans l'état d'anarchie. Les mêmes raisons qui conseillaient aux anglo-égyptiens de tenir Souakim, s'imposaient donc pour Massaouah. Il fallait, dans un intérêt général et d'ordre supérieur, qu'une puissance occupât cette ville et la défendît au besoin. L'Italie était prête; elle possédait non loin de Massaouah un établissement colonial qui pouvait être, à son tour, menacé. Les Etats amis la voyaient sans regrets et sans jalousie, peut-être avec satisfaction, étendre son autorité, garantie d'ordre et de civilisation, sur les bords de la mer Rouge. L'occupation de Massaouah fut décidée. Mais une double question se posait : l'Italie devait-elle procéder à une occupation immédiate, ou bien attendre que le dernier soldat égyptien eût évacué ce territoire, et que Massaouah fût devenu effectivement, ce qu'il était déjà virtuellement, *res nullius*? Chacune des deux solutions avait ses dangers et ses avantages. Mais la première était évidemment préférable. Si elle impliquait, pour un certain temps, la présence des soldats égyptiens à côté des nôtres, elle assurait, d'autre part, une transition sans secousses, sans troubles, sans désordres. Cet avantage primait tout inconvénient. La solution qui le comportait fut adoptée.

Ce simple et rapide exposé suffit pour montrer que l'Italie est à Massaouah en vertu d'une occupation véritable et parfaitement caractérisée au point de vue juridique. Par la retraite des Egyptiens, par le refus de la Turquie de les remplacer à Massaouah, cette place était abandonnée en principe et allait l'être de fait. La condition de l'abandon préalable, nécessaire pour que l'occupation confère le droit de propriété, c'est-à-dire, dans le cas présent, et d'après le *Jus gentium*, le droit de souveraineté, était donc établi.

S'est-il produit, par la suite, quelque fait de nature à infirmer le droit acquis? Aucun. La Turquie adressa aux puissances une circulaire qui resta sans écho, car quelle valeur pouvait avoir une protestation venant de cette puissance, après un refus qui, de sa part, était à la fois un aveu d'impuissance et une déclaration de renoncement? La France qui regardait déjà d'un œil jaloux l'extension de notre influence dans la mer Rouge et qui devait, plus tard, chercher, par d'incessants efforts, d'y contrecarrer notre autorité, se bornait alors à écouter les déclarations que l'ambassadeur du Roi à Paris, spontanément et parlant en son nom, faisait à M. Ferry, ministre des affaires étrangères, dans un entretien amical. M. Mancini, d'ailleurs, qui dirigeait en ce temps la politique extérieure du royaume d'Italie, n'hésitait pas à déclarer que notre intention n'était pas, en cette circonstance, de soulever une question territoriale. Toute discussion, en effet, eût été prématurée ou superflue : superflue, si l'Italie, qui occupait Massaouah dans un but de sécurité et d'ordre, et dans l'intérêt général, croyait, un jour ou l'autre, pouvoir s'en retirer; prématurée, si les circonstances devaient comporter que l'occupation prit un caractère de durée.

Ecartée dans ces premiers moments, la question devait infailliblement se reproduire dans la suite.

C'est ce qui arrive en ce moment, et le gouvernement du Roi ne peut que s'en féliciter, puisqu'il a l'occasion de préciser et de définir exactement aux yeux des puissances une situation normalement et inébranlablement établie.

Il s'en félicite d'autant plus qu'au moment où la question de la souveraineté de Massaouah se pose, elle est déjà résolue.

Non-seulement l'Italie occupa Massaouah lorsque, par la retraite des Egyptiens et l'abandon de la Porte, toute autorité allait y cesser ; mais nous commençons, dès le début de notre occupation, à y exercer les droits afférents à la souveraineté. Dix mois n'étaient pas révolus que tous les services publics se trouvaient réunis dans nos mains et que les dernières traces de l'occupation précédente avaient disparu. Si jamais, aux termes de l'article 35 de l'acte général de la conférence de Berlin, une occupation a été effective, c'est donc bien celle de Massaouah. L'installation d'une administration sévère et d'un fonctionnement régulier, l'ordre et la tranquillité assurés sur l'étendue côtière de ce territoire, la traite implacablement réprimée, la liberté du commerce assurée par tous les moyens sur terre et par mer, jusqu'au jour où, par suite de l'état de guerre, le blocus des côtes devint une nécessité, tous ces faits dérivant d'une même pensée, convergeant au même but, témoignant d'une manière irrécusable de notre *animus possidendi*, tous ces progrès réalisés dépassant de beaucoup ce que l'article cité exige des nations qui occupent des territoires africains, montrent bien que l'Italie, signataire du dit acte, a tenu à remplir toutes les conditions imposées. De ce chef, nous sommes donc en règle avec nous-mêmes et avec les puissances co-signataires de l'acte susdit.

Le gouvernement du Roi n'a pas besoin de faire remarquer ici que l'article cité est le seul dont les dispositions le concernent. C'est à tort qu'on lui objecterait de ne pas avoir notifié aux puissances la prise de possession de Massaouah. En effet, l'article 34 par lequel cette obligation est imposée à toute puissance qui prend possession d'un territoire sur les côtes du continent africain ou y assume un protectorat, ne saurait être invoqué au sujet de notre possession de Massaouah. Cet article, comme le prouve l'expression du début : « La puissance qui dorénavant prendra possession », ne se référerait évidemment qu'à l'avenir ; or, tandis que l'acte général susdit porte la date du 26 février 1885, notre occupation était un fait accompli depuis le 5 du même mois.

Cela dit, il est peut-être superflu d'invoquer les droits qui résultent du sang versé par nos soldats sur un sol où ils avaient débarqué en civilisateurs. Aucune puissance ne saurait cependant méconnaître les devoirs et les droits qui dérivent des faits de guerre dont le territoire de Massaouah a été le théâtre. Nombre d'occupations incontestées et devenues définitives ne sont assises sur d'autres bases.

Mais nous n'insistons pas là-dessus, de même que nous ne remarquerons qu'en passant que la situation juridique de Massaouah et du territoire qui en dépend est exactement la même que celle d'autres points de la côte orientale d'Afrique sur lesquels le gouvernement du Roi ne sache pas qu'il s'élève de contestation. La domination précaire et contestable que la Turquie aurait exercée dans la mer Rouge et au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb tire son origine, d'après la version adoptée par la Porte même, de l'incorporation à l'empire ottoman, d'un royaume musulman fondé au 1^{er} siècle de l'hégire, le royaume de Zeila. Il serait facile de démontrer que les droits que l'on attribue à la Turquie sur Massaouah ne sauraient différer en rien de ceux qu'elle avait sur Tadgiura et sur Zeila. Si l'on objectait l'indépendance des chefs indigènes de Tadgiura, nous pourrions répondre que non moins indépendants étaient les naïbs d'Arkiko, chefs féodaux d'une

sorte de tribu mixte à qui les Turcs payaient une redevance pour l'île de Massaouah. Mais de semblables discussions, qui sont du domaine de l'histoire, n'ajoutent rien et ne sauraient rien enlever aux conséquences juridiques de notre occupation, telles que nous les avons précisées plus haut.

Ce n'est, d'ailleurs, pas de la Turquie que nous viennent les réclamations. Après avoir un moment fait ses réserves, la Turquie a acquiescé aux faits accomplis. Nous n'en voulons pour preuve que le texte, amendé par la Porte, d'un acte public destiné à être revêtu de la signature des grandes puissances, et de quelques puissances principales de second ordre — la convention pour le libre usage du canal de Suez — où il est reconnu, à l'article 10, que la Turquie, dans la mer Rouge, n'a désormais de possessions que sur la côte orientale (1). Les objections nous viennent, comme toujours, de la France, qui a su attirer la Grèce dans l'orbite de ses réclamations, — de la France à qui l'on pourrait croire que les progrès pacifiques de la nation italienne semblent une diminution de sa propre puissance et de son autorité, comme si le continent africain n'offrait pas large place à l'activité et à la légitime ambition civilisatrice de toutes les puissances qui en occupent les bords !

Pour conclure, le gouvernement du Roi est fondé, d'après ce qui précède, à croire que l'occupation de Massaouah, par les circonstances dans lesquelles elle s'est produite, par suite de l'accomplissement de toutes les conditions requises par l'Acte général de la conférence de Berlin, revêt tous les caractères juridiques d'une prise de possession dont le caractère est définitif, il croit avoir rendu service à la cause de la civilisation, et si l'on réfléchit aux sacrifices qu'il s'est imposés dans ce but, il mérite, plutôt que les protestations stériles et infondées d'une ou de deux puissances, la gratitude de toutes.

Je vous autorise à donner au ministre des affaires étrangères lecture de cette dépêche, et s'il le désire, à lui en laisser copie.

CRISPI.

Le ministre de Grèce à Rome au ministre ad interim des affaires étrangères.

Rome, le 14/26 juillet 1888.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence en date du 18 courant, et je me suis empressé de donner connaissance de son contenu à mon gouvernement.

N'ayant pu me procurer l'honneur de voir Votre Excellence dans le courant de la semaine passée, avant la réception de sa note susdite, dans le but de l'entretenir de nouveau, d'ordre de mon gouvernement, sur la question des nouvelles taxes que les Grecs de Massaouah avaient été invités à payer par les autorités italiennes, j'ai l'honneur de lui exposer les nouvelles considérations qui m'ont été communiquées relativement à cette question.

Dans la visite que j'eus l'honneur de faire à Votre Excellence le 1^{er} juillet, conformément aux instructions que j'avais reçues, j'ai invoqué

(1) Il s'agit de la Convention qui n'a été signée que le 29 octobre 1888, pour l'établissement d'un régime définitif pour garantir le libre usage du Canal de Suez (*Archives*, 1889, I, p. 189). L'argument que M. Crispi tire de l'article 10 a précisément retardé la signature.

l'article 2 du traité de commerce du 5/17 novembre 1877 entre la Grèce et l'Italie, et cela par déférence pour le gouvernement italien et dans l'espoir que, par ce moyen, les Grecs de Massaouah auraient pu être dispensés du paiement des nouvelles taxes. A la suite de cet entretien, je me suis empressé de porter à la connaissance du gouvernement royal les explications que Votre Excellence a bien voulu me donner, c'est-à-dire, qu'il s'agissait d'une taxe municipale n'étant pas contraire à l'article 2 du traité susdit.

Cette démarche n'excluait cependant pas le gouvernement royal du droit d'avoir recours, en faveur de ses nationaux résidant à Massaouah, aux capitulations, n'étant pas autorisé de renoncer à l'avantage de ce régime, garanti à la Grèce par le protocole de la conférence de Londres de 1830 et plus tard par le traité de Kanlidja entre la Grèce et la Turquie, avant la renonciation des puissances européennes. A une telle renonciation le gouvernement royal a déjà déclaré et déclare être prêt à adhérer.

Si, comme Votre Excellence veut bien me le faire observer dans sa note du 18 courant, les Grecs de Massaouah ont toujours payé sans résistance les droits maritimes de port et de douane, et s'ils ont eu recours à la justice italienne ou en ont sans objection accepté les arrêts, cette attitude prouve le caractère docile et le désir de l'élément hellénique de ne pas créer des difficultés à l'administration italienne à Massaouah, mais elle n'implique pas une abdication des droits acquis, auxquels on ne pourrait renoncer qu'à la suite de déclarations des Etats ou de faits précis posés par eux.

Veuillez agréer, etc.

PAPPARIGOROULO.

L'ambassadeur du roi à Berlin au ministre ad interim des affaires étrangères.

Berlin, 22 juillet 1888.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception des dépêches de Votre Excellence des 13 et 17 juillet sur les difficultés qui nous sont suscitées à Massaouah par la France et, à l'instigation de celle-ci, par la Grèce. Le gérant du vice-consulat français va jusqu'à la menace, dans le cas où notre autorité militaire sévirait contre quelques ressortissants grecs qui se refusent au paiement des impôts.

Je n'avais pas manqué de signaler le fait au sous-secrétaire d'Etat, qui s'empressait, à son tour, d'en transmettre l'avis au chancelier, à Friedrichsruhe.

En suite des ordres du prince de Bismarck, le comte de Münster reçoit l'instruction, dans le cas où M. Goblet lui parlerait de l'incident de Massaouah, de laisser entendre qu'il serait prudent de sa part de ne pas envenimer les choses, car si l'Italie se trouvait engagée dans de graves complications, elle ne resterait pas isolée.

Ces détails m'ont été fournis hier par le comte de Berchem. Au cours de ma visite, je portais à sa connaissance le télégramme de Votre Excellence du 20 au soir. Il s'en prévaudra, au besoin, si la France ou la Grèce adressaient des communications à ce sujet. Jusqu'ici tel n'a pas été le cas...

Depuis lors, m'est parvenu le télégramme de Votre Excellence du 21. J'ai eu soin, par écrit, d'instruire le comte de Berchem de son contenu, en me réservant de revenir sur ce sujet dans mon prochain entretien.

Pour mieux le mettre au courant de la question, je lui ai communiqué, en voie confidentielle, la dépêche de Votre Excellence en date du 13 courant.

LAUNAY.

L'Ambassadeur du roi à Berlin au ministre ad interim des affaires étrangères.

Berlin, 24 juillet 1888.

Monsieur le ministre,

J'avais eu soin de porter, au fur et à mesure, à la connaissance de la chancellerie impériale vos télégrammes. J'insistais notamment sur l'alternative que le Cabinet de Berlin acquiesce par une déclaration explicite aux raisons exposées par Votre Excellence à l'appui de notre cause, au sujet des réclamations de la France et de la Grèce contre l'imposition à Massaouah de taxes d'intérêt local, ou bien, s'il en est le cas, qu'il renonce au prétendu droit dérivant des capitulations. J'indiquais et développais de mon mieux chacun de vos arguments.

Le sous-secrétaire d'Etat, en ayant de nouveau référé au prince chancelier, a reçu l'instruction d'adresser à l'ambassadeur d'Allemagne à Rome une dépêche, qui sera expédiée demain par un courrier de Cabinet. Le comte de Solms est chargé de s'expliquer dans ce sens : sans entrer dans les détails des raisons juridiques invoquées par nous, il est autorisé à déclarer que le Cabinet impérial est prêt à faire à l'Italie toutes les concessions désirées en ce qui concerne les ressortissants ou protégés allemands.

La légation impériale à Athènes est, de son côté, chargée d'agir auprès du gouvernement hellénique pour l'amener à notre point de vue.

En outre, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres reçoit l'instruction de s'expliquer avec lord Salisbury, comme le comte de Solms avec Votre Excellence, et d'engager le Cabinet anglais à intervenir, lui aussi, à Athènes de la même manière que le Cabinet de Berlin.

Le comte de Berchem vient de me donner ces informations que je me suis empressé de vous télégraphier.

LAUNAY.

L'Ambassadeur du roi à Vienne au ministre ad interim des affaires étrangères.

Vienne, 24 juillet 1888.

Monsieur le ministre,

Par dépêche circulaire en date du 13 courant, reçue ce 17, Votre Excellence m'informait des circonstances dans lesquelles s'est produit à Massaouah l'incident du refus de paiement des taxes municipales établies par le commandant militaire et civil, refus opposé par divers sujets helléniques fixés dans le pays, placés sous la protection du consul de France à Massaouah, et agissant, à ce qu'il semble, à l'instigation de ce dernier. Je n'ai pas manqué de faire parvenir cette dépêche traduite aux mains du comte Kalnoky, qui se trouvait, pour le moment, à Ischl.

Par télégramme du 20 courant, Votre Excellence me faisait part de arguments qu'Elle avait fait valoir près le cabinet d'Athènes pour réfuter la théorie de l'existence des capitulations à Massaouah.

Ce télégramme fut par moi communiqué au comte Kalnoky avec un billet, dans lequel je disais à Son Excellence que je viendrais aujourd'hui prendre sa réponse, laquelle nous serait, je l'espérais, favorable.

Aujourd'hui, effectivement, je me suis rendu chez Son Excellence le comte Kalnoky, lequel, après avoir examiné, avec moi, la question, m'a répondu en des termes que j'ai l'honneur de vous transcrire littéralement :

« Ayant reçu et examiné les considérations qui lui ont été exposées par l'entremise de l'ambassade royale d'Italie, le comte Kalnoky a répondu que le gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois ne trouve pas que les capitulations soient applicables à Massaouah et déclare, par conséquent, que les sujets autrichiens doivent se soumettre à la législation qui y est en vigueur. »

J'ai remercié le comte Kalnoky de cette déclaration explicite, qui sera renouvelée à Votre Excellence par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie près de Sa Majesté.

NIGREN.

Le chargé d'affaires d'Italie à Londres au ministre ad interim des affaires étrangères.

Londres, 26 juillet 188.

Monsieur le ministre,

J'ai eu hier avec lord Salisbury un entretien sur la question des capitulations à Massaouah.

Sa Seigneurie m'a dit : « J'ai déjà déclaré à l'ambassadeur de France et, plus tard, à celui d'Allemagne, que, suivant le gouvernement anglais, quand un pays musulman est gouverné par une nation chrétienne et civilisée, les capitulations n'ont plus de raison d'être. »

J'ai proposé, de ma propre initiative, à lord Salisbury de signer avec le gouvernement du Roi, un document semblable à celui qui fut échangé entre l'Angleterre et l'Autriche lors de leur occupation respective de Chypre et de la Bosnie et Herzégovine; mais Sa Seigneurie a déclaré qu'il estimait que Votre Excellence serait, sans cela, satisfaite de la déclaration qu'il venait de me faire.

CATALANI.

Monsieur Mercinier au commandant supérieur des troupes du roi en Afrique.

Massaouah, le 26 juillet 1883.

Monsieur le général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre par laquelle vous me déclarez que le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie n'entend plus me reconnaître comme agent français à Massaouah.

Quelque formelle que soit cette notification, je vous prie de croire, monsieur le général, qu'il ne m'est pas possible de renoncer à ma qualité sans l'autorisation de mon gouvernement.

A. MERCIER.

Le ministre ad interim des affaires étrangères au ministre de Grèce à Rome.

Rome, le 27 juillet 1888.

Monsieur le ministre,

Je viens de recevoir la note que vous avez bien voulu m'adresser en date d'hier au sujet du paiement des taxes municipales à Massaouah.

Dans les entretiens que vous avez eus sur cette question avec M. le sous-secrétaire d'Etat le 28 juin dernier et avec moi le 1^{er} et le 8 de ce mois, vous avez invoqué l'article 2 du traité de commerce du 3/17 novembre

1877 entre la Grèce et l'Italie ; le gouvernement hellénique a donc implicitement renoncé à se prévaloir de la prétendue exception dérivant des capitulations.

Comme vous avez de plus reconnu, dans la note d'hier, le fait que les Grecs de Massaouah ont toujours payé sans résistance les taxes fiscales et accepté sans objection la juridiction des Tribunaux italiens, le gouvernement hellénique a implicitement admis que l'Italie a exercé et exerce dans ses possessions d'Afrique les pleins droits de souveraineté.

Par conséquent, nous nous croyons autorisés à ne pas tenir compte d'une opposition tardive qui, à nos yeux, n'a pas de valeur. Nous entendons ne plus accepter, sur ce sujet, une discussion qui n'aurait, du reste, aucun résultat pratique du moment où tous les Grecs, sans exception, résidant à Massaouah, ont payé les taxes municipales.

J'ajoute que le gouvernement hellénique trouvera, s'il le désire, l'exposition détaillée du fondement des droits que nous exerçons à Massaouah, dans deux notes circulaires adressées le 25 courant à M. le ministre d'Italie à Athènes, et dont il est autorisé à laisser copie à Son Excellence M. Dragoumis.

Veuillez agréer, etc.

CRISPI.

L'Ambassade de France au ministre ad interim des affaires étrangères.

(Note communiquée par le chargé d'affaires de France, le 28 juillet 1888.)

Le chargé d'affaires de France est avisé par son gouvernement du fait suivant :

Un télégramme officiel avait, à la date du 26 de ce mois, été expédié de Paris au vice-consul de la République à Massaouah. Le bureau de Paris a reçu, à cette occasion, du bureau de poste de Massaouah la communication télégraphique dont les termes mêmes sont ci-après reproduits :

« N'étant pas admis ici le langage secret, votre télégramme d'hier au « vice-consul de France ne peut être consigné. »

Le chargé d'affaires de France a l'ordre de demander à Son Excellence le président du Conseil si c'est sur les instructions du gouvernement Royal que les autorités italiennes de Massaouah ont fait prendre et exécuter une semblable mesure.

En appelant d'urgence sur ce fait l'attention du gouvernement Royal, et en insistant pour avoir une prompt réponse, M. Gérard renouvelle à Son Excellence le président du Conseil les assurances, etc.

Rome, le 28 juillet 1888.

L'ambassadeur du roi à Paris au ministère « ad interim » des affaires étrangères

Paris, le 28 juillet 1888.

Ce matin, j'ai donné à M. Goblet lecture des deux dépêches de Votre Excellence, qui m'avaient été remises par M. le conseiller commandeur Ressman, et qui ont pour objet, l'une, les capitulations à Massaouah, l'autre, la souveraineté de l'Italie à Massaouah. Il s'est fait laisser copie de toutes deux et n'a fait aucune observation sur l'une ou l'autre. Il a seulement trouvé que la France était traitée quelque peu durement dans la

seconde; mais il n'a pas insisté. J'ai saisi cette occasion pour relever l'erreur de M. Goblet qui m'attribuait la proposition d'un arbitrage, tandis que tout ce que j'avais dit était un regret exprimé de ce que, avant de se lancer dans sa déplorable campagne diplomatique de Massaouah, le gouvernement français ne se fût pas mieux renseigné sur les prétendues capitulations, en recourant pour son propre compte à un arbitrage.

M. Goblet m'a donné lecture du télégramme expédié à ce sujet à M. Gérard, lequel télégramme déclare que je me suis abstenu de rien suggérer dans ce sens. Il a ensuite abordé de nouveau la question des capitulations, il m'a déclaré que la France serait disposée à nous faire les plus larges concessions à Massaouah, pourvu que de notre côté, nous en fassions à la France au sujet des capitulations de la Tunisie. Il m'a confessé qu'il le désirait beaucoup, mais qu'il lui suffirait que l'Italie consentit à accepter en Tunisie la position qu'y ont les autres puissances. Comme il me disait que Votre Excellence se montrait disposée à discuter sur ce terrain et cédait en principe sur la question de juridiction, j'ai cru opportun de lui donner connaissance du télégramme de V. E., en date d'hier, où à ce propos, elle réitérait la réponse faite à M. Gérard. Pour mon compte, je n'ai voulu m'engager sur ce point dans d'autres discussions. Je me suis borné à dire que Massaouah et la Tunisie étaient deux questions tout à fait distinctes; que je ne pouvais accepter une discussion qui équivaldrait à mettre en doute nos droits sur le territoire de Massaouah, et que ce qui se rapportait à la Tunisie devait être traité séparément. M. Goblet s'est montré d'un avis différent, mais il a évité de prolonger la discussion.

Avant de terminer notre entretien, M. Goblet s'est de nouveau plaint vivement que nous ne voulussions plus désormais reconnaître M. Mercinier comme représentant de la France, et aussi que nos autorités eussent arrêté des télégrammes chiffrés entre la France et Massaouah. Sur le premier point, je lui ai répondu que nous étions dans notre droit en ne reconnaissant pas à M. Mercinier un *exequatur* sans valeur et dont il avait abusé. Sur le second, nous étions purement dans notre droit, puisque Massaouah est une place de guerre, et que nous y sommes en état de guerre. Je ne sais pas les intentions de V. E. quant à Tunis, mais je crois nécessaire de séparer cette question de celle de Massaouah; il me semble indispensable de ne rien faire qui puisse impliquer une confusion inadmissible entre deux questions qui n'ont rien à faire l'une avec l'autre.

MENABREA.

**Le ministre « ad interim » des affaires étrangères
à l'ambassadeur du roi à Paris**

Rome, 29 juillet 1889.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le comte de Moüy d'abord, puis M. Gérard m'ont fait savoir que, dans l'opinion de M. Goblet, toute question touchant Massaouah serait résolue dès que nous nous serions conformés à l'article 34 du protocole de Berlin du 26 février 1885.

Nous avons pensé, nous pensons encore, que cette formalité n'était pas nécessaire, notre occupation du territoire africain étant du 5 février, c'est-à-dire antérieure à la signature du susdit protocole, et la Turquie n'ayant d'ailleurs pas rempli les conditions de l'article 35 du même protocole.

Il reste entendu que la question de Tunis ne peut être traitée à propos

de celle de Massaouah, et que si jamais la juridiction peut y faire l'objet de quelque explication, nous ne renoncerons jamais aux privilèges et aux droits que nous y tenons des capitulations, des traités et des usages.

CRISPI.

**L'ambassadeur d'Allemagne à Rome au ministre « ad interim »
des affaires étrangères**

Rome, 30 juillet 1888.

Monsieur le président du conseil,

En me référant à ma communication verbale au sujet de la question concernant la validité des capitulations à Massaouah, je suis chargé et j'ai l'honneur de porter à la connaissance de V. Exc. que nous regardons les capitulations vis-à-vis de l'Italie et de sa juridiction comme non applicables à la situation actuelle de Massaouah.

Je profite, etc.

Comte SOLMS.

**L'ambassadeur de France au ministre « ad interim »
des affaires étrangères.**

(Note verbale communiquée par le chargé d'affaires de France, le 31 juillet 1888)

Le chargé d'affaires de France a l'honneur d'accuser réception à S. Exc. le président du conseil de sa note verbale du 29 de ce mois, concernant la situation faite à l'agent de la République à Massaouah, et l'application à sa personne, investie d'un mandat public, des mesures édictées par le commandant supérieur des troupes italiennes pour interdire aux particuliers la correspondance télégraphique en chiffres.

D'ordre de son gouvernement, le chargé d'affaires de France proteste contre cette nouvelle atteinte portée au droit des gens et aux immunités résultant des capitulations.

Le gouvernement de la République persiste à soutenir que les capitulations existent toujours à Massaouah ; il les a, en ce qui le concerne, toujours appliquées, et les autorités italiennes elles-mêmes les ont, jusqu'à ces derniers temps, formellement reconnues. Le gouvernement de la République persiste à soutenir que les capitulations doivent continuer de produire leurs effets, jusqu'à ce qu'il y ait renoncé à la suite d'un accord avec le gouvernement royal. Tel est, à ses yeux, le *statu quo*.

En conséquence des déclarations qui précèdent, le chargé d'affaires de France ajoute que, si quelque autre atteinte était portée aux droits, immunités et privilèges de l'agent de la République à Massaouah, la responsabilité en appartiendrait au gouvernement royal.

Rome, le 31 juillet 1888.

**Le ministre « ad interim » des affaires étrangères aux représentants
du roi à l'étranger.**

Rome, 2 août 1888.

Je crois devoir vous informer que d'après ce que télégraphie le ministre du roi à Athènes, le gouvernement Hellénique a reconnu le bien fondé des raisons exposées dans mes notes circulaires du 25 juillet. Cette adhésion venant après celles de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne,

prend une importance spéciale que vous ne manquerez pas de faire valoir, par ce motif que c'est particulièrement à propos des sujets grecs que la question des capitulations à Massaouah a été soulevé, et surtout parce que la Grèce a, pendant un temps, fait cause commune avec la France dont elle semble pourtant s'être désormais séparée.

CRISPI.

**Le ministre du roi à Lisbonne au ministre « ad interim »
des affaires étrangères.**

Lisbonne, 3 août 1888.

J'ai communiqué la circulaire du 25 juillet au ministre des affaires étrangères, lequel m'a assuré que le Portugal voit avec la plus grande sympathie l'établissement et l'extension du pouvoir italien à Massaouah. S. E. reconnaît le principe que, quand sur un territoire déjà musulman vient s'établir un gouvernement chrétien, ce sont les lois de ce dernier qui seules sont en vigueur. Mais, dans la question de l'application des capitulations à Massaouah, le Portugal, n'ayant pas d'intérêt direct, accepte dès à présent la solution qui interviendra d'accord avec les puissances intéressées.

COLLOBIANO.

**Le chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie à Rome au ministre
« ad interim » des affaires étrangères**

Rome, 3 août 1888.

Monsieur le ministre,

J'apprends d'un télégramme qui m'a été adressé tout à l'heure par le comte Kalnoky que V. Exc. lui a fait exprimer le désir de recevoir une communication par écrit de la déclaration, faite par mon gouvernement, au sujet de la question des capitulations, en ce qui concerne Massaouah, et dont j'ai eu l'honneur de donner lecture à Votre Excellence le 26 du mois dernier.

Conformément à ce désir, je suis maintenant autorisé à laisser à Votre Excellence copie de ladite déclaration, que je m'empresse de lui faire parvenir sous ce pli.

Veuillez agréer, etc.

GOEDEL-LANNOY.

(ANNEXE)

Déclaration

(Texte original.)

Le gouvernement italien ayant demandé notre opinion et nous ayant communiqué des informations détaillées sur la question du paiement des taxes communales par les étrangers à Massaouah, le gouvernement Impérial et Royal n'a pas de difficultés à déclarer qu'en considération des institutions établies par l'occupation italienne, le régime des capitulations ne sera pas applicable aux sujets de S. M. I. et R. A. qui se classent parmi les propriétaires, en conformité aux prescriptions des lois italiennes.

**Le chargé d'affaires de France à Rome au ministre « ad interim »
des affaires étrangères**

Rome, 5 août 1888.

Monsieur le président du conseil,

J'ai l'honneur de faire parvenir ci-joint à V. Exc. la note par laquelle le gouvernement de la République répond aux deux notes du gouvernement Royal en date du 25 juillet, et que S. Exc. le général Menabrea a remises à S. Exc. M. Goblet le 28 du même mois.

J'ajoute que cette communication a été également adressée aux représentants de la République auprès des autres puissances, et que chacun d'eux est autorisé à laisser copie de ce document au ministre des affaires étrangères du gouvernement auprès duquel il est accrédité.

Veuillez agréer, etc.

(ANNEXE).

**Le ministre des affaires étrangères de France au chargé d'affaires
de France à Rome.**

Paris, le 3 août 1888.

Le gouvernement italien a remis aux puissances, en date du 25 juillet, deux notes relatives à l'incident de Massaouah, qui appellent les observations suivantes :

Le désaccord entre le gouvernement italien et le gouvernement de la République porte sur ce que le premier regarde aujourd'hui les capitulations comme n'existant pas, ou même comme n'ayant jamais existé à Massaouah, tandis que le second affirme que les capitulations existaient à Massaouah, et qu'elles continuent d'exister jusqu'au moment où leur abrogation aura été consentie par les puissances.

L'erreur du cabinet de Rome vient de ce que, suivant sa propre expression, il considère Massaouah comme étant *res nullius*, opinion difficile à soutenir au sujet d'un territoire aussi intéressant par sa situation, et d'une ville aussi importante. Comment admettre que ce point de la mer Rouge aurait été négligé jusqu'ici par toutes les puissances et ne dépendrait d'aucune? Comment peut-on l'assimiler aux autres points de la côte orientale d'Afrique, situés en dehors du détroit de Bab-el-Mandeb, et dont les notes italiennes démontrent si facilement l'indépendance? Le gouvernement de la République a toujours considéré Massaouah comme appartenant à l'Égypte et à la Sublime Porte, et, pour lui, les capitulations y existaient et y existent au même titre qu'en toute autre partie du territoire ottoman.

Le gouvernement de la République a, d'ailleurs, à ce sujet, une compétence particulière, puisqu'il était et qu'il est encore le seul à avoir un vice-consul à Massaouah. Ce vice-consul tenait son exequatur de la Sublime-Porte. Il exerçait sa juridiction sur ses nationaux et sur les protégés de la France. Ce sont là des faits indéniables contre lesquels aucune argumentation ne peut prévaloir, et nous devons ajouter qu'ils ont, jusqu'à ces derniers temps, et à maintes reprises, été reconnus légitimes par les autorités italiennes. S'ils ne le sont plus aujourd'hui, on se demande pourquoi.

Le cabinet de Rome en donne deux motifs contradictoires. Tantôt il affirme que les capitulations n'existaient pas à Massaouah, et nous venons de voir ce qu'il faut penser de cette contradiction opposée à un fait palpable. Tantôt il considère les capitulations comme ayant en effet existé; mais, dit-il, elles n'existent plus, parce qu'elles n'ont plus de raison d'être dans un pays administré par une puissance chrétienne.

Nous ne nions pas que les capitulations n'aient plus de raison d'être dans un pays administré par une puissance européenne, mais tous les précédents nous autorisent à dire qu'elles ne sont pas supprimées *ipso facto* et qu'il faut, pour

qu'elles disparaissent, l'adhésion des gouvernements intéressés. C'est ce qui a eu lieu dans tous les pays que les notes italiennes passent en revue, à Chypre, en Bosnie et en Herzégovine. En Bulgarie, les capitulations subsistent; au surplus, ce pays, dans la situation indéterminée où il est aujourd'hui, ne saurait fournir aucun exemple. En Egypte, toutes les modifications introduites, soit dans le domaine judiciaire, soit dans l'ordre financier, l'ont été à la suite d'une consultation et du consentement de l'Europe: lorsque des taxes ont été établies illégalement, elles ont donné lieu à des protestations, et si, dans le cas particulier que cite une des deux notes italiennes, il n'y a pas eu jusqu'ici de protestation, la note ne conteste pas le droit d'en faire. A Tunis, il n'a été porté atteinte aux capitulations, dans des conditions et des proportions qui ne sont pas les mêmes pour toutes les puissances, qu'en vertu de conventions passées et de protocoles signés avec chacune d'elles, à la suite de laborieuses négociations. Partout enfin il a été procédé sinon de la même manière, du moins en vertu du même principe, à savoir que, même dans les pays où les capitulations n'avaient plus de raison d'être, elles ne disparaissaient qu'avec le consentement des intéressés.

L'article 34 de l'acte de Berlin, en 1885, n'a pas infirmé cette règle, et lui a même donné une consécration nouvelle, en obligeant les puissances qui prennent possession d'un point de la côte d'Afrique à notifier le fait aux autres, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations. Ces réclamations peuvent être de tout ordre, et rien n'empêche qu'elles portent non seulement sur les droits antérieurs à sauvegarder, mais aussi sur la validité des titres invoqués par la puissance prenante; or, dans tous les cas que nous venons de citer, cette puissance était en situation de présenter aux autres un traité préexistant, passé directement avec le gouvernement protégé ou avec le gouvernement souverain.

L'Italie seule n'a de traité ni avec la Sublime Porte, ni avec le gouvernement khédivial, ni avec le Négus contre lequel elle a fait la guerre. Aussi n'invoque-t-elle pas sa prise de possession pure et simple. Elle ajoute toutefois que, d'après le *jus gentium*, l'abandon préalable est nécessaire pour que l'occupation confère un droit de propriété. Elle avoue que, lorsqu'elle a occupé Massaouah, le territoire n'était pas encore abandonné. Elle conclut que son droit de souveraineté est donc établi. Cependant, elle ne peut disconvenir qu'il ne l'a pas toujours été avec une certitude complète. Elle a proclamé, en effet, pendant assez longtemps, le caractère précaire de son occupation. Les déclarations du cabinet de Rome étaient à cet égard catégoriques, et les notes du 25 juillet les rappellent: « M. Mancini, y est-il dit, qui dirigeait en ce temps la politique extérieure du royaume d'Italie, n'hésitait pas à déclarer que notre intention n'était pas, en cette circonstance, de soulever une question territoriale. » Et en effet, pendant près d'une année, le drapeau khédivial continuait de flotter à côté du drapeau italien. Des taxes diverses ont été, à la vérité, créées; certaines atteintes, excusables par l'état de guerre, ont été portées aux capitulations: tous ces faits ont été l'objet de réserves, et le moment devait venir où ces réserves produiraient naturellement leurs effets. Le gouvernement italien après avoir déclaré, comme nous l'avons vu, que la question de souveraineté territoriale n'était pas soulevée, ni par conséquent résolue à cette époque, reconnaît qu'elle « devait infailliblement se reproduire dans la suite »; seulement, dit-il, « au moment où elle se pose, elle est déjà résolue. » C'est sa conclusion définitive, à la suite de la série de raisonnements que nous venons de résumer.

Peut-être cette argumentation paraîtrait-elle sujette à la critique; assurément, elle est nouvelle; mais notre but, en ce moment, n'est pas de discuter la légitimité de la présence des italiens à Massaouah. Telle n'a même jusqu'ici jamais été notre intention. Nous nous sommes appliqués, dès le début de l'occupation, non seulement à ne créer aux Italiens aucune difficulté, mais à leur faciliter la tâche qu'ils avaient entreprise. Nous avons sincèrement souhaité leur succès. Donc, si des réserves pouvaient être faites aujourd'hui, ce serait seulement par la puissance souveraine, et les notes italiennes assurent, ce que nous

ignorions absolument, qu'après avoir protesté au début, la Porte a acquiescé aux faits accomplis. Quant à nous, notre thèse porte exclusivement sur l'existence des capitulations, et, comme conséquence, sur l'illégalité de certaines taxes contre lesquelles le gouvernement hellénique a protesté, et des actes qui ont suivi. Protecteurs des Grecs à Massaouah, nous avons dû prendre leurs intérêts en main, à la demande même du cabinet d'Athènes. Il a, lui aussi, invoqué les capitulations ; et nous sommes obligé de contester formellement l'affirmation qu'il ait jamais admis « le bien fondé en droit de la mesure prise à l'égard de ses nationaux. »

Nous espérons que le cabinet de Rome accepterait sans difficulté la discussion que nous lui offrirons amicalement ; nous espérons, étant donné nos dispositions, qu'il serait facile de nous entendre, et que, de cet échange de vues, la situation des italiens à Massaouah sortirait consacrée, du moins en ce qui nous concerne, avec toutes les conséquences, avantageuses pour eux, qui devaient en résulter. Telle était notre attitude ; voici celles des autorités et du gouvernement italien et par quels actes le cabinet de Rome a cherché, avant toute notification aux puissances, à nous dépouiller, de sa seule autorité, des droits dont nous avions joui avant et depuis sa prise de possession.

Pendant que l'on nous disait à Rome que la question de droit était à l'étude, les faits suivants se sont accomplis à Massaouah :

Amendes imposées aux protégés de la France qui avaient refusé de payer les taxes ;

Menace d'expulser les récalcitrants ; saisies pratiquées sur leurs marchandises ; fermeture de leurs magasins ; incarcération de quelques-uns d'entre eux, qui ont été postérieurement remis en liberté ;

Vente des marchandises saisies ; les autorités locales avaient même indiqué d'abord, pour date de ces ventes, le 14 juillet, jour de notre fête nationale ;

Refus de continuer à reconnaître notre agent à Massaouah et prétention de lui imposer l'*exequatur* du gouvernement italien ;

Suppression des correspondances télégraphiques avec cet agent, dont la juridiction s'étend bien au-delà du territoire occupé par les Italiens, ce qui nous interdit toute communication avec lui.

En même temps, et quoique le gouvernement italien ait toujours jusqu'ici réservé l'examen de nos prétentions résultant d'anciens traités et de nos droits territoriaux sur certains points de cette région, — la baie d'Adulis, Zoulla, Dissé — le drapeau italien a été arboré sur ces divers territoires, de sorte que, cette fois encore, à supposer que la question vint à se poser, elle serait déjà résolue.

Si l'on compare cette conduite du gouvernement italien et celle du gouvernement de la République, qui, nous le répétons, n'a cessé d'une manière discrète, mais efficace, de favoriser l'action italienne à Massaouah ; si l'on rapproche les voies de fait des autorités italiennes de la modération et de la patience des négociateurs français, on ne saurait s'étonner assez des récriminations de notes du 23 juillet contre nous, et l'on doit reconnaître que nous avons le droit de relever des procédés aussi peu conformes aux convenances diplomatiques.

Nous ne savons ce que l'Europe pensera des théories de droit et des procédés de fait du gouvernement italien ; cependant nous ne regrettons pas que cette situation lui ait été soumise. Si la conduite que le gouvernement italien a suivie dans cette affaire devait aboutir à la suppression pure et simple des capitulations et de nos droits antérieurs à Massaouah, il ne nous resterait qu'à prendre acte de cette procédure nouvelle et du principe désormais établi que les capitulations disparaissent de plein droit, sans négociation et sans accord avec les pays où s'établit une administration européenne. Nous en avons averti le cabinet de Rome, en nous réservant d'en tirer telles conséquences que nous dictera notre intérêt dans les territoires où nous sommes établis en vertu de titres réguliers.

Je vous autorise à donner au ministre des affaires étrangères lecture de cette dépêche, et, s'il le désire, à lui en laisser copie.

R. GOBLET.

L'ambassadeur du roi à Vienne au ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

Vienne, le 3 août 1888.

L'ambassade royale d'Italie, d'après les instructions qu'elle a reçues du gouvernement du Roi, aux termes de l'article 34 de l'acte général de la conférence de Berlin du 28 février 1885, a l'honneur de notifier au ministère I. et R. des affaires étrangères et par lui au gouvernement I. et R. austro-hongrois, que le drapeau italien a été hissé à Zoula, au sud de Massaouah, par un détachement de soldats de la marine royale italienne et le protectorat italien y a été solennellement établi et déclaré au nom du gouvernement du Roi.

L'ambassade royale est chargée de prier le ministère I. et R. de vouloir bien lui donner acte de cette notification.

A titre de renseignement, l'ambassade royale a l'honneur de joindre à la présente note la copie de deux télégrammes du ministre royal des affaires étrangères, contenant l'exposition du fait, les raisons qui l'ont déterminé et les circonstances qui l'ont précédé, et constatant que la précédente déclaration de protectorat est la consécration officielle donnée à un fait préexistant.

L'ambassadeur du roi à Berlin au ministre ad interim des affaires étrangères.

Berlin, le 3 août 1888.

Monsieur le ministre,

Le chargé d'affaires d'Allemagne à Athènes transmettait ici la même nouvelle que celle contenue dans le télégramme de Votre Excellence du 2 août, à savoir que le gouvernement hellénique a reconnu le bien-fondé des raisons exposées dans vos dépêches-circulaires du 25 juillet. Il est arrivé aujourd'hui un second télégramme de cet agent diplomatique, démentant la nouvelle transmise par lui la veille. Le cabinet d'Athènes persiste dans ses errements.

Le gouvernement impérial espère néanmoins que les avertissements envoyés par l'Allemagne et l'Angleterre produiront l'effet désiré.

LAUNAY.

Le ministre du roi à Copenhague au ministre des affaires étrangères de Danemark.

Copenhague, 3 août 1888.

Monsieur le ministre,

Son Excellence M. Crispi m'informe par télégraphe qu'à la suite de demandes réitérées de la population de Zoula, au sud de Massaouah, resté jusqu'à ce jour sous pavillon égyptien, quoique occupé par nos irréguliers, le drapeau italien vient d'être hissé dans la dite localité par un détachement de soldats de la marine royale, et le protectorat italien y a été solennellement établi, au nom du gouvernement de S. M. le Roi, mon Auguste Souverain.

Ce protectorat n'est pas d'ailleurs un fait nouveau. Outre les irréguliers à notre service, parfois même nos troupes régulières ont occupé le territoire de Zoula. Jamais aucun acte de prise de possession n'y a été accompli par d'autres puissances, ni avant ni après l'acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885.

Il n'y a donc dans notre déclaration de protectorat que la consécration officielle donnée à un fait préexistant. Le chef local et la population en ont témoigné leur satisfaction unanime.

Aux termes de l'article 34 de l'acte général de la Conférence que je viens de citer, je suis chargé de notifier ce qui précède au gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark.

J'ai, par conséquent, l'honneur de m'adresser à Votre Excellence dans un tel but, et de la prier, en exécution des ordres que j'ai reçus, de vouloir bien me donner acte de la présente communication.

Je saisis, etc.

MAFFEI.

Le ministre du roi à Bruxelles au ministre ad interim des affaires étrangères.

Bruxelles, 7 août 1888.

Monsieur le ministre,

Le prince de Chimay, ministre des affaires étrangères, sort à l'instant de ma maison. Il a voulu me porter personnellement la réponse au désir expressément formulé par le gouvernement italien de connaître l'opinion du gouvernement belge sur l'incident survenu avec la France au sujet des capitulations à Massaouah. Le gouvernement du roi Léopold, m'a dit le prince, « ne se croit pas appelé à se prononcer sur une question qui s'agit entre deux gouvernements avec lesquels il a un désir également vif de conserver les meilleures relations ».

J'avais, dans un télégramme précédent, déjà fait entrevoir la possibilité d'une semblable réponse, et aujourd'hui il ne me reste plus qu'à annoncer à Votre Excellence que mes prévisions se sont réalisées, sans que pour cela je doive modifier en rien ce que j'ai eu l'honneur de lui dire sur l'opinion privée et personnelle du Ministre des Affaires étrangères sur la question abstraite, opinion à laquelle il semble qu'adhère le Président du Conseil.

DELLA CROCE.

Le ministre ad interim des affaires étrangères à l'ambassadeur du roi à Paris.

Paris (1), 3 août 1888.

Hier, j'ai eu un long entretien avec M. Gérard. D'ordre de son gouvernement, il m'a déclaré que la France est prête à reconnaître non seulement notre juridiction, mais aussi notre souveraineté sur Massaouah et les territoires en dépendant, y compris Zoula et Arafali, pourvu que l'Italie abroge la juridiction des tribunaux consulaires, laquelle est aujourd'hui seulement suspendue en Tunisie, où la France est disposée à traiter les Italiens comme ses nationaux propres. Par là, suivant M. Gérard, on arriverait à apaiser les esprits dans les deux pays.

J'ai répondu, d'abord, qu'à la suite de l'échange de notes survenues après notre entretien du 26 juillet, les bases de la discussion s'étaient

(1) Le texte italien dit Paris, mais c'est évidemment Rome.

modifiées. J'ai continué en manifestant ma bonne volonté d'aboutir à un accord, et terminé en demandant le temps de la réflexion avant de fixer les bases d'un accord entre nous et le Gouvernement de la République.

Votre Excellence sait quelles sont les dispositions de M. Goblet et notre situation en Tunisie. Par le protocole du 25 janvier 1884 (1), nous avons admis que notre juridiction consulaire fût suspendue, et telle elle demeure aujourd'hui. Toutefois nous avons maintenu intacts tous nos droits et privilèges, y compris ceux que nous tenons du traité de 1868, lequel a encore huit années à vivre. Une renonciation à la juridiction consulaire en Tunisie produirait une impression défavorable dans le pays, qui se sentirait positivement offensé de l'abandon d'un droit que nous avons retenu. Je désire en terminer avec l'incident de Massaouah, et je voudrais, si cela se peut, rétablir avec la France ces liens d'amitié si désirables pour les deux pays. Mais le moyen qu'on m'offre pour cela ne me semble pas possible. D'après les discours de M. Gérard, M. Goblet doit être favorable à une solution, si le Gouvernement italien lui en fournissait l'opportunité par des concessions en Tunisie. Mais, comme je l'ai dit à M. Gérard, dans la Régence notre situation est bien différente de celle de la France à Massaouah.

CRISPI.

Le ministre ad interim des affaires étrangères à l'ambassadeur du roi à Paris.

Rome, 10 août 1888.

Je me borne à répondre à un point de votre télégramme d'hier pour qu'il n'y ait point d'équivoque entre nous et la France.

Dans un entretien avec M. Gérard, le 26 juillet et le 2 courant, je n'ai rien promis. En discutant la question des juridictions, je n'ai assurément pas contredit le principe posé par moi et accepté par les puissances que, là où la souveraineté d'une puissance chrétienne et civilisée se substituait à celle d'une puissance musulmane, les capitulations cessaient d'être en vigueur. Toutefois, j'ai toujours dit que, relativement à la Tunisie, la position était bien différente, parce qu'il y a dans la Régence la souveraineté beylicale et que c'est encore au nom du bey que l'on prononce les sentences.

Dans mon autre entretien du 2 août, j'ai établi qu'après l'échange de notes survenu, les bases de la discussion s'étaient modifiées, et que, de toute façon, je demandais le temps de réfléchir avant de me prononcer sur les propositions faites.

Depuis, je n'ai pas vu M. Gérard, lequel n'est pas venu à ma réception d'hier.

Je n'ai donc pas pu lui déclarer qu'après mûres considérations et après avoir entendu le Conseil des Ministres, unanime dans son vote, je ne pouvais rien concéder en Tunisie. Veuillez répéter ceci à M. Goblet, et au cas où Votre Excellence ne pourrait le voir, lui faire parvenir une note verbale sur la matière.

CRISPI.

(2) V. *Archives*, 1885, I, p. 5.

L'ambassadeur du roi à Pétersbourg au ministre ad interim des affaires étrangères.

Pétersbourg, 10 août 1888.

J'ai fait hier visite à M. de Giers. Son Excellence s'est montrée en principe favorable aux principes que formulent les circulaires de Votre Excellence du 25 juillet sur les capitulations à Massaouah. Pour ce qui est de la souveraineté de l'Italie sur Massaouah, il m'a dit que c'était, au fond, une chose différente ; pourtant, il s'en remettait à l'appréciation de la Turquie.

MAROCHETTI.

Le ministre ad interim des affaires étrangères aux représentants du roi à l'étranger.

Rome, le 13 août 1888.

Monsieur....

Le gouvernement italien ne saurait laisser sans réplique la note adressée aux puissances par le gouvernement français, en date du 3 août 1888. Désireux, cependant, d'éviter tout ce qui pourrait envenimer la discussion, il s'efforcera d'en écarter tout argument polémique dont l'effet ne serait que de prolonger, sans résultat pratique, un débat que les deux gouvernements devraient être également soucieux de clore. Il croit, d'ailleurs, qu'il a été facile aux gouvernements devant lesquels le débat a été porté, de découvrir plus d'un point faible de la note française, là surtout où, examinant les notes italiennes du 25 juillet, elle rapproche et confond deux argumentations bien distinctes, par l'une desquelles le gouvernement italien se plaçait sur le terrain de ses adversaires pour en réfuter les raisons, tandis que par l'autre, il se replaçait sur son propre terrain pour s'y retrancher et s'y maintenir.

Le gouvernement italien ne reviendra pas sur l'exposé des faits qui l'ont conduit à l'occupation de Massaouah. Cet exposé ne saurait être contesté et ne l'a pas été. Les conséquences qui en ressortent ne sauraient l'être davantage. Massaouah, au moment où l'Egypte se retirait et où la Turquie se refusait à l'occuper, était bien réellement, comme il a été dit, *res nullius*. Le fait que quelques détachements égyptiens ne se retirèrent que dans le courant des dix mois qui suivirent, au fur et à mesure des besoins du gouvernement khédivial, n'infirme en rien cette assertion. Massaouah était virtuellement abandonnée. Que le nouvel occupant se substituât un peu plus tôt ou un peu plus tard au gouvernement égyptien, c'était une question secondaire et de pure opportunité, et il a été démontré qu'à tous égards mieux valait une sorte de *condominium* provisoire évitant l'interruption des services publics, qu'une anarchie même momentanée, pendant laquelle le pays eût été en butte aux incursions et aux pillages des peuplades d'alentour. Il est hors de doute que, comme le dit la note française, la situation de Massaouah fait de cette ville un des points les plus intéressants de la mer Rouge. Mais la conséquence que l'on voudrait tirer de cette considération est assez inattendue. « Comment admettre, demande la partie adverse, que ce point de la mer Rouge aurait été négligé jusqu'ici par toutes les puissances et ne dépendrait d'aucune ! » On sait que Massaouah n'avait nullement été négligé jusque-là et l'on peut présumer que cette

ville ne l'aurait pas été dans la suite. Mais on sait également que l'Egypte évacuait ses places de la mer Rouge. Quelqu'un devait l'y remplacer. La Turquie s'y refusant, ce pouvait être l'Italie ou une autre puissance. L'Italie a pris les devants ; c'est peut-être son tort aux yeux du gouvernement français. Mais le gouvernement italien croit pouvoir affirmer, au contraire, que si son occupation a pu s'effectuer sans contestation, c'est qu'une occupation italienne paraissait généralement préférable à toute autre. Quoi qu'il en soit, de l'importance de la situation de Massouah dans la mer Rouge, il est loisible de conclure que ce point ne serait pas resté longtemps inoccupé, mais non pas de contester les droits de la puissance occupante.

Il a été dit qu'une notification de l'occupation italienne aux puissances eût été nécessaire. De par l'acte général de la conférence de Berlin, elle le serait aujourd'hui. Mais aucune obligation de ce genre n'existait antérieurement. Or l'acte général, à l'article 34, par une expression dont la clarté défie toute interprétation contraire, ne concerne que les occupations futures. Un simple rapprochement de dates montre que l'occupation italienne en a précédé la signature.

Passons à la question des capitulations.

Le gouvernement de la République admet que les capitulations n'ont plus de raison d'être dans un pays administré par une puissance européenne ; il affirme cependant que tous les précédents l'autorisent à dire qu'elles ne sont pas supprimées *ipso facto*, mais qu'il faut, pour qu'elles cessent, l'adhésion des gouvernements intéressés. Cette affirmation est inexacte.

Plusieurs pays relèvent aujourd'hui du droit des gens commun, lesquels, dans un passé plus ou moins proche, étaient soumis au régime des capitulations. Les uns sont passés sous la pleine souveraineté d'États européens ; les autres restent sous une souveraineté musulmane, mais ont été soumis à l'administration de telle ou telle autre puissance chrétienne et civilisée. Or, à la suite de ces changements de situation juridique, le fait que nous voyons se produire d'une manière constante est celui-ci. Lorsque un pays dit à *capitulations* passe sous l'administration d'une puissance chrétienne et civilisée, sans que la souveraineté change, les capitulations ne cessent généralement d'être en vigueur que par suite d'accords entre la puissance occupante et les tiers. C'est ce qui est arrivé pour la Bosnie et l'Herzégovine, pour Chypre et pour la Tunisie. Lorsqu'un pays à capitulations passe non seulement sous l'administration, mais aussi sous la pleine souveraineté d'une puissance chrétienne et civilisée, les capitulations cessent *ipso facto* d'avoir empire. C'est ce qui est arrivé pour l'Algérie. Il serait, en effet, malaisé au gouvernement français d'établir en vertu de quels accords avec les tierces puissances, les capitulations ont cessé d'être en vigueur dans cet ancien Etat barbaresque. C'est ce qui est arrivé pour la Dobroutcha, qui, en passant de la souveraineté ottomane sous la souveraineté roumaine, a cessé d'être un pays à capitulations. C'est ce qui est arrivé pour les territoires cédés par la Sublime Porte à la Russie en vertu de l'article LVIII du traité de Berlin. Un autre argument prouve encore que dans ce cas, et dans ce cas seulement, la cessation des capitulations a lieu *ipso facto* ; c'est qu'elle se présume sans qu'il y ait besoin d'en faire mention et que, lorsque la volonté des puissances a été de déroger à cette règle, la dérogation a dû

être expressément établie. C'est ainsi qu'après avoir spécifié les territoires cédés à la Serbie, le traité de Berlin (article XXXVI), qui cependant reconnaissait l'indépendance de la principauté, a établi que les immunités et privilèges des sujets étrangers, ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires, resteraient en pleine vigueur tant qu'ils n'auraient pas été modifiés d'un commun accord entre la principauté et les puissances intéressées. Il est évident que, si cette dérogation n'avait pas été expressément convenue entre les puissances, les capitulations auraient cessé *ipso facto* d'avoir vigueur dans les territoires susdits par le seul fait de leur incorporation à la Serbie indépendante. Ainsi donc, la règle se présume, l'exception a besoin d'être spécifiée.

Le raisonnement justifie la distinction que nous établissons, non pas comme une théorie nouvelle à introduire dans le droit des gens, mais comme un principe se dégageant des faits mêmes sur lesquels repose le droit public européen. En effet, les capitulations constituent une dérogation au droit commun, un régime d'exception. Il s'ensuit que si le fait qui a donné lieu à l'exception vient à cesser, la règle reprend son empire. Or quel est le fait qui détermine la raison d'être des capitulations ? C'est la souveraineté musulmane. L'erreur du gouvernement français, erreur capitale, est de croire que les capitulations existent *ratione loci*, et non *jure majestatis*, qu'elles soient inhérentes à tel ou tel territoire en dehors de la constitution politique du pays, tandis qu'elles dérivent uniquement du caractère de l'autorité souveraine de ce même pays et de ce que, entre deux peuples, l'un chrétien, l'autre musulman, dont le premier est attiré sur le territoire du second pour y exercer son activité commerciale, il existe une différence considérable sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes.

La distinction que nous voyons établie par l'usage se justifie encore par une autre considération. Lorsqu'un pays à capitulations passe simplement sous l'administration d'une puissance chrétienne, la possibilité d'un retour sous l'administration de la puissance qui reste souveraine n'est pas écartée. Ce passage peut être l'effet de circonstances transitoires, après lesquelles la puissance souveraine reprendra l'exercice de tous ses droits. La souveraineté musulmane persistant, l'administration musulmane pouvant être rétablie, les tiers conservent leurs droits ou les cèdent par voie d'accords. Au contraire, les capitulations cessent *ipso facto* dans un pays qui passe sous la souveraineté d'une puissance chrétienne et civilisée, parce que les pouvoirs que la souveraineté confère ont un caractère définitif et absolu. Il n'est que logique qu'il en soit ainsi, car le territoire nouvellement acquis devenant partie intégrante de la puissance occupante, ne relève plus que des traités conclus avec les tiers par l'Etat auquel il a été incorporé.

Or le caractère définitif de l'occupation italienne de Massaouah est bien et dûment établi.

Lorsque l'Italie est allée à Massaouah, elle y est allée dans un but d'humanité et de civilisation. Son intention n'était pas de soulever une question de souveraineté territoriale. Tels événements pouvaient se produire par suite desquels l'Italie, après avoir rendu service à la cause qu'elle défendait, aurait pu se retirer avec dignité et faire à d'autres la remise de ses droits. Des circonstances malheureuses, que l'Italie a subies et non pas provoquées, en ont disposé autrement, et ceux-là mêmes qui eussent regardé une retraite honorable comme la solution la plus heureuse d'une

entreprise qu'ils n'avaient pas encouragée de leurs suffrages; ne l'admettraient plus aujourd'hui comme possible. On le sait : tandis que nous ne cherchions qu'à établir un état de bon voisinage avec l'Abyssinie, nous avons été forcés, par suite d'une agression inique, de nous mettre en état de guerre. Le sang répandu par nos soldats a scellé définitivement notre occupation et consacré les droits qui en dérivent.

Il y a plus. A défaut d'une notification aux puissances, à laquelle le gouvernement du Roi n'était pas tenu, la proclamation de l'*animus dominiandi* a été faite itérativement et solennellement à la tribune parlementaire italienne. Et si un doute pouvait rester, il y aurait encore, il y a surtout le fait public et notoire que l'Italie, dès le premier jour de son installation à Massaouah, a commencé à exercer sans contestation de la part des puissances, sans opposition des habitants, étrangers ou indigènes, les actes de souveraineté, que depuis elle les a tous exercés, et qu'aucune autre puissance n'en a exercé aucun. Elle édictait les lois et les faisait appliquer sans rencontrer d'opposition. Elle administrait la justice et tous, sans distinction de nationalité, recouraient comme demandeurs à la justice italienne, et comme défendeurs en acceptaient les arrêts, rendus au nom de Sa Majesté le Roi. Elle levait les impôts et tous payaient exactement et sans résistance les droits de nature fiscale, tels que droits de port, droits maritimes, droits de douane, droits sanitaires. Une mesure d'administration locale, municipale, — un arrêté de l'autorité italienne à Massaouah, imposant aux habitants italiens, indigènes et étrangers, sans distinction, de concourir, par le produit de taxes minimales, aux frais de voirie, d'éclairage, de conduite d'eaux, etc., a servi de prétexte à des protestations et à des résistances inopinées. L'occasion était mal choisie, et l'on ne comprendrait pas que les mêmes gens qui payaient sans résistance des impôts de nature fiscale, dont le produit revenait au trésor italien, se soient refusés tout à coup à payer des taxes simplement communales, dont le rendement doit, en totalité, servir à subvenir aux frais d'améliorations locales dont ils seront les premiers à profiter, si l'on ne savait pas que cette résistance a été factice, provoquée, excitée; si l'on n'avait l'aveu des récalcitrants qui déclarent que, prêts à payer sans objection ni conteste, ils avaient dû céder aux pressions d'un agent étranger qui les avait soumis à sa protection. Mais il y a plus étrange encore : c'est qu'en provoquant, en excitant cette résistance, l'agent français qui n'exerçait que par tolérance des fonctions consulaires à Massaouah, agissait, comme le gouvernement de la République l'a formellement déclaré, en réponse aux réclamations de notre ambassadeur, sur des instructions expresses et formelles parties de Paris.

Le fait qu'un gouvernement étranger, sans provocation, sans motif appréciable, excite une population au mépris des lois du pays qu'elle habite, est d'une telle gravité qu'il faut, pour le croire possible, la déclaration que l'ambassadeur du Roi à Paris a recueillie de la bouche du ministre des affaires étrangères de la République. Il faut l'admettre, puisqu'il a été reconnu. Mais en présence d'agissements si peu conformes aux égards que l'on se doit entre puissances vivant entre elles sur un pied de paix, l'on se demande quels intérêts si puissants poussaient le gouvernement français à intervenir et à troubler notre possession paisible de Massaouah. La France exerce-t-elle dans ces parages des commerces importants ? Nullement, on ne compte à Massaouah que deux commerçants français dont le chiffre

d'affaires est des plus modestes, établis depuis notre occupation et vivant pour ainsi dire d'elle, dont ils avaient par conséquent bien plus à se louer qu'à se plaindre. Des capitaux français sont-ils engagés dans des entreprises locales ? On n'en trouverait aucune trace. Existe-t-il à Massaouah une colonie française importante ? En aucune façon, puisqu'en dehors des deux commerçants et des domestiques du consulat, on n'y compte aucun citoyen de la République. Ce n'est donc pas pour la défense d'intérêts français que la France a voulu intervenir. Ce n'est donc pas, non plus, par des citoyens français que l'agent de la République a provoqué des résistances. En effet, ce sont des Grecs pris sous sa protection, au moyen d'un registre d'inscription ouvert à tout venant, qu'il poussait à la rébellion. C'est en leur nom qu'il protestait, avec plus de zèle que n'en déployait leur gouvernement lui-même, qui nous sait prêts à écouter ses réclamations quand elles nous parviennent directement. Car le gouvernement d'Athènes ne peut avoir oublié que, ayant réclamé, l'année dernière, à Rome, contre des mesures de rigueur adoptées envers un de ses nationaux à Massaouah, le gouvernement italien s'est empressé d'écouter ses réclamations. Dans l'occasion présente, quelque bien fondées que soient en droit les autorités locales en imposant les taxes que l'on sait, le gouvernement du Roi n'aurait pas hésité un instant à prendre en examen les griefs qui lui auraient été exposés et à mitiger, si possible, dans un sentiment d'amitié et de conciliation, les mesures adoptées sur les lieux par les autorités de Massaouah. Au lieu d'une réclamation à débattre à l'amiable entre deux gouvernements amis, qu'a-t-on vu se produire ? Une résistance ouverte, le représentant de la France à Massaouah menaçant l'autorité italienne d'opposer la force à la force, menaçant les Grecs qu'il poussait à la résistance de les frapper d'amende et de les expulser, s'ils faiblissaient dans une résistance qui n'était due qu'à la pression exercée sur eux !

Des faits de ce genre et d'une telle gravité n'auraient été tolérables nulle part, car un gouvernement n'admet pas qu'un étranger conspire ouvertement, sous ses yeux, contre sa propre sécurité. Ils l'étaient beaucoup moins encore, si possible, dans une place de guerre, sous l'empire de la loi martiale. Les autorités italiennes se virent donc dans la nécessité d'user des facultés que leur accordaient les décrets édictés au début de l'état de guerre et de prendre contre les opposants des mesures de rigueur. Il y eut saisies, ventes forcées, etc., mesures sévères que le gouvernement du Roi ne prit qu'à regret, mais qu'il devait prendre. Quant à l'agent de la République française, simple commis de chancellerie, envoyé à Massaouah, dans une qualité mal définie, dont la nomination n'avait été ni notifiée officiellement aux autorités italiennes, ni officiellement reconnue par elles, il n'y eut même pas à lui retirer un *exequatur* dont il n'avait jamais été nanti. Il n'exerçait de fonctions que par une tolérance qui devait avoir fin. Il lui fut notifié que la qualité qui lui était attribuée ne lui serait plus reconnue, et qu'il était désormais, par une conséquence logique et indiscutable, soumis au droit commun.

La note française du 3 août parle à plusieurs reprises des dispositions amicales du gouvernement de la République, qui n'aurait cessé *d'une manière discrète, mais efficace, de favoriser l'action italienne à Massaouah*. On trouvera difficilement dans les faits qui se sont passés récemment la trace de dispositions semblables. Nous aurions voulu croire que l'incident

était dû au zèle exagéré et maladroit d'un agent subalterne. Le gouvernement français a pris soin de nous détromper, en déclarant qu'il se rendait responsable de son agent et que celui-ci n'avait agi que d'après ses ordres. Nous voudrions nous persuader qu'il s'agit d'un cas isolé, nouveau, occasionnel. Malheureusement des faits de différente nature nous prouvent que loin de s'être appliqué, dès le début de notre occupation, à faciliter à l'Italie la tâche qu'elle avait entreprise, le vice-consulat de France n'a cherché qu'à nous créer, à toute occasion, des difficultés nouvelles. La conduite du titulaire de ce poste fut si peu amicale que l'autorisation donnée à son départ a pu, en son temps, être présentée par le gouvernement de la République comme un acte d'égards envers l'Italie, et le gouvernement du Roi l'aurait regardé comme tel si les agissements du suppléant n'avaient montré qu'il s'agit, comme les derniers événements l'ont prouvé, d'un système adopté et méthodiquement suivi. Nous n'irons pas jusqu'à affirmer ici que le vice-consulat de France ait eu un rôle marquant dans la conduite de l'Abyssinie envers l'Italie ; mais il est notoire que le vice-consulat de France, avant l'état de guerre, entretenait des rapports politiques intimes avec le Négus et les chefs abyssins de la frontière, et que ces rapports, d'une manière plus ou moins ouverte, ne discontinuèrent pas pendant les hostilités.

Il y aurait encore à répondre à plusieurs points de la note française, mais nous serions entraînés hors du débat actuel. Il y aurait à y relever une allusion comminatoire, mais cette allusion part du rapprochement inadmissible de deux situations qui n'ont rien de semblable et conduirait à une application fausse et contraire au droit des gens d'un principe logique et consacré par l'usage. Nous avons montré nos intentions, déclaré nos droits, expliqué notre conduite. Si une notification aux puissances de l'occupation de Massaouah était nécessaire, ce que nous ne croyons pas, elle a été faite par les notes du 25 juillet. Si les capitulations ont jamais été en vigueur à Massaouah, ce que nous persistons à contester, elles ont cessé d'y avoir empire du moment que Massaouah est soumise à l'administration et placée sous la souveraineté de l'Italie, puissance chrétienne et civilisée. Notre souveraineté s'exerçait pacifiquement depuis plus de trois années, quand, sous un prétexte malheureux, il a plu au gouvernement de la République de soulever un incident pénible. Sur des ordres difficiles à justifier, un agent français, sans mandat connu, mais couvert par son gouvernement, a troublé la sécurité et l'ordre public dans une place de guerre, durant l'état de guerre, en excitant des étrangers à résister à nos lois, en les soutenant dans leur résistance. Le gouvernement italien a fait ce que toute puissance, digne d'exercer une autorité, aurait fait à sa place ; il l'a fait avec force et avec calme, dans la limite tracée par les lois. Les puissances qui ont devant elles tous les éléments du débat sauront où se trouvent les torts ; si c'est du côté du pouvoir qui fait respecter les lois et assure l'ordre public, ou du côté de celui qui excite une population paisible au mépris des lois et met au défi l'autorité des pouvoirs établis. La plupart des puissances se sont déjà prononcées, et le gouvernement italien se loue hautement d'avoir porté l'incident à leur connaissance. Il ne tient aujourd'hui qu'à le regarder comme clos et à persévérer en paix dans la ligne de conduite qu'il s'est tracée. Il défendra donc jusqu'au bout, dans la mer Rouge, les intérêts qu'il a pris sous sa garde, et qu'il croit être ceux de la justice, du bon droit et de la civilisation.

Vous êtes autorisé à remettre copie de cette dépêche au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

CRISPI.

L'ambassadeur du roi à Berlin au ministre ad interim des affaires étrangères.

Berlin, 14 août 1888.

Monsieur le ministre,

En date du 7 août, le chargé d'affaires de France a donné ici lecture, et laissé copie, de la circulaire de M. Goblet du 3 du même mois. Le sous-secrétaire d'Etat en a pris acte verbalement, non sans se prononcer en faveur de l'Italie, et en réitérant le conseil que le comte de Bismarck, peu avant son départ en congé, laissait entendre : que le Cabinet de Paris usât de calme et de modération, au lieu d'envenimer un débat qu'il conviendrait de clore.

Le sous-secrétaire d'Etat avait cru démêler dans le fond de la pensée du chargé d'affaires de France que celui-ci visait aussi à obtenir que le gouvernement Impérial donnât, en même temps, des conseils de modération à Rome. Le comte de Berchem n'est pas entré dans cet ordre d'idées. Il a rappelé que l'Allemagne avait déjà pris position, en déclarant la non applicabilité du régime des capitulations à Massaouah, placée sous la domination de l'Italie.

LAUNAY.

Le ministre des affaires étrangères de France au chargé d'affaires de France à Rome.

(Communiqué par le chargé d'affaires de France au sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, le 26 août 1888.)

Paris, 24 août 1888.

Monsieur,

Dans la dernière dépêche qu'il a cru devoir adresser aux puissances, en date du 13 août (1), le gouvernement italien reconnaît que « lorsqu'un pays dit « à capitulations » passe sous l'administration d'une puissance chrétienne sans que la souveraineté change, les capitulations ne cessent généralement d'être en vigueur que par suite d'accords entre la puissance occupante et les tiers. »

Il en serait autrement « lorsque le pays à capitulations passe non-seulement sous l'administration mais aussi sous la pleine souveraineté d'une puissance chrétienne. » Dans ce cas, les capitulations « cesseraient *ipso facto* d'avoir empire. »

Nous ne croyons pas qu'il y ait grand intérêt à discuter la valeur de cette distinction.

Elle importe peu, en effet, si, comme le dit la dépêche italienne, la raison d'être des capitulations se trouve « dans la différence considérable sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes », qui existe entre les peuples musulmans et les peuples chrétiens. Ce qu'il faut considérer dès lors, c'est moins la souveraineté nominale que l'administration effective, puisque c'est cette administration qui assure les garanties auxquelles est subordonnée la suppression de capitulations.

(1) V. plus haut, p. 113.

Quant aux exemples cités par le gouvernement italien à l'appui de sa thèse, ils prouvent simplement que c'est toujours par des traités qu'ont été consacrés les changements de souveraineté.

Il en a été ainsi pour l'Algérie où, après sa défaite, le Dey nous a transmis la souveraineté qui lui appartenait par une capitulation régulière. De même pour la Dobroudcha, pour les territoires cédés à la Serbie, c'est en vertu du traité de Berlin qu'a eu lieu la cession de souveraineté. La conquête même n'est parfaite que lorsqu'elle a abouti à un traité, et c'est alors seulement qu'elle peut être opposée aux tiers. On comprend qu'un territoire musulman passant sous la souveraineté d'un Etat chrétien cesse *ipso facto* d'être soumis au régime des capitulations et même que ce régime, pour subsister, comme dans les provinces annexées à la Serbie, ait besoin d'être formellement maintenu. Ce qui n'a jamais été admis jusqu'à ce jour, c'est que la souveraineté puisse changer de mains sans le consentement de la puissance à laquelle elle appartenait.

Or, quelle est la situation de l'Italie à Massaouah ?

Non-seulement l'Italie n'invoque aucun traité, mais la dépêche du 13 août reconnaît de nouveau « que lorsque l'Italie est allée à Massaouah, son intention n'était pas de soulever la question de souveraineté territoriale. » Bien loin que « la proclamation de l'*animus dominandi* ait été faite itérativement à la tribune parlementaire italienne, » les déclarations réitérées du gouvernement italien, soit au parlement, soit aux gouvernements étrangers, ont constamment maintenu que la question de souveraineté restait « inappréjagée ».

Dans le *Livre vert* déposé à la Chambre des députés par le comte de Robilant le 30 juin 1886, et qui divise en trois catégories les territoires occupés par l'Italie dans la mer Rouge, à côté des territoires lui appartenant en pleine souveraineté et de ceux placés sous son protectorat, Massaouah figure simplement comme « territoire *présidé et administré* par l'Italie. »

Il ne s'agissait donc pas de *souveraineté*, mais de simple *administration*, c'est-à-dire précisément de cette situation de fait dans laquelle la dépêche italienne du 13 août reconnaît que la suppression des capitulations n'a pas lieu de plein droit, mais doit faire l'objet d'un accord entre les intéressés ; si bien que ce sont les principes mêmes posés par le gouvernement italien que nous sommes fondés à invoquer contre lui.

Si telle était la situation en 1886, comment aurait-elle pu se modifier depuis sans une déclaration expresse de l'Italie, alors que les actes d'administration accomplis par les autorités locales et qui pouvaient être considérés comme portant atteinte aux capitulations, n'ont pas cessé d'être suivis de protestations et de réserves ?

En dernière analyse, il est vrai, la dépêche du 13 août déclare « que si une notification aux puissances de l'occupation de Massaouah était nécessaire, elle aurait été faite par les notes du 25 juillet. »

Cette notification peut-elle avoir pour effet d'établir la souveraineté de l'Italie alors que la Porte, loin d'avoir adhéré, comme on l'avait annoncé d'abord, aux faits accomplis, revendique énergiquement aujourd'hui des droits auxquels elle affirme n'avoir jamais renoncé ? Nous ne voulons pas discuter ce point, nous bornant à prendre acte de la protestation de la

Porte et de la juste rectification qu'elle oppose à l'interprétation donnée dans les notes italiennes à l'article 10 de la convention de Suez (1).

Mais dans tous les cas, en supposant la notification du 25 juillet valable, il est clair que ce n'est qu'à partir de ce moment que les capitulations auraient pu cesser d'exister et que jusque-là le gouvernement italien n'était pas en droit d'agir comme si elles n'existaient pas.

Nous n'insisterons pas sur les faits qui se sont accomplis à Massaouah, car nous avons à cœur d'éviter des polémiques irritantes. Il est impossible cependant de ne pas rappeler que la France avait depuis plus de 25 ans un agent consulaire établi à Massaouah et y fonctionnant en vertu d'un *exequatur* de la Porte, puissance souveraine lorsque les Italiens ont mis le pied sur le territoire.

La dépêche du 13 août semble reprocher à notre consul d'avoir conservé pendant les premiers temps les relations que nous entretenions avec le Négus bien avant l'occupation italienne. Elle lui reproche tout au moins son intervention dans certaines circonstances, comme si cet agent avait fait autre chose que remplir son devoir en sauvegardant les droits et les intérêts des protégés français à l'égard de ceux de nos propres nationaux.

On peut avoir oublié les importants services rendus, en plus d'une occasion, tant par notre consul que par les pères de notre mission française; mais ce qui ne saurait être contesté, c'est que, précisément pour ménager les susceptibilités du gouvernement italien dont, encore une fois, nous n'avons jamais songé à contrarier l'action à Massaouah, notre consul a été appelé en congé.

Quant à l'agent chargé de remplir ses fonctions, comment pourrait-on soutenir qu'il ne les exerçait que « par tolérance » et « en une qualité mal définie? » Il n'avait besoin d'aucun *exequatur* pour remplir un simple intérim. Ses droits étaient les mêmes que ceux du consul dont il tenait la place et c'est assurément une étrange prétention que de qualifier « d'acte de rébellion, de résistance à la loi » l'avis donné par lui à nos protégés de ne pas payer des taxes qui ne pouvaient être considérées comme légalement établies tant que le régime des capitulations n'avait pas été abrogé. Le gouvernement italien sait parfaitement que notre agent n'avait pas reçu d'autres instructions et que le paiement des taxes n'a été différé que parce que lui-même a refusé d'entrer en négociations au sujet des capitulations.

Nous ne prolongerons pas ce débat qu'aurait dû prévenir une explication amicale entre les deux gouvernements intéressés. En définitive, il se réduit à ces termes fort simples : le gouvernement italien nous a trouvés à Massaouah en possession depuis de longues années d'un état de choses fondé sur les capitulations et que pendant longtemps lui-même a reconnu et accepté.

D'autre part, nous avions sur certains points de la région des titres résultant de concessions antérieures et dont la discussion avait toujours été réservée.

Le gouvernement italien pouvait-il, de sa seule autorité, sans accord avec nous, supprimer cet état de choses? Une telle prétention est-elle conforme au droit international?

Nous nous refusons, pour notre part, à l'admettre; et puisque le gou-

(1) V. la dépêche de Saïd-Pacha du 14 août.

vernement italien, car c'est lui qui a pris cette initiative, a cru devoir porter ce débat devant l'Europe, nous nous en rapportons avec confiance à son jugement. Elle nous rendra, nous en sommes convaincus, cette justice qu'au cours de ce regrettable incident, comme de la discussion à laquelle il a donné lieu, nous ne nous sommes pas écartés un instant de la mesure que doit observer un gouvernement non moins soucieux des égards dûs à une nation amie que de la défense de ses droits et de sa dignité.

Je vous autorise à remettre copie de cette dépêche au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Veuillez agréer, etc.

Fené GOBLET.

L'ambassadeur du roi à Berlin au ministre ad interim des affaires étrangères.

Berlin, 23 août 1888.

Monsieur le ministre,

Dès la réception de la circulaire de Votre Excellence du 13 août servant de réplique à la note adressée aux puissances par le gouvernement français en date du 3 du même mois, j'en avais, conformément à vos instructions, remis copie à la chancellerie impériale. Ayant revu le sous-secrétaire d'Etat, la veille de mon départ pour Friedrichsrube, il m'a dit qu'il s'était empressé de communiquer cet intéressant document au chancelier. Il me répétait que relativement à Massaouah l'Allemagne, sans discuter le point de vue de droit international, s'était déjà prononcée, sur le terrain pratique, en faveur de l'Italie, ainsi qu'il résultait de la déclaration écrite laissée entre vos mains par l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, à ce dûment autorisé. Il n'y avait donc pas lieu de revenir avec nous sur cette affaire.

Le même jour, mon collègue de Turquie venait de présenter la protestation de la Porte (1) contre notre allégation que la souveraineté ottomane ne saurait être invoquée à Massaouah, et que l'article 10 du projet de convention de Suez constituerait une renonciation de sa part à ses territoires de la côte occidentale de la mer Rouge. Le comte de Berchem a laissé entendre à Tewfik bey que, sans aborder le côté juridique de la question, le Cabinet de Berlin avait déjà déclaré les capitulations non applicables dans cette contrée, passée de fait sous la domination italienne. En tout cas, il s'appliquerait à ne pas nous créer des difficultés, et il tiendrait à ce que le gouvernement du Sultan agit de même autant que possible. M. de Radowitz avait été chargé de s'expliquer en ce sens.

LAUNAY.

Le ministre du roi à Athènes au ministre des affaires étrangères de Grèce.

Athènes, 23/4 août 1888.

Monsieur le ministre,

Ayant informé mon gouvernement de l'accueil bienveillant que Votre Excellence avait fait, dans la conférence de mercredi passé, à ses notes du 25 juillet, au sujet de la souveraineté de l'Italie à Massaouah et des capitulations, M. Crispien me charge de présenter à Votre Excellence les remerciements de la part du gouvernement du Roi.

(1) V. la dépêche de Saïd-Pacha en date du 14 août.

Le gouvernement d'Italie espère que les instructions que vous vous êtes réservé de donner à M. Pappargopoulo pour déterminer l'adhésion de la Grèce aux principes exposés dans les dites notes, seront de nature à consolider davantage les bons rapports existants entre les deux pays.

Agreez, etc.

FÈ.

Le ministre des affaires étrangères de Grèce au ministre du roi à Athènes.

Athènes, 24/5 août 1888.

Monsieur le ministre,

Je viens de recevoir votre note d'hier et suis heureux de constater la satisfaction de Son Excellence M. Crispi en présence de la déclaration du gouvernement royal, qu'il se réserve de donner en son temps des instructions à M. Pappargopoulo au sujet de ses notes du 25 juillet.

Le gouvernement royal, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous l'expliquer à plusieurs reprises, est décidé à attendre les notifications des puissances signataires des dits traités avant de prendre lui-même une résolution sur ce point important.

Du reste, les communications que j'ai eu l'occasion de vous faire dans la Conférence de mercredi passé, n'ayant eu trait qu'à cette résolution, n'ont pas touché le fond de la question, que notre ministre à Rome avait été chargé et continuera d'être chargé de traiter, d'après les instructions du gouvernement royal.

Veuillez agréer, etc.

E. DRAGOMIS.

Le ministre des affaires étrangères de Grèce au ministre du roi à Athènes.

Athènes, 7/19 août 1888.

Monsieur le ministre,

Le dimanche 5 août, je recevais une note signée de vous et datée de la veille, dans laquelle vous me présentiez les remerciements de votre gouvernement pour l'accueil bienveillant « que j'avais fait » à ses notes du 25 juillet au sujet de la souveraineté de l'Italie à Massaouah et des capitulations, et exprimiez l'espoir du gouvernement italien « que les instructions que je m'étais réservé de donner à M. Pappargopoulo pour déterminer l'adhésion de la Grèce aux principes exprimés dans les dites notes seront de nature à consolider davantage les bons rapports existant entre les deux pays ».

Je m'empressai de répondre, à l'instant même, pour constater que la satisfaction de M. Crispi ne pouvait porter que sur ma déclaration que je me réservais de donner en son temps des instructions à M. Pappargopoulo au sujet des notes du 25 juillet et que, quant au fond, que je n'avais nullement touché dans mes communications, le gouvernement royal, comme j'avais déjà eu l'honneur de vous l'expliquer à plusieurs reprises, étant décidé à attendre les notifications des puissances signataires des dits traités avant de prendre, lui-même, une résolution sur ce point important.

Ma réponse vous a été remise, monsieur le comte, le jour même du dimanche 5 août, en même temps que ma note responsive à la notification du protectorat italien sur Zoula.

Telles étant mes déclarations, je suis bien surpris de relever aujourd'hui les passages suivants dans une note adressée, le 12 août, par M. Crispi à

notre ministre à Rome : « Je dois aussi remarquer qu'elle passe sous silence un fait important et qu'il est bien de rappeler ici. Le 1^{er} août courant, le ministre du Roi à Athènes donnait lecture à Son Excellence M. Dragoumis et lui laissait copie des deux notes circulaires du gouvernement italien du 25 juillet. Le ministre des affaires étrangères répondait à M. le comte Fè d'Ostiani, que ayant eu connaissance, ce jour même, de l'adhésion des grandes puissances aux notes susdites, la Grèce s'y conformait aussi.

« M. le comte Fè d'Ostiani, au nom et sur les instructions du gouvernement du Roi, prit acte par écrit de cette déclaration ; nous étions dès lors fondés à croire que l'incident, pour ce qui concerne la Grèce, était vidé. »

La réponse mentionnée dans les passages ci-dessus n'est jamais sortie de ma bouche. Elle était, du reste, impossible, attendu que, à cette date, je n'avais pas et ne pouvais pas avoir connaissance « d'une adhésion des grandes puissances » aux circulaires de M. Crispi, que nous sommes à attendre encore aujourd'hui.

Le gouvernement royal n'a pas cessé de répéter depuis le mois d'octobre 1887, qu'il était prêt à adhérer à l'acte par lequel les puissances intéressées déclareraient renoncer au régime des capitulations actuellement en vigueur à Massaouah, mais qu'il ne saurait devancer ces puissances dans une question pareille. Cette même déclaration, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de vous la faire, monsieur le comte, avant notre entretien du 1^{er} août, auquel se rapportent tant la note de M. Crispi que la vôtre en date du 4 de ce mois.

Elle constitue, sur le fond de la question, la seule réponse possible au gouvernement royal ; c'est juste celle que j'ai eu l'honneur de vous donner dans mon office du 5 du mois courant et que ma présente note a pour but de maintenir.

Veuillez agréer, etc.

E. DRAGOU MIS.

L'ambassadeur du roi à Berlin au ministre ad interim des affaires étrangères.

Berlin, 27 août 1888.

Monsieur le ministre,

Aujourd'hui, le chargé d'affaires de France a donné lecture et remis copie à la chancellerie impériale de la réponse du ministère des affaires étrangères de la République à la circulaire de Votre Excellence du 13 courant.

Le sous-secrétaire d'Etat a laissé entendre à ce diplomate, qui n'a rien objecté, que le cabinet de Berlin s'abstiendrait de répondre par écrit, ou de prendre formellement acte de cette communication. De même que dans les phases précédentes de la question de Massaouah, le gouvernement impérial s'abstiendra, maintenant aussi, de s'engager dans une controverse au point de vue du droit international. Une semblable question ne l'intéresse que pour autant qu'elle se rattacherait au maintien de la paix, qui est le but constant de sa politique et de ses efforts.

Je constate, à ce propos, d'après ce que vient de me dire le comte de Berchem, qu'il n'a pas non plus donné acte à l'ambassadeur ottoman et à l'envoyé de Grèce de leurs récentes protestations ou communications sur le même sujet.

Je me réfère à mon télégramme de ce jour.

LAUNAY.

Le ministre du roi à Paris au ministre ad interim des affaires étrangères.

Paris, 30 août 1888.

Monsieur le ministre,

Dans un bref entretien que j'eus hier avec le ministre des affaires étrangères de France, je le trouvai comme dans les précédents, courtois et modéré. Je m'arrangeai pour lui exprimer le désir que, dans l'intérêt des deux pays, la presse française renoncât à ses violences et à ses inventions. A quoi il répondit en affirmant qu'il ne fallait pas le rendre responsable de ces excès, et en protestant, malgré mes dénégations, que la presse italienne n'était pas moins amère et agressive envers la France. « Et je crois pouvoir ajouter, dit-il, que même le style du gouvernement français fut moins violent et agressif que celui du gouvernement italien. »

M. Goblet, en continuant avec un air de conviction profonde, se montra peiné et surpris que l'incident des capitulations à Massaouah, soulevé à propos des taxes municipales, n'eût pas aidé à la conclusion, avec nous, d'accords et de traités d'amitié.

Je lui dis, comme hier encore je le lui avais répété, qu'assurément Votre Excellence, en un temps plus propice et quand sera dissipé l'effet de cette dernière difficulté, ne se refuserait pas à examiner et à discuter toute ouverture ou proposition que le gouvernement de la République, dans l'intérêt des rapports des deux pays, croirait devoir faire d'une façon amicale, plutôt que par voie de remontrances ou de protestations. A cela il m'a répondu qu'après le télégramme dont le général Menabrea lui avait, avant de partir, donné lecture, il ne lui restait plus qu'à s'abstenir et à se tenir sur la réserve.

L'attitude de M. Goblet envers moi et le langage uniforme de la presse officieuse dans ces derniers jours me semblent prouver qu'en fait le gouvernement de la République ne veut, du moins directement et pour le présent, donner une suite quelconque à ce qui est arrivé à Massaouah et à Zoula.

Je ne puis pas ne pas attribuer à des suggestions officieuses les articles qui ont paru ces jours derniers pour masquer l'échec subi et pour faire démentir la menace qui terminait la note française remise à Votre Excellence, le 22 juillet dernier, par M. Gérard, en déclarant que le principe soutenu par vous sur l'abrogation des capitulations à Massaouah n'ayant pas été admis par les puissances, la France aurait tort, à son tour, si elle voulait se prévaloir d'arguments qu'elle avait la première combattus. C'est avec la même intention évidente qu'on se répétait qu'en pratique l'on peut considérer comme définitivement abolies les capitulations en Tunisie, l'intention de M. Mancini, en en consentant seulement l'abrogation provisoire ayant été celle-ci : pouvoir les invoquer de plein droit le jour où la France abandonnerait ce territoire.

RESSMAN.

Le ministre du roi à Lisbonne au ministre ad interim des affaires étrangères.

Lisbonne, 2 septembre 1888.

Monsieur le ministre,

Hier, le ministre des affaires étrangères m'a dit avoir reçu communication de la note de la France, du 3 août dernier, relative à l'application des capitulations à Massaouah. Le chargé d'affaires de France, en communiquant ce document, lui a dit que l'intention de son gouvernement était

qu'après les communications faites par l'Italie, les puissances puissent avoir sous les yeux tous les éléments de cette question.

Son Excellence M. Barros Gomez m'a dit avoir répondu au représentant de la France que le Portugal, n'ayant aucun intérêt direct dans la question, acceptait d'avance la solution qui interviendrait d'accord entre les puissances intéressées, et qu'il avait déjà répondu en ce sens au gouvernement d'Italie.

Son Excellence s'est ensuite félicitée avec moi que l'incident fût clos, et manifesté de nouveau ses sentiments de sympathie pour l'Italie.

COLLOBIANO.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi sur le recrutement de l'armée.

15 juillet 1889 (1).

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier. — Tout Français doit le service militaire personnel.

Art. 2. — L'obligation du service militaire est égale pour tous. Elle a une durée de vingt-cinq années.

Le service militaire s'accomplit selon le mode déterminé par la présente loi.

Art. 3. — Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français ou naturalisé Français, sauf les exceptions déterminées par la présente loi.

Art. 4. — Sont exclus de l'armée, mais mis, soit pour leur temps de service actif, soit en cas de mobilisation, à la disposition du ministre de la marine et des colonies, qui détermine par arrêtés les services auxquels ils peuvent être affectés :

1^o Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante ou à une peine infamante dans le cas prévu par l'article 177 du code pénal ;

2^o Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, ont été, en outre, par application de l'article 42 du code pénal, frappés de l'interdiction de tout ou partie de l'exercice des droits civiques, civils et de famille ;

3^o Les relégués collectifs.

Les relégués individuels sont incorporés dans les corps de disciplinaires coloniaux. Le ministre de la marine désigne le corps auquel chacun d'eux est affecté en cas de mobilisation.

Art. 5. — Les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du code pénal ;

Ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escro-

(1) *Journal officiel* du 17 juillet 1889.

querie, abus de confiance ou attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du code pénal ;

Ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent,

Sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveraient retenus, pour ces mêmes faits, dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans lesdits bataillons à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

Après un séjour d'une année dans ces bataillons, les hommes désignés au présent article, qui seraient l'objet de rapports favorables de leurs chefs, pourront être envoyés dans d'autres corps par le ministre de la guerre.

Art. 6. — Les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus ne sont pas applicables aux individus qui ont été condamnés pour faits politiques ou connexes à des faits politiques.

En cas de contestation, il sera statué par le tribunal civil du lieu du domicile, conformément à l'article 31 ci-après.

Ces individus suivront le sort de la première classe appelée après l'expiration de leur peine.

Art. 7. — Nul n'est admis dans une administration de l'Etat s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi.

Art. 8. — Tout corps organisé, quand il est sous les armes, est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève, soit du ministre de la guerre, soit du ministre de la marine.

Il en est de même des corps de vétérans que le ministre de la guerre est autorisé à créer en temps de guerre, et qui seraient recrutés par voie d'engagements volontaires parmi les hommes ayant accompli la totalité de leur service militaire.

Art. 9. — Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, et en non-activité ou en possession d'un congé, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

TITRE II. — DES APPELS.

CHAPITRE 1^{er}. — *Du recensement et du tirage au sort.*

Art. 10. — Chaque année, pour la formation de la classe, les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente et domiciliés dans l'une des communes du canton sont dressés par les maires :

1° Sur la déclaration à laquelle sont tenus les jeunes gens, leurs parents ou leurs tuteurs ;

2° D'office, d'après les registres de l'état civil et tous autres documents et renseignements.

Ces tableaux mentionnent la profession de chacun des jeunes gens inscrits.

Ils sont publiés et affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites par les articles 63 et 64 du code civil. La dernière publication doit avoir lieu au plus tard le 15 janvier.

Un avis publié dans les mêmes formes indique le lieu et le jour où il sera procédé à l'examen desdits tableaux et à la désignation par le sort des numéros assignés à chaque jeune homme inscrit.

Art. 11. — Les individus déclarés Français en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 16 décembre 1874 sont portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité. Ils sont soumis au service militaire s'ils n'établissent pas leur qualité d'étrangers.

Les individus nés en France d'étrangers et résidant en France sont également portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité telle qu'elle est fixée par la loi française. Ils peuvent réclamer contre leur inscription lors de l'examen du tableau de recensement et lors de leur convocation au conseil de revision, conformément à l'article 16 ci-après. S'ils ne réclament pas, le tirage au sort équivaldra pour eux à la déclaration prévue par l'article 9 du code civil. S'ils se font rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice dudit article.

Les mêmes dispositions sont applicables aux individus résidant en France et nés en pays étranger, soit d'un étranger qui depuis lors a été naturalisé Français, soit d'un Français ayant perdu la qualité de Français, mais qui l'a recouvrée ultérieurement, si ces individus étaient mineurs lorsque leurs parents ont acquis ou recouvré la nationalité française.

Art. 12. — Les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration faite conformément aux lois, sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité.

Les individus inscrits sur les tableaux de recensement en vertu du présent article et de l'article précédent ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

Art. 13. — Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton :

1^o Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leur père, leur mère, ou leur tuteur est domicilié dans une des communes du canton, ou si leur père, expatrié, avait son domicile dans une desdites communes ;

2^o Les jeunes gens mariés dont le père, ou la mère, à défaut du père, sont domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton ;

3^o Les jeunes gens mariés et domiciliés dans le canton, alors même que leur père ou leur mère n'y seraient pas domiciliés ;

4^o Les jeunes gens nés et résidant dans le canton qui n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni un tuteur ;

5^o Les jeunes gens résidant dans le canton qui ne seraient dans aucun des cas précédents et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton.

Les jeunes gens résidant soit en Algérie, soit aux colonies, sont inscrits sur les tableaux de recensement du lieu de leur résidence. Sur la justification de cette inscription, ils sont, en ce cas, rayés des tableaux de recensement où ils auraient pu être portés en France, par application des dispositions du présent article.

Art. 14. — Sont, d'après la notoriété publique, considérés comme ayant l'âge requis pour l'inscription sur les tableaux de recensement, les jeunes gens qui ne peuvent produire ou n'ont pas produit avant la vérification des tableaux de recensement, un extrait des registres de l'état-civil constatant un âge différent ou qui, à défaut des registres de l'état-civil, ne peuvent prouver ou n'ont pas prouvé leur âge conformément à l'article 46 du code civil.

Art. 15. — Si, dans les tableaux de recensement des années précédentes, des jeunes gens ont été omis, ils sont inscrits sur les tableaux de recensement de la classe qui est appelée après la découverte de l'omission, sauf le cas prévu à l'article 69 ci-après, à moins qu'ils n'aient quarante-cinq ans accomplis à l'époque de la clôture des tableaux, et sont soumis à toutes les obligations de cette classe.

Toutefois, ils sont libérés à titre définitif à l'âge de quarante-huit ans au plus tard.

Art. 16. — L'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort sont faits au chef-lieu de canton, en séance publique, devant le sous-préfet assisté des maires du canton.

Dans les communes qui forment un ou plusieurs cantons, le sous-préfet est assisté du maire et de ses adjoints.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, chaque arrondissement est représenté par un officier municipal.

Les tableaux de recensement de chaque commune sont lus à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou représentants sont entendus dans leurs observations.

Les tableaux sont ensuite arrêtés et visés par le sous-préfet et par les maires.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'ordre dans lequel elles sont appelées pour le tirage est chaque fois indiqué par le sort.

Art. 17. — Le sous-préfet inscrit en tête de la liste du tirage :

1° Le nom des jeunes gens qui se trouvent dans l'un des cas prévus par l'article 69 de la présente loi ;

2° Le nom de ceux qui se trouvent dans les cas prévus par l'article 15.

Les premiers numéros leur sont attribués de droit.

Ces numéros sont, en conséquence, extraits de l'urne avant l'opération du tirage.

Avant de commencer les opérations du tirage, le sous-préfet compte publiquement les numéros et les dépose dans l'urne, après s'être assuré que leur nombre est égal à celui des jeunes gens appelés à y prendre part ; il en fait la déclaration à haute voix.

Aussitôt après, chacun des jeunes gens, appelé dans l'ordre du tableau, prend dans l'urne un numéro qui est immédiatement proclamé. Pour les absents, le numéro est tiré par les parents ou, à défaut, par le maire de la commune.

L'opération du tirage continue sans interruption jusqu'à ce que le dernier numéro soit extrait de l'urne. Elle ne peut être recommencée dans aucun cas.

Les jeunes gens qui ne se trouveraient pas pourvus de numéros sont inscrits à la suite avec des numéros supplémentaires et tireront entre eux pour déterminer l'ordre suivant lequel ils seront inscrits.

La liste de tirage est dressée à mesure que les numéros sont proclamés.

Elle est lue à haute voix, puis arrêtée et signée de la même manière que le tableau de recensement et annexée avec ledit tableau au procès-verbal des opérations. Elle est publiée et affichée dans chaque commune du canton.

CHAPITRE II. — PREMIÈRE SECTION.

Lu conseil de révision cantonal. — Des exemptions, des dispenses et des ajournements. — Des listes de recrutement cantonal.

Art. 18. — Les opérations du recrutement sont revues, les réclamations auxquelles ces opérations peuvent donner lieu sont entendues, les causes d'exemptions et de dispense prévues par les articles 20, 21, 22, 23 et 50 de la présente loi sont jugées en séance publique par un conseil de revision composé :

Du préfet, président ; à son défaut, du secrétaire général, et exceptionnellement, du vice-président du conseil de préfecture ou d'un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un membre du conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu, désigné par la commission départementale conformément à l'article 82 de la loi du 10 août 1871 ;

D'un membre du conseil d'arrondissement, autre que le représentant élu dans le canton où la revision a lieu, désigné comme ci-dessus, et, dans le territoire de Belfort, d'un deuxième membre du conseil général ;

D'un officier général ou supérieur désigné par l'autorité militaire ;

Un sous-intendant militaire, le commandant de recrutement, un médecin militaire ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'autorité militaire, assistent aux opérations du conseil de revision. Le conseil ne peut statuer qu'après avoir entendu l'avis du médecin.

Cet avis est consigné dans une colonne spéciale, en face de chaque nom, sur les tableaux de recensement.

Le sous-intendant militaire est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande, et peut faire consigner ses observations au procès-verbal de la séance.

Le sous-préfet de l'arrondissement et les maires des communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de revision assistent aux séances. Ils ont le droit de présenter des observations.

En cas d'empêchement des membres du conseil général ou du conseil d'arrondissement, le préfet les fait suppléer d'office par des membres appartenant à la même assemblée que l'absent ; ces membres, désignés d'office, ne peuvent être les représentants élus du canton où la revision a lieu.

Si, par suite d'une absence, le conseil de revision est réduit à quatre membres, il peut néanmoins délibérer lorsque le président, l'officier général ou supérieur et deux membres civils restent présents; la voix du président n'est pas prépondérante. La décision ne peut être prise qu'à la majorité de trois voix. En cas de partage, elle est ajournée.

Dans les colonies, les attributions du préfet, des conseillers de préfecture et des conseillers d'arrondissement sont dévolues aux directeurs de l'intérieur, aux conseillers privés et aux conseillers généraux. Dans les colonies où il n'existe ni conseil privé, ni conseils généraux, des décrets régleront la composition des conseils de revision.

Art. 19. — Le conseil de revision se transporte dans les divers cantons. Toutefois, le préfet peut, exceptionnellement, réunir plusieurs cantons et faire exécuter les opérations dans un même lieu.

Les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement, ainsi que ceux des classes précédentes qui ont été ajournés, conformément à l'article 27 ci-après, sont convoqués, examinés et entendus par le conseil de revision au lieu désigné. Ils peuvent faire connaître l'arme dans laquelle ils désirent être placés.

S'ils ne se rendent pas à la convocation, s'ils ne s'y font pas représenter, ou s'ils n'ont pas obtenu un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents.

Art. 20. — Sont exemptés par le conseil de revision, siégeant au chef-lieu de canton, les jeunes gens que leurs infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire.

Il leur est délivré, pour justifier de leur situation, un certificat qu'ils sont tenus de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

Art. 21. — En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve :

1° L'ainé d'orphelins de père et de mère, ou l'ainé d'orphelins de mère dont le père est légalement déclaré absent ou interdit ;

2° Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils, d'une femme actuellement veuve ou d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent ou interdit, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année ;

3° Le fils unique ou l'ainé des fils d'une famille de sept enfants au moins.

Dans les cas prévus par les trois paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rende impotent ;

4° Le plus âgé des deux frères inscrits la même année sur les listes de recrutement cantonal ;

5° Celui dont un frère sera présent sous les drapeaux au moment de l'appel de la classe, soit comme officier, soit comme appelé ou engagé volontaire pour trois ans au moins, soit comme rengagé, breveté ou commissionné après avoir accompli cette durée de service, soit enfin comme inscrit maritime levé d'office, levé sur sa demande, maintenu ou réadmis au service, quelle que soit la classe de recrutement à laquelle il appartient.

Ces dispositions sont applicables aux frères des officiers marinières des

équipages de la flotte appartenant à l'inscription maritime et servant en qualité d'officiers mariniens du cadre de la maistrance ;

6° Celui dont le frère sera mort en activité de service ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

La dispense accordée conformément aux paragraphes 5° et 6° ci-dessus ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répètera dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Les demandes, accompagnées de documents authentiques justifiant de la situation des intéressés, sont adressées, avant le tirage au sort, au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il en sera donné récépissé.

L'appelé ou l'engagé qui, postérieurement, soit à la décision du conseil de revision, soit à son incorporation, entre dans l'une des catégories prévues ci-dessus, est, sur sa demande, et dès qu'il compte un an de présence au corps, envoyé en congé dans ses foyers jusqu'à la date de son passage dans la réserve.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté ou fait représenter par ses ayants cause devant le conseil de revision, ne peut être admis au bénéfice des dispenses indiquées par le présent article, si les motifs de ces dispenses ne sont survenus que postérieurement à la décision de ce conseil.

Le présent article n'est applicable qu'aux enfants légitimes. Les enfants naturels reconnus par le père ou par la mère ne pourront jouir que de la dispense organisée par l'article suivant et dans les conditions prévues par cet article.

Art. 22. — En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, peuvent être envoyés en congé dans leurs foyers sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve, les jeunes gens qui remplissent effectivement les devoirs de soutiens indispensables de famille.

Les demandes sont adressées, avant le tirage au sort, au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il en sera donné récépissé. Elles doivent comprendre à l'appui :

1° Un relevé des contributions payées par la famille et certifié par le percepteur ;

2° Un avis motivé de trois pères de famille résidant dans la commune et ayant un fils sous les drapeaux ou, à défaut, dans la réserve de l'armée active, et jouissant de leurs droits civils et politiques.

La liste de ces jeunes gens est présentée par le maire au conseil de revision, avec l'avis motivé du conseil municipal.

Le nombre des jeunes gens dispensés par le conseil départemental de revision, à titre de soutiens indispensables de famille, ne peut dépasser 5 p. 100 du contingent à incorporer pour trois ans.

Toutefois le ministre de la guerre peut autoriser les chefs de corps à délivrer, en plus du chiffre fixé ci-dessus, des congés à titre de soutiens indispensables de famille aux militaires comptant un an et deux ans de présence sous les drapeaux.

Le nombre des congés accordés en vertu du paragraphe précédent ne

pourra dépasser 1 p. 100 après la première année et 1 p. 100 après la seconde.

Il sera calculé d'après l'effectif des hommes de la classe appartenant au corps.

Les intéressés devront produire les justifications mentionnées ci-dessus.

Tous les ans, le maire de chaque commune présente au conseil de revision, siégeant au chef-lieu de canton, une délibération du conseil municipal faisant connaître la situation des jeunes gens qui ont été renvoyés dans leurs foyers comme soutiens de famille. Il est tenu de signaler au conseil de revision les plaintes des personnes dans l'intérêt desquelles l'envoi en congé a eu lieu en vertu du présent article et de l'article précédent.

Le conseil départemental de revision décide s'il y a lieu ou non de maintenir ces dispenses. Les jeunes gens dont le maintien en congé n'est pas admis sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Art. 23. — En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve :

1^o Les jeunes gens qui contractent l'engagement de servir pendant dix ans dans les fonctions de l'instruction publique, dans les institutions nationales des sourds-muets ou des jeunes aveugles, dépendant du ministère de l'intérieur, et y rempliront effectivement un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur ;

Les instituteurs laïques ainsi que les novices et membres des congrégations religieuses voués à l'enseignement et reconnues d'utilité publique qui prennent l'engagement de servir pendant dix ans dans les écoles françaises d'Orient et d'Afrique subventionnées par le Gouvernement français ;

2^o Les jeunes gens qui ont obtenu ou qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir :

Soit le diplôme de licencié ès lettres, ès sciences, de docteur en droit, de docteur en médecine, de pharmacien de 1^{re} classe, de vétérinaire, ou le titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une faculté de médecine ;

Soit le diplôme délivré par l'école des Chartes, l'école des langues orientales vivantes et l'école d'administration de la marine ;

Soit le diplôme supérieur délivré aux élèves externes par l'école des ponts et chaussées, l'école supérieure des mines, l'école du génie maritime ;

Soit le diplôme supérieur délivré par l'institut national agronomique, l'école des haras du Pin aux élèves internes, les écoles nationales d'agriculture de Grandjoux, de Grignon et de Montpellier, l'école des mines de Saint-Etienne, les écoles des maîtres ouvriers mineurs d'Alais et de Douai, les écoles nationales des arts et métiers d'Aix, d'Angers et de Châlons, l'école des hautes études commerciales et les écoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat ;

Soit l'un des prix de Rome, soit un prix ou médaille d'Etat dans les concours annuels de l'école nationale des beaux-arts, du Conservatoire de musique et de l'école nationale des arts décoratifs ;

3° Les jeunes gens exerçant les industries d'art qui sont désignés par un jury d'Etat départemental formé d'ouvriers et de patrons. Le nombre de ces jeunes gens ne pourra en aucun cas dépasser un demi pour cent du contingent à incorporer pour trois ans ;

4° Les jeunes gens admis, à titre d'élèves ecclésiastiques, à continuer leurs études en vue d'exercer le ministère dans l'un des cultes reconnus par l'Etat.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie et les élèves ecclésiastiques sont versés dans le service de santé.

Tous les jeunes gens énumérés ci-dessus seront rappelés pendant quatre semaines dans le cours de l'année qui précédera leur passage dans la réserve de l'armée active. Ils suivront ensuite le sort de la classe à laquelle ils appartiennent.

Des règlements d'administration publique détermineront : les conditions dans lesquelles sera contracté l'engagement décennal visé au paragraphe 1° : les justifications à produire par les jeunes gens visés aux paragraphes 2° et 4°, soit au moment de leur demande, soit chaque année pendant la durée de leurs études ; la nomenclature des industries d'art qui donneront lieu à la dispense prévue au paragraphe 3° ; le mode de répartition de ces dispenses entre les départements, le mode de constitution du jury d'Etat pour les ouvriers d'art, ainsi que les justifications annuelles d'aptitude, de travail et d'exercice régulier de leur profession, que les jeunes gens dispensés sur la proposition du jury devront fournir jusqu'à l'âge de vingt-six ans.

Les mêmes règlements fixeront le nombre des diplômes supérieurs à délivrer annuellement, en vue de la dispense du service militaire, par chacune des écoles énumérées au troisième alinéa du paragraphe 2°, et définiront ceux de ces diplômes qui ne sont pas définis par la loi ; ils fixeront également le nombre des prix et des médailles visés au quatrième alinéa du même paragraphe.

Art. 24. — Les jeunes gens visés au paragraphe 1° de l'article précédent qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître-répétiteur ou d'instituteur, ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé ;

Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de vingt-six ans les diplômes ou les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2° ;

Les jeunes gens visés au paragraphe 3° qui ne fourniraient pas les justifications professionnelles prescrites ;

Les élèves ecclésiastiques mentionnés au paragraphe 4°, qui, à l'âge de vingt-six ans ne seraient pas pourvus d'un emploi de ministre de l'un des cultes reconnus par l'Etat ;

Les jeunes gens visés par les articles 21, 22 et 23 qui n'auraient pas satisfait, dans le cours de leur année de service, aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre ;

Ceux qui ne poursuivraient pas régulièrement les études en vue desquelles la dispense a été accordée ;

Seront tenus d'accomplir les deux années de services dont ils avaient été dispensés.

Art. 25. — Quand les causes de dispenses prévues aux articles 21, 22 et 23 viennent à cesser, les jeunes gens qui avaient obtenu ces dispenses

sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils peuvent se marier sans autorisation.

Art. 26. — La liste des jeunes gens de chaque département, dispensés en vertu des articles 21, 22, 23 et 50, sera publiée au *Bulletin administratif*, et les noms des dispensés de chaque commune seront affichés dans leur commune à la porte de la mairie.

En cas de guerre, ils sont appelés et marchent avec les hommes de leur classe.

Les dispositions de l'article 55 ci-après leur sont applicables.

Art. 27. — Peuvent être ajournés deux années de suite à un nouvel examen du conseil de revision, les jeunes gens qui n'ont pas la taille réglementaire d'un mètre cinquante-quatre centimètres, ou qui sont reconnus d'une complexion trop faible pour un service armé.

Les jeunes gens ajournés reçoivent, pour justifier de leur situation, un certificat qu'ils sont tenus de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

A moins d'une autorisation spéciale, ils sont astreints à comparaître à nouveau devant le conseil de revision du canton devant lequel ils ont comparu.

Ceux qui, après l'examen définitif, sont reconnus propres au service armé ou auxiliaire, sont soumis, selon la catégorie dans laquelle ils sont placés, aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils peuvent faire valoir les motifs de dispenses énoncés aux articles 21, 22 et 23.

Les droits à la dispense prévus au paragraphe numéroté 5^o de l'article 21 qui existaient au moment de l'ajournement peuvent être valablement invoqués l'année suivante, lors même que pendant l'ajournement le frère du réclamant aurait cessé d'être présent sous les drapeaux.

Art. 28. — Les jeunes gens reçus à l'école polytechnique, à l'école forestière ou à l'école centrale des arts et manufactures, qui sont reconnus propres au service militaire, n'y sont définitivement admis qu'à la condition de contracter un engagement volontaire de trois ans pour les deux premières écoles, de quatre ans pour l'école centrale.

Ils sont considérés comme présents sous les drapeaux dans l'armée active pendant tout le temps passé par eux dans lesdites écoles. Ils reçoivent, dans ces écoles, l'instruction militaire complète et sont à la disposition du ministre de la guerre.

S'ils ne peuvent satisfaire aux examens de sortie ou s'ils sont renvoyés pour inconduite, ils sont incorporés dans un corps de troupe pour y terminer le temps de service qu'il leur reste à faire.

Les élèves de l'école polytechnique admis dans l'un des services civils recrutés à l'école, ou quittant l'école après avoir satisfait aux examens de sortie, sans entrer dans aucun de ces services, et les élèves de l'école forestière admis dans l'administration des forêts, sont nommés sous-lieutenants de réserve et accomplissent en cette qualité, dans un corps de troupe, leur troisième année de service.

Ceux qui viendraient à quitter le service civil dans lequel ils ont été admis n'en restent pas moins soumis aux obligations indiquées par le paragraphe précédent.

Ceux qui donneraient leur démission d'officier de réserve avant l'ac-

complissement de leur troisième année de service n'en resteront pas moins soumis à toutes les conséquences de l'engagement volontaire de trois ans contracté par eux lors de leur entrée à l'école.

Les élèves de l'école centrale des arts et manufactures quittant l'école après avoir satisfait aux examens de sortie accomplissent une année de service dans un corps de troupe. A la fin de cette année de service, ils peuvent être nommés sous-lieutenants de réserve.

Les conditions d'aptitude physique, pour l'entrée à ces écoles, des jeunes gens qui, au moment de leur admission, ne sont pas aptes au service militaire, sont fixées par un règlement d'administration publique.

Art. 29. — Les élèves du service de santé militaire et les élèves militaires des écoles vétérinaires contractent, en entrant à l'école, l'engagement de servir dans l'armée active pendant six ans au moins, à dater de leur nomination au grade de médecin aide-major de 2^e classe ou d'aide-vétérinaire.

Ceux qui n'obtiendraient pas le grade d'aide-major ou d'aide-vétérinaire ou qui ne réaliseraient pas l'engagement sexennal sont incorporés dans un corps de troupe pour trois ans, sans déduction aucune du temps écoulé depuis leur entrée à l'école.

Ces dispositions sont également applicables aux élèves de l'école de médecine navale.

Art. 30. — Sont considérés comme ayant satisfait à l'appel de leur classe :

1^o Les jeunes gens liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un brevet ou d'une commission ;

2^o Les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritime, conformément aux règles prescrites par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an IV).

Les premiers, s'ils cessent leur service, et les seconds, s'ils se font rayer de l'inscription maritime, sont tenus d'en faire la déclaration au maire de leur commune dans les deux mois, de retirer une expédition de leur déclaration et de la soumettre au préfet du département, sous les peines portées par l'article 76 ci-après.

Les uns et les autres accomplissent dans l'armée active le service prescrit par la présente loi, puis ils suivent le sort de la classe à laquelle ils appartiennent.

Toutefois, le temps déjà passé par eux au service de l'Etat est déduit du nombre d'années pendant lesquelles tout Français fait partie de l'armée active.

Art. 31. — Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des déclarations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le conseil de revision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle.

Les questions sont jugées contradictoirement avec le préfet, à la requête de la partie la plus diligente. Le tribunal civil du lieu du domicile statue sans délai, le ministère public entendu.

Le délai de l'appel et du recours en cassation est de quinze jours francs à partir de la signification de la décision attaquée.

Le recours est, ainsi que l'appel, dispensé de la consignation d'amende.

L'affaire est portée directement devant la chambre civile.

Les actes faits en exécution du présent article sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

Les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article sont applicables au cas prévu par l'article 6.

Art. 32. — Hors les cas prévus par les articles 6 et 31, les décisions du conseil de revision sont définitives. Elles peuvent, néanmoins, être attaquées devant le conseil d'Etat pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le recours au conseil d'Etat n'aura pas d'effet suspensif, et il ne pourra en être autrement ordonné.

L'annulation prononcée sur le recours du ministère de la guerre profite aux parties lésées.

Art. 33. — Après que le conseil de revision a statué sur les cas d'exemption, ainsi que sur toutes les réclamations auxquelles les opérations peuvent donner lieu, la liste de recrutement cantonal de la classe est définitivement arrêtée et signée par le conseil de revision.

Cette liste, divisée en sept parties, comprend, par ordre de numéros de tirage :

1° Tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire et qui ne doivent pas être classés dans les catégories suivantes :

2° Les jeunes gens dispensés en vertu de l'article 21 ;

3° Les jeunes gens dispensés en vertu des articles 23 et 50 ;

4° Les jeunes gens liés au service en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission, et les jeunes marins inscrits ;

5° Les jeunes gens qui sont ajournés conformément à l'article 27 ci-dessus ;

6° Les jeunes gens qui ont été classés dans les services auxiliaires de l'armée ;

7° Les jeunes gens exclus en vertu des dispositions de l'article 4.

2° SECTION. — *Du conseil de revision départemental. — De la taxe militaire.*

Art. 34. — Quand les listes de recrutement de tous les cantons du département ont été arrêtées, le conseil de revision, composé ainsi qu'il est dit à l'article 18 ci-dessus, mais auquel seront adjoints deux autres membres du conseil général, se réunit au chef-lieu du département et prononce, en séance publique, sur les demandes de dispenses à titre de soutiens de famille, stipulées à l'article 22.

Les trois conseillers généraux et le conseiller d'arrondissement sont spécialement désignés à cet effet par la commission départementale.

Les ajournés de l'année précédente concourent entre eux dans les mêmes conditions.

Art. 35. — § 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, seront assujettis au payement d'une taxe militaire annuelle ceux qui, par suite d'exemption, d'ajournement, de classement dans les services auxiliaires ou dans la seconde partie du contingent, de dispense, ou pour tout autre motif, bénéficieront de l'exonération du service dans l'armée active.

§ 2. — Sont seuls dispensés de cette taxe :

1° Les hommes réformés ou admis à la retraite pour blessures reçues

dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer ;

2° Les contribuables se trouvant dans un état d'indigence notoire.

§ 3. — La taxe militaire se compose de : 1° une taxe fixe de six francs (6 fr.) ; 2° une taxe proportionnelle égale au montant en principal de la cote personnelle et mobilière de l'assujetti.

Si cet assujetti a encore ses ascendants du premier degré ou l'un d'eux, la cote est augmentée du quotient obtenu en divisant la cote personnelle et mobilière de celui de ces ascendants qui est le plus imposé à cette contribution, en principal, par le nombre des enfants vivants et des enfants représentés dudit ascendant.

Au cas de non-imposition des ascendants du premier degré, il sera procédé comme il vient d'être dit sur la cote des ascendants du second degré, en tenant compte des enfants de l'ascendant de chaque degré.

Il n'est plus tenu compte de la cote des ascendants lorsque l'assujetti a atteint l'âge de trente ans révolus et qu'il a un domicile distinct de celui de ses ascendants.

Les cotisations imposables sont celles qui sont portées aux rôles de la commune du domicile des contribuables. Elles sont déterminées sans égard aux prélèvements qui peuvent servir à les acquitter sur les produits de l'octroi.

§ 4. — La taxe fixe et la taxe proportionnelle sont réduites à proportion du temps pendant lequel l'assujetti n'a pas bénéficié de l'exonération établie à son profit dans le service de l'armée active.

La taxe fixe n'est pas due par les hommes exemptés pour des infirmités entraînant l'incapacité absolue du travail.

§ 5. — La taxe est établie au 1^{er} janvier pour l'année entière.

Elle cesse par trois ans de présence effective des assujettis sous les drapeaux ou par leur inscription sur les registres matricules de l'inscription maritime.

Elle cesse également à partir du 1^{er} janvier qui suit le passage de la classe de l'assujetti dans la réserve de l'armée territoriale.

Tout mois commencé est exigible en entier.

§ 6. — La taxe militaire est due par l'assujetti. A défaut de paiement constaté par une sommation restée sans effet, elle est payée en son acquit par celui de ses ascendants dont la cotisation a été prise pour élément du calcul de la taxe, conformément au paragraphe 3° du présent article. Les ascendants ne sont plus responsables quand la taxe cesse d'être calculée sur leur cote, conformément au paragraphe 3° ci-dessus.

La taxe est exigible dans la commune où le redevable a son domicile à la date du 1^{er} janvier.

Elle est recouvrée et les demandes en remise ou en décharge sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

En cas de retard de paiement de trois douzièmes consécutifs constaté par un commandement resté sans effet, il sera dû une taxe double pour les douzièmes échus et non payés.

§ 7. — Il est ajouté au montant de la taxe :

1° Cinq centimes par franc pour couvrir les décharges ou remises ainsi que les frais d'assiette et de confection des rôles. En cas d'insuffisance, il est pourvu au déficit par un prélèvement sur le montant de la taxe ;

2° Trois centimes par franc pour frais de perception.

§ 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article, qui n'aura pas d'effet rétroactif.

CHAPITRE III. — *Du registre matricule.*

Art. 36. — Il est tenu par subdivision de région un registre matricule sur lequel sont portés tous les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement cantonal.

Ce registre mentionne l'incorporation de chaque homme inscrit ou la position dans laquelle il est laissé et, successivement, tous les changements qui peuvent survenir dans sa situation jusqu'à sa libération définitive.

Tout homme inscrit sur le registre matricule reçoit un livret individuel, qu'il est tenu de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

En cas d'appel à l'activité ou de convocation pour des manœuvres, exercices ou revues, la représentation du livret doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de la réquisition.

En tout autre cas, le délai est de huit jours.

TITRE III. — DU SERVICE MILITAIRE.

CHAPITRE I^{er}. — *Bases du service.*

Art. 37. — Tout Français reconnu propre au service militaire fait partie successivement :

De l'armée active pendant trois ans ;

De la réserve de l'armée active pendant sept ans ;

De l'armée territoriale pendant six ans ;

De la réserve de l'armée territoriale pendant neuf ans.

Art. 38. — Le service militaire est réglé par classe.

L'armée active comprend, indépendamment des hommes qui ne deviennent pas des appels, tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire et faisant partie des trois dernières classes appelées.

La réserve de l'armée active comprend tous les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour l'armée active.

L'armée territoriale comprend tous les hommes qui ont accompli depuis moins de six ans le temps de service prescrit pour l'armée active et sa réserve.

La réserve de l'armée territoriale comprend les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour cette dernière armée.

Art. 39. — Chaque année, après l'achèvement des opérations du recrutement, le ministre de la guerre fixe sur la liste du tirage au sort de chaque canton et proportionnellement, en commençant par les numéros les plus élevés, le nombre d'hommes qui seront envoyés dans leurs foyers en disponibilité après leur première année de service. Ces jeunes soldats resteront néanmoins à la disposition du ministre, qui pourra les conserver sous les drapeaux ou les rappeler si leur conduite et leur instruction laissent à désirer, ou si l'effectif budgétaire le permet.

Art. 40. — La durée du service compte du 1^{er} novembre de l'année de l'inscription sur les tableaux de recensement, et l'incorporation du

contingent doit avoir lieu, au plus tard, le 16 novembre de la même année.

En temps de paix, chaque année, au 31 octobre, les militaires qui ont accompli le temps de service prescrit :

- 1^o Soit dans l'armée active ;
 - 2^o Soit dans la réserve de l'armée active ;
 - 3^o Soit dans l'armée territoriale ;
 - 4^o Soit dans la réserve de l'armée territoriale,
- Sont envoyés respectivement :
- 1^o Dans la réserve de l'armée active ;
 - 2^o Dans l'armée territoriale ;
 - 3^o Dans la réserve de l'armée territoriale ;
 - 4^o Dans leurs foyers, comme libérés à titre définitif.

Mention de ces divers passages et de la libération est faite sur le livret individuel.

Après les grandes manœuvres, la totalité de la classe dont le service actif expire le 31 octobre suivant peut être renvoyée dans ses foyers en attendant son passage dans la réserve.

Dans le cas où les circonstances paraîtraient l'exiger, le ministre de la guerre et le ministre de la marine sont autorisés à conserver provisoirement sous les drapeaux la classe qui a terminé sa troisième année de service.

Notification de cette décision sera faite aux Chambres dans le plus bref délai possible.

En temps de guerre, les passages et la libération n'ont lieu qu'après l'arrivée de la classe destinée à remplacer celle à laquelle les militaires appartiennent. Cette disposition est exceptionnellement applicable, dès le temps de paix, aux hommes servant aux colonies.

Les militaires faisant partie de corps mobilisés peuvent y être maintenus jusqu'à la cessation des hostilités, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent.

En temps de guerre, le ministre peut appeler par anticipation la classe qui ne serait appelée que le 1^{er} novembre suivant.

Art. 41. — Ne compte pas pour les années de service exigées par la présente loi dans l'armée active, la réserve de l'armée active et l'armée territoriale, le temps pendant lequel un militaire de l'armée active, un réserviste ou un homme de l'armée territoriale a subi la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement, si cette peine a eu pour effet de l'empêcher d'accomplir, au moment fixé, tout ou partie des obligations d'activité qui lui sont imposées par la présente loi ou par les engagements qu'il a souscrits.

Ces individus seront tenus de remplir leurs obligations d'activité, soit à l'expiration de leur peine s'ils appartiennent à l'armée active, soit au moment de l'appel qui suit leur élargissement s'ils font partie de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Toutefois, quelles que soient les déductions de service opérées, les hommes qui en sont l'objet sont rayés des contrôles en même temps que la classe à laquelle ils appartiennent.

CHAPITRE II. — *Du service dans l'armée active.*

Art. 42. — Le contingent à incorporer est formé par les jeunes gens inscrits dans la première partie des listes de recrutement cantonal.

Il est mis, à dater du 1^{er} novembre, à la disposition du ministre de la guerre, qui en arrête la répartition.

Art. 43. — Sont affectés à l'armée de mer :

1^o Les hommes fournis par l'inscription maritime ;

2^o Les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un rengagement dans les équipages de la flotte suivant les conditions spéciales déterminées aux articles 59 et 63 ci-après ;

3^o Les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les équipages de la flotte et auront été reconnus aptes à ce service ;

4^o A défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les trois catégories précédentes, les hommes du contingent auxquels les numéros les moins élevés ont été attribués en vertu de l'article 17 de la présente loi, ou sont échus par l'effet du tirage au sort.

Art. 44. — Sont affectés aux troupes coloniales :

1^o Les contingents coloniaux provenant des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion ;

2^o Les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un rengagement dans lesdites troupes suivant les conditions spéciales déterminées aux articles 59 et 63 ci-après ;

3^o Les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus propres à ce service ;

4^o A défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens dont les numéros suivent immédiatement ceux des hommes affectés à l'armée de mer.

La proportion d'hommes à fournir par chaque canton sera calculée sur l'ensemble des jeunes gens reconnus propres au service.

Les dispositions des articles 43 et 44 ne sont pas applicables aux jeunes gens dispensés en vertu des articles 21, 22 et 23.

Art. 45. — La durée du service actif ne pourra pas être interrompue par des congés, sauf le cas de maladie ou de convalescence, ou en exécution des articles 21, 22 et 23 de la présente loi.

Art. 46. — Le nombre d'hommes entretenus sous les drapeaux est, en cas d'excédent, ramené à l'effectif déterminé par les lois au moyen du renvoi dans leurs foyers, après une année de service, des hommes dont les numéros du tirage précèdent immédiatement ceux qui ont été désignés pour la disponibilité aux termes de l'article 39.

Art. 47. — Les militaires qui, pendant la durée de leur service, auront subi des punitions de prison ou de cellule, seront maintenus au corps après le départ des hommes de leur classe, pendant un nombre de jours égal au nombre de journées de prison ou de cellule qu'ils auront subies.

Cette disposition ne sera pas applicable aux militaires qui, au moment du départ des hommes de leur classe, seront en possession du grade de sous-officier ou de celui de caporal ou brigadier.

Si le total de ces journées de prison ou de cellule dépasse soixante, la durée du maintien au corps sera fixée par le conseil de discipline sta-

tuant en dernier ressort ; elle ne pourra être inférieure à trois mois, ni supérieure à un an.

CHAPITRE III. — *Du service dans les réserves.*

Art. 48. — Les hommes envoyés dans la réserve de l'armée active, dans l'armée territoriale et dans la réserve de ladite armée sont affectés aux divers corps de troupe et services de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Ils sont tenus de rejoindre leur corps en cas de mobilisation, de rappel de leur classe ordonné par décret, et de convocation pour des manœuvres ou exercices.

À l'étranger, les ordres de mobilisation, de rappel ou de convocation sont transmis par les soins des agents consulaires de France.

Le rappel de la réserve de l'armée active peut être fait d'une manière distincte et indépendante pour l'armée de terre, pour l'armée de mer ou pour les troupes coloniales ; il peut être fait pour un, plusieurs ou tous les corps d'armée, et, s'il y a lieu, distinctement par arme. Dans tous les cas, il a lieu par classe, en commençant par la moins ancienne.

Les mêmes dispositions sont applicables à l'armée territoriale.

La réserve de l'armée territoriale n'est rappelée à l'activité qu'en cas de guerre et à défaut de ressources suffisantes fournies par l'armée territoriale. Le rappel se fait par classe ou par fraction de classe en commençant par la moins ancienne.

En cas de mobilisation, les militaires de la réserve domiciliés dans la région, et, en cas d'insuffisance, les militaires de la réserve domiciliés dans d'autres régions, complètent les effectifs des divers corps de troupe et des divers effectifs qui entrent dans la composition de chaque corps d'armée.

Les corps de troupe et services qui n'entrent pas dans la composition des corps d'armée sont complétés avec des militaires de la réserve pris sur l'ensemble du territoire.

Mention du corps d'affectation est portée sur le livret individuel.

Les hommes désignés dans l'article 5 comme devant être incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, et qui n'auront point été jugés dignes d'être envoyés dans d'autres corps au moment où ils passeront dans la réserve, seront, lors de leur passage dans la réserve, affectés à ces mêmes corps.

En temps de paix, ils accompliront leurs périodes d'exercices dans des compagnies spécialement désignées à cet effet.

Les dispositions des deux derniers paragraphes seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées à l'article 5.

Art. 49. — Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de quatre semaines.

Les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à une période d'exercice dont la durée sera de deux semaines.

Peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices, comme soufficiens indispensables de famille, et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale qui en font la demande.

Le maire soumet les demandes au conseil municipal, qui opère comme il est prescrit à l'article 22 ci-dessus.

Les listes de demandes annotées sont envoyées par les maires aux généraux commandant les subdivisions, qui statuent.

Ces dispenses peuvent être accordées, par subdivision de région, jusqu'à concurrence de 6 p. 100 du nombre des hommes appelés momentanément sous les drapeaux ; elles n'ont d'effet que pour la convocation en vue de laquelle elles sont délivrées.

Peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices les fonctionnaires ou agents désignés au tableau B de la présente loi.

Art. 50. — En temps de paix, les jeunes gens qui, avant l'âge de dix-neuf ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, hors d'Europe, et qui y occuperont une situation régulière, pourront, sur l'avis du consul de France, être dispensés du service militaire pendant la durée de leur séjour à l'étranger. Ils devront justifier de leur situation chaque année.

S'ils rentrent en France avant l'âge de trente ans, ils devront accomplir le service actif prescrit par la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au-delà de l'âge de trente ans. Ils sont ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

S'ils rentrent après l'âge de trente ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe.

Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois, et sous la réserve d'aviser le consul de leur absence.

Art. 51. — En cas de mobilisation, nul ne peut se prévaloir de la fonction ou de l'emploi qu'il occupe pour se soustraire aux obligations de la classe à laquelle il appartient.

Sont seuls autorisés à ne pas rejoindre immédiatement, dans le cas de convocation par voie d'affiches et de publications sur la voie publique, les titulaires des fonctions et emplois désignés aux tableaux A, B et C annexés à la présente loi, sous la condition qu'ils occupent ces fonctions ou emplois depuis six mois au moins.

Les fonctionnaires et agents portés au tableau A, qui ne relèvent pas déjà des ministres de la guerre ou de la marine, sont mis à la disposition de ces ministres et attendent leurs ordres dans leur situation respective.

Les fonctionnaires et agents du tableau B, qui ne comptent plus dans la réserve de l'armée active, et les fonctionnaires et agents du tableau C, même appartenant à la réserve de l'armée active, ne rejoignent leurs corps que sur ordres spéciaux.

Les hommes autorisés à ne pas rejoindre immédiatement sont, dès la publication de l'ordre de mobilisation, soumis à la juridiction des tribunaux militaires, par application de l'article 57 du code de justice militaire.

Art. 52. — Sous les drapeaux, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale sont soumis à toutes les obligations imposées aux militaires de l'armée active par les lois et règlements en vigueur.

Ils sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre :

1^o En cas de mobilisation, à partir du jour de leur appel à l'activité jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers ;

2^o Hors le cas de mobilisation, lorsqu'ils sont convoqués pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre, ou de leur arrivée à destination, s'ils rejoignent isolément, jusqu'au jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers ;

3^o Lorsqu'ils sont placés dans les hôpitaux militaires ou dans les salles des hôpitaux civils affectées aux militaires et lorsqu'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique, qu'ils se trouvent détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires ou qu'ils subissent dans un corps de troupe une peine disciplinaire.

Toutefois, des circonstances atténuantes pourront être accordées, alors même que le code de justice militaire n'en prévoit pas, aux hommes qui, n'ayant pas trois mois de présence sous les drapeaux, se trouveront dans l'une des positions indiquées aux paragraphes 2^o et 3^o ci-dessus.

Art. 53. — Lorsque les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, même non présents sous les drapeaux, sont revêtus d'effets d'uniforme, ils doivent à tout supérieur hiérarchique en uniforme les marques extérieures de respect prescrites par les règlements militaires, et sont considérés sous tous les rapports comme des militaires en congé.

Art. 54. — Le seul fait, pour les hommes inscrits sur le registre matricule prévu à l'article 36 ci-dessus, de se trouver revêtus d'effets d'uniforme dans un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public, et d'y demeurer contrairement aux ordres des agents de l'autorité ou de la force publique, les rend passibles des peines édictées à l'article 225 du code de justice militaire.

Art. 55. — Tout homme inscrit sur le registre matricule est astreint, s'il se déplace, aux obligations suivantes :

1^o S'il se déplace pour changer de domicile ou de résidence, il fait viser, dans le délai d'un mois, son livret individuel par la gendarmerie dont relève la localité où il transporte son domicile ou sa résidence ;

2^o S'il se déplace pour voyager pendant plus d'un mois, il fait viser son livret avant son départ par la gendarmerie de sa résidence habituelle ;

3^o S'il va se fixer en pays étranger, il fait de même viser son livret avant son départ, et doit, en outre, dès son arrivée, prévenir l'agent consulaire de France, qui lui donne récépissé de sa déclaration et en envoie copie dans les huit jours au ministre de la guerre.

A l'étranger, s'il se déplace pour changer de résidence, il en prévient, au départ et à l'arrivée, l'agent consulaire de France, qui en informe le ministre de la guerre.

Lorsqu'il rentre en France, il se conforme aux prescriptions du paragraphe premier ci-dessus.

Art. 56. — Les hommes qui se sont conformés aux prescriptions de l'article précédent, ont droit, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe, à des délais supplémentaires pour rejoindre, calculés d'après la distance à parcourir.

Ceux qui ne s'y sont pas conformés sont considérés comme n'ayant pas changé de domicile ou de résidence.

Art. 57. — Les hommes de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, pour les crimes et délits prévus et punis par les articles du code de justice militaire énumérés dans le tableau D annexé à la présente loi, lorsqu'après avoir été appelés sous les drapeaux, ils ont été renvoyés dans leurs foyers.

L'application de ces articles est faite aux inculpés sous la réserve des dispositions spéciales indiquées audit tableau.

Toutefois, les hommes appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée ne sont plus justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix, pour les crimes et délits prévus par les deux paragraphes précédents, lorsqu'ils ont été renvoyés dans leurs foyers depuis plus de six mois, à moins que, au moment où les faits incriminés ont été commis, les délinquants fussent revêtus d'effets d'uniforme.

Art. 58. — Les hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active peuvent se marier sans autorisation. Ils restent soumis néanmoins à toutes les obligations de service imposées à leur classe.

Les réservistes qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale.

TITRE IV. — DES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES, DES RENGAGEMENTS ET DES COMMISSIONS.

CHAPITRE PREMIER. — *Des Engagements volontaires.*

Art. 59. — Tout Français ou naturalisé Français, comme il est dit aux articles 11 et 12 de la présente loi, ainsi que les jeunes gens qui doivent être inscrits sur les tableaux de recensement ou qui sont autorisés par les lois à servir dans l'armée française, et les jeunes gens nés à l'étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, peuvent être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée active, aux conditions suivantes :

L'engagé volontaire doit :

1^o S'il entre dans l'armée de mer, avoir seize ans accomplis, sans être tenu d'avoir la taille prescrite par la loi ;

S'il entre dans l'armée de terre, avoir dix-huit ans accomplis et au moins la taille réglementaire d'un mètre cinquante-quatre centimètres ;

2^o N'être ni marié, ni veuf avec enfants ;

3^o N'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir jamais subi aucune des peines prévues par l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique ;

4^o Jouir de ses droits civils ;

5^o Etre de bonnes vie et mœurs ;

6^o S'il a moins de vingt ans, être pourvu du consentement de ses père, mère ou tuteur ; ce dernier doit être autorisé par une délibération du conseil de famille. Le consentement du directeur de l'Assistance publique dans le département de la Seine, et du préfet dans les autres départements, est nécessaire et suffisant pour les moralement abandonnés.

L'engagé volontaire est tenu, pour justifier des conditions prescrites aux paragraphes 3^o, 4^o et 5^o ci-dessus, de produire un extrait de son

casier judiciaire et un certificat délivré par le maire de son dernier domicile.

S'il ne compte pas au moins une année de séjour dans cette commune, il doit également produire un autre certificat du maire de la commune où il était antérieurement domicilié.

Le certificat doit contenir le signalement du jeune homme qui veut s'engager, et mentionner le temps pendant lequel il a été domicilié dans la commune.

La faculté de contracter l'engagement volontaire cesse dès que le jeune homme est inscrit par le conseil de révision sur la liste du recrutement cantonal.

Toutefois, il peut devancer l'appel pour entrer dans la marine ou dans les troupes coloniales.

Les hommes exemptés ou classés dans les services auxiliaires peuvent, jusqu'à l'âge de trente-deux ans accomplis, être admis à contracter des engagements volontaires, s'ils réunissent les conditions d'aptitude physique exigées.

Les conditions relatives, soit à l'aptitude physique et à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée, soit aux époques de l'année où les engagements peuvent être contractés, sont déterminées par des décrets insérés au *Bulletin des Lois*.

Il ne pourra être reçu d'engagements volontaires que pour la marine et les troupes coloniales, et pour les corps d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie.

La durée de l'engagement volontaire est de trois, quatre ou cinq ans.

L'engagé volontaire admis, après concours, à l'école normale supérieure, à l'école centrale des arts et manufactures, ou à l'une des écoles spéciales visées par l'article 23, pourra bénéficier des dispositions dudit article, après un an de présence sous les drapeaux, à la condition que la demande ait été formulée au moment de l'engagement.

Le service militaire fixé par l'article 37 ci-dessus compte du jour de la signature de l'acte d'engagement.

Art. 60. — Les jeunes gens remplissant les conditions stipulées à l'article précédent peuvent être admis à contracter, dans les troupes coloniales, des engagements volontaires d'une durée de cinq ans, donnant droit pendant les deux dernières années à une prime dont le montant sera fixé par décret.

Cette disposition est applicable aux jeunes gens du contingent qui, affectés aux équipages de la flotte ou aux troupes coloniales, contractent l'engagement de servir pendant cinq ans.

Le mode de paiement de ces primes sera déterminé par un règlement d'administration publique.

Les jeunes gens remplissant les conditions stipulées par le précédent article peuvent être admis à contracter, dans les équipages de la flotte, soit des engagements à long terme dans les conditions de la loi du 22 juillet 1886, soit des engagements de cinq ans, soit enfin des engagements de trois ans.

Ces derniers engagements ne donnent droit à aucune prime. Le ministre de la marine aura la faculté d'allouer des hautes payes, dans la limite des crédits prévus à cet effet par la loi de finances, aux hommes

des professions ou spécialités utilisables dans la marine et dont le recrutement, dans les conditions ordinaires, s'opère difficilement.

Art. 61. — En cas de guerre, tout Français ayant accompli le temps de service prescrit pour l'armée active, la réserve de ladite armée et l'armée territoriale, est admis à contracter, dans un corps de son choix, un engagement pour la durée de la guerre.

Cette faculté cesse pour les hommes de la réserve de l'armée territoriale, lorsque leur classe est rappelée à l'activité.

Art. 62. — Les engagements volontaires sont contractés dans les formes prescrites par les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du code civil devant les maires des chefs-lieux de canton.

Les conditions relatives à la durée de ces engagements sont insérées dans l'acte même.

Les autres conditions sont lues aux contractants avant la signature, et mention en est faite à la fin de l'acte.

CHAPITRE II. — *Des Rengagements.*

Art. 63. — Les soldats décorés ou médaillés ou inscrits sur les listes d'aptitude pour le grade de caporal ou brigadier, ainsi que les caporaux ou brigadiers, pourront être admis à contracter des rengagements pour deux, trois ou cinq ans, pendant le cours de leur dernière année de service sous les drapeaux.

Tout homme des troupes coloniales peut être admis à contracter un rengagement pour deux, trois ou cinq ans, après six mois de service.

Les rengagements datent du jour de l'expiration légale du service de l'armée active. Ils sont renouvelables jusqu'à une durée totale de quinze années de service effectif.

Les caporaux ou brigadiers et les soldats qui contractent un premier rengagement de cinq ans ont droit à une prime payable immédiatement après la signature de l'acte. Le montant de cette prime sera fixé comme il est indiqué à l'article 60 ci-dessus indiqué.

Ceux qui contractent un premier rengagement de deux ou trois ans ont droit à une prime réduite, fixée au tiers de la prime totale dans le premier cas, et de la moitié dans le second. S'ils contractent un second rengagement avant l'expiration du premier, de manière à parfaire cinq ans de rengagement, ils reçoivent le complément de la prime totale telle qu'elle est fixée dans les conditions de l'article 60 au moment de ce rengagement.

En outre, des hautes payes journalières sont allouées aux rengagés à partir du jour où leur rengagement commence à courir.

Les valeurs de ces hautes payes journalières, distinctes pour les caporaux et brigadiers d'une part, et pour les soldats de l'autre, sont fixées par les tarifs de solde.

Après cinq années de rengagement, ces hautes payes sont augmentées de moitié pour les caporaux ou brigadiers et d'un tiers pour les soldats.

Après quinze ans de service effectif, les rengagés auront droit à une pension proportionnelle égale aux $15/25$ du minimum de la pension de retraite du grade dont ils sont titulaires depuis deux ans au moins, augmentés de $1/25$ pour chaque année de campagne.

Le taux des pensions proportionnelles et de retraite est décompté d'après les articles non abrogés de la loi du 11 avril 1831 et d'après les

lois des 25 juin 1861, 18 août 1879 et le tarif joint à la loi du 19 mars 1889.

Les autres conditions sont déterminées par un règlement inséré au *Bulletin des Lois*.

Dans les équipages de la flotte, les rengagements d'une durée de trois ou de cinq ans sont contractés dans le cours de la dernière année de service. Ils peuvent exceptionnellement être reçus à la fin de la première année de service, lorsqu'il s'agit d'hommes admis à suivre les cours d'une des écoles spéciales de la marine. Ces rengagements sont renouvelables jusqu'à une durée totale de vingt-cinq années de service effectif.

Art. 64. — Tout homme appartenant à la cavalerie peut contracter un rengagement d'un an dans le cours de sa troisième année de service. Il aura droit, pendant la quatrième année, à une haute paye dont le taux sera fixé par les tarifs de solde.

Par dérogation aux dispositions de l'article 37, il ne restera que trois ans dans la réserve de l'armée active ; il passera dans l'armée territoriale et par suite dans la réserve de cette armée trois ans avant la classe à laquelle il appartient.

Art. 65. — Dans les troupes coloniales, les premiers rengagements des caporaux ou brigadiers et des soldats donnent droit à une prime payée au moment de la signature de l'acte et à des gratifications annuelles.

Les rengagements ultérieurs ne donnent droit qu'aux gratifications annuelles.

Le montant des primes et gratifications est fixé par décret.

Les hautes payes journalières pour les caporaux ou brigadiers et pour les soldats seront augmentées de trois ans en trois ans. Cette augmentation sera déterminée par les tarifs de solde.

Peuvent être admis à se rengager pour les troupes coloniales, avec le bénéfice des avantages mentionnés ci-dessus :

- 1^o Les militaires de toutes armes ;
- 2^o Les hommes de la réserve de l'armée active, âgés de moins de vingt-huit ans ;
- 3^o Les hommes des régiments étrangers, autorisés par le ministre de la guerre.

Le bénéfice des dispositions du paragraphe précédent est applicable, sans aucune restriction ni réserve aux hommes résidant ou domiciliés en Algérie ou aux colonies avant leur incorporation, ou après leur passage dans la réserve de l'armée active.

Dans le corps des équipages de la flotte, les rengagements des quartiers-maitres et des marins provenant du recrutement donnent droit aux mêmes avantages pécuniaires que ceux qui sont accordés aux quartiers-maitres et marins provenant de l'inscription maritime.

Art. 66. — Les rengagements sont contractés devant les sous-intendants militaires, dans la forme prescrite par l'article 63 ci-dessus, sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente.

Art. 67. — Tout rengagé qui, étant sous les drapeaux, subit une condamnation à l'emprisonnement d'une durée de trois mois au moins, est déchu de tous ses droits à la gratification annuelle et à la haute paye.

Il est dirigé, à l'expiration de sa peine, sur un bataillon d'infanterie légère d'Afrique pour y terminer son temps de service.

CHAPITRE III. — *Des Commissions.*

Art. 68. — Peuvent être maintenus sous les drapeaux, en qualité de commissionnés :

1° Les sous-officiers de toutes armes dans les conditions indiquées par la loi du 19 mars 1889 ;

2° Les militaires de la gendarmerie, les militaires du régiment de sapeurs-pompiers de Paris et le personnel employé dans les écoles militaires ;

3° Les caporaux ou brigadiers et soldats affectés dans les divers corps et services à certains emplois déterminés par le ministre de la guerre.

Tout militaire commissionné pourra être mis à la retraite après vingt-cinq ans de service ; il ne pourra être maintenu sous les drapeaux que jusqu'à l'âge de cinquante ans.

Toutefois, les militaires de la gendarmerie et de la justice militaire pourront rester en activité au-delà de cette limite dans les conditions fixées par les règlements constitutifs de cette arme et de ce service.

Peuvent être réadmis en la même qualité, dans les catégories mentionnées aux paragraphes 2° et 3° ci-dessus, les militaires ayant accompli le temps de service exigé dans l'armée active, et rentrés dans leurs foyers depuis moins de trois ans.

Les militaires commissionnés ont droit à la haute paye de leur grade dans les mêmes conditions que les rengagés.

En cas d'inconduite de la part du commissionné, le ministre de la guerre peut, sur l'avis conforme d'un conseil de discipline, soit suspendre les effets de la commission, soit révoquer définitivement le militaire commissionné, suivant la gravité des faits reprochés.

Tout militaire commissionné, quittant les drapeaux après quinze années de service effectif, aura droit à une pension proportionnelle, dont le taux sera décompté comme il est prescrit à l'article 63 ci-dessus, pour chaque année de service et pour chaque campagne, à raison de $\frac{1}{25}$ du minimum de la pension de retraite du grade dont il sera titulaire depuis deux ans au moins.

Ceux qui obtiendraient d'être commissionnés après avoir quitté les drapeaux ne pourront réclamer ladite pension proportionnelle qu'après avoir servi cinq ans en cette nouvelle qualité.

Les militaires commissionnés sont soumis aux lois et règlements militaires.

Ils ne peuvent quitter leur emploi sans avoir reçu notification de l'acceptation de leur démission. La décision du ministre de la guerre devra être transmise dans un délai maximum de deux mois, augmenté hors de France des délais de distance, à partir de la date de la remise de la démission. En cas de guerre, les démissions ne sont jamais acceptées.

TITRE V. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 69. — Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement sont déférées

aux tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont déférés aux mêmes tribunaux et punis de la même peine :

1^o Les jeunes gens appelés qui, par suite d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le conseil de revision ;

2^o Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres, se font exempter ou dispenser par un conseil de revision, sans préjudice de peines plus graves, en cas de faux.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice de fraudes ou manœuvres, les dispositions des articles 15 et 17 de la présente loi lui sont appliquées, lors des premières opérations de recensement qui ont lieu après l'expiration de sa peine.

Le jeune homme indûment exempté ou indûment dispensé est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée, après qu'il a été reconnu que l'exemption ou la dispense avait été indûment accordée.

Art. 70. — Tout homme prévenu de s'être rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, est déferé aux tribunaux, soit sur la demande des conseils de revision, soit d'office. S'il est reconnu coupable, il est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont également déférés aux tribunaux et punis de la même peine, les jeunes gens qui, dans l'intervalle de la clôture de la liste cantonale à leur mise en activité, se sont rendus coupables du même délit.

A l'expiration de leur peine, les uns et autres sont mis à la disposition du ministre de la guerre pour tout le temps du service militaire qu'ils doivent à l'Etat et sont envoyés dans une compagnie de discipline.

La peine portée au présent article est prononcée contre les complices.

Si les complices sont des médecins, des officiers de santé ou des pharmaciens, la durée de l'emprisonnement est pour eux de deux mois à deux ans, indépendamment d'une amende de 200 francs à 1,000 francs qui peut être aussi prononcée, et sans préjudice de peines plus graves dans les cas prévus par le code pénal.

Art. 71. — Les médecins militaires ou civils qui, appelés au conseil de revision à l'effet de donner leur avis conformément aux articles 18, 19, 20 et 27 de la présente loi, ont reçu des dons ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, sont punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

Cette peine leur est appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses ils aient déjà été désignés pour assister au conseil de revision, soit que les dons ou promesses aient été agréés en prévision des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une exemption ou dispense justement prononcée.

Ceux qui leur ont fait des dons ou promesses sont punis de la même peine.

Art. 72. — Tout fonctionnaire ou officier public, civil ou militaire qui, sous quelque prétexte que ce soit, a autorisé ou admis des exclusions, exemptions ou dispenses autres que celles déterminées par la présente loi, ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque, soit à

la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité, et puni des peines portées dans l'article 185 du code pénal, sans préjudice de peines plus graves prononcées par ce code dans les autres cas qu'il a prévus.

Art. 73. — Tout jeune soldat appelé, au domicile duquel un ordre de route a été régulièrement notifié, et qui n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre, est, après un délai d'un mois en temps de paix, et de deux jours en temps de guerre, et hors le cas de force majeure, puni, comme insoumis, d'un emprisonnement d'un mois à un an en temps de paix, et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre, les noms des insoumis sont affichés dans toutes les communes du canton de leur domicile; ils restent affichés pendant toute la durée de la guerre. Le condamné pour insoumission ou désertion en temps de guerre sera, en outre, privé de ses droits électoraux.

Ces dispositions sont applicables à tout engagé volontaire qui, sans motifs légitimes, n'est pas arrivé à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route.

En cas d'absence du domicile, l'ordre de route est notifié au maire de la commune dans laquelle l'appelé a été porté sur la liste de recensement.

A l'égard des appelés, le délai d'un mois sera porté :

- 1° A deux mois, s'ils demeurent en Algérie, en Tunisie ou en Europe ;
- 2° A six mois, s'ils demeurent dans tout autre pays.

En temps de guerre ou en cas de mobilisation par voie d'affiches et de publications sur la voie publique, les délais ci-dessus seront diminués de moitié.

L'insoumis est jugé par le conseil de guerre de la région du corps d'armée dans laquelle il est arrêté.

Le temps pendant lequel l'engagé volontaire ou le jeune soldat appelé aura été insoumis ne compte pas dans les années de service exigées.

La prescription contre l'action publique résultant de l'insoumission ne commence à courir que du jour où l'insoumis a atteint l'âge de cinquante ans.

Art. 74. — Quiconque est reconnu coupable d'avoir sciemment recélé ou pris à son service un insoumis est puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder six mois. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une amende de 50 à 500 francs.

Quiconque est convaincu d'avoir favorisé l'évasion d'un insoumis est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La même peine est prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, ont empêché ou retardé le départ des jeunes soldats.

Si le délit a été commis à l'aide d'un attroupement, la peine sera double.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du Gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'Etat, la peine peut être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il est, en outre, condamné à une amende qui ne pourra excéder 2,000 francs.

Art. 75. — En temps de paix, les militaires en congé rappelés sous les drapeaux, les hommes de la réserve et ceux de l'armée territoriale con-

voqués pour des manœuvres ou des exercices ou appartenant à des classes rappelées par décret, qui ne seront pas rendus le jour fixé au lieu indiqué par les ordres d'appel ou affiches, seront passibles d'une peine disciplinaire.

En cas de récidive, les pénalités de l'article 73 ci-dessus, concernant l'insoumission des jeunes soldats appelés, seront applicables aux hommes désignés au paragraphe précédent.

En cas de mobilisation, les hommes appelés sont déclarés insoumis s'ils n'ont pas rejoint dans le délai de deux jours, sauf dans le cas prévu à l'article 56 de la présente loi.

Tout homme qui n'a pas rejoint au jour indiqué pour des manœuvres ou exercices peut être astreint par l'autorité militaire à faire ou à compléter dans un corps de troupe le temps de service pour lequel il était appelé.

Art. 76. — Les hommes liés au service dans les conditions mentionnées à l'article 30 ci-dessus, qui n'ont pas fait les déclarations prescrites audit article, sont déférés aux tribunaux ordinaires et punis d'une amende de 10 francs à 200 francs. Ils peuvent, en outre, être condamnés à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre, la peine est double.

Art. 77. — Les peines prononcées par les articles 71, 72 et 74 de la présente loi sont applicables aux tentatives des délits prévus par ces articles.

Art. 77. — Dans tous les cas non prévus par les dispositions précédentes, les tribunaux civils et militaires appliqueront les lois pénales ordinaires aux délits auxquels pourra donner lieu l'exécution du mode de recrutement déterminé par la présente loi.

Lorsque la peine de l'emprisonnement est prononcée par la présente loi, les juges peuvent, sauf dans les cas prévus par les articles 73 et 75 ci-dessus, user de la faculté exprimée par l'article 463 du code pénal.

Art. 79. — Les crimes et délits prévus à l'article 57 ci-dessus et énumérés dans le tableau D annexé à la présente loi, sont punis des peines portées par les articles visés dans ce tableau ; il pourra toutefois être accordé des circonstances atténuantes, alors même que le code de justice militaire ne les prévoit pas, aux hommes ayant moins de trois mois de présence sous les drapeaux.

En temps de guerre, aucune circonstance atténuante n'est admise.

Art. 80. — Lorsque, par application de la faculté accordée par les articles 52 et 79 de la présente loi, les tribunaux militaires auront admis des circonstances atténuantes en faveur des inculpés de crimes ou délits pour lesquels le code de justice militaire ne les prévoit pas, les peines prononcées par ce code seront modifiées ainsi qu'il suit :

Si la peine prononcée par la loi est celle de la mort, le conseil de guerre appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps, sauf dans les cas prévus par les articles 209, 210, 211, 213, 217, 218, 220, 222, 223, 226, 227 et 228 du code de justice militaire, où la peine appliquée sera celle de la détention. Dans le cas de l'article 221 dudit code, la peine appliquée sera celle des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps ou de la détention, suivant les circonstances.

Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, le conseil de

guerre appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion.

Si la peine est celle des travaux forcés à temps, le conseil de guerre appliquera la peine de la réclusion ou celle de la dégradation militaire avec emprisonnement de un à cinq ans.

Toutefois, si la peine prononcée par la loi est le maximum d'une peine afflictive, le conseil de guerre pourra toujours appliquer le minimum de cette peine.

Si la peine est celle de la dégradation militaire, le conseil de guerre appliquera un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Si la peine est celle des travaux publics, le conseil de guerre appliquera un emprisonnement de deux mois à cinq ans.

Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement est prononcée par le code de justice militaire, le conseil de guerre est autorisé à faire application de l'article 463 du code pénal, sans toutefois que la peine de l'emprisonnement puisse être remplacée par une amende.

Nonobstant toute réduction de peine par suite de l'admission de circonstances atténuantes, la peine de la destitution sera toujours appliquée par le conseil de guerre dans les cas où elle est prononcée par le code de justice militaire.

TITRE VI. — RECRUTEMENT EN ALGÉRIE ET AUX COLONIES.

Art. 81. — Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

Elles sont également applicables en Algérie et dans toutes les colonies non désignées au paragraphe précédent, mais sous les réserves suivantes :

En dehors d'exceptions motivées et dont il serait fait mention dans le compte-rendu prévu par l'article 86 ci-après, les Français et naturalisés Français résidant en Algérie ou dans l'une des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion, sont incorporés dans les corps stationnés, soit en Algérie, soit aux colonies, et, après une année de présence effective sous les drapeaux, envoyés dans la disponibilité s'ils ont satisfait aux conditions de conduite et d'instruction militaires déterminées par le ministre de la guerre.

S'il ne se trouve pas de corps stationné dans un rayon fixé par arrêté ministériel, ces jeunes gens sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux. Dans le cas où cette situation se modifierait avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans révolus, ils accompliraient une année de service dans le corps de troupe le plus voisin.

En cas de mobilisation générale, les hommes valides qui auront terminé leur vingt années de service sont réincorporés avec la réserve de l'armée territoriale, sans cependant pouvoir être appelés à servir hors du territoire de l'Algérie et des colonies.

Si un Français ou naturalisé Français, ayant bénéficié des dispositions du paragraphe 2 du présent article, transportait son établissement en France avant l'âge de trente ans accomplis, il devrait compléter, dans un des corps de la métropole, le temps de service dans l'armée active prescrit par l'article 37 de la présente loi, sans pouvoir toutefois être retenu sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans.

Les Français ou naturalisés Français établis dans un pays de protectorat où seront stationnées des troupes françaises, pourront être admis, sur leur demande, à bénéficier des dispositions qui précèdent.

Art. 82. — Les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement de la métropole, résidant dans une colonie ou un pays de protectorat où il n'y aurait pas de troupes françaises stationnées, pourront, sur l'avis conforme du gouverneur ou du résident, bénéficier des dispositions contenues dans l'article 50 ci-dessus.

La même disposition s'applique aux jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement d'une colonie autre que celle où ils résident.

Art. 83. — Les conditions spéciales de recrutement des corps étrangers et indigènes sont réglées par décret, jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait déterminé les conditions du service militaire des indigènes.

TITRE VII. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Art. 89. — A partir du 1^{er} novembre de la troisième année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, nul ne pourra être admis à exercer certains emplois salariés par l'Etat ou les départements si, n'ayant pas été déclaré impropre au service militaire à l'appel de sa classe, il ne compte au moins cinq années de service actif dans les armées de terre ou de mer, dont deux comme officier, sous-officier, caporal ou brigadier, ou si, avant la date ci-dessus mentionnée, il n'a été retraité ou réformé.

Un règlement d'administration publique, qui devra être promulgué un an au plus après la mise en vigueur de la présente loi, déterminera les emplois ainsi réservés, les conditions auxquelles les candidats devront satisfaire pour les obtenir et le mode de recrutement de ces emplois en cas d'insuffisance de candidats remplissant les conditions voulues.

Art. 85. — Une loi spéciale déterminera :

1^o Les mesures à prendre pour rendre uniforme, dans tous les lycées et établissements d'enseignement, l'application de la loi du 27 janvier 1880 imposant l'obligation des exercices ;

2^o L'organisation de l'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept à vingt ans et le mode de désignation des instructeurs.

Art. 86. — Chaque année, avant le 30 juin, il sera rendu compte aux Chambres, par le ministre de la guerre, de l'exécution des dispositions contenues dans la présente loi pendant l'année précédente.

TITRE VIII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 87. — Les dispositions de la présente loi seront appliquées au plus tard dans les six mois qui suivront la date de sa promulgation.

Art. 88. — Les jeunes soldats ayant accompli trois ans de service dans l'armée active au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront envoyés dans la réserve.

Toutefois, pendant un délai de deux années, le ministre de la guerre pourra conserver sous les drapeaux, dans les limites prévues par l'article 36 de la loi du 27 juillet 1872, les jeunes gens déjà incorporés conformément aux prescriptions de ladite loi.

Mention spéciale des décisions prises sera faite dans le compte-rendu prescrit par l'article 86 ci-dessus.

Les mêmes dispositions sont applicables aux engagés volontaires qui en feront la demande.

Art. 89. — Les jeunes soldats qui, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, appartiendraient à la deuxième portion du contingent à raison de leur numéro de tirage au sort, et qui n'auraient pas encore accompli le temps de service prescrit par l'article 40 de la loi du 27 juillet 1872, seront, à l'expiration de ce temps, envoyés en congé dans leurs foyers.

Art. 90. — Les sous-officiers qui se trouveront dans leur quatrième année de service au moment de la mise en vigueur de la présente loi, pourront être maintenus sous les drapeaux, par décision ministérielle, jusqu'à l'expiration de cette quatrième année de service, alors même que la classe à laquelle ils appartiennent serait renvoyée dans ses foyers.

Les sous-officiers ainsi maintenus sous les drapeaux recevront la même haute paye que les sous-officiers rengagés et auront le droit de concourir pour les emplois civils visés par l'article 84 ci-dessus.

Art. 91. — Les jeunes gens qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, seront admis à contracter un engagement conditionnel d'un an et ceux qui se trouvent dans la situation prévue par la loi du 31 décembre 1875, bénéficieront des dispositions des articles 53 à 57 inclus de la loi du 27 juillet 1872 ; mais les dispositions de l'article 38 de la loi du 24 juillet 1873 cesseront de leur être applicables.

Art. 92. — Les jeunes gens dispensés conditionnellement du service actif en temps de paix avant la mise en vigueur de la présente loi, conformément à l'article 20 de la loi du 27 juillet 1872, conserveront la situation qui leur est faite par ladite loi au point de vue des obligations du service militaire, sous la réserve des dispositions contenues dans l'article 93 ci-après.

Art. 93. — La présente loi est applicable aux hommes appelés en vertu des lois antérieures, libérés ou non du service militaire, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quarante-cinq ans.

Art. 94. — Dès la mise en vigueur de la présente loi, seront et demeureront abrogées :

La loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée ;

La loi du 6 novembre 1875, ayant pour objet de déterminer les conditions suivant lesquelles les Français domiciliés en Algérie seront soumis au service militaire ;

La loi du 18 novembre 1875, ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet 1872, 24 juillet 1873, 13 mars, 19 mars et 6 novembre 1875 avec le code de justice militaire ;

Les lois des 30 juillet, 4 décembre et 31 décembre 1875, et la loi du 29 juillet 1886, modifiant divers articles de la loi du 27 juillet 1872 ;

Et d'une manière générale, toutes dispositions contraires à la présente loi.

FRANCE

Décret portant organisation de l'état civil dans le Congo français.

28 juin 1889 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'édit de juin 1776, instituant un dépôt de papiers publics des colonies;

Vu le décret du 11 décembre 1888, fixant les attributions du commissaire général du Gouvernement dans le Congo français et du lieutenant-gouverneur du Gabon,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les fonctions d'officier de l'état-civil dans le Congo français seront remplies par des officiers ou agents, désignés par le commissaire général du Gouvernement.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 28 juin 1889.

CARNOT.

— Ce décret est accompagné du rapport adressé au président de la République par le président du Conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

Le service de l'état-civil n'a pas été encore organisé dans le Congo français (2).

Jusqu'à ce jour, il n'y a eu dans ce pays à enregistrer ni mariage, ni naissance, dans la nouvelle population européenne, et quand des décès sont survenus, l'administration a été obligée d'en dresser procès-verbal et de faire rendre par le tribunal de première instance de Libreville des jugements tenant lieu d'actes de décès.

Le nombre des immigrants de tous pays tend à augmenter chaque jour dans nos nouvelles possessions de l'Ouest africain et il y a, à mon avis, urgence à y organiser un service de l'état-civil, dont seront chargés des fonctionnaires, ou agents, en service dans la colonie et dont M. le commissaire du Gouvernement est mieux en situation que qui que ce soit de faire la désignation dans chaque centre d'habitation.

C'est dans ce but qu'a été préparé, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

(1) *Journal officiel* du 29 juin 1889.

(2) Pour l'organisation de l'état-civil dans l'Etat Indépendant du Congo, V. Archives, 1886, III, p. 296.

PARAGUAY.

Loi sur les marques de fabrique et de commerce.

25 juin 1889 (1).

TITRE I. — DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

CHAPITRE I. — *Du droit de propriété des marques.*

Art. 1^{er}. — Sont marques de fabrique ou de commerce, les désignations des objets ou les noms des personnes, sous une forme particulière, telles que emblèmes, monogrammes, gravures ou estampillages, cachets, vignettes et arabesques, lettres et chiffres d'un dessin spécial, les récipients ou enveloppes des objets et tout autre signe extérieur destiné à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

Art. 2. — La marque peut être placée sur les récipients ou enveloppes, ou sur les objets mêmes que l'on désire distinguer.

Art. 3. — Ne sont pas considérés comme marques de fabrique ou de commerce :

1° Les lettres, paroles, noms ou signes distinctifs employés ou devant être employés par l'Etat.

2° La forme donnée aux produits par le fabricant.

3° La couleur des produits.

4° Les expressions ou locutions ayant passé dans l'usage général.

5° Les désignations usuellement employées pour indiquer la nature des produits ou le genre auquel ils appartiennent.

6° Les dessins ou expressions contraires à la morale.

Art. 4. — La propriété absolue de la marque, ainsi que le droit de s'opposer à l'emploi de quelque autre qui puisse produire une confusion directe ou indirecte entre les produits, appartiendra à l'industriel ou commerçant qui aura rempli les conditions requises par la présente loi.

Art. 5. — La propriété exclusive de la marque s'acquiert seulement par rapport à une industrie de la même espèce.

Art. 6. — L'emploi de la marque est facultatif.

Cependant, il pourra être obligatoire, dans le cas de nécessités de convenance publique.

Art. 7. — La propriété d'une marque passe aux héritiers et peut être transférée par contrat ou par disposition de dernière volonté.

Art. 8. — La cession ou ferme de l'établissement comprend celle de la marque ; sauf stipulation contraire, le cessionnaire a le droit de se servir de la marque qui désigne le dit établissement, alors même qu'elle consisterait en un nom propre, et de s'en servir comme le faisait le cédant, sans autres restrictions que celles qui lui seraient imposées expressément dans le contrat de vente ou de cession.

Art. 9. — Le transfert d'une marque devra être constaté dans le bureau où elle aura été enregistrée pour acquérir le droit de s'en servir.

Art. 10. — Sera seulement considérée comme marque en usage, pour les effets de propriété que confère la présente loi, celle pour laquelle le bureau aura délivré le certificat correspondant.

Art. 11. — La protection des droits du fabricant ou du commerçant, relativement à l'usage exclusif de la marque, durera seulement dix

(1) Nous empruntons la traduction de cette loi à la *Revue du Paraguay*, n° du 24 août 1889.

années; ces dix années pourront être prolongées indéfiniment pour autant de termes de durée égale, à condition que dans tous les cas, soient remplies les formalités nécessaires et payé chaque fois l'impôt établi plus loin.

CHAPITRE II. — *Formalités pour acquérir la propriété de la marque.*

Art. 12. — Toute personne qui désire obtenir la propriété d'une marque de fabrique ou de commerce devra la solliciter de la JUNTA DE CREDITO PUBLICO; à cet effet, il sera créé un bureau de patentes de marques de fabrique et de commerce, le dit service devant être inscrit au crédit public.

Art. 13. — A la demande pour l'obtention d'une marque devront être joints :

1^o Deux spécimens de la marque ou du signe distinctif que l'on désire employer.

2^o Une description en double de la marque ou du signe, s'il s'agit de figures ou d'emblèmes; devant être indiqué à quel genre d'objets ils sont destinés et s'ils devront s'appliquer aux produits d'une fabrication ou aux objets d'un commerce.

3^o Un reçu qui constate le dépôt à la Trésorerie de la JUNTA DE CREDITO PUBLICO, avec intervention de la CONTADURIA GENERAL DE LA NACION, du montant du droit établi à l'article 19.

4^o Un pouvoir en forme, au cas où l'intéressé ne se présenterait pas personnellement.

Art. 14. — Les demandes présentées seront authentiquées par un court procès-verbal, résumant leur contenu et portant la date et l'heure de leur présentation, consigné dans un livre dont les feuillets seront paginés et rubriqués par le Ministre des Finances.

Ce procès-verbal sera signé par le président de la JUNTA DE CREDITO PUBLICO, ou, en son absence, par un membre du même service, le secrétaire et le sollicitant, une copie devant être délivrée à ce dernier, au cas où il la demanderait, sur une feuille de papier timbré de cinquante *centavos*.

Art. 15. — Le droit de prélation pour la propriété d'une marque sera accordé d'après les jours et heure auxquels aura été présentée la demande au bureau.

Art. 16. — Le certificat de marque que délivrera le bureau de patentes consistera en un exposé du décret qui l'accorde, accompagné du double de la description et des dessins; il sera dressé au nom de la Nation; on y invoquera l'autorisation du gouvernement et il sera revêtu de la signature du Président de la JUNTA DE CREDITO PUBLICO et de celle du secrétaire de la JUNTA, ainsi que du sceau de ce service.

Art. 17. — De toute résolution de la JUNTA DE CREDITO PUBLICO refusant la propriété d'une marque, il pourra être appelé dans les dix jours consécutifs au Ministre des Finances, qui, après avoir entendu le Fiscal Général de l'Etat, confirmera ou révoquera le refus.

Art. 18. — La JUNTA DE CREDITO possèdera un livre où seront enregistrées dans leur ordre les concessions de marques, le Président de la JUNTA devant tous les trois mois présenter au Ministère des Finances un rapport sur les certificats accordés et sur les demandes qui auraient été repoussées, en indiquant les dates respectives.

Ce rapport sera publié par la presse.

Art. 19. — Pour l'inscription au registre et le certificat de marques, quelle que soit la provenance, il sera payé un droit de cinquante *pesos fuertes*.

Pour les copies authentiques des certificats qui seraient sollicitées plus tard, il sera payé une somme de cinq *pesos fuertes* en plus de la valeur du timbre qui sera, dans le cas de l' 1 pour la première feuille et de vingt-cinq *centavos* pour les suivantes.

Art. 20. — Les marques pour lesquelles auront été distribués des certificats seront déposées aux archives de la JUNTA DE CREDITO PUBLICO.

En cas de procès, il sera exhibé au juge compétent le dessin de la marque, comme témoignage de sa description ou de quelque autre pièce relative à la question.

Art. 21. — Les marques ainsi que leur description resteront, dans le bureau, à la disposition de quiconque désirerait en prendre connaissance.

TITRE II. — *Des noms de fabrique et de commerce.*

Art. 22. — Le nom du commerçant et celui de la raison sociale, celui de l'enseigne ou de la désignation d'une maison qui fait du commerce en articles déterminés, constituent une propriété industrielle, soumise aux effets de la présente loi.

Art. 23. — Si un commerçant désire exercer une industrie déjà exploitée par un tiers, sous le même nom ou la même désignation conventionnelle, il doit adopter une modification qui rende ce nom ou cette désignation visiblement distincts de ceux adoptés par la maison préexistante.

Art. 24. — Si la personne lésée par l'usage d'un nom de fabrique ou de commerce n'a pas réclamé au bout d'un an, à partir du jour où ce nom aura commencé à être employé par un autre, elle perdra droit à toute réclamation.

Art. 25. — Les sociétés anonymes ont droit au nom qu'elles emploient, aussi bien que quelque particulier, et sont soumises aux mêmes restrictions.

Art. 26. — Le droit à l'usage exclusif du nom, comme propriété industrielle, prendra fin avec la maison de commerce qui l'emploie, ou l'exploitation de la branche d'industrie.

Art. 27. — L'enregistrement du nom n'est pas nécessaire pour l'exercice des droits accordés par la présente loi, sauf dans le cas où il fait partie de la marque.

TITRE III. — *Dispositions pénales.*

Art. 28. — Seront punis d'une amende de 20 à 500 *pesos fuertes* ou d'un emprisonnement de 15 jours à un an :

1° Ceux qui falsifieront ou adultéreront d'une façon quelconque une marque de fabrique ou de commerce.

2° Ceux qui mettront sur leurs produits ou les papiers de leur commerce la marque d'autrui.

3° Ceux qui, en connaissance de cause, vendront, mettront en vente,

se prêteront à vendre ou à faire circuler des articles portant une marque falsifiée ou appliquée frauduleusement.

4° Ceux qui, le sachant, vendront, mettront en vente ou se prêteront à vendre des marques falsifiées et ceux qui vendront des marques authentiques, sans la connaissance de leur propriétaire.

5° Tous ceux qui, avec une intention frauduleuse, mettent ou font mettre sur une marchandise une énonciation ou toute autre désignation fausse touchant la nature, qualité, quantité, nombre, poids ou mesure, lieu ou pays où elle aurait été fabriquée et d'où elle aurait été expédiée.

6° Ceux qui, le sachant, vendent, mettent en vente ou se prêtent à vendre des marchandises portant une quelconque des énonciations fausses mentionnées au paragraphe précédent.

Ces peines seront doublées en cas de récidive.

Art. 29. — Pour qu'il y ait délit, il n'est pas nécessaire que la falsification embrasse tous les objets qui doivent être marqués, l'application à un seul objet étant suffisante.

Art. 30. — La simple tentative n'entraîne pas de pénalité, ni ne cause de responsabilité civile, mais elle donne lieu à la destruction des instruments qui devaient exclusivement servir à la falsification.

Art. 41. — Ceux qui vendent ou mettent en vente des marchandises avec marque usurpée ou falsifiée sont obligés à fournir au commerçant qui en est le légitime possesseur une déclaration complète par écrit des noms et adresse de celui qui leur a vendu ou procuré la marchandise, ainsi que l'époque où en a commencé l'écoulement, et, en cas de refus, ils pourront en être requis judiciairement, sous peine d'être considérés comme complices du délinquant.

Art. 32. — Les marchandises avec marque falsifiée qui seraient trouvées au pouvoir du falsificateur ou de ses agents seront confisquées et vendues, et leur produit, après paiement des frais, ainsi que des indemnités établies par la présente loi, sera adjugé au bénéfice des Ecoles Nationales.

Art. 33. — Les marques falsifiées qui seraient trouvées en possession du falsificateur ou de ses agents, seront inutilisées ainsi que les instruments qui auraient servi spécialement à leur fabrication.

Art. 34. — L'action criminelle ne pourra être intentée d'office et appartiendra seulement aux particuliers intéressés; mais, une fois commencée, elle pourra être suivie par le ministère public.

Le demandeur pourra se désister de son action jusqu'au moment du prononcé du jugement.

Art. 35. — Les parties lésées par une contravention aux prescriptions de la présente loi, pourront exercer leur action en dommages et intérêts contre les auteurs et les auxiliaires de la fraude.

Les jugements de condamnation seront publiés aux frais du contrevenant.

Art. 36. — Il ne pourra être intenté d'action civile ou criminelle après trois ans écoulés depuis la date du délit ou de la récidive, ou après un an à compter du jour où le propriétaire de la marque aura eu connaissance du fait pour la première fois.

Les actes qui interrompent la prescription sont les mêmes que de droit commun.

Art. 37. — Les dispositions contenues dans les articles du présent titre sont applicables à ceux qui feraient usage induement des noms d'un commerçant ou de la désignation d'une maison de commerce ou fabrique ainsi qu'il est établi au titre deux de la présente loi.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires.*

Art. 38. — Les industriels qui, à la date de la promulgation de la présente loi, seraient en possession d'une marque dans le territoire de la République, ne pourront obtenir de droit à son usage exclusif qu'en remplissant les conditions exigées par la présente loi. Dans ce but, il leur est accordé un terme d'un an à dater du jour de sa promulgation.

Art. 39. — Si, avant la promulgation de la présente loi, plusieurs industriels ont fait usage d'une même marque, le droit à l'usage exclusif en appartiendra à celui qui prouvera avoir fait usage de ladite marque avant les autres.

Si aucun des intéressés ne peut justifier la priorité dans l'usage de la marque, la propriété en sera accordée à celui qui possède les plus grands éléments de production.

Art. 40. — Faute d'avoir fait enregistrer une marque dans le terme fixé à l'art. 38, personne ne pourra se prévaloir de son usage antérieurement à la sanction de la présente loi pour réclamer le droit de propriété.

Art. 41. — Avant de délivrer un certificat de marque, pendant la première année de mise en vigueur de la présente loi, la demande des ou de l'intéressé devra être publiée pendant trente jours aux dépens des sollicitants, dans un journal de la capitale de la République ou du lieu de leur résidence, au cas où il s'en publierait un.

Art. 42. — Pour que les marques étrangères jouissent des garanties accordées par la présente loi, elles devront être enregistrées conformément à ses prescriptions.

Leurs propriétaires ou les agents de ces derniers dûment autorisés, sont les seuls qui puissent solliciter l'enregistrement.

Art. 43. — Le Pouvoir exécutif réglementera la présente loi.

Art. 44. — Soit communiqué au Pouvoir exécutif.

TUNISIE

Loi sur la propriété littéraire et artistique.

15 juin 1889 (1).

Article premier. — Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vente, de reproduction, de représentation ou d'exécution et de distribution de leurs ouvrages dans tout le territoire de la Régence de Tunis, ainsi que du droit d'en céder la propriété en tout ou en partie. Toutefois, cette protection sera limitée : 1° aux œuvres publiées pour la première fois en Tunisie, quelle

(1) Cette loi a été insérée au *Journal officiel tunisien* le 20 juin 1889.

que soit la nationalité de l'auteur ; 2^o aux œuvres publiées à l'étranger et pour la protection desquelles pourrait être invoquée une convention diplomatique.

Art. 2. — Ce droit se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants droit.

Art. 3. — L'expression « Œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures, ou tous autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales, avec ou sans paroles, les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général ; enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Le droit de l'auteur n'exclut pas le droit de faire des citations, lorsqu'elles ont lieu dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement.

Tout journal peut reproduire un article publié dans un autre journal à la condition d'en indiquer la source, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite.

Art. 4. — Le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire comprend le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction. Le droit d'auteur sur les compositions musicales comportera le droit exclusif de faire des arrangements sur les motifs de l'œuvre originale.

Art. 5. — Aucune œuvre littéraire ou artistique non tombée dans le domaine public ne pourra être publiquement exécutée dans la Régence, sans le consentement formel et par écrit de l'auteur ou de ses ayants droit sous peine d'une amende de 50 piastres, au moins, et de la confiscation des recettes au profit des auteurs ou de leurs ayants droit.

Art. 6. — La contrefaçon, sur le territoire de la Régence de Tunis, constitue un délit. Il en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition des ouvrages contrefaits, ainsi que de leur introduction sur le territoire tunisien.

Art. 7. — Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus ou introduisent sur le territoire de la Régence de Tunis, dans un but commercial, les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

Art. 8. — Les délits prévus aux articles 6 et 7 ci-dessus seront punis d'une amende de 50 à 2,000 piastres.

La confiscation au profit des auteurs ou de leurs ayants droit des ouvrages ou objets contrefaits, de même que celle des planches, moules ou matrices, et autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

La fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale.

Art. 9. — L'application frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique, du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2,000 piastres, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée dans tous les cas.

Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins, introduisent sur le territoire de la Régence ou exportent, pour être vendus, les objets désignés au paragraphe premier du présent article, seront punis des mêmes peines.

Art. 10. — Les autorités locales donneront, en toute circonstance, leur concours aux auteurs ou à leurs fondés de pouvoirs pour la constatation et la répression de tout fait attentatoire à leurs droits.

L'article 463 du Code pénal français sera applicable aux faits prévus et réprimés par la présente loi.

Art. 11. — Les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à la présente loi.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Rapport au roi-souverain sur la législation de l'Etat indépendant du Congo au point de vue de la suppression de l'esclavage et de la protection des noirs.

Sire,

Les Puissances ayant des possessions en Afrique ont reçu de la Conférence de Berlin la mission de concourir à l'abolition de l'esclavage. « Toutes les Puissances — dit l'article 6 — qui exercent des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires s'engagent à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs. »

Quelles dispositions législatives l'Etat Indépendant du Congo a-t-il prises pour s'acquitter de cette tâche et assurer en droit et en fait la liberté des noirs qui se trouvent dans les régions soumises à son autorité ? C'est ce qu'il convient d'examiner rapidement en s'attachant uniquement ici aux côtés juridique et administratif de la question ; les mesures militaires déjà ordonnées par l'Etat et celles qu'il y aurait lieu de prendre encore pour combattre la traite devront être exposées par mon collègue du Département de l'Intérieur.

Les dispositions législatives dont Votre Majesté me permettra de faire l'analyse s'appliquent en droit à tout le territoire de l'Etat. Je n'ai pas besoin d'ajouter, Sire, qu'en fait, elles ne sont applicables, en ce moment, qu'à toutes les régions où l'autorité de l'Etat se trouve suffisamment consolidée pour que les tribunaux puissent y exercer une action efficace. Ces régions s'étendent de plus en plus ; il y a peu de temps encore, elles étaient circonscrites aux seuls établissements de l'Etat et des Européens du Bas-Congo, et à un périmètre d'un kilomètre autour de ces établissements. Aujourd'hui elles englobent tous les établissements semblables du Haut-Congo ainsi que, autour des stations, les villages de plus en plus nombreux et éloignés qui comprennent la mission de l'Etat et invoquent sa protection.

I

La législation actuellement en vigueur sur ce point spécial consiste en certaines dispositions de l'Acte de la Conférence de Berlin (art. 6 et 9) (1), la première des lois de l'Etat ; — certains articles du Code pénal (art. 11 et suivants) et du Code civil (art. 428 et 429) — plus la législation spéciale sur le contrat de louage de service (décret du 8 novembre 1888) (2).

L'Acte général de la Conférence de Berlin fait partie du droit public de l'Etat. Il y affecte le caractère d'une obligation internationale. En appelant toutes les Puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans le bassin du Congo à combiner leurs efforts en vue de la suppression de l'esclavage, la Conférence a condamné en principe tout esclavage, elle a proclamé que celui-ci est contraire à l'ordre public des nations civilisées. Les tribunaux de l'Etat du Congo, pour lesquels l'Acte général est une loi fondamentale, ne pourraient donc sanctionner ni regarder comme licites des faits quelconques d'esclavage, fût-ce sous prétexte de respecter les us et coutumes locaux. La loi ne connaît

(1) V. cet Acte, *Archives*, 1886, II, p. 257.

(2) V. ce décret, *Archives*, 1889, I, p. 55.

d'autres obligations entre maîtres et serviteurs noirs, que celles qui découlent d'un contrat librement consenti et conforme aux principes du droit civil belge. Elle refuse tout appui au maître qui voudrait contraindre un noir à travailler pour lui, contre son gré, et en dehors des obligations légalement contractées.

L'interdiction de l'esclavage se trouve consacrée dans le Code pénal de l'Etat; les articles du Code qui traitent ce point sont absolument formels. L'esclavage, même domestique, ne saurait être reconnu officiellement. En effet, il n'est pas possible qu'un homme au Congo soit assujéti à un autre, puisque toute atteinte à la liberté individuelle est réputée un délit punissable par les articles 11 et suivants du Code pénal. Est puni celui qui, par violences, ruses ou menaces, a enlevé ou fait enlever, arrêté ou fait arrêter arbitrairement, détenu ou fait déténir une personne quelconque (art. 11); est puni celui qui dispose de personnes quelconques pour les vendre comme esclaves (art. 12). De par ces dispositions générales, le trafic, le transport, la détention d'individus comme esclaves tombent sous le coup de la loi pénale.

Et non seulement le Code punit avec une grande sévérité toute atteinte à la liberté individuelle et tout fait d'esclavage, mais en vertu d'un décret qui sera analysé plus loin, le Directeur de la Justice et ses délégués ont pour mission expresse de prendre eux-mêmes en mains la défense des noirs chaque fois que ceux-ci sont lésés ou qu'ils subissent quelque contrainte ou violence. Le rôle de l'Etat à leur égard n'est pas passif; il exige que la justice intervienne activement pour ne laisser méconnaître aucun de leurs droits dans les régions, de plus en plus étendues, où elle exerce son action. Ici, tout homme, libre en droit, peut s'émanciper d'un assujettissement illicite, et l'autorité est tenue de lui accorder dans ce but aide et protection.

II

Tout homme étant libre en droit, l'Etat a tenu à garantir sa liberté en fait et, dans cette pensée, un décret a été porté, le 8 novembre 1888, qui a pour but général d'assurer à tous les noirs indistinctement, qu'il considère comme des mineurs, une protection particulière. Parmi les obligations qui résultent, pour l'autorité, de cette espèce de tutelle, le décret consacre plus spécialement celle de surveiller les contrats de louage; à ce point de vue spécial, il tend à empêcher que le contrat de louage ne dégénère en esclavage domestique.

Pour mieux faire ressortir le caractère tutélaire de ce décret, il convient d'en faire une analyse succincte et de mettre en lumière les principes d'ordre public qui y trouvent leur consécration.

L'obligation générale de protection due aux noirs est inscrite dans l'article premier du décret. Cet article a une portée absolument générale et doit s'entendre d'une façon plus large que ne le laisserait supposer l'intitulé du décret. Il a en vue, en effet, non seulement les engagés, c'est-à-dire les noirs en service, mais tout noir quelconque, qu'il soit indigène ou immigré, qu'il loue ses services ou non. C'est au Directeur de la Justice que le décret délègue, par une disposition formelle, la mission de prendre toutes mesures légales pour assurer le respect des droits et sauvegarder les intérêts de tous les noirs, qu'ils soient indigènes ou immigrés.

La réalisation pratique de ce droit général de surveillance se trouve dans la faculté pour le Directeur de la Justice, de demander directement aux tribunaux la réparation de tout préjudice causé aux noirs. Il va de soi qu'il n'est pas indispensable que le noir lésé prenne l'initiative ; c'est précisément parce que, ignorant parfois de ses droits ou sous la domination d'un maître, il ne saurait ou ne pourrait se faire entendre, que l'article premier charge l'autorité de prendre d'office ses intérêts en mains.

Quant aux formes des contrats, le principe est que tout contrat de louage d'un noir soit dressé par écrit. La constatation par écrit des conditions des engagements permet seule d'assurer aux engagés le respect de leurs droits. Cet écrit doit naturellement être dressé par les soins du maître ou patron. Afin que l'autorité soit à même d'exercer une surveillance efficace, les contrats sont présentés au visa ou passés à son intervention. Ce visa a un double but : permettre à l'autorité de s'assurer que le noir s'est librement engagé (art. 13, § 2) et lui donner connaissance des conditions des engagements, salaires, durée, prestations à fournir, etc., afin qu'elle puisse surveiller, en tout temps, l'exécution fidèle des conventions. Les conditions d'engagement des travailleurs sont inscrites dans des registres *ad hoc*.

Pour les noirs recrutés dans des localités éloignées et qui sont amenés par leurs maîtres à des distances lointaines, la loi veut la preuve de leur départ volontaire, et c'est toujours à l'intervention de l'autorité du lieu d'origine que les écrits doivent être dressés.

Les dispositions concernant la forme des conventions de louage étant édictées dans l'intérêt des noirs, la sanction de la non-observation de ces dispositions ne devait atteindre que les maîtres ; c'est pourquoi le paragraphe 4 de l'article 13 dispose que les maîtres ne pourront se prévaloir des contrats qui n'auront pas été dressés par écrit et présentés au visa quand celui-ci est obligatoire. En ce qui concerne le maître, l'écrit et le visa sont des conditions essentielles de l'existence du contrat : le maître ne serait pas admis, par exemple, à prouver l'existence de la convention de louage en l'absence d'un écrit régulier. Mais il en est autrement pour le noir engagé, parce que ce n'est pas par sa faute que le contrat n'a pas été régulièrement dressé. Il peut se prévaloir du contrat s'il peut en établir l'existence par n'importe quel mode de preuve. Il peut aussi invoquer l'application des coutumes légales, pour autant qu'elles lui soient favorables. Le maître qui ne se conforme pas à la loi est donc ainsi dans une situation entièrement défavorable. La loi ne favorise pas cependant la mauvaise foi du noir ; ses engagements ne sont pas livrés uniquement à son arbitraire : il doit, en tous cas, respecter les coutumes locales, à condition, bien entendu, que celles-ci ne soient pas contraires à l'ordre public et aux principes du décret. C'est ainsi qu'en l'absence d'un contrat, le noir sera toujours libre de mettre fin à ses services ; mais il ne pourrait quitter purement et simplement son patron sans lui en donner, par exemple, avis au temps d'avance déterminé par les usages locaux.

Du reste, le maître ou patron peut, à ses risques et périls, tels qu'ils sont indiqués plus haut, prendre et conserver un noir à son service sans contrat. Seulement, outre les conséquences civiles que nous venons d'analyser, il deviendrait de plus punissable s'il ne pouvait justifier que

le noir fournit ses services volontairement (art. 4 et 5). L'administration de cette preuve sera souvent difficile pour le maître en l'absence de contrat écrit et le mettra à la merci des affirmations de l'engagé : la loi lui fait ainsi sentir la nécessité de faire dresser des contrats d'engagement à l'intervention de l'autorité.

La durée des contrats est réglée par l'article 3 et ne peut dépasser sept ans. Cette disposition est d'ordre public : on ne pourrait y déroger, même du consentement des deux parties.

Les contrats peuvent être renouvelés à l'expiration du terme de service, mais seulement à l'intervention de l'autorité. S'il en était autrement, il serait facile, par des contrats renouvelés, d'éluider le terme de sept ans.

En ce qui concerne le paiement des salaires, l'article 6 veut éviter qu'au moyen d'une pression quelconque, le maître ne paye ses travailleurs, contre leur volonté, en nature au lieu de numéraire, ce qui peut leur être préjudiciable. Le droit pour le maître, de payer en nature, ne peut résulter que du contrat ou de l'accord des parties. Si cette autorisation n'est pas donnée par le contrat, la loi met la preuve de l'accord survenu postérieurement à charge du maître.

Il est à remarquer que le maître ne pourrait invoquer les coutumes locales pour payer en nature. C'est pour éviter l'application des coutumes qui, en cette matière, pourrait être incertaine et arbitraire, que l'article 6 exige l'autorisation donnée par le contrat ou l'accord entre les parties.

Enfin le retour et le rapatriement sont toujours présumés aux frais du patron (art. 7). Pour qu'il en soit autrement, il faut une convention expresse, ce qui exclut l'accord tacite ou l'application des coutumes. L'autorité, aux termes de l'article 2, doit veiller au rapatriement et au retour des travailleurs engagés. Au surplus, les maîtres et patrons sont présumés en faute et responsables de ce chef, si le rapatriement ne s'effectue pas dans les conditions de temps et autres déterminées par le contrat ou la coutume.

III

Après avoir exposé l'ensemble des dispositions prises par l'Etat pour sauvegarder la liberté des noirs, il convient d'examiner si ces dispositions atteignent le but, ou s'il serait possible de prendre, dans cet ordre d'idées, de nouvelles mesures plus efficaces.

Le Gouvernement a chargé le Directeur de la Justice au Congo d'étudier cette question avec toute l'attention qu'elle mérite et de lui signaler en même temps plus particulièrement la situation faite aux travailleurs dans les établissements commerciaux et agricoles du Congo. Il croit utile de reproduire textuellement les observations qui lui ont été présentées à ce sujet par ce haut fonctionnaire :

« Je ne vois pas — écrit-il — de faits illicites se rattachant, soit directement, soit indirectement à la traite des noirs ou au transport des esclaves, qui échappent à la connaissance de nos tribunaux. L'état d'esclavage même dans la forme adoucie de servitude domestique qu'il revêt souvent parmi les populations indigènes n'existant pas aux yeux de notre législation, il en résulte en fait que nul ne peut être détenu ou retenu contre son gré, quels que soient les moyens employés : ruses,

violences, menaces, sans que l'auteur de ces manœuvres coupables ne s'expose à être déféré à la vindicte des lois.

Mais n'existe-t-il pas, sous prétexte d'obligations librement contractées, un esclavage plus ou moins mitigé ?

Permettez-moi d'entrer ici dans quelques développements et d'essayer de faire connaître les notions que possèdent les noirs de l'existence et de l'étendue de leur droit. On se tromperait singulièrement si l'on se représentait nos travailleurs noirs comme des êtres inconscients, passivement dociles et ne protestant pas contre l'arbitraire. Les usages en vigueur le démontrent suffisamment. Dans tout le Bas-Congo, le noir, lorsqu'il engage ses services, exige une *moukande*. La *moukande* est l'instrument (livret-feuille de papier) qui contient la preuve littérale du contrat qui vient d'être conclu, ou qui constate tout droit ou obligation quelconque. Elle mentionne le taux du salaire, définit le service à prescrire, la durée du contrat. L'usage de la *moukande* est très répandu et très fréquent. Une fois en possession de sa *moukande*, le noir est rassuré ; il sait que toutes les obligations vis-à-vis de lui contractées seront fidèlement observées, aussi ne s'empresse-t-il pas toujours d'exiger le paiement stipulé ; il conserve son écrit par devers lui pour le faire valoir le jour où il sera dans le besoin. Que si quelque désaccord vient à surgir au sujet de l'exécution des clauses du contrat, ou s'il se croit lésé, le noir a recours au juge et plaide jusqu'à ce qu'il ait obtenu satisfaction.

Généralement le noir n'engage pas ses services pour un temps très long. Dès que, grâce à son travail, il a réuni un petit pécule, il retourne dans son village où, s'il ne s'établit pas, il dépensera joyeusement le fruit de ses économies parmi les siens, pour venir ensuite contracter un nouvel engagement.

Etant donné ces mœurs des noirs, leur goût très vif des procès (*palabres*), au cours desquels ils révèlent souvent de véritables talents de plaideurs et font preuve d'une grande ténacité dans leurs prétentions, si l'on tient compte en outre de la durée très courte de leurs engagements [six mois (une année *fote*), un an au plus] on conçoit difficilement qu'il soit possible de les réduire, sous prétexte d'obligations librement consenties, en un esclavage plus ou moins mitigé, car ce n'est que sous la forme de contrats à long terme ou à terme indéfini que l'on pourrait rétablir l'esclavage.

Au surplus, les renseignements que j'ai recueillis me permettent d'affirmer que dans toutes les factoreries établies sur notre territoire, depuis Banana jusqu'à Ango-Ango, Matadi et au delà, les noirs tiennent la main à l'observation des clauses de leur *moukande*. Ils savent qu'ils ont le droit d'engager leurs services comme ils l'entendent et qu'ils ne peuvent être retenus au delà du temps fixé de commun accord avec le maître. Quant au respect de leurs droits, il est garanti non seulement par l'intervention tutélaire des autorités judiciaires, mais encore par les intérêts mêmes du commerce. Je citerai à cet égard un fait bien caractéristique. Je suis heureux d'avoir l'occasion de le mettre en lumière, car il démontre que les noirs sont loin de ressembler à l'être inerte, sans ressort ni énergie, que beaucoup se représentent.

Un employé européen d'une maison de commerce de Boma s'étant livré, il y a quelques mois, à des voies de fait assez graves sur un tra-

vailleux noir, fut traduit, sur la plainte de celui-ci, devant le tribunal répressif qui prononça une condamnation sévère. Cet employé ne tarda pas à être déplacé, parce que, ne se contentant pas de la condamnation prononcée, les habitants du village auquel appartenait la victime menaçaient de mettre en quarantaine la factorerie à laquelle était attaché l'employé coupable et de porter ailleurs leurs produits.

Tout ce qui précède a plus particulièrement trait aux habitudes des indigènes du Bas-Congo, mais à côté des travailleurs natifs il y a de nombreux noirs venus de tous les points de la côte d'Afrique : de Sierra-Leone (territoire anglais) ; de la république de Liberia, de la côte de Krow, d'Acera et de Lagos (territoires anglais) ; de Loango (territoire français) ; de Cabinda (territoire portugais). Ils sont employés dans nos stations et dans les maisons de commerce en qualité de charpentiers, de forgerons, de domestiques, de marins, de blanchisseurs, etc., etc.

Tout ce peuple de travailleurs, originaires de tous les points de la côte occidentale d'Afrique cités plus haut, où, depuis de longues années, grâce à l'influence anglaise, les pratiques esclavagistes sont abolies et où existe déjà une certaine civilisation, est aussi parfaitement renseigné sur la foi due à la loi des contrats que le sont nos ouvriers européens. Tous sont munis d'écrits ou de livrets constatant la durée du service à fournir, le taux des salaires, le mode de paiement, le droit au rapatriement.

Le décret du 8 novembre 1888, qui a consacré législativement les usages déjà en vigueur, a considérablement amélioré la situation de nos travailleurs en érigeant, en conditions essentielles, la plupart des clauses des contrats et en établissant d'une manière plus directe et plus efficace le contrôle et l'intervention des autorités.

Je ne vois pas actuellement de modifications à apporter aux dispositions législatives existantes ; j'aurai soin de vous signaler, dans de prochains rapports, celles dont la nécessité sera indiquée par les circonstances. »

La conclusion qui se dégage de l'exposé précédent, c'est que sous le rapport des mesures législatives destinées à sauvegarder la liberté individuelle des noirs, les dispositions prises jusqu'à ce jour répondent à toutes les nécessités et que notre législation est suffisamment armée pour protéger efficacement les noirs, indigènes ou non indigènes.

Il reste — et cette tâche est lourde — à étendre de plus en plus en fait l'application de ces dispositions humanitaires aux régions, chaque jour plus circonscrites, qui se trouvent encore en dehors de l'influence directe et immédiate des pouvoirs publics.

Je suis,

SIRE,

de Votre Majesté,

Le très humble, très fidèle et très obéissant
serviteur et sujet,

EDM. VAN EETVELDE.

Bruxelles, le 24 octobre 1889.

Rapport au roi-souverain sur les mesures politiques et militaires prises et à prendre pour amener la répression de la traite des esclaves dans les territoires de l'Etat indépendant du Congo.

SIRE,

La répression de la traite des esclaves a été l'un des objets principaux poursuivis par Votre Majesté dès l'origine des entreprises belges au Congo.

Mon collègue du Département des Affaires étrangères, ayant la Justice dans ses attributions, a exposé à Votre Majesté le travail législatif accompli par l'Etat, depuis sa fondation, en vue d'assurer l'extinction de l'esclavage (1).

Je viens compléter ce résumé en rappelant les mesures politiques et militaires prises pour enrayer la traite, et en indiquant ce qu'il reste à faire pour la tenir en échec.

Dès 1876, Votre Majesté avait cherché à raviver cette question par la fondation de l'Association internationale africaine.

Le fait le plus important à ce point de vue, celui qui préoccupait au plus haut point Votre Majesté, était la marche progressive des métis arabes originaires de Zanzibar, dans les provinces situées à l'ouest du lac Tanganika.

Aussi à peine la station de l'Equateur était-elle établie en 1883, que Stanley reçut de Bruxelles l'ordre d'ajourner la création des établissements intermédiaires à Bangala et à Oupoto, jusqu'à ce qu'il eût atteint les Stanley-Falls, où il devait fonder un poste destiné à entraver les opérations des Arabes.

Ce poste fut fondé le 3 décembre 1883.

Stanley a décrit dans son dernier livre les horreurs de la dévastation que les récentes razzias des marchands d'esclaves venaient d'infliger alors à la contrée.

Depuis ce moment, on peut constater que, malgré quelques retours offensifs de leur part, le mal a été relativement enrayeré dans le voisinage immédiat au moins des rives du Congo.

L'évacuation momentanée de la station des Stanley-Falls en août 1886, démontra qu'il restait néanmoins beaucoup à faire pour imposer aux traitants venus de l'est le respect des lois de l'humanité.

Jusqu'à cette époque, pressées par les événements, nos expéditions avaient dû gagner les points essentiels d'occupation du Haut-Fleuve avec des moyens très restreints.

Il s'agissait désormais de substituer une organisation militaire réglée à une série de mesures forcément hâtives et qu'il eût été difficile auparavant de coordonner efficacement.

Tandis que jusque-là une fraction minime de nos forces recevait une instruction militaire sérieuse, et que le restant n'était astreint qu'à quelques exercices de tir, tous les contingents furent dorénavant soumis à un apprentissage militaire uniforme et assez étendu, donné à l'école de Boma. La valeur technique et la discipline des troupes firent dès ce moment des progrès sensibles.

En 1888, l'effectif des contingents a été doublé. Depuis 1885 déjà, nous avions pu commencer à trouver des recrues parmi nos populations

(1) V. le Rapport qui précède.

indigènes elles-mêmes ; ce système a été étendu et de grands efforts sont faits pour le développer.

L'organisation définitive de la Force publique, décrétée le 17 novembre 1888, a considérablement augmenté ses cadres européens, qui comptent vingt-trois officiers et vingt-neuf sous-officiers ; elle a fixé les quartiers généraux des compagnies permanentes et préparé en même temps la formation de milices indigènes appelées à nous fournir de solides auxiliaires.

Aujourd'hui les compagnies permanentes, représentant le noyau de nos forces régulières, atteignent à peu près deux mille deux cents hommes ; mais nous pouvons compter en même temps, rien que dans le pays des Bangalas, sur cinq mille hommes de milices, et, dans les environs de l'Arouwimi et des Stanley-Falls, sur trois mille hommes au moins.

Entre le Haut-Kassaï et le Haut-Lomami nous croyons pouvoir nous appuyer prochainement sur une première force auxiliaire de trois mille hommes de milices. Partout ailleurs, ce système est en voie d'organisation.

L'armement de l'infanterie a été unifié et, bien qu'il soit resté deux systèmes de fusils, ils tirent actuellement la même cartouche, ce qui a supprimé bien des complications et des causes de confusion et d'erreurs.

La cartouche a été améliorée. Un approvisionnement entièrement nouveau de deux cents coups par arme, et périodiquement renouvelé, a été constitué.

La base de Léopoldville étant trop éloignée des postes de l'est, une base secondaire a été créée à la station des Bangalas, et un grand dépôt d'armes et de cartouches de réserve y est établi afin de pouvoir armer promptement les tirailleurs des milices indigènes, en cas de besoin.

L'artillerie a été augmentée l'an dernier de trois mitrailleuses Maxim et de seize canons en bronze ; ces derniers sont destinés au flanquement des ouvrages fortifiés.

Le steamer *Ville de Bruxelles*, l'un des deux grands bateaux de ravitaillement, a été armé d'un canon, et remplit l'office de canonnière dans le Haut-Fleuve.

En même temps une série d'opérations politiques et militaires était entreprise pour rallier les populations d'Oupoto, N'Dobo, Yaminga, Bumba, Monongiri, c'est-à-dire toutes les tribus comprises entre les Bangalas et les Basokos du confluent de l'Arouwimi.

Cette tâche a été accomplie avec le plus grand succès. Des postes ont été installés chez toutes ces tribus, et une avant-garde, graduellement renforcée, a commencé la création d'un camp fortifié au confluent de l'Arouwimi.

Ce camp, qui surveille la route de Nyangwé et fera sentir au nord-est son action dans la direction du Haut-Nil, est entièrement armé et organisé ; son effectif est complet et s'élève à six cents hommes.

Les opérations de l'installation d'un camp semblable dans les parages du Haut-Lomami sont commencées ; ce camp est destiné à surveiller directement Nyangwé et à commander les affluents descendant du haut pays de Katanga.

Ce camp doit avoir le même effectif que celui de l'Arouwimi.

Pour ces deux camps des approvisionnements considérables en matériel et en vivres de réserve ont été envoyés.

Leurs chefs ont pour instruction d'établir immédiatement de grandes plantations autour de leurs positions et de rayonner dans le pays de manière à grouper sous leur protection les populations indigènes et à les rassembler en noyaux compacts, centres d'activité agricole et de résistance militaire aux marchands d'esclaves.

Pour assurer les ravitaillements, la liaison et l'action de ces positions importantes, il était nécessaire d'augmenter nos moyens de navigation. Trois petits vapeurs et trois embarcations à voile viennent d'être ajoutés à notre flottille du Haut-Fleuve. Ils seront bientôt et successivement rejoints par deux nouveaux steamers.

Le besoin de ces bateaux est d'autant plus grand que la traite des esclaves se pratique entre le Loulongo et l'Oubangi. Notre commissaire dans ce district a réussi, grâce à son bateau à vapeur, à capturer plusieurs fois des pirogues de négriers, et il a rendu ces actes de traite beaucoup plus rares en édictant une série de mesures de police.

Sur le haut du Kassaï le commissaire du district de Loulouabourg a pu réprimer, il y a deux ans, des actes de traite des esclaves commis par des négociants indigènes venus du sud.

Pour achever ce tableau de notre action anti-esclavagiste, je dois rappeler que le transport des armes à feu à l'intérieur a été interdit.

Cependant, comme malgré cette interdiction des armes se glissent encore au Haut-Congo, nous devons augmenter notre surveillance afin de la rendre plus efficace.

En même temps qu'étaient prises ces mesures militaires qui, vu les difficultés du transport et les distances, demandaient un temps assez long pour être mises à exécution, l'Etat adoptait vis-à-vis des métis arabes une politique conciliante. Il a voulu s'assurer s'il ne serait pas possible d'éviter une lutte à outrance avec des hommes non dépourvus de certaines qualités, initiés aux rudiments de la civilisation et capables de devenir des auxiliaires utiles s'ils consentaient à renoncer à l'institution de l'esclavage et aux odieuses pratiques de la traite.

C'est dans cet esprit que fut négocié le *modus vivendi* conclu le 24 février 1887 avec Hamed-ben-Mohamed, dit Tippo-Tip, et à la suite duquel cet Arabe, le plus influent des chefs de clans du Manyéma, fut nommé Vali des Stanley-Falls.

Si cet acte n'a pas donné jusqu'ici tous les résultats qu'on s'en était promis, on ne peut néanmoins contester qu'il a, dans une certaine mesure, contribué à limiter les horreurs de la chasse à l'homme, et qu'il a facilité la restauration et l'accroissement de l'influence civilisatrice de l'Etat aux Stanley-Falls sans effusion de sang.

Tout en montrant par des résolutions non équivoques qu'il est bien décidé à mettre définitivement un terme aux exactions et aux massacres dont les indigènes sont les victimes, et à user au besoin de la force pour atteindre ce but, l'Etat a cherché à orienter dans une voie nouvelle les opérations commerciales des Arabes, dans l'espoir de les amener à demander à des transactions légitimes l'équivalent des bénéfices que leur procure la traite.

Le chemin de fer des Cataractes est destiné à opérer une révolution dans ce sens. Nous comptons poursuivre cette politique à la fois ferme et

pacifique, et nous ne renonçons pas au dessein de faire un jour participer à la civilisation de l'Afrique ceux-là mêmes qui en ont été trop longtemps le fléau.

Le résumé qui précède laisse de côté les immenses sacrifices pécuniaires que l'œuvre entamée a imposés à l'Etat Indépendant du Congo.

J'ai l'espoir que Votre Majesté appréciera avec satisfaction l'étendue des efforts faits par ses représentants au Congo et les progrès considérables déjà réalisés, en constatant que, depuis les Stanley-Falls jusqu'à Banana au moins, les rives mêmes du fleuve ont cessé d'être le théâtre des sanglantes razzias effectuées précédemment, soit par les métis arabes, soit par les indigènes.

Toutefois, je croirais ne pas obéir aux intentions du Roi-Souverain, si je n'envisageais pas l'utilité de nouveaux efforts encore plus énergiques que ceux tentés jusqu'aujourd'hui.

Il serait, en effet, hautement désirable, dès que nos ressources nous le permettront, de pouvoir nous mettre en travers des grands courants de la traite intérieure, en organisant des croisières sur certaines de nos eaux, et en occupant les voies principales qui mènent soit au Soudan sud-oriental, soit aux sources du Congo, où se trouvent les champs d'action des Arabes agissant entre les lacs Tanganika et Nyassa.

Des postes militaires, établis au sud du Katanga d'une part, vers les limites du bassin du Nil, de l'autre, intercepteraient efficacement les routes de la traite dans ces parages. Nous devons toutefois réserver l'examen des détails des dispositions à arrêter à cet effet jusqu'à ce que nous soyons pourvus des ressources financières nécessaires.

C'est sur l'Etat du Congo, plus directement en contact avec le fléau dans son foyer central, que porte le poids principal de la lutte à soutenir dans cette région intérieure.

C'est à lui que les charges de cette vaste mission incombent aujourd'hui au premier chef.

Son succès profitera à l'humanité tout entière, comme à tous les Etats ayant des possessions africaines.

C'est avec le plus profond dévouement que je reste,

SIRE,

de Votre Majesté,

le très humble, très fidèle et très obéissant serviteur,

C. COQUILHAT.

Bruxelles, le 29 octobre 1889.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE.

La session du Reichstag a été ouverte le 22 octobre par le discours du Trône, dont M. de Boetticher a donné lecture et dont voici la traduction :

Messieurs,

Sa Majesté l'Empereur a bien voulu me charger de vous saluer, au nom des Gouvernements confédérés, au moment où va s'ouvrir la dernière période législative de la session en cours.

Le but principal de l'activité du Reichstag actuel doit être d'assurer la paix à l'extérieur comme à l'intérieur. Au cours de la session qui s'ouvre, vous aurez à vous occuper de questions se rattachant à ce but.

Au moment où le Reichstag s'est réuni pour la première fois, il y a trois ans, il s'agissait, avant tout, d'assurer la puissance des forces militaires de la patrie. Le Reichstag, guidé par son patriotisme, a contribué à la solution du problème; aujourd'hui, nous vous demandons de nouveau votre concours pour mettre les forces morales et matérielles de l'armée à la hauteur des circonstances, et pour donner par là, aux tendances pacifiques de l'Empereur et de ses augustes alliés, l'autorité qu'elles doivent avoir dans le concert européen.

Un projet de loi modifiant la loi militaire de l'empire du 2 mai 1874 et instituant une nouvelle division de l'armée rétablira, entre ses différentes parties, l'équilibre détruit par les augmentations des effectifs et les mouvements des troupes; cette mesure est prise dans l'intérêt de l'instruction des soldats et de l'unité de la direction de l'armée.

Ces réformes et les mesures à prendre pour continuer de développer la puissance navale du pays donneront lieu à des dépenses qui sont indiquées au budget de l'empire.

Le projet de budget, dont vous allez être saisis sans retard, accuse, relativement à l'exercice actuel, une augmentation assez considérable des contributions matriculaires; malgré cela, ces contributions sont encore compensées, dans une assez grande mesure, par les sommes qui sont allouées aux États confédérés sur les recettes de l'empire.

(Le discours du Trône annonce ensuite la présentation d'un projet de loi concernant les socialistes et d'une nouvelle loi concernant les banques.)

Dans l'Afrique orientale, grâce aux crédits votés par le Reichstag, une action décisive a pu se produire en faveur de la suppression du commerce des esclaves et de la protection des intérêts allemands.

Les troupes de protectorat organisées sur les ressources votées par le Reichstag ont pu, avec le concours de la marine impériale, accomplir la mission qui leur avait été confiée, si bien qu'on a pu lever le blocus de la côte qui avait été décidé, d'accord avec les autres puissances.

D'autre part, le Sultan de Zanzibar a rendu des décrets qui permettent d'espérer la suppression du commerce des esclaves dans ces contrées. Les frais de l'expédition, par suite de différentes circonstances, ont dépassé les limites des ressources mises à notre disposition par la loi du 2 février de cette année. Un nouveau projet de loi vous sera donc soumis à ce sujet.

Par suite des relations établies avec Zanzibar et l'Afrique orientale, comme aussi par suite du développement des relations avec les pays de protectorat à la côte occidentale et dans la mer du Sud, les charges de l'Administration coloniale, qui, jusqu'à présent, étaient confiées au Département des Affaires étrangères, se sont accrues à ce point que les forces actuelles ne suffisent plus et que, d'autre part, il est impossible de les augmenter, sans procéder à une réorganisation de ce Département, conforme aux exigences nouvelles de la situation. Afin de décharger le Département des Affaires étrangères d'une série de travaux qui ne le concernent pas directement, un projet de loi sera déposé au Reichstag à l'effet de créer une Administration coloniale séparée. Les propositions à ce sujet se trouvent déjà dans le budget de 1890-1891.

L'espoir que Sa Majesté l'Empereur exprimait ici, le 22 novembre de l'année dernière, dans le maintien de la paix avec l'aide de Dieu, s'est non-seulement réalisé jusqu'à présent, mais encore il a gagné en consistance pour l'avenir par les relations personnelles que Sa Majesté l'Empereur a nouées depuis, avec les souverains des pays voisins, amis ou alliés. Ces relations ont servi à consolider au dehors la confiance dans la sincérité de la politique pacifique de l'Allemagne, et elles nous autorisent à croire que la paix du monde européen sera maintenue encore l'année prochaine, avec l'aide de Dieu, sur la base des traités existants.

Par ordre de Sa Majesté l'Empereur je déclare, au nom des Gouvernements confédérés, ouverte la session du Reichstag.

Le passage relatif au maintien de la paix a été accueilli par des applaudissements réitérés.

Après la lecture du discours, le président M. de Levetzow a poussé le cri de : « Vive l'Empereur ! » qui a été répété avec enthousiasme par l'assemblée.

Dans le projet de budget de l'empire allemand, les recettes et les dépenses se balancent par 1,208,664,739 marcs.

Les dépenses permanentes sont fixées à 819,614,835 marcs, les dépenses annales ordinaires à 81,349,597, les dépenses annales extraordinaires à 277,700,307.

Les dépenses ordinaires de l'armée présentent, au chapitre des dépenses permanentes, une augmentation de 6,629,000 marcs, somme sur laquelle 1,500,000 marcs sont affectés à la formation de deux nouveaux corps d'armée, et en particulier à la création des deux postes de commandant de corps, des intendances de corps, de trois états-majors de division, de cinq états-majors de brigade d'infanterie, de six états-majors de brigade de cavalerie et de deux états-majors de brigade d'artillerie de campagne.

Le chiffre des dépenses permanentes de l'Administration de la marine présente une augmentation de 2,500,000 marcs. Au chapitre des dépenses annales ordinaires du Département des Affaires étrangères, figure un crédit pour l'Administration du protectorat du sud-ouest de l'Afrique, et en particulier pour l'augmentation des forces qui font la police de cette région.

On ne peut pas encore évaluer les sommes qui seront nécessaires pour mettre fin à la traite et protéger les intérêts des Allemands dans les parages en question. Le crédit y relatif sera fixé dans le budget complémentaire.

Le budget ordinaire de la marine accuse, au chapitre des dépenses annales, une augmentation d'environ 34 millions de marcs. Le Gouvernement demande, en particulier, un crédit pour la construction d'un aviso destiné à remplacer le yacht impérial le *Hohenzollern*.

Cet avis devra répondre, par sa vitesse, à toutes les exigences, et pouvoir, en outre, être employé comme yacht impérial.

Le budget extraordinaire de l'armée de l'empire présente, au chapitre des dépenses annales, une augmentation de 139,552.000 marcs. Sur cette somme, 14,500,000 marcs sont affectés à l'achat ou à la transformation de sacs, gibernes et cartouches, 45,813,000 devront être dépensés par suite des modifications apportées à la loi militaire, 61,224,000 sont destinés à l'artillerie et aux magasins de l'armée.

— A la séance du 29 octobre, on a discuté le budget.

Le baron de Maltzahn, secrétaire d'Etat de la Trésorerie de l'empire, a fait remarquer que l'on doit s'attendre, pour l'année courante, à différentes augmentations de dépenses, en particulier dans le budget de l'armée.

Selon le Ministre, les recettes des douanes seront de 30 à 40 millions de marcs supérieures à celles de l'année dernière, et les droits sur les céréales contribueront particulièrement à cette augmentation, bien que les prix des grains soient toujours plus bas que dans certaines années de bonnes moissons.

La plupart des dépenses extraordinaires, dit M. de Maltzahn en terminant, sont nécessitées par la défense de l'empire. Ce n'est pas un symptôme de l'incertitude de la paix. Mais le ferme espoir que les Gouvernements confédérés ont dans le maintien de la paix, la ferme volonté de l'Allemagne de maintenir la paix autant qu'il dépend d'elle, nous autorisent-ils à négliger les moyens qui nous mettent en situation de défendre cette paix? Nous ne pouvons nous soustraire aux sacrifices nécessaires pour conserver notre force toujours prête. Nous ne pouvons rester inactifs quand de nouvelles inventions d'art militaire s'imposent et sont adoptées par d'autres peuples. Il en est de même pour les charges consignées dans le présent budget pour deux corps d'armée et leurs accessoires. Cela ne veut pas dire que nous prévoyons une guerre, mais bien plutôt le contraire, c'est-à-dire que nous comptons bien avoir devant nous assez de temps pour cette nouvelle organisation.

M. Rickert (progressiste) ne méconnaît pas les efforts du Gouvernement pour maintenir la paix; cependant l'augmentation des dépenses militaires ne lui paraît pas supportable à la longue. La matière impossible du pays lui paraît mise à contribution autant qu'il est possible, et tout semble annoncer qu'on est en quête de nouveaux impôts. Que le Gouvernement dise nettement ce qu'il veut. Les nouvelles élections au Reichstag sont proches et montreront jusqu'à quel point le peuple partage ces vues.

— La discussion a continué à la séance du 30.

M. de Wedell-Malchow a parlé au nom des conservateurs, M. Bebel au nom des socialistes, M. de Bennigsen au nom des nationaux-libéraux, et M. Windthorst au nom du centre.

M. de Wedell a essayé de répondre au discours prononcé la veille par M. Rickert et de justifier les armements et les droits sur les céréales.

Voici le résumé du discours de M. Bebel :

Les peuples veulent la paix, les Gouvernements poussent à la guerre. Il est parfaitement indifférent aux peuples de savoir par qui ils seront gouvernés, pourvu qu'ils soient bien gouvernés.

Pendant les trois dernières années on a dépensé en préparatifs militaires 931 millions de marcs. C'est une vis sans fin qui oblige à des dépenses sans cesse croissantes par suite des progrès de l'industrie. Qui songe encore aujourd'hui à rendre la guerre plus humaine? Plus une arme est meurtrière, plus tôt on espère qu'elle mettra fin à la guerre.

Lorsque les peuples se ruent les uns sur les autres, sur l'ordre des

souverains placés à leur tête, il n'y aura pas assez de frères de l'Ordre de Saint-Jean et de sœurs de charité pour soigner toutes les blessures.

Il est vrai que les peuples auront, après cela, un nouveau répit pour aller au supplice, jusqu'à ce que l'on ait inventé et fabriqué un nouveau fusil.

On invoque, pour justifier nos nouveaux armements, la loi militaire française; mais on connaissait depuis longtemps cette loi sous forme de projet. Pour l'appliquer, il faudra vingt ans, et on peut facilement admettre que l'Allemagne, quand ce ne serait que par suite de l'augmentation de sa population, aura dépassé la France, dont la population va en décroissant.

Les cris de guerre ne sont tous les ans à l'ordre du jour que depuis la transformation de l'état des choses en Allemagne. L'Empereur Guillaume I^{er}, dans la proclamation qu'il publia en 1871, disait que la France et l'Allemagne devaient, à l'avenir, lutter sur un autre terrain que celui des armes. Ce n'est pas ce qui a eu lieu.

Au lieu de nous contenter de la chute de Napoléon après Sedan, ce qui mettait un terme à la guerre, nous avons continué la lutte et nous avons pris deux provinces aux Français.

Voilà pourquoi nous sommes continuellement menacés de la guerre. Nous serions tout aussi bien fondés à demander les provinces baltiques à la Russie, sous prétexte qu'elles ont autrefois appartenu à l'empire d'Allemagne.

Notre seul ennemi, si nous en avons un, c'est la Russie, ce pays barbare, notre ennemi héréditaire, qui cherche à faire des conquêtes à l'occident et qui tend à la possession exclusive de la mer Noire.

Il ne saurait être question de rendre sans conditions l'Alsace-Lorraine à la France; toutefois, nos hommes d'Etat devraient s'efforcer d'établir un état de choses tolérable en rétablissant un lien entre ces provinces et la France.

En France, on est persuadé que l'Allemagne n'attend que le moment propice pour anéantir son voisin.

Où ces armements nous conduiront-ils? Quand il faudra combattre, nous serons épuisés. Je ne crois pas que l'Autriche et l'Italie, dont les finances ne sont pas des plus solides, puissent facilement effectuer leur mobilisation, et j'ai même des doutes en ce qui concerne l'Allemagne, si je considère le peu de dévouement dont notre bourgeoisie a fait preuve en 1870. Ces charges, qui pèsent continuellement sur nous, finiront par paralyser nos forces de résistance.

Le Ministre de la guerre, le général Verdy du Vernois, a naturellement protesté contre l'assertion de M. Bebel, d'après laquelle la Russie serait l'ennemi héréditaire de l'Allemagne et a rappelé sur quels champs de bataille Allemands et Russes avaient versé leur sang pour la même cause. Pour ce qui est de l'Alsace, le général ne peut pas admettre qu'on propose la rétrocession de cette province à la France; il a même cru pouvoir affirmer que depuis quelque temps les Alsaciens montraient une tendance marquée à se rapprocher de l'Allemagne. Quant à la paix, le peuple allemand la désire aussi bien que ses princes. « Les efforts de l'Empereur, a-t-il dit, porteront très probablement leurs fruits. »

M. de Bennigsen, un des chefs du parti national-libéral, a déclaré qu'à l'époque actuelle, les armements sont nécessaires et difficiles, et que l'Allemagne doit ne rien négliger pour être victorieuse dans une guerre qui pourrait éclater. Au surplus, l'Allemagne ne peut être soupçonnée de vouloir faire une guerre offensive, parce qu'une pareille guerre n'aurait aucun but pratique. Dans la seconde partie de son discours, l'orateur a demandé que l'empire ait un Ministre des finances responsable. Les questions traitées par la Trésorerie sont trop importantes pour que l'autorité de celui qui dirige cet office ne soit pas absolue.

M. de Bennigsen a aussi fait allusion à l'expiration de plusieurs traités de commerce en 1892. « Il faudra décider, a-t-il dit à ce sujet, si nous maintiendrons à ce moment le système qui, depuis 1880, sert de base à notre

tarif douanier, ou si, ce que je ne crois pas impossible, nous reviendrons au système des traités de commerce communs (*gemeinsame*.)

M. Windthorst déplore que les sacrifices, lors du vote du septennat, ne soient pas suffisants. Malgré l'optimisme officiel, il est incontestable qu'un grand malaise pèse sur la nation, et qu'il en faut chercher la cause dans les dépenses militaires toujours croissantes.

— Le Reichstag a terminé, le 31 octobre, la première lecture du budget.

M. de Maltzahn, secrétaire de la Trésorerie de l'empire, défend le système de l'impôt sur le sucre. Il faut, dit-il, attendre les résultats que donneront les négociations internationales relatives à l'abolition des primes sur les sucres, négociations auxquelles l'Allemagne prend part.

Pour ce qui est de la protection et du libre-échange, c'est là une question d'opportunité pure. En ce moment, pourtant, un retour au libre-échange est impossible.

M. de Maltzahn défend le tarif actuel des douanes, qui a déjà beaucoup fait pour le relèvement du travail national et n'est pas moins avantageux au point de vue fiscal et permet de distribuer aux États confédérés d'utiles excédents de recettes. La majorité des États d'Europe a adopté une politique économique de protection. Donc, ni maintenant, ni bientôt, l'Allemagne ne pourrait retourner au libre-échange. Ce serait presque un suicide.

M. Richter fait une critique détaillée et fort vive du budget de l'empire.

M. de Bismarck disait, dans son dernier grand discours, que les États voisins de l'Allemagne peuvent avoir autant de forces militaires que notre empire, mais, quant à la qualité, ils ne sont pas à sa hauteur; l'Allemagne a un corps d'officiers et de sous-officiers incomparable. Dans le même discours, le chancelier disait : « Nous autres Allemands, nous ne craignons personne, hormis Dieu ». Aujourd'hui, on semble changer complètement de langage et dire : Nous craignons tout le monde, et nous ne redoutons pas moins une économie, quelle qu'elle soit, sur le budget de la guerre et de la marine. Que s'est-il donc passé depuis un an en Europe? Lors de la discussion du septennat militaire, on avait fait entrer en ligne de compte la future loi militaire française. Peut-on, aujourd'hui, la remettre en avant comme argument? En attachant cette importance à la dernière loi sur le recrutement votée en France, le Gouvernement impérial rend hommage aux principes défendus par le parti progressiste qui a toujours revendiqué la stricte application, à tous, du service obligatoire en réduisant le délai de présence sous les drapeaux.

Et même, ajoute M. Richter, les progressistes n'ont jamais demandé des réformes aussi étendues que celles qui sont contenues dans cette loi. Si l'on représente, à l'heure qu'il est, la loi en question comme très dangereuse pour l'Allemagne, on doit admettre que les principes qu'elle contient, savoir : la diminution de la durée du service actif, la fixation annuelle du contingent, etc., pourraient aussi être appliqués en Allemagne.

M. Richter critique ensuite le budget de la marine. Il rappelle que les progressistes ont combattu, l'année dernière, le plan de réorganisation de la flotte, qui tend à augmenter dans des proportions énormes les dépenses pour la marine militaire.

Le parti progressiste a voté le crédit pour la construction d'un cuirassé. Il n'a pas entendu s'engager pour le plan de réorganisation entier. Quant aux corvettes cuirassées, qui sont destinées à croiser et à faire des captures, leur utilité, en comparaison des 4 millions 1/2 demandés pour chacun de ces navires, est contestable. Le parti progressiste a toujours été pour une marine, même au temps où la nécessité d'une marine allemande était contestée d'autre part. Mais chaque année les plans qu'on soumet au Reichstag sont différents. Ainsi veut-on ou ne veut-on pas avoir une politique coloniale? De cette question de principe dépendent beaucoup d'autres. Au point de vue des constructions

maritimes, évaluées précédemment à 155 millions, voici qu'un renchérissement des fers augmente les devis de 25 0/0. On risquera d'avoir des surprises analogues avec la poudre sans fumée, dont tout le monde parle, et on se demande déjà si cela n'entraînera pas une transformation complète de l'artillerie de campagne, pour laquelle l'an dernier des crédits ont été votés. Il y a là un jeu d'amateur (*liebhaberei*) qui coûte cher à la nation.

Pour satisfaire des désirs personnels, on ne demande rien moins que 4 millions 1/2 pour un nouveau yacht impérial, pour un bâtiment de luxe qui ne rendra aucun service en temps de guerre et qui ne servira que pour les revues de la flotte ou les excursions de l'Empereur. Puisque la liste civile a été augmentée de 3 millions 1/2 par an, elle pourrait bien supporter la dépense du nouveau yacht dont le Parlement n'a pas à prendre la responsabilité. Les progressistes ne se demandent pas si tel ou tel vote fera plaisir en haut lieu : ils agissent et votent selon leur conscience.

Passant à la politique coloniale, M. Richter constate que M. de Bismarck a changé d'attitude. Naguère il se plaignait d'avoir été entraîné malgré lui dans les entreprises coloniales, d'avoir, selon son expression, *capitulé* devant les instances du Reichstag. Il disait aussi que les colonies ne pouvaient être gouvernées ni par le soldat, ni par le bureaucrate, mais par le commerçant exportateur.

Le 15 septembre, dans un rescrit à la Compagnie du Sud-Ouest africain, il disait que le Gouvernement impérial n'avait pas à intervenir par les armes pour briser la résistance des indigènes aux colonisateurs. Et voici qu'on nous propose un budget colonial d'où ressort une politique toute différente. On fait grand bruit de l'expédition Wissmann, et nous lisons télégrammes sur télégrammes annonçant ici une victoire, là une exécution, ailleurs l'incendie d'un village, ce qui s'appelle, d'après la formule du dernier discours du Trône, « porter la civilisation et la moralisation en Afrique ». Encore cette ironie coûte-t-elle beaucoup d'argent, et il faut nous attendre à une demande de crédits. C'est, dit-on, la paix à brève échéance ; oui, la paix du cimetière avec la destruction des quelques germes de civilisation implantés en ces territoires par les missionnaires et les commerçants.

Il y a peu de temps, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* disait que l'Allemagne a assez de colonies, et M. de Bismarck songe à attribuer les affaires coloniales à un autre ressort qu'aux affaires étrangères. Après le fiasco colonial, on ne saurait s'en étonner ; mais cependant cette séparation ne serait point heureuse. Ces questions coloniales entraînent des contestations internationales (par exemple, l'affaire de Samoa). Elles sont donc à leur place à l'office des affaires étrangères.

M. de Bennigsen, continue M. Richter, recommande une autre décentralisation qui n'est guère plus heureuse : la création d'un ministère impérial des finances. Quand, autrefois, les progressistes ont présenté cette demande, le Chancelier a fait marcher le Bundesrath et fait publier, dans le *Moniteur de l'Empire*, une déclaration disant qu'un tel Ministère responsable était contraire au caractère fédératif de l'empire, et que le Gouvernement allemand ne saurait dépendre d'une majorité parlementaire. Que M. de Bennigsen prenne garde, il risque que, à la nouvelle de cette résurrection d'une ancienne idée libérale, M. de Bismarck accoure de Friedrichsruhe exprès pour le dénoncer comme ennemi de l'empire. M. de Bismarck connaît trop bien les nationaux-libéraux. Il sait que leurs semblants d'opposition aboutissent toujours à une glorification du Chancelier. Si M. de Bennigsen désire réellement la nomination d'un Ministère responsable des finances pour l'empire, qu'il présente une motion en règle. Les progressistes l'appuieront.

M. Richter constate ensuite les conséquences de l'attitude des nationaux-libéraux dans les questions agraires, et leur reproche leurs votes en 1884 et 1887 en faveur de l'élévation des droits sur les grains.

Où est la satisfaction populaire dont parlait M. de Bennigsen dans son discours ? Satisfaits sont ceux dont les fils ou les parents ont de bonnes places

dans les administrations et des grades dans l'armée ; satisfaits sont ceux qui jouissent d'une protection pour leurs intérêts privés : les agrariens et les grands industriels. Mais la grande masse du peuple n'a aucune raison spéciale d'être satisfaite.

« Théoriquement, nous avons l'égalité des confessions religieuses. Mais ne voyons-nous pas les juifs exclus en fait de certains grades et de certains emplois publics ? L'antisémitisme ne fait-il pas rage ? La hiérarchie ecclésiastique évangélique, se sentant protégée par en haut, est plus arrogante que jamais. Sur nous c'est une pluie de procès : pour lèse-majesté, pour offenses à M. de Bismarck, pour tendances même.

« Les deux tiers de la Presse sont à la solde de la Chancellerie et le chef d'état-major même ne se voit pas épargné par la Presse du Chancelier. Toute opposition est traitée d'une manière inouïe. Bien que tous nous portions les armes pour la défense de la patrie, ceux qui sont suspects de convictions libérales sont exclus des avancements dans l'armée et aussi dans la magistrature. Nous sommes débarrassés de M. de Puttkamer, mais c'est M. de Bennigsen qui s'est fait l'exécuteur de son système. La personne de l'Empereur est appelée à intervenir dans la lutte des partis. Le cartel se pare du titre de parti impérial. »

Après un discours de M. de Bötticher, secrétaire d'Etat à l'office de l'intérieur, et une réplique de M. de Bennigsen, la discussion générale est close et la séance est levée.

Le Czar est allé faire, à Berlin, la visite depuis longtemps annoncée ; il y est arrivé le 13 octobre.

Le *Moniteur de l'Empire* s'est exprimé en ces termes à propos de son arrivée :

L'Empereur de Russie est arrivé ce matin pour rendre la visite que notre Empereur lui avait faite. L'hôte impérial a été salué, dans la capitale de l'empire allemand, avec la déférence due au souverain d'un grand et puissant empire qui vit depuis longtemps en paix avec la Prusse et l'Allemagne. Ce sentiment est conforme, en même temps, aux relations d'amitié qui existent entre les deux monarchies et que ceux-ci ont héritées de leurs pères. La nation allemande tout entière se joint aux deux souverains pour souhaiter que la visite impériale contribue au développement de la prospérité des deux peuples.

Au diner de gala, l'Empereur Guillaume a porté le toast suivant :

« Je bois à la santé de mon hôte et ami vénéré, Sa Majesté l'Empereur de Russie ; je bois à la durée de l'amitié qui, depuis plus de cent ans, unit nos Maisons, et que je suis résolu à cultiver comme un bien hérité de mes pères. »

L'Empereur Alexandre remercie, en français, Guillaume II, de ses sentiments amicaux et porte la santé de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice. Puis il boit au prince de Bismarck qui, se levant, vide debout son verre, et s'incline profondément. Guillaume II porte alors la santé du comte Schouvaloff, et comme l'avait fait le Chancelier, l'ambassadeur de Russie, debout, vide son verre et s'incline.

D'après une note du *Moniteur de l'Empire allemand* du 22 octobre, la région située entre la côte orientale de l'Afrique, entre Witu au nord et la station de Kiomaju, appartenant au Sultan de Witu, au Sud, est placée sous le protectorat de l'Empereur d'Allemagne, en vertu des traités conclus avec les Sultans et les chefs de cette région, et sous réserve des droits des tiers.

AMÉRIQUE DU SUD

Le 11 septembre, a été signé à Buenos-Ayres un traité destiné à mettre fin au litige existant entre la République Argentine et le Brésil au sujet des limites.

Les télégrammes suivants ont été échangés à l'occasion de la signature de ce traité entre le ministre des affaires étrangères de la République Argentine et le plénipotentiaire argentin à Rio de Janeiro :

Au ministre argentin à Rio de Janeiro.

Je viens de signer avec le baron de Alencar, ministre du Brésil, le traité qui soumet la question de limites avec l'Empire, à la solution arbitrale du président des Etats-Unis, si dans un délai de quatre-vingt-dix jours les deux gouvernements intéressés ne sont pas arrivés à une solution directe pour fixer la frontière commune.

Le président de la République vous ordonne de présenter à Sa Majesté l'Empereur tous ses vœux pour la prospérité du Brésil, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration d'indépendance de ce pays.

Vous voudrez bien exprimer également les sentiments personnels de M. le Président pour la félicité de l'Empereur.

Veuillez aussi saluer en mon nom M. le Ministre des affaires étrangères, et le féliciter pour la solution donnée à la question des Missions.

M. le Président de la République et moi-même vous félicitons pour la part principale que vous avez eue dans la conclusion du traité qui vient d'être signé. Agréez, etc.

QUIRNO COSTA.

M. Moreno a répondu par le télégramme suivant :

A Monsieur Quirno Costa, ministre des affaires étrangères.

Hier soir j'ai donné lecture à l'Empereur du télégramme de Votre Excellence. Il m'a prié de vous remercier en son nom et de transmettre ses félicitations à M. le Président de la République.

Sa Majesté s'est montrée particulièrement satisfaite de savoir que la convention d'arbitrage avait été définitivement signée.

Le ministre Diana vous transmet les plus cordiales salutations.

Daignez agréer, etc.

ENRIQUE B. MORENO

Aux termes du protocole signé, le commissaire Valentin Virasoro, de la commission argentine des limites, a dû partir le 20 septembre pour les Missions, afin d'effectuer l'exploration complémentaire du Rio Jangadas.

Le terme de quatre-vingt-dix jours dans lequel les deux gouvernements devront tomber d'accord sur la ligne frontière partira de la date de l'achèvement de cette exploration complémentaire.

Reprise des relations diplomatiques du Paraguay avec la Bolivie.

On se rappelle qu'à la suite d'un incident survenu dans les environs de Bahia Negra, le Chargé d'affaires de Bolivie avait cru devoir demander ses passeports. Nous avons publié les différentes notes échangées entre le diplomate bolivien et le Ministère des Relations Extérieures du Paraguay. (*Archives* 1889, II, p.135).

Le 31 juillet dernier, le Ministre bolivien récemment accrédité a été reçu au Palais du Gouvernement : à cette occasion, deux discours importants ont été échangés. Nous les empruntons à la *Revue du Paraguay* du 24 septembre.

Le Ministre de Bolivie s'est exprimé en ces termes :

Monsieur le Président,

« Le Suprême Gouvernement de la Bolivie, touché du sincère désir exprimé par

celui de V. E. aux respectables chancelleries qui ont entremis leurs bons offices pour rétablir des relations cordiales entre la Bolivie et le Paraguay et, dans l'espoir que cette aspiration de V. E. trouvera une forme pratique, a daigné me nommer son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Mission spéciale pour procéder à l'échange des ratifications du Traité de Limites du 16 février 1887, qui donnera une solution définitive à notre ancienne question territoriale.

« Connaissant les opinions et les sentiments du peuple paraguayen grâce à une résidence antérieure dans ce pays hospitalier, je n'ai pu moins faire que d'accepter avec reconnaissance une mission qui tend à fortifier davantage les liens étroits qui unissent les deux républiques, convaincu que le haut et fraternel esprit qui anime V. E. et ses dignes collaborateurs dans la tâche de l'administration nationale, me faciliterait l'heureux devoir de la remplir d'une façon satisfaisante.

« En remettant aux mains de V. E. la lettre de cabinet qui m'accrédite dans le caractère élevé que je viens d'énoncer, je suis heureux de m'acquitter de la commission dont j'ai été spécialement chargé, de vous manifester les vœux ardents que le peuple et le Gouvernement de Bolivie forment pour la prospérité et la grandeur du peuple et du Gouvernement du Paraguay. »

S. E. le général ESCOBAR, *Président de la République*, a répondu par les paroles suivantes :

« Monsieur le Ministre,

« C'est avec une vive satisfaction que je reçois la lettre de Cabinet par laquelle l'Exme Gouvernement de la République de Bolivie vous accrédite dans la haute fonction d'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de cette république, répondant ainsi aux désirs réciproques des deux peuples de voir se rétablir les relations cordiales entre la Bolivie et le Paraguay.

« Vous pouvez être sûr, Monsieur le Ministre, que tout ce qui pourra contribuer à assurer la bonne intelligence et l'harmonie entre les deux républiques rencontrera de la part de mon Gouvernement la coopération la plus décidée.

« Je suis sincèrement reconnaissant des vœux qu'au nom du peuple et du Gouvernement bolivien, vous m'avez exprimés pour la prospérité et la grandeur du peuple et du Gouvernement du Paraguay.

« V. E. voudra bien transmettre à son Gouvernement les vœux sincères qu'à mon tour, au nom du peuple paraguayen, je forme pour sa prospérité et pour la félicité du noble peuple bolivien et de son illustre Gouvernement.

« Vous êtes reconnu en qualité d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Mission spéciale auprès du Gouvernement du Paraguay. »

CONGRÈS DE DROIT INTERNATIONAL SUD-AMÉRICAIN

Suite (1).

Traité de droit pénal international.

TITRE I. — DE LA JURIDICTION.

Article premier. — Les délits, quelle que soit la nationalité de l'agent, de la victime ou de la personne lésée, sont jugés par les tribunaux et punis par les lois de la nation sur le territoire de laquelle l'acte a été perpétré.

Art. 2. — Les faits d'un caractère délictueux, perpétrés dans un Etat, qui seraient justiciables des autorités de celui-ci s'ils y produisaient leurs effets, mais qui ne lèsent que des droits et des intérêts garantis par les lois d'un autre Etat, seront jugés par les tribunaux et punis par les lois de ce dernier.

(1) V. *Archives*, 1889, III, p. 277 et suiv.

Art. 3. — Quand un délit affecte différents Etats, la compétence des tribunaux du pays lésé sur le territoire duquel sera appréhendé le délinquant prévaudra.

Si le délinquant se réfugiait sur le territoire d'un Etat non affecté par le délit, la compétence des tribunaux du pays qui aurait la priorité dans la demande d'extradition prévaudra.

Art. 4. — Dans le cas de l'article précédent, et s'agissant d'un seul délinquant, il se fera un seul jugement et l'on appliquera la peine la plus grave de celles établies par les différentes lois pénales enfreintes.

Si la peine la plus grave n'était pas admise par l'Etat où se jugera le délit, l'on appliquera la peine qui la suit immédiatement en gravité.

Le juge du procès devra dans ces cas s'adresser au Pouvoir Exécutif pour que celui-ci donne connaissance que le procès a été intenté aux Etats intéressés dans ce jugement.

Art. 5. — Tous les Etats signataires pourront expulser, d'accord avec leurs lois, les délinquants réfugiés sur leur territoire, tant que, après avoir requis les autorités du pays dans lequel a été commis quelque'un des délits qui autorisent l'extradition, il n'aura pas été exercé par celles-ci d'action répressive quelconque.

Art. 6. — Les faits accomplis sur le territoire d'un Etat, qui ne seraient pas passibles d'une peine d'après leurs lois, mais qui seraient punis par la nation où ils produisent leurs effets, ne pourront être jugés par celle-ci que quand le délinquant tombera sous sa juridiction.

La même règle sera observée à l'égard des délits qui n'autorisent pas l'extradition des coupables.

Art. 7. — Pour le jugement et la peine appliquée aux délits commis par quelque'un des membres d'une légation, l'on observera les règles établies par le droit international public.

Art. 8. — Les délits commis en haute mer ou dans des eaux neutres, soit à bord des navires de guerre ou marchands, sont jugés et punis par les lois de l'Etat dont ils portent le pavillon.

Art. 9. — Les délits commis à bord de bâtiments de guerre d'un Etat, qui se trouvent dans les eaux territoriales d'un autre, sont jugés et punis conformément aux lois de l'Etat auquel appartiennent les dits navires.

Pareillement sont jugés et punis suivant les lois du pays auquel appartiennent les navires de guerre, les faits punissables commis hors de l'enceinte des navires, par les individus appartenant à l'équipage ou faisant un chargement, quand les dits faits concernent principalement la discipline des navires.

Si à l'exécution de ces faits ont seulement participé des individus n'appartenant pas à l'équipage du navire de guerre, l'instruction et le jugement auront lieu conformément aux lois de l'Etat dans les eaux duquel se trouvera le navire.

Art. 10. — Les délits commis à bord d'un bâtiment de guerre ou de commerce dans les conditions prévues par l'article 2 seront jugés et punis suivant ce qu'établit cette disposition.

Art. 11. — Les délits commis à bord de bâtiments de commerce sont jugés et punis suivant la loi de l'Etat dans les eaux duquel se trouvait le bâtiment au moment où a été commise l'infraction.

Art. 12. — Sont considérées comme eaux territoriales, au point de vue de la juridiction pénale, les eaux comprises dans la limite de cinq milles à partir de la côte de terre ferme et des îles qui font partie du territoire de chaque Etat.

Art. 13. — Les faits considérés comme délits de piraterie par le droit international public, sont soumis à la juridiction de l'Etat au pouvoir duquel tombent les délinquants.

Art. 14. — La prescription est régie par les lois de l'Etat auquel il appartient de connaître du délit.

TITRE II. — DE L'ASILE.

Art. 15. — Aucun délinquant réfugié sur le territoire d'un Etat ne pourra être livré aux autorités de l'autre qu'en conformité aux règles qui régissent l'extradition.

Art. 16. — L'asile est inviolable pour les individus poursuivis pour délits politiques, mais la nation de refuge a le devoir de s'opposer à ce que les réfugiés réalisent sur son territoire des actes mettant en danger la paix publique de la nation envers laquelle ces réfugiés sont coupables.

Art. 17. — Le coupable de délits communs qui se réfugierait dans une légation devra être livré par le chef de celle-ci aux autorités locales moyennant négociation préalable du ministre des Affaires Etrangères, quand il ne sera pas livré spontanément.

Cet asile sera respecté par rapport aux individus poursuivis pour délits politiques, mais le chef de la légation est tenu de porter immédiatement le fait à la connaissance du gouvernement de l'Etat près duquel il est accrédité, qui pourra exiger que le délinquant soit expulsé du territoire national dans le plus bref délai possible.

Le chef de la légation pourra exiger à son tour les garanties nécessaires pour que le réfugié sorte du territoire national assuré de l'inviolabilité de sa personne.

Le même principe sera observé à l'égard des réfugiés sur des navires de guerre, dans des eaux territoriales.

Art. 18. — Sont exceptés de la règle établie dans l'art. 15, les déserteurs de la marine de guerre dans les eaux territoriales d'un Etat. Ces déserteurs, quelle que soit leur nationalité, devront être livrés par l'autorité locale sur la demande de la légation, ou, à défaut de celle-ci, de l'agent consulaire respectif sur preuve préalable de l'identité de la personne.

TITRE III. — DU RÉGIME DE L'EXTRADITION.

Art. 19. — Les Etats signataires s'engagent à se livrer les délinquants placés sur leur territoire moyennant les conditions suivantes :

1° Que la nation qui réclame le délinquant soit compétente pour connaître et juger l'infraction qui motive la réclamation.

2° Que l'infraction, par sa nature ou sa gravité, autorise l'extradition.

3° Que la nation réclamante présente des documents qui, d'après ses lois, autorisent l'arrestation et le jugement du coupable.

4° Que le délit ne soit pas tombé sous le coup de la prescription, conformément aux lois du pays réclamant.

5° Que le coupable n'ait pas été puni pour le même délit et n'ait pas purgé sa condamnation.

Art. 20. — L'extradition exerce tous ses effets sans qu'en aucun cas la nationalité du délinquant puisse s'y opposer.

Art. 21. — Les délits qui autorisent l'extradition du coupable sont :

1° Quant aux délinquants présumés, les infractions qui d'après la loi pénale de la nation requérante se trouvent sujettes à une peine privative de la liberté qui ne soit pas moindre de deux ans ou une autre équivalente.

2° Quant aux condamnés, les délits qui sont punis d'une année de la même peine au minimum.

Art. 22. — Ne sont pas sujets à l'extradition les coupables des délits suivants :

Le duel ;

L'adultère ;

Les injures et calomnies ;

Les délits contre les cultes.

Les coupables des délits communs connexes avec quelqu'un de ceux précédemment énumérés sont sujets à l'extradition.

Art. 23. — Ne motivent pas non plus l'extradition les délits politiques et

tous ceux qui affectent la sécurité intérieure ou extérieure d'un Etat, ni les délits communs qui s'y rattacheraient.

La classification de ces délits se fera par la nation requise conformément à la loi qui sera la plus favorable au coupable réclamé.

Art. 24. — Aucune action civile ou commerciale affectant le coupable ne pourra empêcher son extradition.

Art. 25. — L'extradition du coupable pourra être différée tant qu'il sera soumis à l'action pénale de l'Etat requis, sans que ce délai empêche le cours de la procédure d'extradition.

Art. 26. — Les individus dont l'extradition aurait été accordée ne pourront être jugés ni punis pour des délits politiques antérieurs à l'extradition, ni pour des actes s'y rattachant.

Pourront être jugés et punis avec le consentement préalable de l'Etat requis, aux termes du présent traité, les délits susceptibles d'extradition qui n'auraient pas donné lieu à celle déjà accordée.

Art. 27. — Quand plusieurs nations solliciteront l'extradition d'un même individu, en raison de différents délits, on accédera en premier lieu à la demande de celle où, au jugement de l'Etat requis, l'infraction la plus grave aurait été commise. Si les délits étaient jugés de même gravité, la préférence sera accordée à la nation qui aura la priorité dans les demandes d'extradition ; et si toutes les demandes étaient de même date, le pays requis déterminera l'ordre de l'extradition.

Art. 28. — Si une fois effectuée l'extradition d'un coupable en faveur d'un Etat, il survenait une nouvelle demande d'extradition du même individu de la part d'un autre Etat, il appartiendra d'accéder ou non à la nouvelle demande à la même nation qui a effectué la première extradition, tant que le coupable réclamé n'aura pas été mis en liberté.

Art. 29. — Quand la peine dont est passible le coupable sera la mort, l'Etat qui accorde l'extradition pourra exiger qu'elle soit remplacée par la peine inférieure immédiate.

TITRE IV. — DE LA PROCÉDURE D'EXTRADITION.

Art. 30. — Les demandes d'extradition seront introduites par les agents diplomatiques ou consulaires respectifs ou, à leur défaut, directement de gouvernement à gouvernement et seront accompagnées des documents suivants :

1° Pour les coupables présumés, copie légalisée de la loi pénale, applicable à l'infraction qui motive la demande et de l'acte de détention et autres antécédents dont parle le paragraphe 3 de l'article 19.

2° Pour un condamné, copie légalisée de la sentence et justification que le coupable a été cité et représenté dans le jugement ou déclaré légalement contumax.

Art. 31. — Si l'Etat requis considère la demande comme irrégulière pour défaut de forme, il rendra les documents respectifs au gouvernement qui l'aura formulée, exprimant la cause et les vices qui empêchent ses effets judiciaires.

Art. 32. — Si la demande d'extradition était présentée en due forme, le gouvernement requis remettra tous les antécédents au juge ou tribunal compétent qui ordonnera l'arrestation du coupable et le séquestre des objets concernant le délit, si à son jugement cette mesure était utile, conformément au présent traité.

Art. 33. — Dans le cas où l'on trouvera utile de procéder à l'arrestation du réfugié, on lui en signifiera la cause dans le terme de vingt-quatre heures, l'avertissant qu'il peut faire usage du droit que lui accorde l'article suivant.

Art. 34. — Le coupable pourra, dans le terme péremptoire de trois jours, comptés depuis celui qui suit la notification, s'opposer à l'extradition, alléguant :

1° Qu'il n'est pas la personne réclamée ;

2° Les vices de forme dont peuvent être entachés les documents présentés ;
3° Le non-fondé de la demande d'extradition.

Art. 35. — Dans le cas où la preuve des faits allégués serait nécessaire, on ouvrira une enquête à cet effet d'après la loi de procédure de l'Etat requis.

Art. 36. — La preuve étant produite, l'incident sera résolu dans le délai de dix jours, en déclarant s'il y a lieu ou non à l'extradition.

Il pourra être appelé de cette décision dans le terme de trois jours devant le tribunal compétent, lequel prononcera sa sentence dans le délai de cinq jours.

Art. 37. — Si la sentence était favorable à la demande d'extradition, le tribunal qui aura prononcé la sentence le fera savoir immédiatement au pouvoir exécutif, afin que celui-ci procède à l'extradition du délinquant.

Si elle était contraire, le juge ou le tribunal ordonnera la mise en liberté immédiate du détenu et le communiquera au pouvoir exécutif avec copie de la sentence pour que celui-ci la porte à la connaissance du gouvernement requérant.

Dans le cas de négative pour insuffisance de documents, la procédure d'extradition sera réouverte quand le gouvernement réclamant en présentera d'autres ou complètera ceux déjà présentés.

Art. 38. — Si le détenu manifestait qu'il est d'accord avec la demande d'extradition, le juge ou le tribunal en prendra acte et déclarera sans autre formalité qu'il y a lieu à extradition.

Art. 39. — Tous les objets concernant le délit qui motive l'extradition et qui se trouveraient au pouvoir du coupable seront remis à l'Etat qui a obtenu l'extradition.

Ceux qui se trouveraient au pouvoir de tiers ne seront pas livrés sans que les possesseurs soient entendus au préalable et qu'on ait résolu les exceptions qu'ils opposent.

Art. 40. — Dans les cas où le coupable serait extradé par voie terrestre, il appartiendra à l'Etat requis de transporter l'inculpé jusqu'au point de sa frontière qui conviendra au gouvernement.

Quand cette extradition se fera par voie maritime ou fluviale, l'inculpé sera livré dans le port d'embarquement le plus approprié aux agents que doit constituer à cet effet la nation requérante.

L'Etat requérant pourra en tous cas constituer un ou plusieurs agents de sûreté, mais l'intervention sera subordonnée à celle des agents ou autorités du territoire de l'Etat requis ou de transit.

Art. 41. — Quand, pour livrer un coupable dont l'extradition a été accordée par une nation en faveur d'une autre, il sera nécessaire de traverser le territoire d'un Etat intermédiaire, le transit sera autorisé par celui-ci sans autre condition que l'exhibition par voie diplomatique du témoignage en bonne forme du décret d'extradition, rendu par le gouvernement qui l'a accordée.

Si le transit est accordé, il sera régi par les dispositions du paragraphe 3 de l'article précédent.

Art. 42. — Les dépenses causées par l'extradition seront au compte de l'Etat requis jusqu'au moment où il livrera le coupable.

Art. 43. — Quand l'extradition aura été accordée et qu'il s'agira d'un coupable présumé, le gouvernement qui l'aura obtenue communiquera à celui qui l'aura consentie la sentence définitive rendue dans la cause qui l'a motivée.

TITRE V. — DE LA PRISON PRÉVENTIVE.

Art. 44. — Quand les gouvernements signataires jugeront le cas urgent, ils pourront solliciter par voie postale ou télégraphique l'arrestation provisoire du coupable et la saisie des objets concernant le délit et il sera donné satisfaction à cette demande pourvu qu'il soit justifié de l'existence d'une sentence ou d'un ordre d'arrestation et que la nature du délit puni ou poursuivi soit déterminée avec clarté.

Art. 45. — Le détenu sera mis en liberté si l'Etat requérant ne présentait pas la demande d'extradition dans les dix jours qui suivront l'arrivée du premier courrier expédié après la demande d'arrestation provisoire.

Art. 46. — Dans le cas de prison préventive, les responsabilités qui en découlent retombent sur le gouvernement qui a sollicité la détention.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 47. — La ratification simultanée par toutes les nations signataires n'est pas indispensable pour la mise en vigueur de ce traité.

Celle qui l'approuvera communiquera son approbation aux gouvernements des Républiques argentine et orientale de l'Uruguay, afin que celles-ci la portent à la connaissance des autres nations contractantes.

Cette procédure remplacera l'échange de Protocole.

Art. 48. — La ratification et l'échange opérés en la forme ci-dessus, le présent traité demeurera en vigueur dès ledit acte et pour un temps indéfini.

Art. 49. — Si quelqu'une des nations signataires croyait qu'il fût de sa convenance de se délier des effets du présent traité ou d'y introduire des modifications, elle en avisera les autres nations, mais ne pourra être déliée que deux ans après la dénonciation, délai pendant lequel on s'efforcera d'arriver à de nouveaux accords.

Art. 50. — L'article 47 est applicable aux nations qui, n'ayant pas pris part à ce Congrès, voudraient néanmoins adhérer au présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des nations mentionnées signent et scellent le présent traité au nombre de cinq exemplaires.

A Montevideo, janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf.

AUTRICHE-HONGRIE

Les journaux officiels de Vienne et de Budapest du 20 octobre, ont publié une lettre autographe de Sa Majesté, en vertu de laquelle l'armée et la marine de l'Autriche-Hongrie porteront désormais, à la place du titre « impériale royale » celui d'« impériale *et* royale ».

Certains partisans quand même du régime centraliste s'obstinaient à commenter le titre « impérial-royal » dans ce sens que l'Autriche-Hongrie formait un seul Etat.

La décision du Souverain met un terme aux vagues espoirs de retour à l'ancien régime centraliste et place en évidence absolue l'existence de *l'Etat hongrois indépendant* et l'égalité (« paritas ») des deux Etats (Empire d'Autriche et Royaume de Hongrie) qui composent la monarchie austro-hongroise, cette indépendance et cette égalité qui ont été établies par les lois de 1867 et ne cessent depuis de s'affirmer par la consolidation et le développement constants de l'Etat hongrois.

Le rescrit de Sa Majesté ajoute que le nouveau titre ne doit porter aucune atteinte à l'unité de l'armée commune.

L'opposition hongroise admet cette unité, mais elle demande que l'armée des honvéds, entretenue par l'état hongrois, soit séparée de l'armée de l'Autriche-Hongrie; elle réclame pour celle-là le drapeau hongrois et, dans la séance de la Chambre des députés de Pesth du 21 octobre, M. Iranyi a interpellé le gouvernement, parce qu'on avait arboré, au camp de Monor, devant le logement du commandant des honvéds, le drapeau jaune et noir de l'armée commune.

M. Fejérvary répliqua que ce drapeau était un *guidon* arboré en vertu du règlement militaire, qui relève du souverain et est commun pour toutes les troupes de l'Autriche et de la Hongrie.

M. Iranyi déclare que ses amis n'acceptent pas les explications du ministre, et il a demandé l'appel nominal sur l'ordre du jour.

Cet ordre du jour, ou plutôt, comme l'exige le règlement de la Chambre, l'acquiescement à la réponse du ministre, est voté à la majorité de 54 voix.

BELGIQUE

Le gouvernement de l'Autriche-Hongrie vient d'adhérer à l'œuvre du congrès qui s'est réuni l'année dernière à Bruxelles pour la traduction et les publications des tarifs douaniers de tous pays.

L'adhésion de l'Autriche-Hongrie était d'un grand prix pour la réussite de l'œuvre dont la Belgique a eu l'heureuse initiative.

Aujourd'hui, les plus grandes nations du monde entier, à part encore la France et l'Allemagne, se sont ralliées à l'idée du congrès dit des tarifs douaniers.

La seconde réunion de ce congrès se tiendra vers la fin de cette année à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères.

BULGARIE

Depuis quelques années, il existe entre la Bulgarie et la Roumanie une question pendante, celle des îlots du Danube situés en face de Radhovo, et dont les principaux s'appellent Bélédié, Papadia, Echek-Adassi, etc.

Les deux gouvernements, désireux de régler définitivement cette affaire qui implique les droits de police, de pêche, etc., ont, au commencement d'octobre, nommé des délégués qui formeront une commission d'étude, détermineront le thalweg du fleuve et présenteront leur rapport respectif.

ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

M. Félix Fuchs, juge d'appel à Boma, a donné à ses anciens confrères de la conférence du jeune barreau de Bruxelles, le 31 octobre, une intéressante conférence sur l'organisation judiciaire au Congo. Nous en donnons l'analyse d'après *l'Indépendance belge*.

Le conférencier a rappelé d'abord les principes qui ont présidé à la constitution du nouvel Etat; il a analysé l'acte général de la conférence de Berlin et les décrets qui en ont été la conséquence; puis l'organisation du gouvernement et de l'administration.

En ce qui concerne la justice, l'art. 33 de la conférence de Berlin porte que les puissances reconnaissent l'obligation d'assurer, dans les territoires occupés par elles, sur les côtes du continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis.

Le nouvel état avait donc intérêt à pouvoir justifier de cette organisation auprès des puissances, afin d'éviter de la part de celles-ci l'établissement de juridictions qui eussent constitué un empiètement sur les pouvoirs du roi souverain. Aussi le gouvernement de l'Etat s'empressa-t-il de pourvoir à l'administration de la justice.

Le décret relatif à cet objet institue des tribunaux de première instance dans les localités à déterminer et un tribunal d'appel à Boma. Chaque tribunal est composé d'un juge, d'un officier du ministère public et d'un greffier.

Le Congo est donc doté du système du juge unique qui compte, chez nous, des partisans convaincus. « Vous comprenez, a dit M. Fuchs, qu'il ne m'est pas permis d'insister personnellement sur les avantages de ce système. »

Jusqu'à présent, il n'y a qu'un tribunal de première instance dont le siège est à Banana. Mais le juge a la faculté de se transporter dans les différents centres

de sa juridiction, ce qui facilite l'instruction des affaires et diminue les frais de justice. C'est une juridiction « ambulatoire ».

Lorsqu'il s'agit d'appliquer la peine de mort ou la servitude pénale à perpétuité, on peut adjoindre au juge deux ou quatre assesseurs tirés au sort sur une liste dressée par le gouverneur général. Ces assesseurs constituent donc une sorte de jury auquel on a recours pour le jugement des infractions les plus graves.

Les peines applicables aux infractions sont : la mort, la servitude pénale, l'amende et la confiscation spéciale.

Primitivement, les condamnés à mort devaient être pendus ; une décision ultérieure du roi souverain a laissé au gouverneur général le soin de régler le mode d'exécution, sauf en ce qui concerne les militaires qui doivent être passés par les armes.

Une seule exécution par pendaison a eu lieu au Congo, celle d'un noir coupable d'assassinat sur un indigène qu'il avait attiré par ruse sur le territoire de l'Etat.

Les condamnés à la servitude pénale sont internés dans les prisons de l'Etat et employés dans les travaux publics, déchargement de navires, etc. C'est la peine la plus efficace pour les indigènes ; le nègre ne fait rien pour rien ; aussi la privation de la liberté avec obligation de travailler sans rémunération lui est odieuse. On cite un indigène qui, condamné à 6 mois de servitude pénale, a demandé que cette peine fût remplacée par l'application d'un certain nombre de coups de bâton. Les tribunaux de l'Etat ne peuvent évidemment ordonner des châtiments corporels, ces peines n'étant pas comminées par les décrets du pouvoir souverain.

L'amende se paye en argent ou en nature ; l'administration a établi un tarif des équivalents. Ainsi un mouton vaut 16 fr., un porc 6 fr., un poulet 1 fr., un œuf cinq centimes. Ce tarif permet de faire comprendre immédiatement à l'indigène la gravité de la peine prononcée.

M. Fuchs a décrit aussi le fonctionnement de la justice civile et l'organisation spéciale du louage de service à court terme, réglé de façon à empêcher que les noirs, qui sont considérés comme des mineurs, ne soient soumis à un esclavage déguisé. « Au Congo, a ajouté le conférencier, il n'y a heureusement pas d'avoués. Quand je dis heureusement, je n'entends pas me prononcer sur le mérite de l'institution ; mais jusqu'à présent, la nécessité de la présence de ces honorables officiers ministériels ne s'est pas fait sentir là-bas. » Un avoué de 1^{re} instance qui se trouvait dans l'auditoire, a ri tout le premier de cette boutade, d'ailleurs fort innocente.

M. Fusch aurait pu ajouter que les nègres ayant, paraît-il, le don inné de la plaidoirie, débattent leurs intérêts avec une habileté qui leur permet de se passer d'avocats.

L'orateur a décrit diverses épreuves judiciaires usitées chez les indigènes, coutumes barbares que l'on s'efforce d'extirper. La plus terrible est l'épreuve de la casque (de *casqua*, écorce). La casque est un breuvage composé avec le suc laiteux d'une euphorbiacée. Une flèche imprégnée de ce suc fait une blessure immédiatement mortelle. Le breuvage auquel ce poison est mêlé a des effets moins violents et agit, en général, comme vomitif.

Les noirs ne considèrent pas la mort comme un événement naturel et fatal ; on l'attribue à un mauvais sort jeté par un mortel, un « mangeur d'âmes ». Ce sont les féticheurs qui désignent l'individu qui, accusé d'avoir « avalé une âme » ou d'être cause de la sécheresse, sera soumis à l'épreuve de la casque. Et naturellement le féticheur, de connivence avec le chef ou les ennemis de l'accusé, désigne celui dont on veut se débarrasser ou dont on convoite les richesses. Si le breuvage administré à l'accusé agit comme vomitif, l'épreuve réussit. Si le vomitif n'agit pas, ou opère imparfaitement, c'est la mort ou des souffrances atroces.

Il y a encore l'épreuve de l'anneau, du clou, du fer rouge, dont le succès dépend toujours du bon vouloir du féticheur.

M. Fuchs passe ensuite en revue certaines coutumes pénales des indigènes ; ainsi, malgré la polygamie, le délit le plus sévèrement puni par eux est l'adultère lorsqu'il est commis avec la « grande femme », c'est-à-dire la première épouse, celle qui a sur les autres une certaine autorité, c'est la mort pour les complices. Ceux-ci étaient généralement brûlés vifs, et les agents de l'Etat ont dû lutter longtemps pour amener les chefs à renoncer à ces rigueurs. Cette sévérité, quand il s'agit de la « grande femme », n'empêche pas les indigènes de « louer » un certain nombre de femmes, et dans ce cas, la « location » est complète.

Les noirs sont très sévères pour les vols commis à leur égard, mais le vol au détriment des blancs est considéré comme une action fort méritoire.

En terminant son exposé, M. Fuchs a comparé la situation présente et passée de ces contrées lointaines.

Il a montré le chemin parcouru, les résultats obtenus depuis les premiers pas de l'Etat indépendant du Congo. Ces résultats doivent inspirer confiance dans l'avenir de la grande œuvre de civilisation entreprise par le Roi souverain, œuvre à laquelle le nom de Léopold II restera attaché.

EGYPTE.

Le trafic du Canal de Suez en 1888.

Pendant l'année 1888, 3140 navires, dont 1715 venant de la mer Rouge, jaugeant ensemble 6,640,832 tonneaux (jauge nette), ont traversé le Canal de Suez et ont versé à la caisse de la Compagnie la somme de 68,102,273 francs. Les mois pendant lesquels le tonnage des navires passés a été le plus fort, sont mars, avril, mai et septembre. Pendant l'année 1887, le nombre des navires ayant traversé le Canal avait été de 3,437 et leur tonnage collectif de 5,903,023 tonneaux, ce qui donne 303 navires de plus et 737,808 tonneaux en faveur de 1888. Le pavillon anglais occupe le premier rang avec 2,625 navires d'une jauge nette collective de 3,213,254 tonneaux. La France occupe le second rang avec 187 navires représentant 837,317 tonneaux ; l'Italie vient en troisième avec 148 navires jaugeant ensemble 267,737 tonneaux, mais il est à remarquer que sur ce nombre, il y a 104 navires de guerre représentant 163,267 tonneaux, ce qui fait qu'en ne considérant que les 40 paquebots et les 2 navires de commerce qui ont passé le Canal, l'Italie n'occuperait que le sixième rang. Viennent ensuite la Hollande avec 128 navires (217,912 tonneaux), l'Autriche-Hongrie avec 58 navires (122,710 tonneaux), l'Espagne avec 26 (63,401 tonneaux), la Norvège avec 39 (49,257 tonneaux), la Russie avec 16 vapeurs (17,594 tonneaux), la Turquie avec 29 navires (22,811 tonneaux), etc.

ÉTATS-UNIS.

La plupart des Etats du continent américain ont accepté l'invitation et nommé des délégués pour se faire représenter au Congrès auquel les a conviés le gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Ce Congrès, qui s'est réuni à Washington en octobre, est destiné à resserrer les relations des deux continents américains et surtout à ouvrir à l'industrie des Etats-Unis de plus larges débouchés.

Voici les principales questions qui doivent y être traitées :

Mesures tendant à amener la paix et à développer la prospérité des divers Etats américains.

Acheminement à la formation d'une union douanière américaine, laquelle

favorisera le développement du commerce entre les nations américaines, dans la mesure du possible et de l'intérêt respectif.

Etablissement de communications fréquentes et régulières entre les ports des divers Etats.

Etablissement d'un *système uniforme de règlements douaniers* dans chacun des Etats ; *méthode uniforme pour déterminer la classification et la valeur des marchandises* à l'entrée dans les ports des Etats ; système uniforme d'envois (avis préalables des consuls et des autorités) ; règlement uniforme des questions sanitaires et des quarantaines.

Adoption d'un système uniforme de poids et de mesures, et de lois pour protéger les brevets, les marques de fabrique et la propriété littéraire et pour organiser l'extradition réciproque.

Adoption d'une monnaie d'argent commune, à émettre par chaque gouvernement, pour servir de *legal tender* dans les transactions commerciales entre les divers Etats.

Entente préalable au sujet d'un plan définitif d'arbitrage pour toutes les difficultés existant ou pouvant surgir entre les Etats, en vue de les régler pacifiquement.

Enfin, tous autres sujets intéressant la prospérité des divers Etats, suivant les indications à soumettre par les représentants de ces Etats au Congrès.

Le congrès international des nations américaines s'est donc réuni à Washington le 2 octobre. Seize nations étaient représentées par trente-sept délégués, dont dix pour les Etats-Unis. Le congrès a été ouvert par M. Blaine, secrétaire au département d'Etat.

Le « Premier » des Etats-Unis a prononcé, à cette occasion, une allocution magistrale que ses adversaires eux-mêmes reconnaissent comme un chef-d'œuvre en son genre. L'orateur a soutenu la doctrine de Monroe, tout en masquant habilement la sécheresse et l'égoïsme du dogme ; il a été tout miel, toute onction pour les nations européennes et, repoussant le spectre de l'hégémonie des Etats-Unis au Nouveau-Monde, il a essayé de se concilier les républiques hispano-américaines, tout en constatant avec Daniel Webster — le Littré américain — que toutes ces républiques s'étaient constituées sur le modèle des Etats-Unis et ont tout intérêt à se tourner « vers la grande lumière du Nord. »

Après son discours, M. Blaine s'est retiré et les délégués ont immédiatement formé leur bureau ; mais dès lors le bon accord a cessé de régner dans le congrès. Les délégués des Etats-Unis ayant, sur les instances du président Harrison, proposé et presque exigé la nomination de M. Blaine comme président du congrès, les représentants des républiques Argentine et du Chili ont protesté contre cette nomination, le secrétaire d'Etat n'étant même pas délégué officiel. Le congrès a terminé cette courte mais orageuse séance en s'ajournant à six semaines. Dans l'intervalle, les délégués vont visiter, aux frais du gouvernement américain, les grands centres des Etats-Unis. On tient à leur faire voir toutes les richesses et ressources des Etats et leur prouver ainsi l'intérêt qu'ils auraient à venir acheter ici les matières premières et surtout les produits manufacturés dont ont besoin leurs pays et dont l'Angleterre et la France ont gardé jusqu'ici le monopole.

Le départ des membres du Congrès pour New-York ayant été fixé au lendemain 3 octobre, ils ont été reçus, immédiatement après la séance du 2, par le président Harrison qui leur a offert un lunch à la Maison Blanche ; puis, le soir, à nouveau, par le secrétaire Blaine, à l'hôtel de Normandie où un superbe banquet a été servi.

Le 16 octobre, s'est également réunie, à Washington, une Conférence comprenant des délégués de presque tous les Etats maritimes du monde. Elle a été convoquée à la suite d'une loi votée en août 1888, dont voici les principales dispositions :

Le premier article stipule que le président des Etats-Unis est autorisé à inviter les gouvernements des autres nations maritimes à désigner des délégués à l'effet de venir assister à une conférence maritime, qui se tiendra à Washington. Le président devra désigner sept délégués américains, dont deux officiers de la marine militaire, un officier appartenant au service de sauvetage, un capitaine de navire à voiles, un capitaine de navire à vapeur, et deux citoyens américains qui seront familiers avec les règlements maritimes et le service de l'amirauté.

L'article II dit que le but de cette conférence maritime internationale est de réviser et de modifier les règlements en vigueur relatifs aux routes de la mer, à la navigation en général, aux signaux de jour et de nuit du Code international, etc. Elle devra chercher à faire adopter un système uniforme de signaux marins et d'autres procédés ayant pour but d'indiquer convenablement les directions que suivent les navires par les temps de brume, de bruine, de neige, et aussi pendant la nuit (c'est-à-dire les feux de position).

La conférence s'occupera de comparer et de discuter les différents systèmes employés pour le sauvetage et la propriété en cas de naufrage ; les moyens de signaler, d'indiquer et de faire disparaître les épaves dangereuses qui offrent de grands dangers à la navigation, les signaux pour désigner les navires, les moyens de faire savoir aux navigateurs et aux autres personnes intéressées les avertissements pour l'approche des mauvais temps, les dangers de la navigation, les changements dans l'éclairage des phares, dans les bouées et les balises, et autres informations importantes ; enfin de formuler et de soumettre aux gouvernements de toutes les nations maritimes des règlements internationaux à l'effet de prévenir les abordages et les autres désastres maritimes.

FRANCE.

La distribution solennelle des récompenses de l'Exposition universelle a eu lieu le 29 septembre.

Le Président de la République a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Il y a cinq mois, nous ouvrons les portes de l'Exposition de 1889, nous venions saluer les travailleurs du monde entier en les remerciant de s'être faits nos collaborateurs dans l'œuvre de paix et de concorde à laquelle nous avions convié les nations, et nous souhaitions la bienvenue aux visiteurs de tous pays qui, répondant à l'appel de la France, se donneraient chez elle rendez-vous pour célébrer le centenaire économique de 1789.

Cette Exposition voit aujourd'hui approcher le terme assigné à sa durée, — trop tôt sans doute si nous écoutons nos regrets, — et nous venons, au nom de la France, décerner les récompenses qu'ont méritées les exposants dans ce grand tournoi de l'industrie.

Mon premier devoir, et je le remplis de grand cœur, est d'adresser nos remerciements sincères à tous nos hôtes, exposants et visiteurs, dont le précieux concours a si largement contribué à l'éclat sans égal de la belle fête internationale qui touche à sa fin.

Ils ne nous ont pas seulement apporté les produits de l'art, de l'industrie ou de l'agriculture de leurs pays ; la France a reçu d'eux des témoignages d'estime et de sympathie qu'elle n'oubliera pas. Ils emporteront, je l'espère, en nous quittant, des sentiments de sincère et durable amitié.

L'Exposition de 1889 a été, Messieurs, de tous points, digne de la France, digne de la République, digne des grands souvenirs qu'évoquait sa date.

Elle laissera une belle page dans l'histoire de l'activité humaine. Honneur à

ceux qui en ont conçu le projet ! Honneur à ceux qui ont su le réaliser et élever cet ensemble d'édifices dont la belle ordonnance saisit et charme les visiteurs ! Honneur aux organisateurs de ce merveilleux concours et à leurs plus modestes collaborateurs ! Tous ont été à la hauteur de leurs devoirs et ont bien mérité de la République.

Nous devons un égal tribut de reconnaissance aux exposants de tous les pays qui n'ont reculé devant aucune difficulté, devant aucun sacrifice et sont accourus si courageusement, en comptant sur leurs seules forces, nous apporter les produits de leur travail.

Félicitons et remercions les travailleurs du sol, de la mine, de l'atelier qui ont accumulé dans les galeries du Champ-de-Mars et du quai d'Orsay tant de richesses agricoles et industrielles. Ils ont montré ce qu'il y a de vitalité, de puissance productive et d'inépuisables ressources dans notre chère patrie et ce dont est capable, avec de libres institutions, une grande nation honnête et laborieuse. Honneur à tous ces artisans de la prospérité nationale !

Si, dans quelques semaines, Messieurs, les merveilles réunies dans l'Exposition doivent être dispersées et si l'œuvre matérielle, réalisée au prix de tant de dévouements, doit disparaître, elle laissera dans les intelligences et dans les cœurs des traces durables, des souvenirs précieux, des enseignements utiles.

Les splendeurs de l'art et de l'industrie modernes ne se bornent pas à éblouir les regards des visiteurs. Elles appellent l'étude, elles sollicitent les comparaisons, elles suscitent les idées, elles répandent dans le monde du travail des germes de progrès, elles engendrent de fructueux efforts pour perfectionner les moyens de produire.

C'est ainsi que l'Exposition de 1889 se survivra à elle-même.

Elle portera d'autres fruits non moins précieux en vulgarisant les dernières conquêtes de la mécanique industrielle, les procédés les plus propres à garantir la sécurité de l'ouvrier et la salubrité de l'atelier, en appelant l'attention sur les méthodes comparées d'instruction dans tous les pays, de l'enseignement professionnel surtout, inséparable de la liberté du travail.

L'Exposition n'a pas été seulement une exposition de choses, elle a été une exposition d'idées. Les Congrès internationaux où les hommes éminents de tous les pays ont apporté le contingent de leurs idées sur les sciences, les arts, les lettres, les questions économiques et sociales, laisseront les plus précieux documents.

Un groupe entier de l'Exposition, spécialement consacré à l'économie sociale, a réuni d'inappréciables trésors de renseignements sur la production et sur les initiatives capables de l'améliorer. On a pu y voir la glorification de l'œuvre de 1789, l'affranchissement de l'industrie et le tableau complet d'une des plus grandes évolutions économiques et sociales de l'humanité.

De telles richesses, Messieurs, formeront une mine précieuse à exploiter, à l'heure où s'impose, plus que jamais, l'étude de toutes les questions qui touchent au travail, à la production, au crédit, à l'association et à l'épargne ; à l'heure où l'examen et la défense de nos intérêts commerciaux réclament autant de vigilance que de sang-froid ; au moment enfin où le patriotisme commande, avec la paix du dedans et du dehors, avec la concorde entre les citoyens, une politique pratique et féconde.

Que l'Exposition de 1889 ouvre à notre pays cette ère d'apaisement et de travail ; elle aura porté les fruits que les patriotes en attendent. Ses bienfaits ne doivent pas s'arrêter à nos frontières. Les hôtes que la France a accueillis avec joie et qu'elle ne verra pas s'éloigner sans regrets auront appris à la connaître. Les jugements éclairés qu'ils auront pu former, les sentiments qu'il s'emporteront dans leur pays ne peuvent roster sans effets sur les relations entre les peuples ; la politique à laquelle la France est fidèle, aura trouvé de nouveaux défenseurs, et l'Exposition de 1889 aura encore servi la grande cause de la paix et de l'humanité.

Le discours de M. Carnot, plusieurs fois interrompu par de vifs applaudissements, s'est terminé au milieu d'acclamations prolongées.

M. Tirard, président du Conseil, a pris alors la parole. Voici son discours :

Messieurs,

J'avais l'honneur de dire le 5 mai dernier, jour de l'ouverture de l'Exposition, que les appréhensions manifestées à la première heure n'avaient pas tardé à se dissiper, et que l'on pouvait être assuré du succès d'une entreprise qui avait pu paraître témérairement engagée, eu égard au court espace de temps écoulé depuis la précédente Exposition internationale.

Que dirais-je aujourd'hui ? sinon que ce succès dépasse les espérances les plus optimistes et que jamais nation pacifique et laborieuse n'a remporté plus éclatante victoire.

Ce succès est tel qu'il nous impose, en quelque sorte, l'obligation d'être modestes, car il serait difficile de se faire ici l'écho du concert d'éloges et d'admiration qui retentit de toutes parts.

Nous avons cependant le droit d'être fiers de cette imposante manifestation, apparaissant au milieu de difficultés, de crises et de luttes intérieures, qui pouvaient faire craindre que la France inquiète et troublée ne fût pas en suffisante possession d'elle-même pour briller encore au premier rang.

Ces craintes mal fondées n'ont point arrêté les pouvoirs publics. L'agitation, toute de surface, entretenue par l'abus d'une liberté sans précédent, ne pouvait inspirer de sérieuses inquiétudes aux esprits clairvoyants et réfléchis. La France républicaine avait supporté avec trop de stoïque énergie les malheurs qui l'avaient naguère accablée, pour s'éteindre ou même s'affaiblir sous les coups d'adversaires politiques plus violents que véritablement convaincus.

Et, certes, ils ont eu bien raison ceux qui, confiants dans la sagesse et dans la robuste énergie des travailleurs de leur pays, n'ont pas craint d'associer la libre et spontanée manifestation des forces vives de la France à la célébration du Centenaire de la Révolution de 1789, dont ils marquaient ainsi le caractère essentiellement pacifique et humanitaire.

N'était-il pas naturel, en effet, de mettre en relief les immenses et incessants progrès réalisés dans toutes les branches de l'activité humaine, depuis cette époque mémorable qui vit disparaître les anciens privilèges, l'oppression et l'abaissement du peuple, pour faire place à l'affranchissement du travail, à la libre propriété du sol, à l'accession de tous les citoyens aux fonctions publiques, à l'égalité civile, à la loi obligatoire pour tous ?

Cette coïncidence de la célébration du Centenaire de la Révolution de 1789 avec une grande Exposition internationale n'est donc pas, comme on a pu le croire, une stérile manifestation politique, mais bien la démonstration de la puissance et de la vitalité d'une nation libre et qui, fidèle aux traditions de sa race, travaille incessamment à améliorer le sort des citoyens qui la composent.

C'est qu'en effet les expositions d'aujourd'hui ne sont plus simplement ce qu'elles étaient à leur origine, de grands et vastes marchés, n'ayant d'autre but que le trafic des marchandises ; ces Expositions — et celle qui nous occupe en ce moment le prouve surabondamment — ont une portée plus étendue et plus haute.

Elles font connaître non-seulement des produits nouveaux ou perfectionnés, des découvertes ou des inventions nouvelles, mais encore tous les efforts tentés ou réalisés en vue d'augmenter le bien-être général.

Sous le titre générique d'*Economie sociale*, tout ce qui touche à l'hygiène publique, à l'éducation et à l'instruction des enfants, à la prévoyance, à l'alimentation, à l'habitation, au soulagement des souffrances physiques et morales, tout ce qui touche, en un mot, aux conditions intimes de l'existence tient largement sa place dans notre Exposition, à côté des productions artistiques, scientifiques, industrielles, agricoles et commerciales.

C'est ainsi que nous possédons la plus complète description des associations

qui, depuis quelques années, se sont constituées en France et à l'étranger, sous forme de Sociétés coopératives de Consommation, de Secours mutuels, de Caisses de retraites et d'épargne, d'Assurances contre les accidents, d'apprentissage, de Syndicats professionnels, d'habitations ouvrières, d'hygiène sociale, etc., etc. ; et c'est une grande satisfaction de constater le zèle désintéressé avec lequel des hommes considérables consacrent leurs efforts et leurs études à suivre et à diriger ce grand mouvement de saine philanthropie.

L'Exposition de 1889 se distingue également entre toutes par l'importance des Congrès réunis à cette occasion. Leur nombre est de 70, et, si je ne craignais de fatiguer par l'énoncé de chacun d'eux, l'on verrait qu'il est peu de questions intéressant la masse des populations qui n'aient trouvé place dans ces utiles et savantes réunions, auxquelles veulent bien prendre part les représentants les plus autorisés d'un grand nombre de pays.

Je n'entreprendrai pas la description, bien inutile d'ailleurs, des merveilles que chaque jour des flots de visiteurs, venus de tous les points du globe, admirent avec enthousiasme ; mais je ne puis m'empêcher de signaler — toujours dans l'ordre d'idées que je viens d'indiquer — les progrès considérables que l'Exposition nous révèle dans l'enseignement technique et professionnel. Cet enseignement s'est étendu avec une grande rapidité. L'initiative privée, trop faiblement encouragée, je le reconnais, par les maigres crédits dont l'administration dispose, s'efforce d'améliorer les conditions de l'apprentissage des jeunes garçons et des jeunes filles en quête d'un métier. Pour bien apprécier les avantages des écoles professionnelles publiques et privées (qui ne sont souvent, à la vérité, que des préparations à l'apprentissage), il faut se souvenir de ce qu'était l'apprentissage d'autrefois, et il faut admirer avec reconnaissance les fondateurs et les administrateurs de ces écoles, qui consacrent leur temps et leur argent à des œuvres justement considérées aujourd'hui comme indispensables à la prospérité de l'industrie.

Eh bien, Messieurs, n'avais-je pas raison de dire qu'une exposition où l'étude des questions économiques et sociales joue un si grand rôle avait sa place marquée dans la célébration du Centenaire de 1789, dont la solution de ces questions doit consacrer les pacifiques conquêtes ?

Mais ce n'est pas seulement par l'étude des questions spéculatives et morales que se distingue l'Exposition actuelle. Les produits industriels de toute nature qui s'y trouvent accumulés marquent un très sensible progrès par la variété des genres et par les efforts réalisés dans la petite comme dans la grande industrie, pour répondre aux besoins de la consommation à bon marché, sans préjudicier au goût et à la perfection des produits. Ce qui est à remarquer également, c'est l'habileté des procédés de fabrication et surtout la souplesse avec laquelle ils se prêtent aux exigences de tous les pays, comme aux caprices de la mode et à ses incessantes transformations. On voyait naguère des maisons exclusivement adonnées à un genre spécial et qui, fortement occupées pendant un certain temps, tombaient en chômage dès que ce genre était abandonné. Aujourd'hui les fabricants multiplient leurs procédés de travail ; véritables Protées, ils suivent le goût du public dans toutes ses fantaisies et assurent ainsi l'utilisation continue de leurs ouvriers et de leur outillage. On peut dire que, sous ce rapport, nos admirables fabriques de soieries françaises ont fait de véritables prodiges, car jamais plus belle Exposition et plus variée n'a frappé les yeux des visiteurs.

Ce que je dis des soieries nationales, je pourrais le dire de la plupart des industries françaises et étrangères, car partout on constate le progrès et la variété des fabrications répondant au goût et aux besoins de la consommation. Aussi, les gens sérieux et attentifs, qui cherchent dans une Exposition autre chose que le plaisir des yeux, trouvent-ils dans le palais du Champ-de-Mars et ses abords de fructueux et vastes sujets d'étude.

La grandiose galerie des machines, où semblent s'être donné rendez-vous toutes les magies de la science moderne, la tour Eiffel, les nombreux et

intéressants palais disséminés dans l'espace réservé aux nations étrangères, les édifices de la guerre, de la marine et des colonies, les pavillons des autres administrations publiques, les immenses galeries des industries diverses étrangères et françaises, les spécimens d'habitations depuis les temps les plus reculés, tout est sujet d'étude, de comparaison et souvent de surprise instructive.

Qui ne serait frappé, par exemple, de la révélation soudaine que nous font plusieurs nations américaines par leurs incomparables expositions de matières premières et de produits naturels, aussi bien que par les premiers efforts d'une industrie qui, à en juger par ses débuts, ne tardera pas à entrer dans le concert des plus puissantes nations? L'enseignement professionnel y est particulièrement remarquable, et tels dessins de jeunes élèves pourraient rivaliser avec ceux de nos plus anciennes écoles. Loin de nous effrayer, cette perspective de concurrence doit être pour nous une espérance, en même temps qu'un stimulant, car l'expérience et les statistiques nous démontrent que les pays les plus riches et les plus industriels ont toujours été les meilleurs clients de la France.

L'Exposition des Beaux-Arts, superbement installée dans un palais spécial digne de sa haute destination, est la plus importante qui ait jamais figuré dans un concours international. Elle nous démontre qu'à l'étranger comme en France, la peinture, la sculpture, le dessin, la gravure et l'architecture occupent un rang particulièrement élevé.

La peinture française des dix dernières années était soumise à la redoutable comparaison de l'Exposition centennale, composée, en grande partie, de toiles signées des plus grands maîtres du siècle. Ce rapprochement n'a servi qu'à montrer, dans nos maîtres contemporains, les dignes successeurs de leurs illustres devanciers, et l'admiration universelle a proclamé avec quelle suite l'art français continue ses nobles traditions, avec quel courage il ouvre des voies nouvelles.

La sculpture française mérite surtout une mention particulière, car sa gloire incontestée est l'une des gloires les plus rayonnantes de notre pays. Saluons donc ces vaillants artistes, dont l'existence est vouée à un art superbe, mais qui n'enrichit guère ceux-là même qui en atteignent les plus hauts sommets.

Quant aux artistes étrangers, ils ont bien voulu constater eux-mêmes la sympathie cordiale de notre accueil, et j'ai plaisir à rappeler les éloges par lesquels les artistes français ont salué en eux une conscience, un talent et des succès égaux aux leurs.

Félicitons et remercions aussi les nombreux artistes musiciens, compositeurs et exécutants, étrangers et français, qui se sont fait entendre au palais du Trocadéro et au palais de l'Industrie, à la grande satisfaction du public.

Nous devons également un juste tribut de reconnaissance aux heureux possesseurs des objets d'art anciens qu'ils ont bien voulu nous prêter et qui figurent dans les diverses galeries consacrées aux expositions rétrospectives. En dehors de la curiosité que ces objets d'art suscitent, ils servent à démontrer que, sans posséder les ressources et les procédés perfectionnés d'aujourd'hui, nos devanciers savaient exécuter de véritables chefs-d'œuvre dont nous ne parvenons pas toujours à égaler le goût et la perfection.

L'exposition agricole est également de beaucoup supérieure à toutes celles qui l'ont précédée. L'immense espace qu'elle occupe renferme des spécimens complets de la production du sol, et des collections d'outils et de machines aratoires provenant de divers pays et qui font bien augurer de l'avenir de l'agriculture.

Notre concours d'animaux reproducteurs a été des plus satisfaisants et nous a démontré une fois de plus les perfectionnements réalisés dans l'élevage de nos races indigènes et des races étrangères que nous avons acclimatées.

C'est surtout le concours hippique qui a captivé l'admiration des connaisseurs. Ils ont pu constater, non sans orgueil, le merveilleux résultat de la loi de 1874,

sous l'empire de laquelle les éleveurs français sont parvenus à satisfaire non-seulement au recrutement complet de l'armée et à tous les besoins du travail et du luxe, mais encore aux demandes de l'exportation, qui prennent chaque jour une importance plus grande.

L'année dernière, notre exportation chevaline a été triple de l'importation.

Comme à l'utile il faut toujours ajouter l'agréable, les magnifiques collections de fleurs étrangères et françaises, sans cesse renouvelées dans le parc du Trocadéro, ont été l'un des plus grands attraits de l'Exposition et la foule des visiteurs n'a cessé d'y prendre un plaisir extrême.

Messieurs, c'est dans cette immense quantité d'œuvres et de produits divers, tous recommandables par leur mérite et par les sacrifices qu'ils ont imposés à leurs auteurs, que le Jury des récompenses a dû faire un choix méthodique et raisonné. Ce n'était certes pas une tâche facile — je n'en connais pas de plus ingrate. — Mais que ne peut le dévouement quand il est soutenu par la compétence, le désintéressement et l'impartialité ?

La première difficulté, ce sont mes collaborateurs et moi qui l'avons éprouvée : le choix des jurés. Mais cette difficulté a été considérablement atténuée par la générosité d'un grand nombre d'exposants français et étrangers — non des moins méritants — qui, se trouvant dans les conditions réglementaires, ont abandonné leurs droits aux récompenses en consentant à faire partie du Jury qui a été complété par des hommes dont la compétence est d'une incontestable notoriété.

Tous ont travaillé avec un zèle qui ne s'est pas un instant ralenti et c'est le résultat de leurs travaux que nous vous apportons aujourd'hui.

Le nombre des exposants est de plus de 60,000.

Les Jurys de groupe ont accordé 32,468 récompenses.

Le Jury supérieur, faisant droit à 671 réclamations, a porté le nombre de ces récompenses à 33,139 qui se répartissent ainsi :

Grands Prix.....	903
Médailles d'or.....	5.453
Médailles d'argent.....	9.690
Médailles de bronze.....	9.323
Mentions honorables.....	8.070

De plus, il a été accordé 5,500 diplômes de diverses catégories à un nombre égal de collaborateurs.

Ces chiffres considérables témoignent beaucoup moins de la bienveillance de MM. les jurés que du mérite de l'ensemble des exposants, et il est à craindre qu'il n'y ait encore bien des mécontents et bien des blessures d'amour-propre. C'est le sort inévitable de tous les concours.

Nous voudrions cependant ne décourager personne et comme en réalité, toutes les œuvres, tous les produits admis à l'Exposition ont un véritable mérite, nous nous proposons, à l'exemple de ce qui s'est fait en 1878, d'accorder des médailles commémoratives à tous les exposants non récompensés.

Messieurs, la cérémonie d'aujourd'hui est le précurseur de la fin prochaine de cette Exposition, au succès de laquelle vous avez tous travaillé avec tant d'ardeur et de talent. Avant la séparation définitive, permettez-moi de vous féliciter et de vous remercier encore, vous tous qui, à des titres divers, exposants, délégués et commissaires étrangers, Membres de la Commission de contrôle et des finances, Commissaires spéciaux, Membres des Comités d'admission, Membres du Jury des récompenses, organisateurs de Congrès, artistes, ingénieurs, architectes, constructeurs, ouvriers et fonctionnaires, avez contribué au succès d'une entreprise qui a donné de si brillants résultats.

Merci à vous, Messieurs les Directeurs généraux, qui avez été l'âme de cette entreprise et qui, après avoir aidé par vos éminents services mes honorables

prédécesseurs, MM. Lockroy, Dautresme et Pierre Legrand, dans leur tâche difficile d'organisateurs, avez rendu plus facile encore la tâche de celui qui, sans avoir été à la peine, s'est trouvé à l'honneur.

Messieurs, ce n'est pas sans serrement de cœur que l'on songe à la dispersion prochaine de tant de richesses, de tant de merveilles, si merveilleusement encadrées, et dont le cadre lui-même est appelé, en grande partie au moins, à disparaître. Ce n'est pas non plus sans tristesse que nous verrons s'éloigner peu à peu nos collaborateurs étrangers, qui ne se sont pas contentés d'embellir et d'enrichir l'œuvre commune de leurs produits et de leurs pittoresques édifices, mais qui ont bien voulu y ajouter le charme d'une collaboration dont le dévouement et la cordialité ne se sont jamais démentis. S'ils emportent de leur séjour parmi nous un souvenir semblable à celui qu'ils nous laissent, nous n'aurons pas, dans leur pays, de plus zélés propagateurs de l'amitié française.

Ils diront que la France n'est pas seulement une nation honnête et laborieuse, riche et puissante, mais qu'elle est aussi une nation hospitalière et généreuse et que sa légitime fierté n'est injuste ni hautaine pour personne.

Ils diront que, contrairement à des pronostics désobligeants, ils ont vu pendant plusieurs mois se succéder des millions de visiteurs, venus de tous les points du globe, pressés dans des espaces relativement restreints au milieu de richesses incalculables, sans que jamais l'ordre ait été troublé et sans autre manifestation que celle d'une satisfaction unanime.

Messieurs, j'exprime en terminant, au nom du Gouvernement français, et, j'ai le droit de le dire, au nom de la France entière, notre profonde reconnaissance aux Gouvernements et aux peuples étrangers qui, par leur participation et par leur présence au milieu de nous, ont donné un si grand éclat à notre concours international.

Quant à nous, Français, assurés désormais de la paix intérieure, désireux de vivre en bonne harmonie avec tout le monde sans jamais rien sacrifier des intérêts, de l'honneur et de la dignité de la France, fiers de notre succès pacifique, nous ne nous endormirons pas sur les lauriers conquis.

Nous poursuivrons avec ardeur tous les progrès de la Science et des Arts, ainsi que tous les perfectionnements de l'industrie et de l'agriculture et la recherche de tout ce qui peut contribuer à élever les âmes, orner l'esprit et améliorer le sort de ceux qui peinent et qui souffrent.

Nous continuerons avec sagesse et résolution l'œuvre de 89 sans que les exigences sans cesse renaissantes d'un idéal nouveau, succédant à l'idéal réalisé, nous lassent.

Le Journal officiel du 23 octobre a publié la note suivante :

Le ministre des affaires étrangères a été avisé par Leurs Excellences les ambassadeurs d'Allemagne et d'Angleterre que le blocus de la côte continentale du sultanat de Zanzibar, y compris les îles de Mafia et Laum et les autres petites îles situées près de la côte entre 2°10' et 10°28 de latitude sud, qui avait été déclaré le 29 novembre dernier (suivant avis publié dans le n° 341 du *Journal officiel* de la République française, en date du 15 décembre 1888), a été levé à partir du 1^{er} octobre 1889, à midi.

De documents récents il résulte que le nombre des étrangers résidant en France et non admis à domicile est de 1,026,189.

Ce chiffre se décompose de la manière suivante :

Hommes, 363,054 ; femmes, 279,980 ; enfants, 383,152.

Le département de la Seine n'est pas, ainsi qu'on pourrait le croire, celui de nos départements qui donne asile au plus grand nombre d'étrangers résidents.

Le département du Nord vient en tête, avec le chiffre de 307,272, se décomposant de la façon suivante :

Hommes, 88,250 ; femmes, 81,816 ; enfants, 137,206.

Puis vient Paris, avec les communes du département de la Seine soumises à la juridiction du préfet de police. Cette agglomération est représentée par le nombre de 207 761 étrangers résidents, parmi lesquels on compte 83,405 hommes, 65,184 femmes et 59,172 enfants.

Viennent ensuite, d'après l'ordre d'importance de leur population étrangère, les départements suivants :

Bouches-du-Rhône, 95,195. — Alpes-Maritimes, 46,402. — Ardennes, 32,185. — Var, 24,745. — Pas-de-Calais, 21,615. — Meurthe-et-Moselle, 21,456. — Basses-Pyrénées, 18,785. — Seine-et-Oise, 17,049. — Marne, 15,447. — Rhône, 14,873. — Oise, 13,393. — Corse, 12,613. — Doubs, 10,402.

La population étrangère des autres départements est inférieure à 10,000 âmes.

Les quatre départements les moins peuplés d'étrangers résidents sont : l'Ariège, 185 ; le Morbihan, 165 ; la Vendée, 122, et la Lozère, 104.

Le Commerce extérieur de la France en 1888.

Nous empruntons au journal *le Temps*, du 26 novembre, l'intéressant article qui suit sur le mouvement des importations et des exportations de la France pendant l'année 1888.

Il est curieux de voir avec quels Etats s'est principalement effectué notre commerce qui a été en 1888 de 4 milliards 107 millions à l'importation et de 3 milliards 247 millions à l'exportation. Bien des idées fausses existent à cet égard.

Nos deux principaux clients sont l'Angleterre et la Belgique. Nous avons, l'année dernière, importé d'Angleterre des marchandises pour une valeur de 529 millions, et nous lui en avons livré pour 863 millions 1/2. De Belgique, nous avons tiré pour 419 millions de produits ; nous avons exporté dans ce pays des marchandises s'élevant à 472 millions 1/2. Ainsi, notre commerce total avec ces deux Etats représente une somme de 2 milliards 284 millions, soit 34 0/0 de l'ensemble de nos échanges.

L'Espagne vient au troisième rang pour l'importance des achats que nous effectuons chez elle, et l'Allemagne également en troisième, mais pour celle des ventes que nous opérons. Nous avons acheté à la première pour 378 millions 1/2 de produits et nous en avons vendu des nôtres à la seconde pour 308 millions. L'élévation de nos achats en Espagne est due en grande partie à la crise vinicole. Nous avons trouvé, sur ce marché, les vins qui nous manquaient. Avec la reconstitution de nos vignobles, qui se poursuit énergiquement, ces importations spéciales se réduiront et l'Espagne reculera, sans doute, à un rang plus voisin de celui que lui assignent les achats qu'elle nous fait : ils n'ont pas dépassé, l'an dernier, 172 millions, ce qui l'a mise la septième seulement à ce point de vue.

L'Allemagne, qui est notre débouché le plus important après l'Angleterre et la Belgique, n'est venue qu'après l'Espagne, c'est-à-dire en quatrième ligne, pour nos importations. Nous lui avons acheté 332 millions 1/2 de produits. On voit que les échanges entre les deux pays s'équilibrent, à très peu de chose près : 308 millions d'exportations contre 332 millions d'importations ; l'écart n'est que de 24 millions. En présence de ce fait matériel, nos rapports commerciaux avec l'Allemagne ne semblent guère pouvoir donner lieu à une agitation légitime.

Les pays d'où nous avons tiré ensuite le plus de marchandises se classent de la manière suivante : la Russie, qui tient ainsi le cinquième rang, avec 248 millions 1/2 d'importations en France ; les Etats-Unis, la serrant de bien près, avec 248 millions ; la République Argentine, qu'on serait surpris de trouver la septième, avec 189 millions 1/2, si l'on ne songeait aux approvisionnements de

laine qu'elle fournit à nos fabriques ; les Indes anglaises, au huitième rang, avec 188 millions 1/2. L'Italie vient alors seulement : ses importations n'ont été chez nous, en 1888, que de 181 millions. Il serait superflu de rappeler à quelles causes cette décadence du commerce italien est due ; l'année précédente, l'Italie nous avait vendu pour 307 millions 1/2 de marchandises. D'une année à l'autre, ses ventes se sont abaissées de 126 millions 1/2, c'est-à-dire de 41 13 0/0.

Quand nous aurons cité l'Algérie, dont les importations ont été, l'année dernière, de 138 millions, et l'Autriche, qui nous a vendu pour 114 millions 1/2 de produits, nous aurons mentionné tous les Etats dont les ventes en France excèdent 100 millions. La Suisse n'atteint pas à ce chiffre ; elle s'est arrêtée à 97 millions, ce qui lui a assigné le douzième rang. La Turquie vient au treizième, avec 93 millions 1/2 ; puis, la Chine, avec 79 millions 1/2 ; le Brésil, avec 61 millions 1/2 ; la Suède, avec 58 millions ; la Roumanie, avec 50 millions. Les Indes hollandaises, Haïti, le Portugal, le Japon, le Pérou oscillent ensuite entre 47 et 40 millions ; les Pays-Bas, la Norvège, Saint-Pierre et Miquelon, l'Australie et l'Uruguay entre 36 et 30 ; le Sénégal, la Guadeloupe, la Martinique, entre 24 et 23. La Grèce se classe au trente-deuxième rang, avec une vente de 21 millions, presque égale à celle que nous font ensemble la Tunisie, Tripoli et le Maroc.

On ne peut pas s'attendre à ce que, en ce qui regarde nos exportations, ces Etats se rangent de la même manière. La liberté des échanges fait leur diversité ; elle fait aussi leur balance. Tel Etat, débiteur de tel autre, se trouve créancier d'un troisième, et il n'a, pour s'acquitter envers le second, qu'à lui céder sa créance. Sur le marché international du monde, tous les peuples sont, simultanément, créanciers et débiteurs les uns envers les autres, et c'est un va-et-vient perpétuel de compensations où l'on serait fort en peine de retrouver les fameuses différences si chères à certaine école. Mais les divers Etats ne sont envisagés ici que dans leurs relations avec notre pays, et pour une année seulement.

On a vu que nos principaux débouchés sont l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne. Les Etats-Unis viennent ensuite, mais assez loin déjà : nous leur avons vendu, en 1888, pour 255 millions 1/2 de marchandises. La petite Suisse, qui est un grand pays et un grand marché, arrive aussitôt après, avec un achat de 209 millions.

L'Algérie, qui n'était qu'au dixième rang tout à l'heure, se place, cette fois, au sixième. Nos exportations y ont atteint 173 millions 1/2. C'est presque le chiffre de nos ventes à l'Espagne ; il a été de 172 millions. Au huitième rang, ce qui est, certes un fort bon rang, apparaît la République Argentine : nos exportations n'ont pas été moindres de 134 millions 1/2 ; là où l'on achète beaucoup, on peut vendre beaucoup, c'est tout naturel. Mais n'est-il pas curieux de voir la place que prennent, dans notre commerce, des pays neufs comme celui-là ?

L'Italie tombe au-dessous de la République Argentine. Nos exportations n'ont été, l'année dernière, que de 119 millions 1/2. En 1887, elles s'étaient élevées à 192 millions. La rupture du traité nous a donc coûté 72 millions 1/2, soit 37 76 0/0 de nos ventes antérieures. L'Italie a perdu, de son côté, 41 13 0/0 des siennes. Voilà le plus clair résultat de ces luttes de tarifs.

Aucun Etat n'a plus, après ceux-là, un chiffre d'achats de produits français qui atteigne 100 millions. Le Brésil, qui tient la tête, nous a pris pour 64 millions 1/2 de marchandises. La Turquie arrive ensuite, avec un achat de 47 millions 1/2 ; puis, la Nouvelle-Grenade, que nous n'avions pas cotée tout à l'heure, car nous ne lui avions acheté que pour 11 millions de produits, et qui nous en a demandé pour 41. Les Pays-Bas se présentent seulement, maintenant, avec 30 millions, presque au même rang que le Mexique avec 27 millions 1/2, l'Uruguay avec 24, et le Portugal avec 23 millions 1/2.

Au dix-septième rang, nous trouvons la Tunisie, Tripoli et le Maroc qui nous ont pris pour 20 millions 1/2 de marchandises. Croirait-on que l'Autriche n

vient qu'après, avec 19 millions $1/2$; l'Égypte, le Chili, la Guadeloupe, les Indes anglaises varient de 18 millions $1/2$ à 22 millions. La Cochinchine et le Tonkin se placent, au vingt-troisième rang avec un achat de 14 millions $1/2$. Puis arrivent la Martinique, le Danemark, le Sénégal et l'immense Russie, celle-ci avec un chiffre dérisoire de 10 millions d'achats; elle n'est plus qu'au vingt-septième rang, quand elle est au cinquième pour les ventes; effet inévitable des barrières douanières; il est évident que si la Russie était liée à nous par un bon traité de commerce, elle nous vaudrait un tout autre débouché que celui dont nous disposons aujourd'hui. La Grèce nous a pris, en 1888, une valeur de produits égale à celle que nous a demandée la Russie.

Par l'insignifiance de quelques-uns de ces chiffres, on peut voir quels efforts s'imposent à notre commerce; on peut se rendre compte, en outre, qu'il ne dépend pas de lui seul de surmonter tous les obstacles: il en est d'artificiels qui ne sont pas les moins redoutables et contre lesquels il ne peut presque rien. Espérons que nos législateurs auront la sagesse de le comprendre et qu'ils travailleront non à nous fermer nos débouchés, mais au contraire à les élargir en rendant nos relations commerciales plus stables.

Les amis et admirateurs français de M. Gladstone ont profité de son séjour à Paris pour lui offrir un banquet le 7 septembre. Il a été présidé par M. Léon Say, qui a porté un toast à l'illustre homme d'Etat anglais.

M. Gladstone a prononcé en français l'allocution suivante :

Mesdames et Messieurs,

Si quelques personnes ont appris quelque chose de moi à l'heure qu'il est, ce sera pour m'accorder leur indulgence.

C'est en effet à votre indulgence que j'ai recours. Les sentiments de reconnaissance que j'éprouve me remplissent au point que je ne sais de quelle manière reconnaître les louanges si peu méritées que m'a prodiguées M. Léon Say, mon ami, votre digne président; car c'est dans votre langue si belle et si célèbre que je voudrais essayer au moins de vous exprimer ce que je ressens.

Je voudrais d'abord vous parler de l'Exposition. Je me souviens avec plaisir que c'est mon pays qui, il y a trente-huit ans, a eu l'honneur de commencer à faire des expositions, de donner une forme corporelle et visible à cette idée devenue si féconde.

Mais il était réservé à la République française d'aujourd'hui de donner ce développement si merveilleux que j'ai tant admiré depuis que je suis à Paris, à cette idée si fructueuse pour l'industrie et les arts, pour la paix, pour la bonne amitié entre les nations, pour tout ce qui intéresse la véritable philanthropie et le citoyen, qui, tout en restant le citoyen de sa patrie, est aussi un peu le citoyen du monde.

J'ai été frappé d'admiration aussi en présence de l'impulsion si remarquable que cette Exposition a donnée à la vie toujours si énergique de Paris.

Paris, aujourd'hui, me paraît comme une ville que je n'avais jamais vue auparavant; elle me semble plus magnifique, plus imposante que je ne l'ai jamais connue autrefois.

Je voudrais parler aussi, non de la situation politique de la France — ce serait une impertinence de ma part, je ne voudrais pas m'immiscer dans vos affaires; — mais je voudrais dire quelques mots pour rendre un témoignage et remplir un devoir.

J'ai connu la République française pendant dix ans que j'ai été chef du Cabinet anglais, et pendant ce temps j'ai été tellement mêlé aux affaires internationales entre la France et l'Angleterre, j'ai vu de si près la conduite du Gouvernement français que j'ai pu apprécier pleinement sa capacité à remplir toutes les fonctions, dans leur forme républicaine, d'un pays civilisé, d'un des premiers pays du monde.

Pendant ces dix années, bien des questions épineuses sans doute ont été soulevées : le Gouvernement français, je dois le dire, a répondu à tous les besoins, et n'a jamais manqué à la véritable amitié qui a uni et qui, je l'espère, unira toujours les nations française et anglaise. Les procédés de la France ont toujours fait une grande impression sur mon esprit, et, je le répète, son Gouvernement a toujours satisfait à tous les devoirs qui incombent à une grande nation civilisée, chrétienne, progressive. Qu'il me soit permis de vous dire, Mesdames et Messieurs, de dire à M. Léon Say, que je souhaite, et que ma nation, j'en suis persuadé, souhaite avec moi, que la France ne manque jamais à son grand rôle, et ne perde jamais sa place dans la marche de l'Humanité chrétienne et civilisée vers le but que doit rechercher tout homme de bon sens et de bonne volonté.

Je me souviens d'un petit incident, dont j'ai gardé une profonde impression. Quand les affaires de l'Inde orientale étaient sous la tutelle de la Compagnie des Indes, il y avait en Angleterre un collège sur le frontispice duquel ces mots latins avaient été gravés : *Ne facias tui culpâ minores*. C'était un avertissement à tous les élèves de faire leur devoir et de se souvenir de la grandeur de ce devoir. Si cela m'était permis, je dirais à tous les Français : *Ne facias tui culpâ minores*. Oui, que la France soit toujours, comme elle l'a été, au premier rang des nations européennes, dans l'accomplissement de l'œuvre de la civilisation et du bonheur de l'humanité !

Origines diplomatiques du Protectorat français en Tunisie.

Un débat rétrospectif s'étant engagé à ce sujet, nous donnons, à titre de renseignements : 1^o une lettre de M. Jules Ferry ; 2^o deux documents publiés dès 1881 dans un *Blue-Book* et dans le livre jaune français, mais qui paraissent un peu oubliés.

On lit dans l'*Estafette* du 21 octobre, sous la signature de M. Jules Ferry :

L'*Estafette* a démenti, il y a quelques jours, sans avoir eu besoin de m'en référer, les conversations que me prêtaient, avec une si plaisante assurance, le *Caffaro*, de Gênes, et le *Pensiero*, de Nice, deux émules en gallophobie. La réponse était péremptoire : je ne suis pas allé à Nice et j'étais à Saint-Dié, au moment même où les deux compères me faisaient discourir. Je ne serais pas revenu sur un incident qui est surtout ridicule, si l'on ne m'avait communiqué le numéro du *Pensiero* du 6 octobre, qui reproduit toute cette belle histoire. J'y vois qu'il s'agit d'autre chose que d'une fausse nouvelle, que c'est une véritable campagne qui se poursuit, à ce propos, depuis quelques semaines contre la politique française, dans l'intention manifeste de travestir les événements passés et de réveiller entre la France et l'Italie des récriminations assoupies. Les calomnies de la feuille séparatiste de Nice me laisseraient fort indifférent ; — un patriote ne peut que s'honorer d'être en butte aux attaques de gens qui sont en état permanent de haute trahison contre la patrie française ; mais la fable inventée par le *Pensiero* a fait, paraît-il, le tour de la presse italienne, et je sais par expérience qu'en fait d'histoire contemporaine il n'est point de mensonge, si grossier qu'il soit, qui ne puisse s'accréditer avec de l'audace.

A cet égard, le *Pensiero* peut en remonter aux plus experts.

Il ne prouve rien, bien entendu, et n'essaye de rien prouver, mais il affirme avec une imperturbable gravité :

1^o Qu'au congrès de Berlin M. de Bismarck aurait offert la Tunisie à l'Italie ; M. Cairoli aurait refusé. Il aurait fait plus, il aurait prévenu le gouvernement français de cette demande insidieuse, ce qui lui attirait, de notre part, les remerciements les plus chaleureux et les protestations d'amitié les plus tendres.

2^o De dépit, M. de Bismarck se serait alors tourné vers la France et lui aurait fait la même offre qu'à l'Italie. Le ministère français, présidé par M. Ferry, aurait accepté le cadeau. Et comme M. Cairoli, mis en défiance, l'interrogeait

sur ses intentions, M. Ferry lui aurait « juré ses grands dieux » qu'il n'avait nullement l'intention d'occuper la Tunisie. « Huit jours après la France était à Tunis. »

3^e M. Cairoli, qui pouvait sauver son amour-propre et son portefeuille en dénonçant au Parlement italien cet acte de déloyauté, aurait mieux aimé se taire et perdre le pouvoir, craignant qu'une parole imprudente n'allumât la guerre entre les deux peuples. Mais il aurait tout confié, quelques mois avant sa mort, au rédacteur du journal de Nice.

Le confident ajoute que l'illustre homme d'Etat ne pouvait parler de ces choses sans entrer « dans une sainte fureur » (*sancto furore*) et qu'il avait, pour cette raison, refusé de recevoir M. Ferry, lorsque celui-ci vint passer quelque temps à Rome, au printemps de 1885.

Dans ce récit, tout est faux et puéril.

L'artifice, d'ailleurs, saute aux yeux. Huit ans ont passé sur les affaires de la Tunisie, M. Cairoli est mort. C'est le moment qu'on choisit pour le mettre en scène. On appelle en témoignage un mort illustre qui s'est tu pendant toute sa vie. Mais à quel homme de bon sens fera-t-on croire que M. Cairoli se serait tu, s'il avait eu quelque chose à dire ?

En admettant que M. Cairoli se fût immolé par patriotisme au mois de mai 1881, qui l'empêchait de parler en 1882 ? Je n'étais plus alors premier ministre, et M. Cairoli n'avait aucune raison de me ménager. Je reprends la direction des affaires en 1883, M. Cairoli se tait toujours. Je quitte le pouvoir en 1885, M. Cairoli se tait pendant quatre ans encore. Il faut pour qu'on juge à propos de révéler au public cette ténébreuse affaire que M. Cairoli ne soit plus de ce monde et que la période électorale soit ouverte. Pourquoi ? Parce que mes amis sont candidats dans les Alpes-Maritimes. C'est eux qu'on vise en cherchant à m'atteindre. La trame devient tout à fait claire.

Et la feuille séparatiste demande, d'un ton solennel, si j'oserais démentir les paroles de M. Cairoli ?

Je le erois bien, car je ne tout.

Je nie que l'Allemagne, au congrès de Berlin, ait offert la Tunisie à l'Italie. C'est une légende qui a cours dans la presse italienne, mais de laquelle on n'a jamais fourni la moindre preuve. Je nie que le ministère des affaires étrangères de France ait reçu à ce sujet aucune communication de la Consulta. On ne nous fit aucune confidence, nous n'eûmes pas à faire de remerciements.

Je nie absolument que le chancelier d'Allemagne ait, au refus de l'Italie, offert à la France la Tunisie. Le congrès de Berlin n'était saisi, ni de près, ni de loin, de la question de Tunisie, et la régence n'était pas au nombre des biens vacants et sans maître. Encore une fausse légende, qui peut être du goût des diplomates de fantaisie, mais qui fait hausser les épaules aux gens sérieux au courant des hommes et des choses de l'Europe.

Je nie par dessus tout les engagements et les promesses dont M. Cairoli aurait emporté le secret dans la tombe. Des engagements écrits ? on les aurait produits. Des engagements verbaux ? qui les aurait reçus ? Ce n'est pas, à coup sûr M. Cairoli, avec qui je n'ai jamais eu l'honneur de me rencontrer. J'aurais désiré le voir à Rome au printemps de 1885, mais M. Cairoli était alors en Sicile avec MM. Crispi et Nicotera ; on célébrait l'anniversaire de l'expédition des Mille, et je dus quitter Rome sans pouvoir profiter de l'entrevue qu'un ami commun avait bien voulu nous ménager. — Ce refus de me recevoir est inventé, comme tout le reste. Enfin, je nie que la question se pose entre mon témoignage et celui de M. Cairoli. Ce n'est pas M. Cairoli qui parle, c'est le *Pensiero* qui le fait parler.

J'ai tenu cependant à démentir ce misérable commérage, pour montrer aux Italiens de bonne foi à quelles armes les gallophobes ont recours pour attiser la haine entre la France et l'Italie. Je n'ai rien à renier ni à regretter de ce que j'ai fait aux mois d'avril et mai 1881. Je n'ai pas non plus la prétention de mettre d'accord, dans cette délicate question, les intérêts permanents de la France avec les vues de l'Italie.

Il existe à cet égard, chez nos voisins, des préjugés et des illusions dont le temps, seul, peut avoir raison ; mais je tiens à dire bien haut, pour l'honneur de mon pays, que, si la France a dû, à un moment donné, poursuivre en Tunisie des desseins conformes à sa tradition nationale et nécessaires à sa sécurité, ce n'est pas au prix d'une déloyauté. Tout s'est fait en pleine lumière, et il n'y a eu de surpris par l'événement que ceux qui ont bien voulu l'être.

L'établissement du protectorat français en Tunisie était attendu, escompté, accepté par la diplomatie anglaise, depuis le jour où le gouvernement britannique s'était fait céder par la Porte l'administration et la possession de l'île de Chypre. La diplomatie italienne n'était pas non plus sans l'avoir prévu, puisqu'au mois de juillet 1880 le général Cialdini venait de la part de M. Cairoli entretenir M. de Freycinet, président du conseil et ministre des affaires étrangères, du droit qu'en cette hypothèse l'Italie croyait avoir à un dédommagement. Je n'en dirai pas davantage sur ce sujet si mal connu, et que les passions du dehors et du dedans se sont plu à travestir. Moi aussi, — je l'ai prouvé en plusieurs circonstances — je sais me taire par patriotisme. Mais, je me devais à moi-même de protester contre le rôle odieux que des calomnies posthumes voudraient m'attribuer ; je le devais aussi à mes amis d'Italie, aux hommes d'Etat et aux diplomates avec lesquels il m'a été donné de régler à la satisfaction des deux pays, et avec un bon vouloir auquel nos voisins se plaisaient à rendre hommage, les conséquences diplomatiques du traité du Bardo. Je le devais enfin à tous ceux qui n'ont cessé de croire, et ils sont nombreux même en Italie, que l'Italie et la France ont mieux à faire dans le monde que de se jalouser et de se haïr.

Jules FERRY.

M. Waddington, ministre des affaires étrangères, au marquis d'Harcourt, ambassadeur de France à Londres.

Paris, le 26 juillet 1878.

Je vous ai fait connaître, il y a huit jours, le texte de la communication que j'ai reçue du marquis de Salisbury à Berlin, concernant la convention d'alliance défensive signée à Constantinople le 4 juin entre l'Angleterre et la Porte ottomane. Je vous ai rendu compte en même temps des explications dans lesquelles, à cette occasion, le principal secrétaire d'Etat de la reine avait bien voulu entrer avec moi au sujet du maintien des intérêts français en Syrie et en Egypte.

Il est un autre point sur lequel nous avons été amenés à échanger aussi nos vues, et dont je désire vous entretenir spécialement aujourd'hui. Au cours de l'examen que nous faisons ensemble des conséquences qui devaient découler du nouvel état de choses en Orient pour les puissances riveraines de la Méditerranée, et en particulier pour la France et l'Angleterre, notre attention s'est portée sur la régence de Tunis. Lord Salisbury n'ignorait pas la sollicitude que devait causer au gouvernement français le sort de ce petit pays, dont la situation intérieure est si précaire, et sur lequel son voisinage immédiat avec l'Algérie nous oblige à tenir constamment l'œil ouvert. Allant lui-même au devant des préoccupations qu'il pouvait nous supposer, il s'est appliqué à me faire entendre, dans le langage le plus amical et le plus explicite à la fois, que l'Angleterre était décidée à ne nous susciter aucun obstacle de ce côté ; que, dans sa pensée, il ne tenait qu'à nous seuls de régler au gré de nos convenances la nature et l'étendue de nos rapports avec le bey, et que le gouvernement de la reine acceptait d'avance toutes les conséquences que pouvait impliquer, pour la destination ultérieure du territoire tunisien, le développement naturel de notre politique.

« Faites à Tunis ce que vous jugerez convenable, m'a dit Sa Seigneurie, l'Angleterre ne s'y opposera pas et respectera vos décisions. » Revenant, dans une autre occasion, sur ce sujet, lord Salisbury n'hésitait pas à me confier qu'il

regardait comme moralement impossible que le régime actuel pût durer à Tunis, et qu'aux yeux du cabinet anglais, il appartenait à la France de présider à la régénération de ce pays, consacré par de grands souvenirs.

Je ne pouvais que reconnaître le sentiment amical pour notre nation qui inspirait ces paroles. J'ai remercié lord Salisbury de la largeur de vues qu'il apportait dans son appréciation spontanée de notre rôle à l'égard d'un pays placé par la force des circonstances dans l'orbite de notre action.

« Il est possible, lui ai-je dit, que l'avenir nous impose à l'égard de la Tunisie une responsabilité plus directe que celle qui nous incombe aujourd'hui. Le cours naturel des choses, je l'admets avec vous, destine sans doute cette contrée à compléter un jour l'ensemble des possessions de la France en Afrique ; aussi bien dès aujourd'hui ne permettrons-nous à aucune puissance étrangère de s'y établir, et repousserions-nous par les armes toute tentative de ce genre. Je considère donc comme un gage précieux de la bonne entente qui doit régner entre nos deux peuples les déclarations que vous m'avez fait entendre, et je serai heureux de les transmettre à mon gouvernement. Bien que j'ignore quelles peuvent être ses intentions à ce sujet, je ne crois pas qu'il acceptât, dans les circonstances actuelles, une annexion pure et simple telle que vous êtes disposé à l'envisager dès à présent. Un acte semblable ne serait pas en harmonie avec notre politique générale ; il ne serait pas suffisamment motivé aujourd'hui par les difficultés et les ennuis, très réels d'ailleurs, que nous éprouvons souvent avec nos voisins de Tunis. Ce qui rentrerait, à la vérité, dans les données de la situation comme nous la comprenons, c'est que notre protectorat dans ce pays fût reconnu d'une manière formelle ; avant tout, ce qui nous importe, c'est que nous ayons une entière liberté d'y étendre notre influence et d'y développer nos intérêts de la façon qui nous conviendra le mieux, sans nous heurter à des prétentions rivales. »

Tel est, monsieur le marquis, le résumé des réponses que j'ai faites, dans plusieurs entretiens, aux ouvertures de lord Salisbury. Je vous prie de lui témoigner, à votre tour, l'impression favorable qu'en a éprouvée le gouvernement français. Les paroles du principal secrétaire d'Etat m'avaient été confirmées, à Berlin, par la bouche du comte Beaconsfield, et nous ne pouvons douter, par conséquent, du parfait accord de vues qui existe dans cette question entre les divers membres du gouvernement de la reine. En faisant connaître au ministre des affaires étrangères la satisfaction avec laquelle nous prenons acte de ses déclarations, vous voudrez bien lui remettre, à titre d'ailleurs tout à fait confidentiel, une copie de la présente dépêche, destinée à en préciser les termes.

WADDINGTON.

Le marquis de Salisbury à Lord Lyons (Traduction).

Foreign-Office, le 7 août 1878.

Milord, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'une dépêche du ministre des affaires étrangères de France, qui m'a été remise samedi par l'ambassadeur de ce pays. (C'est la précédente). La question à laquelle cette dépêche se rapporte a été plus d'une fois le sujet de conversations très satisfaisantes que j'ai eues avec M. Waddington à Berlin. C'étaient des conversations particulières, et elles n'avaient aucun caractère spécial qui les distinguât de celles qui avaient lieu journellement entre les autres plénipotentiaires. Par conséquent, je n'ai pas alors jugé nécessaire d'en rédiger la substance ou d'en transmettre un sommaire à Votre Excellence, ainsi que cela se fait habituellement lorsque des conversations importantes sont échangées au Foreign-Office.

Il m'est donc impossible d'affirmer que M. Waddington ait reproduit textuellement les paroles dont lui ou moi nous nous sommes servis. J'incline à penser

que, bien qu'il ait employé la forme de citations, il a voulu seulement faire connaître le sens général de nos communications, et en particulier les sentiments d'amitié pour la France dont mon langage était empreint. Dans ces limites et sans pouvoir garantir l'exactitude des propres paroles qui me sont attribuées, je reconnais très volontiers la fidélité de l'ensemble de ses souvenirs.

Quoi qu'il en soit, au lieu de reprendre, pour les critiquer, les termes de cette communication, il sera plus simple d'énoncer en quelques mots les vues du gouvernement de Sa Majesté Britannique dans la question. C'est avec satisfaction que le gouvernement de la reine a vu réussir l'expérience que la France poursuit en Algérie, et la grande œuvre de civilisation qu'elle accomplit dans ce pays. Il n'a jamais ignoré que la France sur les côtes de l'Algérie, appuyée comme elle l'est par une force militaire imposante, doit avoir pour effet, quand elle jugera opportun de l'exercer, de lui donner le pouvoir de peser, avec une force décisive, sur le gouvernement de la régence de Tunis, sa voisine. C'est là un résultat que nous avons depuis longtemps reconnu comme inévitable et que nous avons accepté sans répugnance. L'Angleterre n'a, dans cette région, aucun intérêt spécial qui soit de nature à la mettre en garde ou en défiance contre l'influence légitime et croissante de la France.

Il est inutile de se livrer à des prévisions sur les destinées futures de cette province. Je crois que M. Waddington a mal saisi ma pensée en comprenant que j'avais prédit la chute prochaine du gouvernement actuel de Tunis. Mes informations n'amèneraient plutôt à conclure que, si ce gouvernement n'est ébranlé par aucun choc venant du dehors, il pourra encore durer un temps considérable. En conséquence, je me bornerai à dire, à l'égard d'un événement qui est peut-être encore lointain, que cet événement ne modifiera pas l'attitude de l'Angleterre. Elle continuera de reconnaître, ainsi qu'elle le fait aujourd'hui, les résultats naturels du voisinage d'un pays puissant et civilisé comme la France et n'a, en ce qui la concerne, aucun intérêt contraire à lui opposer.

Il y a cependant une considération sur laquelle j'avais appelé l'attention de M. Waddington dans une conversation, et à laquelle je ne dois pas omettre complètement de me référer dans l'occasion actuelle. La France n'est pas le seul pays qui se trouve dans le voisinage immédiat de la Tunisie. Je ne suis pas en situation de connaître les opinions exactes du gouvernement italien sur cette question, mais j'ai tout lieu de croire que l'attention du gouvernement italien a été appelée sur elle. Il ne faut pas supposer que le gouvernement de la reine se soit formé une opinion sur la position que l'Italie pourra prendre, relativement à la région qui est actuellement en question; car, aucune communication n'ayant été échangée entre les deux gouvernements à ce sujet, celui de Sa Majesté Britannique n'aurait pu se faire une opinion qu'en complète ignorance de cause.

SALISBURY.

GRANDE-BRETAGNE

Un Livre bleu, relatif aux affaires de l'île de Chypre, a été communiqué au Parlement avant sa prorogation.

On se rappelle qu'une députation de Cypriotes était venue à Londres exposer au Gouvernement anglais que la population de l'île est incapable de supporter davantage les lourds impôts qui pèsent sur elle (1). Or, le recueil diplomatique qui vient d'être publié justifie les plaintes des Cypriotes. Il en ressort qu'avec l'inauguration du régime anglais dans l'île a malheureusement coïncidé une série de mauvaises récoltes, qui a eu les plus déplorables résultats. L'administration financière constate elle-même que, depuis 1872, les bénéfices des cultivateurs sur les céréales ont diminué de 50 0/0. C'est à grand-peine que le fisc arrive à percevoir le montant des impôts. S'il n'emploie pas les moyens énergiques en vigueur sous l'ancien régime, il est obligé d'exercer néanmoins une forte pression pour recouvrer les taxes. Les paysans sont donc à la merci des

(1) V. *Archives*, 1889, III, p. 319.

usuriers ; et ceux-ci étant en passe de devenir propriétaires de la plus grande partie du sol, la majeure partie de la population se trouvera, dans quelques années, réduite au servage.

C'est bien là l'état de choses que, dans leur récente entrevue avec Lord Knutsford, ministre des Colonies britanniques, les délégués Cypriotes, ayant à leur tête leur archevêque, avaient signalé au Gouvernement en le suppliant d'y aviser. Sir Henry Bulwer, qui a remplacé Lord Wolseley comme gouverneur de l'île, admet lui-même le bien fondé des griefs que formulent ses administrés, en constatant que les impôts sont hors de toute proportion avec les ressources des habitants.

— On annonce la signature à Londres, au mois de septembre, d'une convention entre l'Angleterre et l'Italie, contre la traite des esclaves.

Les clauses en sont plus rigoureuses que celles des conventions conclues jusqu'ici dans le même but. La convention déclare que la traite des esclaves est un acte de piraterie ; les navires qui s'y livrent perdent le droit de protection de leur drapeau national. La convention simplifie considérablement les dispositions appliquées jusqu'à présent relativement aux prises, lesquelles pourront désormais être livrées à la garde des croisières de leur nationalité, pour être conduites par elles aux localités où siègent des tribunaux chargés de connaître de ces délits.

La Méditerranée est exclue de la convention.

On mande de Zanzibar, le 21 septembre, qu'un décret du Sultan accorde à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne le droit de visiter tous les *dhows* (chaloupes) et les bateaux appartenant à ses sujets.

Le décret déclare, en outre, que toutes les personnes qui entreront sur le territoire du Sultan, après le 1^{er} novembre, seront libres.

GRÈCE

Le *Journal officiel* d'Athènes a publié, le 18 octobre, les résultats du recensement en Grèce.

La population du royaume s'élève à 2,187,208 âmes, au lieu de 1,968,283 en 1879.

Les villes où l'accroissement de la population est le plus marqué sont : Athènes avec 114,355 habitants, au lieu de 67,000 en 1879, de 48,000 en 1863 et de 8,000 en 1827 ; Patras avec 44,970 habitants ; Le Pirée avec 31,569, Larisse avec 15,859 et Corinthe avec 11,150.

ITALIE

M. Crispi a adressé, au mois d'août, aux agents diplomatiques italiens à l'étranger une circulaire pour leur recommander de ne perdre jamais de vue l'objet de leur mission, qui est non-seulement de représenter dignement le gouvernement, mais aussi de servir d'anneau de conjonction, de foyer centralisateur entre les Colonies grandes ou petites, riches de nombre et de moyens ou humbles et pauvres, et la mère patrie.

Le siège des légations ou des consulats, dit M. Crispi, doit être un phare pour tous nos expatriés volontaires que les vicissitudes de l'existence ou les affaires contraignent à vivre en pays étranger. A ce foyer d'italianité nos colons lointains doivent puiser force et chaleur et des sentiments de vie nationale. On ne saurait donc trop le répéter, l'exemple doit partir d'en haut.

M. Crispi recommande en outre à ces fonctionnaires qui se marient en pays étranger de ne pas négliger d'envoyer leurs enfants faire leur éducation dans le

royaume, l'expérience et la statistique prouvant que l'Italien est de tous les peuples de l'Europe celui qui a le plus de facilité à s'amalgamer avec les éléments au milieu desquels il vit, et surtout quand la nouvelle famille, par la mère et par les influences locales, devient, de fait, sinon de droit, au moins aux deux tiers étrangère.

L'éducation nationale, dit-il, ne se forme pas seulement avec l'étude de la langue du pays, qui pourrait plus ou moins bien se faire aussi à l'étranger ; l'éducation est avant tout le produit de l'*ambiant*, et ce n'est pas trop prétendre que les enfants des représentants de l'Italie à l'étranger soient élevés avec des habitudes et des idées italiennes.

M. Crispi conclut en exprimant le désir que les agents diplomatiques et consulaires emploient pour leurs besoins de bureau et privés la main d'œuvre et le travail des nationaux préférablement à ceux du lieu. De cette façon leurs nationaux prendront goût à suivre les mêmes principes, et le souvenir de la patrie se maintiendra ainsi toujours plus vif et éveillé dans les plus grandes comme dans les plus petites choses.

Le Roi Ménélik a envoyé en Italie une mission qui a eu pour conséquence la signature d'un traité entre l'Italie et l'Éthiopie, au commencement d'octobre.

Ce traité comporte deux protocoles distincts, dont le premier porte spécialement sur les questions politiques, tandis que l'autre règle les relations commerciales entre l'Éthiopie et la colonie italienne de la Mer Rouge.

L'Italie, outre la reconnaissance de ses droits souverains sur les territoires qu'elle occupe présentement et qui comprennent Massaouah, les Bogos et l'Asmara, a obtenu le privilège du protectorat sur toutes les tribus qui habitent les territoires limitrophes, ainsi que sur celles qui se trouvent au-delà de Keren, sur la route de Kassala. Le Gouvernement italien s'engage aussi à veiller à la sécurité de la frontière de l'Éthiopie du côté de la mer ; et en échange le roi Ménélik accepte de ne communiquer avec les autres puissances qu'après en avoir obtenu le consentement du cabinet de Rome.

Quant à la fourniture des armes dont le roi Ménélik aura besoin pour organiser définitivement son armée, les magasins militaires italiens, moyennant des prix à convenir, seront pour l'Abyssinie la source normale d'approvisionnement. D'ailleurs, ce sont des officiers italiens qui seront chargés, à un moment donné, de présider à l'organisation de l'armée abyssine sur le pied européen, et il est interdit au roi Ménélik de charger de cette mission des officiers appartenant à une autre nation non africaine.

Enfin, par le protocole consacré aux stipulations commerciales, l'Italie s'est assuré le monopole de tout le trafic entre l'Abyssinie et la Mer Rouge, ainsi que celui qui, après la pacification, pourra se diriger du Soudan vers le golfe Arabique en aboutissant de préférence aux possessions italiennes.

Conformément à l'acte général de la conférence de Berlin, le Gouvernement italien a notifié aux Puissances signataires de cet acte, que par l'article 17 du récent traité italo-éthiopien, le Négus consent à se servir du Gouvernement italien pour traiter toutes les affaires avec les autres États.

Le 13 octobre, un grand banquet a été offert à M. Crispi, président du Conseil, par sa ville natale, Palerme. Quarante-neuf sénateurs et cent quarante députés y assistaient ; cent soixante avaient envoyé des lettres d'adhésion en exprimant le regret de ne pouvoir se rendre à Palerme. La presse était représentée par quarante journalistes.

Au dessert, M. Crispi a pris la parole pour prononcer un long discours, dont nous donnons le résumé :

L'orateur a rappelé d'abord le discours-programme qu'il a prononcé en 1887 à Turin, la ville forte et royale. Depuis cette date, deux années se sont écoulées,

qui ont été des années de lutte pour lui, plus qu'il ne s'y attendait, peut-être plus que ses actes n'y prêtaient, et certainement plus que ses intentions ne le méritaient. Il serait cependant injuste s'il s'en prenait à la majorité du pays et à celle du Parlement qui lui a toujours témoigné sa bienveillance et qui lui a fait dernièrement encore une manifestation pleine de sympathie quand un malheureux, auquel il souhaite que la sentence des juges et celle de sa conscience soient douces, leva la main sur lui.

M. Crispi rappelle les progrès réalisés depuis son arrivée au pouvoir : l'unification de la législation, de l'administration et du Code pénal ; le développement de l'instruction publique. Il y a maintenant 3,780 écoles, 14 lycées, 14 gymnases et 4 collèges.

D'autres réformes ont été accomplies : c'est ainsi que l'esclavage qui pesait sur les prostituées a été aboli, que le régime des institutions de bienfaisance a été amélioré, que les voies et communications ont été développées.

(M. Crispi fait allusion à l'abolition de la police des mœurs votée sur l'initiative d'une ligue dont le quartier général est en Angleterre).

Mais que serait le bien être, continue M. Crispi, quand même on parviendrait à l'assurer aux masses, sans la liberté ? Il faut tenir tête à ceux qui, en bas comme en haut, veulent miner notre édifice politique, qu'ils s'inspirent d'un passé qui ne peut plus revivre ou d'un avenir qui ne serait pas meilleur. Nous avons une double lutte à soutenir contre les représentants du passé sur les champs de l'unité nationale et de la liberté spirituelle.

La papauté temporelle, quoique séculaire, ne fut qu'une période transitoire de la vie de Rome. Rome a surgi, a vécu et commandé avant la papauté temporelle ; elle restera sans elle et restera italienne. Les plaintes et les menaces de l'intérieur ou de l'étranger n'y pourront rien.

Le roi Humbert a déclaré que Rome était intangible. Ce mot est parti de l'Italie comme la loi du monde moderne.

Au nom de la liberté spirituelle, nous devons assurer à l'Eglise l'exercice constamment complet de ses attributions religieuses. De Rome, le pape parle librement à ses fidèles et pourvoit aux intérêts de son gouvernement universel. Nous avons en seulement le soin que le droit ecclésiastique n'envahisse pas la sphère du droit national qui est le droit rationnel. Nos mesures, en ce sens, sont d'ailleurs moins dures que celles de n'importe quel autre Etat catholique.

La liberté est laissée au catholicisme comme à tout autre principe intellectuel.

Toute foi doit vivre par sa vertu propre.

Quand l'Eglise, maintenant libre, cherche à effrayer Prométhée par les foudres du ciel, notre tâche est de combattre pour la raison.

M. Crispi signale une autre lutte non moins dure à soutenir.

Il y a, dit-il, des républicains, des internationalistes, des anarchistes se confondant en d'étranges unions, tout en prétendant représenter les idées de Mazzini et de Garibaldi. Il faut que les hommes à idées avancées mais raisonnables se séparent ouvertement de ces fauteurs de désordre, fauteurs aussi de discorde nationale et de désorganisation sociale. Il faut combattre les partis subversifs dans le champ des idées, pour n'avoir pas à les réprimer plus tard sur le terrain des faits.

M. Crispi réfute ensuite les accusations portées contre la politique étrangère, militaire et économique du gouvernement.

Il dit que la France, qui avait déjà repoussé tous les traités avec l'Italie et n'avait conclu le dernier que comme un régime transitoire dont elle faisait pressentir la dénonciation, laisse prévoir maintenant son intention de se dégager de ses liens avec les autres Etats, et menace même de les rompre tous lors de la prochaine échéance du traité de Francfort.

La rupture des rapports économiques avec la France est donc, a-t-il répondu, un fait indépendant de notre volonté, de notre politique. Il est la conséquence

d'un système général adopté par la France, que nous nous gardons bien de lui reprocher, chaque pays pourvoyant, comme il l'entend, à ses propres intérêts. Je nie d'ailleurs que notre malaise économique provienne seulement de la clôture du marché français.

Quand je suis arrivé au pouvoir, l'agriculture nationale traversait déjà une période difficile. Tous nos principaux produits : blé, riz, bétail, soufre, vin, subissaient les effets des conditions des marchés du monde. Notre crédit était mal organisé, — ce à quoi nous remédierons — nos industries agricoles étaient imparfaites ; la reconstitution des vignobles français, la production vinicole de l'Algérie menaçaient déjà l'exportation de nos vins en France.

Pour donner une nouvelle marque de nos dispositions véritables, nous supprimerons les droits différentiels entre l'Italie et la France aussitôt que le Parlement nous y autorisera.

Le commerce, le crédit, les chemins de fer, la politique, tout dépendait jadis de la France. Le gouvernement italien était un satellite de l'empire napoléonien. Après la proclamation de la République, on chercha à s'émanciper de la sujétion économique et politique à nous imposée par les traités et les convenances. Il s'en est suivi un malaise et des conflits qui cesseront quand nous aurons reconquis l'autonomie économique.

Notre marché doit être celui du monde.

La situation des céréales s'est déjà améliorée. Celle des olives donne bon espoir. L'Allemagne demande beaucoup notre bétail. Nous avons exporté, depuis le 1^{er} janvier, plus d'un million d'hectolitres de vin, sans compter ceux expédiés en France, où l'on nous en a demandé cent soixante-deux mille. Notre industrie renaît, car l'importation de la houille, qui était de 67 millions en 1886, s'est élevée à 87 en 1888, et à 60 dans les huit premiers mois de 1889.

Nous triomphons aussi de la guerre, qu'une spéculation malsaine, se prêtant à des rancunes politiques, fait à notre crédit.

M. Crispi, répondant ensuite aux reproches faits à la politique étrangère du gouvernement d'être mégalomane, impériale, servile et provocatrice, dit que ce qui a été fait pour la situation internationale de l'Italie était nécessaire pour sa grandeur et plus encore pour son existence :

Il n'est pas admissible qu'un grand Etat, même très favorisé par la nature, puisse vivre dans l'isolement matériel, et, même étant très pacifique, puisse vivre dans l'isolement politique. Si nous restions dans cet isolement, les grandes questions dont dépend l'avenir du monde se résoudraient sans nous. L'activité nationale serait prisonnière dans les frontières naturelles de l'Etat. Les foyers de nos traditions hors de ces frontières s'éteindraient. Les Italiens seraient déprimés, opprimés partout.

Aujourd'hui, au contraire, l'Italie s'affirme. Elle marche.

Ni Mazzini, ni Victor-Emmanuel, ni Garibaldi n'ont jamais pensé à condamner l'Italie à la stérilité politique.

Nous sommes mégalomanes comme eux.

Il souffle dans la politique européenne un vent de libéralisme qui laisse les peuples maîtres de leurs destinées.

Nous avons cherché et réussi à donner un caractère essentiellement pacifique à l'entreprise militaire que nous avons trouvée entamée en Afrique. L'Ethiopie, presque toute pacifiée, nous tend la main dans la personne d'un souverain désireux de civilisation, qui ne manqua jamais à sa parole à notre égard et vient de nous donner de nouvelles marques efficaces de son amitié.

Non seulement nous avons obtenu en Afrique la réparation de l'offense, mais aussi des frontières plus sûres, des stations militaires plus salubres, sans effusion de sang et encore, avec de l'argent bien placé, tout un vaste royaume qui s'ouvrira au commerce italien, et d'autres vastes zones ouvertes à la colonisation italienne.

L'orateur demande ensuite si l'on peut appeler servile et provocatrice une

politique qui lui permet de traiter d'égal à égal avec les premières puissances du monde les questions coloniales et les intérêts de la civilisation.

Nous voulons que le citoyen italien puisse ne pas répéter en vain devant les autres peuples le mot : *Civis romanus sum*.

Par nous, la politique italienne s'inspire dans tout le monde civilisé du plus scrupuleux respect du droit international. Fidèles aux principes auxquels nous devons notre renaissance, nous avons aidé les jeunes nationalités à se développer, à s'affirmer par nous, par nos amis et nos alliés.

La politique qui a conduit, ajoute-t-il, Guillaume dans la Rome italienne, non plus en maître, mais en ami, le fait revenir dans quelques jours en Italie comme un parent affectueux. Etrange servilité qui nous rend égaux à nos deux alliés et qui se sert des alliances pour faire prévaloir en Europe les droits de l'Italie !

Où est, d'autre part, la provocation ? On nous accuse d'utiliser nos alliances dans des buts agressifs.

L'Italien ne paye que 18 francs de dépenses militaires, tandis que le Français en paye 33.

En réalité, nous avons fait plutôt moins que plus qu'il ne le fallait pour l'armée et la marine.

Personne ne nous attaque aujourd'hui parce que nous sommes forts et alliés aux forts. Tous peut-être nous attaqueraient demain, si nous cessions de l'être.

M. Crispi conclut en saluant l'Italie telle qu'il la veut et que ses auditeurs la veulent. Il boit à cette Italie, à son roi toujours prêt à la guider dans la voie des gloires saines et des gloires guerrières, à sa reine, exquise personnification de la vertu, à leur héritier, espoir des jeunes générations.

Le roi Humbert a adressé de Monza, le 15 courant, la dépêche suivante à M. Crispi :

Je désire vous adresser un salut dans votre chère Palerme, je suis très heureux de l'accueil si affectueux qui vous a été fait par la vaillante ville qui a été plus à même qu'aucune autre de constater tout ce que vous avez souffert pour l'Italie.

Je vous félicite de votre discours, inspiré, comme tous vos actes, par votre haut et unique idéal, le bien de la patrie.

Je suis certain que le souvenir de ces derniers jours reconfortera votre esprit et contribuera à l'amélioration de votre santé.

Je souhaite de vous revoir bientôt ici, dans des circonstances agréables pour ma famille, et je vous renouvelle mes sentiments de constante amitié.

PAYS-BAS

Les Etats Généraux sont entrés en session le 17 septembre. Le président du conseil, M. le baron de Mackay, ministre de l'intérieur, a donné lecture du discours royal, dont la teneur suit :

Messieurs,

Le Roi, empêché cette fois encore de se trouver au milieu de vous, nous a chargé d'ouvrir la présente session des Etats généraux.

L'enthousiasme avec lequel, partout dans le pays, la nation néerlandaise a fêté le quarantième anniversaire du règne de Sa Majesté, a prouvé de nouveau que des liens forts et indissolubles unissent la maison d'Orange à la Néerlande.

Il nous est agréable de pouvoir communiquer que les relations du Roi avec les puissances étrangères sont de la nature la plus cordiale. Des négociations sont entamées et des moyens sont essayés pour mettre fin à l'incertitude qui règne au sujet des frontières du territoire néerlandais, tant à Surinam qu'à Bornéo.

La récolte a répondu cette année, en général, aux espérances qu'on en avait nourries ; l'état du bétail est très satisfaisant ; la réouverture du marché anglais à l'importation libre de bétail sur pied de la Néerlande, qui a eu lieu le 1^{er} septembre dernier, exercera indubitablement une influence salutaire sur le commerce du bétail. La situation s'est aussi améliorée pour le commerce de marchandises, la navigation et l'industrie.

L'état des finances de l'Etat reste continuellement satisfaisant, grâce au produit plus grand de plusieurs sources de revenus.

Outre les projets de lois déjà présentés, on soumettra à vos délibérations des projets de lois pour reviser les lois sur les droits consulaires et sur les maladies contagieuses ; ensuite des projets de loi sur la faillite et le sursis de paiement ; le code pénal militaire et un règlement sur la discipline militaire.

Au sujet de l'achèvement prochain de la revision du revenu imposable des propriétés immobilières, un projet de loi vous sera présenté pour fixer le montant de la contribution sur les propriétés immobilières, à prélever par l'Etat. On pourra prendre en considération le montant à fixer pour cette contribution lors de la discussion d'un projet de loi, qui vous sera présenté, pour modifier plusieurs dispositions du titre VI de la loi communale, afin de pourvoir à la situation financière moins favorable de quelques communes.

Il vous sera présenté un projet de loi pour améliorer la perception des droits d'entrée d'après la valeur, après que sera approuvée par la loi la convention modifiant le traité de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Aussitôt que possible vous seront présentés des projets de loi sur le service militaire obligatoire et pour arrêter les dispositions sur l'état de guerre et de siège.

Enfin, il vous sera présenté un projet de loi modifiant les dispositions existantes sur le transport de lettres et des pièces imprimées. On prépare la revision des lois sur les colis postaux et la caisse d'épargne postale de l'Etat, ainsi qu'un projet de loi pour accorder des secours aux ouvriers devenus invalides au service de l'Etat ou des entrepreneurs de travaux publics.

Des conventions pour arriver à une organisation meilleure des chemins de fer vous seront bientôt soumises.

L'état des possessions d'outre-mer de l'Etat est en général satisfaisant et donne lieu d'espérer la prospérité de ces possessions.

La marine et l'armée se sont aussi acquittées dans ces parages de leurs devoirs et ont maintenu leur gloire là où elles étaient appelées à résister à des attaques ennemies.

La continuation de l'insurrection de quelques chefs et de leurs adhérents parmi la population d'Aljeh a rendu nécessaire la reprise des hostilités à deux reprises différentes ; nos troupes ont subi de grandes pertes. Néanmoins l'esprit de réconciliation et de soumission paraît prévaloir de plus en plus.

Les troubles parmi la population de Java sont complètement calmés, grâce à l'attitude énergique du gouvernement et à la punition des coupables ; partout le calme est rétabli.

Bien que plusieurs branches de l'industrie agricole souffrent encore d'un certain malaise à cause des bas prix sur le marché général, l'industrie elle-même s'étend et augmente, grâce à une perception raisonnable d'impôts, le bien-être de la population.

Des mesures sont préparées pour tirer la colonie de Surinam de son état de dépérissement.

La colonie de Curaçao a été frappée d'une longue sécheresse. Le gouvernement et la charité publique sont intervenus autant que possible en faveur des malheureuses populations de ce pays.

Que la grâce indispensable de Dieu repose sur vos travaux pour favoriser les intérêts du pays.

Au nom du Roi, nous déclarons ouverte la présente session des Etats généraux.

Le 27 septembre, la seconde Chambre a voté un crédit de 12,000 florins au ministère des affaires étrangères pour l'établissement d'un consulat général à Téhéran.

Jusqu'à présent le service consulaire des Pays-Bas en Perse avait été exercé par un consul de carrière à Benden-Busbir. D'accord avec le gouvernement, la Chambre a été d'avis que les intérêts politiques et matériels des Pays-Bas exigent une représentation dans la capitale même du Shah, qui, du reste, lors de son dernier séjour en Hollande, a exprimé le désir de nouer des relations plus étroites avec ce pays.

SAINT-SIÈGE

Le 20 octobre, le Pape a reçu dans la grande salle du Vatican un pèlerinage d'environ deux mille ouvriers venus de France, qui lui ont été présentés par le cardinal Langénieux, archevêque de Reims.

Sa Sainteté leur a adressé le discours suivant :

Il y a deux ans, une nombreuse phalange d'ouvriers, venus de France, se groupait ici autour de Nous. Avec eux, et sous les plus heureux auspices, s'ouvrait alors Notre année jubilaire, pour laquelle ils Nous apportaient comme les prémices des manifestations du monde catholique. Ce jour laissa dans Notre âme une douce et forte impression, que votre présence, chers Fils, et les nobles paroles que vient de Nous adresser, en votre nom, Monseigneur le Cardinal qui préside ce pèlerinage, ne peuvent que le raviver en Nous, et le rendre à jamais ineffaçable. — Soyez les bienvenus. L'hommage que vous rendez en ce moment au Chef suprême de la religion catholique révèle le fond de votre pensée. Vous avez compris, — et c'est à la fois votre cœur et votre intelligence qui vous l'ont dicté, — vous avez compris que non seulement dans la religion vous trouverez force et consolation, au milieu de vos incessantes fatigues et des misères d'ici-bas. La religion seule, en effet, ouvrira vos âmes aux immortelles espérances ; elle seule ennoblira votre travail, en l'élevant à la hauteur de la dignité et de la liberté humaines. En confiant donc à la religion vos destinées présentes et futures, vous ne pouviez faire acte de plus haute sagesse. Et, sur ce point, Nous sommes heureux de confirmer ici les paroles prononcées par Nous en d'autres circonstances et que vous venez de rappeler. Nous voulons même insister, une fois de plus, sur ces vérités, persuadé, comme Nous le sommes, que, pour vous aussi, votre salut sera l'œuvre de l'Eglise et de ses enseignements remis en honneur dans la société.

Le paganisme, vous ne l'ignorez pas, avait prétendu résoudre le problème social en dépouillant de ses droits la partie faible de l'humanité, en étouffant ses aspirations, en paralysant ses facultés intellectuelles et morales, en la réduisant à l'état d'absolue impuissance. C'était l'esclavage. — Le christianisme vint annoncer au monde que la famille humaine tout entière, sans distinction de nobles et de plébéiens, était appelée à entrer en participation de l'héritage divin ; il déclara que tous étaient, au même titre, les fils du Père céleste et rachetés au même prix ; il enseigna que le travail était, sur cette terre, la condition naturelle de l'homme, que l'accepter avec courage était pour lui un honneur et une preuve de sagesse, que vouloir s'y soustraire, c'était à la fois montrer de la lâcheté et trahir un devoir sacré et fondamental.

Afin de réconforter plus efficacement encore les travailleurs et les pauvres, le divin Fondateur du christianisme daigna joindre l'exemple aux paroles : il n'eut pas où reposer sa tête ; Il éprouva les rigueurs de la faim et de la soif ; Il passa sa vie tant publique que privée dans les fatigues, les angoisses et les souffrances. D'après sa doctrine, le riche, comme s'exprime Tertullien, a été créé pour être le trésorier de Dieu sur la terre ; à lui les prescriptions sur le bon usage des biens temporels ; contre lui les formidables menaces du Sauveur, s'il vient à fermer son cœur devant l'infortune et la pauvreté !

Cependant, cela même ne suffisait pas encore. Il fallait rapprocher les deux classes, établir entre elles un lien religieux et indissoluble. Ce fut le rôle de la charité, elle créa ce lien social et lui donna une force et une douceur inconnues jusqu'alors ; elle inventa, en se multipliant elle-même, un remède à tous les maux ; une consolation à toutes les douleurs ; et elle sut par ses innombrables œuvres et institutions, susciter en faveur des malheureux une noble émulation de zèle, de générosité et d'abnégation.

Telle fut l'unique solution qui, dans l'inévitable inégalité des conditions humaines, pouvait procurer à chacun une existence supportable. Durant des siècles, cette solution était universellement acceptée et s'imposait à tous. Sans doute on y a vu se produire des actes de révolte et d'insubordination, mais ils n'ont jamais été que partiels et circonscrits ; la foi avait de trop profondes racines dans les âmes, pour qu'une éclipse générale et définitive fût alors possible. Nul ne se serait permis de contester la légitimité de cette base sociale ; nul n'eût osé former le vaste projet de pervertir, sur ce point, l'esprit et le cœur des populations et de viser à la ruine totale de la Société. Quelles ont été les doctrines funestes et les événements qui ébranlèrent, plus tard, l'édifice social si patiemment élevé par l'Eglise ? Nous l'avons dit ailleurs ; Nous ne voulons pas y revenir ici.

Ce que Nous demandons, c'est qu'on cimente à nouveau cet édifice, en revenant aux doctrines et à l'esprit du christianisme en faisant revivre, au moins quant à la substance, dans leur vertu bienfaisante et multiple et sous telles formes que peuvent le permettre les nouvelles conditions des temps, ces corporations d'arts et métiers, qui jadis, informées de la pensée chrétienne et s'inspirant de la maternelle sollicitude de l'Eglise, pourvoaient aux besoins matériels et religieux des ouvriers, leur facilitaient le travail, prenaient soin de leurs épargnes et de leurs économies, défendaient leurs droits et appuyaient, dans la mesure voulue, leurs légitimes revendications. Ce que Nous demandons, c'est que, par un retour sincère aux principes chrétiens, on rétablisse et l'on consolide entre patrons et ouvriers, entre le capital et le travail, cette harmonie et cette union qui sont l'unique sauvegarde de leurs intérêts réciproques et d'où dépendent à la fois le bien-être privé, la paix et la tranquillité publique.

A l'entour de vous, chers Fils, s'agitent des milliers d'autres travailleurs, qui, séduits par de fausses doctrines, s'imaginent trouver un remède à leurs maux dans le renversement de ce qui constitue comme l'essence même de la société politique et civile, dans la destruction et l'anéantissement de la propriété. Vaines illusions ! Ils iront se heurter contre des lois immuables que rien ne saurait supprimer. Ils ensanglanteront les chemins où ils passeront en y amoncelant les ruines et en semant la discorde et le désordre, mais ils ne feront, par là, qu'aggraver leurs propres misères et attirer sur eux les malédictions des âmes honnêtes. Non, le remède n'est ni dans les projets et les agissements pervers et subversifs des uns, ni dans les théories séduisantes, mais erronées, des autres ; il est tout entier dans le fidèle accomplissement des devoirs qui incombent à toutes les classes de la société, dans le respect et la sauvegarde des fonctions et des attributions propres à chacune d'elles en particulier. Ces vérités et ces devoirs, l'Eglise a la mission de les proclamer hautement et de les inculquer à tous.

Aux classes dirigeantes, il faut un cœur et des entrailles pour ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front ; il leur faut mettre un frein à ce désir insatiable des richesses, du luxe et des plaisirs, qui, en bas comme en haut, ne cesse de se propager de plus en plus, A tous les degrés, en effet, on a soif de jouissances ; et comme il n'est pas accordé à tous d'y donner satisfaction, il en résulte un malaise immense et des mécontentements qui auront pour résultat la révolte et l'insurrection en permanence.

Aux détenteurs du pouvoir, il incombe, avant toutes choses, de se pénétrer de cette vérité que, pour conjurer le péril qui menace la société, ni les lois humaines, ni la répression des juges, ni les armes des soldats ne sauraient suffire ; ce qui importe par-dessus tout, ce qui est indispensable, c'est qu'on

laisse à l'Eglise la liberté de ressusciter dans les âmes les préceptes divins et d'étendre sur toutes les classes de la société sa salutaire influence ; c'est que, moyennant des règlements et des mesures sages et équitables, on garantisse les intérêts des classes laborieuses, on protège le jeune âge, la faiblesse et la mission toute domestique de la femme, le droit et le devoir du repos du dimanche, et que, par là, on favorise dans les familles comme dans les individus la pureté des mœurs, les habitudes d'une vie ordonnée et chrétienne. Le bien public, non moins que la justice et le droit naturel, réclame qu'il en soit ainsi.

Aux patrons, il est prescrit de considérer l'ouvrier comme un frère, d'adoucir son sort dans la limite possible et par des conditions équitables, de veiller sur ses intérêts tant spirituels que corporels, de l'édifier par le bon exemple d'une vie chrétienne, et surtout de ne se départir jamais, à son égard et à son détriment, des règles de l'équité et de la justice, en visant à des profits et à des gains rapides et disproportionnés.

A vous enfin, mes chers Fils, et à tous ceux de votre condition, il convient de mener toujours une conduite digne de louange par la pratique fidèle de vos devoirs religieux, domestiques et sociaux. Vous Nous avez déclaré tout à l'heure, et cela Nous a grandement réjoui, vous Nous avez déclaré que c'est votre volonté formelle de vous soumettre avec résignation au travail et à ses pénibles conséquences, de vous montrer toujours paisibles et respectueux envers vos patrons, dont la mission est de vous procurer de l'ouvrage et de l'organiser, de vous abstenir de tout acte capable de troubler l'ordre et la tranquillité, de conserver, enfin, et de nourrir, dans vos cœurs des sentiments de reconnaissance et de confiance filiale envers la sainte Eglise, qui vous a délivrés de l'antique joug de l'esclavage et de l'oppression, et envers le Vicaire de Jésus-Christ, qui ne cesse et ne cessera jamais de veiller sur vous en Père, de s'enquérir de vos intérêts et de les favoriser, en rappelant à tous leurs devoirs respectifs et leur parlant le langage de la charité.

Que ce sentiment de reconnaissance et cette dévotion à l'Eglise et à son Chef restent en vous inébranlables et s'accroissent de plus en plus. Notre condition s'aggrave avec les années, et la nécessité, pour Nous, d'une indépendance réelle et d'une vraie liberté dans l'exercice de Notre ministère apostolique devient de jour en jour plus évidente. En bons catholiques, restez fidèles, chers Fils, à cette très noble cause. Faites-la vôtre, et que chacun de vous, dans sa sphère, se fasse un devoir de la défendre et d'en hâter le triomphe.

Et maintenant, chers Fils, retournez dans votre patrie, dans cette France, où, malgré des altercations individuelles et passagères, on n'a jamais vu décroître l'ardeur pour le bien, ni pâlir la flamme de la générosité et du sacrifice. Retournez dans vos foyers et prouvez, par votre conduite, que dans les associations où les principes religieux sont en honneur, règnent en même temps l'amour fraternel, la paix, la discipline, la sobriété, l'esprit de prévoyance et d'économie domestique. Allez, et que la grâce du Seigneur vous accompagne partout, vous assiste, vous protège, vous soutienne dans vos fatigues, vous encourage, en vous faisant goûter dès à présent les ineffables joies qui découlent de la vertu et que donne l'espérance d'une vie meilleure dans la patrie des croyants.

C'est le regard et les mains élevées vers le ciel que Nous y faisons monter tous les jours, pour vous, bien-aimés Fils, ces vœux, ces supplications et ces prières. En attendant, et comme gage de ces faveurs célestes, Nous vous accordons la bénédiction apostolique. Nous vous bénissons tous ici présents, avec toute l'effusion de Notre cœur de Père. Nous bénissons vos épouses, vos fils et vos familles. Nous bénissons vos chefs, vos patrons et vos bienfaiteurs, ainsi que toutes les pieuses associations dont vous faites partie.

SERBIE

La Skoupchtina a été ouverte le 20 octobre.

Voici le texte du message des régents :

Messieurs,

Nous saluons avec une satisfaction toute particulière cette première Skouptchina élue sur la base de la nouvelle Constitution. Le peuple serbe s'est montré digne de ses droits constitutionnels en sachant concilier l'ordre avec la liberté.

Depuis la dernière session, des modifications importantes, décisives même au point de vue constitutionnel, se sont produites en Serbie. Répondant au vœu général, le roi Milan a donné à la Serbie une nouvelle Constitution qui garantit mieux que par le passé les droits des citoyens. Puis le roi Milan a renoncé à la couronne en faveur de son fils, et, celui-ci étant mineur, nous exerçons le pouvoir en son nom.

Cette silencieuse transmission de la couronne a été saluée par le pays comme un acte de sacrifice patriotique de la part du roi Milan et le jeune roi Alexandre a été regardé comme l'initiateur d'une nouvelle période de prospérité. Le peuple entier l'a acclamé et lui a envoyé ses souhaits. Lorsque le jeune roi a été sacré au couvent de Zaitchar, le peuple a voulu prouver combien il était satisfait de ce que le changement de règne se soit opéré sans secousse ni crise. Nous sommes heureux de vous annoncer qu'à cette occasion la Serbie a eu les preuves de la bienveillance des grandes puissances d'Europe. C'est pour nous un devoir agréable d'exprimer notre reconnaissance aux nobles souverains et chefs d'Etat.

Au gouvernail sont des hommes de la majorité nationale, des hommes dont on peut espérer qu'ils administreront l'Etat dans le sens de la nouvelle Constitution.

La régence et le ministère ont trouvé les finances du pays luttant contre de dures épreuves; d'une part, il s'agissait d'effectuer de grands paiements des dettes de l'Etat; d'autre part, le budget était en désordre, et un notable déficit se perpétuait depuis trois ans à cause des ajournements de la Skouptchina. Cette situation commandait impérieusement toutes les économies possibles à l'augmentation des recettes. C'est pourquoi le gouvernement mit immédiatement sous sa propre régie le monopole des tabacs. Poursuivant ce système d'économies, il a repris en mains propres l'exploitation des lignes ferrées, opération qui a réussi grâce à l'amicale intervention du gouvernement français. Des projets de lois concernant ces deux exploitations vous seront soumis.

Nous avons réussi à rétablir la hiérarchie ecclésiastique, et par suite notre Eglise nationale est rentrée dans la paix. Inspiré par le même désir, le gouvernement vous présentera un projet de loi réglant les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

L'organisation actuelle de notre armée exige des réformes, de façon que notre force armée réponde mieux à son objet sans être un fardeau pour le budget de l'Etat. Notre gouvernement vous soumettra également un projet en vertu duquel, en conservant les cadres actuels comme armée permanente, l'institution de la milice serait rétablie.

Honorables députés, la nouvelle Constitution demande des réformes dans différentes branches de notre législation. La Skouptchina aura également, outre des matières d'administration, le règlement du budget et l'examen des lois financières, à s'occuper des lois organiques qui doivent faire passer la Constitution dans la vie politique.

A cet effet, notre gouvernement vous saisira encore d'un projet qui donnera aux tribunaux civils une partie des attributions judiciaires que détiennent actuellement les fonctionnaires de police et les juges communaux.

Vous aurez à examiner encore une loi de règlement intérieur pour la

Skouptchina, une loi d'organisation communale dans le sens de l'autonomie, et une loi déterminant l'étendue que devront comprendre les cercles et les communes.

Honorables députés, eu égard à la tâche si importante qui s'offre à vos travaux, la Serbie a besoin de la paix en deçà et au delà de ses frontières. Nous sommes heureux de pouvoir vous annoncer que nos relations avec nos voisins et avec les autres Etats sont amicales. Cette amitié des puissances, qui s'est manifestée à notre patrie quand nous avons pris la régence, nous l'avons non seulement accrue, mais augmentée de précieuses conquêtes.

Nous sommes aussi pénétrés du désir de maintenir la concorde et la paix dans la péninsule balkanique, en union avec les autres peuples du Balkan, et nous prenons à cœur le développement autonome des peuples balkaniques. Notre gouvernement suivra avec persévérance cette ligne de conduite, car elle est la plus sûre pour les intérêts de la Serbie.

Honorables députés, au nom du Tout-Puissant, nous souhaitons tout succès à vos travaux et déclarons ouverte la session de la Skouptchina. Vive le roi Alexandre ! Vive le peuple serbe !

Ce message est signé des trois régents et de tous les ministres.

M. Nicolas Pachitch, en prenant possession du fauteuil présidentiel de la Skouptchina, a prononcé un discours dont voici le passage le plus saillant :

« La Skouptchina doit remplir sa mission après un régime néfaste qui a ébranlé les bases de l'existence de l'Etat, qui a épuisé les forces nationales, qui a amené le désordre dans les finances, qui a, enfin, abandonné la politique nationale traditionnelle. Elle est appelée à voter les réformes nécessaires pour réparer le mal commun, et elle a en outre à répondre aux exigences de la situation actuelle : j'entends dire par là que la Skouptchina doit créer la force de la Serbie. J'ai foi dans le patriotisme éclairé comme aussi dans l'union de tous les membres de cette assemblée et j'espère que la Skouptchina accomplira heureusement sa mission, à la plus grande satisfaction du peuple et de la couronne. J'espère qu'elle réussira à mettre la Serbie en état d'acquiescer, sous le règne du jeune Roi Alexandre, une gloire nouvelle, et de satisfaire les aspirations nationales. »

Après ce discours, la Skouptchina s'est rendue *in corpore*, sous la conduite de son Président, au palais royal pour présenter au jeune Roi l'hommage de sa fidélité.

A cette occasion, le Président a adressé un discours au Roi où il a dit :

« Les Représentants du peuple, réunis en session extraordinaire, pour la première fois, depuis la mise en vigueur de la nouvelle Constitution, et sous le règne de Votre Majesté, ont exprimé le désir de venir soumettre à leur jeune Monarque l'hommage de fidélité et de saluer en la personne de Votre Majesté, au nom de leurs commettants, le porteur d'une ère constitutionnelle nouvelle et d'un avenir plus glorieux et plus heureux du peuple Serbe. Les Représentants du peuple ont voulu, à cette occasion, affirmer, en présence de Votre Majesté, l'inébranlable fidélité de tout le peuple Serbe au trône du jeune Roi Alexandre ».

Ce discours du Président Pachitch a été salué par les acclamations de tous les députés. Le Roi y a répondu dans les termes suivants :

« Messieurs les Députés, en venant me saluer et me soumettre l'hommage de votre fidélité, en votre nom et au nom du peuple dont vous êtes les représentants, vous m'avez donné l'occasion de me trouver pour la première fois, comme Roi de Serbie, en contact avec les membres de la représentation nationale. Pendant le temps de ma minorité, je n'ai ni le désir, ni le devoir de participer aux affaires publiques.

« Ce temps est consacré uniquement à l'étude et à l'acquisition des connaissances nécessaires à ma mission royale. Je vous remercie, Messieurs, pour votre démarche et pour les sentiments que vous venez de m'exprimer, et je puis vous dire que je considérerai toujours comme un devoir royal de répondre à ces sentiments pendant ma minorité comme aussi plus tard, dans le sens des traditions de mon cher peuple, et d'une façon digne de la fidélité que de tout temps le peuple Serbe a gardée pour la Dynastie des Obrenovitch. »

Voici le texte de l'adresse du parti radical que la Skoupchtina Serbe a adoptée en réponse au discours du trône de la Régence :

Messieurs les Régents royaux,

La Skoupchtina nationale réunie en session extraordinaire, pour la première fois, en vertu de la nouvelle Constitution, a accueilli avec joie le discours par lequel, au nom de Sa Majesté le Roi Alexandre, vous avez souhaité la bienvenue à la Représentation nationale, et ouvert les séances de cette Assemblée. La Représentation nationale, fière de son origine, fière de la liberté et de l'ordre exemplaire qui, à côté de l'empressement mis par la population à exercer ses droits, ont présidé aux élections législatives, a la satisfaction de proclamer avec vous, Messieurs les Régents royaux, que le peuple serbe a prouvé *qu'il sait concilier l'ordre et la liberté* et qu'il est digne des droits et des libertés constitutionnels dont le respect est la meilleure sauvegarde du maintien de l'ordre.

Messieurs les Régents royaux,

Les changements importants qui se sont accomplis dans notre Patrie depuis la dernière fois que la Représentation nationale a quitté cette enceinte, ont été accueillis par le peuple avec toute la gravité qu'il convient d'attacher à l'importance historique de ces changements.

Après de longues luttes constitutionnelles, le peuple serbe a réussi à faire triompher ses droits. La résistance persévérante de l'esprit national a combattu une politique liberticide, contraire aux aspirations de la nation serbe, et a délivré le pays d'un régime qui a fait reculer la Serbie, en arrière, *au point de vue économique*, qui l'a surchargée de lourdes et inutiles dettes, qui a compromis sa dignité et enfin qui a ébranlé, dans ses bases, *l'organisation de l'Etat*.

Les efforts de la nation en faveur de la révision de la Constitution ont porté leurs fruits, et le Royaume de Serbie a, aujourd'hui, une Constitution qui garantit, dans une mesure plus large, les droits des citoyens, et qui assure, plus complètement contre les hasards possibles, le cours régulier de la vie constitutionnelle du Royaume.

La Représentation nationale est animée de sentiments de vive gratitude à l'égard de ceux qui ont contribué à doter le pays de la nouvelle Constitution, qui inaugure une ère plus heureuse pour le peuple comme pour l'Etat serbe.

Et c'est avec une véritable reconnaissance que le peuple gardera la mémoire de tous les enfants du pays qui ont porté comme de ceux qui ont conduit à la victoire le drapeau de la liberté et des droits nationaux, au milieu de circonstances difficiles et à une époque critique.

C'est avec un *sentiment de joie et de gratitude que le peuple gardera la mémoire de son ancien souverain, Sa Majesté le Roi Milan I*, qui, après avoir, de concert avec la grande Skoupchtina nationale, donné au Pays la nouvelle Constitution, a remis le trône à son héritier, à notre Roi bien-aimé Alexandre I^{er}, et a ainsi préparé un avenir meilleur à l'Etat serbe et à sa Dynastie nationale.

L'avènement au trône de Sa Majesté le Roi Alexandre I^{er} a été salué, d'une voix unanime, par le peuple, comme le commencement et le gage d'un avenir meilleur.

Aussi le peuple, dans son enthousiasme, est-il accouru de toute part exprimer au jeune souverain, à l'occasion des cérémonies du sacre dans l'antique sanctuaire de Jitcha, son dévouement et son amour.

Messieurs les Régents royaux,

En prenant en mains l'autorité royale jusqu'à la majorité de Sa Majesté le Roi Alexandre, vous avez pour beaucoup contribué à marquer, d'un caractère régulier, le début du nouvel ordre de choses en Serbie, en appelant à la direction des affaires du pays des hommes en qui, comme vous avez pu vous en convaincre, le peuple a mis toute sa confiance.

La Représentation nationale, accueillant avec reconnaissance ce premier acte de la Régence Royale, exprime sa confiance et son désir de voir se développer et se consolider le régime constitutionnel et parlementaire si régulièrement inauguré : la Représentation nationale estime que c'est là la meilleure voie pour affermir *l'union entre le trône et le peuple*, union sans laquelle tous les efforts pour le bien du pays et du gouvernement demeurent stériles.

Messieurs les Régents royaux, difficiles et multiples sont les devoirs que le gouvernement a à remplir pour régler le lourd héritage qui lui incombe.

Mais la tâche du gouvernement sera facilitée par l'appui dont l'assure la confiance de la Représentation nationale, dans tout ce qui répondra aux vœux du peuple qui nous a envoyés dans cette enceinte.

Nous sommes sûrs que de gouvernement répondra à ces vœux, et nous n'en voulons pour garantie que les actes par lesquels le gouvernement a déjà su prouver qu'il était résolument décidé à défendre les intérêts de l'Etat.

En prenant dans les mains de l'Etat *le monopole des tabacs et l'exploitation de nos chemins de fer*, le gouvernement n'a pas su seulement régler une question financière, il a, de plus, donné satisfaction aux exigences de la dignité nationale. En ce qui concerne la reprise de l'exploitation de nos chemins de fer par l'Etat, nous rendons un hommage mérité *aux bons et amicaux offices du gouvernement de la République française*.

Apprécient avec toute la gravité qu'elles comportent les difficultés de la situation financière, et comprenant l'importance des questions soulevées par ces difficultés, la Représentation nationale aura à cœur d'examiner consciencieusement les projets de lois relatifs au monopole des tabacs et à l'exploitation des chemins de fer de l'Etat, ainsi que toutes les mesures ayant en général pour objet de porter remède *à la situation financière*. Guidée dans cet ordre d'idées par le principe d'économie dans les dépenses, et encouragée par la confiance de la Nation, la Représentation nationale espère trouver, de concert avec le gouvernement, les voies et moyens *pour assurer*, autant que possible, *les recettes du Trésor*, et pour garantir ainsi le développement de l'Etat, tout en répondant exactement *aux obligations du Pays*.

Egalement, la Représentation nationale voit dans *une bonne organisation de l'Economie nationale* la base solide et durable sur laquelle peut s'établir une situation financière normale et s'appuyer l'édifice de l'Etat. Aussi la Représentation nationale exprime-t-elle l'espoir de voir sous peu mettre en œuvre *tout ce qui peut favoriser notre agriculture, notre industrie et notre commerce*. Interprète des vœux du peuple, elle espère voir appliquer un système plus équitable *de classification des terres et d'impôt foncier*, elle espère également voir disparaître les injustices dans le système *de répartition des impôts*.

Messieurs les Régents royaux,

La Représentation nationale, satisfaite de la solution pacifique donnée à la *question ecclésiastique*, étudiera avec soin le projet de loi réglant *les rapports entre l'Eglise et l'Etat*, et, à cet égard, elle s'inspirera du rôle patriotique joué dans notre histoire par l'Eglise nationale et son clergé.

La Représentation nationale consacrera tout spécialement son attention au projet de loi sur la réorganisation de l'armée, et elle salue avec gratitude le *rétablissement de l'armée nationale* qui, répondant au caractère traditionnel de la nation, nous permet en même temps de ne pas surcharger, sans nécessité, nos finances, et de défendre utilement et énergiquement, à l'heure du danger, l'honneur et les intérêts serbes.

Tous les projets de lois qui doivent nous être soumis, et dont la Régence

royale, dans son discours, nous a donné l'énumération, nous sont une preuve des efforts du gouvernement, pour marquer toutes les institutions de l'Etat au coin de *l'esprit libéral et constitutionnel*.

Aussi la Représentation nationale ne manquera-t-elle pas d'examiner avec un soin tout particulier le projet de loi ayant trait à *la réorganisation des communes* dans le sens d'un des desiderata les plus immédiats du peuple qui souhaite voir les communes jouir de *l'autonomie dans les limites tracées par les besoins de l'Etat et de la Nation*. La Représentation nationale s'attachera également à examiner soigneusement les projets de lois se rapportant au transfert à la *juridiction civile* du pouvoir judiciaire actuellement exercé par les autorités administratives de police, à l'organisation des *départements et arrondissements*, au règlement intérieur de la *Skoupchtina*, à la *loi électorale*, comme aux autres lois en général qui sont destinées à mettre en vigueur la nouvelle Constitution. En résumé, dans tous les débats que soulèvera l'examen des projets de lois et des travaux administratifs sur lesquels elle est appelée à se prononcer, la Représentation nationale unira tous ses efforts en vue de répondre, de concert avec le gouvernement, à l'attente et aux vœux de la nation.

Messieurs les Régents royaux,

La Représentation nationale a appris avec une véritable satisfaction que nos rapports aussi bien *avec les Etats voisins* qu'avec les autres Etats, sont à tous égards favorables et amicaux et que le gouvernement a réussi non seulement à conserver les amitiés acquises, mais même à les compléter par de nouvelles et précieuses acquisitions.

Et nous avons été particulièrement touchés par le passage du discours du trône où il est dit que la Régence et le gouvernement sont animés du désir de *cultiver la paix et la concorde dans la presque île des Balkans*, d'un commun accord avec les autres Etats de la Péninsule et de *soigner le développement autonome des peuples balkaniques*.

Nous espérons que cette politique féconde portera ses fruits et trouvera son écho auprès de tous les Etats balkaniques dont les intérêts ont une sûre sauvegarde dans l'union, basée sur la satisfaction légitime donnée aux intérêts internationaux.

Les félicitations adressées par les augustes souverains et chefs d'Etats à Sa Majesté le Roi Alexandre I^{er}, à l'occasion du sacre, nous sont une preuve que nos relations internationales sont satisfaisantes.

Pleins de *reconnaissance vis-à-vis de l'Europe* pour ses bonnes dispositions à notre égard, nous avons tout particulièrement lieu de nous féliciter en présence des marques de chaleureuse sympathie que nous a témoignées *l'auguste Empereur du peuple russe*.

L'envoi d'un envoyé spécial, dont la présence a rehaussé l'éclat des fêtes du sacre, est une preuve des dispositions cordiales de l'Empereur Alexandre III, à l'égard du peuple serbe, et à l'égard de notre dynastie nationale.

Messieurs les Régents royaux,

La Représentation nationale, en abordant ses travaux, déclare solennellement qu'elle fera, pour sa part, tous ses efforts pour justifier l'espoir que la nation a mis en elle, c'est-à-dire que l'avènement au trône du Roi Alexandre soit pour la Serbie l'augure de jours meilleurs et plus heureux.

Dans cet espoir, nous nous écrions :

Vive le Roi Alexandre I^{er} !

Vive la Régence Royale !

Vive le Peuple Serbe !

SUISSE

Par note du 4 courant, la légation d'Allemagne en Suisse a informé le con-

seil fédéral que la *Société française des télégraphes sous-marins* a déclaré adhérer, pour ses câbles aux Antilles, à la convention télégraphique internationale, qui a été conclue le 17 mai 1865 à Paris et révisée le 10/22 juillet 1875 à Saint-Petersbourg.

Berne, le 9 juillet 1889.

(Du 11 octobre 1889)

Par note du 15 septembre écoulé, le ministre-résident de la République argentine a informé le conseil fédéral que son gouvernement avait adhéré à l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885, à l'arrangement du 1^{er} juin 1878 concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées (1).

Cet arrangement est conclu aujourd'hui entre l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemarck, l'Egypte, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, le Salvador, la Serbie, la Suède et Norvège et la Suisse.

Le conseil fédéral suisse, vu le rapport et les propositions du département fédéral de justice et police sur les circonstances dans lesquelles un placard intitulé « manifeste des anarchistes suisses » a été répandu clandestinement dans différentes villes suisses les 17, 18 et 25 août 1889, manifeste se terminant par ces mots : « vive l'anarchie » ;

Considérant que les auteurs et les propagateurs de ce manifeste paraissent s'être rendus coupables des délits prévus aux articles 45, 46 et 48 du code pénal fédéral du 4 février 1853 ;

En application des articles 4, 6, 11 et suivants de la loi du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale et des articles 36 et 37 de la loi du 27 juin 1874 sur l'organisation judiciaire fédérale,

Arrête :

1. Des poursuites pénales seront ouvertes contre les auteurs et les proveurs du « manifeste des anarchistes suisses ».

2. M. Joseph Stockmar, conseiller national et chef de la direction de police du canton de Berne, est nommé procureur général de la Confédération suisse, pour remplir dans ces poursuites les fonctions que les lois fédérales attribuent au procureur général.

Les pièces de l'enquête seront remises à M. le procureur général et les personnes arrêtées mises à sa disposition.

3. Communication du présent arrêté sera faite au tribunal fédéral, avec invitation de pourvoir à ce que l'instruction de la cause puisse être confiée immédiatement aux fonctionnaires judiciaires chargés de cet office.

4. Le présent arrêté sera également communiqué aux gouvernements de tous les cantons et, par leur intermédiaire, aux autorités de police cantonales.

5. Le département fédéral de justice et police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Berne, le 30 août 1889.

Le conseil fédéral suisse, vu le rapport de son département de justice et police et les pièces à l'appui,

Considérant que les individus dont les noms suivent :

tous membres du parti anarchiste, ont abusé de leur séjour en Suisse, en faisant de l'agitation pour le triomphe des doctrines révolutionnaires de leur parti et se sont mis à cet effet en relations avec un certain nombre de leurs

(1) V. *Archives*, 1886, II, p. 129.

acolytes de Suisse et de l'étranger, cherchant en outre à faire des prosélytes ;

Que cette agitation est de nature à nuire aux bons rapports de la Suisse avec l'étranger et à compromettre la tranquillité et l'ordre à l'intérieur ;

En application de l'article 70 de la constitution fédérale,

Arrête :

1° Christian Kempf, Willibald Schmid et Auguste-Frédéric Püschel sus-nommés, tous actuellement incarcérés dans les prisons de Bâle, sont expulsés du territoire suisse.

2° Le présent arrêté sera communiqué au gouvernement du canton de Bâle-ville, avec invitation d'en donner connaissance, ainsi que de l'art. 63, lettre a, du code pénal fédéral du 4 février 1853, auxdits individus.

3° Le département fédéral de justice et police est chargé de surveiller l'exécution du présent arrêté.

Berne, 16 octobre 1889.

(Du 29 octobre 1889)

Le conseil fédéral a décidé de soumettre à la ratification de l'Assemblée fédérale le traité de commerce conclu avec la Belgique le 3 juillet dernier.

Le conseil fédéral a chargé M. Rivier, son consul général à Bruxelles, d'entrer en négociations avec le gouvernement de l'état indépendant du Congo dans le but d'arriver à conclure avec ce dernier un traité d'amitié, de commerce et d'établissement.

Circulaire du conseil fédéral à tous les états confédérés concernant la nationalité et le service militaire de personnes nées en France de parents suisses.

(Du 13 août 1889)

Fidèles et chers confédérés,

Par circulaire du 8 janvier 1875 (F. féd. 1875, I. 44), nous avons attiré votre attention sur certaines modifications survenues dans la législation française au sujet de la *nationalité* et du *service militaire* des personnes nées en France de parents également nés dans ce pays.

Or, les Chambres françaises viennent d'adopter deux lois, concernant la question de la nationalité (1) et celle du recrutement (2), qui modifient notablement le code civil français et les lois postérieures sur l'acquisition du droit de cité en France, et conséquemment la position des enfants, nés en France, de parents suisses.

Nous nous empressons de vous transmettre sous ce pli quelques exemplaires de la circulaire que nous avons chargé notre département des affaires étrangères d'adresser aux consulats suisses en France et en Algérie, ainsi que le texte de celles des dispositions de ces deux lois qui méritent particulièrement d'être prises en considération.

Dans notre opinion, il serait utile que vous donniez à ces documents la publicité la plus étendue.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 13 août 1889.

Au nom du conseil fédéral suisse,

Le Vice-président,

L. RUCHONNET.

Le Chancelier de la Confédération,

RINGIER.

(1) La loi du 26 juin 1889, *Archives*, 1889, III, p. 85.

(2) La loi du 15 juillet 1889, V. plus haut, p. 127.

**Le département fédéral des affaires étrangères aux consulats
suisses en France et en Algérie.**

Monsieur,

La France venant de modifier profondément sa législation sur la nationalité et sur le recrutement de l'armée, nous avons l'honneur de vous adresser, par envoi séparé, exemplaires des principaux textes nouvellement adoptés, afin de vous mettre en mesure de renseigner nos compatriotes aussi exactement que possible. Vous voudrez bien en afficher un exemplaire en grand format dans votre chancellerie et veiller à ce qu'un affichage analogue ait lieu dans le local de réunion des sociétés suisses de votre ressort consulaire.

I. Vous remarquerez qu'à la seconde génération, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de personnes nées en France d'un Suisse né lui-même en France, les personnes dont il s'agit sont, sans exception ni option possible, françaises au point de vue de la législation française.

II. Quant aux enfants nés en France de parents suisses nés hors de France, la nouvelle législation française distingue entre ceux qui, entre vingt-et-un et vingt-deux ans, sont ou ne sont pas domiciliés en France.

1. Pour les premiers (enfants nés en France de parents suisses et domiciliés en France entre vingt-et-un et vingt-deux ans), ils sont Français, s'ils prennent part aux opérations du recrutement en France sans opposer leur extranéité et encore si, au cours de leur vingt-deuxième année, ils ne répudient pas la nationalité française en produisant à l'appui une attestation, en due forme, de leur gouvernement constatant leur nationalité et, s'ils en sont requis, un certificat établissant qu'ils ont satisfait à la loi militaire suisse. Nous avons des motifs de supposer qu'un certificat d'immatriculation émanant du consul suisse le plus rapproché suffira à établir la nationalité et la soumission aux lois militaires suisses, et qu'une circulaire du gouvernement français fixera prochainement ces points.

2. Quant aux seconds (enfants nés en France de parents suisses et non domiciliés en France entre vingt-et-un et vingt-deux ans), ils deviennent Français s'ils prennent part aux opérations du recrutement en France sans opposer leur extranéité, mais il leur suffit d'opposer leur extranéité lors de l'établissement des tableaux de recensement, pour ne pas être considérés comme Français; ils n'ont donc pas à faire, entre vingt-et-un et vingt-deux ans, une répudiation formelle de la nationalité française. D'autre part, l'article 13 de la loi sur le recrutement, s'il est appliqué à la lettre par des maires ne comprenant pas que le législateur a eu en vue les seuls Français, prévoit l'inscription, sur le tableau de recensement, des jeunes gens établis au dehors, lorsque leur père, mère ou tuteur est domicilié en France; il y aura donc lieu de veiller à la radiation des jeunes Suisses qui auraient quitté le territoire français; sinon, ils risqueraient d'être incorporés, à leur insu, dans l'armée française, au moment même où bon nombre d'entre eux viennent, majeurs en Suisse à l'âge de 20 ans, faire à cet âge leur service dans notre armée.

3. Vous remarquerez aussi que la loi sur la nationalité omet de dire devant quelle autorité l'option doit être faite. Un règlement d'administration publique (1) en préparation devant le conseil d'état français prescrira que les options ou les répudiations devront être reçues par le juge de paix et non plus, comme jusqu'ici, par le maire; le juge de paix les transmettra en double au minis-

(1) V. ce Règlement du 13 août 1889, *Archives*, 1889, III, p. 247.

tère de la justice, qui retournera l'un des doubles à l'intéressé, après enregistrement au répertoire central et vérification au point de vue juridique.

Pour les options ou répudiations à faire par des personnes résidant hors de France, les agents diplomatiques ou consulaires français seront autorisés à recevoir les déclarations, qui pourront aussi être faites par procuration spéciale et authentique.

Le vote final des deux lois sur la nationalité et sur le recrutement paraît s'être effectué avec une certaine précipitation, puisque, dans la loi du 26 juin sur la nationalité, on abroge la loi du 16 décembre 1874 sur les individus nés en France d'un étranger né lui-même en France, tandis que, dans la loi sur le recrutement, postérieure à la loi sur la nationalité, on mentionne encore expressément cette loi du 16 décembre 1874. Il en est de même de l'article 9 du code civil, mentionné dans l'article 11 de la nouvelle loi sur le recrutement comme s'il n'avait pas été modifié par la loi de juin 1889 sur la nationalité.

En raison de ces contradictions et dans la supposition que, peu à peu, le gouvernement français, sous forme de circulaires, d'instructions administratives ou de règlements délibérés en conseil d'état, précisera davantage la situation, nous nous bornons, quant à présent, à vous transmettre les textes les plus essentiels.

III. Vous remarquerez que la France vient d'introduire le système de la taxe d'exemption du service militaire, dès longtemps connu en Suisse. Nous n'avons jamais appliqué la taxe militaire suisse aux Français résidant sur le territoire de la Confédération. Si vous aviez connaissance de demandes de paiement de taxes militaires adressées par l'autorité française à des citoyens suisses habitant votre arrondissement consulaire, vous voudriez bien en aviser immédiatement la légation suisse à Paris.

IV. La présente circulaire est destinée à remplacer celle du 8 janvier 1875 (F. féd. 1875, I. 44).

Agréez, monsieur, les assurances de notre considération la plus distinguée.

Berne, le 13 août 1889.

*Département fédéral des affaires étrangères,
Droz.*

Nationalité et service militaire des enfants nés en France de parents suisses. Situation des enfants de naturalisés.

I. Traité d'établissement du 23 février 1882 entre la Suisse et la France.

Article 4. « Les ressortissants de l'un des deux états établis dans l'autre ne
« seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais
« resteront soumis à celles de leur patrie. Ils seront également exempts de
« tout service soit dans la garde nationale, soit dans les milices municipales. »

II. Enfants nés en France de parents suisses nés eux-mêmes hors de France.

Article 8 du code civil français modifié par la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité :

Article 8. Sont Français :

4° « Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa
« majorité, est domicilié en France, à moins que, dans l'année qui suit sa
« majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait déclaré la
« qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents
« par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeure

« rera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, « un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux « traités. »

Article 9. « Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas « domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans « accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y « établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité « de Français par une déclaration qui sera enregistrée au ministère de la « justice (1). »

« S'il est âgé de moins de vingt-et-un ans accomplis, la déclaration sera « faite en son nom par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas de « décès du père et de la mère..... par le tuteur autorisé par délibération du « conseil de famille. »

« Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau du « recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer « son extranéité. »

Article 10 de la loi française sur le recrutement de l'armée du 15 juillet 1889 :

« Chaque année. . . . les tableaux de recensement des jeunes gens ayant « atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente et domiciliés « dans une des communes du canton sont dressés par les maires. . . . »

Article 11 de la loi française sur le recrutement :

« Les individus nés en France d'étrangers et résidant en France sont. . . « portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recen- « sement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité telle « qu'elle est fixée par la loi française. Ils peuvent réclamer contre leur ins- « cription lors de l'examen des tableaux de recensement et lors de leur con- « vocation au conseil de révision, conformément à l'art. 16 ci-après. . . . »

Article 13 de la même loi :

« Sont considérés comme également domiciliés dans le canton :
« 1° Les jeunes gens, même émancipés. . . ., établis au dehors, expatriés, « absents. . . ., si, d'ailleurs, leur père, leur mère ou leur tuteur est domi- « cilié dans une des communes du canton, ou si leur père, expatrié, avait « son domicile dans une des dites communes. . . . »

Article 16 de la même loi :

« L'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort sont faits au « chef-lieu de canton, en séance publique, devant le sous-préfet assisté des « maires du canton. . . .

« Les tableaux de recensement de chaque commune sont lus à haute voix.
« Les jeunes gens, leurs parents ou représentants sont entendus dans leurs « observations. »

Article 18 de la même loi :

« Les opérations du recrutement sont revues, les réclamations auxquelles

(1) D'après le règlement d'administration publique en préparation en France, les déclarations d'option ou de répudiation devront se faire non plus à la mairie du domicile en France, mais chez le Juge de paix du canton du domicile, et, à l'étranger, chez les agents diplomatiques ou consulaires de France.

Quant à l'attestation des autorités suisses destinée à établir la nationalité et la soumission aux lois militaires suisses, nous estimons que l'acte d'immatriculation et les certificats délivrés par le consul suisse le plus rapproché doivent être considérés comme suffisants ; nous avons lieu de croire qu'une circulaire du gouvernement français va s'exprimer dans ce sens.

« ces opérations peuvent donner lieu sont entendues, les causes d'exemption
« et de dispense. . . . sont jugées en séance publique par un conseil de révi-
« sion composé : du préfet, etc. . . . »

III. Enfants nés en France de parents suisses nés eux-mêmes en France.

Article 8, chiffre 3, du code civil, modifié par la loi française sur la nationalité, du 26 juin 1889 :

Sont Français :
3° « Tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né. »

IV. Enfants de Suisses naturalisés Français.

S'ils sont majeurs, ils peuvent devenir Français, sans condition de stage, par le décret de naturalisation de leur ascendant, ou en faisant une déclaration dans les termes et sous les conditions de l'article 9 modifié du code civil; s'ils sont mineurs, ils sont Français si, entre vingt-et-un et vingt-deux ans, ils ne déclinent pas cette qualité (article 12 du code civil modifié par la loi du 26 juin 1889).

V. Enfants de Français naturalisés Suisses.

Ces enfants restent Français, mais leur appel sous les drapeaux est retardé en France jusqu'à ce qu'ils aient dépassé leur 21^e année, et ils peuvent opter pour la Suisse, entre 21 et 22 ans, en remplissant les conditions prescrites par la convention franco-suisse du 23 juillet 1879 (Rec. off., nouv. série, tome V, page 163) — circulaires du conseil fédéral des 27 juillet 1880, 10 décembre 1880, 14 avril 1882, 19 janvier 1883 et 4 décembre 1883.

Les options devront continuer à se faire en France devant les maires, la convention de 1879 n'ayant pas été modifiée.

VI. Taxe d'exemption du service militaire.

LOI FRANÇAISE SUR LE RECRUTEMENT DU 15 JUILLET 1889.

Article 35 :

§ 1 Seront assujettis au paiement d'une taxe militaire annuelle ceux qui, par suite d'exemption, d'ajournement, de classement dans les services auxiliaires ou dans la seconde partie du contingent, de dispense, ou pour tout autre motif, bénéficieront de l'exonération du service dans l'armée active. . . .

§ 3. La taxe militaire se compose de : 1° une taxe fixe de six francs (6 fr.); 2° une taxe proportionnelle égale au montant en principal de la cote personnelle et mobilière de l'assujetti.

Si cet assujetti a encore ses ascendants du premier degré ou l'un d'eux, la cote est augmentée du quotient obtenu en divisant la cote personnelle et mobilière de celui de ses ascendants, qui est le plus imposé de cette contribution, en principal par le nombre des enfants vivants et des enfants représentés dudit ascendant.

Au cas de non imposition du premier degré, il sera procédé comme il vient d'être dit sur la cote des ascendants du second degré, en tenant compte des enfants de l'ascendant de chaque degré.

Il n'est plus tenu compte de la cote des ascendants lorsque l'assujetti a atteint l'âge de trente ans révolus et qu'il a un domicile distinct de celui de ses ascendants. . . .

§ 5. La taxe est établie au 1^{er} janvier pour l'année entière.

Elle cesse par trois ans de présence effective des assujettis sous les drapeaux. . . .

§ 6. La taxe est exigible dans la commune où le redevable a son domicile à la date du 1^{er} janvier.

§ 7. Il est ajouté au montant de la taxe :

- 1° Cinq centimes par franc pour couvrir les décharges ou remises, ainsi que les frais d'assiette et de confection des rôles....
 2° Trois centimes par franc pour frais de perception.

Circulaire du département fédéral de justice et police à tous les gouvernements cantonaux au sujet de l'assistance des étrangers.

(Du 15 octobre 1889.)

Monsieur le Président et Messieurs,

A la date du 8 juin 1889, le conseil national a pris en considération la motion suivante de MM. Dufour, Brenner et cosignataires :

« Le conseil fédéral est invité à faire une enquête concernant les frais d'hôpital et d'assistance imposés aux cantons par les traités internationaux et à examiner s'il n'y aurait pas lieu de faire de ces frais l'objet d'une indemnité ou d'une répartition équitables. »

Cette affaire a été renvoyée à l'examen et au préavis de notre département; mais les renseignements nécessaires à son étude nous font absolument défaut. Nous nous voyons donc dans la nécessité de les demander aux gouvernements cantonaux. Il s'agit, en effet, d'une matière qui jusqu'ici relevait exclusivement de la police cantonale et des établissements de bienfaisance cantonaux.

Avant de définir les points sur lesquels nous désirons que les cantons veuillent bien se prononcer et nous fournir des éclaircissements, nous nous permettons de faire observer que le texte de la motion semble prêter à une équivoque. Elle part, en effet, de l'idée que les frais d'hôpital et d'assistance sont imposés aux cantons « par les traités internationaux ». Or, tel n'est pas exactement le cas. Les traités se bornent à stipuler que chaque état est tenu de pourvoir à ce que, sur son territoire, les indigents et les malades de l'autre état soient assistés et traités à l'égal de ses propres ressortissants. Quant aux frais résultant de ces secours et de ces soins, ainsi que du rapatriement des personnes secourues, ils ne peuvent être réclamés de l'état auquel ces personnes appartiennent que si ces dernières ou d'autres personnes tenues vis-à-vis d'elles à la dette alimentaire sont en état d'en effectuer le remboursement.

Ce principe humanitaire, qui forme la base de l'état chrétien, se comprend d'ailleurs si bien qu'il est tacitement mis en pratique dans toute la chrétienté, même en l'absence de traité. Il est vrai qu'appliqué à la Suisse, il a pour conséquence de faire supporter les frais d'assistance occasionnés par les étrangers, non pas à la Confédération en tant qu'état, mais bien aux cantons, dans la souveraineté desquels est demeuré l'exercice de la police ordinaire et l'administration des hôpitaux et autres institutions de bienfaisance.

Il est donc possible, et même fort probable, qu'en raison de leur situation géographique, du développement de leur industrie ou d'autres circonstances, quelques cantons sont appelés à héberger plus d'étrangers qu'il ne leur en incomberait si en les répartissait entre tous les cantons proportionnellement à leur étendue et au chiffre de leur population. Ici nous touchons au but de la motion, qui est précisément d'arriver à une autre répartition des charges résultant de cet état de choses. Nous estimons que les réponses des cantons aux questions suivantes nous permettront d'examiner cette affaire et d'en référer en connaissance de cause.

1° Quel est le chiffre des étrangers qui ont été assistés dans votre canton en 1888 ?

- a. dans les hôpitaux ?
- b. dans les maisons de santé ?
- c. dans d'autres asiles ?

2° Combien de temps cette assistance a-t-elle duré (nombre de jours) et à combien les frais se sont-ils élevés (par jour) ?

- a. dans les hôpitaux ?
- b. dans les maisons de santé ?
- c. dans d'autres asiles ?

3^o Quels sont les frais dépensés par votre canton en 1888, savoir :

- a. pour le rapatriement des étrangers malades et indigents ?
- b. pour viatiques accordés à des étrangers ?
- c. pour l'inhumation d'étrangers indigents aux frais de l'état ?

4^o Quels sont au total les frais dépensés par votre canton en 1888 pour l'entretien et le traitement des étrangers ?

De quel pays les personnes secourues ou traitées étaient-elles ressortissantes ?

Dans quelle proportion et de quelle manière ces frais vous ont-ils été remboursés ?

5^o Demandez-vous qu'il soit procédé à une répartition proportionnelle de ces frais entre les cantons ? Et par qui ?

6^o Avez-vous d'autres renseignements à nous fournir ou des demandes à formuler concernant l'objet de la présente circulaire ?

Nous vous prions de vouloir bien nous faire un rapport circonstancié sur toutes ces questions et y joindre, le cas échéant, les documents imprimés de nature à le compléter.

Agréez, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 15 octobre 1889.

Département fédéral de justice et police :

L. RUCHONNET.

Circulaire du conseil fédéral suisse à tous les états confédérés au sujet du mariage des Belges en Suisse.

(Du 19 octobre 1889.)

Fidèles et chers confédérés,

Pour les mariages entre Belges et Suisses qui doivent être célébrés sur le territoire de la Confédération, la légation de Belgique à Berne délivre aux intéressés une déclaration constatant que les formalités et les conditions exigées par la loi belge pour la validité du mariage en Belgique ont été remplies.

Par notre circulaire du 24 décembre 1883 (F. féd. 1883, IV. 898), nous vous avons transmis le texte de cette déclaration.

La loi du 16 août 1887 ayant modifié, dans une certaine mesure, la législation belge sur le mariage, la légation de Belgique a jugé à propos de remplacer le formulaire usité jusqu'ici par un autre, qui tient compte des nouvelles dispositions législatives.

Nous avons l'honneur de vous transmettre avec la présente ce nouveau formulaire en vous faisant observer que nous l'avons approuvé.

En même temps, nous vous prions de bien vouloir donner, à tous les officiers de l'état-civil de votre canton, connaissance de cette modification, et nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 19 octobre 1889.

Au nom du conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération :

HAMMER.

Le chancelier de la Confédération :

RINGIER.

Légation de Belgique à

Le ministre de Belgique à déclare :

I. Que les Belges ne peuvent se marier sans avoir obtenu le consentement de leurs parents ou des autres personnes indiquées par la loi ;

II. Que, d'après les pièces qui lui ont été présentées,

M

né à le
demeurant à
et qui se propose de contracter mariage avec M.

..... né à
le
demeurant à

est de nationalité belge ;

III. Que les publications de son futur mariage, prescrites par la loi belge, ont été régulièrement faites aux domiciles spécifiés par la loi ;

IV. Que l'future époux a produit

V. Qu'aucune opposition à ce mariage ne s'est produite jusqu'à ce jour et que, s'il ne s'en révèle pas jusqu'au moment de la célébration du mariage, les futurs époux seraient admis à contracter mariage en Belgique ;

Le ministre déclare, en outre, que le mariage contracté en pays étranger, entre un Belge et un étranger, est valable s'il a été célébré conformément aux lois du pays et à la condition :

1^o Que les futurs époux aient l'âge requis par la loi ; 18 ans pour le futur et 15 pour la future (art. 144 du c. c.), ou qu'ils aient obtenu une dispense d'âge (arrêté royal du 5 janvier 1864) ;

2^o Que le consentement de chacun des deux époux ait été absolument libre (art. 146 du c. c.) ;

3^o Que l'un des époux ne soit pas dans les liens d'un précédent mariage (art. 147 du c. c.) ;

4^o Que le mariage projeté ne viole pas les défenses de mariage entre parents et alliés au degré prohibé (art. 161 à 163 du c. c.), ou que les dispenses prévues par la loi aient été obtenues (c. c. art. 164 ; loi du 28 février 1831).

Le ministre déclare encore que l'étrangère qui épouse un Belge devient Belge par le fait seul de son mariage (art. 12 du c. c.) et que les enfants issus du mariage, même nés en pays étranger, sont Belges (art. 10 et 312 du c. c.).

En foi de quoi, nous avons délivré le présent certificat pour valoir ce que de raison.

Fait à le 18

Le ministre de Belgique :

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Le congrès international antiesclavagiste

Lettre du cardinal Lavigerie à l'archevêque de Cologne.

Cambo, le 4 septembre 1889

Monseigneur,

Je reçois, au pied des Pyrénées, où je prends en ce moment des soins que

ma santé réclame après une récente et grave atteinte, les échos des comptes-rendus divers, publiés par les journaux, sur l'assemblée générale des catholiques allemands de Bochum.

J'y rencontre, sur l'œuvre anti-esclavagiste, des erreurs si complètes, que je ne crois pas pouvoir me dispenser de protester contre elles et de les signaler, en quelques mots, à Votre Grandeur.

I. Il est dit, d'abord, dans les articles ou discours auxquels je fais allusion, que le motif de la prorogation du congrès de Lucerne était un sentiment d'opposition, ou même de haine contre la nation allemande.

Jamais semblable sentiment n'a pu entrer, vous le savez, Monseigneur, dans mon esprit.

J'ai cru devoir différer le congrès de Lucerne à cause des circonstances politiques, qui ne permettaient pas au comité français de s'y faire représenter suffisamment. C'était non pas une pensée d'opposition ou de haine, mais une pensée de convenance et de justice, à laquelle j'étais convaincu que tous nos comités antiesclavagistes voudraient dans une pensée fraternelle, comme je l'ai écrit publiquement, s'associer.

Aucun d'eux, du reste, ne m'avait, jusqu'ici, adressé un seul mot d'observation sur ce point.

Quant à mes sentiments pour l'Allemagne catholique, Monseigneur, vous les connaissez depuis l'origine. J'aime, sans doute, mon pays plus que tout autre, mais vous savez que je ne suis pas mêlé aux divisions, ni aux passions politiques; vous savez ce que j'ai écrit sur cette Allemagne catholique, et la justice que je lui ai publiquement rendue dans la personne de ses explorateurs africains.

Il m'est donc bien difficile de m'expliquer, en ce moment, la levée de boucliers de quelques orateurs de Bochum, contre mon attitude prétendue.

Rien n'est plus faux que ces assertions.

Je suis évêque catholique, j'ai parlé et agi comme tel, et mon premier devoir, c'était d'observer, envers tous, comme je l'ai fait, les règles de la justice et de la charité. Si des paroles offensantes ont été publiées sous mon nom dans quelques journaux, je les *renie complètement*, et je n'accepte que celles qui portent ma propre signature. Celles-là se trouvent dans ma lettre adressée, l'année dernière, au congrès des catholiques de Fribourg.

II. Je ne m'étonne pas moins, Monseigneur, de l'idée qui aurait été donnée par les mêmes écrivains ou orateurs de la constitution de notre œuvre. Ils l'auraient présentée, en effet, comme une association composée de comités subordonnés les uns aux autres, malgré la différence de nationalité.

Rien de plus faux.

Dans l'état actuel de l'Europe, j'ai cru, dès l'origine, impossible de soumettre ainsi, les uns aux autres, les comités de nationalité diverse. Chacun d'eux a son existence indépendante, purement nationale. Ils emploient chacun, directement, tout l'argent qu'ils recueillent pour les œuvres qui intéressent, en Afrique, leurs nationalités respectives, si elles y ont des territoires propres ou soumis à leur influence.

En ce qui concerne l'Allemagne, non seulement il ne lui a jamais été demandé quoi que ce soit par un comité d'une autre nation, mais il a été décidé, au contraire, dès l'origine, que le comité de Cologne, qui est son comité central, réunirait toutes les collectes faites dans l'empire, et les *emploierait exclusivement aux missions allemandes d'Afrique*.

Non seulement cela a été décidé d'un commun accord et observé rigoureusement, mais encore j'ai voulu moi-même, comme vous le savez, Monseigneur, fournir à votre comité ses premières ressources.

Je lui ai donné cinquante mille francs prélevés sur le don royal que le Saint-Père avait eu la bonté de me transmettre pour notre œuvre.

III. La réunion du congrès n'a pas plus que tout le reste le caractère d'un

acte d'autorité ; c'est le simple résultat d'un accord fait, par mon entremise, entre les divers comités nationaux, et c'est encore en vertu d'un accord semblable que le congrès prochain va se réunir. Je n'ai fait autre chose, comme vous le savez encore, que de consulter, en ma qualité de fondateur, tous les comités particuliers, pour tout régler conformément à leur avis.

L'idée réelle de l'œuvre est donc uniquement celle-ci : des comités nationaux travaillant exclusivement au service de la même idée humanitaire, mais restant absolument indépendants les uns des autres dans leur propre pays, et y travaillant exclusivement à l'avantage de celui-ci, et dans le cas où ces comités indépendants le jugent utile, des réunions volontaires pour mieux étudier les questions qui les concernent tous également.

Là, c'est la majorité qui décide, et la direction générale de l'Œuvre, qui a été créée, sur ma demande, par Notre Saint-Père le Pape, et confiée à un prélat distingué d'origine étrangère, qui ne doit exciter des jalousies de qui que ce soit, a uniquement pour but de fournir aux comités réunis, tous les renseignements qu'elle centralise, et pour faire, ensuite, publier et exécuter les résolutions prises en commun.

Voilà, en quelques mots, toute la vérité, Monseigneur.

Il est facile de voir combien les correspondances auxquelles je fais allusion se trompent, et avec quelle rare injustice on voudrait faire croire que nous avons jamais demandé à l'Allemagne catholique de verser à d'autres qu'à ses propres comités, une partie quelconque de ses fonds.

Dans notre Œuvre, je le répète, il n'y a de commun que l'idée de direction : l'action, les ressources de chaque nation sont propres à chacune d'elles.

C'est ce qui s'est fait dès les premiers jours et ce qui se fera jusqu'à la fin, sous l'inspiration paternelle du Saint-Siège, qui dans un haut sentiment de paix, de concorde, de haute raison de justice et de charité, a décidé qu'il en fût ainsi.

J'ai mis pour ma faible part tous mes soins à réaliser cette pensée, et j'ose demander à Votre Grandeur de vouloir bien m'accorder son concours, pour faire comprendre aux catholiques, qui se sont associés, ou qui s'associeront plus tard à notre Œuvre, combien on s'est trompé, en me prêtant vis-à-vis de l'Allemagne le langage et les sentiments que je viens de rappeler et de démentir.

Je suis heureux de pouvoir ajouter encore qu'au moment où j'ai reçu le compte-rendu du congrès de Bochum, je m'occupais de donner une marque plus visible encore de l'esprit qui nous anime, en établissant la direction générale de l'Œuvre en dehors de toute autorité nationale, et en la plaçant, en fait comme un droit, sous l'autorité exclusive du vicaire de Jésus-Christ.

Je ne doute pas, Monseigneur, que Votre Grandeur ne m'aide dans la réalisation d'une pensée aussi vraiment chrétienne et catholique, et je la prie de croire aux sentiments les plus respectueusement dévoués en Notre-Seigneur avec lesquels j'ai l'honneur d'être de Votre Grandeur le très humble et très obéissant serviteur.

† Ch. cardinal LAVIGERIE,
Archevêque d'Alger.

P. S. — J'ose prier Votre Grandeur de vouloir bien communiquer cette lettre au comité anti-esclavagiste de Cologne auquel elle est également destinée.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} août. — *La jeunesse de Richelieu : l'évêque de Luçon, le député aux Etats de 1614*, par G. Hanotaux. — *La transformation du Gouvernement local aux Etats-Unis*, par E. de Laveleye. — *A propos d'un livre sur la France du Centenaire*, par G. Valbert. (Il s'agit d'un livre de M. Goumy.)

15. — *La stratégie navale*. — *La politique de Robespierre*, par Albert Sorel.
1^{er} septembre. — *Le mariage et le divorce aux Etats-Unis*, par C. de Varigny. — *Un témoin américain de la Révolution française : Gouverneur Morris*, par Aug. Laugel (à propos de la publication récente de son journal et de sa correspondance).

15. — *La cavalerie dans la guerre moderne*.

1^{er} octobre. — *L'Asie à l'Exposition universelle*, par C. de Varigny. — *Latitude*, d'après de nouveaux documents, par Fr. Funck-Brentano. — *A travers l'Exposition : la guerre, la paix sociale*, par le vicomte de Vogüé. — *Un plaidoyer anglais contre le pessimisme*, par G. Valbert. (Piquante analyse de l'ouvrage de sir John Lubbock : *The pleasures of life*.)

15. — *L'Amérique à l'Exposition universelle*, par C. de Varigny. — *A travers l'Exposition : devant l'« histoire du siècle »*, par le vicomte de Vogüé.

La Nouvelle Revue.

1^{er} juillet. — *De l'histoire expérimentale à propos des campagnes de Louis XIV dans les Flandres*, par Ed. Lockroy. — *Les Cahiers conservateurs en 1859 : l'émancipation du travailleur*, par le marquis de Castellane. (Le plus grand service que les conservateurs puissent rendre à la France ouvrière, c'est de « désembourgeoiser » la France politique; c'est de soustraire celle-ci au joug dont l'orléanisme a été et est encore la plus parfaite expression. L'orléanisme est moins une opinion dynastique qu'il n'est un système rapportant toute l'influence gouvernementale à l'argent). — *Les débuts de l'émigration pendant la Révolution française* (suite), par Ern. Daudet. — *L'enseignement universitaire en Russie*, par A. Tchernoff. (C'est en exaltant le principe personnel et mystique du souverain, en éliminant de notre enseignement universitaire et moyen tout ce qui est susceptible de semer la division et le doute, et en maintenant notre droit historique dans toute sa pureté, que nous arriverons à la cohésion qui, seule, peut nous inspirer l'énergie dans la lutte et nous assurer le succès final.) — *Italie et Suisse*, par Edgar Boulangier. (L'auteur veut établir que la frontière des Alpes est trop bien gardée par la France pour que la coopération des armées italiennes offre une réelle valeur à l'empire allemand si elle n'a pour objectif que cette frontière. Au contraire, il n'y a pas d'obstacle bien sérieux qui empêche les Italiens de pénétrer sur le territoire suisse et par là sur le territoire français; il faut donc que la Suisse se fortifie, sans quoi sa neutralité sera violée.)

15. — *Jean Huss, patriote bohème*, par J. Zeller. — *Les vainqueurs de Denain*, par le prince de Valori. — *Neutralité belge et neutralité suisse*, par Ch. de Maurel (article à sensation qui a soulevé de vives réclamations). — *Portraits et médailles du second Empire*, par Corentin Guyho (M. de la Guéronnière, Ducos, marquis d'Audiffret). — *Les cantates et chants de la Révolution (1789-1800)*, par A. Thurner. — *L'affranchissement économique de la Russie*. — *Le méridien de Jérusalem*, par le professeur Santagata, secrétaire de la Commission de l'Académie des sciences de Bologne pour l'unification de la mesure du temps.

1^{er} août. — *Un explorateur*, par Raoul Frary (à propos du voyage en Asie de M. Bonvalot). — *Rôle de la marine russe dans la future guerre*, par A. Tchernoff.

15. — *Une czarine divorcée : la première femme de Pierre le Grand*, par N. Stavsky. — *Siège de Paris*, par Sutter-Laumann (souvenirs d'un garde national mobilisé). — *Récents publications sur l'histoire de France*, par Louis Richard. — *La prochaine guerre d'après le maréchal de Moltke*, par Edg. Boulanger (d'après une allocution du maréchal qui aurait dit : la prochaine guerre franco-allemande sera surtout une guerre stratégique, et son issue dépendra de la valeur du grand commandement, sous ce rapport les Français nous sont inférieurs).

1^{er} septembre. — *Les cahiers conservateurs de 1889 : Parlementarisme*, par le marquis de Castellane. (Conclusion de l'article : assez de bavards ; ni la France, ni le bon sens n'en veulent plus. Conservatisme et parlementarisme sont deux termes qui s'excluent désormais.)

15. — *Pages romaines*, par le comte de Moüy, ancien ambassadeur de France à Rome. (Impressions écrites au jour le jour ; il n'y est pas question de politique.) — *Bonaparte et la Grèce*, par Antonopoulos. (L'auteur constate que, depuis la prise de Constantinople, plusieurs souverains se sont préoccupés de l'abolition de la domination ottomane dans les contrées grecques, sans qu'on puisse décider si leurs projets tendaient à rendre à la Grèce son indépendance ou à lui donner un autre maître. Napoléon est le dernier en date qui ait songé à la délivrance ou à la conquête de la Grèce. L'auteur relève quelques documents à ce sujet qui datent de 1797.) — *La réconciliation polono-russe*, par Philippoff. (La tendance de l'auteur est caractérisée par cette phrase finale : les différends des deux peuples slaves ne profitent qu'à la cause allemande.) — *La campagne anti-esclavagiste*, par Sevin-Desplaces. — *Montaigne en Italie*, par H. Montecorboli (à propos de la publication de son Journal de voyage qui vient d'être faite en Italie). — *Fête pour la conclusion de la paix et le rétablissement du culte catholique en 1802*, par A. Gagnière (relations d'agents italiens).

1^{er} octobre. — *La correspondance du marquis Gino Capponi*, par Perrens. (Capponi a été pendant plus d'un demi siècle le centre de la vie intellectuelle en Italie, il a eu les plus illustres amitiés en France et dans son pays ; la publication de sa correspondance offre donc un grand intérêt que fait ressortir M. Perrens.)

15. — *Pages romaines* (suite), par le comte de Moüy. — *La question agraire*, par M^{me} Al. Valette (analyse des idées agitées en Europe et en Amérique). — *La liberté de la presse et la loi du 29 juillet 1881*, par A. Vavasseur. (Nécessité de réformer la législation actuelle).

Le Correspondant.

10 juillet. — *La légende du pacte de famine*, par Edmond Biré. (Conclusion tirée de deux ouvrages spéciaux : le pacte de famine est un mensonge.) — *Lord Dufferin, le Canada, les Indes, l'Islande*, par la baronne de Bury.

25. — *Les lépreux des îles Sandwich et le Père Damien*, par M^{me} Craven. — *Jeanne d'Arc : son lieu natal et ses premières années*, d'après des documents nouveaux, par Siméon Luce. — *Les faits économiques et le mouvement social en Italie*, par Claudio Janet.

10 août. — *Le Barreau d'Angleterre : ses origines et son organisation actuelle*, par M. de Franqueville. — *Le Canal de Nicaragua*, par A. de Chenclos (article favorable à l'entreprise).

25. — *La Chouannerie normande et son dernier historien*, par M. de Les cure. — *La vie militaire sous l'ancien régime*, par M. de la Rocheterie.

10 septembre. — *Les dispensateurs des bénéfices ecclésiastiques avant 1789*, par l'abbé Sicard.

25. — *L'abbé D'Astros et Napoléon*, d'après des documents inédits, par H. Welschinger. (Episode de la lutte de Napoléon 1^{er} contre le Pape Pie VII.)

10 octobre. — *Le pont sur la Manche*, par Baguenault de Puchesse. (Exposé

des conditions matérielles et économiques dans lesquelles il pourrait être établi ; la dépense pourrait monter à un milliard de francs et la recette à 100 millions.) — *Le Conclave de Venise en 1800. Lettres inédites du cardinal Maury à Louis XVIII*, par M^{re} Ricard.

25. — *La Chambre de 1889 et la Droite*, par le vicomte de Gontaut-Biron, ancien ambassadeur. — *Les commencements de la Révolution française en Dauphiné : l'assemblée de Romans*, par Etienne Lamy. — *Les droits politiques des femmes en Angleterre*, par le comte de Franqueville. — *Le Chemin de fer transsaharien*, par le colonel Hennebert.

Revue internationale.

10 septembre. — *La « glorieuse rentrée » des Vaudois du Piémont*, par Th. Gay. (Récit d'un épisode curieux de l'histoire d'Italie à propos de la célébration du deuxième Centenaire de cet événement peu connu.) — *Une excursion dans le territoire des Falisques*, par le comte di Monale. — *Revue des publications allemandes*, par Ern. Tissot. (Ouvrages et articles relatifs à la mort du Prince Rodolphe d'Autriche.) — *Nouvelles archéologiques : fouilles et découvertes à Rome*, par Nispi-Landi.

25. — *La France et l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique*, par Abel Gay. (D'après le grand ouvrage de M. Doniol sur *l'histoire de la participation de la France à l'établissement des Etats-Unis*.) — *Notice sur la littérature populaire en Russie*, par M^{lle} de Kachperow.

10 octobre. — *La colonisation de l'Afrique*, par Stephanoni. (Il s'agit surtout des tentatives de l'Italie.) — *La France et l'indépendance des Etats-Unis* (fin).

25. — *M. Crispi, sa vie, son caractère, sa politique*, par un Italien. (Extrait d'un livre qui doit paraître prochainement et qui fera grand bruit, dit-on. L'auteur veut prouver « combien est inepte la légende de gallophobie qui s'est formée autour de M. Crispi et qui lui a tant nui dans l'esprit des Français ». Suivant lui, M. Crispi serait même un ami de la France.) — *Les probabilités de guerre en Europe*, par E. de Laveleye (article qui a été publié d'abord dans une Revue américaine et qui a eu beaucoup de retentissement ; il y a deux questions : celle de l'Alsace-Lorraine et la question d'Orient qui compromettent surtout la paix de l'Europe et qui la menacent d'une guerre si épouvantable que toutes les autres guerres, même celle de la sécession en Amérique, ne seraient que jeux d'enfants en regard de celle-ci).

Revue britannique.

Octobre. — *La Réforme allemande et la Révolution française*, par le comte Boselli (d'après les ouvrages de Ranke et de Jausen). — *L'Exposition et l'Amérique latine*, par G. d'Orcet. — *Le Gouvernement boulangiste*, par Stradella. — *Gouverneur Morris, son journal, ses lettres* (article de *the quarterly Review*, à propos de la publication récente du journal et des lettres du célèbre américain).

Revue politique et littéraire.

31 août. — *Gallois et Bretons*, allocution de M. E. Renan. — *Les fouilles d'Olympie*, Conférence par Paul Monceaux. — *M. Charles Floquet*, par Sybil. 7 septembre. — *Les élections prochaines et la question de guerre*. — *Stendhal diplomate*, d'après la correspondance officielle inédite, par L. Farges. — *Souvenirs du 4 septembre*, par Paul Robiquet.

14. — *M. Clémenceau*, par Sybil. — *La politique de Danton : les desseins*, par Albert Sorel. — *Le fondateur de l'Economie politique ; Antoine Montchrétien*, par Funck-Brentano. — *L'Empereur d'Allemagne en Alsace-Lorraine*. — *La portée internationale des élections : la presse russe*, par Halpérine.

21. — *La politique de Danton : échec des négociations*, par Albert Sorel.
 28. — *M. Anatole de la Forge*, par Sybil. — *L'Université impériale et l'Enseignement supérieur*, par M. Liard. — *L'Exposition et la puissance économique de la France*, par Fournier de Flaix.
 5 octobre. — *M. Naquet*, par Sybil. — *Les Parlements du monde. Angleterre : la Couronne et la Chambre des pairs*, par A. Filon. — *Après la bataille*, par H. Pessard (il s'agit de la lutte électorale).
 12. — *La nouvelle Chambre*, par de Marcère, sénateur. — *Le commandement supérieur de notre armée*. — *Les Elections en Angleterre et la Chambre des communes*, par A. Filon.

Revue d'histoire diplomatique.

1889, III. — *Récit du voyage fait en France par la duchesse de Guiche au mois de juin 1801*, par le marquis de Gabriac. (La duchesse raconte très spirituellement ses entrevues avec Fouché et avec Joséphine qui paraît avoir eu de singulières idées sur Bonaparte.) — *Examen des droits de Philippe V et de ses descendants au trône de France*, par Alfred Baudrillart. (Fin d'un travail où sont traitées d'importantes questions de notre ancien droit public.) — *Mémoires du marquis de Bonac sur les affaires du Nord, de 1700 à 1710* (fin). — *Les impératrices byzantines*, par Carathéodory Effendi, ministre de Turquie à Bruxelles. (Curieuse étude précédée d'une protestation contre la fâcheuse idée qu'on se fait ordinairement du Bas-Empire.) — Comptes-rendus : les publications entreprises sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques. — Séance annuelle de la Société d'histoire diplomatique : Discours du duc de Broglie, président (considérations sur le rôle de l'historien), et Rapport de M. de Maulde, secrétaire-général (indication des travaux publiés par la Société et notices sur les membres décédés; nous avons remarqué celle qui est consacrée à un homme qui a rendu de grands services à la science du droit international et qui est mort prématurément, le baron de Holtzendorff; pleine justice lui est rendue en excellents termes).

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 juillet. — *Introduction à l'étude du droit annamite*, par J. Silvestre, ancien chef de la justice indigène en Cochinchine. — *Un projet de conquête du Japon par l'Angleterre et la Russie en 1776*, par G. Lefèvre-Pontalis. (Mémoire soumis en 1776 à M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères; sa publication est l'occasion de renseignements intéressants sur les négociations de cette époque, spécialement sur la tentative faite par l'Angleterre pour obtenir l'assistance armée de la Russie contre ses Colonies rebelles.) — *Rapports de la Banque de France et du Trésor*, par Chardon. — *L'Europe, le Congo et la Conférence africaine de Berlin*, par H. Cribier (étude historique allant jusqu'aux préliminaires de la Conférence). — *La Constitution hongroise, 1848-1860*, par Matter. — Comptes-rendus de divers ouvrages relatifs à l'histoire diplomatique.

Le Droit d'auteur.

15 octobre. — Résolutions de la Conférence internationale réunie à Berne par l'Association littéraire internationale. — Réunion de l'Association des écrivains allemands. — Jurisprudence.

La Propriété industrielle.

1^{er} mai. — *Deux projets pour la révision de la loi française sur les brevets d'invention*. — Ordonnance espagnole sur les marques de fabrique. — Loi anglaise de 1888 sur les brevets, dessins et marques de fabrique. — Mouvement aux Pays-Bas en faveur des brevets d'invention (avant-projet d'une loi sur la

matière préparée par une Société privée). Rapport du commissaire des brevets aux Etats-Unis sur l'exercice de 1888.

1^{er} juin. — *Les débuts de la loi anglaise sur les marques de marchandises*. — Circulaire du Conseil fédéral Suisse aux Etats de l'Union pour les prévenir que la législation suisse protège désormais toutes les branches de la propriété industrielle. — Discussion d'une loi en Autriche sur les brevets d'invention.

1^{er} août. — *La propriété industrielle de 1878 à 1889*. — Loi tunisienne sur les brevets d'invention.

Revue maritime et coloniale.

Septembre. — *Un corsaire et un armateur breton à la fin du XV^e siècle*, par J. du Boisrouvray. (Restitution de physionomies curieuses, d'après des documents inédits; faits caractéristiques sur les procédés des Corsaires de cette époque, qui ne se distinguaient pas toujours suffisamment des Pirates.) — Règlements relatifs à l'Académie royale de la marine établie à Livourne. — Chronique: la flottille du Danube (préparatifs faits par l'Autriche pour se défendre lorsque les portes de fer ne seront plus infranchissables).

Octobre. — *Les cohortes de la Légion d'honneur*, par L. Soulaïon. — Chronique: l'Ecole de la marine marchande anglaise.

Revue algérienne et tunisienne.

Août-septembre. — *Régime pénal de l'indigénat en Algérie: le séquestre et la responsabilité collective*, par L. Rinn. — Décisions importantes relatives à la justice musulmane, à des questions concernant la Tunisie.

Le Mémorial diplomatique.

7 septembre. — *Le message de la Reine d'Angleterre et la paix de l'Europe*.

14. — *Le parti tchèque en Autriche*. — Congrès monétaire international (analyse de ses travaux). — Lettre du cardinal Lavigerie au sujet de la prorogation du Congrès anti-esclavagiste de Lucerne. — *La question dynastique en Roumanie* (compte-rendu d'une brochure publiée récemment à Paris par un paysan du Danube).

21. — *La presse européenne et la politique internationale*.

28. — *La République française et l'Europe*.

5 octobre. — *L'intermède Serbe* (à propos du retour à Belgrade de la reine Nathalie). — *Les explorations portugaises en Afrique*. — *Le Chili* (à propos de deux publications récentes).

12. — *Deux entrevues impériales*. — La reine Nathalie à Belgrade (exposé du Gouvernement serbe).

19. — *Les événements d'Haïti et l'Europe*. — L'Empereur de Russie en Allemagne.

26. — *Dom Luiz de Portugal*. — *Le Khalifat*. — Discours du Pape aux pèlerins français. — La République de Salvador à l'Exposition de 1889.

L'Économiste français.

3 août. — *Le progrès industriel depuis 35 ans: l'exemple de l'Angleterre*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Une nouvelle étude sur la population française: ses origines, ses développements*, par G. Michel (à propos d'une publication de M. Levasscur; observations assez sombres). — *La Serbie: les ressources du pays, les chances du commerce français, le rôle des agents diplomatiques et consulaires*, par J. Chailley (à propos du remarquable livre de M. R. Millet, ancien ministre de France en Serbie, justes réflexions sur le rôle des consuls et les réclamations du commerce à leur égard). — *Le budget de la ville de Berlin*, par A. Raffalovich.

10. — *Les méthodes de tarification pour les transports des voyageurs*, par P. Leroy-Beaulieu (à propos de l'expérience tentée en Hongrie). — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Abus des pensions militaires, rapports d'extradition avec le Canada). — *Les finances de l'Espagne* (projet de budget pour 1889-90).

17. — *Le progrès industriel depuis 35 ans : les causes qui en atténuent les effets pour les peuples européens*, par P. Leroy-Beaulieu. (Influence des armements, du poids des impôts; la France est la plus chargée de toutes les nations. Si l'Europe persiste dans cette voie, l'essor des deux Amériques et des Colonies anglaises du Pacifique finira par réduire les vieux pays, malgré l'énorme avantage de leur ancienne capitalisation et d'une certaine supériorité scientifique et intellectuelle, à un rang économique secondaire.) — *L'émigration allemande et ses résultats*, par H. de Beaumont. (Germanisation lente, mais effective, de grands territoires comme les Etats-Unis, l'Autriche et peut-être plus tard l'Amérique du Sud.) — *L'Empire d'Annam : le pays et les habitants, les ressources, la politique*, par J. Chailley.

24. — *Les finances des grandes villes d'Europe*, par P. Leroy-Beaulieu (Tableaux statistiques). — *La propriété industrielle des marques de fabrique*, par G. Michel (à propos du Congrès international qui s'est tenu au commencement d'août). — *Une Colonie féodale en Amérique : l'Acadie. Les méthodes coloniales de l'ancien régime*, par J. Chailley. — Lettre de Suisse (commerce de la Suisse en 1888, il monte à 1,500 millions; le referendum obligatoire ou facultatif).

31. — *Le mouvement de la population en France pendant l'année 1888*, par V. Turquan. — *Les institutions patronales en Allemagne*, par A. Raffalovich. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis et au Canada*, par J. Chailley (les progrès des nègres, la tâche du Président pour satisfaire les politiciens). — *La production du sucre et les primes à l'exportation*, par A. Lalande. (Très remarquable travail qui fait comprendre par des chiffres l'intérêt qu'avaient les consommateurs anglais à combattre la convention sucrière négociée si laborieusement par leur Gouvernement et l'intérêt qu'auraient les Etats du Continent à s'entendre pour empêcher les Anglais de profiter des sacrifices qui incombent aux contribuables continentaux.)

7. — *Le mouvement de la population étrangère en France*, par V. Turquan. — *L'assistance publique en Allemagne*, par Ch. Grad. — *La fondation et le développement d'une Colonie au XVII^e siècle*, par J. Chailley (il s'agit de l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse).

14. — *Le Congrès monétaire*, par P. Leroy-Beaulieu. (Critique de toutes les propositions tendant à restituer à l'argent une valeur plus forte que celle dont il jouit actuellement, propositions qui semblent à l'auteur appartenir au même ordre d'entreprises et de spéculations que celle du fameux syndicat des cuivres; on substituerait seulement un syndicat de Gouvernements à un syndicat de financiers.) — *La police et les finances communales en Allemagne*, par M. Block. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Placement en Amérique de capitaux étrangers, spécialement de capitaux anglais; influence pour les rapports entre les peuples.)

21. — *Les îles Canaries : le pays, le climat, les productions, l'avenir commercial*, par J. Chailley (à propos de publications récentes). — *Le rapport annuel de la Chambre de commerce de Berlin*, par A. Raffalovich.

28. — *La situation de la République Argentine et la prime de l'or*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La loi allemande sur l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse*, par G. Michel. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis* (mesures proposées pour arrêter l'exportation de l'or; révocation de fonctionnaires pour causes politiques). — *Le Congrès monétaire international*, par A. Raffalovich (analyse des discussions).

5 octobre. — *L'émigration européenne dans ces dernières années : les pays de provenance et les pays de destination*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'assis-*

tance publique en Allemagne, par Ch. Grad. — *La colonisation anglaise dans l'Inde : les procédés et les résultats*, par J. Chailley.

12. — *La colonisation britannique dans l'Inde : les enseignements pour l'Indo-Chine française*, par J. Chailley. — *La spéculation en Allemagne*, par A. Raffalovich.

19. — *Le Sud de l'Afrique. La fièvre de l'or. Les questions politiques et les questions économiques*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Frappe de l'argent en 1888 et les projets pour 1889.) — *Les idées économiques de M. de Bismarck*, par A. Raffalovich. — *Les travaux de la Chambre de commerce de Tunis*.

26. — *Le Sud de l'Afrique : les mines d'or du Transvaal*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Résultats statistiques de cinq années de divorce*, par V. Turquan. — *La nation slovène et les slaves d'Autriche, sa place dans l'Empire, son passé, ses tendances*, par J. Chailley (beaucoup de renseignements intéressants pour l'importante question des nationalités en Autriche). — *L'assistance publique aux Etats-Unis*, par A. Raffalovich. — *Le commerce de l'Indo-Chine en 1888 (rapport officiel)*.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Septembre. — *France* : Le Congrès monétaire ; produits des contributions indirectes pendant le 1^{er} semestre des années 1889 et 1888 ; la statistique des grèves ; le commerce extérieur de l'Indo-Chine en 1888. — *Production et monnayage des métaux précieux dans les diverses parties du monde* (d'après un mémoire présenté au Congrès monétaire de Paris par le D^r Soetbeer). — *Angleterre* : le mouvement commercial du port de Londres et du port de Liverpool ; la dette publique depuis un demi-siècle. (Du 1^{er} janvier 1836 au 31 mars 1889, le capital de la dette publique a été réduit de 153,562,000 livres sterling (380 millions de francs). — *Hongrie* : le commerce extérieur de 1884 à 1888. — *Russie* : la foire de Nijni-Novgorod. (Elle date de 1817 ; la première année, la valeur des marchandises apportées était d'environ 26 millions 1/2 de roubles ; en 1887, elle a été évaluée à 185 millions et en 1888, à 190 millions, sur lesquels il y avait seulement pour 32 à 33 millions de marchandises étrangères.) — *République Argentine* : le projet de budget pour 1890.

Octobre. — *France* : le commerce extérieur en 1888 (résultats définitifs) ; les produits de l'enregistrement, des domaines et du timbre en 1888 ; le budget de la Régence de Tunis. — *Les variations de l'escompte et du change de 1851 à 1888 à Londres, Paris, Berlin*. — *Le trafic des principaux ports du monde en 1832 et 1887* (à Londres, il entra en 1832 des navires jaugeant un peu plus d'un million de tonneaux, en 1887 des navires jaugeant plus de 12 millions ; pour Marseille, on trouve 630,000 et 4,820,000). — *Hongrie* : le projet de budget pour 1890. — *Russie* : les résultats budgétaires de 1888.

Bulletin consulaire Français.

Juin 1889. Royaume-Uni. — Commerce du fer et de l'acier en 1888, à Liverpool.

Royaume-Uni. — Commerce de Newcastle en 1888.

Possessions anglaises d'Asie. — Commerce et navigation de Bombay en 1887-1888.

Empire d'Allemagne. — Commerce et navigation de Hambourg et de Lübeck en 1888.

Empire d'Allemagne. — Situation économique des duchés de Mecklembourg en 1888.

Belgique. — Mouvement commercial d'Anvers en 1888.

Juillet 1889. Bulgarie. — Situation économique et commerciale.

Bulgarie. — Commerce et navigation de Varna en 1888.

Possessions anglaises d'Asie. — La colonie anglaise des Straits-Settlements.
Possessions anglaises d'Australie. — Statistique comparée des colonies australiennes.

Equateur. — Commerce et navigation en 1887.

Espagne. — Mouvement commercial de Santander en 1887.

Italie. — Commerce et navigation de Gênes en 1887.

Août 1889. Russie. — Commerce et navigation de Batoum. — Rapport de M. Bergeron, vice-consul de France à Batoum.

Russie. — Mouvement commercial et maritime de la Finlande en 1887. — Rapport de M. Pingaud, consul chargé de la chancellerie de l'Ambassade de France à Saint-Petersbourg.

Empire d'Allemagne. — Commerce et navigation de Brême en 1888.

Belgique. — Navigation d'Anvers en 1888.

Pays-Bas. — Commerce et navigation de Rotterdam en 1888.

Italie. — Commerce et navigation de Brindisi en 1888.

Turquie d'Asie. — Commerce et navigation de l'île de Mételin en 1888.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — SUISSE

Convention sur la reconnaissance réciproque des laissez-passer pour les cadavres

(Des 8 novembre et 16 décembre 1888)

Une convention a été conclue entre le conseil fédéral de la Confédération suisse et le gouvernement impérial allemand sur la reconnaissance réciproque des laissez-passer pour les cadavres, convention dont la teneur suit :

1. Les laissez-passer pour les cadavres, délivrés en Suisse par une autorité compétente, seront reconnus en Allemagne, et les laissez-passer pour les cadavres, délivrés en Allemagne par une autorité compétente, seront reconnus en Suisse comme valables pour l'admission des cadavres au transport par le chemin de fer.

Les laissez-passer pour les cadavres seront dressés selon le formulaire ci-après.

2. Les parties contractantes se communiqueront réciproquement une liste des autorités et offices autorisés à délivrer ces laissez-passer.

3. Les laissez-passer ne seront délivrés que sur le vu des documents suivants :

a. Un acte de décès authentique ;

b. Un certificat dans lequel le médecin officiel indiquera la cause du décès et attestera que, d'après sa conviction, aucun motif d'ordre sanitaire ne s'oppose au transport du cadavre. Si le défunt a succombé à une maladie au cours de laquelle il avait été traité par un autre médecin, le médecin officiel est tenu d'entendre ce dernier avant de délivrer ce certificat ;

c. Une déclaration portant que le corps a été mis dans le cercueil conformément aux prescriptions suivantes.

Le corps doit être placé dans un cercueil en métal suffisamment solide, fermé hermétiquement et entouré d'un second cercueil en bois, construit de telle manière que le cercueil métallique ne puisse nullement ballotter dans son enveloppe. Le fond du cercueil intérieur doit être recouvert d'une couche de sciure, de poudre de charbon de bois, de poussière de tourbe ou de toute autre matière semblable, épaisse d'au moins cinq centimètres et largement arrosée d'une solution d'acide phénique à 5 0/0 (1).

Dans les cas exceptionnels, lorsqu'il s'agit par exemple d'un transport de longue durée ou effectué pendant les chaleurs, on peut exiger, sur l'avis du médecin officiel, un traitement antiseptique du cadavre. Ce traitement consiste habituellement à envelopper le corps dans des draps imbibés d'une solution d'acide phénique à 5 0/0. Dans les cas graves, il faut en outre, par l'introduction d'une même solution phéniquée dans les cavités abdominale et pectorale ou autre, obtenir l'innocuité du corps (en tout, un litre au moins, s'il s'agit du corps d'un adulte).

4. Si la mort est survenue au cours d'une des maladies suivantes : variole, fièvre scarlatine, typhus pétéchial, diphtérie, choléra, fièvre jaune ou peste, le laissez-passer ne sera délivré que si une année au moins s'est écoulée depuis le décès.

5. Le cercueil sera accompagné d'une personne de confiance.

Le transport des cadavres par chemin de fer s'effectue d'ailleurs suivant les prescriptions en vigueur à ce sujet dans chaque pays.

6. La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 1889.

Chacune des deux parties contractantes peut y renoncer moyennant un avertissement préalable de trois mois.

Berne, le 9 novembre 1888.

Au nom du conseil fédéral suisse :

Le Vice-Président,
HAMMER.

Le Chancelier de la Confédération,
RINGIER.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention pour l'échange des colis-postaux entre la France et l'île de Malte

1^{er} juillet 1889 (2)

Le Président de la République française et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et l'île de Malte au moyen de l'échange des colis-postaux, sans déclaration de valeur, sur les bases des conventions de Paris, des 3 novembre 1880 et 18 juin 1886, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Le Président de la République française, le sieur Waddington (William-Henri), ambassadeur de la République française près S. M. la reine

(1) Une partie d'acide phénique liquide (acidum carbolicum liquefactum), dissoute dans 18 parties d'eau, en ayant soin de remuer fréquemment.

(2) *Journal officiel de la République française* du 26 septembre 1889.

du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, sénateur, membre de l'Institut, etc. ;

Et S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Robert-Arthur-Talbot-Gascoyne Cecil, marquis de Salisbury, comte de Salisbury, vicomte Granborne, baron Cecil, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, membre du très honorable conseil privé de Sa Majesté, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté au département des affaires étrangères, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — 1. Il peut être expédié, sous la dénomination de « colis-postaux » des colis sans déclaration de valeur, savoir :

De la France et de l'Algérie pour l'île de Malte, jusqu'à concurrence de 3 kilogrammes ;

De l'île de Malte pour la France et l'Algérie, jusqu'à concurrence de 7 livres avoir-du-poids.

2. Est réservé aux administrations des postes des deux pays le droit de déterminer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis de plus de 3 kilogr. jusqu'à 5 kilogrammes.

Art. 2. — L'administration des postes de France assurera le transport par mer entre les deux pays au moyen des paquebots-postes subventionnés.

Art. 3. — Pour chaque colis expédié de la France et de l'Algérie à destination de l'île de Malte, l'administration des postes de France paye à celle de Malte savoir :

Un droit territorial de 75 centimes.

Pour chaque colis expédié de Malte à destination de la France et de l'Algérie, l'administration des postes de Malte paye à celle de France :

1^o Un droit territorial de 50 centimes ;

2^o Un droit maritime de 50 centimes.

Art. 4. — L'affranchissement des colis-postaux est obligatoire.

Art. 5. — 1. Le transport entre la France continentale, d'une part, et l'Algérie et la Corse, de l'autre, donne lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis, à titre de droit maritime, à percevoir sur l'expéditeur.

Tout colis provenant ou à destination des localités de l'intérieur de la Corse et de l'Algérie donne lieu en outre à une surtaxe de 25 centimes par colis, qui est également à la charge de l'expéditeur.

Ces surtaxes sont, le cas échéant, bonifiées par l'administration de l'île de Malte à l'administration française.

2. Le gouvernement français se réserve la faculté de faire usage d'une surtaxe de 25 centimes à l'égard des colis-postaux échangés entre la France continentale et l'île de Malte.

Art. 6. — Il est loisible au pays de destination de percevoir du destinataire, pour le factage et l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut excéder 25 centimes par colis.

Art. 7. — Les colis auxquels s'applique la présente convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 6 précédents, et par l'article 8 ci-après.

Art. 8. — La réexpédition des colis-postaux de l'un des deux pays sur l'autre, par suite de changements de résidence des destinataires, ainsi

que le renvoi des colis-postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3, 5 et 6, à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres acquittés.

Art. 9. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant, soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres.

Art. 10. — 1. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis-postal a été perdu ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser quinze francs.

2. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration correspondante, lorsque la perte ou l'avarie a eu lieu sur le territoire ou dans le service de cette dernière administration.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la réexpédition de ce colis.

4. Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser sans retard à l'office expéditeur le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des deux pays, sans qu'il soit possible d'établir dans lequel des deux services le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

7. Les administrations cessent d'être responsables des colis-postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

Art. 11. — La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente convention.

Art. 12. — Les administrations des postes des deux pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis-postaux; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 13. — L'administration des postes de France et l'administration des postes de l'île de Malte fixeront, d'un commun accord, d'après le régime établi par la convention de Paris du 3 novembre 1880, et, s'il y a lieu, par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, les conditions auxquelles pourront être échangés entre leurs bureaux d'échange respectifs les colis-postaux originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteront l'intermédiaire de l'un des deux services pour correspondre avec l'autre.

Art. 14. — Dès que les règlements intérieurs de l'île de Malte le permettront, le régime des avis de réception en vigueur dans les relations entre pays participants à la convention de Paris, du 3 novembre 1880, sera étendu, d'un commun accord, par les administrations des deux parties contractantes, aux colis-postaux adressés de l'un des deux Etats dans l'autre.

Art. 15. — Est réservé au gouvernement français le droit de faire exécuter les clauses de la présente convention par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'administration des postes de France s'entendra avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la convention ci-dessus, et pour organiser le service d'échange.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec l'administration des postes de l'île de Malte.

Art. 16. — 1. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

2. Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 17. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Londres, le 1^{er} juillet, l'an de grâce 1889.

(L. S.) Signé : WADDINGTON.
(L. S.) — .SALISBURY.

RUSSIE — SUÈDE ET NORVÈGE

Convention pour le règlement des successions

(28 mars/9 avril 1889)

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une Convention pour le règlement des successions, laissées dans les pays de l'une des Hautes Parties contractantes par les nationaux de l'autre partie, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Nicolas Chichkine, son Conseiller privé, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, Chevalier des ordres de Russie; de Saint-Wladimir 2^e classe, de Sainte-Anne 1^{re} classe et de Saint-Stanislas 1^{re} classe, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le sieur Albert-Charles-

Auguste Laurence, comte Ehrensvar, son Ministre des Affaires étrangères, Chevalier-commandeur des ordres de Suède, Grand'croix de l'ordre de Wasa de Suède, Chevalier de l'ordre de Saint-Olaf de Norvège, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — En cas de décès d'un sujet russe en Suède ou en Norvège ou d'un sujet suédois ou norvégien en Russie, les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers ou immobiliers du défunt, les mêmes mesures conservatoires que celles qui, d'après la législation du pays, doivent être prises à l'égard des successions des nationaux, sous réserve des dispositions stipulées par les articles suivants.

Art. 2. — Si le décès a eu lieu dans une localité où réside un Consul-général, Consul ou Vice-consul de la nation du défunt, les autorités locales devront en donner immédiatement avis à l'autorité consulaire pour qu'il puisse être procédé en commun à l'apposition des scellés respectifs sur tous les effets, meubles et papiers du défunt.

L'autorité consulaire devra donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'elle aura été informée du décès la première.

Si l'apposition immédiate des scellés paraissait nécessaire et que cette opération ne pût, pour un motif quelconque, avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés préalablement, sans le concours de l'autorité consulaire, et vice-versa, sauf à informer l'autorité qui ne sera pas intervenue et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Le Consul-général, Consul ou Vice-consul aura la faculté de procéder à cette opération, soit en personne, soit par un délégué, dont il aura fait choix. Dans ce dernier cas, le délégué devra être muni d'un document émanant de l'autorité consulaire, revêtu du sceau du consulat et constatant son caractère officiel.

Les scellés apposés ne pourront être levés sans le concours de l'autorité locale et de l'autorité consulaire ou de son délégué.

Il sera procédé de la même manière à la formation de l'inventaire de tous les biens mobiliers ou immobiliers, effets et valeurs du défunt.

Si après un avertissement adressé par l'autorité locale à l'autorité consulaire, ou vice-versa, par l'autorité consulaire à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des scellés simples ou doubles et à la formation de l'inventaire, l'autorité à qui l'invitation a été adressée, ne s'était pas présentée dans un délai de 48 heures à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule aux dites opérations.

Toutefois, en cas de décès d'un sujet russe en Suède, l'autorité consulaire du lieu, à qui avis devra en être donné immédiatement par l'autorité locale, pourra procéder, sans le concours de cette dernière, soit en personne, soit par un délégué, dûment autorisé, à l'apposition des scellés, s'il est nécessaire, ainsi qu'à la formation et à l'enregistrement de l'inventaire.

Art. 3. — Les autorités compétentes feront les publications prescrites par la législation du pays relativement à l'ouverture de la succession et à

la convocation des héritiers ou créanciers, sans préjudice des publications qui pourront également être faites par l'autorité consulaire.

En cas de décès d'un sujet russe en Suède, l'autorité consulaire devra, s'il y a lieu, faire publier immédiatement l'avis du décès trois fois par les journaux, en avertissant les créanciers du défunt qu'ils doivent présenter leurs créances avant l'expiration du terme indiqué à l'article 5.

Art. 4. — Lorsque l'inventaire aura été dressé conformément aux dispositions de l'art. 2, l'autorité compétente délivrera à l'autorité consulaire, sur sa demande écrite et d'après cet inventaire, tous les biens meubles dont se compose la succession, les titres, valeurs, créances, papiers, ainsi que le testament s'il en existe.

Dans le cas où ce testament contiendra des dispositions, par lesquelles des biens meubles ou immeubles, restés après le défunt dans le pays où la succession s'est ouverte, auront été légués à un ou à plusieurs sujets de l'état où le décès a eu lieu, le testament ne sera remis à l'autorité consulaire qu'après que ces legs auront été acquittés.

L'autorité consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de se détériorer et tous ceux dont la conservation en nature entraînerait des frais onéreux pour la succession. Elle sera tenue, toutefois, de s'adresser à l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites par les lois du pays.

Lorsqu'un sujet russe aura laissé des biens meubles en Suède, l'autorité consulaire pourra, au nom des ayants droit à la succession, en prendre possession ; toutefois, dans le cas où des biens meubles ou immeubles restés après le défunt en Suède auront été légués par testament à un sujet suédois, l'autorité consulaire devra délivrer le testament ainsi que les legs à l'autorité compétente suédoise ou à celui qui aura été chargé par elle de les recevoir.

Art. 5. — L'autorité consulaire devra conserver à titre de dépôt, demeurant soumis à la législation du pays, les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera et des revenus que l'on touchera, ainsi que le produit de la vente des meubles, si elle a eu lieu, jusqu'à l'expiration du terme de six mois à compter du jour de la dernière des publications, faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou du terme de huit mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait de publication par l'autorité locale.

Toutefois, l'autorité consulaire aura la faculté de prélever immédiatement sur le produit de la succession les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les gages de domestiques, loyers, frais de justice et de consulat et autres de même nature ainsi que les dépenses d'entretien de la famille du défunt, s'il y a lieu.

Art. 6. — Sous la réserve des dispositions de l'article précédent, l'autorité consulaire aura le droit de prendre à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt toutes les mesures conservatoires qu'elle jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Elle pourra l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués choisis par elle et agissant en son nom, et elle aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourraient se trouver déposées, soit

dans les caisses publiques, soit chez des particuliers, en se conformant aux lois du pays.

Les fabriques, usines et autres établissements commerciaux seront administrés et, si besoin se présentait, liquidés, avec le concours de l'autorité consulaire, conformément aux lois du pays où ils se trouvent.

Art. 7. — Si pendant le délai mentionné à l'art. 5, il s'élève quelque contestation à l'égard des réclamations, qui pourraient se produire contre la partie mobilière de la succession, la décision concernant ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au payement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité locale compétente, qui procédera à la réalisation et à la répartition de la succession entre les créanciers, ou en Suède aux personnes instituées à cet effet par l'autorité locale compétente.

Il est bien entendu que les créanciers conserveront pour ce qui leur restera dû, leurs droits contre la succession du défunt dans son pays natal, conformément aux lois de ce pays.

Art. 8. — A l'expiration du terme fixé par l'article 5, s'il n'existe aucune réclamation, l'autorité consulaire, après avoir acquitté, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes à la charge de la succession, entrera définitivement en possession de la partie mobilière de la dite succession, qu'elle liquidera et transmettra à son gouvernement, sans avoir d'autre compte à rendre qu'à ce dernier.

Les biens meubles laissés par un sujet russe en Suède ou en Norvège, et vice-versa, les biens meubles laissés par un sujet suédois ou norvégien en Russie, mis à la disposition de l'autorité consulaire respective, ne seront soumis dans les pays respectifs à des droits de mutation ou de succession autres, ni plus élevés, que ceux qui devront être acquittés par les nationaux eux-mêmes.

Art. 9. — Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des nationaux d'un des pays respectifs dans l'autre, les Consuls-généraux, Consuls et Vice-consuls respectifs représenteront de plein droit les héritiers et seront officiellement reconnus comme leurs fondés de pouvoirs, sans qu'ils soient tenus de justifier de leur mandat par un titre spécial.

Ils pourront en conséquence se présenter, soit en personne, soit par des délégués, choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par devant les autorités compétentes pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers, en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux.

Il est toutefois bien entendu que les Consuls-généraux, Consuls et Vice-consuls étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux, ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Art. 10. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays, dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers, laissés dans l'un des pays respectifs par des sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartient le défunt et conformément aux lois de cet Etat, à moins qu'un sujet du pays, où la succession est ouverte, n'ait des droits à faire valoir à la dite succession.

Dans ce dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'article 5, l'examen de cette réclamation sera déféré aux tribunaux ou autorités compétentes du pays, où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant et, s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée.

Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote-part, le reliquat de la succession sera remis à l'autorité consulaire, qui en disposera à l'égard des autres héritiers conformément aux stipulations de l'art. 8.

Art. 11. — Lorsque la succession du défunt se trouve dans un endroit où il n'y a pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera — à l'exception du cas mentionné au dernier alinéa — conformément à la législation du pays, à l'apposition des scellés et à l'inventaire de la succession. Des copies authentiques de ces actes seront transmises dans le plus bref délai, avec l'acte de décès et le passeport national du défunt, à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où se sera ouverte la succession, ou par l'intermédiaire du Ministre des Affaires étrangères, au représentant diplomatique de la nation du défunt.

L'autorité locale compétente prendra à l'égard des biens laissés par le défunt toutes les mesures prescrites par la législation du pays, et le produit de la succession, s'il y a lieu, sera transmis dans le plus bref délai possible, conformément aux stipulations de l'art. 5, aux dits agents diplomatiques ou consulaires.

Il est bien entendu que dès l'instant que la légation de la nation du défunt, ou l'autorité consulaire la plus voisine, aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale, qui serait intervenue, devra se conformer aux prescriptions contenues dans les articles précédents.

Lorsqu'un sujet russe en Suède sera décédé dans un endroit où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale devra en informer immédiatement l'autorité consulaire russe la plus voisine pour qu'il puisse être procédé aux opérations mentionnées à l'art. 2.

Art. 12. — Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également à la succession d'un sujet de l'un des pays respectifs qui, étant décédé hors du territoire de l'autre pays, y aurait laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 13. — Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des pays respectifs, morts dans l'autre pays, soit à bord d'un navire, soit sur terre, seront remis sans aucunes formalités entre les mains de l'autorité consulaire de leur nation, défalcation faite des dettes contractées par eux pendant leur séjour dans le pays.

Art. 14. — Les sujets des Hautes Parties contractantes pourront disposer par testament, legs, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires des Etats respectifs.

Ils seront habiles à recevoir, de la même manière que les nationaux,

les biens situés dans l'autre pays, qui leur seraient dévolus à titre de donation, legs, testament ou même par succession *ab intestat*, et les dits héritiers, légataires ou donataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou mutation autres, ni plus élevés, que ceux qui seraient imposés, dans les cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Art. 15. — Dans le cas où la succession se composerait en partie ou en totalité de propriétés immobilières que, d'après les lois du pays, celui à qui elles tomberaient en partage ne serait pas apte à posséder, il sera accordé de part et d'autre aux intéressés un délai suffisant, selon les circonstances, pour opérer de la manière la plus avantageuse possible la vente de ces propriétés.

Art. 16. — La présente convention continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 17. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur vingt jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double original, à Stockholm, le 9 avril 1889.

(L. S.) Signé : CHICHKINE.

(L. S.) — Alb. EHRENSVARD.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention concernant l'échange des mandats de poste entre la France et diverses colonies anglaises

24 septembre 1887 (1)

Le Président de la République française et Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, désirant faciliter les envois d'argent à l'aide de mandats postaux entre la France et celles des colonies britanniques qui n'ont pas encore été l'objet d'arrangements à cet égard, ont résolu de conclure dans ce but une convention, et ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Emile Flourens, ministre des affaires étrangères, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur ;

Et S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, E.-H. Egerton, Esquire, chevalier du très honorable ordre du Bain, son ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Des envois de fonds pourront être faits au moyen de mandats de poste, tant de la France et de l'Algérie pour les colonies britanniques, dont la liste sera arrêtée entre les administrations postales des deux pays, conformément à l'article 9 ci-dessous, que de ces

(1) *Journal officiel de la République française* du 1^{er} août 1889.

mêmes colonies pour la France et l'Algérie, par l'intermédiaire de l'administration des postes du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Aucun mandat ne pourra excéder le maximum admis pour les échanges de même nature entre la France et le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 2. — Chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent donnera lieu au paiement, par l'expéditeur, de la taxe applicable aux envois similaires pour le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

En outre, l'administration des postes du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pourra prélever sur les mandats échangés par son intermédiaire, en vertu de l'article premier précédent, un droit qui ne devra pas dépasser la moitié de la taxe applicable aux mandats émis dans le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande pour la même destination.

Art. 3. — L'administration des postes de France tiendra compte à l'administration des postes du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande d'un droit fixé à la moitié d'un pour cent (1/2 0/0) du montant total des mandats émis en France et payables dans les colonies britanniques.

Réciproquement, l'administration des postes du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande tiendra compte à l'administration des postes de France d'un droit fixé à la moitié d'un pour cent (1/2 0/0) du montant total des mandats émis dans les colonies britanniques et payables dans le service français.

Art. 4. — Le montant des mandats sera versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en monnaie d'or ou en quelque autre monnaie légale de même valeur courante.

Toutefois, au cas où, dans l'un des deux pays d'origine ou de destination, circulerait un papier monnaie ayant cours légal, mais d'une valeur inférieure à celle de l'or, l'administration de ce pays aurait la faculté de le recevoir et de l'employer elle-même dans ses rapports avec le public, sous réserve de tenir compte de la différence de cours.

Art. 5. — Les administrations des postes de France et du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande fixeront, d'un commun accord, pour le paiement des mandats, les bases de la conversion de la monnaie du pays d'émission en monnaie du pays de destination. Elles pourront modifier ces bases toutes les fois qu'elles en reconnaitront la nécessité.

Art. 6. — Les mandats de poste échangés en exécution de la présente convention et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque autre que ceux résultant de l'article 2 ci-dessus.

Art. 7. — Les administrations des postes de France et du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande dresseront, aux époques qui seront fixées par elles, d'un commun accord, les comptes des sommes qu'elles auront à se rembourser réciproquement, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, et dans le délai dont les deux administrations conviendront.

En cas de non paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour de l'envoi de la somme due. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 0/0 l'an et seront portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Art. 8. — Les sommes encaissées de part et d'autre, en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants-droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration de ce pays.

Art. 9. — Les administrations des postes de France et du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande arrêteront, d'un commun accord, la liste des colonies britanniques auxquelles seront applicables, dans leurs rapports avec la France, les stipulations de la présente convention. Elles pourront se concerter également pour étendre les effets de cette convention aux échanges de la France avec les pays étrangers auxquels le post-office britannique serait à même de servir d'intermédiaire.

Les mêmes administrations désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux autorisés à délivrer et à payer les mandats qui seront émis en vertu de la présente convention. Elles régleront, d'un commun accord, le mode de transmission des mandats susmentionnés, la forme des comptes désignés dans l'art. 7, et toutes autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 10. — Chacune des deux administrations de France et du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement, d'une manière générale ou partielle, le service des mandats internationaux auxquels s'applique la présente convention, à condition d'en donner immédiatement avis (au besoin par le télégraphe) à l'autre administration.

Art. 11. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes de France et du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, après que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats. Elle demeurera obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir sa pleine et entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 12. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 24 septembre 1887.

(L. S.) Signé : FLOURENS.

(L. S.) — E.-H. EGERTON.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

ALLEMAGNE — ETATS-UNIS — GRANDE-BRETAGNE

AFFAIRES DE SAMOA

Suite (1)

Protocole de la première conférence sur les îles Samoa.

(Confidentiel).

Département d'Etat.

Washington, 23 juin 1887.

La conférence a été ouverte officiellement par M. Bayard, qui demanda si les ministres anglais et allemands avaient reçu sa note contenant une esquisse d'un plan de règlement des affaires des Samoa, et s'ils avaient préparé des commentaires sur ce point. L'un et l'autre l'avaient reçue.

M. Von Alvensleben déclara alors qu'il avait fait un memorandum, qu'il lirait, mais dont il ne pouvait se dessaisir. Son gouvernement lui avait envoyé des instructions générales, avant de connaître les idées de M. Bayard, et ces instructions, par conséquent, n'envisageaient pas les différentes questions proposées à l'étude. Il accepta, cependant, que les vues de son gouvernement fussent insérées dans le protocole de la conférence dans les termes où il les lut.

M. Bayard dit que l'idée de cette conférence avait été mise en avant un an auparavant; que les trois gouvernements avaient envoyé des commissaires pour faire des enquêtes et des rapports; que les rapports avaient été faits et échangés; qu'un exposé des vues des Etats-Unis avait été demandé; qu'une conférence officieuse s'était tenue, dont la conclusion avait été la demande faite par les ministres de la Grande-Bretagne et l'Allemagne que ces vues fussent rédigées par écrit; que cela avait été fait, et que le plan avait été remis entre leurs mains, et qu'il semblait convenable que les vues des deux autres gouvernements lui fussent communiquées de la même manière.

M. d'Alvensleben, cependant, déclina cette proposition, et pour cette raison, Sir Lionel West décida aussi de ne pas donner de copie du memorandum qu'il avait préparé; mais ils convinrent que leurs déclara-

tions, telles qu'ils les liraient, seraient sténographiées et insérées dans le protocole de la conférence.

Le plan précédemment soumis par M. Bayard au nom des Etats-Unis, et qui doit être entendu comme s'il avait été lu à la conférence, est le suivant :

« *Plan pour l'établissement de la paix et de la civilisation aux Samoa sous la garantie collective des gouvernements des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne.* »

1. L'indépendance et l'autonomie du royaume formé par ces îles doivent être garanties contre le contrôle ou l'influence prépondérante d'un gouvernement étranger, et c'est dans cette intention que des commissaires ont été récemment envoyés par les trois Puissances respectivement pour faire des enquêtes et des rapports sur la condition des îles, et que les consuls respectifs des trois puissances ont été changés.

2. C'est le désir des Etats-Unis, et aussi de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, d'aider les indigènes des Samoa à constituer et à administrer leur gouvernement.

3. Le commencement nécessaire et régulier du nouveau gouvernement sera la reconnaissance d'un roi indigène ; et le respect des coutumes et des traditions indigènes, que les trois puissances ont reconnues par leurs divers traités existants, semblerait réclamer le maintien de Malietoa Laupepa comme roi, et de Tamasese comme vice-roi. La royauté des îles a pendant plusieurs années été remplie par l'élection du chef de la famille Malicha, de Malicha Talavoa, jusqu'à sa mort en 1880, et de Malietoa Laupepa en mars 1881, année dans laquelle Tamasese fut aussi élu vice-roi. Ces élections indigènes volontaires et les gouvernements ainsi établis furent reconnus séparément par les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et les traités maintenant existant entre ces Puissances et les Samoa devraient avoir toute la force qui s'attache à de pareilles obligations formelles.

4. Une constitution écrite devait être adoptée et avoir les bases suivantes : Il devrait être procédé à une élection par les indigènes des chefs des différents districts de Samoa qui doivent former le conseil du roi. Le nombre de ces chefs pourrait être le suivant : Pour Aoana, 2 ; Atna, 2 ; Apolima et Manono, 2 ; Savaï, 6 ; Taumasaga, 2 ; Tutuila, Manua, Olosega, Ofa et Aunun, 2. Le roi et ces chefs devraient adopter et proclamer la Constitution. Cette constitution établirait un pouvoir législatif, qui consisterait, comme il en a été jusqu'ici, en un conseil du roi ou Timua, et en une assemblée législative ou Faipule. Le premier se composerait du roi, du vice-roi, de trois ministres nommés par les trois puissances contractantes, et de chefs des différents districts des Samoa, ceux-ci devant être nommés à vie. Le Faipule devait être nommé par le peuple à raison de un représentant par 2,000 habitants, et pour une durée de trois ans. Les membres choisis à la première élection devraient être divisés en trois classes, de façon que un tiers fût ensuite élu chaque année.

5. Le premier secrétaire, ministre des affaires étrangères, le ministre du trésor et le ministre de l'intérieur devraient être nommés par le roi sur la présentation des trois puissances contractantes, et serviraient pendant une durée de . . . années, à moins qu'ils ne fussent écartés par

le roi à la demande des trois Puissances contractantes. Ces ministres siégeraient au Faipule et prendraient part aux débats.

6. Il sera établi pour Apia un gouvernement municipal sans intervention des consuls étrangers. Le gouvernement de la municipalité se composera d'un conseil muni de pouvoirs législatifs locaux et d'un maire ou premier fonctionnaire exécutif, qui seront désignés par le roi et le conseil.

7. Les consuls étrangers conserveront la juridiction criminelle sur leurs nationaux comme ils l'ont fait jusqu'ici.

8. Un tribunal pour l'administration de la justice aux indigènes sera établi ; les juges seront nommés par le roi et son conseil sans égard pour leur nationalité, et les officiers de police et les petits fonctionnaires du tribunal seront choisis parmi les indigènes.

9. La constitution devrait empêcher l'imposition d'amendes pécuniaires aux indigènes, et les sentences dans les affaires criminelles devraient comporter l'emprisonnement avec travail sur les routes publiques, aux constructions et dans les champs.

10. La vente d'armes meurtrières ou de munitions devrait être interdite aussi bien que celle des liqueurs fortes.

11. Une commission territoriale devrait être organisée par la suite, devant laquelle seraient portées toutes les réclamations des étrangers relatives à des possessions de terres, et dont les décisions seraient sans appel.

Cette commission se composerait de cinq membres désignés par le roi, sur lesquels trois devront être nommés par les trois Puissances contractantes, c'est-à-dire un par chacune desdites Puissances, et dont les deux autres seront choisis par le roi. On mettra à leur disposition les services d'un ingénieur compétent et d'aides, qui devront faire des levés de plans et des expertises convenables des terres respectivement réclamées ; les dépenses causées par ces levés de plans et ces expertises seront payées par les réclamants, respectivement.

Ladite commission territoriale cherchera la nature et le fondement de chacune des réclamations territoriales faites par des étrangers, et s'il a été payé un dédommagement honnête ou suffisant ; aucune terre ne sera accordée à un réclamant à moins qu'il ne soit prouvé qu'il a été payé pour elle au moins... par acre ; et dans tous les cas où un dédommagement illégal ou immoral a été donné, où des liqueurs, des armes à feu ou autres forment ce dédommagement, ces réclamations seront déclarées sans valeur, et la terre replacée sous le contrôle du gouvernement des Samoa.

12. Les juges de la commission territoriale recevront un salaire de ... par an, qui sera payé sur les revenus du royaume, et désigneront un employé qui tiendra en bonne forme les procès-verbaux de leurs décisions.

13. Il rentrera dans les attributions de ladite commission territoriale de délimiter et de mettre à part la dixième partie des terres non réclamées et non occupées, dont les revenus seront appliqués au service et au soutien des écoles publiques.

14. Pour aider à obtenir les revenus nécessaires à l'entretien du gouvernement, des droits de douane et de tonnage seront perçus à l'entrée des différents ports, et dans ce but chacune des puissances contractantes

négociera avec les Samoa des traités identiques dans lesquels seront établis les tarifs de ces droits.

15. Chacune des puissances contractantes gardera alternativement quatre mois par an un vaisseau de guerre dans les eaux Samoanes, pour aider au maintien du gouvernement qui aura été ainsi établi, et pour assurer l'ordre et la paix. »

M. von Alvensleben lut alors son memorandum, conçu dans les termes suivants :

« Le mauvais état des affaires des îles Samoanes étant devenu graduellement de plus en plus fâcheux pour les résidents étrangers et les intérêts commerciaux des trois Puissances contractantes, celles-ci avaient à prendre en sérieuse considération les moyens de rétablir la paix et l'ordre ancien. Dans cette intention, et la nécessité de maintenir l'indépendance des Samoa sous un gouvernement indigène et d'empêcher la création d'aucun monopole aux Samoa par une puissance étrangère étant chose entendue, les trois Puissances contractantes se mirent d'accord sur la proposition du gouvernement des États-Unis d'Amérique de tenir une conférence de plénipotentiaires. Il fut convenu en outre que, pour avoir des informations complètes et solides sur lesquelles la conférence appuierait ses délibérations, les gouvernements respectifs enverraient des commissaires spéciaux avec mission de faire des rapports sur la situation de ces îles. Ces rapports ayant montré que la faiblesse et l'incapacité du gouvernement actuel sont les principales causes du misérable état présent des affaires aux îles Samoa, le gouvernement impérial d'Allemagne est d'avis qu'on pourrait arriver au but visé par un accord sur les points suivants :

1. Le roi Malietoa ayant notoirement violé les obligations que lui imposaient les traités envers l'Allemagne, et n'ayant même parmi les indigènes que relativement peu de partisans, tandis qu'un contre-gouvernement complètement organisé a été formé sous Tamasese, une nouvelle élection royale devra se faire selon les coutumes du pays. Cette élection doit être faite librement par les chefs et le peuple des Samoa. Elle serait conforme à la façon de voir soumise par l'honorable secrétaire d'Etat aux deux autres puissances quand cette conférence fut proposée. Il était dit dans ces instructions : « Les trois Puissances élèveront un chef compétent et acceptable, qui sera choisi par les indigènes. » La même conduite a été tenue précédemment, quand plusieurs chefs se présentaient comme prétendants, et les Puissances contractantes ont reconnu comme roi le seul qui avait été élu par la majorité de la population. Quant au nombre actuel des partisans de Malietoa, un tableau dressé par M. Travers montre que le parti de Tamasese est quatre fois aussi considérable que celui de Malietoa. La population entière des Samoa, à l'exception des Manua, est de 33,450 individus sur lesquels 5,800 sont du parti de Malietoa, 7,400 sont indifférents, et 20,250 soutiennent Tamasese.

2. En ce qui concerne uniquement les affaires samoanes, l'administration du pays doit être remise, comme elle l'a été jusqu'ici, au roi assisté de son conseil indigène, composé des plus grands chefs. La compétence du roi et la coopération du conseil indigène devront être définies par une convention spéciale.

3. L'expérience ayant montré l'incapacité des Samoans à maintenir

l'ordre et la paix dans leur pays, un représentant étranger sera désigné comme conseiller du roi pour affermir l'autorité de ce dernier.

Ce conseiller, qui doit agir comme mandataire des trois Puissances contractantes, aura à administrer, sous la responsabilité nominale du roi, les affaires du gouvernement. Il devra contrôler toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne le maintien de l'ordre public en général, et spécialement la sécurité des propriétés de tout ordre des résidents étrangers. Ce conseiller, dont la position serait en fait celle d'un premier ministre, devra être nommé par celle des Puissances contractantes qui a pour le moment les intérêts prépondérants aux Samoa. La nomination a besoin de l'approbation des deux autres Puissances. La première désignation doit être faite pour une période de cinq ans dans le principe, et à l'expiration de cette période, une nouvelle désignation devra être faite pour le même temps et aux mêmes conditions. Dans le cas où la fonction deviendrait vacante pendant ladite période de cinq ans, par la mort, la démission ou la révocation du conseiller, une autre personne sera chargée, de la même façon, de remplir la place pour le reste de ladite période.

4. Afin d'éviter tout malentendu sur la situation par l'installation du représentant de l'une des Puissances contractantes dans la position la plus élevée de l'administration samoane, il sera bon de reconnaître formellement à nouveau le principe, déjà contenu dans les traités existant avec Samoa, de l'absolue égalité de traitement, en matière de commerce, navigation, juridiction et autres, qui doit être assurée aux trois Puissances et à leurs sujets et citoyens.

5. Les irrégularités de l'existence desquelles on a connaissance, en ce qui concerne les acquisitions de terres, et les disputes qu'elles ont amenées entre indigènes et étrangers, font envisager comme convenable l'établissement d'un tribunal international spécial pour juger des réclamations et des discussions relatives aux terres. Pour la composition de ce tribunal, il faudra donner toute l'attention convenable à la nationalité des parties.

6. Une des principales tâches de la nouvelle administration devra être de régulariser les finances et d'élaborer un budget conforme aux besoins des indigènes et des étrangers. Dans ce but, et afin de trouver les ressources nécessaires à la bonne administration des îles, aussi bien que pour développer le commerce et le trafic étrangers, il faudra étudier la question de l'imposition de taxes aux étrangers avec le consentement des trois Puissances contractantes.

7. Comme les intérêts allemands aux Samoa dépassent actuellement ceux des autres Puissances, c'est à l'Allemagne qu'il appartient de nommer le premier conseiller conformément aux dispositions établies ci-dessus dans le paragraphe 3.

8. Les traités existant avec les Samoa devront être maintenus, et les déclarations faites auparavant par l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en ce qui concerne l'indépendance des Samoa devront être confirmées, afin d'éviter l'apparence que l'immixtion actuelle dans l'administration samoane implique une intention, de la part d'une puissance étrangère, d'annexion des Samoa.

Sir Lionel West lut alors son memorandum, conçu dans les termes suivants.

« Monsieur West. — Voici l'opinion du gouvernement de Sa Majesté.

« Il est entendu que les trois Puissances n'ont aucun désir de fonder des colonies aux Samoa, ou d'obtenir des monopoles commerciaux. Leur seule intention est d'établir le droit et l'égalité de commerce et de navigation pour leurs sujets et citoyens respectifs. En partant donc de ce point que les trois Puissances n'ont aucun désir de détruire l'indépendance des Samoa, mais cherchent seulement à établir le droit et l'égalité de leur commerce et de leur navigation, elles pouvaient faire, comme premier pas, une déclaration à cet effet. On crut, cependant, bon de s'assurer de l'état exact des îles en envoyant des délégués spéciaux qui feraient un rapport sur la question. Les rapports sont maintenant devant les plénipotentiaires des trois Puissances assemblés en conférence, et leur teneur générale mène à conclure que les Samoans sont incapables de former seuls une administration stable et effective pour protéger leur indépendance et pour assurer à chaque puissance la pleine liberté du commerce, de la navigation, et de la juridiction dans toutes les affaires qui concernent ses sujets et ses citoyens. Dans ces conjonctures, le gouvernement de Sa Majesté est prêt à soutenir un accord entre les trois Puissances, basé sur ce principe qu'une d'elles, comme mandataire des deux autres, surveillerait, en tant que conseiller du gouvernement Samoan, et contrôlerait les affaires locales pendant un temps limité, et serait chargée du soin de contrôler les mesures nécessaires au bon maintien de l'ordre public en général, et spécialement à la protection de la propriété des sujets et citoyens indigènes. C'est ce que semble indiquer M. Bates dans son rapport, quand il dit : « La véritable fonction des Puissances intervenantes aux Samoa sera nécessairement l'administration actuelle du gouvernement. Rien en dehors, au moins pour le moment, ne remédiera à l'état de choses actuel. »

Telle semble être aussi l'opinion de M. Travers et de M. Thurston.

Les trois commissaires semblent reconnaître aussi la difficulté du contrôle tripartite, tel qu'il a été plus ou moins exercé jusqu'ici ; et en même temps ils blâment l'établissement du contrôle exclusif d'une des trois Puissances. Puisque l'établissement d'un gouvernement indigène, dirigé par le roi, qui peut être élu, assisté d'un conseil indigène, est nécessaire pour préserver l'autonomie et l'indépendance des îles, gouvernement qui ne peut être établi que sous un contrôle étranger, et puisque le contrôle tripartite est impraticable, la solution de la difficulté paraîtrait être le contrôle alternatif, de temps limité, de chacune des trois Puissances. Dans le cas où cet accord se concluerait, la question se pose sur-le-champ de savoir laquelle des trois Puissances serait choisie comme mandataire des deux autres la première fois, et le gouvernement de Sa Majesté pense que, pour la résoudre, il faut voir la prépondérance des intérêts commerciaux.

Puisque M. Thurston, M. Travers et M. Bates paraissent tous d'accord pour reconnaître cette prépondérance à l'Allemagne, à un point plus ou moins grand, le gouvernement de Sa Majesté est prêt à consentir à ce que le pouvoir mandataire soit exercé par le représentant allemand pour le premier terme de cinq ans, l'absolue égalité de traitement en ce qui

regarde le commerce, la navigation et la juridiction, et toutes les autres questions, devant être assurée aux trois Puissances et à leurs sujets et citoyens.

En prévision de conflits et de disputes relatives aux terres et aux réclamations territoriales, le gouvernement de Sa Majesté conseille l'établissement d'un tribunal international chargé d'en connaître, et il propose aussi que la question de la levée d'impôts sur les étrangers pour les besoins du Trésor soit prise en considération. Afin de faciliter la tâche du tribunal territorial international, elle propose que les réclamations actuelles des étrangers soient réglées par une commission avant l'établissement de ce tribunal. Les rapports de M. Travers et de M. Bates indiquent un arrangement de ce genre comme nécessaire pour le règlement des disputes pendantes. M. Bates confie à un tribunal spécialement constitué la connaissance des réclamations territoriales.

En ce qui concerne la juridiction consulaire, il semble bon de la laisser sans changement, et il faut seulement, par conséquent, l'affirmer à nouveau dans toute convention ou accord définitif conclu.

Les prétentions contraires à la souveraineté des îles semblent rendre nécessaire qu'un nouvel appel soit fait à la population indigène pour l'élection d'un roi. Depuis 1879-80, le roi Malietoa a été reconnu par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis comme roi des Samoa. Tamasese fut désigné comme vice-roi, et il est maintenant en révolte ouverte contre Malicha. On n'évita la guerre qu'en pressant le roi Malietoa d'attendre la décision des trois Puissances; et une proclamation fut, en conséquence, rédigée par les trois consuls, refusant de reconnaître Tamasese comme roi; mais comme il ne semble pas disposé à se soumettre à Malietoa, une nouvelle élection paraît impérieusement nécessaire avant que le gouvernement puisse être convenablement constitué, et le gouvernement de Sa Majesté n'exprime aucune opinion, ni favorable ni contraire, au sujet de l'élection de Malictoa.

Dans toute circonstance, de l'avis du gouvernement de Sa Majesté, les traités existant devraient être maintenus. Ces traités, on peut le remarquer, ne sont pas signés par Malietoa, mais sont au nom du gouvernement Samoan.

Sir Lionel West dit qu'il était prêt à discuter les différents points indiqués dans les memoranda.

M. Bayard dit qu'il ne serait prêt à les discuter que quand il aurait pu lire les vues anglaises et allemandes recueillies par le sténographe.

La conférence s'ajourna alors à une époque dont il devait être convenu ultérieurement.

T.-F. BAYARD. — ALVENSLEBEN. — L.-S. SACKVILLE WEST.

Protocole de la deuxième conférence sur les Samoa.

(Confidentiel).

Département d'Etat.

Washington, 2 juillet 1887.

M. Bayard dit qu'il comprenait que tous s'accordaient sur les points suivants: qu'il n'y aurait annexion des îles par aucune des trois Puissances; que l'indépendance et l'autonomie des îles devraient être assurées, ainsi que l'égalité des droits de commerce et de navigation pour les sujets et citoyens des trois Puissances contractantes; qu'un gouver-

nement indigène devrait être établi et qu'on l'aiderait à se maintenir ; que la juridiction actuelle des consuls, sur leurs propres concitoyens, serait conservée ; que les traités existants seraient maintenus, en ce qui regarde les droits des trois Puissances ; qu'on pourvoirait aux moyens de lever les ressources nécessaires pour l'entretien du gouvernement, et que la question de l'impôt sur les étrangers serait prise en considération ; que l'impôt et les droits de tonnage seraient établis par des traités identiques entre les trois Puissances et le gouvernement Samoan ; qu'un tribunal territorial serait institué pour dresser les titres et régler la possession territoriale aux îles. Il avait été admis que les réclamations des étrangers dépassaient la superficie totale du groupe, et c'était la meilleure preuve que ces réclamations réclamaient l'examen d'un tribunal dont la décision serait sans appel.

M. Bayard ajouta, en outre, qu'il avait bien été décidé qu'un gouvernement indigène serait institué et qu'on l'aiderait à se maintenir, mais que les puissances ne s'étaient pas entendues sur les détails de ce gouvernement. La Grande-Bretagne et l'Allemagne proposaient qu'il y eût seulement un roi et un conseil de chefs. Les Etats-Unis suggéraient l'idée d'un roi, d'un conseil de chefs et d'une assemblée législative composée de représentants élus par le peuple des îles. Il inclinait, cependant, à croire que plus simple serait la constitution du gouvernement, mieux ce serait, et il était disposé à ranger parmi les points sur lesquels l'accord était conclu, celui-ci, à savoir que le gouvernement se composait du roi et de son conseil de chefs.

M. von Alvensleben dit que s'il y avait une assemblée législative telle que celle que proposait M. Bayard, elle devrait avoir un vote consultatif et non décisif, et que, dans ce cas, il n'était pas opposé à une telle assemblée.

M. Bayard répondit que l'Allemagne avait proposé qu'il n'en fût pas question, et que c'était afin de ne pas s'arrêter à la forme, mais d'arriver à un accord satisfaisant, qu'il s'était rangé à cette proposition. Il désirait faciliter la conclusion d'un accord, et en même temps il croyait qu'il n'était pas déraisonnable de simplifier le plus possible le gouvernement.

Sir Lionel West dit qu'il ne pensait pas que son memorandum fit mention de traités identiques relativement aux impôts et droits de tonnage. Il ne voyait, cependant, aucune objection à l'idée de traités identiques. Après une discussion un peu plus étendue, il fut décidé qu'on considérerait ce point comme réglé dans la conférence.

M. Bayard dit qu'il y avait quelques autres points sur lesquels les propositions des Puissances ne s'accordaient pas. La première était celle relative au roi. Les Etats-Unis, en présence des traités existants et des déclarations constamment faites jusqu'à ces derniers mois par les consuls des trois Puissances, avaient proposé qu'on continuât à reconnaître Malietoa Laupepa comme roi, et Tamasese comme vice-roi. La Grande-Bretagne et l'Allemagne proposaient une nouvelle élection. M. Bayard, par désir d'arriver à un accord, était disposé à se rallier à cette façon de voir. Les Etats-Unis ne voulaient pas s'opposer à une nouvelle élection, mais ce devrait être une élection indigène, libre et non influencée. Les coutumes des Samoans y régneraient, le résultat de l'élection

serait annoncé aux trois consuls et proclamé par eux, et ceux-ci ne participeraient pas autrement aux opérations.

M. de Alvensleben demanda si on pouvait l'empêcher.

M. Bayard répondit que son explication s'appliquerait à l'ensemble de la négociation. Les Samoa étaient bien différentes des pays dont les représentants étaient en train de considérer le gouvernement des îles, et, à moins que les agents des trois gouvernements ne fussent poussés par un sentiment d'absolue loyauté réciproque, et le désir de le mettre en pratique, il y avait peu d'espoir de succès, et il proposa que l'agent des Etats-Unis ne fit rien d'incompatible avec le rôle de ceux-ci dans la question.

Sir Lionel West dit qu'il pouvait se rattacher à cette proposition. Les indigènes doivent élire le roi, et l'élection doit être libre.

M. von Alvensleben demanda s'ils n'envisageraient pas la probabilité du cas où les indigènes n'arriveraient pas à une élection. Le parti de Malietoa pouvait dire qu'il avait élu son homme ; le parti de Tamasese pouvait dire : « Nous avons notre homme ; nous ne procéderons pas à une élection ». Il n'était pas invraisemblable de supposer, conformément au rapport, que les indigènes ne voudraient pas procéder à une élection. N'y aurait-il pas lieu de fixer une date avant laquelle l'élection devrait se faire ? Si elle ne se faisait pas dans le délai fixé, alors les trois Puissances s'entendraient pour le choix d'un roi.

M. Bayard dit qu'il ne voulait pas anticiper sur l'insuccès de l'élection ; mais c'était pour éviter toute difficulté qu'il avait proposé le maintien de Malietoa, auquel s'opposaient l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Sir Lionel West dit que son gouvernement n'avait exprimé aucune opinion contraire ou hostile à Malicha.

M. Bayard dit qu'il n'avait pas la plus légère objection à l'élection de Malicha si le peuple le choisissait. Pour le moment, cependant, il ne semblait pas qu'il eût de chance, si la déclaration de M. d'Alvensleben, qu'il avait pour lui une minorité peu importante, était exacte. Mais il y avait une différence d'opinion sur ce sujet.

M. Von Alvensleben demanda si le nouveau roi devrait être approuvé par les Puissances.

M. Bayard répondit : non ; que, tout au contraire, ce devrait être une élection libre.

M. Von Alvensleben demanda s'il n'aurait pas à être reconnu par les Puissances.

M. Bayard répondit : oui ; mais que l'élection devrait se faire librement et sans qu'on intervint.

M. Von Alvensleben dit que le peuple pouvait nommer le roi, et les Puissances le confirmer.

M. Bayard dit que ce serait donner virtuellement aux Puissances le contrôle de l'élection du roi ; que ce ne serait pas un choix des indigènes, s'il devait être soumis à l'approbation de quelque autre ; que l'objet du présent arrangement n'était pas d'annihiler les droits des insulaires, mais de les aider à constituer un gouvernement civilisé ; qu'une neutralisation virtuelle de ce groupe d'îles était désirable, et qu'elle devait être garantie par l'abstention des trois Puissances de tout contrôle spécial. Ce principe devait servir de base à toutes leurs propositions. Il y avait eu une proposition de l'Allemagne, qui avait eu jus-

qu'à un certain point l'approbation de l'Angleterre, et qui portait que la puissance ayant actuellement la prépondérance d'intérêts commerciaux devrait exercer une influence prépondérante.

M. d'Alvensleben dit : non commerciaux aussi, parce que les Allemands avaient les plus grands intérêts territoriaux.

M. Bayard dit que c'était là la prétention. Elle serait la suivante : que, parce que l'Allemagne avait la prépondérance des individus, du territoire et du commerce, elle devrait par suite avoir une prépondérance d'influence dans les conseils. Il lui semblait que cette proposition était en opposition avec le principe sur la base duquel ils se proposent de négocier, et qu'elle ne ferait que prendre corps au fur et à mesure que les Allemands feraient des progrès aux Samoa. C'est-à-dire, que le résultat suprême de l'admission d'un principe tel que celui-là et d'une négociation sur une pareille base, serait de faire des Samoa une possession allemande. Maintenant, cela est certainement en contradiction avec l'idée d'une neutralisation virtuelle des îles, idée qui avait été leur point de départ, et nullement conforme au plan convenu, même sur les points du plan qui sont convenus, et il parlait de cela maintenant parce qu'ils touchaient à la question de la nomination des grands fonctionnaires exécutifs, qui auraient un pouvoir plus actuel ou plus pratique par la surveillance des affaires, que tous autres. Il pouvait rendre cela plus clair en disant que l'Allemagne proposait d'avoir un premier ministre. Les Etats-Unis proposaient trois ministres — un des affaires étrangères, un des finances et du trésor, un de l'intérieur — qui régleraient les questions territoriales et autres ; ils proposaient aussi que ceux-ci fussent associés au roi et à un indigène, formant ainsi un conseil de nombre impair, où les trois Puissances y auraient une majorité, mais que ces fonctionnaires fussent séparés et nommés par le roi, le principe étant l'élection indigène sur nomination étrangère. L'idée allemande était que les Samoans devaient avoir un premier ministre qui serait le grand fonctionnaire exécutif et contrôlerait tout, dépositaire du pouvoir exécutif, et cela parce que l'Allemagne avait plus de territoire, de citoyens et de commerce que les deux autres Puissances.

Sir Lionel West dit : momentanément seulement.

M. Bayard dit : pour cinq ans comme base, avec renouvellement ensuite pour le même terme. La proposition était incompatible avec le principe d'après lequel ils veulent conclure un arrangement, parce qu'elle s'engageait sur le champ qui ne mène qu'à un seul point, et c'est la domination complète d'une seule Puissance.

M. Von Alvensleben dit que le gouvernement impérial désirait nommer et soumettre la désignation à l'approbation des deux autres Puissances, et qu'il leur donnait, par conséquent, toutes les garanties possibles.

M. Bayard dit qu'il désirerait attirer l'attention sur ce fait que l'importance de ces îles tient surtout à leur situation géographique. L'ouverture de la côte occidentale de l'Amérique du Nord à la civilisation et au commerce, grâce aux chemins de fer continentaux, a donné à ce groupe d'îles une importance qu'il n'avait pas eue auparavant, et, en outre, nous espérons tous la pénétration de l'isthme d'une manière ou d'une autre. Si cela se produit, il en naîtra pour ces îles un nouveau motif d'importance. La Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne, la France,

possèdent en ce moment les îles et les groupes de la Polynésie, et quelque chose de plus que de simples îles, la Grande-Bretagne a Fidji, la Nouvelle-Zélande et d'autres îles. Il ne dit rien du continent australien. La Grande-Bretagne est établie en Nouvelle-Guinée. L'Allemagne a le groupe Marshall et les îles Salomon. Elle a aussi un établissement, et un très important, en Nouvelle-Guinée. L'Espagne a les Carolines. La France prétend aux Nouvelles-Hébrides. Avec une vaste étendue de côtes sur le Pacifique, les Etats-Unis n'ont pas acquis un pied de terre dans cette région, mais ils furent les premiers, en tant que Puissance, à faire un traité avec les Samoans. Notre traité est antérieur aux autres, et il ne contenait aucun avantage particulier. Il y eut cession aux Etats-Unis, pour leur permettre l'usage d'une station de vaisseaux et de charbon du port de Pango-Pango, lequel est maintenant ce qu'il était à l'époque où il fut cédé. Il lui semblait qu'il était également utile à l'Allemagne et aux autres nations commerciales et aux Etats-Unis qu'il y eût une ligne générale d'action tendant à garantir la neutralisation de ce groupe d'îles. Il n'y a pas que la simple valeur matérielle actuelle du sol ou des productions, et c'était pour cette raison que les Etats-Unis désiraient voir ce groupe d'îles garanti à l'usage commun des nations, et que les Etats-Unis devraient recevoir l'aide effective de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne dans leurs efforts pour faire triompher aux Samoa leurs conseils en faveur du gouvernement proposé. Il ne voulait pas entrer dans une comparaison de l'importance relative du commerce du Pacifique pour les Etats-Unis ou pour d'autres. L'intérêt des Etats-Unis était très-grand et tout à fait égal à n'importe quel autre, et peut-être à quelques égards plus grand, parce que les Etats-Unis sont moins éloignés que la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, et qu'ils ont besoin dans cette région de quelque chose, comme postes avancés, que ces deux pays ont déjà acquis. La politique des Etats-Unis n'est pas pour donner la plus légère alarme aux intérêts commerciaux de n'importe quel autre pays. La politique de ce gouvernement, en ce qui concerne l'acquisition de points éloignés, a été assez bien définie, et c'était pour cette raison que le gouvernement des Etats-Unis était plus désintéressé en raison de sa politique et en raison de sa situation dans cette question, que peut-être aucun autre gouvernement d'importance égale et ayant les mêmes intérêts en vue dans le commerce du Pacifique. L'Allemagne avait proposé de procéder la première à la nomination parce que, pour le moment, elle avait un plus grand total de territoire, d'hommes et d'argent. Il ne savait pas quel serait le jugement de la commission territoriale en ce qui concerne les réclamations de l'Allemagne.

M. Von Alvensleben dit que s'il y avait des changements, ils seraient de très peu d'importance, parce que tous les titres de propriété des Allemands avaient été vérifiés par des inspecteurs envoyés d'Allemagne. Le total de la propriété allemande en terres cultivées dépassait six fois la terre possédée par d'autres nations.

M. Bayard dit qu'il avait, à tous rapports, l'impression que la culture de la terre avait été faite largement par les Allemands. Quels droits ils avaient sur ces terres, il ne voulait pas le dire, parce qu'il ne le savait pas. Ce qu'il voulait dire, c'est que la raison du principe d'où ils parlaient était logiquement en faveur de la nation qui n'était pas disposée,

et qui ne pouvait pas être disposée par sa politique à gagner aux Samoa une influence prépondérante.

Se reportant à la question des terres, M. Bayard ajouta que, par respect des coutumes indigènes, il avait proposé que le Tribunal territorial fût composé de trois étrangers, nommé par chacune des Puissances, et de deux indigènes, mais le plan soumis par M. d'Alvensleben proposait seulement trois étrangers.

M. Von Alvensleben dit que c'était seulement une commission territoriale chargée de débayer le terrain au tribunal.

M. Bayard n'apercevait pas l'utilité de cette commission.

M. Von Alvensleben dit que le rôle de la commission serait de faire des enquêtes.

M. Bayard dit qu'il n'en voyait pas la nécessité. Le Tribunal territorial proposé par lui pourrait réclamer les papiers, examiner les témoignages et rendre le jugement.

M. Von Alvensleben dit que la commission était destinée à examiner tous les actes et, autant que possible, à régler les questions des titres, ne laissant au tribunal que les titres desquels elle n'était pas satisfaite.

M. Bayard pensait que ces deux fonctions n'avaient rapport qu'à un seul objet, et qu'un seul corps serait plus simple, et pourrait traiter l'affaire avec autant de certitude et de justice que s'il y avait une commission pour examiner et un tribunal ensuite pour juger.

Sir Lionel West dit qu'on voulait faciliter l'action du tribunal en instituant la commission.

M. Bayard dit que ce n'était pas là une question compliquée, et que si on établissait bien le tribunal, avec des hommes à l'esprit droit, qui observeraient la justice dans leurs rapports entre eux-mêmes et entre eux et le peuple, ils iraient avec plus de célérité et de stabilité que s'il y avait deux corps. Deux corps différents amèneraient deux règles de décision.

M. Von Alvensleben exprima l'avis que des principes généraux devraient être établis, et qu'il y aurait appel de la commission territoriale au tribunal, dont les décisions seraient définitives. Il demanda aussi comment on pourrait faire les enquêtes.

M. Bayard dit que le champ à percevoir n'était pas étendu, et qu'il n'y avait pas une fonction qu'une commission pouvait remplir que le tribunal ne pût également remplir.

M. Von Alvensleben demanda ce que M. Bayard proposait à la place de la proposition allemande d'un conseiller auprès du roi, et lut, à l'appui de la proposition de son gouvernement, les remarques suivantes :

« L'opinion du gouvernement impérial allemand qu'une amélioration durable de la situation des îles Samoa ne peut être attendue du gouvernement indigène qui existe pour le moment, mais seulement d'une intervention étrangère, a été renforcée par les rapports des commissaires spéciaux, rapports qui sont maintenant soumis à la conférence. Cette intervention ne peut s'effectuer avec chance de succès par une tentative des consuls des trois Puissances contractantes à Apia pour affirmer leur influence aux yeux des autorités samoanes. L'histoire des dix dernières années montre que cette façon de faire ne conduit qu'à des rivalités entre les représentants étrangers, et augmente la faiblesse du gouvernement indigène. Pour la même raison, on n'aurait aucune chance de suc-

cès si on essayait d'améliorer l'état actuel des affaires en appelant les trois consuls simultanément à l'administration samoane. Il n'y a qu'une façon de faire qui permette d'affirmer l'influence étrangère aux yeux du gouvernement samoan, influence si nécessaire à l'intérêt général, et c'est de placer un fonctionnaire étranger à la tête de l'administration, et de l'investir de droits et de pouvoirs suffisants pour prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la paix et de l'ordre, aussi bien que pour le développement prospère du commerce et des relations. Comme l'autorité de ce fonctionnaire doit être évidente, sans nulle équivoque possible, aussi bien aux étrangers qu'aux indigènes, il est convenable que sa nomination ne soit pas abandonnée au gouvernement samoan, mais soit faite en vertu d'un accord entre les Puissances contractantes. En même temps, il semblerait bon que la nation qui a à protéger les plus grands intérêts aux Samoa eût le droit de nommer le fonctionnaire dont c'est le devoir de contrôler le gouvernement indigène. Que l'Allemagne soit la Puissance qui a les plus grands intérêts, nul ne le nie. Si on prend en considération les dimensions et la valeur des intérêts allemands représentés aux Samoa, et le grand crédit que mérite l'Allemagne pour avoir amené les Samoa à leur état actuel d'importance, on ne peut franchement contester que l'Allemagne doit être reconnue par les autres Puissances comme ayant droit à exercer ce mandat. L'Allemagne, ou mieux ses sujets, paient seuls la moitié de toutes les taxes. La valeur du commerce allemand avec les Samoa, sans compter le Pacifique sud, est le double du commerce anglais et américain. Les sujets allemands possèdent aux Samoa presque le double de terrain inculte et près de six fois autant de terre cultivée. On ne peut donc s'attendre qu'elle consente à rester plus ou moins exclue du contrôle effectif du pays et le voir passer à l'un ou à l'autre des pays qui ont de moindres intérêts!

M. Bayard exprime l'avis que M. d'Alvensleben craignait à tort un dessein quelconque d'exclusion. Au contraire, l'égalité parfaite était proposée. Cela n'affecterait en rien la question des droits des sujets allemands ou leur propriété. L'idée des Etats-Unis était qu'il devrait y avoir une seule loi pour tous, et qu'aucune Puissance n'aurait plus qu'une autre le contrôle de ces questions.

M. Von Alvensleben pensait qu'il était plus naturel que la Puissance qui avait les plus grands intérêts dût aussi, après avoir donné toutes les garanties aux autres Puissances, exercer le plus de contrôle et être la plus responsable.

M. Bayard dit qu'à son avis ce raisonnement laissait entièrement de côté le principe sur lequel s'appuyait toute la négociation ; à savoir que le gouvernement indigène doit préserver sa propre existence, tandis que l'Allemagne prétend tout le contraire. L'idée des Etats-Unis était qu'il devait y avoir égalité de droit entre toutes les Puissances.

M. Von Alvensleben dit que c'était bien là ce qu'il fallait. Les Puissances devaient avoir égalité de droit.

M. Bayard dit qu'un autre caractère de sa proposition était qu'il n'y était nullement question de la continuation de l'intervention des consuls dans le gouvernement du pays, sauf en ce qui concerne les personnes ou les intérêts de leurs nationaux.

M. Von Alvensleben dit qu'il introduisait les trois consuls afin de montrer que la proposition des trois ministres, faite par M. Bayard, serait

équivalente à un gouvernement tripartite; que les trois représentants reviendraient presque à la même chose.

M. Bayard dit que jusqu'à présent les trois consuls avaient été reconnus comme trois égaux coopérant à un même but, et que l'Allemagne ne pouvait certainement pas se plaindre du résultat de cette façon de faire, parce que sa prépondérance était allée toujours en augmentant, et que l'intervention du consul allemand dans les affaires de Samoa avait été très marquée, comme il pourrait le faire voir s'il se reportait aux dépêches du vice-consul américain. Il n'y avait, cependant, eu dans son plan aucune proposition pour qu'on maintint davantage un gouvernement consulaire. Il désirait quelque chose qui mît fin à l'injustice de laquelle, dit-on, ce peuple a été victime. Il n'est pas convenable que les trois Puissances soient dans un groupe d'îles où les revendications territoriales de leurs citoyens dépassent l'étendue de ces îles. M. Thurston, le commissaire anglais, avait mis ce point en pleine lumière quand il disait qu'on punissait sévèrement ce peuple d'actes qui étaient le résultat et la conséquence nécessaire du genre de gouvernement qu'il avait enduré.

Sir Lionel West dit que son gouvernement semblait incliner vers un contrôle étranger parce qu'il croyait que, sans ce contrôle, il ne pourrait y avoir de gouvernement stable. M. Bates établit ce point clairement dans son rapport. M. Thurston déclare que, sans cette intervention, il est impossible d'établir un gouvernement stable, et son gouvernement consentait à ce que ce contrôle fût exercé par une personne désignée par une des trois Puissances comme mandataire des deux autres.

M. Bayard demanda quelles étaient ses vues relatives aux tribunaux indigènes et aux amendes pécuniaires.

Sir Lionel West dit qu'il pensait qu'on tomberait d'accord sur ces différents points.

M. Bayard demanda ce que les représentants de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne pensaient de sa proposition relative aux titres de propriété qui se baseraient sur des ventes d'armes à feu, etc.

Sir Lionel West dit que son gouvernement était disposé à appuyer cette proposition.

M. Von Alvensleben dit qu'il ne pensait pas que la proposition eût été faite avec un sens si large. Les mots considération « immorale » et « illégale » avaient été employés. Il était difficile de définir ce qui était immoral.

M. Bayard dit qu'il ne refusait pas de le définir.

M. Von Alvensleben dit que si on entendait par là les armes à feu, cela ne touchait pas absolument les Allemands.

Il avait pu, cependant, arriver que ces peuples ne voulussent pas réellement recevoir de l'argent s'ils pouvaient avoir des armes à feu. S'il était démontré qu'ils abandonnaient réellement leurs terres, ils devraient recevoir une somme d'argent additionnelle. Il proposait qu'on prit en considération ce qui avait été payé, et que si c'était trop faible, le tribunal ou la commission territoriale pût fixer une somme additionnelle.

M. Bayard posa des questions sur la proposition de confier les offices inférieurs, ceux qui intéressent les indigènes mêmes, à des indigènes et non à des étrangers.

Sir Lionel West dit que c'était une question difficile, mais qu'en principe les fonctionnaires devaient être indigènes.

M. Bayard dit que ce serait un grand moyen d'éducation indigène, et que les indigènes devaient se former à se gouverner eux-mêmes.

Sir Lionel West demanda s'il ne voyait pas là une excellente raison d'établir le contrôle étranger.

M. Bayard dit que l'assistance étrangère et le gouvernement indigène devaient se combiner. C'est pourquoi il avait proposé que dans le conseil royal, il y eût trois étrangers, un ministre des affaires étrangères, un de l'intérieur et un du trésor. Ces ministres auraient sans doute voix prépondérante, mais ils seraient assistés de deux indigènes. L'un pourrait être Allemand, un autre Anglais, et un autre Américain. Leurs fonctions seraient, pour une large mesure, indépendantes, et doivent l'être.

M. d'Alvensleben demanda s'ils seraient choisis par les Puissances.

M. Bayard dit : oui.

M. d'Alvensleben dit qu'il serait difficile de trouver aux Samoa trois personnes qui n'auraient pas été mêlées à ce qui s'y était fait, et que si on les choisissait ainsi, il craignait qu'elles ne pussent se dégager de l'influence de leur nationalité.

M. Bayard dit que s'il n'y avait qu'une seule personne, elle ne pourrait pas se mettre au-dessus de cette influence, mais que s'il y avait trois personnes, avec des fonctions distinctes et différentes, elles se contendraient l'une l'autre. Mais si le représentant de l'une des Puissances agissait simplement par esprit de parti, son gouvernement devrait l'écarter. On devrait adopter sur ce point les dispositions les plus commodes, et les Etats-Unis avaient déjà fait dire qu'ils étaient tout prêts à agir promptement.

M. d'Alvensleben dit qu'il avait pour instructions de soumettre à la conférence, pour faciliter ses travaux, un plan de convention entre les trois Puissances, un memorandum sur les discussions territoriales et un sur la question financière. Ces documents étaient, respectivement, les suivants (1).

Plan de convention entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique au sujet des îles Samoa.

Les gouvernements de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et des Etats-Unis d'Amérique, inspirés du désir d'établir un meilleur état de choses aux îles Samoa, se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

Article premier. — Une nouvelle élection du roi aura lieu aux Samoa, et dans ce but une réunion des chefs de tous les districts des îles Samoa qui participent à cette élection sera convoquée dans les deux mois à partir du jour de la conclusion de cette convention.

Le roi pourra être nommé à vie ou pour un certain nombre d'années ; sa nomination devra être confirmée par les trois Puissances contractantes.

Art. II. — L'administration des affaires ordinaires des îles Samoa sera confiée au roi assisté d'un conseil composé de représentants des différents districts ; la convocation et la composition détaillée de celui-ci seront réservées pour faire l'effet d'un arrangement ultérieur.

(1) Ces pièces, lues en allemand à la conférence, sont traduites en anglais dans le document que nous traduisons nous même.

Art. III. — La Puissance contractante qui au moment présent a des intérêts prépondérants aux Samoa désignera, concurremment avec les deux autres Puissances, un représentant qui devra être investi des fonctions de conseiller auprès du gouvernement samoan.

Il sera d'abord désigné pour une période de cinq années, et, à l'expiration de cette période, une nouvelle nomination devra avoir lieu pour le même temps et dans les mêmes conditions.

Dans le cas où les fonctions du représentant deviendraient vacantes durant la période de cinq ans par la mort, la démission ou toute autre cause, un autre fonctionnaire devra être désigné de la même façon, pour occuper la place pendant le reste dudit terme.

Le représentant, en tant que mandataire des trois Puissances contractantes, sera chargé du soin de contrôler les mesures nécessaires au maintien efficace de la paix et de l'ordre en général, et spécialement à la sécurité des plantations, habitations et autres propriétés des sujets étrangers aux Samoa.

Art. IV. — La convention relative à l'établissement d'une municipalité à Apia, conclue entre l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats Unis, le 22 septembre 1879, et prorogée pour une période indéfinie le 29 septembre 1883, prendra fin le

Article V. — L'égalité absolue de traitement en ce qui concerne le commerce, la navigation, la juridiction et autres affaires sera assurée aux trois Puissances traitant, et à leurs sujets et citoyens à Samoa.

Article VI. — En vue de l'examen des débats concernant la terre, et la décision à prendre, à leur sujet, une Commission sera établie, devant laquelle seront portées toutes les réclamations se rapportant à la terre, et cela dans un délai donné. Il y aura appel de la décision de cette Commission à une Cour spéciale chargée des questions de terrain, dans un délai qui ne dépassera pas trois mois. La composition et la juridiction de la Commission et de la Cour sont déterminées dans l'annexe I.

Article VII. — Afin de trouver les fonds nécessaires pour l'administration convenable des Iles Samoa et pour le développement du trafic, du commerce et de la navigation avec l'étranger, le gouvernement de Samoa aura le droit de lever les impôts et taxes spécifiés dans l'annexe II.

Article VIII. — Les traités d'amitié, de commerce et de navigation entre les trois Puissances et Samoa, seront maintenus, et on ne les modifiera aucunement, sans le consentement de la Puissance que cette modification affecterait.

Article IX. — A cette occasion les Gouvernements des trois puissances contractantes renouvellent et confirment leurs déclarations précédentes, au sujet du maintien de l'indépendance et de la neutralité des Iles Samoa.

Discussions territoriales.

Les débats concernant la possession véritable et l'acquisition de terrains à Samoa, demandent une étude spéciale.

Ce genre de débats sera enlevé à la juridiction des Consuls, comme à celle du grand commissaire anglais respectivement. Il est conforme aux principes usuels de la justice que des débats touchant à la possession immobilière soient réglés par les lois et par les Cours du pays dans lequel se trouve situé l'objet du débat. Dans le cas actuel cependant, il faut

encore prendre en considération ce fait, que, par suite de l'absence de toute prévision légale quant aux conditions, exigences et formalités nécessaires pour le transfert valide de la terre, par suite aussi de l'extrême complication qui existe au sujet de la propriété, des irrégularités ont pu se produire, il se peut même que des actes d'injustice aient été commis, une décision impartiale basée sur un examen sérieux et une investigation complète de l'affaire est donc absolument indispensable. De tels débats doivent être réglés par un procédé uniforme et selon des principes uniformes qui doivent être arrêtés auparavant par les Puissances contractantes, avec le consentement du gouvernement de Samoa, par une autorité devant être instituée à cet effet, et en dernier lieu par une *land court* devant être également créée à cet effet. Il paraîtrait convenable, après avoir établi les principes généraux sur lesquels la décision, touchant la validité des transferts de terrains doit être basée, de nommer une Commission de trois membres, chacune des trois Puissances contractantes devant en nommer un. Toutes les réclamations faites par des étrangers concernant la terre dans les Iles Samoa doivent être déposées devant cette Commission dans un délai donné, les réclamations doivent être accompagnées par les titres et autres documents, ou des copies dûment légalisées, s'y rapportant.

Les membres de cette Commission sont nommés par le gouvernement de Samoa, sur la proposition des Puissances contractantes, et recevront des salaires dont le montant sera fixé préalablement par le gouvernement de Samoa. Une partie des dépenses causées de la sorte sera couverte par des honoraires que devra lever la Commission pour ses travaux d'après un tarif déterminé ; le reste sera prélevé sur les dépenses générales de l'Administration, car il ne serait pas juste que la propriété foncière eût à supporter seule le total d'une dépense considérable, se montant probablement au moins à plus de 30,000 livres sterling.

La présidence de la Commission serait, d'après la situation des affaires, attribuée au représentant de la Puissance qui a les plus importants intérêts dans le pays.

Tant que les titres de propriété ne laisseront pas en eux-mêmes place au doute quant à la légalité de l'acquisition, toutes les terres acquises avant la conclusion des traités allemand-samoan et anglais-samoan, respectivement, c'est-à-dire avant le 24 janvier et le 28 août 1879, respectivement, et aussi, aux mêmes conditions, toutes les terres qui, dans les deux ou trois dernières années, ont été mises en culture par le nouveau propriétaire, seront enregistrées comme valablement acquises sans préjudice des réclamations de tierces personnes. D'autre part, l'acquisition ne sera pas regardée comme légale, et l'enregistrement sera provisoirement refusé dans les cas où le réclamant ne peut fournir comme preuve de son acquisition qu'une soi-disant promesse de vente, aussi bien que dans les cas où la terre n'a pas été expertisée dans les deux ou trois années qui suivent la conclusion de la vente, où le titre de vente ne contient pas de description précise des limites du terrain vendu, où, à l'époque de la conclusion du contrat, le prix de la terre n'a pas été complètement payé au vendeur, sans préjudice, cependant, du droit du réclamant de demander une décision judiciaire. La Commission sera investie du droit de citer, devant elle, par l'intermédiaire des autorités locales, pour les besoins de l'enquête, et d'entendre, comme témoins, les ven-

deurs et toutes autres personnes qu'elle croira capables de fournir des renseignements. Une question très importante, spécialement relative aux discussions territoriales entre étrangers, concerne la détermination du droit de propriété et de disposition de la terre vendue, du côté des vendeurs indigènes. Nombre de cas se présenteront où une seule et même pièce de terre aura été vendue par différentes personnes, s'intitulant propriétaires, à plusieurs parties, ou bien où des pièces de terre auront été vendues par des personnes dont les droits de propriété et de disposition sont discutés par d'autres Samoans. Dans ce cas, la Commission pourra, par l'intermédiaire du Gouvernement local du district dans lequel est la terre en question, instituer une Commission indigène pour fixer le droit de propriété du vendeur et pour soumettre le résultat de ces enquêtes, ainsi que les motifs à l'appui, à la Commission étrangère ; cette décision, cependant, ne devra pas enchaîner la Commission étrangère. Ces Commissions indigènes devraient aussi être chargées d'étudier, et, au besoin, de régler les discussions territoriales entre les Samoans eux-mêmes. Les pièces de terre qui, depuis dix ans ou plus, sont cultivées sans discussion, ou du moins utilisées par des étrangers, seront, sans autre enquête, regardées comme légalement possédées ou acquises par prescription.

Les réclamations de tierces parties, sur ces morceaux de terre, seront soumises à la décision judiciaire seulement alors, et à condition que, conformément aux dispositions relatives à l'interruption de la prescription, la réclamation territoriale aura été faite au détenteur actuel, par écrit, au moins une fois dans la période de dix ans. La Commission étrangère doit en outre être autorisée à rendre une décision provisoire dans les discussions relatives à la possession et à la propriété des terres, ou à faire un arrangement à l'amiable. Le plaident aura le droit d'en appeler des décisions de la Commission, ou de réclamer une décision judiciaire du tribunal territorial. Toutes les fois que des Samoans seront impliqués comme parties dans ces discussions, la Commission étrangère demandera la coopération d'un chef Samoan qui devra être nommé par le Gouvernement du district où est la terre, ou du juge Samoan à Apia.

Le règlement définitif des discussions territoriales est fait par la décision judiciaire du tribunal territorial. Celui-ci se compose d'un juge, nommé par le gouvernement Samoan, et du consul ou d'un des principaux nationaux du plaident.

Il n'y a pas d'appel des décisions de ce tribunal.

Finances. — Estimation du budget annuel. — Revenus.

	Dollars.
1. Taxe de capitation sur les indigènes.....	37.500
2. Taxe de propriété sur les bateaux (250 à 4 dollars).....	1.000
3. Taxe de propriété sur les armes à feu (500 à 2 dollars).....	1.000
4. Taxes sur les maisons et les terrains employés pour le commerce, 1 0/0 <i>ad valorem</i>	»»
a. Revenus actuels de la municipalité.....	2.600
b. Augmentation sur laquelle on peut compter sur le champ....	1.300
c. Maisons et biens en dehors d'Apia.....	2.000
5. Taxes de contrôle sur toutes les catégories de travailleurs aux plantations (1,000 à 2 dollars).....	2.000
6. Droits d'importation sur les travailleurs (250 à 5 dollars).....	1.250

7. Droits d'enregistrement des actes de vente 1 0/0 du prix de vente.	500
8. Droit de timbre sur les documents relatifs aux transferts de propriété, 1 0/0 du prix de vente.	1.000
9. Taxe commerciale.	»»

I. Entreprises commerciales

a. Recettes de la municipalité.	720
b. Augmentation attendue.	1.000
c. Affaires en dehors d'Apia (30 à 40 dollars).	2.000
d. Navires de commerce.	»»
A. Recettes actuelles de la municipalité.	120
B. Par augmentation des droits existants.	480

II. Artisans, Employés et Professions libérales.

a. Recettes actuelles de la municipalité.	420
b. Augmentation de recettes due à l'émigration.	800

III. Travailleurs blancs.

a. Domestiques et ouvriers de factoreries (100 à 5 dollars).	500
b. Travailleurs indépendants (100 à 5 dollars).	500
10. Droits de patentes de tavernes.	»»
a. Recettes actuelles de la municipalité.	775
b. Augmentation et immigration.	1.000
11. Droits statistiques de commerce.	»»
a. Droits généraux sur l'importation des marchandises, 1 0/0 <i>ad valorem</i> , en 1885, 4,686 dollars, 13 cents	4.686
b. De l'augmentation des importations qu'on peut prévoir, environ 20 0/0.	937
c. Droits généraux sur les exportations.	»»
A. Copra : 3,000 tonnes à 1 dollar.	3.000
B. Coton : 200,000 livres à 50 cents par 100 livres.	1.000
C. Café : 15,000 livres, 7,500 dollars, 2 0/0.	150
12. Douanes.	»»
a. Droits d'importation sur les spiritueux.	»»
A. 2,000 fûts de bière, à 1 dollar.	2.000
B. 3,000 gallons de brandy, à 2 dollars.	6.000
C. 1,500 gallons de vin, à 2 dollars.	3.000
b. Droits d'importation sur les armes, 200 à 2 dollars.	400
c. Droits d'importation sur la poudre et les munitions, 1,500 livres à 25 cent.	375
13. Droits de pilotage.	»»
a. Recettes actuelles de la municipalité.	2.400
b. Augmentation prévue.	600
14. Droits de quarantaine.	»»
a. Recettes actuelles de la municipalité.	250
15. Frais de justice.	2.000
16. Amendes.	»»
a. Recettes actuelles de la municipalité.	800
b. Augmentation prévue à l'intérieur de la municipalité.	400
c. En dehors de la municipalité et dans toutes les îles Samoa.	2.000
17. Recettes postales.	1.000
Total, dollars.	89.463

Finances.

En dressant le budget inclus des recettes, on s'est attaché en principe à laisser à Samoa le caractère d'un pays de libre échange. En dehors de ce fait que, dans l'article III du traité de commerce entre les Etats-Unis

d'Amérique et les Samoans, il est stipulé l'exemption de droits de toute espèce pour les cargaisons de tous les navires américains, l'introduction de droits purement financiers (*Finanzzolle*) ne paraissait pas à souhaiter dans l'intérêt du développement libre et sans entrave du commerce samoan. D'autre part, on ne pouvait élever aucune objection contre la prise en considération d'un faible droit statistique au taux de 1 0/0 *ad valorem* sur les marchandises importées dans les îles, pas plus que contre celle d'un droit environ au même taux sur les marchandises exportées de Samoa. Pour le moment, le copra, le coton et, dans une faible mesure, le café, sont seuls en question. Ce n'est que pour les spiritueux, les armes et les munitions que des droits d'importation réels ont été introduits dans le budget. La consommation d'eau-de-vie, surtout par les indigènes, sera entravée de cette façon. Pour arriver à l'uniformité, un droit d'importation sera mis aussi sur le vin et la bière, deux articles de consommation qui ne sont employés que par les classes plus aisées, et qui peuvent supporter aisément une taxe comparativement un peu élevée. L'importation des armes sera aussi restreinte par les droits imposés. On peut bien prendre pour acquis que le Gouvernement des États-Unis donnerait aussi son consentement aux taxes proposées et aux droits statistiques.

En outre, le budget des recettes a été élaboré sur le modèle des arrangements actuels, et le plus grand nombre des articles ont été basés sur les taxes levées jusqu'ici par l'administration municipale d'Apia. On a apporté beaucoup de soin au calcul des augmentations qu'on peut attendre d'un commerce plus développé, et on peut dire en général que les articles ont été fixés à un taux très faible. Les taxes sur les indigènes ont de même été basées sur le patron des institutions existantes. Plus de 20,000 dollars ont été levés par le gouvernement de Tunma seul au moyen d'une taxe de capitation payée par les districts. Le gouvernement de Malietoa a aussi tenté de lever une taxe de capitation, sans succès, il est vrai. La faute, cependant, n'est ni au système d'imposition ni au taux de la taxe, mais exclusivement à la faiblesse et à l'inaction du gouvernement et à l'absence de l'appareil administratif nécessaire. La taxe sur les indigènes paraissait celle à laquelle on pouvait faire le moins d'objections, puisque l'élément indigène est, à ce qu'il semble, appelé le premier à jouir des avantages du nouveau gouvernement, et, en outre, que, d'après le plan proposé, une partie considérable des taxes levées sera employée à payer les salaires et les rémunérations des fonctionnaires Samoans.

En ce qui concerne les différents articles des recettes, on peut faire les remarques qui suivent :

Article premier. — Capitation sur les Samoans : 37,000 dollars. La population des îles Samoa, à l'exception du groupe Manua, peut actuellement être estimée à environ 33,000 ou 35,000 âmes. La somme totale de la taxe de capitation représente donc, environ, 1 dollar 10 par tête, en comptant la population entière, et environ 3 dollars par tête, en ne comptant que la population mâle adulte. Les Samoans ont parfaitement conscience de leur obligation de contribuer aux revenus publics par une taxe de capitation. Elle est entrée dans la pratique depuis plusieurs années, bien que, comme on l'a déjà observé, elle n'ait pas été régulièrement levée. En 1872, une taxe de capitation de 1 dollar pour les adultes mâles,

de 50 cents pour les jeunes gens, et de 25 cents pour les enfants mâles, sans distinction d'âge, fut établie pour couvrir les frais d'achats d'armes. La fixation du taux par tête ne serait que comme mesure pour le calcul de la taxe. Le gouvernement à Leulumoega a, deux fois, l'année dernière, imposé une taxe de 1 dollar par tête sur la population mâle. La taxe fut levée par districts et remise au gouvernement. L'ambition des différents districts de payer des contributions aussi fortes que possible, conduisit à ce résultat que la somme totale des taxes actuellement payées était considérablement en excédent sur la somme qu'on espérait d'après le taux de 1 dollar par tête de la population mâle.

Si le Gouvernement a actuellement levé, dans ses districts seuls, plus de 20,000 dollars par an, par une taxe de capitation, l'inscription au budget, pour l'ensemble des Samoans, de 37,000 dollars, peut difficilement être considérée comme excessive, d'autant moins que les îles, sans compter le rendement des plantations allemandes, produisent maintenant, en copra seulement, 3,000 tonnes, et pourraient produire, avec un accroissement modéré d'activité auquel l'obligation de payer les taxes peut bien donner l'élan nécessaire, une quantité beaucoup plus grande, sur la production de laquelle la population ne compte pas pour vivre.

A Tonga, par exemple, avec une population de 20,000 âmes, on lève, par an, une capitation de 60,000 dollars.

En pratique, il serait bon de répartir la taxe totale parmi les différents districts proportionnellement au chiffre de la population mâle, et de charger le Gouvernement du soin de la lever.

Les taxes devront être payées en argent. Les paiements en nature nécessiteraient une organisation compliquée, qu'il vaut mieux éviter au début de l'établissement d'une administration. Le système des paiements en argent, qui existe aux îles Tonga, a, de plus, fonctionné d'une façon satisfaisante, tandis qu'à Fidji, le système des paiements en nature a donné des résultats moins bons. En outre, les Samoans sont accoutumés à payer leurs impôts en argent. Pour des raisons politiques, on pourrait peut-être prendre en considération le paiement des impôts effectués par une remise d'armes au lieu d'argent.

Articles 2 et 3. — Les bateaux et les armes à feu sont les sujets convenables d'un impôt sur la propriété. Les taux indiqués sont fixés à un tarif excessivement bas. On peut bien compter qu'il y a plus de 2,000 fusils dans le pays. Au début, cependant, le paiement des taxes sera fréquemment éludé.

Impôt foncier.

Art. 4. — La taxe territoriale sur les maisons et sur le reste de la propriété réelle servant à des usages commerciaux, taxe déjà en vigueur à Apia, peut être maintenue au même taux de 1 0/0 *ad valorem* ; cependant, elles n'ont donné lieu à aucun motif de plaintes. Les revenus s'augmenteront considérablement par une évaluation plus exacte des valeurs foncières, aussi bien que par l'accroissement de l'activité apportée à construire par les étrangers qui, on peut l'espérer, arriveront en grand nombre par suite de l'établissement d'un état de choses régulier. La valeur des maisons et autres établissements en dehors d'Apia est fixée, d'après une évaluation soigneuse, à 200,000 dollars. On ne songe pas à

établir un impôt direct sur les plantations, qui sont déjà atteintes indirectement par d'autres impôts, tels que les droits levés pour le contrôle des travailleurs (*Arbeitercontrollgebühren*), ou ceux mis sur l'importation des travailleurs et l'exportation des produits; de plus, il semble qu'il soit de l'intérêt du Gouvernement d'encourager la culture des plantations.

Articles 5 et 6. — Droits de contrôle (*Kontrollsteuern*) sur toutes les sortes de travailleurs dans les plantations et droits d'importation sur les travailleurs. Il semble juste qu'une taxe soit levée pour le contrôle exercé par les autorités sur les travailleurs; de même, une taxe sur chaque travailleur étranger importé, se justifie.

Articles 7 et 8. — Une évaluation des revenus à tirer des droits levés pour l'enregistrement des contrats de vente, ainsi que d'un droit de timbre levé au taux de 1 0/0 *ad valorem* sur tous les documents relatifs au transfert de la propriété, est presque impossible; mais, en tout cas, les chiffres établis sont estimés à un taux très bas.

Art. 9. — Impôt sur les professions (*Gewerbesteuer*).

La municipalité d'Apia lève un impôt de commerce sur toutes les affaires commerciales, sur les navires occupés au commerce, sur les artisans, et sur les employés de commerce. Il est bon de maintenir ces impôts. Une évaluation plus soignée, l'immigration des étrangers, et la taxe de tous les commerces exercés en dehors d'Apia, auront probablement pour résultat une augmentation de recettes, plus grande que celle qui est prévue dans le budget. On doit faire une mention spéciale des navires qui touchent au port d'Apia dans un but de commerce (navires de commerce). Ils n'ont pas, approximativement, les mêmes dépenses matérielles que les marchands résidant à Apia; ils font circuler leur capital plus rapidement et ils n'ont à payer, par les règlements en vigueur, qu'un simple impôt de 10 dollars. Pour la protection de l'industrie indigène, il est désirable que les vaisseaux de cet ordre soient assujettis à un impôt cinq fois aussi élevé.

Dans l'article 9, paragraphe III, mention est aussi faite d'un impôt de commerce sur les travailleurs blancs.

Art. 10. — Le droit d'autorisation d'ouverture de taverne donne maintenant, à la municipalité, un revenu de 775 dollars. Par une élévation du taux de cette taxe aussi bien que par une augmentation du nombre des tavernes, augmentation sur laquelle on peut compter, par suite de l'affluence plus grande des étrangers, un accroissement de recettes, jusqu'à concurrence de 1,000 dollars, peut être prévu, et d'autant plus que les tavernes établies, en dehors d'Apia, seront maintenant assujetties à l'impôt.

Articles 11 et 12. — Les taux fixés dans les articles « Impôts commerciaux statistiques sur les importations et les exportations » et « Droits d'importation », ont été établis après une étude soigneuse des statistiques connues jusqu'ici, et d'après le principe qu'un impôt aussi faible que possible doit peser sur le commerce. Pour les importations, un droit de 1 0/0 *ad valorem* semble convenable; l'impôt sur les produits exportés sera d'environ 1 1/2 ou 2 0/0. Dans le budget, esquissé par un Américain, M. Moore, il est question d'une taxe de 3 0/0. Le taux plus faible, de 1 0/0, fixé ici, couvre tous les frais de l'administration des douanes. La perception de la taxe peut être confiée au commandant du port. Cela

revient à dire qu'Apia doit être déclaré le seul port d'entrée, arrangement qui ne sera trouvé gênant par personne, et qui sera utile aussi pour le contrôle de la navigation.

Articles 13 à 17. — En ce qui concerne les droits de pilotage, on croit qu'ils subiront une légère augmentation. C'est ce qui, en fait, est résulté du nouveau service à vapeur allemand, et se produira bien plus encore par suite de l'accroissement de la navigation, qui est à prévoir. Les frais judiciaires et les amendes ne peuvent être approximativement calculés. Les évaluations fixées semblent très faibles. Les recettes à tirer du service postal ont été calculées d'après les rapports statistiques du directeur des postes municipales d'Apia.

M. Von Alvensleben demanda pour combien de temps le roi serait choisi, et émit l'avis que, sur ce point, on pourrait s'en remettre aux indigènes.

M. Bayard dit que tel était son avis; il préférerait suivre les coutumes et traditions samoanes.

M. Von Alvensleben dit qu'il pensait que son Gouvernement ne s'opposerait pas à un vice-roi, mais il voulait, pour le moment, réserver son opinion sur ce point.

Sir Lionel West dit que son Gouvernement pourrait faire des objections.

La Conférence s'ajourna alors à une époque qui serait fixée plus tard.

T. F. BAYARD.

ALVENSLEBEN.

L. S. SACKVILLE WEST.

Protocole de la troisième Conférence sur les Samoa.

(Confidentiel.)

Département d'Etat.

Washington, 9 juillet 1887.

M. Bayard dit qu'à la dernière réunion M. Von Alvensleben semblait retirer ou atténuer son objection au Faipule. En vue de simplifier le Gouvernement, et disposé qu'il était à faire toutes les concessions possibles pour en venir à un arrangement, il n'avait pas insisté sur ce point, et il désirait savoir quelles idées M. Von Alvensleben approuverait en ce qui concerne le Faipule.

M. Von Alvensleben dit qu'il avait été convenu qu'il y aurait un roi et un Conseil de chefs indigènes. Il pourrait être bon, au lieu de maintenir le Taimua tout entier comme conseil, de faire passer le principal chef, ou ceux qui pourront être désignés, des Taimua dans le Conseil du Roi, et d'en finir ainsi avec le Taimua en tant que conseil. Le Taimua fait réellement les affaires, non, cependant, sans conférer d'abord avec le Faipule. En prenant, dans le Conseil du Roi, quelques membres du Faipule, on pourrait en finir avec lui aussi. Mais le Faipule pourra aussi être conservé, avec seulement un vote consultatif sur les affaires samoanes.

Sir Lionel West dit qu'alors ce ne serait pas une assemblée législative.

M. Von Alvensleben dit que ce pourrait être une assemblée législative, mais qui n'aurait qu'un vote consultatif. Ses pouvoirs seraient limités. Il devrait avoir le droit d'accepter ou de rejeter les propositions à lui

faites par le Roi et le Conseil. Plus vous limiterez ce Corps, plus il sera aisément tenu en main.

Sir Lionel West demanda si on ne pourrait pas en finir avec lui aussi ?

M. Von Alvensleben dit qu'il n'avait aucune objection à faire, mais il pensait que son maintien amènerait les Samoans à accepter plus aisément cet arrangement. Et peut-être le Taimua pourrait-il être, chaque année, réuni pour choisir un certain nombre des siens qui appartiendraient, pendant un temps déterminé — un an, ou deux ou trois, au Conseil du Roi. Cela en réduirait encore le nombre.

M. Bayard dit qu'à ce qu'il comprenait, la proposition de M. d'Alvensleben était que le rôle fût simplement consultatif, et ne lui donnait aucun pouvoir législatif.

M. Von Alvensleben dit : au Roi et au Conseil, oui ; mais non au Faipule.

M. Bayard dit que c'était la seule chose qu'ils prissent en considération, la branche législative qu'il avait proposée, mais qui avait été rejetée par les deux autres membres de la Conférence.

M. Von Alvensleben dit que si M. Bayard trouvait préférable qu'on supprimât le Faipule, il n'y voyait pas d'objection.

Sir Lionel West dit qu'il n'en avait pas non plus à faire.

M. Von Alvensleben dit que si on jugeait que cela fût préférable pour les intérêts de l'arrangement et du bon règlement de la question, il ne faisait aucune objection au maintien du Faipule.

M. Bayard dit que son opinion sur l'ensemble de la question était que plus leur plan de gouvernement des Samoa serait simple, mieux ce serait ; mais il serait fortement disposé à respecter, autant que possible, leurs traditions et leurs coutumes, et à leur laisser les assemblées gouvernementales auxquelles ils sont habitués, et si le Faipule en était une, à le maintenir.

M. Von Alvensleben exprima l'avis qu'il n'y avait aucune objection à garder ces assemblées. Il serait peut-être bon de les réduire en nombre et de limiter leurs pouvoirs législatifs. On ne leur permettrait que d'accepter ou de rejeter ce qui serait soumis par le Conseil royal. Elles ne pourraient faire aucun mal.

M. Bayard demanda s'il voulait dire que leur consentement serait essentiel pour la mise en vigueur des mesures.

M. Von Alvensleben répondit : oui, dans les affaires indigènes. Il aimait à répéter qu'il était tout prêt à supprimer ce point, si on le préférait.

M. Bayard alors se reporta à la question territoriale. Il proposait qu'on créât un tribunal territorial, devant lequel seraient portées toutes les réclamations territoriales et dont les décisions seraient sans appel ; mais on avait proposé qu'une commission territoriale précédât le tribunal territorial, de telle sorte qu'il y eût appel. Son avis sur cette proposition était que c'était une complication de fonctions inutile, et une création d'emplois en double, coûteux, propres à amener des conflits, et opposés à l'introduction dans les affaires de ce peuple très simple, de cette simplicité qu'il croyait l'un des traits les plus réussis de sa proposition. Il n'y avait pas de système complexe de lois territoriales au Samoa.

Sir Lionel West dit qu'il n'y avait pas même une base de système territorial.

M. Bayard dit que, par conséquent, on n'exigeait pas des juges, grande

connaissance des lois territoriales. Ce qu'on demandait, c'était une justice substantielle, dont le premier élément était des arrangements honnêtes entre les personnes qui avaient acquis ces terres et ceux qui en étaient les premiers propriétaires ou tenanciers. Il ne pouvait apercevoir aucune nécessité, mais, au contraire, beaucoup d'inconvénients ou d'embarras à avoir deux assemblées, pour décider sur ces questions.

Il y avait eu fréquemment des commissions internationales, devant lesquelles avaient été portées les questions de frontières entre pays adjacents et autres, mais il n'avait jamais entendu dire dans aucun cas qu'il fût nécessaire de faire précéder le tribunal d'arbitrage et le règlement d'une autre commission chargée de statuer à l'avance, et il pensait qu'il serait difficile de trouver un précédent à cette façon de faire.

Sir Lionel West lut alors à la conférence les observations suivantes :

En ce qui concerne la commission territoriale proposée, le gouvernement de Sa Majesté est fortement d'avis qu'on verra la nécessité de faciliter les travaux du tribunal, quand il sera établi. Les réclamations territoriales aux Samoa sont d'une nature très compliquée, et il sera absolument nécessaire de réunir ces preuves préliminaires, afin de faciliter les décisions définitives du tribunal spécial. L'obtention de ces preuves et le règlement des discussions actuelles au moyen de concessions mutuelles ne pourraient pas être confiés à un tribunal définitif d'appel, dont la compétence judiciaire pourrait être par là même diminuée. Il me semble que les travaux de la commission, qu'on se propose de nommer, devraient tendre à réunir et à classer toutes les réclamations existantes, qui ne peuvent être réglées par un compromis, pour les soumettre au tribunal territorial, qui, après avoir prononcé sur elles, serait, pour l'avenir, libre de traiter toutes les questions territoriales.

On doit bien se dire que, pour le moment, il n'y a pas aux Samoa même la base d'un système territorial, et c'est cette base qu'on cherche à établir par les travaux préliminaires de la commission. Si ce principe est admis, il faudra définir la composition de la commission et la nature de ses travaux.

Sir Lionel West dit que c'était là l'opinion de son Gouvernement, qui la recommandait vigoureusement.

M. Bayard dit qu'il ne comprenait pas précisément ce que c'était que la question de la complication des titres de propriété, puisqu'on admet qu'il n'y avait pas de système sous lequel se seraient constitués ces titres. On s'était entendu sur ce fait que les étrangers réclamaient plus de terres dans ce groupe d'îles que celles-ci n'en comprenaient. Cela seul montre la nécessité d'examiner la base de toute réclamation territoriale des étrangers aux Samoa.

Sir Lionel West dit : mais non par un tribunal judiciaire dans le principe.

M. Bayard dit que la question était seulement de savoir si les moyens étaient appropriés au but. Son expérience, en ce qui concerne le règlement des questions territoriales aux Etats-Unis, le conduisait à le croire qu'on ne pourrait remédier au scandale que causerait le refoulement de ces peuples hors de leur propre sol.

Sir Lionel West. — A l'avenir, oui.

M. Bayard dit que c'était déjà fait, si on s'en tient à ces réclamations. On demande à ces peuples d'abandonner toutes leurs terres, et cependant de vivre honnêtement. Ce qu'on pouvait faire de mieux était de redresser

un état de choses aussi énorme que celui-là, et tous étaient d'accord là-dessus. La question était seulement de trouver des moyens appropriés à ce but. A son avis, si un tribunal compétent était établi sous l'influence des trois puissances contractantes, tribunal qui devrait se composer de trois étrangers et de deux indigènes, et s'il était entendu qu'une fois qu'on aurait fait savoir que ce tribunal est commissionné et assermenté pour rendre la justice dans les affaires relatives aux terres, toutes les réclamations territoriales sans exception, devraient lui être soumises, — il ne voyait trop quelles fonctions et quel rôle pourrait avoir la commission.

Le tribunal pourrait faire défiler devant lui, dans un temps donné, les revendications territoriales de tous les étrangers, qui les appuieraient de leurs titres quels qu'ils pussent être. Il n'y a nul besoin d'une commission pour engager les gens à exposer leurs revendications. Si on notifiât la constitution d'un tribunal territorial et si on proclamait qu'on devrait lui soumettre toutes les revendications de terres aux Samoa, ceux qui ne revendiqueraient rien seraient supposés n'avoir rien à revendiquer, et ceux qui auraient des revendications à faire comparaitraient et les appuieraient des témoignages convenables. Il ne serait pas question d'une commission qui se mettrait à la recherche des réclamations.

Sir Lionel West dit qu'il y aurait bon nombre de cas qui pourraient être réglés par la commission sans aller devant un tribunal.

M. Bayard dit qu'un tribunal était tout aussi simple dans ses opérations que pourrait l'être une commission, et que tous les résultats d'une justice substantielle, on les atteindrait par un seul jugement qui, avec un seul corps, pourrait être faite rapidement. Un grand nombre de revendications étaient sans nul doute honnêtes et seraient aisément réglées. Dans d'autres cas, dans le cas de personnes ayant de grandes quantités de terre illégalement obtenues en vertu de cessions fausses ou mal interprétées, le tribunal territorial s'occupera de ces affaires sur le champ et les réglera justement sans l'intervention de la commission territoriale. La commission, en d'autres termes, ne pouvait rien que ne pût aussi le tribunal.

Sir Lionel West. — A votre avis, la commission ne facilitera pas la tâche du tribunal.

M. Bayard. — Au contraire, elle gênerait celui-ci, et augmenterait la difficulté que nous aurons à trouver des gens compétents pour ces tribunaux.

Sir Lionel West dit que son gouvernement était très favorable à la commission, et que le gouvernement de M. Von Alvensleben l'était aussi.

M. Von Alvensleben dit que l'intention de son gouvernement est aussi de faciliter les choses et que la commission devrait être organisée surtout pour cette raison qu'elle rendrait les règlements plus aisés. On lui avait dit qu'il y avait un très grand nombre de revendications, et qu'il n'y avait pas un seul point des Samoa qui ne fût revendiqué ou par les étrangers ou par les Samoans, ou par les uns et les autres, et qu'il y avait beaucoup de terres qui avaient été vendues deux ou trois fois à des gens différents, et il savait de bonne source que des cas seraient soumis à la justice où un Samoan vendait une terre à un étranger, tandis qu'un autre Samoan venait, qui vendait la même terre à un autre étranger, et ainsi naissait la contestation, de sorte que les affaires des plaignants seraient aisément réglées, dès qu'ils verraient que la commission ne demandait qu'à agir avec justice.

M. Bayard dit qu'il ne pouvait toujours pas voir quelle fonction la

commission remplirait que le tribunal ne pût pas remplir aussi bien et mieux, et il ne pouvait pas voir non plus quelque utilité à employer deux juridictions pour régler ces affaires. Le tribunal serait investi du pouvoir d'inviter toute personne qui prétend à la propriété et à l'occupation de terres aux Samoa, à lui prouver le fondement de ses titres de propriété, et cette personne devrait venir et présenter cette preuve, sinon elle n'obtiendrait pas pour son titre la validation qui est essentielle aux Samoa. Il y a eu de nombreuses commissions internationales, il y a eu de nombreux arbitrages internationaux, et on n'a jamais entendu parler de faire précéder un jugement d'arbitrage d'une enquête faite par une autre commission.

Sir Lionel West dit : non pas enquête de commission, mais réunion des pièces à conviction.

M. Bayard dit que l'objet de la commission paraissait être seulement de préparer les affaires au tribunal, qui pourrait, cependant, appeler toutes les affaires à sa connaissance et les régler.

Un autre point qu'il désirait mentionner, était celui de la création d'un mandataire unique, ou de la remise des pouvoirs aux mains de trois hauts fonctionnaires exécutifs, qui représenteraient les trois puissances contractantes, le roi étant le quatrième, et un indigène devant être le cinquième. Le résultat d'un tel tribunal serait de remettre aux trois puissances la majorité et la décision. Il ne voyait pas comment le principe sur lequel nous étions d'accord pour établir le gouvernement aux Samoa serait respecté par le plan allemand.

Sir Lionel West. — Qui est approuvé par mon gouvernement.

M. Bayard dit qu'il ne comprenait pas qu'il fût approuvé. Il ne comprenait pas que Sir Lionel West eût un plan défini sur ce point. Il lui semblait très évident que l'adoption du plan allemand ferait nécessairement de ces îles, quel que pût être leur gouvernement nominal, une possession allemande, et ce n'était pas conforme au plan sur lequel ils étaient tous tombés d'accord au début de cette conférence.

Sir Lionel West lut alors le document suivant relatif au projet de mandataires :

Il est admis par les trois Puissances que l'intervention étrangère peut seule assurer la stabilité du gouvernement indigène qu'on cherche à établir aux Samoa, et que le contrôle tripartite exercé jusqu'ici a avorté. Le projet de mandataires n'implique pas la reconnaissance d'intérêts prépondérants qui, comme l'a justement remarqué le Secrétaire d'Etat, ne doivent pas entrer en ligne de compte pour la solution des questions soumises à la conférence. Le gouvernement allemand, aussi bien que celui de Sa Majesté, n'invoque pas la prépondérance d'intérêts comme un argument en faveur de leur plan. A la vérité, ils ont déclaré qu'il y aurait absolue égalité de traitement en matière de commerce, de navigation et de juridiction, si ce plan était adopté, mais le gouvernement de Sa Majesté est prêt, en présence des grands intérêts de l'Allemagne aux Samoa, à accorder au représentant allemand le premier terme de cinq années pendant lequel il serait mandataire des deux autres Puissances. Le gouvernement de Sa Majesté ne voit pas qu'un contrôle exclusif soit impliqué dans cet arrangement, car dans bien des cas le pouvoir du mandataire ne peut être exercé qu'avec le consentement des deux autres Puissances, et il semble, par conséquent, peu important de savoir quelle Puissance serait la pre-

mière à l'exercer. L'argument en faveur du projet de mandataires est qu'il empêchera le contrôle de tomber aux mains de gens qui ont des intérêts locaux et qu'il supprimera le contrôle tripartite, qui a été la cause de tant de disputes, et qui, en fait, a amené la présente conférence. C'est dans cette intention, donc, que le gouvernement de Sa Majesté est favorable au projet comme au seul moyen d'établir un contrôle étranger salubre. Je soumettais l'idée que le projet, proposé sous le numéro 5, du Secrétaire d'Etat, semble aller à côté de cet objet, en tant qu'il laisse la porte ouverte aux mêmes influences locales qui ont prévalu jusqu'ici grâce à la difficulté de garantir des nominations impartiales dans le conseil du roi.

M. Bayard dit qu'il a remarqué que Sir Lionel parlait du gouvernement qui devait remplir le premier rôle de mandataire. Voulait-il dire qu'il devait y avoir un roulement, et que la Puissance qui le remplirait la première, serait, au bout de cinq ans, remplacée par une autre ?

Sir Lionel West dit qu'il y aurait roulement, si les deux autres Puissances y consentaient.

M. Bayard demanda quel était le sens du mot premier ? Pourquoi ne pas dire perpétuel ?

Sir Lionel West dit que ces fonctions devaient être alternatives, si elles revenaient une fois à chacun.

T.-F. BAYARD.

ALVENSLEBEN.

L. S. SACKVILLE WEST.

Protocole de la quatrième conférence samoane.

(Confidentiel).

Département d'Etat.

Washington, 16 juillet 1887.

M. West dit que, comme il y avait quelque méprise au sujet de l'expression « contrôle alternatif » dans le mémoire qu'il avait soumis à la première conférence, il désirait donner lecture du texte suivant :

« Il semble qu'il y a eu quelque méprise quant au sens de l'expression que j'ai employée dans le mémoire soumis à la première conférence, et des remarques faites sur ce point dans la dernière conférence. L'expression « contrôle alternatif pour un temps limité » n'implique pas que le représentant de chaque Puissance sera choisi pour mandataire par roulement, mais seulement indique que ce système de mandataire a un caractère alternatif ; car si la prépondérance allemande venait à cesser au bout de la première période de cinq ans, la première Puissance qui lui succéderait dans cette prépondérance exercerait, conformément au projet allemand, le pouvoir de mandataire. Il est bien entendu que d'après le projet allemand les intérêts prépondérants à l'époque doivent être pris en considération pour savoir quelle Puissance doit désigner le représentant sous réserve de l'approbation des deux autres Puissances. »

M. d'Alvensleben lut alors le document suivant :

« Relativement à la nomination du conseiller du roi comme mandataire des trois Puissances contractantes, lequel doit être désigné concurremment avec les deux autres Puissances par la Puissance qui a aux Samoa les intérêts prépondérants à l'époque, M. Bayard a répété dans la dernière réunion l'opinion déjà émise par lui à la première conférence, que, quelque pût être le gouvernement nominal des îles Samoa, il lui semblait évident

que, si on suivait le plan de l'Allemagne, on arriverait forcément à faire des Samoa une possession allemande. J'imagine qu'en faisant allusion à l'Allemagne, M. Bayard voulait seulement préciser, par une expression concrète, son objection au projet de mandataire et que si, par exemple, dans les conditions et aux termes proposés, les Etats-Unis étaient désignés pour faire la nomination, M. Bayard élèverait les mêmes objections, pour la raison qu'on ne pourrait empêcher ces îles de devenir possession américaine. Je suis convaincu, cependant, que le gouvernement impérial concourrait volontiers à cette désignation, n'ayant aucune des craintes auxquelles M. Bayard fait allusion, un semblable résultat étant indubitablement impossible si on maintient les garanties contenues dans le projet allemand. Je désire en même temps exprimer mes regrets que notre dernière conférence ait pris fin assez soudainement pour m'empêcher de faire ces remarques dès alors. »

M. Bayard dit que les documents lus par Sir Lionel West et M. Von Alvensleben allaient jusqu'à un certain point au delà des questions mêmes qu'il voulait leur soumettre. La proposition allemande, à ce qu'il comprenait, signifiait qu'une prépondérance d'intérêts territoriaux et commerciaux déterminerait le choix du premier fonctionnaire exécutif du nouveau gouvernement proposé, lequel fonctionnaire aurait ce pouvoir pour un temps fixé; et alors se posait la question de savoir ce qui, à la fin de cette période, adviendrait de la fonction et des pouvoirs ainsi exercés ? La meilleure réponse qu'il pouvait donner à sa proposition était peut-être que l'exercice de ce pouvoir serait alternatif. Il se rappelait ce qui, selon lui, était la base reconnue de toute cette discussion, à savoir l'égalité des trois Puissances; et il n'importait guère que le mandataire fût américain, ou allemand, ou anglais; le fait de la perpétuation du pouvoir dans les mains de l'un ou de l'autre aurait le même résultat. Dans l'allusion qu'il avait faite à la remise de ce pouvoir à l'Allemagne, il ne fallait pas chercher le moindre sens qui ne fût applicable aussi au cas où un américain serait désigné d'après les mêmes principes. Il avait bien compris que les premières déclarations de Sir Lionel West proposaient que l'exercice des fonctions de mandataire fût alternatif, mais que, à cause des grands intérêts de l'Allemagne, celle-ci fût désignée « pour la première période de cinq ans. » Le document qu'il venait de lire semblait, cependant, préciser ce point davantage.

Sir Lionel West dit que ce pouvoir pourrait être exercé alternativement; mais il y avait une grande différence entre « alternativement » et par « roulement ».

M. Bayard dit qu'il ne désirait nullement voir l'influence américaine l'emporter sur celle de l'Angleterre et de l'Allemagne; mais il désirait voir l'influence nationale soutenue par les trois pays également, et dans un but commun. L'effet de l'exercice alternatif des fonctions de mandataire serait d'apporter un obstacle salutaire aux tendances d'abus. Si un Américain était choisi pour mandataire (il ne voulait pas dire Allemand, parce que ce mot semblait avoir soulevé des critiques), la réflexion qu'à la fin de sa période il devait remettre le pouvoir à un fonctionnaire d'un autre gouvernement diminuerait beaucoup ses tendances à la partialité pour ses concitoyens et leurs intérêts commerciaux. Choisir une Puissance parce qu'elle avait les intérêts prépondérants, cela semblait nécessairement aller à faire celle qui était forte, plus forte encore, et celle qui n'était pas aussi

forte encore plus faible. Le rôle de la Puissance mandataire aux Samoa ne devrait pas être restreint aux intérêts des trois Puissances. Il ne s'agit pas ici de l'occupation sans opposition d'un pays désert. Il s'agit d'une communauté d'un peuple primitif, dont l'existence et les droits ont été reconnus dans des traités solennels par les trois Puissances contractantes séparément et volontairement. Il ne croyait pas licite un arrangement quelconque qui permettrait de refouler les indigènes hors de leurs demeures naturelles et nationales.

Il désirait aussi attirer l'attention sur l'importance de la neutralisation pratique des îles, et pour la sécurité des habitants et pour leur commerce. La reconnaissance d'un intérêt commercial prépondérant, et le droit de contrôle politique remis à une quelconque des Puissances, mettrait certainement cette neutralité en danger si cette Puissance était enveloppée dans une guerre.

M. d'Alvensleben demanda si M. Bayard maintenait toujours le n° 5 de sa proposition originale, et s'il faisait une nouvelle proposition tendant à ce que le mandataire fût choisi par les Puissances alternativement.

M. Bayard dit qu'il était toujours d'avis qu'il fallait la subdivision des pouvoirs ; que s'il n'y avait que deux ministres, un pour les affaires étrangères et le commerce et un pour l'intérieur et les finances, ils seraient toujours un obstacle aux tendances à abuser du pouvoir.

M. Von Alvensleben lut alors, relativement au n° 5 de la proposition de M. Bayard, le texte suivant :

« En adoptant le plan de M. Bayard qui consiste à mettre le pouvoir exécutif aux mains de cinq personnes, les Puissances suivraient précisément la même politique qui a amené aux Samoa, comme on le reconnaît généralement, les résultats les moins satisfaisants. La coopération des trois Puissances, dans le sens de la proposition de M. Bayard, n'a eu lieu jusqu'ici que dans l'administration municipale d'Apia, mais il a été prouvé que cette triple coopération est non seulement sans effet, mais encore nuit au dernier point aux intérêts étrangers, aussi bien qu'à ceux des indigènes. Après une semblable expérience, pleinement confirmée par les rapports des commissaires spéciaux, principalement ceux de M. Travers et de M. Bates, qui, en termes très clairs, affirment que le contrôle tripartite était un mauvais moyen d'arriver à la solution de la tâche de cette conférence, on doit, en toute circonstance, éviter de prendre en considération un plan semblable pour aider les Samoans à régler les affaires de leur gouvernement. Conformément au plan de M. Bayard, l'action tripartite qui n'existe, comme je l'ai dit, pour le moment que dans la municipalité d'Apia, devra être étendue au pouvoir exécutif du nouveau gouvernement, avec cette seule différence que ce ne sera pas les trois consuls, mais un nombre égal d'étrangers, nommés par chacune des trois Puissances contractantes, qui seront investis des charges respectives des trois plus haut fonctionnaires. Sans m'appesantir sur les difficultés probablement très grandes qu'on aura à trouver parmi une population étrangère si faible des personnes propres à remplir des fonctions si importantes, je crois nécessaire d'indiquer une autre sérieuse objection à laquelle donne lieu le plan de M. Bayard. Ce plan, à ce que je comprends, ne peut avoir en vue que des personnes qui n'ont été ni mêlées en aucune sorte aux événements des dernières années, ni compromises par eux. D'autre part, on peut bien admettre que tous les principaux étrangers, et les personnes mêmes qui

auraient seules les qualités nécessaires pour ces fonctions, ont été obligés, au cours des événements, de prendre parti pour les uns ou pour les autres dans les disputes ou dans les querelles politiques, et ce serait vouloir un détachement de soi-même au-dessus de la nature que de demander à ces personnes de briser soudainement avec tout leur passé politique. A mon avis, ce serait se mettre en opposition directe avec l'objet de cette conférence que de sanctionner à nouveau solennellement et de faire revivre dans l'organisation du nouveau gouvernement, bien que d'une façon un peu différente de ce qu'elle est dans l'administration municipale, la rivalité d'influence des trois Puissances, rivalité qui, ces puissances la reconnaissent elles-mêmes, est la principale cause de l'état chancelant des affaires aux Samoa, et qui, par conséquent, devrait disparaître. Le but de cette conférence est d'assurer la paix et l'ordre, et à ce point de vue les intérêts des indigènes et des étrangers sont identiques. Cependant, en adoptant le plan de M. Bayard, la conférence mettrait un germe de mort au sein même de ses travaux de réforme et encourrait la grave responsabilité de l'avoir fait si délibérément, c'est-à-dire sans donner l'attention convenable aux expériences faites aux Samoa et aux avertissements contenus dans les rapports des commissaires spéciaux qui forment la base de nos négociations. Puisqu'il est reconnu que les indigènes des Samoa sont incapables de créer ou de maintenir un gouvernement sans l'aide des Puissances, cette aide doit leur être donnée de la façon la plus efficace. Le premier pas en ce sens doit être que les Puissances gardent leur unité de position vis-à-vis des Samoans, et que cette unité de position ait son expression dans leur organe commun, le conseiller reconnu du gouvernement samoan. De cette façon seulement, on pourra éviter toutes les intrigues politiques dès le début même, puisque les indigènes sauraient alors qu'aucun parti politique quelconque ne pourrait compter sur l'aide d'une seule puissance. Je puis me permettre de citer le rapport de M. Thurston, qui donne une idée caractéristique du peuple samoan. Dans le numéro 109, il dit : « Le but d'un parti samoan, quand il cherche à gagner de l'ascendant, est d'intriguer pour avoir des secours étrangers, et c'est de là que sont nés beaucoup des troubles qui se sont produits. »

La proposition du gouvernement impérial, d'après laquelle la Puissance qui a à l'époque les intérêts prépondérants aux Samoa aura le droit de nommer le conseiller, est maintenant soumise à la conférence. La coopération des deux autres Puissances à la nomination, la limitation de la période à cinq ans, la proposition qu'on déclare garantir aux trois Puissances contractantes et à leurs sujets une entière égalité de traitement en ce qui concerne le commerce, la navigation et la juridiction, et d'autres points, sont des garanties suffisantes pour écarter dès le début la crainte qu'en transférant le mandat à une seule Puissance, on établisse en faveur de celle-ci un monopole politique. On doit trouver une autre garantie très efficace de même nature dans l'article 9 du projet de convention que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, portant qu'une déclaration expresse et répétée serait faite de l'indépendance et de la neutralité des Samoa. Je conclus donc que ce n'est pas le plan allemand, mais le plan américain, qui n'est pas d'accord avec les principes de cette conférence.

M. Bayard dit qu'il aimerait à dire encore un mot sur la question de la commission territoriale qui existerait en même temps que le tribunal territorial. Les Samoans étaient les propriétaires naturels du sol, mais

tout à coup, dans une période de dix ans, une foule de réclamants avaient surgi de pays étrangers, qui actuellement demandaient plus que ne contenait le sol lui-même. Pour cette raison, il pensait que c'était le droit des Samoans en tant que peuple de faire citer par le tribunal territorial tous les détenteurs étrangers de terres dans les îles, afin que leurs titres pussent être portés devant le tribunal pour être examinés. Il ne comprenait pas quels compromis la commission territoriale pourrait faire ou approuver que le tribunal ne pourrait pas également approuver. Mais ce ne serait qu'une bien petite satisfaction pour les indigènes samoans que de faire faire par la commission territoriale un compromis entre deux étrangers, dont ni l'un ni l'autre n'avait de droits sur la terre qu'ils se disputaient. Le tribunal, d'après son organisation, pourrait publier une proclamation invitant tous ceux qui réclamaient des terres aux Samoa à produire devant ce tribunal à un jour fixé une déclaration de leur réclamation, à indiquer sur quoi ils la basaient, et à fournir des plans et des évaluations s'il y en avait afin que le tribunal pût statuer sur eux. S'il surgissait entre les deux réclamants un conflit de titres impliquant une question de fait, le tribunal pourrait désigner des commissaires pour faire la lumière sur les faits ; mais ce n'était pas là ce que signifiait le mot « commission » dans la proposition de l'un ou de l'autre des autres membres de la Conférence.

M. Von Alvensleben dit que c'était une assemblée, qui n'existe qu'au début et qui est essentiellement temporaire, destinée à disparaître après que les réclamations générales auront été étudiées, et que celles qui pourront être réglées par la Commission l'auront été. Alors elle disparaîtra et il subsistera un tribunal territorial.

M. Bayard dit qu'il ne s'arrêterait pas à ce point spécial de l'organisation, si, après réflexion, il semblait nécessaire pour l'ensemble. Si on proposait que les commissaires eussent relativement au règlement des questions territoriales un rôle qui ne fût pas décisif, mais qu'à la fin il y eût un contrôle définitif dans le tribunal territorial, son but serait atteint, puisqu'il serait pourvu à ce que chaque titre de propriété aux Samoa fût soumis à l'examen de ce tribunal et que ceux qui se prétendraient propriétaires seraient assignés dans l'intérêt public et non dans celui de prétendants rivaux. Des prétendants ne demeureraient pas sans être inquiétés en possession de terres qui appartenaient au peuple samoan, possession à laquelle les occupants actuels n'avaient pas montré de titres suffisants. Si ces gens simples et primitifs n'ont d'autre moyen, de subsister, que l'agriculture, et si on leur prend ces terres, peu importe comment, on ne leur laisse d'autre ressource que de se soumettre à la plus misérable servitude ou de mourir, il pensait, au contraire, que l'on adopterait la meilleure disposition si on nommait un tribunal qui pourrait citer devant lui tous les détenteurs de terres aux Samoa et les forcer à montrer leurs titres.

Sir Lionel West dit que la Commission voulait simplement rendre ce but plus aisé à atteindre, et il pensait qu'elle y arriverait.

M. Bayard dit que c'était affaire de jugement, et qu'il avait indiqué ses raisons de penser différemment. Il serait difficile d'avoir aux Samoa des personnes pour les deux assemblées.

M. Von Alvensleben dit qu'il pensait que ces personnes devaient être prises au dehors, parce que tous les étrangers et tous les Samoans sont engagés et intéressés dans la question territoriale ; que M. Bayard a dit que s'il y avait un seul tribunal, composé de trois étrangers et de deux indi-

gènes, les intérêts étrangers seraient protégés, mais qu'il n'en serait ainsi pour les intérêts des indigènes.

M. Bayard dit que cela était peut-être vrai.

M. Von Alvensleben dit que son gouvernement, quoi qu'il en soit, éprouvait la plus vive sympathie pour les Samoans et voulait sincèrement les aider.

M. Bayard dit qu'il sentait qu'il ne pouvait rendre aux Samoans un meilleur service qu'en faisant examiner les titres de propriété de leur royaume.

M. Von Alvensleben dit que son gouvernement était du même avis, et il lut, à l'appui de son dire, le passage suivant du memorandum sur les discussions territoriales, qui avait été soumis à la seconde Conférence :

« Cette sorte de discussion doit être retirée à la connaissance des consuls, et à la juridiction du haut commissaire anglais respectivement ; il est conforme aux principes généraux du droit que les discussions relatives à la propriété réelle soient réglées par les lois et tribunaux du pays de l'objet de la discussion. Dans le cas présent, cependant, il faut remarquer aussi que, en l'absence de toute espèce de dispositions légales relatives aux conditions, enquêtes et formalités nécessaires à la validité du transport des terres, et par suite de l'extrême complication qui existe dans la propriété, des irrégularités et peut-être des actes d'injustice ont été commis, qui demandent absolument une solution impartiale basée sur une étude et un examen approfondis de la question.

De semblables discussions doivent être réglées, d'après une procédure uniforme et des principes uniformes qui seront antérieurement posés par les Puissances contractantes avec l'agrément du Gouvernement samoan, par une autorité spécialement instituée, et en dernier ressort par un tribunal territorial spécialement créé. Dans ce but, il semblerait à propos, après avoir établi les principes généraux sur lesquels devrait se baser les jugements relatifs à la validité des transferts de propriété, de fixer d'abord une Commission de trois membres, nommés un par chacune des trois Puissances contractantes. C'est devant cette Commission que devraient se produire, dans un certain laps de temps, « toutes les réclamations des étrangers relativement à la propriété aux Samoa » ; les réclamations devraient être accompagnées des titres et autres documents, ou de copies dûment certifiées authentiques, se rapportant à ces réclamations.

M. Bayard dit que si l'on discutait sur une théorie de ce qu'il pourrait appeler les droits de l'Etat de Samoa dans ces affaires, droits qui étaient très distincts des droits de ces réclamants étrangers, et souvent opposés à eux, c'était le droit des Samoa de faire passer toutes ces réclamations devant un tribunal et d'exiger que les réclamations de titres de propriété fussent soumis à une Commission ou à un tribunal territorial, parce qu'il y avait une grande quantité de terres publiques occupées par des gens qui n'y avaient pas droit. Ces personnes ne désiraient aucune contestation, mais elles proposaient qu'elles fussent appelées devant le tribunal et que celui-ci établît leur droit de propriété ou autrement le leur enlevât.

M. Von Alvensleben dit qu'aussitôt qu'un aventurier politique arrivait aux îles, la première chose qu'il faisait était de dire aux Samoans : « Il faut avoir confiance en moi : je reprendrai toutes les terres pour vous ; je les enlèverai aux étrangers et c'est vous qui les aurez ». Aussitôt qu'ils apprendront qu'on veut régler les réclamations territoriales, ils arriveront avec des réclamations sans fin ; mais dès qu'ils verront qu'il y a certaines règles

établies, et que les étrangers ne veulent pas s'occuper de réclamations non justifiées, ils consentiront à en venir à un arrangement à l'amiable.

M. Bayard demanda s'il était d'accord sur ce point qu'il fallait examiner tous les titres de propriété aux Samoa?

M. Von Alvensleben dit qu'à son avis il devait y avoir des limitations. Selon lui on ne devait pas remonter au-delà de l'époque des traités anglais et allemands.

M. Bayard dit que, le traité américain étant le premier, il était d'avis qu'on remontât jusqu'à lui. Comme il était convenu qu'on devait procéder à un examen des titres de propriété, la question est de savoir qui doit faire cet examen. Comment la Commission proposée par les autres membres de la Conférence pourrait-elle régler une question où était mêlé un Samoan?

M. Von Alvensleben dit que sa proposition portait que les membres de la Commission devaient être désignés par le Gouvernement Samoan sur la proposition des Puissances contractantes. Il était dit en outre dans son memorandum :

« Tant que les titres de propriété ne laisseront pas en eux-mêmes place au doute quant à la légalité de l'acquisition, toutes les terres acquises avant la conclusion des traités anglo-samoan et germano-samoan, respectivement, c'est-à-dire avant le 24 janvier et le 28 août 1879, respectivement, et aussi, aux mêmes conditions, toutes les terres qui, dans les deux ou trois dernières années ont été mises en culture par le nouveau propriétaire, seront enregistrées comme valablement acquises sans préjudice des réclamations de tierces personnes. D'autre part, l'acquisition ne sera pas regardée comme légale et l'enregistrement sera provisoirement refusé dans les cas où le réclamant ne peut fournir comme preuve de son acquisition qu'une soi-disant promesse de vente aussi bien que dans les cas où la terre n'a pas été expertisée dans les deux ou trois années qui suivirent la conclusion de la vente, où le titre de vente ne contient pas de description précise des limites du terrain vendu, où, à l'époque de la conclusion du contrat, le prix de la terre n'a pas été complètement payé au vendeur, sans préjudice, cependant, du droit du réclamant de demander une décision judiciaire. La Commission sera investie du droit de citer devant elle, par l'intermédiaire des autorités locales, pour les besoins de l'enquête, et d'entendre, comme témoins, les vendeurs et toutes autres personnes qu'elle croira capables de fournir des renseignements. Une question très importante, spécialement relative aux discussions territoriales entre étrangers, concerne la détermination du droit de propriété et de disposition de la terre vendue du côté des vendeurs indigènes. Nombre de cas se présenteront où une seule et même pièce de terre aura été vendue par différentes personnes, s'intitulant propriétaires à plusieurs parties, ou bien où des pièces de terre auront été vendues par des personnes dont les droits de propriété et de disposition sont discutés par d'autres Samoans. Dans ce cas, la Commission pourra, par l'intermédiaire du Gouvernement local du district dans lequel est la terre en question, instituer une Commission indigène pour fixer le droit de propriété du vendeur et pour soumettre le résultat de ces enquêtes ainsi que les motifs à l'appui, à la Commission étrangère ; cette décision, cependant, ne devra pas enchaîner la Commission étrangère. Ces Commissions indigènes devraient aussi être chargées d'étudier, et au besoin, de régler les discussions territoriales entre les Samoans eux-mêmes.

Des pièces de terre qui, depuis dix ans ou plus, sont cultivées sans dis-

cussion, ou du moins utilisées par des étrangers, seront, sans autre enquête, regardées comme légalement possédées ou acquises par prescription ».

M. Von Alvensleben dit qu'il fallait une Commission indigène pour aider dans ces affaires.

Sir Lionel West dit que c'était son avis ; que la Commission rendrait la tâche plus aisée.

T. F. BAYARD.

ALVENSLEBEN.

L. S. SACKEVILLE WEST.

Protocole de la cinquième Conférence Samoane.

(Confidentiel.)

Département d'Etat.

Washington, 21 juillet 1887.

M. Bayard dit que dans la seconde Conférence on avait réglé un certain nombre de points sur lesquels l'accord s'était fait ; l'un de ces points était qu'il devait y avoir une élection libre, et non imposée du roi, sans l'intervention des étrangers. La proposition soumise par lui, à la première conférence, tendait à l'élection d'un roi et d'un vice-roi. Son but était de se conformer aux coutumes et aux vœux des Samoans, et de pourvoir à une succession au cas de la mort d'un roi, de façon qu'il n'y eût pas d'inter règne. Il était toujours d'avis qu'on introduisit dans le plan du gouvernement l'élection d'un vice-roi, et il désirait demander s'il ne serait pas bon, au cas où le roi et le vice-roi seraient élus pour une période fixe, que cette période durât jusqu'à ce qu'un successeur fût choisi, de façon qu'il n'y eût pas d'inter règne.

Sir Lionel West demanda s'il entendait que le roi devait être élu pour une période déterminée ?

M. Bayard dit qu'il était enclin à suivre les coutumes du pays.

M. Von Alvensleben dit qu'il pensait aussi qu'il fallait suivre les coutumes du pays autant qu'on le pourrait.

L'élection d'un vice-roi fut alors rangée parmi les points sur lesquels l'accord était fait.

M. Bayard revint alors à la question d'un Faipule, et demanda si on faisait des objections ?

Sir Lionel West demanda s'il voulait en faire un corps législatif ?

M. Bayard dit qu'il garderait toutes les fonctions qu'il avait avant.

M. Von Alvensleben dit que cette assemblée ne se réunissait pas régulièrement, bien qu'aucune affaire importante ne fût réglée sans son avis.

Sir Lionel West dit qu'il pensait qu'on pourrait l'appeler une assemblée législative.

M. Bayard dit que les rapports des commissaires sur les coutumes existantes avaient présenté le Faipule comme une assemblée législative, et c'est pourquoi il l'avait maintenu comme tel dans son projet. La question était de savoir si ce ne serait pas donner satisfaction au peuple que de garder cette assemblée populaire où il pourrait envoyer ses représentants.

M. Von Alvensleben demanda s'il ne vaudrait pas mieux tomber d'accord sur l'existence du Faipule, sans encore définir son rôle. On réserverait ce point pour plus tard. On ferait entrer le Taiua dans le Conseil du roi.

M. Bayard dit qu'on pourrait décider que l'élection s'appliquerait à un

roi, à un vice-roi et au Faipule, sans déterminer, pour le moment, les pouvoirs du Faipule.

M. Von Alvensleben dit que le Faipule devrait être élu par districts dans un certain rapport de population, — par exemple, comme on l'a proposé, un représentant par 2,000 habitants, et non par le pays tout entier, parce que les Samoans n'y entendraient rien.

M. Bayard dit que, selon lui, on devrait demander le vote du groupe tout entier des îles pour le roi et le vice-roi, mais que chaque district devrait élire ses représentants au Faipule.

Sir Lionel West dit qu'on reconnaissait ainsi le principe si large d'une assemblée élective.

M. Bayard. — Oui.

M. Bayard revint alors à la question territoriale, relativement à laquelle il y avait trois propositions soumises à la Conférence. Dans le protocole de la première Conférence, on verrait qu'il avait proposé une commission ou un tribunal unique, qui serait la première et la dernière juridiction, et qui ferait une enquête sur la nature et le fondement de chacune des réclamations territoriales élevées par les étrangers. Il était proposé que cette commission se composât de cinq membres, nommés par le roi, trois nommés sur la désignation des puissances, et deux choisis par le roi, pour observer les coutumes samoanes relatives aux terres.

Dans le document soumis, par le ministre anglais, à la première Conférence, il était proposé qu'il y eût « un tribunal territorial international », et que, afin de faciliter ses travaux « les réclamations territoriales actuelles fussent réglées par une commission » antérieurement à l'établissement du tribunal territorial international (Protocole, première conférence). Avant d'en venir à la proposition allemande, il voulait demander si le plan de la Grande-Bretagne avait en vue quelque chose de plus qu'une commission qui viendrait en aide au tribunal.

M. Bayard ajouta que, dans le document soumis par le ministre allemand à la première conférence, il était dit que :

« Les irrégularités de l'existence desquelles on a connaissance, en ce qui concerne l'acquisition des terres, et les disputes qu'elles ont amenées entre indigènes et étrangers, font envisager comme convenable l'établissement d'un tribunal international spécial pour juger des réclamations et des discussions relatives aux terres. Pour la composition de ce tribunal, il faudra donner toute l'attention convenable à la nationalité des parties ». (Protoc. 1^{re} confér.). Dans la deuxième conférence, le ministre allemand a expliqué que l'assemblée internationale constituerait seulement une commission chargée de préparer le travail au tribunal; et il a soumis, d'après les instructions de son gouvernement, un memorandum sur les discussions territoriales, renfermant un plan de procédure. Dans ce memorandum, il est déclaré qu'il est « conforme aux principes généraux de la justice que les discussions relatives à la propriété réelle soient réglées par les lois et tribunaux du pays de l'objet du litige »; et il est alors proposé de désigner d'abord une commission de trois membres, nommés un par chacune des puissances contractantes. Maintenant, conformément à la doctrine que les discussions relatives aux biens réels sont réglées par les lois et tribunaux du pays où ils sont situés, il semble que les tribunaux dont les jugements doivent régler ces discussions, doivent comprendre un

élément indigène. Si, en outre des trois étrangers, il y avait deux indigènes dans le tribunal, il en résulterait que, dans la discussion des affaires avant le jugement, on aurait connaissance des coutumes et des règles indigènes relatives à la transmission des terres. Les opinions des deux indigènes ne seraient pas définitives pour les trois autres juges, mais les renseigneraient, et on arriverait en outre à faire sentir aux indigènes que, quelle que soit la décision, ils y ont eu part, et, à obtenir d'eux plus de respect et une obéissance plus volontaire pour les tribunaux dans lesquels leurs coutumes et leurs nationaux auraient été loyalement représentés.

Il n'avait pu changer d'avis sur ce point qu'il n'y a pas de fonctions que puissent remplir les deux corps, la commission et le tribunal, que ne puisse remplir efficacement le tribunal avec plus de diligence et moins de complication. Cependant, si la Grande-Bretagne et l'Allemagne étaient d'accord que cela était à désirer, il proposerait, pour arriver à un arrangement, l'établissement d'un tribunal territorial, et aussi d'une commission territoriale qui pourrait avoir pour fonctions préliminaires de mettre en ordre les affaires, à condition, bien entendu, que la décision définitive appartint au tribunal. Il demandait si la théorie de la proposition anglaise allait plus loin ?

Sir Lionel West. — Non, pas du tout, vous l'avez décrite.

M. Bayard. — Ainsi la déclaration que je viens de faire satisfait votre gouvernement ?

Sir Lionel West. — Complètement, je le crois.

M. Bayard dit qu'il espérait qu'il en serait de même du gouvernement allemand, bien qu'il trouvât dans le plan plus complètement élaboré du gouvernement allemand l'idée de la commission indiquée, mais pas très clairement définie. Dans ce plan, dont on avait eu connaissance à la seconde conférence, il était déclaré « conforme aux principes généraux de la justice que les discussions relatives à la possession des terres fussent réglées par les lois et tribunaux du pays où est situé l'objet de la discussion » ; que, cependant, étant donné la situation des Samoa, il est nécessaire que les discussions qui s'y élèvent soient « réglées selon une procédure uniforme, et, d'après des principes uniformes qui devront être préalablement posés par les puissances contractantes, d'accord avec le gouvernement samoan, par une autorité spécialement instituée et en dernier ressort par un tribunal territorial spécialement créé » ; que la première assemblée, ou commission, devrait se composer de trois membres, nommés un par chacune des puissances, membres qui seraient désignés par le gouvernement samoan sur la proposition des puissances ; que devant cette commission devraient être portées dans un certain délai toutes les réclamations territoriales formulées par les étrangers aux Samoa, et que ces réclamations devraient être accompagnées des titres et autres documents ou copies dûment certifiées authentiques se rapportant à ces réclamations (2^e protocole) ; que la « commission sera investie du droit de citer devant elle, par l'intermédiaire des autorités locales, pour mener à bien ses enquêtes, et, d'appeler comme témoins, les vendeurs et toutes autres personnes qu'elle croit propres à donner des renseignements » ; qu'au cas, cependant, de ventes faites par différents indigènes de la même pièce de terre réclamée par tous, la commission peut instituer une commission indigène, mais que la décision de cette dernière n'enchaîne pas la première. La commission

étrangère doit être « autorisée à rendre une décision provisoire relative aux discussions sur la possession et la propriété des terres, ou à faire un arrangement à l'amiable. Toutes les fois que des Samoans seront compris comme parties dans ces discussions, la commission étrangère demandera la coopération d'un chef Samoan qui sera nommé par le gouvernement du district où se trouve la terre, ou du juge Samoan d'Apia ». Il y aura appel de la décision de la commission au tribunal territorial, qui devra être « composé d'un juge nommé par le gouvernement Samoan, et du consul ou d'un des principaux concitoyens du plaidant ».

Tel était le plan soumis en détail par le ministre allemand. Il différait en deux points matériels du plan proposé par le ministre britannique à la première conférence. Celui-ci proposait qu'il y eût un « tribunal territorial international » précédé d'une commission. Le « tribunal international » dont parlait le ministre allemand dans la première conférence, voulait dire la commission territoriale. Le « tribunal territorial » indiqué dans le plan qu'il avait soumis à la seconde conférence n'est pas international au sens auquel on suppose qu'il était pris quand il fut employé par le ministre britannique à la seconde conférence pour désigner le tribunal de décision définitive. La seconde différence était que le plan allemand contient une disposition qui prévoit l'établissement d'une troisième commission ou de nombreuses commissions au choix de la commission principale ou étrangère. Ainsi, dit M. Bayard, il y avait trois plans devant la conférence. Le premier était celui soumis par lui qui proposait une seule assemblée de cinq membres, trois étrangers et deux indigènes ; le second, celui du ministre britannique, demandait une commission et un tribunal territorial international, le troisième, celui du ministre allemand, proposait une commission étrangère de trois membres qui serait assistée en certains cas par un indigène, un tribunal territorial dont la composition n'est pas définitivement établie, et telles commissions indigènes que la commission étrangère jugerait bon d'instituer.

Dans le memorandum soumis par le ministre allemand, il était proposé que le « règlement final » des discussions territoriales fût l'effet de la « décision judiciaire du tribunal territorial ». Mais il doit être composé seulement d'un juge nommé par le gouvernement Samoan et du consul ou d'un des principaux concitoyens du plaidant.

M. Bayard fit observer que le mot « plaidant » était employé avec le sens de « réclamant étranger ». Si c'était la signification uniforme du mot employé dans le plan, alors celui-ci ne prévoyait pas l'appel fait par un indigène de la décision de la commission territoriale. « Le plaidant aura le droit d'en appeler des décisions de la commission, ou de réclamer une décision judiciaire du tribunal territorial » (2^e protocole). Cela donnait-il à un réclamant indigène le droit d'appel ?

Un autre trait à noter dans le plan du tribunal territorial soumis par le ministre allemand était que, tandis qu'on s'en rapportait à lui comme à un tribunal d'appel, il n'avait pas de constitution établie et ne pouvait être guidé par des règles fixes. Avec un semblable corps, ou avec une diversité ou une multiplicité de corps, pour rendre une décision finale, on ne voyait pas comment on pouvait attendre ou atteindre un système territorial uniforme.

De plus, le plan de ce tribunal ne contenait pas la reconnaissance d'un élément indigène, et au lieu de renfermer quelque chose de simple,

(M. Bayard pensait que le plan anglais avait dépassé les bornes de l'utilité pratique) il conduisait à l'emploi continu de commissions indigènes incommodes, sans uniformité de décisions, ce qui, en somme, est la grande base de sécurité quant à la propriété territoriale.

M. d'Alvensleben dit qu'il voulait attirer l'attention sur un paragraphe de son memorandum, à savoir le suivant :

« Dans le cas présent, cependant, il faut considérer aussi qu'en l'absence de toutes sortes de dispositions légales relatives aux conditions, recherches et formalités nécessaires à la validité du transfert des terres, et par suite de l'extrême complication qui existe dans la propriété, des irrégularités, et peut-être des actes d'injustice, ont eu lieu, qui demandent absolument un jugement impartial basé sur un examen complet et une étude de la question. »

Bien que le règlement des discussions territoriales d'après les lois et coutumes du pays soit un principe convenable, on devrait, dans le cas présent, faire certaines modifications à ce principe, et le gouvernement de M. d'Alvensleben désirait qu'on entendit les Samoans pour le règlement de ces réclamations de terres. Il ne croyait pas possible que les indigènes fissent partie du tribunal, parce qu'ils sont trop intéressés, tout autant que tout étranger qui est là ; et c'est pourquoi il croyait que cette commission ne pouvait être composée que de gens qui allaient aux Samoa libres de toutes influences locales, et qui étaient envoyés par leurs gouvernements. Mais pour que les intérêts des indigènes fussent pris en considération, cette commission ferait appel à des commissions indigènes dès que des intérêts indigènes seraient en jeu, et le jugement serait rendu conformément aux coutumes du pays.

M. Bayard dit qu'un tribunal de trois étrangers pourrait arriver à une décision impartiale, mais ce n'était pas ce qui était proposé. Le memorandum du ministre allemand disait :

« Le règlement définitif des discussions territoriales appartient à l'autorité judiciaire du tribunal territorial. »

Et plus loin :

« Celui-ci est composé d'un juge nommé par le gouvernement samoan, et d'un consul ou d'un des principaux concitoyens du plaidant. »

M. d'Alvensleben dit que son intention était que ce tribunal fût composé d'un juge nommé par le gouvernement samoan, et des consuls ou des principaux citoyens des nationalités auxquelles appartiennent les parties, de façon que chacune des parties fût représentée.

M. Bayard dit qu'alors c'était créer un tribunal spécial dans chaque affaire.

M. d'Alvensleben dit : Certainement ; les juges chargeraient selon la nationalité des parties. Il y aura toujours un juge samoan désigné par le gouvernement samoan, et il serait assisté par les représentants des parties. S'il y avait deux parties de différentes nationalités engagées dans une discussion, elles seraient toutes les deux représentées. Si c'était un Allemand et un Américain, il y aurait les consuls des deux pays, et ils assisteraient le juge.

M. Bayard dit : « Supposez qu'un Allemand et un Anglais en appellent de la décision de la commission territoriale, devant quel tribunal iraient-ils ? Devant un juge nommé par le gouvernement samoan, une personne nommée par l'Anglais, une autre par l'Allemand. Les plaideurs auraient

soin de choisir leurs propres amis, et alors le juge désigné par le gouvernement samoan rendrait le jugement définitif. Supposait-on qu'en créant un tribunal spécial dans chaque affaire, on arriverait à une uniformité de jugements ? On avait eu l'intention de fonder quelque chose se rapprochant, autant que possible, de la civilisation, et dans les décisions judiciaires il était nécessaire qu'il y eût de la stabilité et un système, que les lois fussent reconnues par la cour, et que celle-ci s'attachât à elles. Et s'il n'y avait pas d'uniformité de décisions, ce serait l'injustice sans remède. Si, dans chaque affaire, après que la commission territoriale, composée de représentants des trois Puissances, avait fonctionné, il y avait appel de la manière qu'indiquait le ministre allemand, chaque tribunal aurait une loi à lui.

Une autre chose qu'il voulait faire remarquer était la proposition de faire entrer dans le tribunal le consul du plaidant, bien que l'intervention des consuls dans d'autres questions fût jugée impraticable par suite de leur manque d'impartialité. Il voulait demander aussi si on n'atteindrait pas mieux l'objet de la conférence en introduisant dans le tribunal de dernier ressort un élément indigène qui serait placé sous le contrôle des représentants des trois Puissances contractantes. Grâce au projet de cinq membres, proposé par lui, il y aurait représentation indigène et uniformité de décision, et le tribunal ne demanderait pas quelle était la nationalité du réclamant, mais quelle était la base de sa réclamation. En outre, dans tous les tribunaux de dernier ressort, il doit y avoir un nombre impair afin d'empêcher un partage égal de voix. D'après le plan du ministre allemand, s'il y avait trois réclamants, le tribunal serait composé de quatre membres.

M. d'Alvensleben demanda qui présiderait dans le tribunal proposé par M. Bayard.

M. Bayard dit qu'il laissait aux cinq membres du tribunal le soin de choisir le président. Cependant c'était très important. Ce pourrait être un Allemand. Il n'aurait pas plus de pouvoir que les autres. Le rôle d'un président était de diriger les travaux du tribunal, et c'est la majorité du tribunal qui ferait le jugement.

M. d'Alvensleben dit que l'expérience avait appris que les étrangers ne s'entendraient jamais ensemble.

M. Bayard dit que les fonctionnaires étrangers aux Samoa n'y avaient pas jusqu'ici été en tant que juges dépendant du gouvernement samoan, mais comme représentants officiels de Puissances étrangères.

M. d'Alvensleben dit que si les cinq juges étaient pris aux Samoa, il y aurait des divisions dès le début, parce que chacun dans ce pays avait des intérêts engagés d'une manière ou d'une autre.

M. Bayard dit que si un juge avait des intérêts engagés, il ne pourrait siéger. Il supposait, cependant, qu'on pourrait trouver des hommes ne possédant pas de terres.

M. d'Alvensleben dit qu'il ne le croyait pas. Quant aux Samoans, ils étaient tous jaloux les uns des autres, et le trait caractéristique que trouve en eux M. Thurston, est qu'ils sont assez peu loyaux, de sorte qu'ils seraient tout à fait disposés, s'ils pouvaient obtenir la faveur d'une nationalité quelconque dans une discussion territoriale, à favoriser cette nationalité dans cette intention. Il était opposé à une semblable composition du tribunal.

M. Bayard demanda s'il excluait complètement les Samoans des décisions relatives aux titres de propriété.

M. d'Alvensleben dit qu'il croyait que la proportion de deux Samoans et de trois étrangers n'était pas conforme aux vues de son gouvernement. De plus, les étrangers aux Samoa n'étaient certainement pas moins intéressés dans les questions de terres que les Samoans, de sorte que si on ne peut trouver d'étrangers désintéressés aux Samoa, on en prendra ailleurs.

M. Bayard dit : Supposez que vous éliminiez entièrement, pour discuter, l'élément samoan, et que vous instituiez trois juges comme tribunal de dernier ressort ; vous laissez d'abord la commission s'organiser et recueillir les témoignages qu'elle veut et rendre tel verdict qu'il lui plait. Si le verdict donne satisfaction aux parties, il est valable ; si un appel peut être fait par l'une ou l'autre des parties, il est porté devant le tribunal composé des personnes nommées par les trois gouvernements. Cela résout-il la question ?

M. d'Alvensleben dit : Non, cela reviendrait presque au même. Nous disons que nous sommes disposés à faire mettre par le gouvernement samoan le juge à la tête de ce tribunal territorial suprême, et à considérer comme ses assistants les deux représentants des nationalités intéressées. Il pensait, cependant, que le point principal était qu'on arrivât à une entente relativement à la formation du gouvernement, parce que toutes ces discussions sur le règlement de questions territoriales lui paraissaient pour le moment n'être que préliminaires.

M. Bayard demanda si la commission territoriale n'était pas une partie essentielle de ce gouvernement.

M. d'Alvensleben dit que le salaire des juges devait être payé par le gouvernement, de sorte qu'il pensait que la commission territoriale ne pouvait commencer ses travaux qu'après l'établissement du gouvernement. Il avait proposé que le juge fût désigné par le gouvernement samoan. Comme il y avait un juge qui devait être désigné par le gouvernement samoan, il considérait qu'une des principales choses était qu'on s'accordât sur le gouvernement, et il demandait si M. Bayard maintenait sa proposition tendant à remettre les pouvoirs du gouvernement à cinq personnes, ou s'il était disposé à accepter la proposition allemande, qui consiste à donner le pouvoir exécutif au roi et à un conseiller.

M. Bayard dit qu'il ne permettait pas que la composition du tribunal territorial, en tant que corps distinct, dépendît de la composition de la branche exécutive du gouvernement. Si cela était, le pouvoir exécutif contrôlerait le juge. Le roi des Samoa avait déjà été nommé. Il y avait aussi une proposition tendant à la création d'un mandataire, ayant tous les pouvoirs de la fonction royale, mais n'en ayant pas le nom. On ne s'y est pas rattaché, mais cela a été proposé.

M. d'Alvensleben dit que le mandataire ou conseiller aurait à désigner le juge et que le roi aurait à le confirmer.

M. Bayard dit qu'ils avaient, au début de la conférence, déclaré l'absolue égalité des trois pouvoirs vis-à-vis du peuple samoan, et leur désir de maintenir l'indépendance et l'autonomie des îles et l'absolue égalité de traitement en matière de commerce, de navigation et de juridiction, et il est établi de plus que leur intention était qu'il n'y eût pas la moindre inégalité dans l'influence à exercer par les trois gouvernements sur le groupe, que, leurs intérêts fussent-ils grands ou petits, la base sur laquelle ils avaient étudié cette question était l'égalité d'intérêt des trois puissances contractantes au règlement de la question du gouvernement samoan. A

aucune époque, à sa connaissance, il n'avait émis l'idée de l'inégalité d'intérêt des trois puissances au règlement de la question qui leur était soumise. Toutes trois l'abordaient avec une égale responsabilité et des droits égaux à son règlement. Il était entendu que toutes trois avaient des conventions sous forme de traités avec ce peuple et étaient disposées à les maintenir. Quand il a soumis son plan relativement à l'établissement de la paix, il a touché la question en reconnaissant les droits et les intérêts samoans, et aussi l'égalité d'action des trois gouvernements. La première indication qu'il trouva d'un degré inégal d'influence exercée par une des trois puissances était dans les remarques de M. d'Alvensleben à la seconde conférence, dans laquelle il dit :

« Il ne reste qu'un moyen d'assurer l'influence étrangère sur le gouvernement samoan, influence si nécessaire à l'intérêt général, c'est de mettre un fonctionnaire étranger à la tête de l'administration, et de l'investir de droits et de pouvoirs suffisants pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre, aussi bien qu'au développement prospère du commerce et des relations. Comme l'autorité de ce fonctionnaire doit être apparente, d'une façon non équivoque, aussi bien pour les étrangers que pour les indigènes, il est bon que la désignation n'en soit pas laissée au gouvernement samoan, mais soit faite par suite d'un accord des puissances contractantes. En même temps, il serait bon que la puissance qui a à protéger les plus grands intérêts aux Samoa eût le droit de nommer le fonctionnaire qui aura pour devoir de contrôler le gouvernement indigène. »

M. Bayard dit que le pouvoir exécutif ne devait pas avoir à protéger les plus grands intérêts aux Samoa, mais tous les intérêts aux Samoa. Si un agent, ou gouverneur ou mandataire allemand était désigné, il devait l'être autant dans l'intérêt des Américains que dans celui des Allemands.

M. d'Alvensleben dit que son gouvernement l'entendait bien ainsi.

M. Bayard dit que ce devait être là le principe d'après lequel agiraient les puissances. Il avait été dit que « à la puissance étrangère chargée de protéger les plus grands intérêts de Samoa, il devait être conféré le droit de nommer le fonctionnaire dont le devoir sera de contrôler le gouvernement indigène ». Si ceci devait être un gouvernement pour tous, il n'y avait aucune raison pour que l'on donne le droit de protéger seulement certains intérêts. Le ministre d'Allemagne avait aussi dit :

« On ne peut s'attendre à ce qu'elle (l'Allemagne) consente à demeurer plus ou moins exclue du contrôle officiel du pays, et permettre qu'il passe à une des deux puissances y ayant le moins d'intérêts.

C'était une proposition d'inégalité.

Si on ne pouvait s'attendre à ce que l'Allemagne consente à devenir plus ou moins exclue, comment pouvait-elle s'attendre à ce qu'une autre puissance demeure ainsi ? Il y avait dans la proposition même d'exclusion, la marque d'inégalité qui est en contradiction avec l'esprit dans lequel cette conférence a commencé.

Dans le Memorandum de Sir Lionel West (protocole de la première conférence), il s'exprime ainsi :

Déclarant que le contrôle tripartite est impraticable, la solution de la difficulté paraîtrait être un contrôle alterné, pendant une période limitée, d'une des trois puissances. Au cas où on en viendrait à cet arrangement, la question du choix de la puissance prise comme mandataire des deux autres

s'élève la première fois naturellement, « le gouvernement de Sa Majesté considère que des intérêts commerciaux prépondérants devraient entrer en considération dans la décision ».

Dans le discours qu'il lut à la troisième conférence, sir Lionel West dit :

Il est admis par les trois puissances qu'une intervention étrangère peut seule assurer la stabilité du gouvernement indigène qu'on désire établir à Samoa, que le contrôle tripartite, qui a été exercé jusqu'ici, s'est montré prématuré. L'idée d'un mandataire n'exclut la reconnaissance d'aucun intérêt prépondérant, lequel, comme le Secrétaire d'Etat le fait justement remarquer, ne devrait pas être pris en considération, en traitant des questions avant la conférence. Le gouvernement allemand, aussi bien que le gouvernement de Sa Majesté, ne parle pas de la prépondérance des intérêts comme un argument en faveur du plan. Ils ont, il est vrai, dit qu'il devait y avoir égalité absolue de traitement en ce qui concerne le commerce, la navigation et la juridiction, si cela était adopté, mais le gouvernement de Sa Majesté est disposé, voyant les grands intérêts que l'Allemagne a à Samoa, à accorder au représentant allemand, le premier terme de cinq ans comme mandataire des deux autres puissances. Le gouvernement de Sa Majesté ne voit pas qu'aucun contrôle exclusif est inclus dans cet arrangement, comme, d'après les circonstances, le pouvoir mandataire ne pourrait être exercé qu'avec le consentement des deux autres puissances, et il paraît, par conséquent, peu important de savoir quelle puissance l'exercerait en premier.

M. Bayard dit que ces deux déclarations lui semblent incompatibles.

Sir Lionel West dit qu'il les croyait parfaitement d'accord.

M. Bayard demanda alors s'il pouvait regarder comme l'expression des vues de sir Lionel que :

L'idée d'un mandataire ne suppose la reconnaissance d'aucun intérêt prépondérant qui ne devrait pas être pris en considération en traitant les questions avant la conférence.

Sir Lionel West. — Certainement.

M. Bayard demande à M. Von Alvensleben si il acceptait cela.

M. Von Alvensleben dit qu'il pensait que les intérêts prépondérants devaient être pris en considération dans le but de trouver qui serait chargé du mandat.

M. Bayard demanda si dans la déclaration qu'on ne pouvait s'attendre que l'Allemagne consentit à demeurer plus ou moins exclue du contrôle officiel du pays et à le laisser passer à un des deux autres pays qui ont moins d'intérêt ; M. Von Alvensleben serait disposé à rayer l'Allemagne et à mettre les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne.

M. Von Alvensleben dit aussitôt que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne avaient le plus grand intérêt.

M. Bayard dit que ceci n'était pas la question. Comment l'Allemagne pourrait-elle s'attendre à ce que soit la Grande-Bretagne, soit les Etats-Unis acceptent un projet qui les « excluerait » plus ou moins du contrôle effectif du pays. Cela mettait la question dans une situation dans laquelle il ne voulait pas la voir placée.

Sir Lionel West dit qu'il n'avait pas compris que le projet allemand impliquait un contrôle exclusif.

M. Von Alvensleben dit qu'il ne le comprenait pas, toutes garanties regardées comme nécessaires pour entourer le mandat ayant été assurées.

M. Bayard dit qu'il avait appelé l'attention sur la question pour épargner du temps, et il pensait que s'ils pouvaient régler la question de la commission de terre, ils auraient fait un grand pas. Il considérait cela comme la base de tout l'arrangement, trouver une règle satisfaisante pour la réglementation de la possession de la terre dans le groupe, et prendre de sérieuses décisions dans une cour établie. Le ministre allemand avait cependant, dans ce rapport, soulevé la question de savoir ce que serait le gouvernement samoan qui aurait à désigner la cour de justice et ceci l'avait amené à remarquer ce qui lui paraissait être des assertions contradictoires du ministre d'Angleterre; mais comme il le leur avait déjà expliqué, les intérêts prépondérants ne devaient pas être pris en considération en traitant des questions avant la conférence.

Sir Lionel West. — Certainement non; alors nous serions inégaux.

M. Bayard dit que le but, dans le projet allemand, était de faire des intérêts prépondérants le commencement, la fin et le milieu de tout le plan du Gouvernement.

Sir Lionel West dit qu'il ne le voyait pas ainsi.

M. Bayard dit qu'il pensait pouvoir le démontrer, et tenterait de le faire par écrit à la prochaine réunion.

T.-J. BAYARD,
ALVENSLEBEN,
L.-S. SACKVILLE-WEST.

Protocole de la sixième Conférence Samoienne.

(Confidentiel).

Ministère d'Etat.

Washington, 26 juillet 1887.

M. Von Alvensleben lit le discours suivant :

« J'ai peine à saisir comment M. Bayard a pu, comme il l'a fait à notre dernière réunion, déduire du rapport qui terminait le *memorandum* que j'ai lu à la seconde Conférence, les conséquences qu'il en a déduites. Cette phrase était simplement destinée à expliquer le projet mandataire proposé par le Gouvernement impérial, et ne peut, de bonne foi, être prise seule; elle pourrait alors amener à un malentendu comme celui sous l'impression duquel est M. Bayard. Le sens de cette phrase est que l'Allemagne, ayant le plus d'intérêt dans les Samoa, demande à ce que les deux autres Puissances lui confient leurs intérêts pour exercer le contrôle effectif aussi bien dans ses propres intérêts que dans ceux de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Si ceci paraissait créer une apparence quelconque d'inégalité de droits, ce ne serait, toutefois, qu'une apparence; l'établissement du Gouvernement complet ne pouvant naturellement être fait dans cette Conférence, par la coopération des trois Puissances, que sur un pied de parfaite égalité, et par conséquent le plan mandataire ne peut être réalisé que par leur consentement. J'ai à peine besoin de répéter, comme les trois commissaires spéciaux se sont entendus dans leurs rapports, qu'aucun Gouvernement indigène n'offrira de garanties de stabilité, à moins qu'il ne soit assisté et contrôlé par un commissaire commun aux trois Puissances. Ceci est l'argument sur lequel le plan mandataire a été basé, et non pas sur le simple fait des intérêts prépondérants de l'une des Puissances. ».

M. Bayard dit qu'il ne voulait faire, sur le moment, aucun commentaire

sur ce rapport, parce que, en l'entendant lire, il ne voyait aucun changement sérieux dans le résultat. Le projet soumis par le Ministre d'Allemagne restait intact dans ses principes, et naturellement dans ses résultats, par le discours qu'il venait de lire.

M. Bayard lut alors le discours suivant, conformément à la proposition émise par lui à la dernière Conférence :

« Dans le projet fait pour établir la paix et la civilisation à Samoa avec le concours des Gouvernements des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne que j'ai soumis au nom des Etats-Unis, j'ai exprimé, dans les termes suivants, mon opinion sur le but de cette Conférence :

« 1^o L'indépendance et l'autonomie du royaume de ces îles ont été préservées du contrôle ou de l'influence prépondérante de tout Gouvernement étranger, et c'était par suite de cette entente que des commissaires ont été récemment envoyés par les trois Puissances, respectivement, pour étudier et faire des rapports sur la condition de ces îles, et que les Consuls respectifs des trois Puissances, dans ces îles, ont été changés ». Immédiatement après cette déclaration et comme une conséquence nécessaire de cela, j'ai fait la proposition suivante :

« 2^o Le désir des Etats-Unis, et également de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, est d'aider les indigènes de Samoa à former et administrer leur Gouvernement ».

Relativement à l'objet principal de la Conférence, — le maintien de l'indépendance et de l'autonomie des îles Samoanes et l'assistance d'un Gouvernement indigène, — je suis heureux de remarquer que mon jugement est confirmé par les déclarations respectives des Ministres allemand et anglais. Le *memorandum* lu par le premier à la première réunion de la Conférence commence comme il suit :

L'état peu stable des affaires des îles samoanes, état devenu graduellement de plus en plus préjudiciable aux résidents étrangers et aux intérêts commerciaux des trois Puissances signataires, celles-ci avaient à prendre en sérieuse considération les moyens par lesquels la paix durable et l'ordre pourraient y être rétablis. Avec ce but et la confiance que l'indépendance de Samoa sous un Gouvernement indigène serait maintenue et qu'aucun monopole ne serait créé pour une Puissance étrangère quelconque, les trois Puissances signataires ont consenti à la proposition du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de faire une Conférence de Plénipotentiaires. Il a été ensuite décidé que, afin d'avoir des informations complètes et sûres, sur lesquelles la Conférence baserait ses délibérations, des commissaires spéciaux seraient envoyés, avec des instructions, par leurs Gouvernements respectifs, pour faire des rapports sur la condition de ces îles ».

Le *memorandum* lu par le Ministre anglais à la même réunion, était comme il suit :

« Il est entendu que les trois Puissances n'ont aucun désir de fonder des colonies à Samoa, ou d'obtenir des monopoles commerciaux. Leur seul désir est d'établir le droit et l'égalité de commerce et de navigation pour leurs sujets et citoyens respectifs. Quant à une déclaration que les trois Puissances n'ont aucun désir de détruire l'indépendance de Samoa, mais cherchent seulement à établir le droit et l'égalité de leur commerce et navigation, elle pourrait être faite à cet effet, comme premier pas. Il a été néanmoins trouvé utile d'établir l'état exact des affaires dans les îles, en envoyant des commissaires spéciaux pour faire des rapports ».

On peut toutefois considérer comme pleinement reconnu et établi que le but des Etats-Unis, en proposant la Conférence actuelle, et des trois Puissances en envoyant des commissaires aux îles samoanes pour rendre compte de l'état des affaires, était de maintenir l'autonomie et l'indépendance des îles sous un Gouvernement indigène.

Ceci étant le but déclaré de la Conférence, j'ai écouté avec regret des projets et suggestions qui me paraissaient être fondés sur la reconnaissance d'une inégalité des intérêts des trois Puissances dans la prospérité politique, morale et commerciale des îles, et envisager sans équivoque la suppression virtuelle de leur Gouvernement indigène. Et dans ce rapport, je me référerai d'abord au projet suggéré par le Ministre allemand et approuvé par le Ministre anglais quant à la désignation d'un conseiller royal. Dans le *memorandum* lu par le Ministre allemand à la première réunion de la Conférence, les fonctions du conseiller étranger proposé sont décrites comme il suit :

« Ce conseiller, qui aura à agir comme mandataire des trois Puissances signataires, aura à diriger, sous la responsabilité nominale du Roi, les affaires du Gouvernement. Il aura à contrôler toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne le maintien de la paix publique en général, et surtout la sécurité de toute espèce de propriété appartenant à des résidents étrangers. Ce conseiller dont la situation serait virtuellement celle d'un premier Ministre, sera nommé par la Puissance signataire ayant, dans le temps présent, les intérêts prépondérants à Samoa. La nomination nécessite l'approbation des deux autres Puissances.

La première nomination aura à être faite pour un terme de cinq ans dans le premier cas, et à l'expiration de cette période, une nouvelle nomination sera faite dans les mêmes termes et conditions. Dans le cas où la situation deviendrait vacante pendant ledit terme de cinq ans par la mort, la démission ou le changement du conseiller, une autre personne serait de même désignée pour faire cet office jusqu'à la fin dudit terme ».

Les trois principales parties de ce projet sont : 1° que la « responsabilité » du Roi, dans les affaires du Gouvernement, serait purement « nominale » ; 2° que le conseiller aura à « contrôler toute mesure nécessaire » jusqu'à une limite indéfinie ; 3° qu'il sera désigné par la Puissance ayant les « intérêts prépondérants » à Samoa et qu'à l'expiration de cinq ans, une nouvelle nomination sera faite « dans les mêmes termes et conditions ». Il est établi, il est vrai, que la nomination devra recevoir « l'approbation des deux autres Puissances ». Mais la prépondérance des intérêts matériels d'une Puissance quelconque dans les îles étant reconnue, cette Puissance aurait, si le projet soumis par le Ministre allemand était accepté, le droit de nommer et de renommer aussi longtemps que cette prépondérance durerait, qu'une autre Puissance s'y oppose ou non. Ainsi, tandis que la nomination actuelle par la Puissance ayant les intérêts matériels prépondérants aurait à être approuvée par les deux autres Puissances, son droit de faire la nomination ne pourrait être discuté tant que la prépondérance durerait.

Il ne semble pas que cette proposition ait été mise en doute ; car immédiatement après la déclaration du projet, le Ministre allemand dit :

« Dans le but d'éviter toute mésintelligence de la situation, par le fait de placer un représentant d'une des Puissances signataires dans la situation la plus élevée de l'Administration samoane, il sera utile de reconnai-

tre à nouveau formellement le principe — déjà contenu dans les traités existant avec Samoa — de l'absolue égalité de traitement en ce qui concerne le commerce, la navigation, la juridiction et toutes autres matières, quelles qu'elles soient, devant être assurée aux trois Puissances et à leurs sujets et citoyens ».

Je ne puis assurer précisément jusqu'où la proposition du Ministre allemand, en ce qui concerne le conseiller, est soutenue par le Ministre anglais. Dans le *memorandum* lu par ce dernier à la première réunion de la Conférence, je trouve ce qui suit :

Les trois commissaires semblent reconnaître aussi la difficulté du contrôle tripartite, comme il a été plus ou moins exercé jusqu'ici ; tandis qu'ils déprécient en même temps l'établissement du contrôle exclusif d'une quelconque des trois Puissances. Déclarant que l'établissement d'un gouvernement indigène, exercé par le roi qui pourrait être élu, assisté d'un conseil indigène, est nécessaire pour préserver l'autonomie et l'indépendance des îles, la solution de la difficulté semblerait être un contrôle alternant, pendant une période limitée d'une quelconque des trois Puissances. Dans le cas où on se tiendrait à cet arrangement, la question de savoir quelle Puissance serait choisie comme mandataire des deux dans la première occasion, s'élève naturellement, et le gouvernement de Sa Majesté considère que les intérêts commerciaux prépondérants devraient être pris en considération dans la décision.

« Puisque M. Thurston, M. Travers et M. Bates semblent tous d'accord pour reconnaître cette prépondérance à l'Allemagne, à un point plus ou moins grand, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à consentir à ce que le pouvoir mandataire soit exercé par le représentant allemand pendant le premier terme de cinq ans, l'absolue égalité de traitement en ce qui concerne le commerce, la navigation, la juridiction, et toutes les autres questions devant être assurée aux trois Puissances et à leurs sujets et citoyens. »

Ainsi, tandis que le ministre anglais se déclarait dans la proposition pour un seul conseiller, il disait que, dans le cas d'un accord sur ce point, la question serait de savoir quelle Puissance serait choisie comme « mandataire des deux autres dans la première occasion » ; que le gouvernement de Sa Majesté considérerait que des intérêts commerciaux prépondérants devraient être « pris en considération dans la décision » ; que, comme l'Allemagne avait les intérêts prépondérants, le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à consentir à ce que le pouvoir mandataire « soit exercé par le représentant allemand pendant le premier terme de cinq ans. »

Dans un discours lu par lui à la troisième séance de la Conférence, le ministre anglais dit que les projets mandataires n'excluaient pas « la reconnaissance d'intérêts prépondérants quelconques qui, comme le Secrétaire d'Etat l'avait justement remarqué, ne devraient pas être pris en considération en s'occupant des questions avant la Conférence » ; que le Gouvernement de Sa Majesté ne voyait pas qu'aucun « contrôle exclusif » soit compris dans l'arrangement, le pouvoir mandataire « ne pouvant être exercé qu'avec le consentement des deux autres Puissances », et il paraissait, par conséquent, d'une mince importance, de savoir qui serait « le premier à l'exercer ».

Quand j'ai remarqué que le ministre anglais parlait du gouvernement

qui devait être le « premier » à prendre la place de mandataire ; que j'ai demandé s'il voulait dire qu'il y aurait une alternance et que la Puissance prendrait la place la « première », devait après cinq ans être remplacée par une autre, il répondit qu'il devrait y avoir alternance « avec le consentement des deux autres ». Quand j'ai ensuite demandé quel était son but en disant le « premier », pourquoi il ne disait pas « perpétuel », il répondit qu'il fallait que ce fût « alternatif », si cela arrivait une fois à chacun.

A la quatrième séance de la Conférence, le ministre d'Angleterre, pour expliquer l'expression « contrôle alternatif pour un temps limité », précédemment employée par lui, dit « qu'il ne comprenait pas que le représentant de chaque Puissance » soit élu à son tour, mais simplement que l'exercice du pouvoir comporte un caractère alternatif ; car si la prépondérance allemande venait à cesser à la fin des premiers cinq ans, la Puissance qui la posséderait, devrait, d'après le projet allemand lui-même, exercer le pouvoir mandataire. Il est compris que d'après le projet allemand, les intérêts prépondérants devraient, pour le temps présent, être pris en considération dans la décision de la question de savoir quelle Puissance devrait désigner le représentant avec l'approbation des deux autres Puissances. »

Je remarque que cette déclaration, tout en s'appliquant à la prépondérance des intérêts, dit seulement que les « intérêts prépondérants au temps présent » devraient être pris en considération. Cela décide la question de savoir quelle Puissance devrait « désigner le représentant avec l'approbation des deux autres Puissances » ; et comme le ministre anglais a déclaré à notre dernière réunion que sa déclaration première que « le projet mandataire n'implique pas la reconnaissance d'intérêts prépondérants quelconques qui ne devraient pas être pris en considération en s'occupant des questions avant la Conférence », pouvait être prise comme l'expression de sa manière de voir, je suis incapable de trouver une adhésion exprimée par lui à ce que je crois être la proposition du ministre allemand : à savoir, d'une part la première désignation d'un mandataire devra être faite par une des Puissances et soumise à l'approbation des deux autres ; et néanmoins, d'autre part, la Puissance ayant les intérêts prépondérants doit avoir le droit incontestable de nomination, soumis seulement à l'approbation des deux autres Puissances.

Entre cette proposition et la proposition que la Puissance ayant les intérêts prépondérants désignera, si les deux autres Puissances consentent, il y a à mon avis une différence grande et essentielle. La dernière proposition, tout en n'étant pas sans soulever des objections, ne mettrait pas le droit uniquement sur le terrain de la prépondérance des intérêts. Il ne pourrait être exercé sur ce terrain seulement, parce que le consentement des autres Puissances serait nécessaire pour exercer les droits de cette Puissance, chaque fois qu'une nomination aurait à être faite.

Mais s'il est admis que la Puissance ayant la prépondérance des intérêts matériels, devra pour cette raison faire la nomination, soumise seulement à l'approbation de la nomination par les autres Puissances, alors, à mon opinion, on fait de la prépondérance d'intérêts et de l'inégalité conséquente d'influence, la base actuelle et le principe dominant de tout le plan de gouvernement.

Je ne puis trouver une plus grande confirmation de cet examen du projet tel qu'il est présenté par le ministre allemand, que dans son propre argument

en sa faveur, par lequel, après avoir établi la prépondérance des intérêts allemands, il dit : « On ne peut, par conséquent, s'attendre à ce qu'elle (l'Allemagne) consente à demeurer plus ou moins exclue du contrôle effectif du pays, et permettre qu'il passe à l'une des deux Puissances ayant le moins d'intérêts. »

Si le fait de placer les pouvoirs du conseiller dans les mains d'un représentant d'une des autres puissances signifiait l'exclusion de l'Allemagne, alors, je suis incapable de voir pourquoi, si on plaçait ces pouvoirs entre les mains d'un représentant d'Allemagne, cela ne signifierait pas également l'exclusion des autres Puissances de l'influence dans l'administration des affaires. Mais ceci n'est pas du tout exact. L'idée du contrôle exclusif n'est pas seulement ainsi clairement déduite du projet, et élevée en objection à l'exercice des pouvoirs mandataires pour le « contrôle effectif du pays » par toute Puissance autre que celle ayant la prépondérance des intérêts, mais le plan ainsi exposé implique, dans mon opinion, le déplacement virtuel du gouvernement indigène, et, au lieu du gouvernement indigène avec l'assistance étrangère, le contrôle absolu et indéfini des affaires des îles par un seul étranger. Sur ce point, je cite l'exposition du plan du ministre allemand à la seconde séance de la Conférence, comme il suit :

Il n'y a plus qu'un moyen de soutenir dans le gouvernement de Samoa l'influence étrangère qui est si nécessaire aux intérêts généraux, c'est de placer un fonctionnaire étranger à la tête de l'administration, et de l'investir de droits et de pouvoirs suffisants pour prendre les mesures nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre, aussi bien qu'au développement prospère du commerce et des relations. Comme l'autorité de ce fonctionnaire devra être notifiée d'une manière non équivoque aux étrangers aussi bien qu'aux indigènes, il est à recommander que la nomination n'en soit pas laissée au gouvernement samoan, mais qu'elle soit faite par une entente des Puissances signataires. Il paraîtrait en même temps que le droit de nommer le fonctionnaire, dont le devoir sera de contrôler le gouvernement indigène, doit être donné à la Puissance chargée de protéger les plus grands intérêts à Samoa.

Dans mon opinion, donner à un seul conseiller des « droits et pouvoirs suffisants pour prendre les mesures nécessaires » non-seulement « au maintien de la paix et de l'ordre » mais aussi au « développement de la prospérité du commerce et des relations », revient à investir ce fonctionnaire étranger du pouvoir absolu (législatif aussi bien qu'exécutif) de gouverner ; et dire ensuite que sa désignation « ne devrait pas être laissée au gouvernement samoan, mais devrait être faite par un arrangement entre les Puissances signataires » et que son « devoir » devra être « de contrôler le gouvernement indigène » ne fait qu'augmenter la destruction virtuelle de l'indépendance et de l'autonomie indigènes. Le résultat serait le même, que le conseiller exerce ses pouvoirs avec impartialité, ou qu'il soit influencé dans sa conduite officielle par le fait, dont sa désignation serait la preuve, que les intérêts étrangers les plus étendus avec lesquels il aurait affaire seraient ceux de ses propres concitoyens.

A ces objections au plan conseillé tel qu'il est pré-enté, la seule réponse que j'aie trouvée jusqu'ici est que la Puissance qui doit désigner le conseiller donne, dans ce projet, toutes les « garanties » raisonnables pour que les fonctions dont il sera investi soient loyalement exercées.

Les Etats-Unis n'ont pas accepté les procédés actuels avec l'idée qu'ils les

conduiraient à donner ou à recevoir d'une Puissance étrangère quelconque une garantie quelconque du bon gouvernement des îles samoanes; et, en effet, une telle mesure aurait été en contradiction avec leur politique habituelle et bien entendue. Ils avaient traité avec le gouvernement samoan comme avec un gouvernement indépendant et responsable, et comptaient sur ce gouvernement seul pour tenir ses engagements conventionnels et pour la protection des intérêts américains. Il en a été ainsi avec les gouvernements représentés à cette Conférence. Néanmoins, une garantie fait naturellement naître l'idée de contrôle actuel et responsable. Et pour une Puissance qui donne, et les autres Puissances qui acceptent d'elle une garantie du bon gouvernement des îles, cette garantie, loin d'être dans le sens du maintien de l'autonomie et de l'indépendance indigènes, que les Puissances ont jusqu'à présent toujours reconnues, serait un pas en arrière, et dans le sens d'un affaiblissement effectif et d'un effacement définitif de l'autonomie indigène.

Quand nous considérons l'exposé du projet pour le règlement des titres de propriété soumis par le ministre allemand, l'autorité absolue et décisive du « conseiller » est révélée avec une égale clarté. Dans le projet proposé par moi pour le soutien du gouvernement indigène, la question terrienne occupait une place essentielle et marquante. La même chose peut être dite des projets soumis par les autres membres de la Conférence; car, comme il était admis que les revendications terriennes des étrangers excédaient de beaucoup la surface des îles, la nécessité de donner aux indigènes un moyen d'échapper à des demandes si évidemment exagérées, avait été reconnue de toutes parts. Ces projets sont maintenant devant la Conférence. Celui que j'ai soumis organisait un seul corps judiciaire, ayant une juridiction de première et de dernière instance, consistant en cinq membres, qui seraient désignés par le roi, trois d'après les différentes propositions des trois Puissances signataires, et deux d'après son propre choix. Le ministre anglais a proposé une commission terrienne suivie d'une « Cour terrienne internationale ». Le ministre allemand, dans son projet, a proposé une commission terrienne de trois étrangers, avec le pouvoir de créer des sous-commissions d'indigènes dont les décisions, néanmoins, ne devront pas être concluantes sur les questions à elles soumises; cette commission étrangère serait suivie d'une Cour terrienne.

Cette Cour terrienne devra être composée d'un juge désigné par le « Gouvernement samoan » et des consuls ou d'un ou de plusieurs citoyens marquants de la ou des nations intéressées. J'ai fait allusion, lors de notre dernière réunion, au fait que je ne trouvais pas dans ce projet, la possibilité d'un appel d'un indigène de la Commission à la Cour terrienne, et aussi à la constitution incertaine et mobile de ce tribunal.

Mais le point sur lequel je désire maintenant attirer l'attention est que le « Gouvernement samoan » qui doit ainsi désigner le « juge » de cette Cour terrienne de dernier ressort, est le conseiller étranger; en effet, comme le ministre allemand le déclarait, ce conseiller devait faire la nomination, le roi la confirmant simplement. Comme les appels à la Cour terrienne pourraient peut-être rester généralement entre deux contestants ou réclamants, ceci donnerait au conseiller la désignation de la personne qui emporterait le dernier vote. Il n'y a, qui plus est, rien dans le projet pour empêcher le conseiller d'agir en qualité de juge (comme d'ailleurs j'ai compris que le ministre allemand avait déclaré que ce pouvait être fait), combinant ainsi

les fonctions de contrôleur suprême exécutif et législatif avec celles de juge terrien suprême. Et on peut difficilement supposer que l'addition des fonctions judiciaires aux fonctions exécutives et législatives diminuerait son autorité.

Le plan soumis par moi prévoyait, dans mon esprit, la pleine reconnaissance des droits indigènes aussi bien que la complète protection des intérêts étrangers. L'insinuation faite autrefois que, ne votant pas ensemble, les juges étrangers ne mettraient pas les réclamants étrangers à l'abri des vues intéressées des deux juges indigènes, n'est, dans mon esprit, aucunement concluante contre le projet. Je ne croirai pas désirable de voir les juges étrangers assumer une situation supposée en opposition aux réclamants indigènes, et indiquant l'opinion que leurs réclamations étaient généralement mal fondées.

Quant aux lieux d'où les juges étrangers proposés par moi, aussi bien que les membres étrangers du Conseil exécutif, devraient être tirés, je ne fais aucune proposition, quant à savoir s'ils devraient être des résidents samoans ou des envoyés de la Puissance faisant la nomination. Si la dernière alternative paraissait désirable, je ne ferais aucune objection à son adoption.

En réponse à l'argument donné par le ministre allemand contre le plan proposé par moi pour un contrôle exécutif, disant que cela amènerait et perpétuerait les calamités du contrôle tripartite, comme il a été déjà tenté dans la municipalité d'Apia, je désire démontrer d'abord que le conseil proposé par moi devrait se composer de cinq personnes et non de trois, et que deux des cinq, le roi et le vice-roi, devraient être des indigènes de Samoa. En second lieu, il a été observé que, poursuivant l'idée que ce gouvernement devait être indigène, indépendant et autonome, les trois fonctionnaires étrangers proposés par moi ne devaient pas, comme le seraient les consuls, être les représentants officiels des trois Puissances, mais devaient être désignés par le roi de Samoa, et être les officiers du gouvernement samoan dans le sens le plus large, recevant leur salaire du gouvernement et ne dépendant aucunement d'aucune puissance étrangère. Le principe de ma proposition n'était pas nouveau. On a employé ce moyen dans les tribunaux mixtes d'Egypte, et il a été adopté par les trois puissances représentées à cette conférence dans la constitution de tribunaux judiciaires ailleurs, et loin d'être considérés comme contenant le « germe de la mort », il a servi au progrès de la justice, et à la grande satisfaction reconnue de tous les intéressés.

On verra ainsi que, plus cette conférence a avancé, plus les vues du projet présenté par le ministre allemand sont développées par lui, et plus nous nous trouvons nous éloigner d'une reconnaissance sérieuse quelconque d'une autorité autonome indigène à Samoa, et de l'indépendance conséquente de ce groupe d'îles.

Le projet ainsi proposé et expliqué par M. von Alvensleben, est, en résumé, celui d'un gouvernement autocratique, basé sur des intérêts commerciaux, et l'expérience a montré ce qui devait nécessairement résulter d'une telle tentative, et que, avec ce projet, la ruine du but que nous avons clairement proposé est certaine.

Je ne vois pas pourquoi nous ne devrions pas reconnaître au début, et encourager à Samoa, un esprit de liberté, de self-government, et de respect de soi-même. L'Allemagne et les Etats-Unis ont jusqu'ici donné de

fortes indications de leur désir de ceci, par leur prompt désaveu des actes arbitraires et non autorisés de leurs consuls respectifs (Stübel et Greenbaum). Et il est à remarquer que la conduite des étrangers a été la cause de plus de désordre et de mécontentement à Samoa qu'aucun acte spontané des indigènes, qui, toutes les fois qu'ils ont agi d'une manière inconvenante ou immorale, paraissent l'avoir fait à l'instigation de quelque agent étranger.

Nous ne pouvons, par conséquent, condamner d'avance le « self-government » indigène, puisqu'il n'a pas été essayé, et un projet contenant de tels éléments a droit à une considération favorable, et à être loyalement mis à l'épreuve.

Ne serait-il, par conséquent, pas bien de notre part d'ajourner cette conférence jusqu'en automne, et de donner ainsi le temps aux ministres d'Allemagne et de Grande-Bretagne, de soumettre ces protocoles à leurs gouvernements respectifs, de manière à ce qu'ils puissent recevoir des instructions d'un caractère plus arrêté, avec l'aide desquelles nous aurons la possibilité d'arriver à un accord ?

Relativement au discours lu par le ministre allemand, M. Bayard désire ajouter qu'il considèrerait sa proposition originaire d'un conseil exécutif de cinq membres, trois étrangers et deux indigènes, comme étant une conséquence directe des recommandations des commissaires américains et anglais, et qu'il n'avait trouvé dans le rapport d'aucun de ces messieurs un assentiment quelconque à l'opinion que les gouvernements indigènes devraient « être assistés et contrôlés par un agent commun aux trois Puissances ».

Sir Lionel West : Vous proposez alors de remettre la conférence pour les raisons que vous avez établies ?

M. Bayard : Oui.

Sir Lionel West : Dans ces circonstances, je ne vois pas qu'il y ait une autre décision à prendre. Vous proposez que la conférence soit ajournée et non pas rompue.

M. Bayard dit que sa proposition était d'ajourner jusqu'à l'automne pour les raisons qu'il avait établies. Il croyait essentiel que le gouvernement des îles s'établisse sur des principes solides, et il avait tenté de montrer ce qu'il pensait devoir être le résultat logique des mesures proposées par le ministre allemand.

Sir Lionel West : Nous informerons simplement nos gouvernements que vous proposez l'ajournement pour les raisons établies.

M. Von Alvensleben : Principalement à cause du projet soumis par mon gouvernement, que M. Bayard ne trouvait pas acceptable.

M. Bayard : Et contre lequel j'ai donné des raisons. Je considère que cela mènerait à des résultats destructifs du but même et de l'utilité de cette conférence.

Le memorandum suivant, se rapportant à certaines observations du discours de M. Bayard, est ajouté sur la demande du ministre allemand.

« M. Bayard a fait dans ce memorandum une remarque qui, si elle est exacte, montrerait sous un jour défavorable la conduite du dernier représentant allemand à Samoa. Comme la proposition d'ajournement de la conférence a mis fin d'une manière imprévue à nos délibérations actuelles, j'ai été empêché de dire, en réponse à cette articulation, ce que j'ai grand intérêt à voir ajouter à ce protocole ; à savoir que je suis totalement ignorant des faits sur lesquels M. Bayard peut baser ses critiques de la conduite du docteur Stübel.

« Si M. Bayard croit, comme il semblerait, que le départ du docteur Stübel d'Apia, bientôt après l'arrivée du commissaire spécial allemand, impliquait une désapprobation du gouvernement impérial, je désire établir que c'était simplement pour prouver la bonne volonté de mon gouvernement à condescendre à la proposition de M. Bayard de changer le représentant consulaire des trois Puissances signataires, qu'un congé d'absence avait été accordé au docteur Stübel, et qu'il n'y avait aucune autre raison pour son départ d'Apia. »

T.-J. BAYARD.

ALVENSLEBEN.

L.-S. SACKVILLE WEST.

Questions territoriales dans l'Afrique du Sud.

Le marquis de Salisbury à M. George Glynn Petre, ministre de la Grande-Bretagne à Lisbonne

Foreign-Office, 21 novembre 1889.

Votre dépêche du 16 m'a apporté copie du décret royal publié dans la *Gazette officielle* de Lisbonne du 9 courant et plaçant sous l'administration portugaise un vaste territoire de l'intérieur de l'Afrique au nord et au Sud du Zambèze. Ce territoire, auquel le décret du gouvernement portugais donne le nom de Zumbo, paraît embrasser une grande partie du Mashonaland et, au nord, une immense contrée proche des frontières de l'état libre du Congo et de la ligne de partage du lac Nyassa.

Je vous prie de rappeler au gouvernement portugais que le Mashonaland est soumis à l'influence britannique et de déclarer que mon gouvernement ne reconnaît les prétentions du Portugal sur aucune partie de ce territoire.

La convention intervenue entre Lobengula (roi du Mashonaland et du Makalakaland) et la Grande-Bretagne le 11 février 1888 a été dûment notifiée au Portugal, et officiellement publiée dans la colonie du Cap.

Mon gouvernement ne peut davantage reconnaître les prétentions du Portugal au territoire situé au nord du Zambèze. Le territoire revendiqué par le Portugal de ce côté longe le fleuve Loanwa, sur les rives duquel vivent ces tribus avec lesquelles mon gouvernement a conclu des traités ; et les prétentions portugaises semblent incompatibles avec les droits britanniques résultant de la création d'établissements anglais sur le fleuve Shiré et les bords du lac Nyassa. Outre cela, les Portugais prétendent établir leur juridiction sur de vastes territoires encore inoccupés, mais principalement découverts par des explorateurs anglais. Vous rappellerez à M. Barros Gomès le memorandum que vous lui avez remis de ma part le 13 août 1887, où mon gouvernement protestait contre toutes prétentions non fondées sur l'occupation et déclarait ne pouvoir reconnaître la souveraineté du Portugal sur des territoires dont elle n'avait pas pris effectivement possession et où elle n'était représentée par aucune autorité capable d'exercer les droits ordinaires de la souveraineté. Vous renouvellez formellement cette protestation.

Vous informerez Son Excellence que mon gouvernement reconnaît sur le Haut-Zambèze l'existence de l'occupation portugaise à Tete et à Zumbo, mais qu'il n'a connaissance de l'occupation d'aucun autre territoire, d'aucune autre région. Vous placerez copie de cette dépêche immédiatement entre les mains de M. Barros Gomès.

M. Barros Gomès, ministre des affaires étrangères du Portugal, à Monsieur Luiz de Soveral, chargé d'affaires du Portugal à Londres.

Lisbonne, le 29 novembre 1889.

Monsieur le chargé d'affaires,

Le ministre de Sa Majesté Britannique à Lisbonne m'a remis, le 25 courant, la copie d'une dépêche qui lui a été adressée le 21 par M. le marquis de Salisbury. Ce document contient une protestation contre les dispositions du décret du 7 courant, qui a créé et délimité partiellement le nouveau district du Zumbo dans la province de Mozambique.

La protestation du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique est basée sur deux catégories d'arguments, se rapportant les uns aux territoires situés au sud du Zambèze, et les autres aux régions qui sont au nord de ce même fleuve et qui, aux termes du dit décret, constituent une partie du district récemment créé.

Le gouvernement de Sa Majesté est très fermement convaincu d'être resté strictement dans les limites de son propre droit, et d'avoir agi sans aucune arrière-pensée d'empiéter sur les droits de qui que ce soit, mais dans la seule intention de sauvegarder et de défendre, comme il lui incombe de le faire et comme il l'a toujours fait, les droits de la couronne de Portugal, quand ils sont contestés ou menacés.

C'est dans cet ordre d'idées que le gouvernement de Sa Majesté s'empresse de répondre à la communication du cabinet britannique, en maintenant les termes précis du décret du 7 novembre ; mais, en même temps, guidé par le sentiment de la déférence due, à tous les titres, à une nation amie, il formulera d'une façon résumée les raisons sur lesquelles il se base pour agir ainsi, en exprimant aussi l'espoir qu'elles seront appréciées par l'esprit d'équité qui caractérise la nation anglaise, laquelle n'a besoin de léser les intérêts d'aucun pays, et, moins que tous les autres, ceux du Portugal, étant, comme elle l'est, grande, puissante et respectée parmi les principales nations du monde.

I

Lord Salisbury affirme que l'arrangement conclu entre l'Angleterre et Lobengula le 11 février de l'année dernière, la publicité qui a été donnée à cette convention au Cap de Bonne-Espérance et les termes dans lesquels elle a été notifiée au gouvernement portugais le 24 juillet de la même année, termes qui se rapportent toujours à tout le territoire indiqué dans les cartes anglaises sous le nom de Mashonaland, placent ce territoire tout entier dans la sphère d'influence de l'Angleterre et excluent par conséquent toute possibilité d'y établir l'occupation portugaise.

A cette affirmation péremptoire, le gouvernement portugais oppose de son côté les considérations et les arguments suivants :

1^o Dès que la teneur du traité conclu avec Lobengula a été connue au cap de Bonne-Espérance, à la fin d'avril 1888, le consul de Sa Majesté à Cape-Town a protesté contre cet arrangement, et la plus grande publicité a été donnée à sa protestation dans les journaux de la colonie.

2^o Le 1^{er} mai, le ministre de Sa Majesté à Londres a remis à lord Salisbury un *memorandum* dans lequel on réservait clairement les droits du Portugal concernant une partie du pays dit Mashonaland.

3^o Le traité conclu avec Lobengula ayant été notifié officiellement et par écrit à Lisbonne, le 1^{er} août 1888, par le chargé d'affaires d'Angleterre, qui

a ajouté verbalement en remettant la notification, que le gouvernement anglais avait l'intention et le désir de procéder avec le Portugal à une délimitation de frontières, dans la région située entre le Zambèze et le Limpopo, je me suis empressé de répondre, en mentionnant dans ma note du 6 août cette invitation, acceptée avec plaisir, en renouvelant toutes les protestations et les réserves antérieures touchant le Mashonaland et en indiquant dès lors la rivière Sahnal, où aboutissent les possessions de la couronne et, le long du Limpopo, les territoires appartenant aux régules dépendants du Gungunhama, comme étant les points extrêmes de la frontière occidentale de Mozambique. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a donné alors aucune suite aux négociations que lui-même affirmait vouloir entamer avec celui de Sa Majesté Très-Fidèle.

4° Un *Livre Bleu* ayant été publié officiellement au Parlement du Cap, avec une carte sur laquelle on indiquait comme appartenant à Lobengula des territoires qui étaient placés depuis plus de deux siècles sous notre souveraineté ou notre influence, j'ai formulé, dans une note du 14 septembre adressée à la légation de Sa Majesté Britannique à Lisbonne, une protestation formelle, réservant les droits de la couronne de Portugal.

5° Lobengula ayant concédé exclusivement à M. Rudd l'exploitation des mines de tous les territoires qui passaient pour constituer la totalité de ses Etats, le consul de Sa Majesté au Cap a protesté immédiatement contre les termes d'une concession aussi extraordinaire, qui est l'origine de la *South-African Company* actuelle ; et une seconde protestation formelle du gouvernement contre une semblable concession, en ce qui concerne la partie relative au territoire portugais, a été remise le 10 décembre 1888 à Lord Salisbury.

Tous ces faits prouvent que le gouvernement de Sa Majesté Britannique connaissait l'insistance persévérante avec laquelle le Portugal maintenait ses droits sur une partie du Mashonaland, et c'est pour rendre hommage à un principe de justice et à ce que je considère, pour ma part, comme l'intérêt bien entendu des deux pays, que l'on faisait, peu de temps après, à Lisbonne, sur l'initiative officieuse, il est vrai, de Lord Salisbury, une tentative pour conclure un arrangement, et que l'on parvenait même à fixer les termes généraux de cet arrangement, auquel le gouvernement de Sa Majesté se prêtait avec la plus grande cordialité, et qui finalement ne put être conclu, mais non pas par la faute du Portugal.

Le traité conclu avec Lobengula constitue l'unique argument opposé aux droits du Portugal par l'Angleterre dans la protestation à laquelle je réponds.

Or la souveraineté de ce chef, là où elle est effective dans les régions contestées, se base seulement et exclusivement sur la prédominance d'une force exercée d'une façon si cruelle et si barbare que l'évêque de Bloemfontein protestait récemment dans des termes émus et éloquents, en apprenant que l'on venait de remettre à Lobengula mille fusils perfectionnés et les munitions nécessaires, qui avaient été introduits par les douanes de Cape-Town pendant le blocus des côtes de Zanzibar et de Mozambique.

« Une chose que je ne ferais jamais, écrivait ce prélat, ce serait de donner un fusil à Lobengula, alors même qu'il me le demanderait. J'aimerais mieux sacrifier toute mon expédition que confier des armes à feu à un Matebelè ; car il faut que tout le monde sache que ces fusils ne serviraient qu'au massacre de gens inoffensifs. L'homme qui accomplirait cet acte s'en repentirait amèrement dans cette vie ou dans l'autre. »

Il ne faut pas non plus perdre de vue un fait qui a, à tous les titres, une importance capitale dans cette question, savoir : que les tribus des Mashonas ne sont pas toutes tributaires de Lobengula.

Une autorité qui n'est certainement pas suspecte à l'Angleterre, M. F. C. Selous, confirme dans les termes suivants les assertions du gouvernement portugais :

« A mon retour en Angleterre, j'ai pu constater (c'est dans la livraison du mois de mai dernier de la *Fortnightly Review* que parle ainsi ce voyageur bien connu) que la majorité des personnes peu nombreuses qui ont quelque idée de la question croit que les Mashonas sont un peuple subjugué par les Matebelès et vivant maintenant pacifiquement sous leur protection, en payant un tribut à Lobengula, leur roi.

« Cela est entièrement inexact. Il y a différentes communautés Mashonas qui sont soumises à Lobengula, lui paient un tribut et gardent de grands troupeaux de bestiaux appartenant aux Matebelès. Elles sont bien traitées et ont peu à se plaindre, tant qu'elles sont bien vues. Mais il y a aussi un grand nombre de tribus de Mashonas qui ne sont en aucune façon soumises à Lobengula. Elles ne lui paient pas de tribut ; et quand elles sont attaquées par ses guerriers, elles se réfugient dans les cavernes et sur le sommet de leurs montagnes et défendent le mieux qu'elles peuvent leur vie et leur propriété contre les envahisseurs. »

Cette seule affirmation suffirait, vu la connaissance que celui qui la formule a des régions en question, pour réduire à néant l'avantage que l'on prétend tirer du traité conclu avec Lobengula.

Mais qu'est-ce que le Portugal peut opposer, de son côté, à cette unique base de droit alléguée par la Grande-Bretagne ?

Il oppose la découverte, l'occupation effective pendant des siècles, les travaux d'évangélisation et d'exploration, les œuvres commerciales et militaires, les travaux de différents genres, dont les traces se rencontrent encore à chaque pas dans ces régions : ce qui explique le maintien d'une influence effective qui s'est continuée jusqu'à nos jours et qui a causé le brillant succès des deux expéditions qui viennent d'être faites dans toute cette contrée sous le drapeau du Portugal.

Je voudrais résumer ici les raisons sur lesquelles se fonde mon assertion. Le droit primitif historique du Portugal à la possession et à la domination effective de ces vastes espaces de territoire s'appuie sur la cession de l'antique empire de Monomotapa, qui a eu lieu en 1630, alors que D. Numo Alvarez Pereira gouvernait le Mozambique.

Le territoire de cet empire s'étend du N.-O. au S.-O., depuis la région où le Cafoué rencontre le Zambèze, le long du cours de l'Umniati, jusqu'à l'Océan à Inhambane. Et comme l'empire se divisait en deux provinces : la Botonya ou province orientale et la Mocaranya ou province occidentale, au moyen d'une ligne de séparation suivant approximativement le cours du Mussengueji, et que la zone appelée aujourd'hui Mashonaland était partie intégrante de la seconde de ces provinces, il est clair que les raisons qui peuvent militer en faveur du maintien de nos prétentions à la totalité de l'empire s'appliquent à toute partie de cet empire et partant à Mashona. Mais les droits historiques du Portugal sont loin de se baser uniquement sur ce seul acte de cession de la part de l'Empereur, acte qui n'a été que la reconnaissance de son impuissance et la conclusion officielle d'une série d'annexions opérées par les Portugais durant la période finale du xvi^e

siècle : ils se fondent encore sur le plus décisif des actes de possession en droit, sur la construction de forteresses.

Dans toute la région de Mashona on voit encore leurs ruines bien conservées, ainsi que l'attestait au mois de mars de cette année M. Lochner, dans un article publié dans le *Bechuanaland News*, en affirmant l'origine portugaise de ces forteresses, origine attestée d'ailleurs par les rapports officiels de Paiva de Andrada et de Cordon, qui en ce moment parcourent les régions mentionnées dans le décret royal du 7 courant.

Fonder des villes et des villages, construire des chemins pourrait constituer un acte de domination passagère ; mais fonder des forteresses, c'est un acte de possession définitive de la part de celui qui est entré dans le pays, qui s'y est fixé et qui ne veut pas se retirer.

Telle était en effet l'opinion des anciens Portugais ; telle était la manière de voir de D. Estevão de Athaide, fondateur des forts de Lunabo et de Quelimane, le premier qui, déjà en 1608, faisait des instances auprès de la métropole pour qu'elle comprit la nécessité de construire des forteresses dans l'empire du Monomotapa, construction qui, dès 1610, fut ordonnée au gouverneur dans les instructions du comte da Feira.

Les premières forteresses construites furent celles de Quebrabassa, de Massapa, de Luanze et de Bocuto, ces deux dernières sur la frontière du Mashonaland. D'autres furent construites plus tard au centre même de cette région, notamment celles de Ongué, de Quitamburvize, de Dambarrara, etc.

Les dernières, situées dans le voisinage des cours du Mufouli, de l'Angua, du Manhame et de leurs affluents, étaient des plus importantes.

Pendant longtemps les efforts des Portugais se sont portés de ce côté. Ils envoyèrent tantôt des expéditions de mineurs et d'artisans, telles que celles d'André de Alvorado en 1633, tantôt des expéditions complètes, telles que celle qui, en 1677, fut envoyée de Lisbonne sur quatre navires comprenant 600 hommes pour tenir garnison, des officiers avec leurs familles, des ingénieurs, des mineurs, des orfèvres, un grand nombre de femmes et de missionnaires, qui se disséminèrent sur tout ce territoire.

De simples marchands qu'ils étaient au début, les Portugais devinrent bientôt des explorateurs. Groupés en bourgades, qui plus tard se transformèrent en villes, ils édifièrent dans toute cette vaste région occupée par eux, des temples et des forteresses, opposant ainsi la lumière de la religion aux pratiques du fétichisme et assurant la défense des peuplades vassales.

L'histoire de la propagation de la foi faite par nos missionnaires dans tout ce pays, en convertissant les empereurs eux-mêmes, est une des preuves les plus éloquentes de la façon dont notre influence y prit racine, et ce n'est qu'au prix des plus grands sacrifices et du sang de nombreux martyrs que le Portugal a pu rendre un si grand service à la civilisation de ces peuples, service dont il reste des traces dans tout l'empire de Monomotapa.

Je citerai, entre autres héros de la foi, le père Gonçalo da Silveira, le frère Jean de Saint-Thomé, le père Nicolas du Rosaire, le frère Jean de la Trinité et le frère Louis du Saint-Esprit.

On connaît le respectueux hommage qui a été rendu à ces missionnaires et à leurs compagnons par David Livingstone.

Des explorateurs, des missionnaires, des commerçants, des capitaines généraux ont alors et aujourd'hui inauguré et maintenu notre domination sur une terre signalée par les exploits héroïques de Francisco Barreto, de

Vasco Fernandes Homen, de Sesinando Dias Bayão, de D. Jean Fernandez de Almeida, et décrite dans tous ses détails géographiques, — bien que certaines d'entre elles passent aujourd'hui pour des découvertes modernes, — dans les œuvres de Jean Dos Santos, de Diogo do Couto, de Monclaros, de Lucas de Santa Catharina, et ainsi successivement jusqu'à Lacerda et Francisco Bordallo et tant d'autres encore, de nos jours.

Une action si prolongée et si intense pourrait-elle avoir disparu sans laisser chez ces peuples des traces justifiant les affirmations du droit du gouvernement portugais ? Les faits démontrent à l'évidence le contraire. Il faut noter en premier lieu que ces affirmations ont été ininterrompues et constantes. Distrain par le Brésil, paralysé dans son action ultra-marine, pendant plus de la première moitié de ce siècle, par la guerre contre Napoléon I^{er}, par les dissensions intestines et par la ruine de l'économie nationale qui en a été la conséquence, le Portugal n'a jamais cessé de revendiquer la possession de cette région et, à cette fin, en 1870, il s'est empressé de protester par l'organe du gouverneur de Quelimane, Barahona e Costa, contre les soi-disant concessions réalisées en faveur de Thomas Baines, de certains districts aurifères situés au nord de Limpopo.

Sur les deux cartes de la Zambézie dressées par le marquis de Sá da Bandeira, dont la deuxième édition est de 1867, le Sanhate figure toujours comme limite des possessions portugaises au sud du Zambèze. Il ne pouvait pas en être autrement, puisque c'est là qu'aboutissent en effet les domaines dits de la couronne, et que les fermiers de ces domaines constituent, dans l'état de civilisation dans lequel se trouve cette province, l'élément qui a représenté jusqu'à ce jour l'occupation et l'autorité portugaises dans ces régions.

« Même en amont de Choa, disent Capello et Ivens, nous aurions rencontré des habitations portugaises ; puisqu'il y avait à Kassoque, à ce moment-là, Mendonças, Monteiro et Simões, dont les envoyés parcourent chaque jour l'Ulengi, Manica et les Mochuculunibes, hommes qui se sont déjà réunis plusieurs fois pour rapatrier ou envoyer à Patamatenga et sur la route de Soshong des Anglais égarés dans ces régions ou des personnes d'autres nationalités.

« Quiconque se perd dans ces contrées, ou est victime des voleurs ou de la perfidie des peuplades, doit suivre le cours du fleuve, puisqu'il y trouvera toujours appui et protection et, dans chaque résidence portugaise, une maison où il sera reçu comme dans sa famille. » (*De la Côte à Angola*, volume II, page 283.)

Un ordre du gouverneur de Tete suffit encore à présent pour mettre en mouvement d'énormes forces indigènes. Dans son ouvrage, qui est une des descriptions les plus intéressantes et les plus impartiales de la région qui s'étend de Cape Town au Cap Nyassa, *The Far Interior*, Montagu Kerr donne un témoignage non suspect de ce fait dans les termes suivants :

« Cette force indigène constitue un solide appui. Kanhemba (Nom cafre de José Rosario de Andrade), le chef noir du Zumbo, dont le territoire comprend encore les rives nord du Zambèze, a pour le moins dix mille hommes armés à sa disposition. Ce corps a reçu des armes du gouvernement portugais, qui a aussi conféré à Kanhemba le titre de *sargento mor*. On distribue chaque année des présents pour maintenir chez le peuple le sentiment de l'obligation qui lui incombe de prêter assistance, quand il est appelé en temps de guerre.

« Araujo Lobo, autre chef noir, qui a épousé la fille de Kanhemba, a le grade de capitaine-général. Il a trois mille hommes sous les armes. »

C'est ainsi que s'exprime Montagu Kerr (*The Far Interior*, pages 46 et 47, tome II, 2^e édition. Londres, 1887), et l'on ne doit pas se montrer surpris, en présence de ce qui précède, des heureux résultats des expéditions officielles que l'on a commencé à organiser en 1887 et en 1888 et qui ont été commandées par le lieutenant-colonel Paiva de Andrada et le lieutenant Cordon.

Le premier s'est rencontré avec Manuel Antonio Sousa, à la date des dernières nouvelles télégraphiques, aux sources de l'Umfulli et du Panhame. Le second, parti du Zumbo, avait suivi, d'après la correspondance officielle, la vallée du Panhame jusqu'à celles de l'Umfulli et du Sanhate, en subjuguant différents chefs, entre autres Chipuzira et Maniango, qui règnent sur le Panhame supérieur, Dueira, chef de l'Umfulli supérieur, Inhamaconde, chef de Mogonde et des territoires qui s'étendent jusqu'au delà du 18° de latitude sud, et Choto, qui règne au confluent de l'Umfulli et du Sanhate.

Tous ces chefs avaient arboré le drapeau portugais ; il en était de même des petits rois dont les territoires s'étendent au nord du Limpopo, jusqu'au Bubue, et sur les bords de la Sare ; ces petits rois dépendent de Gungunhama, vassal du Portugal, comme l'était son père, Muzilla.

Pas une goutte de sang indigène n'a été versée pour obtenir tout cela. Peut-on avoir une meilleure preuve de l'existence d'une influence effective et persistante, résultant d'un ensemble de précédents historiques et consacrant aux yeux du monde civilisé et conformément au droit public notre suprématie dans ces régions ?

II

Le premier ministre de Sa Majesté Britannique conteste également les dispositions du décret du 7 courant relatives aux territoires situés au nord du Zambèze. Le *memorandum* anglais qui m'a été remis le 13 août 1887 confirme la doctrine d'après laquelle une occupation effective serait une condition essentielle pour que l'on puisse reconnaître la souveraineté de l'occupant. Je ne puis pas non plus omettre de me reporter à la réponse du gouvernement portugais à ce *memorandum*, contenue dans la note que j'ai envoyée le 19 août de la même année à la légation britannique à Lisbonne.

Dans ce document, je cherche à montrer qu'il n'existe dans le droit public international aucune disposition autorisant une semblable doctrine en ce qui concerne l'intérieur de l'Afrique. La conférence de Berlin a prudemment limité la règle en question aux régions côtières.

Si une pareille doctrine venait à être appliquée, les Allemands ne pourraient certainement pas maintenir leur souveraineté au sud du Cunène et du Zambèze, ni à l'est de Mombassa.

Il en serait de même de l'Etat libre du Congo jusqu'à Garanganja, et des possessions de l'Angleterre elle-même dans la région des lacs équatoriaux, et jusque dans les vastes districts de Bamanguato et des Matébélés, actuellement situés dans sa sphère d'influence dans l'Afrique du Sud.

Cette expression de « sphère d'influence » consacrée aujourd'hui dans les documents internationaux émanant de toutes les chancelleries et principalement de la chancellerie anglaise, est par elle-même la meilleure preuve du fait que l'occupation effective, si l'on entend par là l'établissement per-

manent d'une autorité, ne peut constituer la condition essentielle de la reconnaissance de la possession de la part des autres nations.

La priorité de la découverte du Nyassa, que l'on place aujourd'hui d'une façon indiscutable en l'année 1624, la répétition des expéditions dirigées et défrayées par le gouvernement, qui ont eu lieu à la fin du siècle dernier et au cours du siècle actuel dans les régions situées entre le Zambèze et le lac et à l'ouest de ce dernier, sont des faits cités à plusieurs reprises et qui ne peuvent être réfutés.

Le géographe portugais Batalha Reis l'a démontré récemment de nouveau, d'une façon péremptoire, dans un ouvrage qui est resté sans réponse.

L'influence directe des autorités de Mozambique, des fermiers du domaine de Chiré, et des explorateurs portugais est prouvée jusqu'à l'évidence.

Montagu Kerr l'a bien reconnu, lorsqu'après avoir perdu la dernière espérance, précisément dans cette région située entre le Zambèze et le lac Nyassa, il entendit prononcer en portugais le mot *Ami* par le chasseur d'éléphants Eustaquio da Costa, qui le délivra des nains du puissant chef Chicusse et l'accompagna pendant longtemps ; Montagu Kerr déclara qu'il lui devait la vie. (*The Far Interior*, tome II, pages 106-150.)

Livingstone l'a reconnu également en confirmant qu'il avait reçu de Candido Cardoso da Costa les premiers renseignements concernant le Chiré et le Nyassa, et que les autorités portugaises et les sujets portugais de la région des côtes et de l'intérieur des domaines d'Angola et de Mozambique lui avaient accordé leurs services et leur aide ; le gouvernement de Sa Majesté a été remercié officiellement, sur l'ordre de Lord Clarendon, dans les notes du 14 décembre 1855, du 15 septembre et du 12 novembre 1856, remises par la légation de Sa Majesté Britannique à Lisbonne.

De pareils remerciements ont été transmis par Sir Roderick Murchison, au nom de la Société royale de géographie de Londres, et en vertu d'une résolution unanime prise par cette société, par lettre datée du 15 décembre 1856.

M. A. F. S. Arnot, il y a peu de temps, a apporté le même témoignage, en parlant de sa rencontre avec Silva Porto, le 8 mai 1884, à Lealui ; il vante l'aide que lui a prêtée cet explorateur intrépide. (Voyage de Bihé à Benguela et aux bords du Zambèze et du Congo, à travers le plateau central de l'Afrique. *Comptes rendus* de la Société royale de géographie. Numéro de février de cette année, page 68.)

Le fait en question est confirmé, plus que par tous les autres témoignages, par le résultat des expéditions pacifiques d'Antonio Maria Cardoso, qui ont amené le vasselage d'un grand nombre de chefs indigènes, et en particulier celui du sultan Makangira, dont la puissance est vantée dans une note de la Grande-Bretagne, datée du 6 août 1888, et qui m'a été envoyée par le chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique à Lisbonne.

Cet heureux résultat est encore confirmé par les nombreux petits rois qui sont venus à Quelimane pour y recevoir des drapeaux et par l'établissement, à M'ponda, au sud du lac, d'une mission de Pères blancs de Mgr Lavigerie, subventionnée par le gouvernement portugais.

Il est également prouvé qu'aucune puissance ne jouit d'une influence supérieure à la nôtre : c'est ce qui ressort des assertions de Montagu Kerr, page 226 du second volume de son ouvrage déjà cité, concernant les efforts,

relativement infructueux, tentés jusqu'à ce jour pour arriver à la supplanter et à la remplacer par une autre.

Tels sont, entre autres, les titres sur lesquels le Portugal fait reposer ses droits, qu'il a toujours formulés en termes aussi précis qu'il le fait aujourd'hui.

Le gouvernement portugais, en accomplissant de nouveau ce devoir et en donnant à cette note la même publicité que le gouvernement britannique a cru devoir donner à sa dépêche du 21 courant, est d'avis qu'il lui incombe de faire ressortir une fois de plus ce que gagnerait la cause de la civilisation et du progrès en Afrique, si les deux pays, d'un commun accord, définissaient et éclaircissaient les questions qui se posent dans l'Afrique orientale et centrale, afin de s'y établir dans la limite de leur action respective, dans des conditions de bonne intelligence et de cordialité absolues, telles qu'elles ont déjà été obtenues dans l'Afrique occidentale, où les commerçants et les sujets britanniques n'élèvent actuellement aucune plainte ni aucune réclamation contre la souveraineté du Portugal.

Les facilités que nous pouvons garantir au commerce et à la navigation, sur la côte occidentale et sur les différents cours d'eau de la province de Mozambique, constitueraient un élément de succès précieux pour les œuvres gigantesques entreprises par l'audace du génie britannique et exceptionnellement favorisées par l'abondance des capitaux disponibles en Angleterre.

Le gouvernement portugais est satisfait de pouvoir affirmer qu'il a toujours accueilli d'une manière particulièrement favorable toutes les tentatives faites pour amener cet accord, dont il a souhaité la réalisation à de nombreuses reprises, soit verbalement, soit par écrit.

Il a été guidé dans les résolutions qu'il a adoptées par le prix qu'il a toujours attaché au maintien des bonnes relations avec l'Angleterre et à la considération qu'il doit pour de si nombreuses raisons à ce pays.

La défense sereine et ferme du droit ne contredit point ces sentiments ; loin de là, elle est parfaitement compatible avec eux.

Le Portugal, qui a conquis l'Inde et qui a fait le Brésil, a un passé qui n'a été surpassé par aucune autre nation. Ce passé lui donne le droit d'assurer l'espérance d'un nouvel éclat de sa nationalité. L'Afrique seule peut lui promettre cela. En défendant là-bas ses droits, il défend son avenir.

Veuillez donner communication à M. le marquis de Salisbury de cette dépêche, en lui en laissant copie et ensuite traduction, si cela est nécessaire.

Signé : BARROS GOMES.

Question de la Construction du Pont de Mitrowitzza⁽¹⁾

La légation I. et R. d'Autriche-Hongrie au Ministère Royal
des affaires Etrangères.

Belgrade, 11 juin 1883.

A l'occasion de la construction de la ligne secondaire de Mitrovitzza, qui vient se raccorder à la ligne principale Budapest-Semlin, à India, la municipalité de Mitrovitzza a adressé une pétition au Ministère Royal des travaux publics de Hongrie, le priant de construire un pont sur la Save entre Mitrovitzza (Serbie) et Mitrovitzza (Syrmie). Le Ministère Royal Hongrois serait d'autant plus volontiers disposé à construire ce pont, que celui-ci doit, sans conteste, contribuer à faciliter et à augmenter le trafic avec la Serbie.

De l'avis du Ministère précité, les frais de la construction devraient être fournis par l'entreprise privée. En conséquence, la ville de Mitrovitzza ou toute société disposant d'un capital suffisant pourraient recevoir la concession pour la construction sous cette condition que, le pont restant la propriété de l'Etat, l'entrepreneur bénéficierait, pendant un temps déterminé, d'un droit de péage.

En communiquant ce qui précède à Votre Excellence, la légation Impériale et Royale est chargée de prier le Ministère Royal des affaires Etrangères de vouloir bien lui faire connaître si le gouvernement Royal consent à la construction du pont en question.

Dans l'affirmative, le Ministère des travaux publics de Hongrie donnera à la ville de Mitrovitzza ou à toute société qui viendrait à se constituer *ad hoc* la concession pour l'entreprise des travaux préliminaires nécessaires,

Les deux gouvernements auraient à surveiller, en son temps, la construction, à recevoir les travaux, à approuver les devis. Ils auraient, en outre, à fixer le montant de la taxe de péage, la durée de la concession pour ledit péage. Enfin, ils auraient en général à régler d'un commun accord toutes les autres conditions de la concession.

En ce qui concerne spécialement le montant de la taxe de péage, et la durée de la concession pour ledit péage, on prendrait pour base le montant des dépenses nécessitées par la construction et l'importance probable du trafic. En général, on aurait en vue ce principe que le capital engagé doit être amorti par les revenus du péage, pendant la durée de concession, sans cependant donner au concessionnaire une garantie quelconque dans ce sens.

SCHIESSL.

(1) D'après la « Correspondance balkanique » du 25 novembre-7 décembre 1889.

Le Ministère Royal des affaires Etrangères à la Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie.

Belgrade, 10 (22) juin 1883.

Le Ministère Royal des travaux publics à qui je n'ai pas manqué de communiquer la teneur de la note de la Légation Impériale et Royale en date du 11 juin (30 mai) dernier, vient de me faire savoir qu'au point de vue des communications, la construction d'un pont sur la Save entre Mitrovitza (Serbie) et Mitrovitza (Syrmie) ne donne lieu à aucune objection. Bien plus, le Ministère Royal des travaux publics estime que la construction du pont projeté amènerait un développement sensible du trafic entre les deux points indiqués.

Mais, comme il est dit dans la note de la Légation Impériale et Royale que le pont, après un certain nombre d'années, deviendra la propriété de l'Etat, il serait utile de savoir, avant de prendre une résolution définitive, si ledit pont, à l'expiration du terme fixé, sera la propriété des gouvernements serbe et austro-hongrois, ou de ce dernier seulement. — Il conviendrait également de savoir si les dépenses de l'entretien du pont seraient supportées, à part égale, par les deux gouvernements, la concession expirée, et si, alors, la taxe du péage serait maintenue.

En communiquant ce qui précède à la Légation Impériale et Royale, j'ai l'honneur d'ajouter que j'ai transmis l'objet qui nous occupe aux ministères Royaux de la guerre et de l'agriculture, en les priant de me faire parvenir leur avis, dans les limites où la construction du pont peut intéresser leur ressort respectif. — Et je ne manquerai pas de faire connaître à la Légation Impériale et Royale la teneur de la réponse qui me sera adressée par ces deux départements.

M. PIROTCHANATZ.

La Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie au ministère R. des affaires Etrangères.

Belgrade, 21 novembre 1883.

En réponse à la note du ministère R. des affaires Etrangères en date du 10 juin dernier, relativement à la construction du pont sur la Save, près de Mitrovitza, et conformément aux explications données par le Ministère Royal des travaux publics de Hongrie, j'ai l'honneur de communiquer ce qui suit au Ministère Royal des affaires Etrangères.

Le gouvernement Royal de Serbie m'a demandé si le pont de Mitrovitza, quand il deviendra propriété de l'Etat, sera la propriété commune des deux gouvernements. Le gouvernement Royal m'a également demandé à qui incomberont alors les dépenses d'entretien. Aux termes de la note de cette légation en date du 11 juin, le droit de percevoir la taxe de péage, droit qui serait concédé à l'entrepreneur, pourrait être la propriété commune des deux gouvernements. A cet égard, les droits respectifs des deux parties intéressées pourraient être réglés par un arrangement analogue à celui qui est intervenu pour le pont sur la Save entre Semlin et Belgrade.

Quand le droit à la perception de la taxe de péage viendrait à prendre fin, les dépenses de l'entretien seraient supportées par les deux gouvernements. Mais pour éviter les charges directes qui en résulteraient, la taxe de péage pourrait être maintenue. Au cas où, lors de l'expiration du droit de péage, les dépenses de la construction seraient déjà couvertes, et si les revenus du

péage n'avaient plus à faire face qu'aux frais d'entretien, il va sans dire que le montant de la taxe de péage pourrait être notablement abaissé. Il va également de soi, qu'à l'expiration dudit droit de péage, celui-ci pourrait être affermé ou exploité directement par les deux gouvernements ; auquel cas, un accord interviendrait, en son temps, entre les deux parties intéressées.

En ce qui concerne la construction proprement dite du pont, elle pourrait n'avoir lieu qu'après examen et approbation des travaux préliminaires, qui devraient être nécessairement exécutés.

En communiquant ce qui précède au ministère Royal des affaires Etrangères, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je serais heureux de recevoir une réponse favorable.

P. KHEVENHULLER.

Le Ministère Royal des affaires Etrangères à la Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie.

Belgrade, 9 (21) décembre 1887.

J'ai eu l'honneur par ma note antérieure, en date du 10 juin, d'informer la Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie de la démarche que j'ai faite auprès de MM. les Ministres de la guerre, de l'agriculture et des travaux publics, relativement à la construction sur la Save d'un pont entre Mitrovitz (Autriche) et Mitrovitz (Serbie).

J'ai eu l'honneur, dans la note précitée, de communiquer l'avis de M. le Ministre des travaux publics, et j'ai exprimé l'espoir d'être en situation de pouvoir, sous peu, transmettre à la légation Impériale et Royale, la réponse définitive du gouvernement de Sa Majesté, relativement à l'objet en cause.

J'ai la satisfaction d'informer aujourd'hui la légation Impériale et Royale que le gouvernement Royal donne son consentement à la construction du pont sur la Save entre les deux Mitrovitz.

En ce qui concerne la construction du pont ainsi que le mode de perception de la taxe de péage et l'entretien du pont, le gouvernement Royal se basant sur la teneur de la note de la légation Impériale et Royale en date du 21 novembre, est disposé à régler les questions sus-visées par voie d'un arrangement mutuel.

M. BOGUITCHÉVITCH.

La Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie au ministère Royal des affaires Etrangères

Belgrade, 19 août 1886.

Les travaux préliminaires en vue de la construction du pont qui doit être établi sur la Save, près de Mitrovitz, ont été commencés, dans le courant de cette année, sur la rive gauche de la rivière.

Ces travaux préliminaires devant également être entrepris sur la rive droite, la légation I. et R. a été chargée de prier le ministère Royal des affaires étrangères de vouloir bien intervenir auprès du gouvernement Royal en vue d'obtenir l'autorisation pour que lesdits travaux puissent être commencés sur la rive serbe, et pour que les ordres nécessaires soient donnés, en ce sens, aux autorités locales.

En informant le gouvernement Royal que les dépenses nécessitées par ces travaux préliminaires seront supportés par le fonds régional Croate, la

Légation Impériale et Royale à l'honneur de prier le ministère de vouloir bien lui faire connaître les intentions du gouvernement Royal.

SCHIESSL.

Le Ministère Royal des affaires étrangères à la Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie.

Belgrade, 20 août (1^{er} septembre) 1886.

J'ai l'honneur d'informer la légation Impériale et Royale en réponse à sa note en date du 29 de ce mois, que le Ministère royal des travaux publics a donné l'ordre à la préfecture du département de Chabatz de permettre aux agents du gouvernement Impérial et Royal, d'exécuter sur notre rive, les travaux préparatoires pour la construction du pont sur la Save, près de Mitrovitza. Ordre a été également donné à l'ingénieur départemental d'assister auxdits travaux.

Pour le ministre ;
M. CHRISTITCH.

La Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie au Ministère Royal des affaires Etrangères.

Belgrade, 30 juillet 1889.

En 1888, le gouvernement Impérial et Royal a proposé au gouvernement Royal de Serbie de construire un pont fixe sur la Save en-dessous de Mitrovitza.

Cette proposition a été acceptée par le gouvernement Royal ainsi qu'il ressort de la note adressée le 9 décembre 1883 par le Ministère Royal à la Légation Impériale et Royale.

En même temps, le gouvernement Royal de Serbie a déclaré qu'il était prêt à fixer les détails de la construction, d'un commun accord avec le gouvernement Impérial et Royal et conformément à la proposition du gouvernement Hongrois.

En 1886, les travaux de sondage permettant de fixer l'endroit où le pont doit être établi, ont été commencés sur les deux rives. Le gouvernement Royal de Serbie a autorisé l'exécution de ces travaux préparatoires sur la rive serbe, ainsi qu'il appert de la note portant la date du 20 août 1886.

Depuis, trois années se sont écoulées ; les travaux préparatoires sont achevés, et le Ministère Royal du commerce de Hongrie a l'intention de désigner une commission chargée d'étudier, sur les lieux, les questions relatives à la situation définitive du pont et aux conditions techniques de la construction. Cette commission au sein de laquelle sera représenté le Ministère Impérial et Royal de la guerre, se réunirait le 16 septembre de cette année, en l'hôtel de ville de Mitrovitza, sous la présidence du conseiller Royal Hongrois, M. Jovan Bali. A la requête du Ministère Royal, le soussigné, chargé d'affaires de la Légation Impériale et Royale, a été chargé d'aviser le gouvernement Royal de la réunion de la commission précitée, et en même temps d'inviter le gouvernement Royal à se faire représenter au sein de cette commission.

En priant le Ministère Royal des affaires Etrangères de vouloir bien intervenir dans le sens sus-indiqué, le soussigné a l'honneur de prier le Ministère Royal de vouloir bien lui répondre aussitôt que faire se peut.

PALLAVICINI.

Le Ministère Royal des affaires Etrangères à la Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie.

Belgrade, 27 juillet (8 août) 1889.

Le Ministre des affaires Etrangères soussigné a eu l'honneur de recevoir la note en date du 30 juillet par laquelle la Légation Impériale et Royale informe le gouvernement Royal Serbe que le Ministère Royal du commerce de Hongrie, les longs travaux préliminaires pour l'établissement d'un pont fixe sur la Save se trouvant achevés, travaux auxquels le gouvernement Royal Serbe a, au préalable, donné son approbation, a bien voulu décider qu'une commission spéciale consultative se rendra, le 16 septembre, sur les lieux, en vue de terminer tout ce qui a trait à l'emplacement et à la construction du pont ainsi qu'au mode de concession.

La Légation Impériale et Royale, en portant la décision du Ministère Royal Hongrois à la connaissance du gouvernement Royal Serbe, a bien voulu inviter ce dernier à assister aux travaux de la commission précitée.

Le soussigné a l'honneur d'informer la Légation Impériale et Royale que le gouvernement Serbe, tout en appréciant à leur haute valeur la communication et l'invitation de la légation Impériale et Royale, ainsi que toute la correspondance antérieure échangée relativement à la question en cause, estime que, conformément à la constitution du Royaume, il ne peut conclure un arrangement définitif pour la construction d'un pont fixe sur la Save, sans l'autorisation législative de la Shoupchtina Nationale.

En communiquant ce qui précède à la légation Impériale et Royale, le soussigné a l'honneur de la prier de vouloir bien intervenir auprès de son haut gouvernement, pour que la réunion de la commission en question soit ajournée de façon à donner au gouvernement Royal le temps nécessaire pour demander à la Shoupchtina Nationale, l'autorisation prévue par la constitution.

S. GROUITCH.

La Légation I. et R. d'Autriche-Hongrie au Ministère Royal des affaires Etrangères.

Belgrade, 14 septembre 1889.

Le soussigné, chargé d'affaires de la légation Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie, a l'honneur d'informer le Ministère Royal des affaires étrangères, en réponse à sa note du 27 juillet dernier, que Ministère le Royal du Commerce, répondant au désir exprimé par le gouvernement Serbe, a ajourné jusqu'à nouvel ordre, la réunion de la commission qui était convoquée pour le 16 de ce mois, relativement au pont sur la Save, près de Mitrovitza.

PALLAVICINI.

AFFAIRES DE MASSAOUAH

S. E. Saïd-Pacha, ministre des affaires étrangères à S. E. l'ambassadeur de Turquie à Paris (1).

Le 14 août 1888.

Monsieur l'ambassadeur,

L'ambassade royale d'Italie vient de nous annoncer que son gouvernement a pris possession de Massaouah; que le gouvernement impérial ottoman lui-même, après avoir formulé des réserves, *aurait reconnu les faits accomplis*, comme le prouverait l'article 10 du projet de la convention de Suez, qui, au point de vue du cabinet italien, impliquerait une renonciation de la part de la sublime Porte à toutes possessions dans la mer Rouge autres que celles qu'elle a sur la côte orientale et que, conformément à l'article 34 de l'acte général de la Conférence de Berlin, le gouvernement royal notifiât la prise de possession, à l'instar de Massaouah, d'une autre localité nommée Zoula, sise dans les mêmes parages.

La communication qui précède n'a pas laissé que de produire sur nous la plus pénible impression.

Avant tout, je ne saurais passer sous silence les contradictions frappantes qui existent entre les déclarations antérieures réitérées que le gouvernement de S. M. le roi d'Italie avait bien voulu nous faire, à l'époque de l'occupation du territoire de Massaouah dépendant de l'administration du Khédive portant pavillon ottoman et garnison égyptienne, et les raisons plus que contestables que la récente communication dont il s'agit essaye de faire prévaloir.

En effet, V. E. se rappelle qu'à toutes les représentations et protestations faites dès l'origine, par le gouvernement impérial contre l'action de l'Italie dans la mer Rouge, le cabinet de Rome avait, par le canal de notre ambassade en cette ville et de son représentant à Constantinople déclaré itérativement que les droits de souveraineté de la Sublime Porte seraient scrupuleusement respectés par lui; que notamment en février 1885, M. le ministre des affaires étrangères d'Italie nous avait assuré de nouveau que l'occupation de Massaouah, faite uniquement pour sauvegarder l'ordre et la sécurité commerciale dans ce district *avait un caractère provisoire et ne cachait aucune arrière-pensée de prise de possession*; et que lors de l'établissement par les forces italiennes du blocus sur la côte, depuis Amphylla jusqu'au point en face de Dafnein, le gouvernement italien, en réponse à nos réclamations, nous avait dit qu'il n'entendait nullement, par le fait du blocus, préjudicier aux droits de possession concernant le littoral auquel ce blocus s'appliquait.

Venir, en présence de ces assurances solennelles et précises, transporter la question de Massaouah sur le terrain d'une prise de possession définitive et soi-disant légale et la rattacher subsidiairement à une interprétation qui vise la mise à néant des droits de souveraineté de S. M. impériale le sultan sur les possessions de la côte occidentale de la mer Rouge et trouve sa source, à l'avis du gouvernement italien, dans des raisons fictives, que l'esprit, aussi bien que la lettre même du projet de la convention du canal répudient, n'est-ce pas prétendre établir la consécration d'une mesure

(1) Cette dépêche n'a pas été publiée dans le *Livre vert*. V. plus haut, p. 82 et suiv.

basée uniquement sur un acte contraire aux traités et essayer, en même temps, de donner une autre portée aux stipulations explicites de cet acte international ?

En effet, une étude même superficielle de la convention du canal de Suez, ne manquerait certes pas de démontrer que l'article 10 de cet acte invoqué par la communication italienne, loin d'impliquer l'ombre même d'une renonciation de la Sublime Porte à ses possessions sur la côte occidentale de la mer Rouge, énonce simplement les mesures à prendre par le gouvernement impérial et le khédivat, dans la mesure des firmans concédés, non seulement pour la défense de l'Egypte, partie intégrante de l'empire ottoman, mais aussi pour celles de ses *autres* possessions de la côte orientale. Il est vrai que la rédaction primitive portait seulement la phrase « la défense de ses autres possessions de la mer Rouge », mais, plus tard, en vue d'assurer également les mesures éventuelles de défense à prendre par la Sublime Porte pour ses provinces de l'Arabie et sur le désir exprimé par la France et la Grande-Bretagne, on a ajouté à la fin des mots « ses autres possessions » ceux « situées sur la côte orientale ».

D'ailleurs le mot *autres* démontre l'antique et parfaite assimilation, sous le rapport des droits de possession de l'empire, de nos territoires sur la côte occidentale avec ceux de la côte orientale. Et si cela ne devait pas être ainsi et qu'il eût existé une pensée inexplicable d'établir le principe d'une renonciation quelconque, pourquoi la convention en question aurait-elle consacré, pour ainsi dire, d'un bout à l'autre, et en termes clairs et nets, la sauvegarde pleine et entière des firmans impériaux, et la souveraineté de S. M. impériale le sultan sur sa province égyptienne qui comprend, personne ne l'ignore, la côte occidentale de la mer Rouge, et par conséquent, les territoires de Massaouah et de Zoula ? (Voir entre autres les articles IV, paragraphe 2, VII, dernier alinéa, et VIII).

Il est évident qu'une renonciation de cette nature aurait dû nécessairement être énoncée sans équivoque dans la convention précitée, avec indication des territoires à la renonciation desquels le gouvernement impérial aurait consenti.

En ce qui concerne l'article 34 de l'acte général de la conférence de Berlin, il ne saurait trouver son application quant aux possessions de S. M. impériale le sultan, tant au nord qu'à l'est du continent africain, notamment jusqu'au Ras-el-Hafoun, et y compris ce dernier point, ainsi que le plénipotentiaire ottoman en a fait la déclaration dans la séance du 31 janvier 1883, déclaration que le président a fait insérer au protocole comme conforme à l'esprit dans lequel la conférence a poursuivi ses travaux.

Nous sommes persuadés que le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, prenant en considération tout ce qui précède, ne saurait sans doute pas, dans ses sentiments de haute impartialité, adhérer à la déclaration italienne concernant la prise de possession des territoires énoncés dans cette dépêche, territoires au sujet desquels nous maintenons, dans leur plénitude, nos réserves et protestations.

V. E. voudra bien donner lecture et copie de cette dépêche à S. E. M. le ministre des affaires étrangères, et me faire part du résultat de ses démarches à cet égard.

Veuillez agréer, etc., etc.

Signé : SAÏD.



TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Décret sur l'expulsion

(15 septembre 1889)

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre Conseil des administrateurs généraux, nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Tout individu résidant ou se trouvant sur le territoire de l'Etat, qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique ou la stabilité des institutions, ou celui qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint, par ordonnance du gouverneur général, de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou de sortir du territoire.

Art. 2. — L'ordonnance portée en vertu de l'article premier sera signifiée à l'individu qu'elle concerne et déterminera le délai endéans lequel il devra sortir du territoire.

Art. 3. — L'individu qui aura reçu l'injonction de sortir de l'Etat, ne pourra, pendant la durée de son voyage, séjourner dans les lieux qui lui seront interdits par l'ordonnance ou ne pourra y séjourner plus longtemps que l'ordonnance le déterminera.

Art. 4. — Si l'individu auquel il aura été enjoint de sortir de l'Etat n'obtempère pas à cette injonction dans le délai fixé, ou s'il rentre sur le territoire, ou s'il contrevient à l'article 3, il sera condamné à une servitude pénale de quinze jours à six mois.

Art. 5. — Notre Administrateur général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 15 septembre 1889.

LÉOPOLD.

SUISSE.

Loi fédérale sur le ministère public de la Confédération.

(Du 28 juin 1889).

L'assemblée fédérale de la confédération suisse,
Vu le message du conseil fédéral du 15 juin 1889,

Décrète :

Article premier. — Le poste de procureur général de la fédération est rétabli à titre permanent.

Art. 2. — Le procureur général est nommé par le conseil fédéral et placé sous sa surveillance.

Art. 3. — Le procureur général est chargé de remplir les fonctions qui lui sont attribuées par les lois fédérales, notamment par la loi sur la procédure pénale fédérale.

Il surveille la police des étrangers en ce qui concerne les actes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse, ainsi que les enquêtes y relatives, et présente au conseil fédéral les propositions pour l'application de l'article 70 de la constitution fédérale.

Il peut être chargé d'autres travaux du domaine pénal qui rentrent dans le ressort du département fédéral de justice et police.

Le procureur général représente, sur mandat spécial, la Confédération devant les tribunaux.

Art. 4. — Le traitement du procureur général fédéral est de 8,000 à 10,000 fr. par an. Les indemnités de voyage lui sont réglées, comme il est prescrit pour les fonctionnaires fédéraux.

Art. 5. — Pour des besoins spéciaux, le conseil fédéral peut désigner d'autres représentants du ministère public. Il fixe leurs honoraires.

Art. 6. — L'article 37 de la loi du 27 juin 1874 sur l'organisation judiciaire fédérale est abrogé.

Art. 7. — Le conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

Ainsi décrété par le conseil national,

Berne le 28 juin 1889.

Le Président : H. HÆBERLIN.

Le Secrétaire : RINGIER.

Ainsi décrété par le conseil des états,

Berne, le 28 juin 1889.

Le Président : C. HOFFMANN.

Le Secrétaire : SCHATZMANN.

Rapport de la commission du conseil national concernant le ministère public de la Confédération.

(Du 25 juin 1889).

Monsieur le président,
Messieurs les conseillers,

Par message du 15 courant, le conseil fédéral présente aux conseils législatifs le projet d'une loi par laquelle le poste d'un « procureur général de la Confédération » serait rétabli.

Ce poste a été introduit par la constitution fédérale de 1848 et la législation qui en a découlé.

Dans son article 107, cette constitution disait que la législation fédérale détermine les modalités pour la création d'un ministère public, et la loi fédérale sur l'organisation de l'administration judiciaire, du 5 juin 1849, fournit l'exécution de cette prescription constitutionnelle.

Cette loi a caractérisé la situation juridique et les devoirs du procureur général de la Confédération de la manière suivante :

« Art. 43. — Le conseil fédéral élit un procureur général pour toute la Confédération ; il nomme aussi un procureur d'arrondissement chaque fois qu'une instruction a été ordonnée.

« Art. 44. — Le procureur général est placé sous la direction et la surveillance du conseil fédéral.

« Art. 45. — Outre les fonctions qui lui sont attribuées par des lois spéciales, le procureur général remplit celles du ministère public près la chambre d'accusation, le tribunal de cassation et le tribunal fédéral.

« Art. 46. — Les attributions de procureur d'arrondissement peuvent être conférées au procureur général.

« Art. 54. — Les officiers du ministère public prêtent serment devant le conseil fédéral ou devant le gouvernement cantonal qu'il désigne.

« Art. 78. — Les autorités et les fonctionnaires établis pour l'administration de la justice fédérale exercent leurs attributions dans toute la Confédération sans demander l'autorisation préalable des autorités du canton où ils procèdent aux actes de leur ministère.

« Art. 79. — Les autorités cantonales doivent, chacune dans leur ressort, faire droit aux réquisitions que les tribunaux et les fonctionnaires de la police judiciaire de la Confédération leur adressent pour l'administration de la justice.

« Art. 84. — Les prisons sont aussi sous la surveillance des officiers du ministère public, qui y entrent librement et peuvent prescrire les mesures de sûreté nécessaires. »

La loi fédérale du 30 juin 1849 sur le mode de procéder à la poursuite des contraventions aux lois fiscales et de police de la Confédération, vise les lois fédérales sur les péages, postes, poudres, monnaies, poids et mesures, déterminées à l'article 19 :

« Le ministère public fédéral peut intervenir au procès, quel que soit le juge qui prononce. »

Cette loi fédérale est encore en vigueur aujourd'hui, sauf et réservées les modifications qu'ont subies les limites de son application.

Une loi fédérale du 20 décembre 1850 sur les affaires du ressort du procureur général et sur son traitement vint joindre, aux diverses charges déjà énumérées, les enquêtes préalables dans les cas de heimathlosat, l'instruction des procès civils de la Confédération devant le tribunal fédéral et l'obligation de donner son pré-avis sur les questions de droit soulevées surtout par des missions que lui donne le conseil fédéral ou ses départements.

Le traitement du procureur général fut fixé à 4,300 francs anciens.

La loi, encore en vigueur, du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale contient, au sujet du rôle du procureur général, les dispositions ci-après :

« Art. 6. — Le ministère public fédéral, représenté par le procureur général ou les procureurs d'arrondissements, est l'organe du conseil fédéral auprès des autorités judiciaires.

« Le ministère public est sous la surveillance et la direction du conseil fédéral.

« Art. 11. — La police judiciaire recherche les délits qui sont du ressort de la justice pénale fédérale ; elle rassemble les preuves et livre les coupables à l'autorité judiciaire.

« Art. 12. — La police judiciaire est exercée sous la surveillance et la direction du conseil fédéral, et, en première ligne, du département de justice et police :

« a. Par le ministère public de la Confédération et des cantons.

« Art. 14. — Les fonctionnaires et agents de la police de la Confédération font immédiatement rapport au ministère public fédéral, ainsi qu'à l'autorité compétente du canton où le fait punissable a été découvert.

« Lorsqu'il s'agit de délits politiques, l'affaire reste sans changement jusqu'à la décision du conseil fédéral.

« Art. 16 — Dès que des poursuites judiciaires sont ordonnées en raison d'un délit, les individus arrêtés provisoirement comme auteurs présumés de ce délit doivent être renvoyés devant le juge d'instruction par le ministère public fédéral.

« Art. 19. — Le juge d'instruction ne commence ses fonctions que sur la réquisition du ministère public. »

La loi fédérale, également encore en vigueur, sur le droit pénal fédéral, du 4 février 1853, déclare dans ses articles 41, 42 et 43, comme actes punissables soit comme délits violant le droit des gens, les insultes adressées publiquement à un peuple ou à son souverain, à un gouvernement étranger, et les insultes ou mauvais traitements à l'égard du représentant d'une nation étrangère accrédité en Suisse, comme des crimes commis contre les autres Etats, et détermine que, pour les enquêtes et les condamnations relatives à ces crimes, celles-ci n'ont lieu qu'ensuite d'un arrêté du conseil fédéral, soit en application de l'article 4 de la loi sur la procédure pénale fédérale, par le procureur général.

De ces diverses dispositions il résulte donc que le procureur général, suivant l'idée qui a guidé ceux qui l'ont créé, et aux termes de la législation actuellement encore en vigueur, outre son poste de procureur général auprès de la chambre d'accusation et de la cour de cassation, revêt encore le caractère du plus haut fonctionnaire de la police judiciaire en Suisse et est placé en conséquence sous la direction du conseil fédéral ; en outre, qu'on peut encore le charger d'autres missions concernant le droit fédéral.

Ce ministère permanent ainsi créé fonctionna jusqu'en 1856, époque à laquelle le titulaire, alors M. Amiet, de Soleure, donna sa démission.

Cette démission donna au conseil fédéral l'occasion d'examiner non pas si l'on devait abolir cette institution du procureur général, mais s'il ne convenait pas de laisser provisoirement le poste vacant ; cette question fut en effet résolue d'une manière affirmative, et, le 4 septembre 1856, le conseil fédéral présenta aux conseils législatifs un message spécial dans le sens ci-dessus.

Le conseil fédéral partait, en ce faisant, de l'idée que, jusqu'à nouvel ordre au moins, les fonctions de procureur général, comme chef de la police judiciaire, et l'étude préalable d'autres matières juridiques pourraient être confiées aux soins du département de justice et police, les questions de heimathlosat à un spécialiste parmi les juristes, enfin la représentation de la Confédération devant les tribunaux à des avocats désignés pour chaque cas particulier.

Le 23 septembre 1856, l'assemblée fédérale adopta cette proposition et invita le conseil fédéral à lui présenter en son temps un rapport et des propositions concernant la repourvue du poste du ministère public.

Pendant une série de 20 années, on s'est tellement accoutumé à la situation faite par ledit arrêté, qu'en 1874, lors de l'élaboration de la nouvelle loi sur l'organisation judiciaire fédérale du 27 juin, on supprima le ministère public permanent et l'on introduisit à l'article 37 la disposition suivante : « Le conseil fédéral nomme, dans chaque cas particulier, le procureur général. »

Mais ni la situation juridique ni les compétences du procureur général n'ont été modifiées par cette innovation. Le procureur général *ad hoc* exerce les mêmes fonctions que la loi fédérale sur la procédure pénale confie au procureur général permanent, et il est également, comme ce dernier, tout spécialement le plus haut fonctionnaire de la police judiciaire fédérale, suivant le mode de faire indiqué ci-dessus.

Toutefois, à peine la nouvelle organisation fut-elle entrée en vigueur que son insuffisance quant aux dispositions relatives au ministère public se fit déjà sentir, et le rétablissement d'un procureur général fédéral parut désirable.

La constitution fédérale de 1874 a exercé une influence des plus fécondes sur le droit fédéral, même en matière pénale. Il a surgi depuis toute une série de lois fédérales qui prévoient, comme leurs devancières, des sanctions pénales à prononcer par la juridiction fédérale. Mentionnons par exemple les lois sur les

spiritueux, l'émigration, le commerce de l'or et de l'argent, les assurances, les billets de banque, la police des chemins de fer, l'état-civil et le mariage, les droits régaliens de la Confédération. A côté de cela, nous avons encore l'article 64 du code pénal fédéral, à teneur duquel tous les délits et crimes y mentionnés — à l'exception de la haute trahison, de la rébellion, de ceux constituant une violation du droit des gens et des crimes politiques ayant entraîné une intervention — sont soumis soit à la juridiction fédérale soit à une juridiction cantonale, en sorte que dans chaque espèce le conseil fédéral a dû prendre une décision *in casu*. Dans tous ces cas, le conseil fédéral fonctionne comme chambre des mises en accusation, et, en l'état actuel de la législation, est à même de prononcer d'emblée, de lui-même, soit sans étude et préavis préalables de la part d'un procureur général, cas échéant sur le renvoi des prévenus devant tels ou tels tribunaux. Enfin il faut encore mentionner l'examen des jugements des tribunaux, le contrôle et le choix des moyens de droit à employer suivant les diversités cantonales quant aux formes et aux délais.

On peut se faire une idée de l'importance de cette mission si l'on se rappelle qu'en moyenne il se présente de 50 à 70 cas, uniquement pour la mise en péril de lignes de chemins de fer.

Le code pénal fédéral et tout ce qui s'y rattache a, en général, fortement besoin d'être soumis à une révision qui y mette l'ordre qu'on n'y rencontre pas.

Les dispositions pénales contenues dans les lois fédérales diffèrent beaucoup entre elles et ont été adoptées dans chaque cas particulier, toutes isolées, sans système ni plan d'ensemble.

De la sorte, on a amené du désordre et une insécurité de droit, une inégalité et des injustices dans l'administration de la justice pénale, qui ne doivent pas durer plus longtemps.

La révision du code pénal fédéral est chose décidée; l'unification du droit pénal une chose demandée, et à l'étude.

Tous ces problèmes exigent, pour recevoir une bonne solution, un fonctionnaire capable, qui serait appelé à présenter les travaux préparatoires nécessaires au département fédéral intéressé, pour les créations législatives les plus importantes, un fonctionnaire qu'on pourrait nommer le *criminaliste de la Confédération*.

Voilà un des côtés de la question actuellement à l'ordre du jour.

L'autre côté, non moins important, a pris, par les circonstances politiques contemporaines, une actualité inattendue.

Au cours des dernières années qui ont suivi 1880, l'agitation anarchique et révolutionnaire d'éléments socialistes étrangers sur territoire suisse s'est manifestée sur une plus grande échelle et avec plus d'intensité, ce qui a eu pour conséquence que le conseil fédéral est intervenu à diverses reprises.

Dans ces occasions, le conseil fédéral a dû faire l'expérience des lacunes que présente l'absence d'un organe central pour la poursuite pénale, attendu qu'ainsi il n'a pas été possible d'établir une direction unique et embrassant le tout.

Le procureur général pour l'enquête contre les anarchistes en 1885, M. Edouard Müller, conseiller national, a, dans son rapport final sur son enquête, signalé le mauvais effet qu'a eu le manque d'un organe central directeur et demandé la création d'un poste semblable qui permette de donner une orientation salutaire aux démarches ou enquêtes.

Dans son rapport aux chambres fédérales du 12 mars 1888, par lequel il demande un crédit de fr. 20,000 dans le but de compléter et améliorer l'organisation de la police dite politique, le conseil fédéral prend les mêmes conclusions.

Il dit dans ce rapport : « Le seul moyen de donner à la police politique l'organisation serrée qu'elle doit avoir aujourd'hui plus que jamais, c'est de mettre aux mains du pouvoir exécutif fédéral la possibilité d'exercer une influence directe et continue sur la direction et la surveillance des enquêtes. »

Et plus loin : « Pour la réalisation de ce but, nous avons l'intention de nous mettre en rapports avec la police de ces deux cantons qui, en raison de leurs centres importants de population, sont plus spécialement exposés aux menées que nous voulons combattre. Nous étudierons les arrangements à prendre avec eux pour être toujours renseignés aussi exactement que possible. Nous centraliserons les renseignements obtenus et nous chercherons à nous mettre en état d'agir en tout temps, suivant les circonstances, afin de sauvegarder les intérêts de notre sécurité intérieure et extérieure. Toute cette organisation fera l'objet de mesures de détail dont l'étude et l'adoption définitives sont réservées. »

La commission du conseil national chargée d'examiner cette demande de crédit s'exprime ainsi à ce sujet en son rapport du 20 mars 1888 : « En ce qui concerne ensuite la meilleure organisation de la police, elle est suffisamment motivée dans le message. » « La création d'un office central de police, où aboutiraient les fils de tous les cantons, d'où émaneraient toutes les mesures et les directions nécessitées par les circonstances, et responsable de sa gestion, ne doit et ne peut plus être ajournée. »

La commission du conseil des Etats, chargée de préavis sur cet objet, dit dans son rapport du 23 du même mois : « Le message du conseil fédéral ne précise pas le mode d'emploi du crédit demandé. Le montant de ce crédit nous porte à croire qu'on a en vue, principalement, la création d'un *office central* et l'emploi de personnes particulièrement qualifiées dans les cantons. »

Dans les deux conseils, le projet du conseil fédéral a été approuvé à l'unanimité ensuite de ces rapports de commissions.

En corrélation avec ces doubles manifestations de la volonté des conseils législatifs, on doit encore citer le chiffre 3 de l'arrêté fédéral du 21 décembre 1888 sur le budget de 1889 : « Le conseil fédéral est invité à examiner si, afin que les affaires fortement augmentées du département de justice et police reçoivent une prompt solution, il ne faudrait pas recourir à l'appel de nouvelles forces. »

La nouvelle organisation de la police dite politique a été inaugurée, ensuite de l'arrêté fédéral du 23 mars 1888, par la création, le 20 avril 1888, d'un secrétaire de chancellerie pour la police des étrangers, qu'on a adjoint au personnel du département de justice et police.

Le projet d'aujourd'hui forme la continuation, le développement de cette organisation, soit le rétablissement du procureur général permanent de l'Etat.

Messieurs et honorés collègues,

Votre commission unanime (M. Python, conseiller national, n'a pas pris part à ses délibérations) vous propose d'entrer en matière sur le projet du conseil fédéral et vous soumet quelques modifications dans le texte, qui seront exposées lors des débats sur le détail.

Ce projet n'introduit, en principe, aucune innovation. L'institution du procureur général de la Confédération a été créée sous l'empire de la législation fédérale encore en vigueur ; or, il ne s'agit aujourd'hui que de rétablir la permanence antérieure de ce fonctionnaire.

Ce renouvellement ou rétablissement est absolument justifié aux yeux de votre commission, il est même indispensable pour assurer une bonne justice.

La manière de procéder consistant à nommer, dans chaque cas particulier, un procureur de la Confédération présente — outre le fait qu'on n'a pas toujours un candidat convenable sous la main — l'inconvénient que, lorsqu'on prend isolément une semblable mesure, soit la nomination d'un procureur général ad hoc, cela a toujours quelque chose qui frappe et entraîne après soi une certaine agitation, tandis que le fonctionnaire permanent peut exercer ses fonctions et prendre des mesures sans produire la moindre émotion.

A un point de vue plus général, on peut considérer comme une anomalie le fait que la Confédération n'a pas de procureur général, alors que presque tous les cantons, même les plus petits, en ont un, et l'on ne pourrait guère citer

d'autres pays que chez nous, où le ministre de la justice d'un Etat doit faire la besogne du ministère public.

En ce qui concerne les attributs du procureur général aux termes du projet, on ne peut d'abord rien objecter à ce que, comme *criminaliste*, il soit l'aide du conseil fédéral ou du département de justice. Car son action pourra être bienfaisante pour la législation, comme pour l'administration de la justice.

C'est sur la législation fédérale en vigueur que se base la donnée énoncée que le procureur général de la Confédération est le premier employé de la police judiciaire, et le projet ne tend pas à lui donner une autre situation en ce qui concerne la police. Cela peut se déduire déjà de la circonstance que la loi projetée, ainsi que la rédaction de la commission, invoquent expressément la loi fédérale en vigueur sur l'organisation judiciaire en Suisse, laquelle détermine précisément la situation juridique faite au procureur général.

Ce serait commettre une erreur que d'admettre que le procureur général perdrait de sa dignité, de son caractère de magistrat de l'ordre judiciaire, par le fait que la police dite politique ou la police des étrangers ferait partie de ses attributs, du cercle de son activité, c'est-à-dire par l'éventualité que des faits et gestes des habitants du pays, en matière politique, pourraient devenir un des objectifs de son action efficace. Suivant la manière dont se comportent les habitants du pays en matière politique, il peut se commettre des délits du ressort de la justice pénale, contre les autres Etats et contre la Suisse, qu'on nomme crimes ou délits politiques, actions qui naturellement sont du ressort du procureur général aussi bien que les autres crimes et délits.

Ce n'est que dans ce sens que le procureur général est en relations avec la police politique ou des étrangers.

Sans doute, l'action du procureur de la Confédération en matière de police correctionnelle peut aboutir à une simple ordonnance administrative ou à une décision des autorités politiques et non plus des autorités judiciaires. Lorsque le procureur transmet au conseil fédéral la procédure, avec ses conclusions, et que cette autorité se persuade que le dossier d'enquête soit la procédure ne réclame logiquement pas une sentence judiciaire, mais plutôt une mesure de police, par exemple celle consistant dans l'expulsion, prévue par l'article 70 de la constitution fédérale, qu'on a appliquée lors de l'enquête de 1883 contre les anarchistes, alors l'action du procureur général de la Confédération revêt, malgré tout, le caractère d'une intervention judiciaire et non pas d'une intervention de police. En effet, une procédure judiciaire peut se clore par une condamnation, par un acquittement ou par une mesure de police, sans perdre pour autant son caractère judiciaire et juridique.

La commission envisage également qu'il est indispensable de doter le procureur général de pareilles compétences.

L'expérience a démontré qu'une poursuite efficace des excès anarchistes, de nature à devenir menaçants pour les Etats étrangers et de la sorte, par ricochet, dangereux pour notre sûreté à l'intérieur et à l'extérieur, ne peut guère aboutir sans un organe central comme celui que le conseil fédéral réclame.

Les chambres fédérales ont déjà, par leur arrêté du 23 mars 1888, manifesté clairement leur volonté que cet organe central soit rétabli et aujourd'hui il ne s'agit plus que de ressusciter ce qui alors avait déjà été adopté en principe.

La nouvelle institution peut-elle receler un péril, dans la position politique qu'a adoptée la nation suisse, pour le droit d'asile de la Suisse, pour les droits et les libertés du peuple suisse?

Un péril de cette nature nous paraît inadmissible, et l'on est tenté de ne pas considérer une appréhension de ce genre comme fondée ou sérieuse.

Le droit qu'a l'Etat, la Confédération suisse, d'accorder l'asile et sa protection aux malheureux qui ont combattu pour leurs convictions et ont été vaincus, ce que l'on a coutume d'appeler improprement, et sans en concevoir toute la portée, le droit d'asile, est au-dessus de toute discussion, est sublime, et il n'y a sans doute personne en Suisse qui voudrait prêter son concours pour

diminuer ou paralyser cette tâche humanitaire incombant à notre pays, à notre peuple.

Le droit d'asile est en connexité absolue avec la mission politique et l'existence de la Suisse ; il dérive beaucoup de la situation centrale de nos Alpes et hauts plateaux, de notre histoire, de nos institutions libres ou libérales, des sentiments intimes de nos populations.

Le droit de la Suisse d'offrir un asile aux citoyens poursuivis pour leurs buts politiques est indispensable pour l'Europe elle-même. Car le sort, le destin réserve les oscillations, les hauts et les bas à tous les partis et à tous les humains ; tous ont déjà été vaincus ou poursuivis, et, si au sein du vieux monde en fermentation, luttant pour de nouvelles formes de l'existence, il n'existait pas déjà un sol se prêtant à l'asile, on serait obligé de le créer dans l'intérêt de tous.

A la vérité, ce droit impose par contre-coup de graves devoirs : des devoirs pour celui qui se voit contraint de recourir au droit d'asile ; des devoirs pour les autorités politiques de la Suisse et pour le peuple suisse. Le réfugié doit honorer son asile et s'abstenir de tout excès, de tout abus ; les autorités ont à veiller à ce qu'il ne s'en commette aucun, de manière à ce que, du fait que l'asile est accordé, il ne résulte pas pour le pays des difficultés ou complications propres à mettre en péril la sécurité du pays à l'extérieur et à l'intérieur ; le peuple doit, par son attitude et sa conduite, appuyer ses autorités dans l'exécution de leurs obligations en toute circonstance.

Parmi les éléments étrangers qui recherchent le séjour dans notre pays, pour se soustraire à des poursuites ou des persécutions dans leur pays d'origine, il s'en trouve, hélas ! beaucoup qui n'ont pas conscience, pas une notion nette de leur devoir ; mais il semblerait que quelques-uns d'entre eux conçoivent le droit d'asile et les règles qui s'y rapportent de si étrange façon qu'ils s'imaginent avoir le droit de se livrer, dans notre pays, à tous les actes hostiles contre les Etats voisins, qu'ils n'auraient pas même osé entreprendre s'ils y étaient restés domiciliés. Ces éléments-là sont les plus déplorables ou même les seuls ennemis du droit d'asile.

Adresser à nos autorités supérieures le reproche qu'elles n'accordent pas une protection suffisante aux éléments étrangers serait se tromper étrangement. Si, à ce sujet, l'on écoute la voix du peuple, là où est le véritable peuple comprenant des citoyens s'adonnant à un labeur assidu et remplissant consciencieusement leurs devoirs et qui, lorsqu'a sonné l'heure du danger, se jettent au devant de l'ennemi, ceux qui aiment la patrie par dessus tout et en suivent fidèlement les péripéties dans les jours florissants comme dans les jours néfastes, en les entendant, disons-nous, on pourrait plutôt arriver à admettre que les autorités fédérales sont allées jusqu'aux dernières limites de la tolérance à l'égard des agissements et de la conduite des éléments étrangers. C'est ainsi que résonne cette voix puissante du peuple, donnant bien à entendre que les autorités devraient plutôt faire encore davantage contre les menées des éléments étrangers.

Le peuple suisse a bien nettement conscience qu'il a le devoir d'appuyer ses autorités dans l'œuvre du maintien de la sécurité intérieure du pays contre les étrangers, auteurs de troubles. Le vrai peuple voit avec une impatience croissante les menées anarchistes et révolutionnaires-socialistes dans notre pays, et il appuiera volontiers toutes les mesures de nature à mettre fin à de tels agissements.

C'est ainsi qu'en la mesure projetée aujourd'hui, ayant pour but de fortifier la situation du haut conseil fédéral dans l'extension de ses devoirs internationaux et dans ses efforts pour la paix et la prospérité du pays, le peuple ne verra nullement une menace ou un péril pour ses droits et ses libertés, mais au contraire un renfort en assurant davantage encore la protection.

Le conseil fédéral, par ses communications et déclarations dans la séance du conseil national du 21 courant a, devant toute la nation, fourni la preuve qu'il a su veiller, dans des circonstances difficiles vis-à-vis des grandes puissances, à l'honneur et à l'indépendance de notre patrie, et qu'il est décidé à y veiller toujours. Si,

en même temps, il déclare avoir la ferme volonté de remplir consciencieusement les obligations internationales de notre pays et sollicite des conseils législatifs les moyens de garantir l'exécution de nos devoirs, on ne peut plus sérieusement suspecter ces mesures d'avoir été demandées et votées sous une pression de l'étranger.

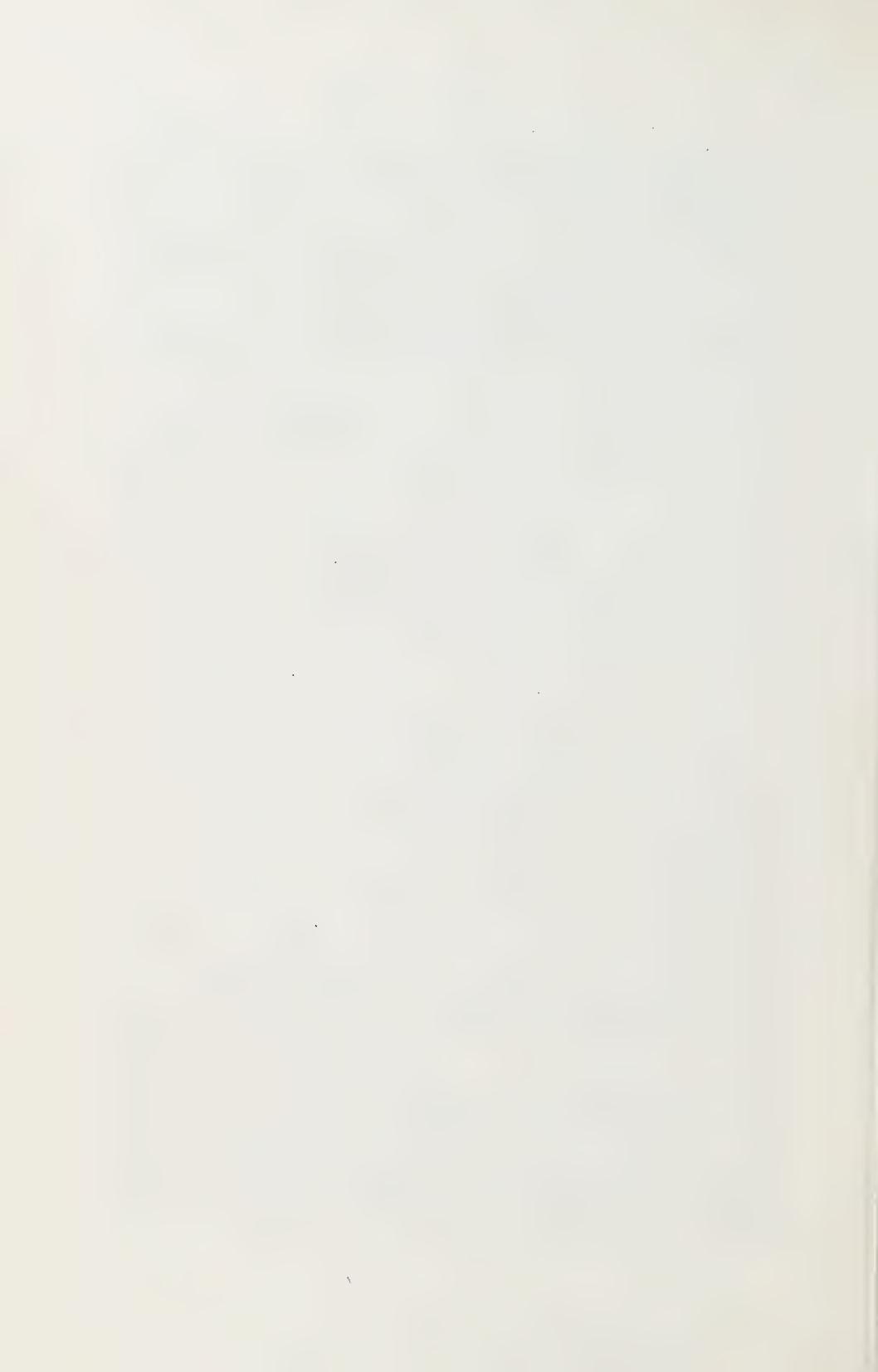
La déclaration que le conseil national a entendue le 21 juin 1889, de la part du conseil fédéral, sur la situation de nos relations à l'extérieur, se termine en ces termes : « Le conseil fédéral espère que vous ne lui refuserez pas votre appui, et il compte d'une manière générale sur votre confiance et sur l'esprit d'union du peuple suisse pour le soutenir dans sa tâche difficile. »

Aujourd'hui, vous avez l'occasion, messieurs les conseillers nationaux, de répondre à cet appel du haut conseil fédéral et de lui exprimer, d'une manière probante, votre confiance en adoptant nos conclusions vous recommandant d'entrer en matière.

Berne, le 25 juin 1889.

Le rapporteur :

SUTER, conseiller national.



QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE.

Discussion de la Loi sur les Socialistes.

Le Reichstag a approuvé, dans sa séance du 4 novembre, après une longue discussion, l'exposé relatif à l'application de la loi sur les socialistes.

Dans sa réponse aux attaques dirigées par les orateurs socialistes contre l'application de la loi par les autorités, qu'ils qualifient d'arbitraire, le Ministre de l'intérieur, M. de Herfurth, a fait les déclarations suivantes :

Il existe une différence fondamentale dans la façon dont le parti socialiste, d'une part, et les Gouvernements confédérés, de l'autre, envisagent la loi. Ceux-ci veulent que les lois, une fois votées, soient exécutées dans l'esprit dans lequel elles ont été conçues. Le parti socialiste n'est pas de cet avis.

Nous n'avons pas cessé de rappeler aux autorités que la dissolution des réunions ne devait être prononcée que lorsque l'on y entendait exprimer des théories subversives de l'ordre social établi. Le fait seul que l'organisateur de la réunion appartient au parti socialiste ne suffit pas pour motiver la dissolution, attendu qu'il faut, en outre, toujours qu'il s'y joigne la supposition que des théories de cette nature ont réellement été exprimées. Dans la plupart des cas, en effet, la réunion débute dans le calme ; mais, bientôt après, le ton s'élève et l'on attend que la dissolution soit prononcée pour se livrer à des excès.

Je reconnais également que l'agitation électorale s'est maintenue sur le terrain légal, au moins quant à ses apparences extérieures. Le désir des socialistes d'avoir un aussi grand nombre de députés que possible a évidemment un caractère légal. Mais il existe d'autres faits. Par exemple, un Manifeste adressé aux électeurs de la circonscription de Niederbarnim dit que l'on est obligé de payer de nouveaux impôts pour entretenir des hobereaux vaniteux et des bourgeois, et que les négociants qui ont commencé les entreprises d'Afrique avaient l'intention d'élever des esclaves et de les introduire en Allemagne pour se procurer la main-d'œuvre à bon marché.

Après avoir lu différents passages montrant que les socialistes se sont livrés à l'excitation à la haine des classes, le Ministre poursuit :

Comment la loi contre les socialistes pourrait-elle développer l'espionnage et favoriser les agents provocateurs ? Les Gouvernements punissent sévèrement tout fonctionnaire qui se rend coupable d'une mesure illégale. Il peut arriver qu'un fonctionnaire se livre à des actes pouvant être considérés comme des provocations illégales : peut-être même ce cas s'est-il déjà présenté. Mais tous les actes de ce genre ont été punis. Il en sera de même à l'avenir.

Si le petit état de siège ne suffisait pas, il faudrait avoir recours à l'état de siège effectif ; c'est ce que nous voudrions justement éviter.

Il est impossible, pour les Gouvernements confédérés, de renoncer à la loi contre les socialistes, et surtout à la faculté que donne cette loi d'expulser certains agitateurs.

Dans sa séance du 5 novembre, le Parlement a procédé à la première délibération sur le projet de loi contre les socialistes. Après un discours de M. Reichensperger, Membre du Centre, qui a déclaré que ses amis et lui s'opposaient à la prolongation des mesures d'exception, et qu'il fallait avant tout s'efforcer de reléver le sentiment religieux dans les masses, M. de Cuny, national-libéral, s'est prononcé pour l'adoption d'une loi permanente contre les socialistes, mais il a déclaré qu'il y avait lieu de renoncer aux expulsions. L'orateur a demandé le renvoi du projet à une Commission de 28 Membres.

M. Liebknecht, socialiste, a dit que la loi contre les socialistes avait été créée par suite de l'effroi causé par les attentats de Hœdel et de Nobiling, qui étaient, le premier, un partisan de M. Stœcker, et le second, un libéral national. Il a ajouté que, pour être juste, il fallait supprimer la loi en question, qui n'avait plus de raison d'être.

Malgré cette loi, dit M. Liebknecht, nous ne sommes pas vaincus. On peut voir, après onze ans de lutte, que le parti socialiste est le plus fort et le mieux organisé. Vous êtes seulement parvenus à nous faire changer de tactique. Après la confusion du premier moment, notre parti s'est trouvé plus fort qu'auparavant. Nous n'avons pas commis d'excès ; nous sommes un parti voulant le progrès légal. Sans cela, aucun des créateurs de la loi contre les socialistes ne serait encore en vie.

La loi contre les socialistes est un arbre empoisonné qui a eu pour fruit le régime des agénis provocateurs. Grâce à cette loi, qui favorise la dénonciation, la justice peut se montrer partielle et arbitraire. On nous fait des procès comme ceux que l'on faisait autrefois aux sorcières. Il s'agit de crimes qui n'existent pas, mais auxquels tout le monde croit. En Saxe, il est maintenant admis que l'on enfreint la loi contre les socialistes en faisant usage d'un mouchoir rouge.

La loi en question est dirigée contre nous, mais elle atteindra bientôt tous les partis d'opposition. Vous voulez étouffer les idées modernes, qui vous sont désagréables.

La royauté est devenue, chez nous, un parti qui se mêle aux luttes politiques. L'Empereur a menacé les mineurs de faire tirer sur eux, et leur a aussi promis d'améliorer leur sort, s'ils restaient tranquilles ; mais tout est resté comme par le passé. Nous ne voulons rien obtenir par la force ; mais, quand la situation sera telle que nous le désirons, un nouvel ordre de choses sera établi.

Vous êtes plus anarchistes que nous ; car vous défendez l'Etat anarchiste. Vous soutenez un ordre de choses qui cause le mécontentement général. Il faut une réforme sociale, et cette réforme ne peut être accomplie sans nous. Nous sommes, non pas les vaincus, mais vos vainqueurs. Vous ne pouvez rien nous faire.

Un parti comme le vôtre s'appuyait autrefois sur l'armée invincible de Frédéric-le-Grand ; mais la Prusse a été battue à Iéna. La situation est la même actuellement. Vous comptez sur votre armée invincible, et vous croyez pouvoir renier l'esprit moderne.

Faites ce que vous voudrez ; la catastrophe viendra, vous aurez un Iéna plus formidable que le premier.

Songez à la patrie, songez à vous-mêmes. Il est plus facile de détruire les Etats que de les créer. Faites ce que vous croyez devoir faire ; quant à nous, nous ferons notre devoir !

Dans la séance du 6 novembre, M. Hartmann (conservateur), a combattu la thèse soutenue par M. Liebknecht, qu'il ne trouve justifiée ni en fait ni au point de vue historique. La loi est indispensable ; elle marque l'extrême limite des concessions que le Gouvernement peut faire à la démocratie socialiste.

M. de Herlurth, Ministre de l'intérieur de Prusse, fait ressortir que le parti socialiste poursuit, en fin de compte, le bouleversement de toutes les institutions établies ; les Gouvernements ne peuvent pas demeurer inactifs en présence de ses agissements. Les chefs du parti sont des révolutionnaires conscients ; vis-à-vis d'eux, l'Etat se trouve dans le cas de légitime défense.

Le Ministre n'admet pas que l'on qualifie la loi de loi d'exception, inopportune, condamnable, parce qu'elle est oppressive pour une fraction du peuple. Toutes les dispositions de la loi s'appuient sur le droit commun ; telle qu'elle se comporte, elle répond parfaitement au but que l'on s'est proposé ; elle pare aux excès ou tout au moins elle les réduit au minimum.

Les Gouvernements confédérés ont renoncé à se servir du droit d'expulsion et de celui de la suppression des journaux dans la forme dans laquelle ces droits sont exercés à l'heure actuelle. Ce sont là des concessions très considérables. Mais il est impossible de renoncer complètement à l'emploi de ces engins de guerre. L'expulsion, surtout, paraît indispensable comme *ultima ratio* ; les autorités ne s'en serviront que quand elles auront jugé que tous les autres moyens sont devenus inefficaces.

Le socialisme démocratique est une puissance intellectuelle qui ne pourra être vaincue que par l'action simultanée de l'Etat, des communes et des écoles avec le concours des associations libres. Il est indispensable que l'Empire, aussi bien que les Etats, procèdent à des réformes sociales. Il reste, d'ailleurs, beaucoup à faire dans cet ordre d'idées. La loi projetée facilitera l'action de tous ces facteurs. Tant que cette action ne sera pas dûment préparée, les Gouvernements confédérés ne sauraient abandonner l'instrument qui sert à aplanir les voies. La loi est une dure nécessité ; il y va du salut de l'Etat : *Salus reipublicæ suprema lex*.

Dans la séance du 7 novembre, M. von der Decken, Hanovrien, a combattu, au nom de la justice, le projet de loi sur les socialistes, tout en déclarant que son parti n'avait pas de sympathies pour les socialistes et était sincèrement disposé à favoriser le développement de l'Empire allemand. L'orateur a ajouté que la loi projetée ne ferait que renforcer le parti socialiste, auquel il fallait plutôt faire la guerre par des moyens moraux.

M. Kulemann, libéral-national, a soutenu le projet de loi en disant que, si la loi contre les socialistes n'avait pas eu jusqu'à présent tous les résultats désirables, elle avait cependant porté des fruits.

M. Bebel, socialiste, a constaté que le nombre des voix socialistes avait augmenté de 140 000, de 1881 à 1888, et qu'il serait probablement d'un million aux prochaines élections, après avoir été, en 1881, de 311,000 et, en 1888, de 763,000. L'orateur a ajouté que la loi contre les socialistes ne sert qu'à développer le régime des agents provocateurs. Il rappelle que le prince de Bismarck a déclaré lui-même, en 1853, que les agents provocateurs ne pouvaient faire leur métier sans mentir et commettre des actes illicites. M. Bebel a déclaré à ce sujet que tous les bruits d'attentat qui ont couru pendant le dernier voyage du Czar ont été inventés dans un but politique.

L'orateur a terminé en demandant que les excès que les socialistes peuvent commettre, soient combattus sur le terrain du droit commun et en déclarant que, s'il y a quelque chose qui soit propre à pousser le parti socialiste à essayer de renverser l'ordre de choses actuel, c'est précisément la loi contre les socialistes.

La discussion a ensuite été close et le projet a été renvoyé à une Commission de vingt-huit Membres.

Le Budget des Affaires étrangères.

Le 22 novembre, le Reichstag en a abordé la seconde lecture. Dès le début de la séance, M. Richter a pris la parole sur une question délicate qui occupe depuis plusieurs mois l'opinion en Allemagne et dans toute l'Europe.

« Je voudrais demander à M. le secrétaire d'Etat, a dit l'orateur progressiste, s'il y a réellement des indices signifiant que le comte Waldersee, chef de l'état-major général, contrarie la politique extérieure du chancelier de l'Empire ou que l'attitude du chef d'état-major général ne soit pas conforme à la politique du chancelier de l'Empire. Nous avons le devoir d'opposer notre protestation à

une influence sur la politique extérieure de l'Empire qui émanerait de quelqu'un qui ne siège pas en face de cette Chambre. Nous devons protester également s'il y a un courant divergent de la politique de paix suivi jusqu'ici.

« Une voix autorisée a déjà déclaré que ces bruits n'étaient que légende. Si M. le secrétaire d'Etat (l'orateur veut dire le comte Herbert de Bismarck) pouvait le confirmer, cette déclaration nous serait d'autant plus agréable que ce sont justement des organes de la Presse officieuse qui ont propagé les bruits dont nous parlons ».

Le général Verdy du Vernois, Ministre de la guerre, répond à M. Richter :

« Le hasard m'a amené ici aujourd'hui, et l'ordre du jour ne me donne pas, par lui-même, lieu de prendre part à la discussion ; mais, puisqu'on a abordé cette question, qui concerne un Membre de l'armée, je me crois aussi autorisé à répondre. Je considère cette campagne, qui a eu lieu dans les derniers mois, comme un point noir dans notre Presse.

« Je n'hésite pas à la qualifier de frivole et de blessante pour l'armée ; car inventer des choses qui, d'après nos idées, ne peuvent pas du tout exister, c'est un acte frivole.

« C'est un acte frivole que de mêler les officiers les plus élevés de l'armée à cette discussion et de les discréditer devant l'opinion publique. On outrage l'armée en accusant des officiers, de quelque grade qu'ils soient, d'avoir pu concevoir l'idée de faire une opposition quelconque au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur.

« Je maintiens mes expressions vis-à-vis de tous les journaux qui usent sciemment d'un pareil procédé, et il m'est indifférent à quel parti ils appartiennent ».

Le comte Herbert de Bismarck déclare à son tour :

« C'est de tout cœur que je m'associe à ce que vient de dire mon très honoré collègue, le Ministre de la guerre. Moi aussi, ajoute le secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, je puis seulement considérer comme un mythe les choses dont il s'agit. La politique extérieure de l'Allemagne est dirigée par Sa Majesté l'Empereur, qui accepte les conseils des personnes qui ont pour mission de lui en donner. C'est là tout ce que j'ai à dire ».

M. Richter réplique : « Je n'ai été incité à mes observations que par l'impression produite par tous ces incidents à l'étranger. Il m'a donc paru indiqué de poser la question publiquement.

« Dans la Presse indépendante de tous les partis, les soupçons auxquels j'ai fait allusion n'ont jamais été émis. Ils n'auraient même jamais été mentionnés s'ils n'avaient eu pour source des organes très proches du Gouvernement. Cette circonstance a aidé à la formation de la légende à l'étranger. On a pu lire, dans un journal ministériel anglais, le compte-rendu d'un entretien entre l'Empereur de Russie et le prince de Bismarck, entretien dans lequel le Tsar aurait dit que le chancelier paraissait n'avoir plus la haute main sur les affaires étrangères et que d'autres courants semblaient prendre le dessus ».

Cette réplique de M. Richter met fin à l'échange d'explications.

— Le Reichstag discute ensuite le chapitre ayant trait à la nouvelle section coloniale de l'office des affaires étrangères de l'Empire.

Le comte Herbert de Bismarck parle en faveur de la nouvelle organisation et fait valoir qu'elle est extrêmement simple et économique, puisqu'elle ne compte que deux conseillers rapporteurs. M. Windthorst réplique en demandant si les résultats de la politique coloniale sont assez satisfaisants pour qu'on augmente, même d'un modeste chiffre, les dépenses de ce chapitre. Il déplore que le Gouvernement impérial ne dise pas clairement s'il veut, sur tous les points occupés par des Allemands, accepter des missionnaires catholiques.

M. Windthorst désire que le traitement sur un pied d'égalité des missionnaires appartenant aux différents cultes chrétiens soit garanti par la loi.

Le comte de Bismarck, secrétaire d'Etat, répond qu'une telle loi n'est pas nécessaire, étant donné qu'aucune inégalité de traitement n'existe actuellement.

« Les ordres religieux, ajoute l'orateur, déploient, dans l'Afrique orientale, une activité des plus satisfaisantes. Leurs relations avec les autorités sont excellentes, et le Gouvernement n'hésiterait pas, sur leur demande, à les admettre à Cameroun et à Togo ».

M. Richter dit que partout où l'on a remplacé l'occupation pacifique des missionnaires par des expéditions en forme, les germes de civilisation ont disparu et la barbarie a regagné le terrain.

Le chapitre est adopté.

— A propos du chapitre relatif au traitement du Ministre d'Allemagne à Berne, M. Baumbach (progressiste), regrette la tension des rapports de l'Empire avec la Suisse, tension dont l'incident Wohlgemuth a été la cause déterminante.

Le comte de Bismarck répond qu'il est à même de rassurer complètement l'assemblée à cet égard. L'entente entre l'Allemagne et la Suisse est parfaite.

L'incident Wohlgemuth est vidé une fois pour toutes. Les deux pays ont, d'ailleurs, un intérêt égal à briser la puissance du socialisme.

M. Singer, député socialiste, monte à la tribune et répond à M. Herbert de Bismarck. Il assure, contrairement aux assertions du secrétaire d'Etat, que l'incident Wohlgemuth n'est pas terminé, en ce sens que des négociations sont encore ouvertes entre les deux Gouvernements allemand et suisse sur les mesures à prendre contre les socialistes. M. Singer dit qu'il aura l'occasion de revenir sur cette question, toute à l'honneur du parti qu'il représente, lors de la discussion du projet de loi présenté au Reichstag contre les socialistes. « Malheureusement, ajoute l'orateur, M. Herbert de Bismarck a quitté la séance, sans quoi je lui aurais demandé quelle est l'attitude du Ministre des affaires étrangères vis-à-vis du directeur de la police Krueger.

« Je saisis d'ailleurs cette occasion d'exprimer ma satisfaction de ce que Wohlgemuth ait été expulsé de Suisse par le Gouvernement fédéral. Les actes des socialistes en Suisse sont évidemment soumis aux lois régissant ce pays, et l'Allemagne n'a absolument rien à voir là-dedans. C'est pourquoi je ne vois pas très bien comment on peut, au nom du droit des gens, soutenir cette théorie que le Gouvernement allemand est autorisé à faire surveiller par la police des partis politiques dans des pays étrangers ».

Le discours de M. Singer terminé, le président constate que le Reichstag n'est pas en nombre pour procéder au vote, les Membres présents n'étant que 152.

En conséquence, le vote est renvoyé et la séance est levée.

La discussion du budget des Affaires étrangères a continué le 26 novembre.

M. Richter aborde, en citant le *Livre blanc* distribué ces jours derniers, la question des démêlés entre la *Royal Niger Company* (anglaise) et des négociants allemands établis sur le territoire dont cette Compagnie s'arroge l'administration. Le député progressiste approuve le mot du chancelier dans une précédente discussion, que les empiètements de la *Royal Niger Company* lèsent aussi bien des sujets anglais que des sujets allemands. Les plaintes contenues dans le *Livre blanc* en font foi. M. Richter ajoute que la question est complexe.

La Compagnie anglaise exerce des droits de souveraineté dans une contrée où aucune administration n'est organisée. C'est un abus. Mais si l'on en prenait texte pour réclamer, on pourrait s'attirer la réponse que, dans l'Ousagara, par exemple, des Allemands se rendent coupables de la même violation de droit et les Anglais établis en ce pays pourraient nier la suzeraineté allemande. Il faudrait, pour trancher non-seulement cette question, mais toutes les questions semblables, un Tribunal arbitral.

M. Hammacher (national-libéral) dit que l'abus de la *Royal Niger Company* n'est pas, par exemple, de percevoir des droits de douane, mais de les percevoir dans une mesure exorbitante, contrairement au protocole de la Confé-

rence du Congo, étendu au Niger et au Banoué, et portant que les droits à percevoir dans les territoires du Niger et du Banoué ne pourraient pas dépasser la somme nécessaire pour l'entretien de ces cours d'eau. Les Compagnies allemandes telles que celle du *Kaiser Wilhelms Land* ne se rendent pas coupables de cet abus, qui revient à assurer un véritable monopole à la Compagnie anglaise, d'ailleurs pourvue d'une charte royale.

Le Gouvernement impérial a bien fait de soutenir la plainte du sujet allemand Hœnigsberger et de réclamer à Londres contre cette violation du droit des gens.

M. Wœrmann, l'armateur hambourgeois bien connu, approuve également la plainte du commerçant allemand Hœnigsberger et l'appui que lui a donné la chancellerie. Il est dit dans l'acte de la Conférence de Berlin concernant la navigation sur le Niger, que la navigation de ce fleuve et de ses affluents est libre pour toutes les nations.

M. Wœrmann prend texte de ce différend pour dire que les Compagnies privées ne peuvent pas exercer des droits de souveraineté ; elles ne peuvent, vis-à-vis de leurs concurrents, exercer des droits de collecteurs d'impôts et d'administrateurs. C'est une preuve de plus que, pour les colonies allemandes, il faut organiser une administration d'Empire. Pour la colonie allemande de Kame-roun, le Gouvernement impérial a le plus grand intérêt à ce que le principe de libre navigation du Niger soit strictement respecté. M. Wœrmann prie le Gouvernement de veiller à ce que la Compagnie anglaise, qui veut se fonder à l'embouchure des fleuves de la région du Niger, ne reçoive pas la charte royale qu'elle postule, et de prendre des mesures pour créer un Consulat allemand dans cette contrée. L'orateur demande s'il y a lieu d'espérer que la Compagnie anglaise du Niger fasse droit aux réclamations des sujets allemands.

Le comte de Bismarck, secrétaire d'Etat, commence par dire qu'il s'est demandé, en entendant M. Richter, s'il assistait à une discussion dans un Parlement allemand. Il promet d'examiner la question relative à la création d'un Consulat, dèsque le Consul d'Allemagne à Kameroun, qui doit venir en Allemagne au printemps, sera arrivé à Berlin.

Le secrétaire d'Etat ajoute que, tant qu'il aura l'honneur d'être à la tête de l'office des affaires étrangères, il soutiendra énergiquement les droits des nationaux allemands.

Le commissaire anglais a terminé son enquête concernant l'affaire relative à la *Niger Company*, et, vu la loyauté du Gouvernement anglais, on peut s'attendre encore à d'autres actes satisfaisants de la part du Cabinet de Londres.

Le comte de Bismarck dit en outre, à ce sujet, que les réclamations du commerçant allemand Hœnigsberger sont fondées, mais que le chiffre des dommages-intérêts qu'il demande est très élevé.

M. Richter réplique que son discours était la reproduction des observations faites précédemment sur la question par le chancelier de l'Empire. Il est bien singulier que les mêmes choses, applaudies quand elles sont dites par le chancelier, choquent quand elles sont dites par lui. Le député progressiste maintient ce qu'il a dit sur les procédés de Compagnies allemandes analogues à ceux de la *Royal Niger Company*. « Il ne faut pas voir la paille dans l'œil du voisin quand on se refuse à voir la poutre dans son œil à soi ». La *Ostafrikanische Gesellschaft* viole également les dispositions adoptées par la Conférence du Congo, en percevant des droits exagérés sur la côte de Zanzibar. Au fond de tous ces débats, il y a des affaires de débits d'alcool qui se plaignent de trop payer.

M. Hammacher (national-libéral) blâme vivement le ton de M. Richter et prétend qu'il n'a pas compris ce qu'il a lu dans le *Livre blanc*.

« Je ne sais pas, dit ce dernier orateur, s'il se trouverait, au Parlement

anglais, un député qui défendrait avec plus de chaleur la *Royal Niger Company* que ne l'a fait M. Richter, qui dit que cette Société perçoit légitimement les droits qu'elle croit nécessaires pour l'amortissement de son capital ». En réalité, les droits perçus par la Compagnie sont une violation de l'acte de navigation du Niger, puisqu'ils équivalent à empêcher le commerce sur ce fleuve.

M. Richter se défend d'avoir tenu un langage antipatriotique, « Quelques Messieurs arrivés hier de voyage ont ressenti le besoin de parler sur la politique coloniale en général. En les suivant sur ce terrain, j'ai le devoir de dire : ce n'est pas un terrain aurifère. Si le Gouvernement allemand a vraiment des millions de trop, ces millions seraient plus fructueusement et plus naturellement employés en faveur des journaliers campagnards et des petits artisans. Dans le peuple, on pense que ceux qui désirent faire de la politique coloniale la doivent payer de leur poche, et non aux frais des contribuables ».

— M. Richter, à propos du Consulat allemand à Apia, demande s'il est vrai que, à la Conférence de Samoa, l'Allemagne a fini par reconnaître l'égalité de droits des trois puissances, qu'elle avait d'abord niée.

M. le comte Herbert de Bismarck déclare que les négociations de la Conférence de Samoa sont provisoirement tenues secrètes, en vertu de conventions avec les puissances intéressées. La publication des comptes-rendus des travaux de cette Conférence aura lieu dès qu'il ne pourra plus en résulter d'inconvénients.

Le comte Herbert de Bismarck ajoute que l'égalité de droits (*Gleichberechtigung*) des trois puissances n'a pas été niée par l'Allemagne. Samoa a un gouvernement indépendant, et toutes les puissances intéressées sur ce point sont égales (*gleichberechtigt*). A la conférence, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis sont arrivés à un arrangement satisfaisant pour empêcher désormais les luttes entre tribus. La nouvelle intronisation de Malietoa est une preuve que les trois puissances sont en parfaite communauté d'idées.

A certaines insinuations du comte de Bismarck, M. Richter répond en déclarant qu'aucun procédé parlementaire de sa part ne justifiait les paroles du comte Herbert. Il ajoute textuellement : « Nous n'acceptons pas de pareilles insinuations que n'a même pas faites contre nous un homme qui a rendu plus de services à l'Allemagne, que n'a eu l'occasion de le faire jusqu'ici M. le sous-secrétaire d'Etat. »

Le comte Herbert de Bismarck répond en disant qu'il avait parlé d'une manière générale et sans nommer personne, que, d'ailleurs, « qui s'excuse s'accuse. » (Ces derniers mots en français.) « Si quelqu'un se sent touché, je n'y puis rien. »

M. Richter, visiblement irrité, interpelle ainsi le fils du chancelier : « Que diriez-vous si j'employais la phrase suivante : « Il y a des ministres qui, parce qu'ils sont incapables de mener une discussion technique, cherchent toutes les occasions de dissimuler leur incapacité par des attaques personnelles injustifiées », et que je voulusse ensuite me retrancher derrière cette excuse que je n'ai pas voulu désigner le comte Herbert de Bismarck ? »

La droite crie : « A l'ordre ! » Mais le président reste impassible, et l'incident est clos.

Au début de la séance du 27, M. Richter s'est plaint de l'importation énorme d'eau-de-vie dans les petits territoires de Kameroun et de Togo. Cette importation représente le vingtième du commerce d'alcool de l'Allemagne avec le monde entier ! Sont-ce les vingt ou vingt-cinq blancs installés à Togo ou les cinquante installés à Kameroun qui consomment tout cet alcool ? Il est à croire qu'on laisse les noirs s'enivrer à leur aise, comme on les laisse être polygames et avoir des esclaves. On pourrait se demander si l'ivrognerie de l'indigène n'est pas une des causes de cette paresse dont on se plaint si fort.

L'optimisme du rapport du commissaire du gouvernement est combattu par les relations des missionnaires dans les réunions des sociétés coloniales et des associations de tempérance. Pour remplir la promesse du message impérial,

disant que le drapeau allemand apportera avec lui la civilisation et la moralité, il faut empêcher l'ivrognerie des nègres en haussant les droits d'entrée de l'alcool.

M. Richter propose d'établir, dans le budget de l'empire, des budgets spéciaux pour chaque colonie.

M. de Maltzahn, secrétaire d'Etat, a combattu cette proposition.

Sur la demande de M. de Bennigsen, le Parlement a renvoyé la motion de M. Richter à la commission du budget.

— Sur le chapitre Togo, M. Richter a repris la parole.

Il cite l'*Annuaire colonial*, rédigé par un personnage dont les sympathies pour la politique coloniale sont notoires. Or, l'*Annuaire colonial* dit que l'augmentation du commerce à Togo est surtout due à la contrebande. De Togo, on fait passer par contrebande de la poudre, des armes et de l'alcool sur le territoire anglais voisin, où ces marchandises sont quasiment prohibées et par des règlements et par des droits élevés. M. Wœrmann sera-t-il très fier d'apprendre que les huit Allemands dont il constatait avec satisfaction le récent établissement à Togo participent peut-être à cet essor économique ?

Il y a pis encore. Le voyageur africain Krause, qui n'est commerçant à aucun titre, a publié récemment dans la *Gazette de la Croix* la relation d'un voyage à Togo. Il se plaint amèrement, dans cette relation, que le commerce des esclaves soit pratiqué dans ce pays de protectorat allemand d'une façon que les territoires voisins ne souffrent pas. Sur le territoire anglais voisin (la Côte-de-l'Or), le commerce des esclaves est puni de quinze ans de prison. Dans une de ses lettres à la *Gazette de la Croix*, le voyageur allemand accuse même un des membres d'une expédition allemande d'être personnellement intéressé à la traite.

Je crois, ajoute M. Richter, que la seule mesure prise par l'administration allemande de Togo a été l'expulsion du voyageur trop sincère. Si Togo doit rester un repaire de la traite, mieux vaudrait amener le drapeau allemand qui le couvre et pensionner sur la caisse de l'empire les huit Allemands qui s'y sont établis.

M. Krauel, commissaire fédéral, s'attache à réfuter ces assertions, qui ont, dit-il, pour unique but de faire croire que les colonies allemandes sont sans valeur. Le mouvement des affaires dans la colonie de Togo (importation et exportation) se chiffre par 2 millions.

La colonie couvre ses frais administratifs. Il y a non pas huit Allemands, mais quatre grandes maisons allemandes, plus deux françaises et sept d'autres nationalités.

Le commissaire fédéral a demandé à l'administration de Togo un rapport sur la question de l'esclavage. Ce rapport est en route. En attendant, M. Krauel estime que les faits ont été dénaturés. Il n'y a pas de marché d'esclaves à Togo. Quant à l'expulsion du voyageur Krause, elle a eu lieu parce que M. Krause avait négligé de répondre par des cadeaux aux cadeaux qu'il avait reçus des chefs de l'intérieur, et cette « gucuserie » aurait fait trop mauvais effet parmi les chefs indigènes si on ne l'avait punie administrativement.

Les colonies comme Togo et Kameroun ne sont pas des colonies d'émigration. Donc, peu importe le nombre d'Allemands qui s'y installent. Il s'agit de développer les factoreries et de faire connaître aux indigènes les besoins européens.

M. Wœrmann expose que le commerce des places allemandes avec l'Afrique occidentale se développe d'une façon très satisfaisante et est assuré d'un bel avenir.

M. Richter réplique au grand armateur hambourgeois que la politique coloniale est faite pour quatre ou cinq grandes maisons des villes hanséatiques et qu'il faut, pour cela, que des millions de contribuables allemands payent pour ces intérêts privés.

Au chapitre « Territoire protégé de l'Afrique Sud-Ouest » est demandé un

crédit pour augmenter la police allemande de cinquante hommes, dont vingt seraient attachés à l'expédition du capitaine de François chez les Hereros.

Le comte Herbert de Bismarck parle en faveur de ce crédit. Il commence par déclarer que le capitaine de François se trouve dans une position sûre et qu'un rapport, daté du 18 septembre, permet d'espérer qu'à l'heure actuelle il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Cependant, dit l'orateur, il est nécessaire de renforcer les troupes du protectorat.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ajoute que les rapports entre les Hereros et les Allemands sont de nouveau normaux depuis que ces derniers se sont aperçus que les aventuriers venus du Cap et les poussant à demander le protectorat anglais et à chasser les Allemands n'étaient appuyés ni par l'administration du Cap ni par l'Angleterre. Le commissaire du gouvernement, Goering, a vainement essayé de former des troupes de protectorat dans le pays des Hereros.

Les possessions allemandes de ce pays ne sont pas à dédaigner ; à l'heure qu'il est, quatre compagnies font des affaires dans ce domaine, et un certain nombre de sujets allemands y sont établis et doivent être protégés. Les troupes du protectorat ont pour devoir principal d'empêcher les conflits avec les indigènes. La compagnie allemande qui travaille dans cette région avait l'intention de la vendre à des étrangers, mais elle n'a pas obtenu l'approbation du gouvernement. Je pense que la majorité du Parlement n'a pas l'intention d'autoriser la vente de domaines allemands à l'étranger.

M. Bamberger parle contre l'institution des troupes du protectorat.

Le comte Herbert de Bismarck défend de nouveau la proposition soumise au Reichstag ; puis la discussion est renvoyée.

Le Reichstag a terminé, le 28 novembre, la seconde lecture des chapitres concernant les établissements allemands contenus dans le budget des affaires étrangères.

Les discours pour et contre la politique coloniale n'ont apporté aucun argument nouveau. Il n'y a à signaler dans cette séance que le discours du comte Herbert de Bismarck sur l'expédition Wissmann, la question de l'esclavage et la conférence de Bruxelles.

Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères dit, au sujet du crédit supplémentaire demandé pour l'expédition Wissmann, que cette entreprise a été couronnée « des résultats les plus brillants ».

Dans quelques jours, la chancellerie pourra communiquer au Reichstag des documents nouveaux sur cette expédition. Ils contiennent des détails intéressants, notamment la relation d'une expédition à l'intérieur, dans le but d'assurer la sécurité des routes suivies par les caravanes.

Cette expédition a réussi. Actuellement, les forces commandées par le major Wissmann sont maîtresses de sept points de la côte protégés par les vaisseaux de la marine impériale. Quand les rapports définitifs seront parvenus à Berlin, le gouvernement arrêtera la ligne de conduite à tenir dorénavant en Afrique orientale.

Pour ce qui est du système politique à adopter, dit le comte de Bismarck, nous avons l'intention de marcher d'accord avec l'Angleterre. Cette politique a fait ses preuves. Il nous aurait été impossible d'arriver à des résultats aussi considérables que ceux que nous avons atteints, sans l'appui loyal que le gouvernement anglais nous a prêté jusqu'ici.

De cette manière, nous avons fait un grand pas dans la voie de la suppression de l'esclavage et de la chasse aux esclaves dans l'Afrique centrale, suppression si vivement recommandée par M. Wudthorst, l'année dernière.

Le gouvernement entrera en négociations avec la Société de l'Afrique orientale pour arrêter la ligne de conduite qu'elle aura à suivre dans l'avenir. La Société a, dans ce territoire de l'Afrique orientale, des droits reconnus et garantis par traité. Le gouvernement impérial n'a pas l'intention de s'immiscer arbitrairement ; mais elle aura, dans l'avenir, à préparer une base plus ferme

d'entreprises pour l'empire (*dort eine gesichertere Grundlage zu Unternehmungen für das Reich zu schaffen*).

Un autre succès, c'est la participation du gouvernement allemand à la conférence réunie en ce moment à Bruxelles. C'a été une noble entreprise d'amener une entente entre un si grand nombre de puissants Etats et de les soustraire aux préoccupations les plus sérieuses pour les faire prendre part à une conférence pacifique et amicale dans un but humanitaire. D'autant plus que l'on n'avait rien fait, sur le terrain international, depuis les efforts de l'Angleterre en 1841, pour la suppression de la traite et de la chasse aux esclaves. A l'heure qu'il est, celle-ci n'existe plus dans l'Afrique occidentale, car les puissances qui font face à cette côte par delà l'Atlantique n'ont pas d'esclaves chez elles.

Aussi il est à souhaiter que les gouvernements ottoman et persan, eux aussi, prennent part à la conférence, car si la chasse aux esclaves et la traite existent encore, c'est en première ligne parce que les marchands d'esclaves ont, sur les côtes d'Arabie et de Perse, de sûrs débouchés pour les malheureux Africains qu'ils capturent.

Il s'agira donc principalement des mesures que le sultan et le chah de Perse pourront prendre afin que le commerce des esclaves et la chasse aux esclaves prennent fin dans l'Afrique orientale comme elles ont pris fin dans l'Afrique occidentale.

La conférence de Bruxelles apportera probablement un grand nombre de données à la solution de ces problèmes. On ne saurait évidemment s'attendre à ce que les délibérations de la conférence suivent un cours rapide. On peut, toutefois, espérer que l'on réussira à établir des arrangements ayant force de loi et à codifier un droit des gens international touchant les nègres.

Dans ses expéditions, le major Wissmann a été partout fêté par les indigènes comme un homme qui venait les délivrer de la tyrannie arabe. Ils lui ont fait des offres si nombreuses pour prendre du service sous ses ordres, qu'il n'a pas pu les accepter toutes. La grande route des caravanes à destination du lac Tanganyka est tellement sûre, que chaque jour on voit arriver à Bagamoyo de 4 à 500 voyageurs.

M. Liebert, major au grand état-major, défend la demande de crédit pour l'expédition Wissmann.

La tâche future du major va consister à rétablir la sécurité dans la région côtière située plus au sud. C'est le point principal du commerce des esclaves qui est continuellement alimenté de Nyassa. C'est là que sont les plus riches marchands arabes. Il faudra là procéder par la force.

Actuellement, le commerce des esclaves est déjà impossible sur une étendue de côtes de 700 kilomètres.

Finalement, le Reichstag a adopté, à une grande majorité, le crédit supplémentaire pour l'expédition Wissmann.

Au commencement de novembre, le gouvernement a distribué au Reichstag un nouveau *Livre blanc* relatif aux affaires d'Afrique. Ce recueil contient vingt dépêches allant du 3 avril jusqu'au 23 octobre, émanant la plupart du capitaine Wissmann, depuis son arrivée à Zanzibar jusqu'à son départ pour l'intérieur. Ces dépêches sont pour la plupart connues. Il n'y a de nouvelles qu'une série de communications de son lieutenant, le baron de Gravenreuth, au sujet de faits qui se sont passés du 17 au 21 octobre.

Voici la teneur de ces dépêches :

N° 17. Zanzibar, 13 octobre. Reçu à Berlin le même jour.

Je prends mes dispositions pour attaquer Buschiri qui est près de Dunda.

(Signé) GRAVENREUTH.

N° 18. Télégramme daté de Zanzibar le 21 octobre 1889, reçu à Berlin le 22 octobre :

J'ai cerné Buschiri qui, avec 6,000 naturels de la tribu des Masites, avait

dévasté Usaramo. Les troupes qui occupaient le pays depuis Dar-es-Salam jusqu'à Madiwla sont dispersées ; trois attaques en masse des Masites ont été repoussées avec de nombreuses pertes pour ces derniers. Une autre partie de notre expédition a livré sur le Kingan un autre combat victorieux. Je commencerai cette nuit la poursuite des fuyards. Nous comptons sept morts et blessés parmi lesquels pas un seul Européen.

(Signé) GRAVENREUTH.

N° 19. Télégramme de Zanzibar, daté du 22 octobre 1889, reçu le 23 octobre à Berlin :

Combat victorieux près de Somwe contre les rebelles qui ont eu trente morts.

De notre côté 1 mort et 2 blessés.

A Mowapwa, trois arabes ont été exécutés à titre de représailles pour l'assassinat de Nielsens.

(Signé) WISSMANN.

N° 20. Télégramme daté de Zanzibar, le 23 octobre, reçu le même jour à Berlin.

Entre Dar-es-Salam et Bagamoyo le pays est libre, sur une distance de quatre journées de marche. Des Masites isolés ont été tués par la population et les patrouilles. On a trouvé quatre cents morts. Nous avons 7 morts, 3 blessés. J'ai opéré ma jonction avec Wissmann.

(Signé) GRAVENREUTH.

N° 2. Zanzibar, 2 novembre.

Nous sommes arrivés aujourd'hui à la côte après une marche pacifique.

La route des caravanes est ouverte pour le retour.

(Signé) WISSMANN.

La candidature de M. Mommsen, le célèbre historien allemand, à une place d'associé de l'Institut de France, a soulevé de vives discussions à raison du rôle joué par lui pendant la guerre franco-allemande de 1870. Un autre historien allemand, également très connu, M. Curtius, lui a été préféré. Voici la lettre adressée à ce sujet par M. Mommsen à un journal allemand :

Permettez-moi, Monsieur le rédacteur, quelques rectifications portant sur les faits mentionnés dans votre lettre de Paris contenue dans votre numéro 541.

Il ne convient pas que l'homme jugé apprécie le jugement qui a été porté sur lui ; mais il peut être utile, dans certaines circonstances, de rectifier des points de fait, et les circonstances actuelles me paraissent exiger des rectifications de ce genre. Il est évidemment vrai que, pendant la guerre, j'ai considéré, ainsi que l'a fait la grande majorité de mes concitoyens, la reprise de l'Alsace comme la conséquence nécessaire des victoires remportées par l'Allemagne, et que j'ai exprimé en public ma conviction. Mais, bien que, pour le moment, je ne me rappelle pas comment et où j'ai fait cela, je dois dire que l'affirmation suivant laquelle j'aurais écrit à l'Empereur Guillaume une lettre pour l'inviter à demander l'Alsace est une invention ridicule.

Quant à mes relations avec l'empereur Napoléon III, elles ont consisté : 1° dans ceci, que j'ai refusé la rémunération fixée par lui pour les membres de la commission Borghesi, parce qu'à mon avis il ne convient pas de rendre à un gouvernement étranger des services contre paiement ; 2° dans ce fait que j'ai, non pas décliné, mais empêché l'invitation qui devait m'être adressée de participer à la rédaction de sa biographie de César. Jamais je n'ai collaboré à ce travail, si large que puisse être le sens de ce mot de « collaborateur ».

La correspondance que j'ai entretenue avec l'empereur se réduit à une lettre de remerciements que je lui ai adressée à l'occasion de l'envoi qu'il m'avait fait faire d'un exemplaire du premier volume de cette biographie, volume revêtu d'une dédicace de sa main ; et cette lettre de remerciements, tout le monde peut l'apprécier, puisqu'elle est imprimée. Je dois rendre cette justice au mort que, quel que soit le jugement que l'on doive d'ailleurs porter sur lui, il savait apprécier un travail scientifique sérieux, sans demander qu'on lui rendit service pour service, et qu'il n'a jamais songé qu'à prêter aux travaux que je fai-

sais dans les bibliothèques un appui et un concours tels que ceux que nous autres, savants allemands, nous cherchons, mais, hélas ! vainement à obtenir au Brunswick.

Dans la collection d'inscriptions africaines achevée par moi après la mort de mon jeune collaborateur Wilmanns, je n'ai émis aucun jugement ni sur les Français en général, ni sur les autorités françaises, ni sur les officiers français. Mais j'ai loué ou blâmé avec la franchise et l'indépendance sans lesquelles il n'y a pas de critique, les travaux de savants français qui portaient sur la matière que je traitais. J'évite autant que possible de porter des jugements généraux sur des savants pris isolément ; mais quand je suis forcé de le faire, je ne me soucie pas de savoir si mon jugement sera approuvé ou désapprouvé de ce côté du Rhin ou de l'autre côté.

J'ai souvent regretté, à Berlin comme à Paris, que, parmi les fâcheux effets que la guerre traîne encore après elle, se trouvent les rancunes académiques, et que ces rancunes ne soient pas près de s'éteindre. Il serait grand temps d'en finir avec de pareils souvenirs, et nous devons nous réjouir de ce fait qu'à Paris on vient de faire sérieusement un pas dans ce sens.

Si mes amis de Paris, — et je puis me vanter d'en avoir plusieurs et de très considérables, — si mes amis m'avaient consulté dans ce cas-ci, je les aurais priés instamment de ne pas obscurcir et peut-être compromettre le côté national de la question en y mêlant des questions personnelles. Mais maintenant que cette singulière concurrence s'est produite, la presse allemande devrait, avant tout, mettre en évidence ce fait que l'Institut de France, le grand représentant de la science française, a voulu rendre et a rendu en effet le plus grand honneur à un Allemand, et elle devrait considérer comme à peu près indifférente la question de savoir si la personne s'appelle Titus ou Caius.

Th. MOMMSEN.

Charlottenbourg, le 19 novembre 1889.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Conférence pour la suppression de la traite des esclaves

La conférence pour la suppression de la traite des nègres, réunie à Bruxelles, a été ouverte le 19 novembre à deux heures au ministère des affaires étrangères.

Voici la liste complète des plénipotentiaires et des délégués des puissances qui prennent part à la Conférence de Bruxelles :

Allemagne. — Plénipotentiaires : S. E. M. d'Alvensleben, ministre d'Allemagne en Belgique ; M. le docteur Arendt, consul général d'Allemagne à Anvers.

M. le baron de Mentzingen, secrétaire de légation, est attaché en qualité de secrétaire aux plénipotentiaires allemands.

Autriche-Hongrie. — Plénipotentiaire : S. E. M. le comte Khevenhüller-Metsch, ministre d'Autriche-Hongrie en Belgique.

Belgique. — Plénipotentiaires : M. le baron Lambermont, ministre d'Etat ; M. E. Banning, directeur général au ministère des affaires étrangères.

Délégué : M. Léon Arendt, directeur général au même ministère.

Danemark. — Plénipotentiaire : M. F. G. Schack de Brockdorff, consul général de Danemark à Anvers.

Espagne. — Plénipotentiaire : S. E. M. Gutierrez Agüera, ministre d'Espagne en Belgique.

Etat Indépendant du Congo. — Plénipotentiaires : M. Pirmez, ministre d'Etat, président du conseil supérieur de l'Etat Indépendant du Congo ; M. Van Eetvelde, administrateur général du département des affaires étrangères.

Délégué : M. le capitaine d'état-major Coquilhat.

Délégués adjoints : M. Descamps-David, professeur de droit international à l'Université de Louvain, membre du conseil supérieur du Congo ; et M. le lieutenant Liebrechts.

Etats-Unis d'Amérique. — Plénipotentiaire : S. E. M. E. Terrell, ministre des Etats-Unis d'Amérique en Belgique.

France. — Plénipotentiaires : S. E. M. Bourée, ministre de France en Belgique ; M. Cogordan, ministre plénipotentiaire, sous-directeur au ministère des affaires étrangères à Paris.

Délégués : M. Ballay, ancien lieutenant gouverneur du Gabon et du Congo français ; M. Deloncle, sous-chef du cabinet du sous-secrétaire d'Etat au ministère des colonies à Paris ; M. Lacau, consul de France à Zanzibar.

Grande-Bretagne. — Plénipotentiaires : S. E. Lord Vivian, ministre d'Angleterre en Belgique ; Sir John Kirk. G. C. M. C.

Délégués : Sir Arthur Havelock, K. C. M. G. ancien gouverneur de Natal ; M. le capitaine Arthur Moore, de la marine royale ; M. Everard Wylde, du Foreign Office.

Italie. — Plénipotentiaires : S. E. M. de Renzis, baron de Montanaro, ministre d'Italie en Belgique ; M. Catalani, conseiller d'ambassade.

Pays-Bas. — Plénipotentiaire : S. E. M. le baron Gericke de Herwynen, ministre des Pays-Bas en Belgique.

Délégué : M. F. de la Fontaine Verwey, consul des Pays-Bas à Banana.

Perse. — Plénipotentiaire : S. E. Nazare Aga, ministre de Perse en France et en Belgique.

Portugal. — Plénipotentiaire : S. E. M. Henrique de Macedo, ministre de Portugal en Belgique.

Délégués : M. Herminégildo Augusto Capello, capitaine de frégate de la marine royale portugaise ; M. Augusto de Castilho, capitaine de frégate de la marine royale portugaise et ancien gouverneur général de Mozambique ; M. Jayme Batalha Reis, consul général de Portugal à Newcastle.

Russie. — Plénipotentiaires : S. E. le prince Ouroussoff, ministre de Russie en Belgique ; M. de Martens.

Délégué : le capitaine de frégate Rimsky-Korsakoff, attaché naval à Paris.

Suède et Norvège. — Plénipotentiaire : S. E. M. de Burenstam, ministre de Suède et Norvège en Belgique.

Turquie. — Plénipotentiaire : S. E. Carathéodory Effendi, ministre de Turquie en Belgique.

Le ministre des affaires étrangères, M. le prince de Chimay, a reçu MM. les plénipotentiaires et leur a souhaité la bienvenue en ces termes :

Messieurs,

Je me félicite d'être, auprès de vous, l'interprète des sentiments avec lesquels la Belgique voit les représentants des puissances qui vous ont accrédités ici, réunis sur son sol, au nom de la confraternité des peuples, au nom de la civilisation, dans un but humanitaire des plus élevés.

L'œuvre que vous allez entreprendre est grande et pure. Elle est généreuse. Elle est désintéressée ; car elle ne comporte même pas la gratitude de ces races opprimées et décimées avec la plus révoltante barbarie, dont vous avez mission d'organiser le salut, et qui, inconscientes du bien que veulent et peuvent leur faire des frères qu'elles ne connaissent pas, recevront la délivrance sans savoir d'où elle leur vient, sans pouvoir payer de reconnaissance les mains qui les auront sauvées et affranchies.

Mais votre tâche est difficile et ardue, et il ne faudra pas moins que vos grands talents et les sentiments généreux et humains de ceux qui vous envoient pour la mener à bien, pour qu'il sorte de vos délibérations un monument digne de consacrer, à la gloire de l'humanité, et le noble but qui vous rassemble, et vos efforts pour que ce but soit pleinement atteint, et la hauteur de vues qui a dirigé les nations que je vois représentées dans cette Conférence.

Messieurs, permettez-moi de remercier dans vos personnes les Etats qui ont répondu avec tant d'empressement et d'amitié à l'appel du roi, mon auguste souverain; qui ont si bien compris tout ce que cet appel avait de cordial et de sympathique. Permettez-moi de souhaiter le succès de vos travaux et de prédire à votre entreprise qu'elle sera inscrite, un jour, parmi les plus glorieuses annales de la famille humaine, comme un des plus grands et des plus beaux actes de la civilisation et de la charité.

M. le baron Gericke, ministre des Pays-Bas, doyen du corps diplomatique accrédité à Bruxelles, a remercié le roi et le gouvernement et a proposé de confier la présidence de la conférence au prince de Chimay.

Comme membre du corps diplomatique le plus anciennement accrédité auprès de Sa Majesté le roi des Belges, a-t-il dit, je me permets de me rendre l'organe de la haute assemblée ici réunie, en offrant à Son Excellence le ministre des affaires étrangères nos sincères remerciements pour les paroles obligeantes qu'il vient de nous adresser.

Nous le prions en même temps de vouloir bien faire parvenir au roi, son auguste souverain, l'hommage respectueux de nos sentiments de gratitude pour la haute et généreuse initiative prise par Sa Majesté en nous convoquant sous ses yeux au siège de son gouvernement.

J'ose assurer que tous nous nous efforcerons de répondre à cette noble initiative, en recherchant les moyens les plus efficaces de mettre un terme au trafic odieux, qui depuis longtemps déshonore l'humanité.

Notre présence ici est la meilleure preuve du désir de nos gouvernements, de coopérer à la grande œuvre humanitaire que Son Excellence le prince de Chimay vient d'esquisser.

C'est assez dire que notre concours personnel le plus dévoué est d'avance acquis à une entreprise si digne de toute notre sollicitude.

Nous serions heureux de pouvoir en assurer le succès sous la présidence du ministre qui a inauguré notre première réunion.

Nous espérons, Prince, que vous voudrez bien accueillir favorablement le désir que nous avons l'honneur de vous exprimer dans ce but.

M. le prince de Chimay a répondu :

Messieurs,

Je ne puis vous dire combien je suis flatté, touché et reconnaissant du grand honneur que vous voulez bien me faire, honneur que dans aucune autre circonstance je ne songerais à décliner, tant je sens que mon zèle et mon désir intense de seconder vos travaux à votre satisfaction, suppléeraient à tout ce qui pourrait me manquer d'autre part pour assumer une pareille tâche.

Mais si je suis incapable, comme vous le voyez, de céder à un sentiment de fausse modestie devant un devoir à accomplir, je suis incapable aussi de ne pas m'effacer devant une supériorité éprouvée et universellement reconnue, et je me ferais grand scrupule de priver la Conférence de l'estimable avantage d'être dirigée par un guide dont la compétence est hors de pair.

Puisque vous avez bien voulu me donner une marque insigne de votre confiance, laissez-moi l'accepter et en user pour diriger votre choix.

Vous avez eu la bonté d'offrir la présidence dans ma personne à un Belge. Permettez que je vous signale un autre Belge qui, pendant une carrière déjà longue, a fait ses preuves d'une manière éclatante; qui, tenant à rester dans une position officielle relativement modeste, est revêtu cependant des plus grandes marques d'honneur que puisse recevoir un citoyen belge, témoignage de l'estime et de la confiance de la nation tout entière; qui vient de recevoir de deux des grandes nations représentées ici la mission la plus flatteuse et la plus honorable pour son caractère et ses connaissances,

et qu'une étude toute spéciale et spécialement approfondie des questions africaines, brillamment expérimentée à la Conférence de Berlin, désigne tout naturellement à votre confiance. Messieurs, vous avez tous reconnu ce Belge que je n'ai pas encore nommé. Permettez-moi d'ajouter que mon amour-propre personnel et mon orgueil national seront fiers et satisfaits si vous voulez bien appeler à la direction de vos travaux le baron Lambermont.

Ce choix a été ratifié par l'assemblée.

Ensuite le Congrès a fait choix pour secrétaires de MM. L. Arendt, directeur général des ordres et de la noblesse ; Gosselin, secrétaire de la légation britannique à Bruxelles, et le comte Pierre van der Straten-Ponthoz, directeur au ministère des affaires étrangères de Belgique, MM. Seeger et le comte de Robiano, chef de division et chef de bureau au même ministère, ont été nommés secrétaires-adjoints.

Le bureau étant ainsi définitivement constitué, la conférence a réglé quelques questions d'ordre intérieur.

M. de Lambermont, en prenant possession du fauteuil présidentiel, a prononcé le discours qui suit :

Messieurs, vous ne vous étonnerez pas de me voir livré à une émotion qui est doublement légitime.

La résolution de M. le prince de Chimay en est la première cause. La haute situation de M. le ministre des affaires étrangères, sa connaissance des choses de la politique et de la diplomatie, le tact et la bienveillance que, vous le savez tous, il personnifie à un degré si parfait, et jusqu'à la manière dont il a apprécié l'œuvre dévolue à la conférence, tout semblait se réunir pour témoigner combien son concours nous eût été précieux. Je suis bien obligé de m'incliner devant une détermination qu'il n'est pas en mon pouvoir de modifier, mais, en remerciant bien sincèrement M. le prince de Chimay de ce qu'il a dit en termes trop flatteurs de mon modeste passé, j'ajouterai que si ses compliments avaient d'autre fondement qu'une amitié indulgente à l'excès, il me ferait regretter à cet instant de les avoir mérités.

Mes préoccupations, messieurs, ne naissent pas de cette seule source ; ce qui me trouble surtout, ce qui m'effraie, c'est le mandat même dont vous m'honorez. Le but que nous allons poursuivre, d'autres l'ont poursuivi avant nous. Des assemblées illustres, il y a longtemps déjà, ont fait et promulgué au sujet de la traite des noirs des déclarations qui s'inspiraient des intentions les plus généreuses. Des traités, en grand nombre, ont été conclus pour leur donner des sanctions pratiques. On a vu des nations s'attaquer à l'esclavage lui-même et l'abolir chez elles ou dans leurs possessions au prix de grands sacrifices et parfois d'héroïques efforts. D'autres, outre ce qu'elles ont fait contre l'esclavage, ont déployé pour atteindre et frapper la traite une énergie que rien n'a pu lasser et dont le monde a été et est encore témoin.

Et cependant, quoique dans d'autres conditions, la traite est toujours là, la plaie continue à saigner, elle saigne même plus que jamais.

C'est qu'en effet le mal est profond, les remèdes difficiles et complexes, mais les difficultés sont-elles donc au-dessus de nos ressources, de nos forces, de notre courage ?

Des hommes dont le nom est resté cher aux amis de l'humanité ont, dès l'autre siècle, plaidé la cause des malheureuses victimes d'un trafic odieux. Depuis et, hier encore, on a entendu des voix qui ont remué tous les cœurs. On peut dire avec vérité qu'au moment où vous allez l'entreprendre, votre œuvre est soutenue, est poussée par un souffle universel et puissant de sympathies et d'encouragements.

Mais notre bon vouloir et notre zèle auront-ils besoin d'être excités ? Aucun de nous n'ignore que la traite sacrifie chaque année de trois à quatre cent

mille existences humaines. Les sentiments d'humanité et de commisération éclatent d'eux-mêmes quand on délibère les pieds dans le sang.

Vous représentez, messieurs, la civilisation dans ce qu'elle a de plus essentiel : la générosité, les lumières, les forces organisées. Nous sommes en face de la plus grande iniquité qu'ait connue l'histoire des hommes. Une lutte ainsi engagée peut passer encore par des phases successives, la prudence peut y réclamer sa place à côté de l'énergie, le résultat final ne saurait être douteux !

Devant de telles considérations et de telles perspectives, les questions personnelles n'ont qu'un intérêt secondaire.

Vous pouvez compter sur mon dévouement absolu, tout insuffisant qu'il puisse être. Quant à l'honneur que vous me faites et dont je vous resterai profondément reconnaissant, permettez-moi de ne pas l'accepter pour moi-même ; je ne m'écarterai pas de vos intentions, j'en suis certain, en le reportant tout entier au souverain qui a fait dans sa vie une part si considérable à la grande et noble cause que nous sommes appelés à servir.

La commission instituée par la Conférence dans sa séance du 19 novembre s'est réunie le 21 novembre.

Cette commission se compose des plénipotentiaires d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de l'Etat indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Portugal.

Les autres plénipotentiaires, qui ne font pas partie de la commission, s'étaient rendus au département des affaires étrangères pour suivre les délibérations. Tous les délégués techniques assistaient également à la séance.

Le baron Lambermont, en qualité de président de la Conférence, a installé la commission. La présidence lui en a été déferée, sur la proposition de Lord Vivian.

La commission a pour mandat la recherche des mesures à prendre aux lieux mêmes où s'opère la capture des esclaves.

Plusieurs membres ont soumis à l'assemblée des éléments d'étude et de solution ; la commission, après en avoir pris connaissance, a décidé de procéder à leur discussion dans une séance fixée au mercredi 27 novembre.

M. Banning, un des plénipotentiaires belges, et M. Cogordan, un des plénipotentiaires français, ont été nommés rapporteurs.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} novembre. — *L'Afrique et l'Océanie à l'Exposition universelle*, par C. de Varigny. — *Mirabeau*, d'après un livre récent, par A. Mézières. — *Les mémoires du comte Vitzthum*, par G. Valbert.

15. — *Etudes diplomatiques. Fin du ministère du marquis d'Argenson : l'expédition d'Ecosse et la prise de Bruxelles*, par le duc de Broglie. — *Joseph Chamberlain et le socialisme d'Etat*, par A. Filon. — *Le Congrès antiesclavagiste*, par Edm. Plauchut.

La Nouvelle Revue.

1^{er} novembre. — *Le rêve de Charles XV*, par le prince de Valori. — *Les forces productives de la France comparées (1689-1789)*, par Fournier de Flaix.

15. — *Le Couvent des Arméniens à Venise*, par Ramsis. (Conclusion : le Couvent de Saint-Lazare est une Arche de Noé contemporaine. Dominant les âges et la distance, les Pères mékhitaristes ont recueilli ici les vestiges d'un grand passé. Grâce à eux, Venise renferme aujourd'hui l'évocation de ce passé et des germes pour l'avenir.) — *Le rêve de Charles XV*, par le prince de

Valori. (Fin du travail inspiré, dit l'auteur, par un but patriotique. Il convie les Suédois à aller au tombeau de Charles XV s'inspirer de ses vertus, de sa grandeur d'âme, de son patriotisme.) — *Les forces productives de la France comparées* (1789-1889), par Fournier de Flaix. (Conclusion optimiste : Un nouvel élan se produira dans toutes les branches de la production, le salaire s'élèvera, la richesse augmentera rapidement ; la concorde rapprochera les cœurs en même temps que la liberté fécondera le travail de chacun.) — *Politique du Saint-Siège envers les Juifs résidant à Rome*, par Rodocanachi. (L'auteur explique comment les circonstances firent que les juifs furent moins maltraités à Rome qu'ailleurs : le Romain méprisait les Juifs en bon chrétien, non en débiteur insolvable. en concurrent jaloux ; quand passait un circoncis, il lui jetait un sarcasme ou une pierre et croyait avoir rempli tous ses devoirs. Ailleurs, et pour cause, la conscience du chrétien était plus difficile à satisfaire. La tâche des Papes se trouvait donc singulièrement simplifiée à Rome et rien ne s'opposait à ce qu'ils suivissent les conseils de la prudence, de la politique et de la charité chrétienne.)

Revue internationale.

10 novembre. — *M. Crispi, sa vie, son caractère, sa politique*, par un Italien. (Cet italien est certainement fort lié avec son héros, ce qui rend fort difficile l'impartialité, mais ce qui lui permet d'être au courant de beaucoup de particularités, dont quelques-unes sont intéressantes. L'article comprend la période de 1841 à 1849, les débuts de M. Crispi comme avocat à Palerme, puis à Naples, et son rôle dans la Révolution sicilienne.) — *L'anthropologie criminelle et ses critiques*, par G. Sergi. — *L'archéologie en Italie*, par Nispi-Landi.

25. — *M. Crispi, sa vie, son caractère, sa politique* (séjour à Turin et à Paris, 1849-1858). — *Le général Boulanger*, par Emile Cère. (Il s'agit d'un général politicien guillotiné en 1794). — *L'anthropologie criminelle et ses critiques* (fin).

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Novembre. — *Le paysan français dans notre temps*, par A. de Verdilhac. — *Les enseignements de l'Exposition universelle*, par Jaccottet.

Revue d'histoire diplomatique.

1889, IV. — *Les justifications de Talleyrand pendant le Directoire*, par le comte Boulay de la Meurthe. — *Reconnaissance de l'Empire du Brésil par les puissances européennes* (1823-1828), par le baron de Loreto. — *Le baron Charles d'Avaugour, ambassadeur de France en Suède* (1654-1657), par Ch. Huvel. — *Correspondance d'un représentant du duc de Modène à la Cour de Madrid* (1661-1667), par L. Olivi. — *Tableau alphabétique des traités de Paris, San-Stefano et Berlin et de la Conférence de Constantinople avec une concordance des protocoles*, par A. d'Avril. (Travail extrêmement précieux dû à l'auteur du meilleur ouvrage sur le traité de Berlin.) — *Instructions secrètes du roi d'Espagne Charles III à la junte d'Etat dans la dernière année de son règne*, par E. de Vorges. — *Comptes-rendus d'ouvrages relatifs à l'histoire diplomatique*.

Revue historique.

Novembre-décembre. — *Fortunat, panégyriste des rois mérovingiens*, par Ch. Nisard. — *Le mouvement guisard en 1588 : Catherine de Médicis et la journée des Barricades*, par B. Zeller. — *Fustel de Coulanges*, par G. Monod. — *Jacques Casanova de Seingalt et la critique historique*, par Ch. Henry. — *Le Centenaire de 1889*, par G. Monod (intéressant compte-rendu des principaux ouvrages provoqués par l'anniversaire de la Révolution française).

Revue britannique.

Novembre. — *Dupont-White, un penseur contemporain*, par G. Bonnefont. — *Les tépreux de la Colonie du Cap* (extr. du *Blackwood Magazine*; description d'un état de choses qui fait peu d'honneur à l'administration anglaise). — *La Colonie de Saint-Domingue à la veille de la Révolution*, par Castonnet des Fosses. (Il ne faut pas chercher les causes de la Révolution de Saint-Domingue dans l'influence plus ou moins grande des philosophes, mais uniquement dans les idées d'émancipation qui pousseront toujours les Colonies à se séparer de leur métropole, du moment qu'elles pourront se passer de sa tutelle et de sa protection.) — *Le Roi des îles Sandwich*, par J. Ballien

Revue maritime et coloniale.

Novembre. — *La marine marchande italienne en 1888*, par Garreau, commissaire de la marine. (Travail fait d'après un rapport du directeur général de la marine marchande italienne sur la situation des choses au 31 décembre 1887 et le compte-rendu présenté au Parlement au ministre de la marine sur les opérations de son administration jusqu'au 30 juin 1888). — *Le dépeuplement de la mer et le Comité consultatif des pêches maritimes*, par Basson, aide-commissaire de la marine. (Il faut absolument qu'on prohibe certains procédés de pêche qui détruisent le jeune poisson et saccagent les fonds.) — *Etudes historiques sur la marine militaire de France. La fin des grandes flottes : Pontchartrain et Tourville*, par Chabaud-Arnault. — Chronique : Accroissement de la flotte des Etats-Unis.

Revue algérienne et tunisienne.

Octobre-Novembre. — *La nationalité française en Algérie et en Tunisie*, d'après la législation récente, par Audinet, professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix. (Travail destiné à faire ressortir les conséquences importantes que la nouvelle législation produira en Algérie et en Tunisie; l'auteur exprime l'espoir que cette législation aura une influence salutaire sur l'avenir de l'Algérie.) — Décisions judiciaires.

Bulletin de la Société de législation comparée.

1889, VII. — *Note sur le projet de Code de procédure pénale hongroise*. — *Note sur le Congrès juridique de Lisbonne*. (A ce Congrès qui s'est tenu au mois d'avril dernier étaient convoqués les jurisconsultes de langue portugaise et espagnole. On y a traité diverses questions intéressantes de droit civil et de droit criminel. On s'est occupé de droit international; ainsi le Congrès a décidé à l'unanimité qu'il y avait lieu d'édicter par convention internationale une sanction pénale des infractions aux règlements destinés à prévenir les collisions en mer. Pour le règlement des droits de famille et de succession, faut-il tenir compte des changements de domicile ou de nationalité? Les conclusions ont été qu'il fallait appliquer les principes de la nationalité pour les nations européennes ou autres dont la population est fixe, et ceux du domicile pour les nations où se produisent des émigrations très importantes. Enfin on a discuté la question de savoir si un Tribunal arbitral rendrait les guerres plus faciles et comment devrait être constitué ce Tribunal, mais on n'a pu s'entendre sur les conclusions.) — Chronique législative : *Reichstag allemand* (session de 1889), par P. Hamel. — *Landtag prussien*, par Chavegrin. — *Chambres portugaises* (1888), par Laneyrie.

Annales de droit commercial.

Octobre. — *Quelques mots sur la représentation de commerce*, par L. Frey. — *De l'avenir des Tribunaux de commerce; Etude de critique législative*, par Thaller. — Chronique de législation, de doctrine et de jurisprudence (1888),

en matière de droit commercial et industriel (beaucoup de renseignements précieux).

La Propriété industrielle.

1^{er} novembre. — Dispositions législatives en vigueur dans les divers États de l'Union pour l'application des art. 6 à 10 de la convention internationale du 20 mars 1883. (Il s'agit des règles relatives aux marques de fabrique et au nom commercial; l'article indique ce qui est applicable en Italie). — Ordonnance suédoise du 9 novembre 1888 portant défense d'introduire dans le pays des marchandises munies d'une fausse désignation d'origine. — Lettre d'Italie sur les licences de fabrication. — Statistique italienne de la propriété industrielle pour les années 1887 et 1888.

Le Droit d'auteur.

15 novembre. — *Les traités particuliers et les Unions restreintes entre pays appartenant à l'Union internationale littéraire et artistique.* — *Le Gouvernement de la « République helvétique » et la propriété littéraire* (fragment d'histoire de la protection littéraire). — Faits divers : renseignements historiques sur la presse qui aurait débuté à Anvers; conclusion d'une convention littéraire entre le Brésil et le Portugal.

Le Mémorial diplomatique.

2 novembre. — *Mariages des princes et politique des nations* (à propos du mariage d'une princesse de Prusse avec l'héritier de la couronne de Grèce).

9. — *Les entrevues et la politique générale* (visites du czar à Berlin et de l'Empereur Guillaume à Constantinople).

16. — *La politique portugaise en Afrique : Mémoire historique et politique.*

23. — *Le mouvement de Rio de Janeiro.*

30. — *L'état du Congo et la traite.* — *Le trafic des spiritueux en Afrique.*

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Novembre. — *France* : L'Exposition universelle de 1889 : entrées payantes et gratuites (diagramme); l'administration des monnaies et médailles (exposé intéressant); les dépenses publiques d'assistance (rapport au ministre de l'intérieur duquel il résulte que le total des dépenses publiques d'assistance faites en France pendant l'année 1885 s'est élevé à plus de 184 millions); le droit des pauvres (monographie extraite du *Dictionnaire des finances*; les faillites en 1887. — *Allemagne*: Projet de budget de l'empire pour 1890-1891. — *Angleterre* : la condition des classes ouvrières dans le passé et dans le présent (d'après un discours de M. Gladstone); la crise de 1836-1839 (d'après le remarquable ouvrage de M. Juglar); le retrait des anciennes monnaies d'or; la question monétaire et le bimétallisme (conclusion d'un travail par M. Giffen dans *the Nineteenth Century*). — *Italie*: la question monétaire et l'Union latine (analyse d'un article de M. Magliani, ancien ministre des finances); les assurances ouvrières. — *Suisse*: le monopole de l'alcool (exposé du système par M. Léon Say et Rapport du Conseil fédéral sur la première période d'application). — *Espagne*: le projet de budget pour 1890-91. — *Mexique*: le budget fédéral.

Bulletins consulaires.

I. — FRANÇAIS.

Septembre. — Commerce et navigation de Trébizonde en 1888. — Commerce et navigation de la Grande-Bretagne en 1888. — Mouvement maritime des ports du Mexique. — Analyse du rapport du Comité de la bourse de Varsovie pour 1888.

Octobre. — Commerce et navigation de Calcutta en 1887-88. — Situation économique de l'Australie. — Mouvement commercial et maritime du Vénézuéla en 1886-87. — Commerce extérieur de la Russie en 1888.

Novembre. — Commerce de Calcutta en 1888-89. — Commerce extérieur de Victoria (Australie) en 1888. — Commerce de San Francisco en 1888, de Francfort.

II. — ANGLAIS.

N° 142. Les industries du Nitrate au Chili.

597. L'agriculture du Danemark.

598. Commerce et agriculture de Céphalonie (Grèce).

599. Commerce de Chefoo (Chine).

600. Commerce et industries du Guatemala.

601. Commerce des îles Tongu (Océanie).

III. — ETATS-UNIS.

N° 106. Juillet 1889. — Commerce et industries du Brésil. — Emigration espagnole dans l'Amérique du Sud. — Richesses minérales du Mozambique. — Commerce et productions de Sumatra. — Commerce extérieur de la Chine. — Commerce d'exportation américain. — L'agriculture et le commerce des céréales en Russie. — Commerce de la Russie en 1888. — Grève des mineurs en Allemagne. — Le port de Marseille.

N° 107. Août. — Commerce de la Colonie du Cap. — Colonie de Mossamedes. — Commerce et industries de Salvador. — Commerce et industries de la Colombie anglaise. — Commerce du Canada. — L'agriculture dans l'Ontario. — Le commerce de la soie en Chine. — Hong-Kong. — Prohibition du porc américain en Allemagne. — Commerce de la soie en Italie, 1888-89. — Commerce et industries l'Allemagne. — L'agriculture dans le comté d'York.

N° 109. Octobre. — Le Bas-Congo. — Relations commerciales de la Colombie. — Produits et exportations du Mexique. — Commerce américain avec Bahia. — Les grèves de Londres. — Commerce de l'Amérique avec Glasgow. — L'agriculture belge. — Commerce de Rouen avec les Colonies françaises. — La production vinicole d'Italie en 1889. — Mouvement de la population en France. — Commerce de Falmouth.

IV. — ITALIENS.

Pages. 241. Industrie, commerce et voies ferrées du Royaume de Hongrie.

229. Les récoltes et les céréales en Hongrie en 1888.

161. Importations et exportations en Roumélie en 1888.

621. Commerce et navigation du port du Havre en 1888.

417. Rapport commercial sur Stockholm en 1888.

477. Commerce extérieur de la Russie en 1888.

649. Mouvement commercial, industriel et maritime d'Anvers en 1888.

389. Commerce et navigation de l'Irlande en 1888.

25. Le port de Barcelone et son commerce.

557. Mouvement maritime et commercial de Singapour et des Etats Malais en 1888.

9. Production minière des Etats-Unis en 1888.

461. — Notices statistiques et géographiques sur le Chili.

324. Observations relatives à la possibilité d'échanges commerciaux entre l'Italie et l'Amérique centrale.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

		Pages
1883		
Juin	11 <i>Autriche-Hongrie</i> . Le ministre à Belgrade au ministre royal des affaires étrangères.	315
—	22 <i>Serbie</i> . Le ministre des affaires étrangères, au chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie.	316
Novembre .	21 <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chargé d'affaires à Belgrade au ministre des affaires étrangères.	316
Décembre .	21 <i>Serbie</i> . Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie.	317
1886		
Août	19 <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chargé d'affaires à Belgrade au ministre des affaires étrangères.	317
Septembre .	1 <i>Serbie</i> . Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie.	318
1887		
Juin	25 <i>Allemagne — Etats-Unis — Grande-Bretagne</i> . Affaires de Samoa. Protocole de la première Conférence.	253
Juillet . . .	2 Samoa, deuxième protocole.	259
—	9 Samoa, troisième protocole.	275
—	16 Samoa, quatrième protocole.	280
—	— <i>Allemagne — Etats-Unis — Grande-Bretagne</i> . Samoa, cinquième protocole.	277
—	26 Samoa, sixième protocole.	296
Septembre .	24 <i>France — Grande-Bretagne</i> . Convention concernant l'échange de mandats-poste entre la France et diverses Colonies anglaises	250
1888		
Mai	8 Conférence internationale sur le régime des sucres. Dix-neuvième séance	13
—	9 Vingtième séance	27
—	11 Vingt-et-unième séance	31
—	12 Vingt-deuxième séance	33
Juin	12 <i>France</i> . Note verbale communiquée par M. Mariani, ambassadeur à Rome, à M. Crispi	82
—	26 <i>France</i> . Le vice-consul à Massaouah au général Baldissera	84
—	27 <i>Italie</i> . Le commandant supérieur des troupes d'Afrique au ministre de la guerre.	82

		Pages
—	28 M. Crispi à l'ambassadeur à Athènes.	85
—	M. Crispi à M. le général Ménabréa, ambassadeur à Paris.	85
—	29 Le ministre italien à Athènes à M. Crispi.	86
Juillet . . .	4 <i>Italie</i> . M. Crispi aux représentants à Paris et à Athènes.	86
—	6 Le ministre à Athènes à M. Crispi.	90
—	9 M. Crispi à M. Ménabréa.	86
—	10 et 11 <i>France</i> . Adresse de négociants de Massaouah, protégés français, au consul de France.	87 et 88
—	11 Le vice-consul de France à Massaouah au général Baldissera.	87
—	— <i>Italie</i> . M. Crispi à M. Ménabréa.	89
—	12 M. Ménabréa à M. Crispi.	89
—	13 et 17 <i>France</i> . Adresse de négociants de Massaouah, protégés français, au vice-consul de France.	90 et 91
—	18 Le consul de France à Massaouah au général Baldissera.	90
—	— <i>Italie</i> . M. Crispi au ministre de Grèce à Rome.	91
—	22 <i>France</i> . Le chargé d'affaires à Rome à M. Crispi.	92
—	— <i>Italie</i> . Le ministre à Berlin à M. Crispi.	100
—	23 <i>France</i> . L'ambassadeur de France à M. Crispi.	94
—	24 <i>Italie</i> . Le ministre à Vienne à M. Crispi.	101
—	— <i>Italie</i> . Le ministre à Berlin à M. Crispi.	101
—	25 M. Crispi aux représentants italiens à l'étranger.	94 et 96
—	26 <i>Grèce</i> . Le ministre de Grèce à Rome à M. Crispi.	99
—	— <i>France</i> . Le vice-consul de Massaouah au général Baldissera.	102
—	— <i>Italie</i> . Le ministre à Londres à M. Crispi.	102
—	27 M. Crispi au ministre de Grèce à Rome.	102
—	28 M. Ménabréa à M. Crispi.	103
—	— <i>France</i> . L'ambassadeur de France à M. Crispi.	103
—	29 <i>Italie</i> . M. Crispi à M. Ménabréa.	104
—	30 <i>Allemagne</i> . L'ambassadeur à Rome à M. Crispi.	105
—	31 <i>France</i> . L'ambassadeur de France à M. Crispi.	105
Août . . .	2 <i>Italie</i> . M. Crispi aux représentants italiens à l'étranger.	105
—	3 <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chargé d'affaires à Rome à M. Crispi.	106
—	— Le ministre d'Italie à Lisbonne à M. Crispi.	106
—	— <i>France</i> . Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires à Rome.	107
—	— <i>Italie</i> . L'ambassadeur à Berlin à M. Crispi.	110
—	— L'ambassadeur à Vienne au comte Kalnoky.	110
—	— Le ministre à Copenhague au ministre des affaires étrangères.	110
—	— M. Crispi à M. Ménabréa.	111
—	4 Le ministre italien à Athènes à M. Dragoumis, ministre des affaires étrangères de Grèce.	122
—	5 <i>France</i> . Le chargé d'affaires à Rome à M. Crispi.	107
—	5 (24 juillet-15 août) <i>Grèce</i> . M. Dragoumis à l'ambassadeur italien.	123
—	7 <i>Italie</i> . Le ministre à Bruxelles à M. Crispi.	111
—	10 M. Crispi à M. Ménabréa.	112
—	— L'ambassadeur italien en Russie à M. Crispi.	113
—	13 M. Crispi aux représentants italiens à l'étranger.	113
—	14 L'ambassadeur à Berlin à M. Crispi.	119

		Pages
—	— Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Paris	330
—	46 Conférence internationale sur le régime des sucres. Vingt-troisième séance	37
—	19 Grèce. M. Dragoumis au ministre d'Italie.	123
—	23 Italie. L'ambassadeur italien à Berlin à M. Crispi	122
—	24 France. Mr Goblet à M. Gérard, chargé d'affaires de France à Rome	119
—	27 Conférence internationale sur le régime des sucres. Vingt-quatrième séance	62
—	— Italie. L'ambassadeur à Berlin à M. Crispi	124
—	28 Conférence internationale sur le régime des sucres. Vingt-cinquième séance	72
—	30 Vingt-sixième séance	74
—	— Italie. M. Ménabréa à M. Crispi.	125
Septembre.	2 L'ambassadeur italien à Lisbonne à M. Crispi.	125
Novembre.	29 France — Pays-Bas. Convention d'arbitrage	5
Décembre.	8 France — Italie. Arrangement relatif aux archives consulaires	7
—	8 et 16 Allemagne — Suisse. Convention sur la reconnaissance réciproque du laissez-passer pour les cadavres.	241

1889

Janvier. . .	—	Traité de droit pénal international entre diverses nations de l'Amérique du Sud	183
Mars. . . .	28/9 avril	Russie — Suède — Norvège. Convention pour le règlement des successions.	245
Mai.	29	France — Suisse. Convention concernant l'exercice de la médecine, chirurgie, etc., dans les pays frontières.	8
—	15	Tunisie. Loi sur la propriété littéraire et artistique.	162
—	25	Paraguay. Loi sur les marques de fabrique et de commerce	158
—	—	Suisse. Rapport de la Commission du Conseil national concernant le ministère public.	323
—	28	France. Décret organisant l'état-civil au Congo.	157
—	—	Suisse. Loi fédérale sur le ministère public.	322
Juillet. . .	1	France — Grande-Bretagne. Convention pour l'échange des colis-postaux entre la France et Malte.	242
—	15	France. Loi sur le recrutement de l'armée.	127-156
—	30	Autriche-Hongrie. Le chargé d'affaires à Belgrade au ministre royal des affaires étrangères.	318
Août. . . .	8	Serbie. Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie.	319
Septembre.	14	Autriche-Hongrie. Le chargé d'affaires à Belgrade au ministre royal des affaires étrangères	319
—	15	Etat indépendant du Congo. Décret sur l'expulsion.	322
—	17	Pays-Bas. Discours d'ouverture aux Etats-Généraux.	213
Octobre . .	19	Circulaire du Conseil fédéral Suisse au sujet du mariage des Belges en Suisse.	229
—	20	Serbie. Message des Régents à la Skouptchina.	217
—	24	Congo (Etat indépendant du). Rapport au roi sur la législation du Congo au point de vue de la suppression de l'esclavage	165

		Pages
—	29 Rapport au roi sur les mesures relatives à la répres- sion de la traite des esclaves.	171
Novembre .	19 Conférence antiesclavagiste de Bruxelles. Première séance.	344
—	24 <i>Grande-Bretagne</i> . Marquis de Salisbury au ministre de la Grande-Bretagne à Lisbonne.	316
—	29 <i>Portugal</i> . Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires à Londres	317

TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1889

ALGÉRIE. — *Décret* organisant la justice musulmane (17 avril 1889), III, 262.

ALLEMAGNE. — Conférence sur les îles Samoa (juin-juillet 1887), IV, 253-305; — *Convention* avec la Suisse sur la reconnaissance réciproque des laisser-passer pour les cadavres (8 novembre-11 décembre 1888), IV, 241; — additionnelle au traité de commerce du 23 mai 1881, signée avec la Suisse (11 novembre 1888), I, 275; — Discours du Trône à l'ouverture du Reichstag (22 octobre 1889), IV, 175; — Discours du contre-amiral Heusner au Reichstag sur la catastrophe de Samoa (3 avril 1889), II, 210; — Discussion au Reichstag sur la politique coloniale (16 janvier 1889), I, 215; — sur les passe-ports en Alsace-Lorraine (17 janvier 1889), I, 227; — sur les affaires de Zanzibar (Discours du prince de Bismarck) (26 janvier 1889), I, 222; — sur le budget supplémentaire de la guerre et de la marine (Discours de MM. Richter, Windthorst et Bismarck) (15 mars 1889), II, 99; — Discussion au Reichstag du projet de loi relatif à l'assurance des ouvriers contre la vieillesse et les accidents (Discours du prince de Bismarck) (18 mai 1889), II, 337; — Discussion du budget au Reichstag (Discours de MM. Bebel, Benningsen, Richter (29, 30, 31 octobre 1889), IV, 177; — Discussion au Reichstag de la loi sur les socialistes (MM. de Herrfurth, Liebknecht, Hartmann, Bebel) (4, 5, 6, 7 novembre 1889), IV, 333; — Discussion du budget des affaires étrangères (MM. Richter, Verdy du

Vernois, H. de Bismarck (22-28 novembre 1889), IV, 335; — Documents relatifs à l'expulsion d'un fonctionnaire allemand par la Suisse (mai 1889), II, 369; — Documents à propos de l'affaire Wohlgemuth (lettres de M. de Bismarck à M. de Bulow, Ministre allemand à Berne) (juin 1889), III, 335; — Documents relatifs à l'incident Bismarck-Morier, I, 68; — Documents relatifs à l'affaire Geffcken, I, 230; — Documents sur Samoa. Rapport du commissaire spécial allemand (8 décembre 1886), III, 153; — *Livre Blanc* sur Samoa, II, 102; — *Livre Blanc* sur les affaires de Samoa, II, 209; — *Livre Blanc* sur Samoa, II, 338; — Note de M. Droz, chef du département des affaires extérieures de la Suisse, au prince de Bismarck, sur l'affaire Wohlgemuth (13 juillet 1887), III, 338; — Projet de budget pour 1890, IV, 176; — Réception de l'Empereur d'Autriche (août 1889), III, 275; — Tableau de la dette de l'Empire de 1877 à 1888, II, 212; — Tarifs annexés aux nouveaux traités de commerce conclus avec la Suisse (23 novembre 1888), I, 12; — Traité pour l'établissement d'un régime définitif pour garantir le libre usage du Canal de Suez : avec l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France etc. (29 octobre 1888), I, 129; — Traité avec le Japon (16 juin 1889), III, 276.

ALSACE-LORRAINE. — Discours de M. Grad à la Délégation sur les dépenses de police (11 avril 1889), II, 212; — Discussion à la Délégation sur les passeports. Dé-

claration de M. Studt, sous-secrétaire d'Etat (1^{er} février 1889), I, 346.

AMÉRIQUE CENTRALE. — Convention d'arbitrage entre les Républiques de Costa-Rica et Nicaragua (10 janvier 1889), I, 347.

ARBITRAGE. — Conférence pour l'arbitrage international, II, 122; — (Convention d'), France, Pays-Bas (29 novembre 1888), IV, 5.

ARRANGEMENTS. — V. Traités.

AUTRICHE-HONGRIE. — Discours du comte Jules Andrassy dans la Commission financière de la Chambre des magnats de Hongrie (6 avril 1889), II, 213; — Correspondance échangée avec la Serbie à propos de la construction du pont de Mitrowitz (juin 1883-septembre 1889), IV, 315; — Discours de l'Empereur en recevant les délégations (24 juin 1889), III, 294; — Discussion à la Chambre des députés de Pesth sur la loi militaire (discours de M. Maurice Jokai) (22 janvier 1889), I, 233; — Discussion à la Chambre des députés de Pesth sur la politique extérieure (25 février 1889), I, 350; — Discussion à la délégation hongroise sur les affaires extérieures (discours de MM. Falk, rapporteur, le comte Albert Apponyi, le comte Théodor Andrassy, Jules Horvath) (10 juillet 1889), III, 297; — Exposé, par le comte Kalnoky, de la situation extérieure (25 juin 1889), III, 294; — Rapport de M. Falk au nom de la Commission des Affaires étrangères de la délégation hongroise (2 juillet 1889), III, 295; — Rescrit impérial à l'occasion de la mort de l'archiduc Rodolphe (5 février 1889), I, 349; — Tarifs annexés aux nouveaux traités de commerce conclus avec la Suisse (23 novembre 1888), I, 12; — Traité pour le libre usage du Canal de Suez avec l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, Russie,

Turquie (29 octobre 1888), I, 129; — Traité de commerce avec la Suisse (23 novembre 1888), I, 257.

BELGIQUE. — Arrangement avec la France relatif au mariage des indigents (12 décembre 1888), III, 7; — Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires, conclue avec le Brésil, l'Espagne, etc. (15 mars 1886), III, 5; — Convention avec la France pour le raccordement de chemins de fer (22 août 1888), III, 8; — Convention avec la Grande-Bretagne pour l'établissement du service des mandats-poste (18 décembre 1888), II, 129; — Convention avec la Grande-Bretagne pour les correspondances télégraphiques (1^{er} janvier 1889), II, 131; — Convention avec la Suisse sur l'assistance judiciaire devant les Tribunaux (9 septembre 1889), III, 151; — Déclaration échangée avec la France relativement à l'extradition en Tunisie (26 juin 1888), I, 137; — Discussion, à la Chambre des Représentants, du budget des affaires étrangères (29 et 30 janvier 1889), I, 236; — Discussion au Sénat relative à l'Union monétaire (3 février 1889), I, 351; — Discussion au Sénat sur le chemin de fer du Congo (20 juillet 1889), III, 305; — Discussion à la Chambre des Représentants sur le chemin de fer du Congo (25 juillet 1889), III, 302.

BIBLIOGRAPHIE

Revue des Deux-Mondes : I, 121, 250, 375; II, 123, 250, 375; III, 359; IV, 348; — Revue d'histoire diplomatique, I, 251; II, 126; IV, 349; — Nouvelle-Revue, I, 121, 250, 375; II, 124, 376; III, 359; IV, 348; — Revue maritime et coloniale, I, 122, 251, 376; II, 126, 251; III, 361; IV, 350; — Bulletin de statistique et de législation comparée, I, 125, 255, 378; II, 127, 379; III, 364; IV, 351; — Revue politique et littéraire, I, 122, 250, 375; II, 125, 250; III, 360; — Bulletin de la So-

ciété de législation comparée, I, 252, 376; II, 126, 251, 377; III, 361; IV, 350; — *Revue internationale*, I, 122, 250, 376; II, 125, 250, 376; III, 360; IV, 349; — *Annales de l'Ecole des Sciences politiques*, I, 251; II, 251; — *Revue Algérienne et Tunisienne*, I, 123, 252, 376; II, 126, 251; III, 361; IV, 350; — *Le Mémorial diplomatique*, I, 123, 254, 377; II, 127, 377; III, 363; IV, 351; — *Le Correspondant*, I, 250; II, 124, 376; III, 360; — *Le Droit d'auteur*, I, 123, 254, 376; II, 251, 377; III, 363; IV, 351; — *Journal du Droit international et de la Jurisprudence comparée*, I, 252, 377; II, 252; III, 362; — *L'Economiste Français*, I, 123, 254, 377; II, 377; III, 363; — *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge*, II, 377; — *Annales de droit commercial*, II, 126; III, 361; IV, 350; — *Revue de droit international et de législation comparée*, II, 378; III, 362; — *La propriété industrielle*, I, 123, 254, 376; II, 252; IV, 351; — *Revue Britannique*, II, 125, 376; IV, 350; — *Bulletins consulaires français, anglais et italiens*, II, 127; IV, 351.

De l'expulsion des étrangers, par Emmanuel Bès de Berc, I, 380; — *Les Confessions d'une abbesse du xvi^e siècle*, par A. Gagnière, II, 379; — *Marquardsen's Handbuch des öffentlichen Rechts. Dänemark*, par Dr Goos et H. Hansen, I, 378; — *Introduction au droit des gens*, par Fr. de Holtzendorff et Alphonse Rivier, I, 379; — 1814, par Henry Houssaye I, 253; — De l'exécution des jugements étrangers d'après la jurisprudence française, par Ch. Lachau et Christian Daguin, II, 380; — *Précis de droit maritime international et de diplomatie*, par A. Le Moine, II, 256; — *Un chancelier d'ancien régime : M. de Metternich*, par Ch. de Mazade, I, 253; — *Correspondance diplomatique de Talleyrand. — Sa mission à Londres en 1792*, par G. Pallain,

II, 253; — *L'Empereur Guillaume II et la première année de son règne*, par Edouard Simon, II, 380; — *L'occupation des territoires sans maître*, par Ch. Salomon, II, 380; — *Les étrangers devant les Tribunaux français*, par René Vincent, I, 381; — *Villars, d'après sa correspondance et des documents inédits*, par le marquis de Vogüé, I, 381; — *Des relations diplomatiques de l'Angleterre et de la Papauté*, par M. Georges Denis Weil, I, 126; — *Les relations de l'Angleterre et de la France après l'attentat d'Orsini*, par Georges Denis Weil, I, 126; — *Mœurs parlementaires anglaises*, par Georges Denis Weil, I, 126; — *Le prince Lucien Bonaparte et sa famille*, I, 381.

BOLIVIE. — *Correspondance échangée avec le Paraguay au sujet des frontières dans le Chaco Boréal (octobre-novembre 1888)*, II, 135 à 152; — *Reprise des relations diplomatiques avec le Paraguay. Discours prononcés (11 juillet 1889)*, IV, 182.

BRÉSIL. — *Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, l'Espagne, etc. (15 mars 1889)*, III, 5; — *Traité de délimitation avec la République Argentine (11 septembre 1889)*, IV, 182.

BULGARIE. — *Convention pour le raccordement des lignes ferrées bulgaro-serbes, signée avec la Serbie (14 septembre 1887)*, II, 5; — *Correspondance relative aux affaires de Bulgarie et de Roumélie orientale (novembre 1886-mai 1887)*, I, 301 à 333; — II, 23-47; — *Discours du prince Ferdinand à l'inauguration des travaux de la ligne Bourgas-Yamboli (1/13 mai 1889)*, II, 339; — *Discours du prince Ferdinand (14 août 1889)*, III, 306; — *Tableau de la situation financière*, III, 307.

CAMBODGE. — Décret relatif à des questions de procédure (18 septembre 1888), I, 205.

COCHINCHINE. — Décret relatif à des questions de procédure, 18 septembre 1888), I, 205.

COMMERCE. — Convention additionnelle au traité de commerce du 23 mai 1881 (Allemagne-Suisse, 11 novembre 1888), I, 275 ; — Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse (23 novembre 1888), I, 257.

CONGO (Etat indépendant du). — Conférence de M. F. Fuchs, juge à Boma, sur l'organisation judiciaire (31 octobre 1889), IV, 189 ; — Convention d'extradition avec le Portugal (27 août 1888), I, 133 ; — Déclaration de neutralité (1^{er} août 1885), I, 20 ; — Décret délimitant les circonscriptions administratives (1^{er} août 1888), I, 52 ; — Décret interdisant le trafic des armes à feu (11 octobre 1888), I, 53 ; — Décret sur la formation de corps de volontaires (20 octobre 1888), I, 54 ; — Décret sur le louage ou contrat de service entre noirs et non indigènes (8 novembre 1888), I, 55 ; — Décret sur l'expulsion (15 septembre 1889), IV, 323 ; — Discussion au Sénat de Belgique sur le chemin de fer du Congo (20 juillet 1889), III, 305 ; — Discussion à la Chambre des Représentants de Belgique sur le chemin de fer du Congo (25 juillet 1889), III, 303 ; — Institution d'un Conseil supérieur (16 avril 1889), III, 308 ; — Protocole, signé avec la France, délimitant des frontières (22 novembre 1885), I, 22 ; — Protocole signé avec la France pour délimiter des frontières (29 avril 1887), I, 23 ; — Rapport au Roi sur la législation au point de vue de la suppression de l'esclavage (24 octobre 1889), IV, 165 ; — Rapport au Roi sur les mesures prises et à prendre pour la répression de la traite (29 octobre 1889), IV, 171 ; — Règlement sur le traitement des noirs enga-

gés au service de l'Etat (17 novembre 1888), I, 58.

CONGO FRANÇAIS. — Décret d'organisation de l'état-civil (28 juin 1889), IV, 157 ; — Décret réglant les attributions du gouverneur (11 décembre 1888), I, 212.

CONVENTIONS. — V. *Traités, Conventions, Protocoles*, etc.

CORÉE. — Règlements signés avec la Russie pour le commerce par terre (8 août 1888), III, 12.

CRÈTE. — Note du Gouvernement turc à ses Ministres à l'étranger, sur les affaires de Crète (9 août 1889), III, 343 ; — Proclamations du gouverneur général turc (août 1889), III, 344 ; — Texte des demandes des insurgés (31 juillet/12 août 1889), III, 346.

DÉCLARATION. — De neutralité, par l'Etat indépendant du Congo (1^{er} août 1885), I, 20. — V. aussi *Traités, Conventions*, etc.

ÉGYPTE. — Décret prorogeant les pouvoirs des Tribunaux mixtes (31 janvier 1889), I, 340 ; — Trafic du Canal de Suez en 1888, IV, 191.

ÉQUATEUR. — Lettre du Président de la République au Pape (6 octobre 1888), II, 119 ; — Lettre du Pape au Président de la République (30 janvier 1889), II, 120.

ESCLAVAGE. — Conférence de Bruxelles pour la répression de la traite, séance d'ouverture (18 novembre 1889), IV, 344.

ESPAGNE. — Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, le Brésil, etc. (15 mars 1886), III, 5 ; — *Traité* de commerce et de navigation avec la Russie (20 juin/2 juillet 1887), I, 5 ; — *Traité* pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Al-

lemagne, l'Autriche-Hongrie, etc.
(29 octobre 1888), I, 129.

ÉTATS-UNIS. — Conférence maritime internationale de Washington (16 octobre 1889), IV, 192 ; — Conférence sur les îles Samoa (juin-juillet 1887), IV, 253-305 ; — Congrès international des nations américaines, réuni à Washington (2 octobre 1889), IV, 192 ; — Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, le Brésil, etc. (15 mars 1886), III, 5 ; — Convention additionnelle, conclue avec la France, concernant les mandats-poste (18 août 1888), II, 374 ; — Correspondance échangée, en 1888, avec la Grande-Bretagne sur le rappel de Lord Sackville, I, 43 à 48 ; — Correspondance avec la Grande-Bretagne relativement au rappel de Lord Sackville (janvier 1889), II, 277 ; — Correspondance avec Haïti à propos des affaires Pelletier et Lazare (novembre 1886-janvier 1887), III, 167-225 ; — Discussion, au Sénat, de la motion de M. Edmunds sur le Canal de Panama (5 janvier 1889), I, 238 ; — Message de M. Cleveland au Congrès (3 décembre 1888), I, 73 ; — Message présidentiel sur les affaires de Samoa (15 janvier 1889), I, 239 ; — Message du Président Harrison (4 mars 1889), II, 103.

EXTRADITION. — Déclaration sur l'extradition en Tunisie, échangée entre la Belgique et la France (26 juin 1888), I, 137 ; — *Convention* d'extradition entre le Congo et le Portugal (27 août 1888), I, 133.

FRANCE. — Arrangement avec l'Italie, relativement aux archives consulaires (8 décembre 1888), IV, 7 ; — Arrangement avec la Belgique relatif au mariage des indigents (12 décembre 1888), III, 7 ; — Célébration du Centenaire de 1789. Discours de M. Carnot (5 mai 1889), II, 340 ; — Circulaire

du Ministre de la marine sur la Convention du 14 mars 1884, relative aux câbles sous-marins (31 juillet 1888), I, 49 ; — Circulaire du Ministre de l'intérieur aux Préfets sur l'émigration dans la République Argentine (18 avril 1889), II, 221 ; — Circulaire des Ministres des Affaires étrangères et de l'intérieur aux fonctionnaires de leur Ministère sur la célébration du Centenaire de la Révolution (avril 1889), I, 217, 218 ; — Circulaire de l'Administration des Colonies sur l'immigration française aux Colonies (8 mai 1889), II, 346 ; — Communication de M. de Malarce, à l'Académie des Sciences, sur l'extension du système métrique (4 février 1889), I, 247 ; — Convention avec la Belgique pour le raccordement des chemins de fer (22 août 1888), III, 8 ; — Convention additionnelle conclue avec les États-Unis, concernant les mandats-poste (28 août 1888), II, 274 ; — Convention avec l'Angleterre, relative à l'échange des colis-postaux entre la France et l'île Maurice (7 septembre 1888), I, 16 ; — Convention avec la Grande-Bretagne pour l'échange de colis-postaux entre la France et Malte (1^{er} juillet 1889), IV, 242 ; — Convention avec la Grande-Bretagne concernant l'échange des mandats de poste entre la France et diverses colonies anglaises (24 septembre 1887), IV, 250 ; — Convention d'arbitrage avec les Pays-Bas (29 novembre 1888), IV, 5 ; — Convention avec la Roumanie pour la protection des marques de fabrique (31 mars/12 avril 1889), II, 232 ; — III, 147 ; — Convention avec la Suisse relativement à l'exercice des fonctions de médecins, chirurgiens, etc., dans les pays frontières (29 mai 1889), IV, 8 ; — Déclaration échangée avec la Grande-Bretagne relativement aux relations télégraphiques (11 décembre 1888), II, 257 ; — Déclaration relative à l'extradition en Tunisie, échangée avec la Belgique (26 juin 1888), I, 137 ; — Déclaration du Ministère

Tirard au Parlement (23 février 1889), I, 353 ; — Déclaration du Ministre des Affaires étrangères sur les relations commerciales de l'Italie et de la France (30 mars 1889), II, 216 ; — Décret organisant la justice au Tonkin (8 septembre 1888), I, 59 ; — Décret relatif à des questions de procédure en Cochinchine, au Cambodge et au Tonkin (18 septembre 1888), I, 205 ; — Décret sur les attributions du commissaire-général dans le Congo Français et du gouverneur du Gabon (11 décembre 1888), I, 212 ; — Décret rattachant l'Administration des Colonies au Ministère du commerce (14 mars 1889), II, 107 ; — Décret organisant la justice musulmane en Algérie (17 avril 1889), III, 262 ; — Décret réglant les attributions du personnel supérieur de l'Indo-Chine (9 mai 1889), II, 333 ; — Décret modifiant le régime douanier de l'Indo-Chine (9 mai 1889), III, 256 ; — Décret d'organisation de l'état civil au Congo français (28 juin 1889), IV, 157 ; — Décret pour l'exécution de la loi sur la nationalité (13 août 1889), III, 247 ; — Discours du Président de la République aux maires de France (18 août 1889), III, 309 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur la Convention de commerce franco-hellénique (11 et 12 décembre 1888), I, 79 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur les Affaires d'Haïti (20 décembre 1888), I, 75 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur l'incident de Sagallo. Discours de MM. Spuller et Goblet (28 février 1889), I, 334 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur l'expiration du traité de commerce franco-turc. Déclaration du Ministre des Affaires étrangères (2 mars 1889), II, 108 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur la Conférence relative au travail dans les fabriques. Explications du Ministre des Affaires étrangères et de M. de Mun (17 mai 1889), II, 344 ; — Discussion sur les affaires d'Haïti à la Chambre des députés. Dis-

cours de M. Félix Faure et du Ministre des Affaires étrangères (4 juin 1889), III, 116 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur l'opportunité du rattachement des Consulats au Ministère des commerces. Discours de MM. Bourgeois, de La Ferronnays et Spuller (4 juin 1889), III, 123 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur les affaires d'Egypte. Discours de M. Félix Faure et du Ministre des Affaires étrangères (4 juin 1889), III, 116 ; — Distribution des récompenses de l'Exposition. Discours de MM. Carnot et Tirard (29 septembre 1889), IV, 193 ; — Etat des travaux de la Commission des Archives diplomatiques au 6 janvier 1889, II, 110 ; — Loi sur la nationalité (26 juin 1889), III, 82 ; — Loi sur le recrutement de l'armée (15 juillet 1889), IV, 127 ; — Mouvement de la population en 1888, III, 312 ; — Ouverture de l'Exposition universelle. Discours de M. Carnot (6 mai 1889), II, 342 ; — Protocole signé avec l'Etat indépendant du Congo, réglant des questions de frontières (22 novembre 1885), I, 22 ; — Protocole signé avec l'Etat du Congo pour délimiter des frontières (29 avril 1887), I, 23 ; — Rapport de M. Auqoc, président du Comité de législation étrangère, sur les travaux de ce Comité, I, 369 ; — Rapports relatifs à l'incident de Sagallo (février-mars 1889), II, 87 ; — Rapport adressé au Gouvernement russe par le Consul de Russie au Caire, sur l'incident de Sagallo (20 février 1889), II, 362 ; — Statistique de la France en 1789 et 1889, II, 218 ; — Tableau du commerce extérieur de la France en 1888, IV, 200 ; — Traité pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Russie, la Turquie (29 octobre 1888), I, 129.

GABON. — Décret réglant les attributions du gouverneur (11 décembre 1888), I, 212.

GRANDE-BRETAGNE. — Conférence sur les îles Samoa (juin-juillet 1887), IV, 253-305; — Convention avec la France concernant l'échange des mandats de poste entre la France et diverses colonies anglaises (24 septembre 1887), IV, 250; — Convention avec la France pour l'échange des colis-postaux entre la France et Malte (1^{er} juillet 1889), IV, 242; — Convention avec la Belgique pour l'établissement du service des mandats-poste (18 décembre 1888), II, 429; — Convention avec la Belgique sur les correspondances télégraphiques (1^{er} janvier 1889), II, 431; — Convention avec la France relative à l'échange des colis-postaux entre la France et l'île Maurice (7 septembre 1888), I, 16; — Correspondance échangée en 1888 avec les Etats-Unis sur le rappel de Lord Sackville, I, 43 à 48; — Correspondance avec les Etats-Unis relativement au rappel de Lord Sackville (janvier 1889), II, 277 à 288; — Déclaration échangée avec la France relativement aux relations télégraphiques (11 décembre 1888), II, 257; — Documents relatifs à l'incident Bismarck-Morier, I, 68; — Documents sur les affaires de Samoa. Rapport du commissaire anglais (1^{er} octobre 1886), III, 18-40; — *Livre Bleu* sur les affaires de Chypre, IV, 207; — *Livre Bleu* sur Samoa, II, 413; — Documents sur le conflit anglo-portugais (décembre 1889), IV, 306; — Discours du Trône (21 février 1889), I, 357; — Dépôt, à la Chambre des Communes, d'un projet de loi tendant à la construction de nouveaux cuirassés (7 mars 1889), II, 411; — Déclaration de Lord Salisbury à la Chambre des Lords sur les affaires d'Afrique (25 mars 1889), II, 412; — Discussion à la Chambre des Lords sur les affaires d'Egypte (12 août 1889), III, 319; — Discussion à la Chambre des Lords sur la Triple alliance (16 août 1889), III, 316; — Discussion à la Chambre des Lords et à la Chambre des Communes sur la situation des Armé-

niens (28 juin et 16 août 1889), III, 317; — Discours du Trône à la clôture du Parlement (30 août 1889), III, 321; — Explications données à la Chambre des Communes sur les affaires d'Afrique (2 mai 1889), II, 348; — Discussion à la Chambre des Communes sur l'absence, de Paris, de Lord Lytton, au moment de l'ouverture de l'Exposition (28 mai 1889), II, 352; — Déclarations de Lord Salisbury, à la Chambre des Lords, sur la situation des missionnaires anglais dans l'Afrique orientale (28 mai 1889), II, 351; — Question, à la Chambre des Lords, sur la situation de la Crète (24 juin 1889), III, 320; — Déclarations de Lord Salisbury, à la Chambre des Lords, sur les affaires de Bulgarie (29 juillet 1889), III, 315; — *Traité* pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, etc. (29 octobre 1888), I, 429.

GRÈCE. — Discours du Roi à l'ouverture de la session de la Chambre des députés (15/27 octobre 1888), I, 104; — Commerce extérieur en 1888, III, 323.

HAITI. — Correspondance avec les Etats-Unis à propos des affaires Pelletier et Lazare (novembre 1886-janvier 1887), III, 167-225; — Instructions aux commandants des navires de guerre, I, 442; — Jugement rendu par le Tribunal des prises dans l'affaire du steamer « Haytian Republic », I, 108; — Loi relative au commerce et à la navigation (20 janvier 1889), I, 364; — Texte de la Constitution (16 décembre 1888), II, 81.

INDO-CHINE. — *Décret* réglant les attributions du personnel supérieur (9 mai 1889), II, 333; — *Décret* modifiant le régime douanier (9 mai 1889), III, 257.

ITALIE. — Arrangement avec la France relativement aux Archives consulaires (8 décembre 1888), IV, 7; — Convention concernant les échanges internationaux pour les

documents officiels et les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, le Brésil (15 mars 1886), III, 5 ; — Discours politique de M. Crispi à Palerme (13 octobre 1889), IV, 209 ; — Documents sur les affaires de Massaouah, IV, 82 à 126 ; — Discours du Trône (28 janvier 1889), I, 363 ; — Déclaration de M. Crispi, au Sénat, sur sa politique économique (28 mars 1889), II, 114 ; — Discussion à la Chambre des députés sur l'absence, de Paris, du général Ménabréa, au moment de l'ouverture de l'Exposition universelle (3 mai 1889), II, 353 ; — Discussion, à la Chambre des députés, sur la politique coloniale. Intervention de MM. Bonghi, Crispi et Baccarini (7 et 8 mai 1889), II, 353 ; — Discussion, à la Chambre, sur la situation vinicole des Pouilles (10 mai 1889), II, 354 ; — Discussion, à la Chambre, sur les Congrès catholiques. Discours de M. Crispi (11 mai 1889), II, 355 ; — Discussion, au Sénat et à la Chambre, sur les écoles italiennes en Orient (20 juin et 28 juin 1889), III, 324 ; — Rapport au Ministère de l'intérieur sur l'agitation irrédentiste (20 juillet 1889), III, 325 ; — Statistique de l'immigration italienne dans la République Argentine en 1888, II, 357 ; — Statistique sur Massaouah, I, 364 ; — Traité de commerce avec la Suisse (23 janvier 1889), III, 129 ; — Traité pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, etc. (29 octobre 1888), I, 129.

JAPON. — Proclamation de la nouvelle Constitution (11 février 1889), I, 363 ; — Traité avec l'Allemagne (16 juin 1889), III, 276.

LUXEMBOURG. — Adhésion à la Convention du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (5 octobre 1888), I, 49. — Voir aussi : Pays-Bas.

MADAGASCAR. — Loi affranchissant les esclaves qui débarquent dans l'île (8 mars 1889), II, 222.

MEXIQUE. — Discours du Président du Mexique à l'ouverture du 14^e Congrès mexicain (2 avril 1889), II, 358.

PARAGUAY. — Correspondance avec la Bolivie à propos des frontières avec le Chaco boréal (octobre-novembre 1888), II, 135 à 152 ; — Loi sur les marques de fabrique (25 juin 1889), IV, 158 ; — Message présidentiel à l'ouverture de la session législative (1^{er} avril 1889), II, 359 ; — Reprise des relations diplomatiques avec la Bolivie. Discours prononcés (31 juillet 1889), IV, 182.

PAYS-BAS. — Convention d'arbitrage avec la France (29 novembre 1888), IV, 5 ; — Discours du Trône à l'ouverture des Etats généraux (17 septembre 1889), IV, 212 ; — Documents relatifs à la maladie du Roi, à la réunion des Etats généraux, à la nomination du duc de Nassau comme régent du Luxembourg (avril 1889), II, 225 ; — Traité pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, etc. (29 octobre 1888), I, 129.

PERSE. — Convention avec la Russie (avril 1889), II, 231.

PORTUGAL. — Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, le Brésil, etc. (15 mars 1886), III, 5 ; — Convention d'extradition avec le Congo (27 août 1888), I, 133 ; — Documents sur le conflit anglo-portugais (décembre 1889), IV, 306 ; — *Livres Blancs* sur les affaires d'Afrique, II, 115.

PROTOCOLE. — V. *Traité*s.

RÈGLEMENTS. — Voir *Traité*s, *Conventions*, *Protocoles*, etc.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

— Tableau de l'immigration de 1857 à 1888, I, 348 ; — Traité de délimitation avec le Brésil (11 septembre 1889), IV, 182.

ROUMANIE.

— Actes officiels relatifs à la succession au Trône (mars 1889), II, 233 ; — Convention avec la France pour la protection des marques de fabrique (31 mars/12 avril 1889), II, 232 ; III, 147 ; — Déclaration du Ministère Catargi à la Chambre et au Sénat (30 mars/11 avril 1889), II, 231 ; — Déclaration au sujet d'un arrangement commercial provisoire, avec la France (20 décembre 1888/1^{er} janvier 1889), I, 241 ; — Discussion à la Chambre sur la politique extérieure. Discours de MM. Catargi et Lahovary (30 mars/11 avril 1889), II, 231 ; — Discussion à la Chambre des Représentants sur la question des fortifications. Discours du prince Nicolas Bibesco (4/16 avril 1889), II, 238 ; — Discours du Prince héritier au Sénat (9/21 mai 1889), II, 361.

RUSSIE.

— Convention avec la Suède pour le règlement des successions (28 mars/9 avril 1889), IV, 245 ; — Convention avec la Perse (avril 1889), II, 231 ; — Documents sur l'affaire de Sagallo, II, 116 ; — Rapport du vice-Consul du Caire sur l'incident de Sagallo (20 février 1889), II, 362 ; — Rapports adressés au Ministre de la marine de France, par ses subordonnés, sur l'incident de Sagallo (février-mars 1889), II, 87 ; — Règlements signés avec la Corée pour le commerce par terre (8 août 1888), III, 12 ; — *Traité* de commerce et de navigation avec l'Espagne (20 juin/2 juillet 1887), I, 5 ; — *Traité* pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, etc. (29 octobre 1888), I, 129.

SAINT-SIÈGE.

— Convention avec la Suisse pour régler la situation religieuse du Tessin (16 mars 1888), I, 24 ; — Bref du

Pape au Cardinal Lavigerie en faveur de l'Œuvre Antiesclavagiste (17 novembre 1888), I, 120 ; — Allocution du Pape au Sacré-Colège (24 décembre 1888), I, 244 ; — Allocution du Pape dans le Consistoire du 12 février 1889, I, 365 ; — Allocution du Pape contre l'érection du monument de Giordano Bruno (30 juin 1889), III, 326 ; — Discours du Pape aux pèlerins napolitains (24 octobre 1888), I, 118 ; — Discours du Pape au Sacré-Colège (2 mars 1889), II, 121 ; — Discours du Pape au pèlerinage ouvrier français (20 octobre 1889), IV, 214 ; — Lettre du Président de la République de l'Equateur au Pape (6 octobre 1888), II, 119 ; — Lettre du Pape au Président de la République de l'Equateur (30 janvier 1889), II, 120 ; — Lettre du Pape à l'archevêque de Brescia (31 mars 1889), II, 368.

SAMOA.

— Conférence tenue à Washington (juin-juillet 1887), IV, 253-305 ; — Documents sur les affaires de Samoa. Rapport du commissaire anglais (1^{er} octobre 1886), III, 18-40 ; — Rapport du commissaire spécial allemand (8 décembre 1886), III, 152 ; — *Livre Blanc*, II, 102, 209 ; — *Livre Bleu*, II, 103 ; — Message du président des Etats-Unis au Congrès de Washington, I, 239.

SERBIE.

— Abdication du Roi Milan (22 février 1889), I, 335 ; — Adresse du parti radical de la Skoupchtina (octobre 1889), IV, 219 ; — Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, le Brésil, etc. (15 mars 1886), III, 5 ; — Convention avec la Turquie pour le raccordement des lignes ferrées (4 juin 1887), II, 12 ; — Circulaire du président du Conseil Grouitch aux agents serbes à l'étranger (8 avril 1887), II, 366 ; — Convention avec la Bulgarie pour le raccordement des lignes ferrées serbo-bulgares (14 septembre 1887), II, 5 ; —

Constitution serbe (22 décembre 1888), III, 89; — Correspondance échangée avec l'Autriche-Hongrie à propos de la construction du pont de Mitrowitz (juin 1883-septembre 1889), IV, 315; — Couronnement du Roi Alexandre (2 juillet 1889), III, 330; — Discours du Roi en prononçant la clôture de la grande Skouptchina, après le vote de la Constitution (3 janvier 1889), I, 243; — Documents sur la rupture des négociations commerciales avec la Bulgarie, I, 367; — Message des régents à la Skouptchina (20 octobre 1889), IV, 217; — Note du Ministre des Affaires étrangères aux légations à l'étranger (3 juin 1889), III, 329; — Proclamation de la Régence (22 février 1889), I, 338.

SUCRES. — (Conférence internationale sur le régime des), I, 35 à 42, 139 à 204; — II, 48 à 76, 289 à 331; — III, 41-84, 226-245; — IV, 13 à 81.

SUEZ (Canal de). — *Traité* entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, etc., pour garantir le libre usage du Canal de Suez (29 octobre 1888), I, 429.

SUÈDE-NORVÈGE. — Convention avec la Russie pour le règlement des successions (28 mars/9 avril 1889), IV, 245.

SUISSE. — Circulaire relative au mariage des Belges en Suisse (19 octobre 1888), IV, 229; — Circulaire aux Consuls suisses en France et en Algérie, sur le service militaire des personnes nées en France de parents suisses (13 août 1889), IV, 224; — Circulaire du Conseil fédéral aux Etats confédérés sur les conséquences de la loi militaire de France (13 août 1889), IV, 223; — Circulaire au sujet de l'assistance des étrangers (15 octobre 1889), IV, 228; — Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et les publications scientifiques et littéraires, conclue avec la Belgique, le Brésil, etc.

(15 mars 1886), III, 3; — Convention avec le Saint-Siège pour régler la situation des Paroisses du Tessin (16 mars 1888), I, 24; — Convention additionnelle au Traité de commerce du 23 mai 1881, signée avec l'Allemagne (11 novembre 1888), I, 275; — Convention avec la France relativement à l'exercice des fonctions de médecin, chirurgien, etc., dans les pays frontières (29 mai 1889), IV, 8; — Convention avec la Belgique sur l'assistance judiciaire devant les Tribunaux (9 septembre 1889), III, 151; — Convention avec l'Allemagne sur la reconnaissance réciproque des laissez-passer pour les cadavres (8 novembre-11 décembre 1888), IV, 241; — Loi fédérale sur le ministère public de la Confédération (28 juin 1889), IV, 323; — Documents relatifs à l'expulsion d'un fonctionnaire allemand (mai 1889), II, 369; — Interpellation au Conseil national, au sujet du conflit avec l'Allemagne à propos du droit d'asile (21 juin 1889), III, 332; — Liste des traités de commerce en vigueur le 1^{er} décembre 1888, I, 297; — Lettre du Conseil fédéral à la Commission chargée des questions de police politique (7 décembre 1888), I, 414; — Loi fédérale sur le Ministère public (28 juin 1889), III, 249; — Message du Conseil fédéral concernant les Traités conclus avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (1^{er} décembre 1888), I, 278; — Note aux Gouvernements européens sur la conclusion d'une Convention internationale sur le travail dans les fabriques (15 mars 1889), II, 77; — Note du Conseil fédéral aux Gouvernements européens à propos de la Conférence sur le travail dans les fabriques (12 juillet 1889), III, 342; — Note de M. Droz au prince de Bismarck sur l'affaire Wohlgemuth (13 juillet 1889), III, 338; — Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1888, II, 153 à 207; — Tarifs annexés aux nouveaux traités de commerce conclus avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (23 no-

vembre 1888), I, 12; — Traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie (23 novembre 1888), I, 237; — Traité de commerce avec l'Italie (23 janvier 1889), III, 129.

TONKIN. — Décret relatif à des questions de procédure (18 septembre 1888), I, 205.

TRAITÉS, Conventions, Protocoles, etc.

Arrangement relatif aux Archives consulaires (France-Italie) (8 décembre 1888), IV, 7; — *Arrangement* relatif au mariage des indigents (Belgique-France) (12 décembre 1888), III, 7.

Convention concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et les publications scientifiques et littéraires (Belgique, Brésil, Espagne, etc.) (15 mars 1886), III, 5; — *Convention* pour le raccordement des chemins de fer turco-serbes (Turquie-Serbie) (4 juin 1887), II, 12; — *Convention* pour le raccordement des lignes ferrées serbo-bulgares (Bulgarie-Serbie) (14 septembre 1887), II, 5; — *Convention* réglant la situation religieuse du Tessin (Saint-Siège-Suisse) (16 mars 1888), I, 24; — *Convention* pour le raccordement des chemins de fer (Belgique-France) (22 août 1888), III, 8; — *Convention* d'extradition entre le Congo et le Portugal (27 août 1888) I, 133; — *Convention* concernant l'échange des mandats-poste (28 août 1888), II, 274; — *Convention* relative à l'échange des colis-postaux entre la France et l'île Maurice (France-Grande-Bretagne) (7 septembre 1888), I, 16; — *Adhésion* du Luxembourg à la Convention du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (5 octobre 1888), I, 19; — *Convention* additionnelle au Traité de commerce du 23 mai 1881 entre l'Allemagne et la Suisse (11 novembre 1888), I, 275; — *Convention* d'arbitrage (France-Pays-Bas) (29 novembre 1888), IV, 5; —

Convention relative aux relations télégraphiques (France-Grande-Bretagne) (11 décembre 1888), II, 257; — *Convention* pour l'établissement du service des mandats-poste (Belgique-Grande-Bretagne) (18 décembre 1888), II, 129; — *Convention* d'arbitrage (Costa Rica-Nicaragua) (10 janvier 1889), I, 347; — *Circulaire* du Conseil fédéral suisse aux Puissances, relative à une Convention internationale sur le travail dans les fabriques (15 mars 1889), II, 77; — *Convention* pour la protection des marques de fabrique (France-Roumanie) (31 mars/12 avril 1889), II, 232; III, 147; — *Convention* relative à l'exercice des fonctions de médecin, chirurgien, etc., dans les pays frontières (France-Suisse) (29 mai 1889), IV, 8; — *Convention* sur l'assistance judiciaire devant les Tribunaux (Belgique-Suisse) (9 septembre 1889), III, 151; — *Convention* concernant l'échange des mandats-poste entre la France et diverses colonies anglaises (France-Grande-Bretagne) (24 septembre 1887), IV, 250; — *Convention* pour l'échange des colis-postaux entre la France et Malte (France-Grande-Bretagne) (1^{er} juillet 1889), IV, 242; — *Convention* pour le règlement des successions (Russie-Suède et Norvège) (28 mars-9 avril 1889), IV, 245; — *Convention* sur la reconnaissance des laissez-passer pour les cadavres (Allemagne-Suisse) (8 novembre-11 décembre 1888), IV, 241.

Déclaration relative à l'extradition en Tunisie (Belgique-France) (26 juin 1888), I, 137.

Protocoles. Délimitation de frontières (Etat indépendant du Congo-France) (22 novembre 1885), I, 22; — Délimitation de frontières (Etat indépendant du Congo-France) (29 avril 1887), I, 23.

Règlement pour le commerce par terre (Corée-Russie) (8 août 1888), III, 12.

Traité de commerce et de navigation (Espagne-Russie) (20 juin/2 juillet 1887), I, 5; — *Traité* de

commerce (Tarifs conventionnels annexés, Suisse-Allemagne et Autriche - Hongrie) (23 novembre 1888), I, 12; — Traité pour garantir le libre usage du Canal de Suez, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, etc. (29 octobre 1888), I, 129; — Traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Suisse (23 novembre 1888), I, 237; — Liste des Traités de commerce de la Suisse en vigueur au 1^{er} décembre 1888, I, 297; — Traité de commerce (Italie-Suisse) (23 janvier 1889), III, 129; — Traité (Allemagne-Japon) (11 juin 1889), III, 276; — Traité de délimitation (Brésil-République Argentine), 11 septembre 1889, IV, 182; — Liste des tarifs conventionnels les plus importants des Etats européens, I, 298.

TUNISIE. — Décret relatif à la protection des câbles sous-marins (17 juin 1887), III, 253; — Déclaration relative à l'extradition en Tunisie, échangée entre la Belgi-

que et la France (26 juin 1888), I, 137; — Loi sur la propriété littéraire et artistique (15 juin 1889), IV, 162.

TURQUIE. — Lettre du ministre des affaires étrangères au représentant turc à Paris sur les affaires de Massaouah (14 août 1888), IV, 320; — Traité pour garantir le libre usage du Canal de Suez, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, etc. (29 octobre 1888), I, 129; — Convention avec la Serbie pour le raccordement des chemins de fer (4 juin 1887), II, 12; — Proclamation du gouverneur général de Crète (août 1889), III, 344; — Texte des demandes des insurgés crétois (31 juillet/12 août 1889), III, 346; — Note aux Ministres à l'étranger sur les affaires de Crète (9 août 1889), III, 343.

URUGUAY. — Congrès de droit international Sud-Américain (février 1889), III, 277; — IV, 183.

Le Gérant : FÉCHOZ.